UNIVERSITE DE LILLE
U.F.R. DE GEOGRAPHIE
École doctorale SESAM
Laboratoire TVES

POLITIQUES DE L'ESPACE ET CONDITION CITADINE

MODÈLES, PRATIQUES, REPRESENTATIONS, RESISTANCES À OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)

***

Thèse pour l'obtention du doctorat en géographie
Présentée et soutenue publiquement le 9 septembre 2020

Félix LEFEBVRE



Sous la direction de Patrick PICOUET et de Florence BOYER

Membres du jury :

Emmanuel BONNET, Chargé de recherche HDR, IRD, Examinateur
Florence BOYER, Chargée de recherche, IRD, Directrice de thèse
Thomas FOUQUET, Chargé de recherche, CNRS, Examinateur
Laurent FOURCHARD, Directeur de recherche, Fondation nationale des sciences politiques, Rapporteur
Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Professeure des universités, Université Grenoble Alpes, Rapporteure
Marianne MORANGE, Professeure des universités, INALCO, Présidente
Patrick PICOUET, Professeur émérite, Université de Lille, Directeur de thèse
Fabrice RIPOLL, Maître de Conférences HDR, Université Paris Est Créteil, Examinateur

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

« Une part de l'inertie des structures de l'espace social résulte du fait qu'elles sont inscrites dans l'espace physique et qu'elles ne pourraient être modifiées qu'au prix d'un travail de transplantation, d'un déménagement des choses et d'un déracinement ou d'une déportation des personnes, qui supposeraient eux-mêmes des transformations sociales extrêmement difficiles et coûteuses. »

(Pierre Bourdieu, « Effets de lieux », *La Misère du monde*, 1993, p.252)

« J'appelle tactique l'action calculée que détermine l'absence d'un propre. Alors qu'aucune délimitation de l'extériorité ne lui fournit la condition d'une autonomie. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère. Elle n'a pas le moyen de se tenir en elle-même, à distance, dans une position de retrait, de prévision et de rassemblement de soi : elle est mouvement "à l'intérieur du champ de vision de l'ennemi", comme le disait Von Bülow, et dans l'espace contrôlé par lui. […] Ce qu'elle gagne ne se garde pas. Ce non-lieu lui permet sans doute la mobilité, mais dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir au vol les possibilités qu'offre un instant. Il lui faut utiliser, vigilante, les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire. Elle y braconne. Elle y crée des surprises. Il lui est possible d'être là où on ne l'attend pas. Elle est ruse. En somme, c'est un art du faible. »

(Michel De Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, 1990, pp. 60-61).

« Si tu veux aller au ciné, c'est pas facile ; tu veux bouger en boîte c'est pas facile, les maquis*, les maquis*, ça devient dur, tu arrives toujours en retard à tes rencards… Mon gars, surtout ne compte pas sur les bus et les taxis, dêh ! Ouaga sans char*, c'est la galère ! »

(Zêdess (Seydou Zongo), "Ouaga sans char", album *Embouteillage*, 1995)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Sommaire

REMERCIEMENTS 7
LEXIQUE 11
NOTES AU LECTEUR 13

INTRODUCTION GENERALE 15

PREMIERE PARTIE : UNE APPROCHE CRITIQUE DE LA VILLE AFRICAINE : ÉTUDIER LES ASPECTS POLITIQUES DE L'EXPERIENCE URBAINE 23

CHAPITRE 1 : UNE PENSEE POLITIQUE DE LA VILLE ET DU CITADIN A OUAGADOUGOU 24
I. La ville : concept du Nord, réalité du Sud 25
II. Penser la ville avec H. Lefebvre : la politique des trois espaces dans les villes du Sud 36
III. Dispositif et sujets urbains : repenser une citadinité processuelle et subalterne 51

CHAPITRE 2 : HISTOIRE DES *SITUATIONS* ET *MODELES* URBAINS A OUAGADOUGOU 67
I. Peut-on lier la *situation* au *modèle* ? 68
II. La ville en situation coloniale : un rapport de force inégalitaire 75
III. La succession des modèles urbains à Ouagadougou 90

CHAPITRE 3 : LA VILLE PAR EN HAUT, LA VILLE PAR EN BAS : PAYSAGES, PRATIQUES ET REPRESENTATIONS 117
I. Le paysage urbain : présentation de la structure urbaine ouagalaise 118
II. Une étude des pratiques et des représentations 136

DEUXIEME PARTIE : VILLE CONÇUE, VILLE VECUE, VILLE PERÇUE : L'ENJEU DE LA CENTRALITE 175

CHAPITRE 4 : TENTATIVE DE MISE AUX NORMES URBAINES INTERNATIONALES D'UNE PERIPHERIE DU MONDE 179
I. Des logiques *pro-growth* : « faire rentrer dans la compétition les périphéries du monde » (Choplin, 2014) 180
II. Des logiques *pro-poor* : une mise en ordre et en norme de la ville 204

CHAPITRE 5 : LE CENTRE-VILLE VECU : DES RESSOURCES SPATIALES INEGALEMENT PARTAGEES 221
I. Une approche quantitative des usagers du centre-ville : variété des raisons de fréquenter le quartier 223
II. Une approche par la rue : un jeu de positions 240

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 6 : LA VILLE PERÇUE : DES RESSOURCES URBAINES INEGALEMENT ACCESSIBLES 293
I. « Là où il y a tout plus, quoi » : la centralité comme concentration de ressources 294
II. « Loin de la ville, loin des problèmes » ? L'en-dehors de la centralité, des périphéries sans ressources 309

CHAPITRE 7 : IMAGINAIRES DE LA VILLE ET MODES DE VIE A OUAGADOUGOU 331
I. « Du ciment, ce n'est que du ciment… » : imaginaires des centralités et ressources symboliques 331
II. Quartiers et modes de vie à Ouagadougou 363

TROISIEME PARTIE : DU TEXTE PUBLIC AU TEXTE CACHE : QUELLES RESISTANCES HABITANTES AUX INEGALITES URBAINES ? 383

CHAPITRE 8 : TEXTE PUBLIC : DES EXPERIENCES DE REVENDICATIONS COLLECTIVES LIEES A L'ESPACE 390
I. La lutte urbaine et ses effets : l'exemple des déguerpis de Zangouettin 392
II. S'organiser collectivement autour des questions spatiales à Ouagadougou aujourd'hui 417

CHAPITRE 9 : TEXTE CACHE : ESPACES INTERSTITIELS DE LA PAROLE POLITIQUE ET DROIT A LA VILLE DE FAIT 438
I. Du texte caché à l'infrapolitique 439
II. Les espaces interstitiels de la parole politique 452

CONCLUSION GENERALE 472

ANNEXES 490

BIBLIOGRAPHIE 519

TABLE DES ANNEXES 542
TABLE DES CROQUIS 543
TABLE DES ENCADRES 544
TABLE DES TABLEAUX 545
TABLE DES CARTES 546
TABLE DES FIGURES 547
TABLE DES MATIERES 549

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Remerciements

Si la thèse est un travail souvent solitaire, elle ne saurait aboutir sans que son auteur ne soit porté par un élan collectif. Chaque personne que je citerai dans les prochaines lignes y a apporté sa part, à son échelle. Elle peut se considérer en quelque sorte comme co-auteur.e, car je n'aurais jamais pu achever ce travail sans un soutien fort et constant de mon entourage. Ce travail a pris naissance et suivi son cours dans différents endroits, à cheval sur deux continents, de Nantes à Lille, puis à Tours, Paris, Toulouse, Valenciennes, Amiens, et bien sûr Ouagadougou. Il me serait impossible de remercier chaque personne qui a contribué d'une manière ou d'une autre à cette aventure, mais je vais tout de même citer les principales.

Le bon fonctionnement de l'encadrement est un élément essentiel de la réalisation de la thèse. Je me sens donc doublement chanceux d'avoir pu bénéficier d'une co-direction de cette qualité. En premier lieu, je me dois de remercier Patrick Picouet, qui dirige mes recherches depuis le Master et dont les cours reçus en deuxième année d'IEP avait fait germer en moi l'idée de m'intéresser de plus près à la géographie. Son soutien constant, sa disponibilité et ses avis constructifs et pertinents auront été précieux pour ce travail, et je n'aurais sans doute jamais persévéré jusqu'à l'obtention de mon contrat doctoral sans sa confiance sans faille. De même, ce travail n'aurait jamais vu le jour sans l'appui et les conseils de Florence Boyer. C'est à ses côtés que j'ai appris les exigences du métier de chercheur, et son implication l'aura amené jusqu'à partager quelques semaines de terrain avec moi. Ses commentaires, son expertise, ses recommandations de lecture, ses recadrages nécessaires parfois auront été essentiels dans l'aboutissement de ce travail, et je souhaite donc lui témoigner ma profonde reconnaissance.

Je remercie vivement les membres de mon jury d'avoir accepté de lire cette thèse et de l'évaluer, Marianne Morange en tant que présidente, Laurent Fourchard et Myriam Houssay-Holzschuch en tant que rapporteur.e.s, Emmanuel Bonnet, Thomas Fouquet et Fabrice Ripoll en tant qu'examinateur.e.s. Je mesure l'honneur de pouvoir être lu par autant de spécialistes reconnu.e.s de mes thèmes de recherche. Je tiens tout particulièrement à remercier Emmanuel Bonnet, à qui ce travail doit beaucoup. Ce fut un plaisir de travailler avec lui au sein de l'IRD à Ouagadougou, et son implication s'est poursuivi de Rouen à Bondy. Sa présence fut également décisive dans la réussite de ce travail. Merci également à Pauline Bosredon et David Lessault pour avoir accepté de participer à mon comité de thèse.

Merci à mon laboratoire, TVES, et à ses membres d'avoir accueilli mes premiers pas de chercheur et d'enseignant comme ils avaient accueilli mes derniers pas d'étudiant. Si j'en ai été éloigné géographiquement pendant la plupart de ces années, j'ai toujours pris beaucoup de plaisir à revenir travailler dans le bureau des doctorant.e.s. A ce titre, je remercie vivement Shamshod Akhmedov, Nicolas Fait, Camille Guenebaud, Dounia Lahlou, Amélie Lefebvre, Lucie Morère, Madina Mussakulova, et tou.te.s les autres, et *un abrazo especial* pour Nicole Tabet (et bien entendu David). Merci beaucoup également à Antonin Margier, qui m'a notamment encouragé à participer à mon premier colloque. Merci à tou.te.s les enseignant.e.s-chercheur.e.s avec qui j'ai beaucoup apprécié travailler. Enfin, si mes remerciements s'adressent à tout le personnel administratif, je voudrais citer en particulier Christine Vandenbosch, dont la gentillesse, la disponibilité et la compétence pour résoudre les situations les plus complexes ont été d'une aide décisive tout au long de ces années.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Mes deux années en tant qu'ATER, si elles ont sans doute allongé la durée de cette thèse, ont été extrêmement enrichissantes et m'ont permis de connaître le métier d'enseignant-chercheur. Je veux donc remercier chaleureusement la FLLASH de l'UPHF de Valenciennes de m'avoir offert cette chance, en particulier Guillaume Schmitt, mais également Claire Barat, Nicolas Rouget, Thomas Pfirsch et tou.te.s les autres, enseignant.e.s-chercheur.e.s comme personnel BIATSS. Et un salut tout particulier à mes deux camarades de bureau, Louise de la Haye Saint-Hilaire et Manon Tassel.

Merci également au département de géographie de l'UPJV d'Amiens, en premier lieu à Marie Chabrol qui m'a parfaitement accueillie et intégrée dans l'équipe, mais également à Cheikh Ba, Anne Bouhali, Jérôme Buridant, Laurent Chalumeau, Christophe Demichelis, Lauriane Letocart, Pierre-Jacques Olagnier, et bien sûr Sylvain Dournel et Alberto Preci avec qui ce fut un plaisir de travailler. C'est dans ce contexte que j'ai achevé cette rédaction et Amiens y restera donc désormais immanquablement associée.

Mes remerciements ne manqueront pas de s'adresser pareillement à Bertrand Sajaloli pour son soutien, et pour m'avoir notamment permis de donner un cours de master à l'Université d'Orléans.

A Ouagadougou, je suis très redevable de l'accueil de l'IRD. Dans ce cadre, je remercie spécialement Aude Meunier-Nikiema qui m'y a reçu la première. Merci à Lucie Lechat et à toute l'équipe des cartographes pour leur aide, et pour m'avoir accompagné pour mes riz-sauce du midi. Un chaleureux salut à Seydou Séré également, pour sa gentillesse autant que ses conseils scientifiques. Enfin, merci à Salifou Sawadogo et Michael Kaboré, mes deux enquêteurs en centre-ville.

Pour clore ce passage qui concerne le monde académique, je voudrais enfin remercier tous les chercheurs que j'ai croisés au cours de ces années et dont les discussions ont enrichies considérablement mes réflexions : Alexandra Biehler, Vincent Bonnecase, Armelle Choplin, Françoise Dureau, Laurent Fourchard, Amandine Spire, Jean-Fabien Steck. Merci aux colloques et journées d'étude qui m'ont permis de présenter mes travaux, à Budapest, à Toulouse, à Orléans, au Havre, à Tours. Un salut particulier à Richard Banégas, rencontré par hasard à une réunion du Balai citoyen à Silmiyiri. Merci également à Léandre Guigma et Liliane Pierre pour leur aide précieuse à Ouagadougou et en France. Un grand merci à Karine Hochart pour son appui inestimable pour la réalisation des croquis. Un merci académique et extra-académique à Marc Pilon (et toute la famille) pour son amitié et son appui. Et j'aurais également une pensée particulière pour le regretté Mathieu Hilgers qui m'avait accueilli avec beaucoup de sympathie à l'ULB.

Je ne saurais trouver des mots assez juste pour adresser mes remerciements aux habitant.e.s de Ouagadougou rencontrés au cours de cette enquête. En particulier, *barka* à Sébastien Bazemo, Madi Dermé, Tonton Fall, Issa Kenoré, Inoussa, Richard. *Barka* à tou.te.s les Ouagalais.e.s qui ont bien voulu prendre le temps de répondre à mes questions. Au-delà de l'enquête, *barka* à mes ami.e.s de là-bas que j'espère revoir bientôt : Aïda, Aimé, Amour et Léocadie, Baya et Daniela, Bruno, Cheickh Baldé, Damien et Mimi, Hippolyte, Matthieu et Sylvie, Mireille, Noum, Olympia, Rab, Rachel, Tintin, toutes leurs familles, et tous les autres que je m'en veux déjà d'omettre. Une pensée particulière à Caro et Willy, Gauthier et Betty, Roman, Laurène et Ilyo qui m'ont hébergé, en plus de leur amitié.

Je vais également avoir du mal à citer tou.te.s les ami.e.s de France qui le mériteraient, mais je vais tout de même en nommer la plupart en les associant naturellement à la réussite de ce projet : merci donc à Alaric et Prune et les filles, Amélie et Diego (et Mathilda !), Alidou et Laure, Anne et sa famille, Anna et Mathieu (et les filles), Aurélie et Pierre-Yves, Aurore et Thibaut, Chloé et Kévin (et Olivia), Clémence et Antoine, Édouard, Eva et Jojo, Farouk, Gaëlle et Pippo (et Nino), Hervé et Stéphane, Juliette et Ghislain (et Louise), Juju, Kévin, Lulu et Jo (et Louison), Marie, Momo, Pascal, Pauline, Romain et Sandrine (et Ruben), Toto et Angie (et Hélio), Ugo et Louma, les nombreux ami.e.s lillois.e.s. Bref,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

merci aux amis de Tours, de Lille, de Paris, de Toulouse, de Marseille, de Nantes, de Creuse, des montagnes, de Ouagadougou, et d'ailleurs.

Une pensée particulière pour ceux qui en plus de leur grand cœur m'ont ouvert leur canapé-lit ou leur chambre d'amis : Simon, Cyrielle, Anouk et ma Ninon adorée, Lou et Martin, Camille, Julius, Léa, Rébecc', Gabriel et toute la bande de Jeanne d'Arc.

Merci aux relecteurs de choc : Camille, Catherine, Gauthier, Lou, Martin et Sylvie.

Un merci singulièrement énorme à ma famille pour son amour et son soutien. En particulier à mes parents, Gauthier et Catherine, et à Henri, Elodie, mon grand Léon et Tara, ainsi qu'à mes grands-parents, Michèle et Bernard. Merci aussi à mon incroyable belle-famille : quelle chance de vous avoir eu auprès de moi pendant ces années ! Merci Domi et Philou, Maxime, Mélanie, Margot et Marius, Juju, Ling et Pema d'être là.

Merci aux ronrons de Mouss Mouss qui m'ont apaisé quand mon travail était source de stress.

A Elsa bien sûr. Tu sais à quel point j'aurais bien du mal à exprimer tout ce que ce travail te doit, et tout le reste également. Merci pour ta patience, ton soutien et ton amour. Tu m'as pour l'instant toujours partagé avec cette thèse, je ne suis désormais plus qu'à Ada et toi, promis.

Enfin, cette thèse est tout naturellement dédiée à Geneviève et à Ada, dont les dates en bornent la réalisation.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

LEXIQUE

Chaque terme dans le corps du texte suivi d'une astérisque renvoie à sa définition dans ce lexique

Célibatorium : Logement de petite taille à destination des jeunes urbains isolés. Voilà la définition qu'en donne Y. Deverin : « une chambre plus un salon, collés à six ou sept autres structures identiques. Le propriétaire est assuré de toucher l'équivalent du loyer d'une villa, avec beaucoup moins de risques, puisqu'on se bat pour occuper ces bâtiments (alors qu'il n'est pas toujours facile de trouver un locataire pour une villa). La construction est beaucoup moins onéreuse et a l'avantage de répartir les risques de non-paiement du loyer » (Deverin, 1999 : 137)

Char : Terme argotique désignant un véhicule deux-roues motorisé.

Goudron : Terme désignant les axes urbains bitumés.

Maquis : En Afrique francophone, essentiellement au Burkina Faso et en Côte-d'Ivoire, le maquis désigne un café-restaurant populaire, parfois dancing, la plupart du temps installé sous forme de terrasse donnant directement sur la rue, attenante à un local plus ou moins grand. Il propose des boissons et plats à des prix souvent abordables, et dispose parfois d'une télévision, ou diffuse de la musique, voire accueille des orchestres.

Parqueur : Travailleur proposant un service de prise en charge du parcage et du gardiennage des véhicules (essentiellement les deux-roues) sur un espace réservé, généralement sur l'espace de la rue, parfois sur une terrasse privée.

Poulet bicyclette : Poulet burkinabè de petit gabarit, réputé pour sa saveur, et très populaire dans les maquis et restaurants de Ouagadougou.

Six-mètres : Initialement, ce terme désignait certains axes des quartiers lotis mesurant environ six mètres de large, mais le sens s'est élargi pour désigner l'ensemble des voies urbains non-bitumées.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tablier : « Petits commerçant disposant d'un étal mobile » (Janin, 2001 : 188), temporaire ou permanent, s'installant dans la rue souvent sur une table facile à transporter à proximité des lieux attirant un flux de clientèle potentielle. Il peut s'agir de restauration de rue, ou de produits de consommation courante (cigarettes, recharges téléphoniques, etc.).

Tanties : Terme plus ou moins affectueux et argotique désignant les femmes, à l'exclusion des jeunes, et plus précisément selon le contexte, les vendeuses de rue. Il ne fait pas référence à un lien familial.

Tô : Plat national burkinabè, constitué d'une pâte à base de farine de mil, de sorgho, ou plus rarement de maïs, accompagné d'une sauce.

Unités : Cartes de recharge pour téléphone portable.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Notes au lecteur

Notes sur la transcription des termes :

Les termes en langue locale en été transcrits suivant la forme orthographique francisée, qui est également la plus courante au Burkina Faso. Ces termes sont invariables et ne sont pas accordés au pluriel.

Ainsi, on écrira Mossi, version francisée, plutôt que Moose. Le singulier de Mossi est Moaga. La langue des Mossi est le Moore.

Concernant le terme désignant les habitants du Burkina Faso, la règle suivie a été celle préconisée depuis la période sankariste (1983-1987), lorsque la Haute-Volta est officiellement devenue Burkina Faso. Ce dernier terme est une combinaison de Moore (*Burkina* signifiant « hommes intègres »), de Dioula (*Faso* signifiant « terre ») et de *fulfulde* concernant la terminaison désignant les habitants du pays : les Burkinabè (également invariable).

Note sur les citations :

Toutes les citations d'entretiens sont indiquées par un retrait du paragraphe. Le nom de l'enquêté, son quartier et la date de l'entretien sont indiqués entre parenthèses en fin de citation. Tous les habitants interrogés ont vu leur prénom modifié. Les responsables interrogés ne sont pas nommément cités, mais sont identifiés par leur simple fonction.

Traitement des données :

Les cartes ont été réalisées à l'aide des logiciels ArcGis, Illustrator et Paint. Le traitement des questionnaires a été réalisé à l'aide du logiciel Sphinx. Tous les entretiens ont été enregistrés sur dictaphone et retranscrits.

Conversion :

La monnaie utilisée au Burkina Faso est le franc CFA, noté FCFA dans le texte. 1 euro = 656 FCFA.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

INTRODUCTION GENERALE

Loin des réflexions sur la ville compétitive, globale, intelligente, une métropole *périphérique* telle que Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, demeure dans l'angle mort des études urbaines prospectives. Si quelques événements récents (de mouvements sociaux et transitions politiques en attentats) ont permis de la replacer sur la carte du monde de l'observateur occidental, sa réalité urbaine méconnue constitue pourtant un terrain dont les caractéristiques ouvrent de grandes potentialités de recherche.

Grande capitale en expansion continue (4,67 % de croissance urbaine annuelle sur la période 2010-2015)[1] d'un pays encore très majoritairement rural, Ouagadougou constitue un effet une capitale périphérique typique (Choplin, 2014) à la position bancale, à la fois en retrait, mais nécessairement centrale dans les stratégies de développement du Burkina Faso. Marginale au sein des réseaux régionaux, à l'importance historique fluctuante[2], elle est tout de même la tête de pont urbaine d'un pays encore rural à plus de 80 %, et malgré l'influence de Bobo-Dioulasso, désormais quatre fois moins peuplée. Son histoire récente et aussi animée qu'accidentée : de puissants mouvements sociaux peuvent rapidement embraser une ville qui a connu pourtant vingt-sept ans de relative stabilité « semi-autoritaire » (Hilgers, Mazzocchetti, 2010). L'intervention étatique dans la ville y est très inégale : des projets urbains de grande ampleur imposés directement par l'État côtoient des quartiers entiers qui se développent inégalement dans un mélange de « laisser-faire » et de médiation par des pouvoirs locaux semi-institués. Les distances sont énormes et fortement discriminantes dans cette ville extrêmement étendue, où aucun système efficient de transports publics n'a pu être mis en place et où les transports individuels restent plébiscités. Enfin, si les inégalités territoriales intra-urbaines sont indéniables, en termes de distance par rapport au centre-ville ou d'occupation formelle ou informelle des terres, les phénomènes de ségrégation socio-spatiale restent difficiles à lire ; et à part quelques notables exceptions, tracer des frontières claires entre quartiers riches et quartiers pauvres reste malaisé.

[1] https://population.un.org/wup/DataQuery/

[2] Bobo-Dioulasso a longtemps été préférée à Ouagadougou comme capitale coloniale, quand la colonie de Haute-Volta n'a pas elle-même été absorbée par ses voisines (cf. chapitre 2).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ainsi, travailler sur Ouagadougou, c'est s'intéresser aux angles morts de la mondialisation, à ces villes sous-étudiées de la « mondialisation des pauvres » (Choplin, Pliez, 2018). Pour le chercheur occidental, c'est également le risque d'y voir une « ville fantôme » (Fournet-Guérin, 2011), le champ des études urbaines étant ainsi fait qu'il n'offre pas toujours les outils pour analyser ces espaces urbains *hors champ* autrement qu'en mobilisant des concepts inadaptés, voire ses propres « fantasmes d'un Européen en mal d'exotisme » (Retaillé, 1998 : 51). Si la préoccupation tardive de la recherche française pour la question urbaine en Afrique peut expliquer cela (Coquery-Vidrovitch, 1993), un autre écueil à éviter serait de chercher dans l'étude de Ouagadougou des éléments renvoyant à une hypothétique « ville africaine » non moins fantasmée, comme si chacune d'entre elle ne pouvait s'étudier pour ses propres spécificités et devait immanquablement renvoyer à un modèle de l'urbanité *à l'africaine*. Contre ce tropisme, il nous faut ici tâcher de décentrer notre regard, et accepter d'étudier Ouagadougou non comme la queue de comète des phénomènes urbains globaux observés dans les métropoles d'envergure internationale, vers lesquelles elle tendrait naturellement, mais comme une ville ordinaire (Robinson, 2006), c'est-à-dire aux réalités propres et complexes, et qui nous apprend autant sur la complexité des rapports urbains que n'importe quelle autre ville. Certes, des phénomènes de transformation urbaine semblables se retrouvent aujourd'hui dans la plupart des métropoles internationales, mais leur intensité et leurs effets diffèrent grandement selon les contextes locaux, et comme partout, ceux-ci se diluent et se métissent dans les sociétés locales qui les intègrent tant bien que mal. En bref, il nous faut prendre garde à ne pas réifier la catégorie « sud », ce qui fut sans doute un travers d'une partie des travaux se réclamant du *southern turn* (Spire et alii, 2018). Ainsi, cette étude ne porte pas spécifiquement sur la ville *africaine*, du *sud*, ou *en développement*, même si nous intégrons les effets de modèles à notre réflexion, mais sur une ville en particulier, et à la fois l'*urbain* en général. Considérer Ouagadougou comme une ville ordinaire nous ouvre une prometteuse double perspective : comprendre l'organisation microsociologique des interactions et des rapports de force dans les espaces urbains modernes, en les replaçant dans l'étude macrosociologique des conséquences du processus historique d'urbanisation globale. Cette interrogation se justifie d'autant plus que Ouagadougou est prise depuis les années 1990, à la faveur des programmes d'ajustement structurel, dans le vaste mouvement de la métropolisation mondialisée.

A Ouagadougou, le centre-ville connaît de profondes mutations depuis une vingtaine d'années. Plus précisément, il avait depuis longtemps fait l'objet d'une attention particulière du pouvoir, mais connaît désormais des mutations d'un genre nouveau, suivant des logiques novatrices. Le discours officiel à son propos a également évolué, lui conférant un rôle stratégique dans le développement du pays. Différents projets (ZACA, Ouaga 2000) visent à rénover le centre-ville, à rendre la ville plus compétitive par rapport à ses « rivales », ne serait-ce qu'à l'échelle des « périphéries du monde »

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(Choplin, 2014), et à attirer les investissements internationaux. Cette volonté de mise en ordre, en norme et en *valeur*[3] de l'urbain produit dans la réalité des résultats contrastés qui révèlent les stratégies urbaines contradictoires, et potentiellement conflictuelles, des différents acteurs. Les déplacements massifs, forcés ou non, de populations pauvres vers les périphéries contribuent notamment à accentuer les inégalités intra-urbaines et les contradictions spatiales (Biehler, 2010), et posent la question de la construction des légitimités citadines (Blot, Spire, 2014). Ces logiques s'inspirent de tendances internationales de l'urbanisme que nous allons tenter de décrire en *modèle*. Malgré tout, ces modèles ne s'imposent pas d'un bloc, et s'adaptent tant bien que mal au contexte local et aux enjeux sociaux et aux intérêts politiques potentiellement divergents que celui-ci recouvre.

La plupart des politiques publiques que nous allons évoquer dans cette thèse ont été produites sous le régime de Blaise Compaoré, président déchu par une insurrection populaire en octobre 2014[4]. Si l'alternance politique[5] qui a suivi ne semble pas avoir bousculé les tendances de fond de la politique urbaine, elle a posé de nouvelles questions sur notre terrain et à particulièrement mis en lumière certains traits caractéristiques de l'urbain à Ouagadougou. En particulier, le fait qu'une mobilisation d'une telle ampleur n'ait pas permis d'augmenter la place des inégalités urbaines au sein du débat public a été une information à intégrer à la réflexion générale. Il est apparu assez évident que se

[3] Terme à entendre ici en prenant en compte son double sens économique.

[4] Le mouvement insurrectionnel connu comme « deuxième révolution burkinabè » s'est étendu entre octobre et novembre 2014 et a notamment abouti à la fuite du président Blaise Compaoré, alors au pouvoir depuis son coup d'État mené contre Thomas Sankara en 1987. Après 27 ans de pouvoir, B. Compaoré avait alors lancé une procédure de révision constitutionnelle afin d'être autorisé à se représenter pour un cinquième mandat présidentiel lors des élections prévues en 2015. Le mouvement se déclenche dans la foulée d'une longue politisation de cette question constitutionnelle dans l'espace public burkinabè au cours de l'année 2014, en particulier sous l'influence d'organisations de la société civile au réseau local solide et structuré (Balai citoyen, Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples, etc.) et une opposition politique nouvelle symbolisée par le Mouvement des Peuples pour le Progrès (MPP), parti créé en janvier 2014 notamment par des anciens membres du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), le Parti présidentiel, comme Roch Marc Christian Kaboré, ancien Premier ministre et président de l'Assemblée nationale,qui sera élu président de la République en décembre 2015, et Salif Diallo, ancien ministre et vice-président du CDP, qui deviendra président de l'Assemblée nationale de décembre 2015 à sa mort en août 2017. De plus, ce mouvement social se développe à la suite d'une longue série de troubles sociaux autour des questions économiques et sociales dans le pays. Une suite de manifestations massives, cumulées à une grève générale, débutent le 28 octobre 2014 alors que l'examen du projet de révision constitutionnelle débute à l'Assemblée le 30. Les marches, de plus en plus importantes et sévèrement réprimées (24 morts et 625 blessés sur tout le territoire burkinabè selon l'enquête officielle), culminent le 30 octobre par le pillage d'un ensemble de bâtiments symboliques (siège du CDP, Assemblée nationale, siège de la Radiodiffusion-Télévision du Burkina, etc.) et la jonction du mouvement avec une partie de l'armée, aboutissant au retrait du projet de loi, à la dissolution de l'Assemblée nationale et la formation d'un gouvernement provisoire. Les manifestations se poursuivant sans perdre en intensité, le 31 octobre, Blaise Compaoré démissionne et fuit le pays clandestinement. Un régime de transition est mis en place, qui aboutira à la mise en place d'élections présidentielles en 2015 (Chouli, 2015 ; Banégas, 2015 ; Hagberg et alii, 2015).

[5] Le Président Roch Marc Christian Kaboré a été élu Président en décembre 2015.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

focaliser sur les effets de modèle et le positionnement des habitants par rapport à ceux-ci ne permettait pas réellement de comprendre tout ce qui se jouait dans l'accès inégal à la ville.

Il est difficile de faire l'histoire de tout ce qui a pu participer à construire un sujet de recherche qui a beaucoup évolué depuis ses prémices. Les raisons qui m'ont poussé à travailler sur Ouagadougou sont nombreuses, autant scientifiques qu'extrascientifiques, et en faire un récit ordonné relève de la gageure. Mais s'il fallait malgré tout donner un point de départ *emblématique* de cette recherche, il faudrait nécessairement évoquer le projet ZACA. Il n'est pas encore temps d'entrer dans le détail de l'étude de ce projet de rénovation du centre-ville qui en 2004 a conduit à la destruction de quartiers anciens et au déplacement de plus de douze mille de leurs habitants. Je peux simplement dire que ce point de départ a avant tout constitué un choc : ancien résident de Ouagadougou, je me souvenais de l'impression étrange que laissait dans le centre-ville cette immense terrain vague qui est resté vierge bien des années après les destructions. En plein cœur de la ville, encerclé par l'avenue la plus prestigieuse, l'aéroport et les quartiers centraux commerciaux, se tenait 220 hectares de friche urbaine, qui attendront encore quelques années avant de voir les débris de destruction définitivement déblayés, puis des routes goudronnées les traverser.

Quoi de plus de logique qu'un choc visuel pour nourrir une réflexion qui interroge finalement des *images* : celle que le pouvoir (essentiellement l'État, comme nous le verrons) souhaite donner de la ville à travers son projet pour la mettre en valeur, celles que les habitants s'en font, qu'ils manipulent à travers leur *usage* de l'espace : l'amputation d'une grande partie du centre-ville ne peut pas laisser les usagers de celui-ci indifférents. Et c'est donc là qu'intervient le deuxième volet de cette réflexion : de l'*image*, on en arrive à l'*usage*. Car cette vision d'hectares de ville nue s'étendant là où se tenaient certains des quartiers les plus animés de la ville, de jour comme de nuit, auparavant, amène d'emblée une question : que peut-il bien s'y passer maintenant ? La vie urbaine qui se tenait là, où est-elle désormais ?

Mon projet de thèse s'orientait à l'origine dans cette direction mais s'est heurté à plusieurs écueils. Je me suis vite aperçu que le projet ZACA en lui-même avait été largement creusé par plusieurs recherches de qualité (Biehler, 2010 ; Audet Gosselin, 2012), ce qui limitait les apports que je pouvais envisager. L'autre problème fut plutôt d'ordre méthodologique : si tant est qu'il ne se passe rien sur cette zone (ce qui n'est pas entièrement vrai, comme nous le verrons au chapitre 5), en cherchant à étudier le *rien*, la réflexion ne risque-t-elle pas de tourner à vide ? Ma focale d'étude a donc vite été amené à s'élargir, mais j'ai pourtant gardé en tête cette réflexion de départ : la question du rapport entre *représentations* et *pratiques* (Gervais-Lambony, 1994), et leurs différences de registre selon qu'elles soient celles des *habitants* ou celles du *pouvoir*. Bien entendu, ces deux dernières catégories

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

peuvent recouvrir des réalités différentes et qui s'entremêlent parfois. Les intérêts de certains habitants peuvent se mêler à ceux du pouvoir, et il n'est certainement pas dit que le pouvoir ne fasse pas par moment l'intérêt des habitants. Mais indéniablement, il y a des différences de logiques, et même de *régimes* de pratiques et de représentations selon l'échelle que l'on étudie : celle de l'habitant ou de l'État, celle de la rue, du quartier ou de la ville.

Au fur et à mesure de cette réflexion, j'ai pu construire petit à petit un objet de recherche clair et exploitable. Comme pour ce processus d'élaboration du projet de recherche, le projet ZACA ne constituait qu'un point de départ possible pour étudier les pratiques et représentations urbaines à Ouagadougou. En tant que projet spécifique *de centre-ville*, il interrogeait dès lors la question de la *centralité*. Celle-ci constitue anthropologiquement la forme urbaine, selon H. Lefebvre : elle est la concentration de ressources qui définit la ville, et qui ne peut se comprendre que dans un rapport hiérarchique avec la périphérie (Lefebvre, 1974). Selon ce principe, avec le projet ZACA, le centre-ville de Ouagadougou connaît un bouleversement qui ne saurait se résumer au déplacement de population et aux modifications paysagères, aussi brutales soient-elles. C'est l'ordre de la concentration des ressources urbaines qui s'en retrouvent chamboulées : une grande partie du centre-ville se retrouve rasée, et les ressources qu'elle représentait pour les habitants ne s'y trouvent donc plus, redistribuées dans d'autres parties de la ville. Mais si l'État est subitement intéressé à reprendre la main sur ces quartiers, c'est qu'ils constituent précisément une ressource qu'il cherche à se réapproprier. Cet événement met donc en lumière la réalité des rapports de force urbains qui ont cours à Ouagadougou.

Toutefois, le cœur de la théorie de la centralité lefebvrienne est à adapter à notre contexte. Lefebvre construit cette division conceptuelle à partir d'une analyse des villes occidentales, aux centres anciens caractéristiques et à une opposition centre/périphérie qui recoupe en grande partie l'opposition riches/pauvres (Marchal, Stébé, 2013 : 112). A Ouagadougou, l'opposition classique centre/périphérie ne recoupe que partiellement l'opposition entre zones loties formelles et quartiers non-lotis précaires. Il est difficile d'y appliquer une lecture binaire des phénomènes urbains, notamment en termes d'attractivité ou de stratégies résidentielles (Boyer, 2010). Le centre-ville n'y fait pas l'objet d'une valorisation patrimoniale comme dans la plupart des métropoles occidentales. La production des inégalités urbaines y répond à des mécanismes complexes et nécessite une étude approfondie. Cependant, ce cadre lefebvrien peut nous orienter vers une lecture dynamique de la question des ressources urbaines et des déterminants des pratiques et des représentations, en dépassant la simple question du centre-ville pour penser la centralité comme concentration de ressources : « le centre et la périphérie ne sont plus déterminés par le seul critère géographique et leur position dans l'espace, mais par la relation qu'ils entretiennent au sein du réseau global » (Diener et alii, 2005 : 171).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Cette entrée par la centralité offre surtout un cadre cohérent pour l'étude des inégalités urbaines, en leur offrant une définition dynamique. Les inégalités ne se structurent pas nécessairement sur la distance à la centralité, mais sur la capacité à s'approprier les ressources spatiales et à les tourner à son avantage. Plus que l'inégalité de *distance*, il faut également souligner l'inégalité de *statut* entre propriétaires, locataires et précaires résidentiels. Enfin, les inégalités se font plutôt sur les vitesses de déplacement que sur la distance : celles-ci déterminent véritablement l'accessibilité aux ressources (Lévy, Dureau, 2002 : 401).

Alors que le centre-ville fait l'objet d'une attention particulière du pouvoir qui cherche à en redéfinir les contours afin de le valoriser, les habitants s'engageant dans la ville à travers leurs pratiques et représentations se chargent de leur côté de déterminer leurs propres centralités et de s'accaparer selon leurs capacités les ressources que proposent l'urbain. C'est cette confrontation des systèmes de pratiques et de représentation qui nous intéressent, et qui doit nous conduire *in fine* à travailler sur le résultat même de la confrontation : les adaptations, résignations ou résistances des Ouagalais, plus ou moins conscientes, face à l'ordre urbain officiellement promu. Car au-delà même des discours et mouvements appartenant au strict champ politique, il est nécessaire de nous demander comment les habitants s'approprient les changements urbains en cours, comment ils s'y positionnent et comment ils y contribuent eux-mêmes. Si ce travail a pu d'ailleurs se positionner sur ces questions par le biais de la notion de *justice*, centrale dans de nombreux travaux récents autour de la notion de « justice spatiale » (Soja, 2009 ; Marcuse, 2009 ; Gervais-Lambony, Dufaux, 2009 ; Brennetot, 2011 ; Gervais-Lambony et alii, 2014 ; Ginisty, 2014), il est rapidement apparu nécessaire de dépasser certains de ces cadres théoriques, qui deviennent inopérants dès lors que l'intentionnalité des actes politiques devient difficile à discerner.

Cette thèse met donc en regard les mécanismes de standardisation de la ville par l'imposition de modèles urbains internationaux (Peyroux, 2012) s'adaptant tant bien que mal au contexte politique, social et économique local, autrement dit la ville conçue, avec les pratiques et représentations des habitants, soit la ville vécue et perçue. Ce questionnement révèle les dimensions politiques de la vie en ville, et nous permet de réinterroger le vieux concept de citadinité, qui n'est plus ici une simple identité individuelle, mais un processus collectif qui pose la question de la place de l'habitant dans la ville contemporaine. En ce sens, cette thèse de se positionner face à l'héritage d'Henri Lefebvre, en cherchant à comprendre l'espace comme un objet résolument *politique* : « L'espace est « un produit politique […] car il est la résultante de stratégies, de représentations, d'appropriations et de pratiques contradictoires, voire antagonistes (Lefebvre, 2000 [1973] : 53), qui se déroulent en fonction de modèles socio-culturels, des intérêts propres à chaque groupe et des positions sociales (de classe). »

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(Busquet, 2012 : 2). Il s'agit en résumé de penser les pratiques et représentations des habitants dans le cadre de profonds changements urbains, en nous intéressant aux rapports de force socio-spatiaux alors mis en évidence, et aux prises de positions des habitants par rapports à ces rapports de force.

Nous devrons dans un premier temps clarifier notre approche conceptuelle qui se réfère à une grande diversité de travaux scientifiques, qui doit déterminer notre approche de la ville (chapitre 1), puis replacer cette dernière dans une histoire complexe qui a déjà vu se succéder de nombreux modèles s'adaptant là aussi plus ou moins difficilement au contexte local, aux rapports sociaux en place et aux pratiques et représentations (chapitre 2). Notre sujet mettant en jeu différentes échelles – modèles urbains, quartiers, rues, etc. – nous proposons une approche méthodologique complexe combinant des dimensions qualitatives, quantitatives et mixtes : entretiens semi-directifs par matrices biographiques (Giroud, 2007), ateliers participatifs de cartographie subjective (Lefebvre et alii, 2017), anthropologie visuelle de la rue par observation photographique (Chenal, 2006), enquête quantitative sur l'usage du centre-ville, entretiens avec des responsables de la politique urbaine (chapitre 3).

Cette première partie – théorie, histoire, méthodologie – passée, nous nous pencherons sur la question des modèles promus officiellement, qui répondent à des logiques de mise en ordre et en normes de l'urbain en combinant des approches *pro-poor* et *pro-growth* (chapitre 4). Cette étude du centre-ville tel qu'il est *conçu* doit nous amener à le comparer avec le centre-ville *vécu*, les pratiques que les habitants y déploient, en cherchant à comprendre en quoi la spatialité particulière du centre-ville relève d'un ensemble de règles de fonctionnement spécifique et de rapports de domination particuliers qui y déterminent les régimes d'allocation des ressources (chapitre 5). Puis nous décentrerons littéralement notre approche, en nous intéressant aux questions de *perception* de l'espace urbain, des imaginaires liés à la ville et des modes de vie qui en découlent (chapitre 6).

De cette perception découle une cartographie des ressources urbaines par rapport auxquelles les citadins sont amenés à se positionner, et nous étudierons donc les stratégies inégales de captation de ces ressources (chapitre 7). Mais les inégalités urbaines ne sauraient se poser qu'en termes matériels. Elles interrogent les possibilités d'accéder à l'urbain, et les processus de construction de la *citadinité*. En d'autres termes, il est apparu important qu'une analyse de l'espace urbain ouagalais comme ordre inégalitaire pose la question de la politisation de l'expérience urbaine. Si nous choisissons de nous placer à l'échelle de l'habitant, comment ces inégalités sont-elles perçues ? Comment se positionnent-ils par rapport à celles-ci (chapitre 8) ? Ces interrogations posent la question du rapport au pouvoir, et des possibilités de résistance. Mais elle permet surtout de lier ces questions à la réflexion géographique sur l'urbain, en interrogeant le lien entre condition urbaine et condition politique, entre subalternité spatiale et subalternité sociale.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Si la question du *droit à la ville* n'est pas autant mobilisée à Ouagadougou que dans d'autres métropoles en tant que mot d'ordre militant, elle nous offre une catégorie analytique permettant de penser ces questions. Entre apathie, acceptation, légitimation, contournement ou résistance, nous tenterons de proposer un avis nuancé, s'écartant de logiques binaires pour proposer des pistes de réflexion liant l'engagement urbain à l'engagement politique, retrouvant par ce biais la trajectoire de pensée tracée par Henri Lefebvre (chapitre 9).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Première partie : Une approche critique de la ville africaine : étudier les aspects politiques de l'expérience urbaine

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 1 : Une pensée politique de la ville et du citadin à Ouagadougou

Travailler sur la ville, c'est explorer un objet scientifique voyageur, qui a été historiquement défini en Occident autour de caractéristiques socio-historiques précises. L'objet de notre recherche, Ouagadougou, se situe en Afrique. Si nous verrons au chapitre 2 que les villes africaines ont leur histoire propre, la recherche occidentale n'a longtemps su les étudier que selon sa propre conception de la ville, intimement liée au processus de développement du capitalisme et aux concentrations industrielles. Aujourd'hui, au-delà des débats inhérents à l'histoire des villes africaines, ce sont les concepts forgés par les études urbaines au moment du *spatial turn* à partir duquel on considère l'espace comme un élément non-neutre structurant des relations humaines, qui se retrouvent confrontés à cette contradiction épistémologique. Il convient donc dans ce premier chapitre de creuser notre approche théorique autour des nombreux concepts que nous entendons mobiliser (ville, droit à la ville, citadinité, centralité, injustice, etc.), tout en discutant leur pertinence dans le cadre de notre terrain, en tentant d'échapper au double travers de l'universalisme et du culturalisme.

Une telle approche nécessite de garder ouvert en permanence un dialogue entre mon propre statut de chercheur occidental, ayant défini mon objet de recherche à partir des conceptions académiques propres à ma position, et mon objet de recherche. C'est pourquoi dans un premier temps, je partirai d'une définition *classique* – occidentale – de la ville pour ensuite ouvrir sur l'épistémologie de la ville africaine, en m'attardant notamment sur le rôle du moment colonial dans la conception de ces réalités urbaines. Une fois l'objet-ville que j'étudie ainsi défini, je m'appuierai sur la boîte à outils que constitue la pensée d'Henri Lefebvre pour interroger le rapport politique à la ville, me plaçant ainsi dans une tradition des études urbaines dans les pays du Sud développée depuis quelques années à la fois dans les études anglo-saxonnes, plus récemment dans la recherche française, mais s'appuyant également sur les chercheurs eux-mêmes issus des Suds. Le cadre théorique lefebvrien, en particulier la triplicité de l'espace, me permettra par la suite de déployer le reste de mon approche conceptuelle, en proposant des manières d'étudier la ville conçue (le modèle), la ville vécue et la ville perçue (la citadinité).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. La ville : concept du Nord, réalité du Sud.

L'état de la recherche concernant les études urbaines m'impose de partir d'un point de vue occidental. En effet, l'objet scientifique de la « ville » a été produit dans un certain contexte, en référence à la ville européenne liée à l'expansion du capitalisme. Toutefois, si cet objet de recherche est historiquement situé et borné, Ouagadougou a suivi son histoire propre, de même que notre perception scientifique de cette ville – ou des villes africaines en général. Nous allons donc dans cette partie tenter d'y voir plus clair sur ce qui nous permet de définir notre objet de recherche pour la présente étude.

1.1. Naissance du concept de ville dans la pensée occidentale.

Comme nous l'avons dit, la ville a été pensée dans la pensée occidentale à partir de son référentiel de base : la ville européenne. Si le concept a été creusé de manière convaincante, nous ne saurions perdre de vue qu'il s'est constitué au regard de celle-ci, issue d'un processus socio-historique qui lui est propre – ce que l'on a appelé la *modernité*[6]. Cette conceptualisation a été le fondement d'une grande partie des études urbaines dans la recherche occidentale, et faire un détour par celle-ci nous offre une base pour comprendre les débats épistémologiques autour des autres conceptions de la ville. En outre, c'est à partir de cette définition que se forment les concepts des études urbaines qui désormais ont été adaptés et sont utilisés au-delà du cadre de la ville industrielle occidentale, et sur lesquels nous nous attarderons plus tard.

L'origine du concept de ville, « patrie artificielle » de l'homme selon Aldo Rossi (cité dans Cambier, 2005), peut se lire différemment selon l'étymologie. Rappelons que sa conception latine l'érige comme acte *culturel* par excellence, autant d'ailleurs que *cultuel* : la ville naît d'un acte de délimitation qui l'oppose à la nature. Comme le rappelle A. Cambier, la production urbaine se rapporte à la production religieuse : « c'est l'enceinte qui produit le sanctuaire en le soustrayant à la vie naturelle, en le plaçant

[6] Nous ne rentrerons pas dans les détails de la modernité, processus autant que projet propre à l'Europe et qui débute autour de la fin du 15ème siècle. S'inscrire dans la Modernité permet de se distinguer d'une Antiquité que l'on cherche à dépasser dans une logique de *profanation*, et en cela, il s'agit d'un projet politique (Jauss, 1978). Ce projet est à la fois philosophique (les Lumières), historique (le progrès), scientifique (les sciences expérimentales), politique (l'État de droit), économique (le capitalisme), voire spatial (la ville) (Martuccelli, 1999). En cela, il s'agit d'un « dispositif de savoir historique et […] de pratiques esthétiques » (Ruby, 2003)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

sous sa propre loi » (Cambier, 2005 : 8). Chez les Étrusques, la naissance d'une ville était d'ailleurs un acte rituel nécessitant la prise d'auspices. Mais si le terme de « ville » en latin nous vient de la *villa* romaine, et ne désigne rien de plus qu'un groupement d'habitations et de fermes, ce mot ne se distingue pas du *village* jusqu'à la fin du Moyen-Âge où il commence à correspondre à la réalité qu'on lui connaît. La terminologie latine de l'époque s'appuyait alors sur deux vocables pour distinguer le fait urbain : *urbs* et *civitas*. Les deux termes ont donné naissance à des concepts divers que nous connaissons bien aujourd'hui. *Urbs* décrivait la ville comme réalité physique, ensemble de bâtiments, ce qui a donné naissance au terme « urbain », désignant ce qui se rapporte à la ville, mais également ayant trait au « raffinement » des mœurs – c'est-à-dire aux mœurs des dominants, historiquement les urbains – et à la politesse. *Civitas*, lui, se rapporte plutôt à la ville en tant qu'entité politique, « ensemble de citoyens ». Il a donné naissance au substantif de *civilité*, qui outre « la qualité de citoyen, désigne la sociabilité, la courtoisie, l'affabilité » (*ibid.* : 9). Cette polysémie nous permet d'insister de nouveau sur lien entre la ville et la culture : la ville n'est jamais qu'une réalité géographique, elle est une réalité sociale individuelle et collective. Le terme grec de *polis* le confirme : il désigne à la fois la ville et « l'espace propre à l'exercice de la politique » (*ibid.* : 9), ce dernier terme étant issu de celui-là. L'étymologie même de la ville semble déjà interdire la *neutralité* de l'espace urbain. La ville reste cet ajustement réciproque d'une forme de tissu urbain et d'une forme de sociabilité. Mais selon Françoise Choay, si Lewis Mumford rappelait que la ville au Moyen-Âge, sortie de quelques exceptions, se distinguait finalement peu du village et se fondait sur une interdépendance irréductible du rural et de l'urbain, les villes contemporaines recouvrent des réalités extrêmement diverses, voire contradictoires. Le même terme s'applique donc à la fois aux « centres historiques, villes nouvelles, banlieues et mégalopoles » (Choay, 2006 : 167). Si des caractéristiques communes se prêtent à tous ces exemples, notamment la « triple communication engageant l'échange de biens, d'informations et d'affects » (*ibid.* : 168), Choay constate la mort de la ville telle qu'on l'entend traditionnellement, lui succédant « le règne de l'urbain ».

Le développement des villes en Occident est profondément lié au développement du capitalisme dans un premier temps, et nous pourrions notamment insister sur la solidification des bases de celui-ci autour des cités-États italiennes, notamment, puis dans un même mouvement, de la Révolution industrielle, à la faveur de la concentration du capital (Harvey, 2008). D. Harvey met en relation ville et extension du capital : « pour produire de la plus-value, les capitalistes doivent créer du surproduit ; puisque l'urbanisation dépend de la mobilisation du surproduit, un lien interne apparaît entre le développement du capitalisme et l'urbanisation » (Harvey, 2011 : 10).

Avec la Révolution industrielle, les concentrations démographiques urbaines inédites qui émergent imposent de repenser l'objet urbain : « quel lien municipal unit les deux millions d'habitants

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

qui [se] pressent [à Paris] ? Paris est pour eux, comme un grand marché de consommations ; un immense chantier de travail ; une arène d'ambitions ; ou seulement, un rendez-vous de plaisir. Ce n'est pas leur pays » (Baron G.E. Haussmann, *Mémoires*, t. II, Paris, Harvard, 1891 : 199, cité par Choay, 2006 : 168). La relation d'interdépendance entre la ville et la campagne s'efface. L'industrialisation massive a donc assigné une nouvelle identité à la ville, radicalement distincte de la campagne, suivant un développement autonome. Marx affirmera la nécessité de supprimer la distinction ville/campagne, support de la division capitaliste des tâches, par le communisme.

L'urbanisme, en tant que science autonome, se développe tout au long du 20ème siècle à partir de cette situation urbaine nouvelle : elle se veut « science de la conception des villes » et se donne pour mission l' « analyse critique de la ville existante et [l']élaboration *a contrario* d'un modèle de ville constructible et reproductible *ex nihilo* » (*ibid.* : 169-170). La ville devenue objet scientifique se voit naturalisée, objectivée et en quelque sorte *neutralisée*. Cette conception de l'espace urbain neutre ne fait qu'expurger la nature politique de l'espace vers un pouvoir extérieur : l'urbanisme et les politiques d'aménagement. D'où les contradictions de l'espace inhérentes au capitalisme dénoncées par Henri Lefebvre (Lefebvre, 1968) : les politiques urbaines cherchent à s'imposer sur un espace politique jugé neutre. Mais ce n'est pas pour autant que l'urbanisme ne produit pas d'effets sociaux durables et puissants. Ainsi, le Paris haussmannien a véritablement créé une urbanité nouvelle en réinventant sa morphologie : fin des relations de promiscuité de la ville traditionnelle, nouvelles relations dans les nouveaux espaces, trottoirs, jardins publics, etc. Haussmann a sans contestation produit une nouvelle manière de vivre ensemble en ville. Ainsi, si l'urbanisme dénie le caractère de communauté politique de la ville, ce dernier en subi tout de même les effets.

L'urbanisme, science et technique de la ville, va se développer et se consolider en parallèle d'une pensée de la ville qui va se révéler parfois critique, ce que nous verrons plus bas. Ce sont des outils de gestion autant que de conception de la ville qui se développent et qui vont acquérir une puissance politique certaine au cours du 20ème siècle, qui produit toujours ses effets. Mais il est essentiel de rappeler que ces outils ont été, au moins au moment de leur conception, issus d'un contexte particulier et situé historiquement : pour le dire vite, la ville occidentale issue de la Révolution industrielle. Les logiques impérialistes attachées à ce processus historique vont donner l'illusion d'une prétention universelle de tels concepts – notamment dans le cadre de la colonisation – et doivent nous interroger sur notre propre usage des concepts urbains dès lors que nous décidons de travailler sur une ville africaine.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2. Proposer une historiographie réflexive de la « ville africaine ».

Étudier une ville africaine, lorsque l'on écrit depuis une position de chercheur français, nous expose à devoir nous situer dans une histoire des idées qui produit nécessairement des effets sur notre recherche. Les objets « ville africaine » ou « ville coloniale » ne sont pas neutres, et les procédures scientifiques avec lesquels ils ont été pensés ne le sont pas non plus, et doivent être replacés dans leur contexte. La manière de penser la ville africaine a agi sur cette dernière, qui a agi en retour sur celle-ci. D'où la nécessité d'adopter une approche réflexive par rapport à notre objet, en essayant de comprendre comment il a été conçu, et ce que cette historiographie produit encore comme effets aujourd'hui. Il importe en particulier de repenser la façon dont le processus colonial a contraint nos manières de penser les villes extra-européennes.

Notre manière d'étudier la ville est déjà significative de l'orientation de notre recherche. Si nous produisons ici une recherche en géographie urbaine, ce n'est pas pour autant que la contextualisation – historique notamment – de celle-ci doit être traitée avec une fausse neutralité[7]. G. Balandier, au moment de poser les jalons d'une nouvelle épistémologie du fait colonial, insistait sur la nécessité d'un recours réflexif à l'Histoire pour le chercheur en sciences sociales (Balandier, 1951). Il ne s'agit pas simplement d'apporter un éclairage complémentaire sur l'objet d'étude, mais bien de repenser la société étudiée en tant que partie d'un mouvement historique, sans la figer hors de son historicité propre. Concernant notre travail sur Ouagadougou, il nous faudra donc non seulement décrire les étapes historiques qui ont conduit à faire de la ville ce qu'elle est aujourd'hui, mais également revenir sur cette évolution historique et en décortiquer les mécanismes propres, c'est-à-dire produire un éclairage sur l'historicité particulière à notre objet. Dans le cas qui nous intéresse, cela consiste par exemple à réfléchir sur la ville au temps du fait colonial en prenant en compte la double histoire des sociétés colonisées qui agit à ce moment sur celle-ci : l'histoire proprement africaine, et celle conditionnée par le fait colonial et la domination européenne « qui a mis en contact des formes sociales radicalement hétérogènes » (Balandier, 1955 : 8). Une étude du fait urbain n'est donc possible qu'en le *situant* par rapport à cette complexité historique.

La recherche africaniste a reçu en héritage une conception coloniale de l'urbanité déniant aux habitants des villes africaines leurs qualités de citadins, et un long processus a été nécessaire pour s'en défaire totalement. En effet, le discours hérité de la situation coloniale a produit des schèmes de lecture des villes africaines extrêmement duaux et fermés entre le monde urbains des colons et les

[7] En ce sens, cette sous-partie doit être considérée comme un préliminaire indispensable à la compréhension du chapitre 2 concernant notamment l'histoire de la ville de Ouagadougou.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

indigènes cantonnés aux « villages » (Goerg, 2006 : 15). Cette distinction statutaire entre habitants de la ville, entre « évolués » et « arriérés », a certes perdu son sens après les indépendances, mais ne s'est pas complètement évanouie pour autant. Les manières coloniales de penser la ville ont pu perdurer, et se sont adaptées aux nouvelles configurations sociales, renforcées par la continuité de certains modes de domination néocoloniaux. L'urbanisme des pays nouvellement indépendants a été souvent pensé soit par des techniciens formés selon les conceptions coloniales, soit par d'autres eux-mêmes issus des anciennes puissances coloniales (via les mécanismes de coopération). L'héritage de cette situation a été la persistance de conceptions anhistoriques du fait urbain en Afrique, et la question s'est longtemps posée pour la recherche : « ville africaine ou ville en Afrique » (Coquery-Vidrovitch, 1988 : 49).

Nous pourrions dire que la recherche occidentale a parfois présenté des difficultés ethnocentrées à penser ces villes autrement qu'en tentant d'y retrouver les phénomènes urbains des villes du Nord. On a pu penser le fait urbain africain comme lié aux phénomènes globaux, tels que la colonisation ou le développement du capitalisme, ce qui représentait effectivement une vaste partie du problème. Mais si replacer les villes africaines dans une histoire globale, dans leur relation, voire leur dépendance avec le monde, est une louable entreprise scientifique, cela a parfois été fait au point de leur dénier leur propre historicité. Ce tropisme peut s'expliquer en partie par le récit colonial lui-même, qui tend à prétendre que le colonisateur a importé la ville en même temps que la civilisation en Afrique, justifiant ainsi son entreprise. L'Afrique a ainsi pu être considérée comme exempte d'histoire urbaine (et certains travaux tardifs ont pu évoquer la période coloniale comme celle de « l'apprentissage de la ville par les sociétés africaines », ajoutant que « la domestication de la ville africaine sud-saharienne par les sociétés africaines est encore en cours » (Piermay, 2003 : 39-40)), alors que les marques de cette dernière étaient connues en Europe, et qu'elle était probablement d'une ancienneté comparable à celle de l'histoire urbaine européenne. L. Fourchard précise d'ailleurs que le développement urbain en Afrique entre 1200 et 1800 s'est principalement concentré en Afrique de l'Ouest : « les villes du delta intérieur du Niger antérieures au XVe siècle, les cités de l'islam, les ports négriers et les villes du XIXe siècle, plus nombreuses et plus grandes, témoignent d'une solide tradition urbaine qui n'a pas d'équivalent en Afrique sub-saharienne » (Fourchard, 2004 : 129). Il met ainsi en évidence un paradoxe scientifique, entre la florissante histoire urbaine en Afrique de l'Ouest et la pauvreté de son historiographie. Prétendre que la ville africaine est véritablement née avec la colonisation relève de la logique globale du discours colonial visant à justifier le projet colonial en associant la ville à la civilisation et à l'émancipation, forcément importée par le colonisateur.

La ville africaine comme objet d'étude a plus généralement reflété l'état des courants scientifiques : l'historiographie marxiste, par exemple, a ainsi tenté de produire sur les villes africaines une même

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

analyse que sur les villes occidentales, se mettant en quête des équivalents africains des prolétaires urbains de Paris ou de Londres, sans prendre toujours la mesure des spécificités socio-historiques des contextes locaux. De plus, Les villes africaines ont été irrémédiablement associées à l'urbanisme colonial, alors même que malgré une structure clairement ségrégative et parfois un monumentalisme colonial caractéristique (bien que Ouagadougou ne soit pas la preuve la plus éclatante de ce dernier point), l'empreinte des colons restait relativement limitée sur l'espace urbain : dans la capitale d'une colonie de peuplement comme l'était Nairobi, la population blanche n'a jamais excédé 10 % (Coquery-Vidrovitch, 2006). Si cet état minoritaire semble logique dans un système de domination tel que la colonisation, la grande majorité du phénomène urbain a pu être masquée par la focalisation sur les effets des dominants sur l'espace, de même que le détail des hybridations ou réappropriations qui avait lieu de la confrontation des dominants et des dominés.

Mais généralement, l'histoire urbaine africaine n'a pas vraiment existé comme champ de recherche avant les années 1970, d'une part du fait de la prévalence des questions politiques et économiques liées aux indépendances, et d'autre part du fait de la faible importance générale des études urbaines dans la recherche occidentale jusque dans les années 1960, la ville tardant à passer de cadre à objet d'étude. L'ethnographie française de la fin du 19e-début du 20e siècle ne considère les villes africaines que comme des lieux de détribalisation, puis les perceptions évolueront progressivement sur un schéma opposant les villes « modernes » aux campagnes « traditionnelles », au même moment où ledit schéma était abandonné ailleurs (Fourchard, 2004). Il faut dire que la recherche associe alors schématiquement la ville au processus d'industrialisation et les travaux anglophones commençant à remettre en cause cette conception (Hannerz, 1983) mettront du temps à s'imposer dans le champ français. La ville africaine reste longtemps essentialisée dans une culture urbaine supposée propre. A partir des années 1950, la recherche commence à mettre en cause les conceptions coloniales, en suivant deux grandes tendances. D'une part, les théories de la dépendance, influencées par l'historiographie marxiste, centraient leur approche sur les notions de centre et de périphérie, en tentant d'analyser la transition des modes de production par le biais de l'intégration au capitalisme (Coquery-Vidrovitch, 1969 ; Meillassoux (dir.), 1971). D'autre part, les développements des sciences humaines au sein des premières universités africaines se concentrèrent sur la construction d'une histoire nationale en réaction au déni d'historicité de l'époque coloniale (Diouf, 1999). Mais l'histoire urbaine, englobant nécessairement un processus à la fois précolonial et colonial, apparaissait difficilement dans le champ de ses études dont les priorités étaient le nationalisme et l'histoire précoloniale.

Un courant apparaît cependant dans les années 1950 dans le sillage du *Sociologie des Brazzavilles noires* de G. Balandier (1955), qui produit une réelle enquête tentant de saisir les mutations

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

socioculturelles à l'œuvre au sein des villes africaines. Plusieurs auteurs (Dresch, 1950 ; Mabogunje, 1968), plutôt sociologues, géographes ou anthropologues qu'historiens, proposaient de nouvelles approches historiques de ces villes s'opposant directement à la conception coloniale du « lieu de détribalisation », et les considérant comme des lieux de création culturelle, de luttes politiques et de « réactivation des identités ethniques » (Fourchard, 2004 : 134). Malgré cela, la ville africaine ne deviendra un objet scientifique de premier plan qu'à partir des années 1970, dans le sillage de la Nouvelle histoire sociale et de revues telles que les Cahiers d'Études Africaines (Bernard, 1973 ; Sautter, 1973 ; Copans, 1981 ; Gibbal et alii, 1981). Ce courant s'intéresse aux processus historiques de construction de l'espace urbain par les Africains, et aux rapports entre l'urbanisation et les pratiques et représentations des habitants. A l'origine motivées par une approche sociale par le travail et les conflits sociaux et syndicaux, ces recherches vont progressivement s'emparer de nouveaux objets de la vie citadine (quartiers, coprésence, habitat, groupes sociaux, identités citadines, etc.). Toutefois, le tropisme « ouvriériste » des premières approches y limitera la place d'une Afrique de l'Ouest peu industrialisée.

A partir des années 1980, les travaux fondateurs de J. Peel (1980) et de C. Coquery-Vidrovitch (1991), vont pousser à approfondir l'étude des relations entre espaces, sociétés urbaines et vie politique, nourries par les travaux anthropologiques anglophones (Gluckman, 1961 ; Epstein, 1967 ; Hannerz, 1983 ; plus globalement les travaux de l'école de Manchester et du Rhodes-Livingstone Institute). Se développent alors de nouvelles approches et de nouveaux objets, qui permettent d'appréhender différemment les continuités et discontinuités urbaines (notamment entre les périodes précoloniale et coloniale) et les reconfigurations des identités. L'Europe se voit petit à petit provincialisée (Chakrabarty, 2008), c'est-à-dire qu'elle est de moins en moins traitée comme un modèle a priori dominant qui imposerait sa conception au reste du monde. Il s'agit en quelque sorte de décentrer les études occidentales, les terrains, mais aussi les objets d'étude, la méthodologie et l'épistémologie. L'Occident deviendrait une zone d'étude comme une autre, éventuellement avec ses propres méthodes d'investigation, sans que cela n'empêche les échanges. Les villes africaines, elles, peuvent être progressivement considérées comme des « villes ordinaires » (Robinson, 2006), productrices de leurs propres innovations urbaines. Toutefois, si ces tendances ont fortement progressé et ont gagné une influence non-négligeable dans la recherche, il est difficile de les considérer comme majoritaires, encore moins hégémoniques. Il est plutôt question de l'ouverture d'un espace de réflexion nouveau au sein des recherches africaines (en géographie radicale, notamment).

Les années 1980 et 1990 marquent également un tournant, car elles furent propices au bilan. Celui que dresse par exemple J. Copans en 1996 (Copans, 1996) rappelle la naissance chaotique d'une anthropologie urbaine africaniste en France et la difficulté à y développer des théories d'ensemble. De

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nombreuses pistes semblent creuser le sujet et tourner autour d'une telle théorie (Copans cite les mouvements sociaux, le développement industriel et l'organisation du travail, la culture populaire et les bars), mais il semble déplorer l'absence d'une véritable vision d'ensemble qui oserait prendre la ville pour ce qu'elle est, un phénomène social qui n'est pas plus propre à l'Afrique qu'à l'Europe. Tout semble s'être passé comme si devant l'essentialisation ethnocentrique de la ville africaine menée par la tradition de l'anthropologie pro-coloniale, les chercheurs avaient tout fait pour éviter de s'attarder sur la ville africaine comme objet autonome – à l'exception notable de G. Balandier et de Paul Mercier.

Cependant, ces nouvelles approches permettent de remettre en perspective les études urbaines africanistes, en décentrant le regard et en replaçant l'écrasante influence de la colonisation dans un continuum historique plus long et moins européo-centré. Dans cette optique, l'étude de L. Fourchard sur Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (2001) relativise l'importance du choc colonial sur l'organisation urbaine africaine, sans toutefois la nier : « il est possible de constater […] que les multiples usages fonciers dans les quartiers africains, le contrôle social opéré par les lignages aristocratiques dans la vieille ville, le développement de nouveaux lieux de sociabilité ou les représentations religieuses de l'espace furent des pratiques beaucoup plus prégnantes que la ségrégation entre les quartiers européens et la ville africaine, néanmoins bien réelle » (Fourchard, 2004).

A partir des années 1990-2000, le *southern turn* (Robinson, 2002 ; Connell, 2007, 2014 ; Chakrabarty, 2008 ; Comaroff, Comaroff, 2012) opéré par la géographie radicale va également permettre de développer de nouvelles manières de traiter la ville africaine, en adoptant un recul critique sur les études critiques. De nombreux travaux ont ainsi été produits sur les métropoles des Suds, entendant leur donner une place dans la théorie de la ville. La recherche critique a intégré progressivement les questions postcoloniale et anti-impérialiste aux études urbaines, mais produite par des chercheurs occidentaux, elle prenait le risque de suivre les circuits impérialistes classiques de la recherche : produire un savoir sur le Sud à partir du Nord, selon les conceptions de ce dernier. Des chercheurs issus des villes du Sud se réapproprient ces concepts pour réfléchir sur leurs propres villes, mais également sur les villes occidentales, et produire un savoir véritablement *postcolonial* et *désoccidentalisé*. Le but est de décentrer le regard et de produire un savoir théorique *à partir* du Sud, qui concerne également le Nord (Simone, 2004 ; AlSayyad, Roy, 2003 ; Roy, Ong, 2011).

Dans une même approche, la géographe sud-africaine Jennifer Robinson critique la surproduction de travaux sur les villes occidentales et la formation de fait d'une opposition entre villes du Nord modernes, globales, créatives, connectées, et des villes du Sud périphériques, « en voie de développement », en retard, etc. Dans son principal ouvrage *Ordinary cities* (Robinson, 2006), Robinson cherche à « se démarquer de cette tendance qui consiste à croire (ou à faire croire) que la théorie urbaine ne peut être produite et conceptualisée qu'à partir des villes occidentales et que les

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

autres ne feraient qui suivre et répliquer grossièrement leur trajectoire » (Choplin, 2014 : 28). Une vision binaire et hiérarchique de la géographie urbaine qui opposerait villes développées, modernes, riches en Occident, et villes sous-développées, « en retard », pauvres au Sud ne reflèterait ainsi que des réflexes néocoloniaux. D'où la nécessité d'une « production décentralisée du savoir » (*ibid.* : 28) qui remette en question notamment les concepts de *modernité* et de *développement*. Robinson produit ainsi le concept de villes *ordinaires* : toutes les villes sont pour elles ordinaires, ce qui ne revient pas à les considérer comme identiques, mais constitue « une marque de diversité et de complexité urbaine » (*ibid.* : 29). De toute ville émane créativité, dynamisme, et leurs habitants sont tous capables d'actions autonomes et de projets d'avenir, ce qui n'exclut pas non plus de penser les rapports globaux de domination et de production de l'espace qui s'imposent selon des normes impérialistes et néocoloniales.

Ce *southern turn* n'a pas non plus échappé aux critiques, y compris venant de chercheurs du Sud, la plupart des chercheurs travaillant dans le champ des études postcoloniales, même originaires des pays du Sud, travaillent dans des universités occidentales (Ananya Roy est professeur à Berkeley, Californie, Jennifer Robinson à l'University College of London, Abdoumaliq Simone, s'il a longtemps travaillé en Afrique du Sud, est également au Goldsmiths College de Londres, etc.). Finalement, nous sommes ici au cœur des réflexions postcoloniales sur le concept d'*agency* (Smouts, 2007) : comment produire un savoir autonome dans un contexte hégémonique ? Dans le cas qui nous intéresse, comment penser la ville africaine dans toute sa spécificité dans un contexte hégémonique du savoir urbain ?

Dès lors, que pouvons-nous tirer de cet aperçu historiographique ? Quelle réflexivité historique devons-nous adopter à propos de notre objet ? Dans notre chapitre 2, nous développerons cette approche historique, en partant du principe que le récit historique est toujours situé, et le nôtre n'y échappera pas. Mais pour l'heure, nous avons surtout ici démontré que ce que nous appelons la « ville africaine » peut se rapporter à deux choses. Premièrement, il s'agit d'un objet historique répondant à son historicité propre, aux origines anciennes et qui n'a pas attendu d'être l'objet d'une conceptualisation par la recherche occidentale coloniale pour exister. Il recouvre tant de réalités différentes que l'utilisation même du concept-valise de « ville africaine » semble voué à l'échec. Deuxièmement, il s'agit précisément du concept de « ville africaine » forgé sous le processus de la colonisation, et qui continue à produire ses effets dans le monde postcolonial : la recherche comme l'urbanisme – ou les institutions politiques qui les mobilisent – continuent à raisonner à partir d'un tel concept. De ce fait, nous n'avons d'autre choix que de nous positionner par rapport à celui-ci, de le prendre en compte dans notre réflexion. Car certains concepts que nous mobiliserons dialoguent d'ores et déjà avec la « ville africaine ». Il apparaît donc indispensable de dialoguer avec cette

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

conception, tout en gardant une distance critique suffisante, tout au long de notre étude. La « ville africaine » n'existe pas en soi, mais parce que certains agents ont intérêt à ce qu'elle existe.

Mais pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui dans les rapports à l'espace urbain à Ouagadougou, nous serons forcés de dépasser ce concept, et de placer notre objet d'étude dans un processus épistémologique qui permet de saisir les subtilités des rapports spatiaux.

1.3. Le tournant géographique et la politique de l'espace

Ainsi, notre étude se place dans le sillage de ce que l'on a appelé le *spatial turn* des sciences humaines, ou « tournant géographique » (Lévy, 1999). Il s'agit du processus par lequel l'espace devient un élément structurant des sciences humaines, et non plus un simple cadre d'étude. Le *spatial turn* est loin d'être un phénomène ponctuel, mais bien plutôt une évolution sur le temps long. On peut en dater les prémices dès Heidegger (1958), voire Bachelard (2012), qui ont pensé l'homme comme ontologiquement spatial. Henri Lefebvre, à partir des années 1960, va reprendre la réflexion dans un cadre de pensée différent, en s'intéressant au « champ aveugle » constitué par la violence et la domination que dissimule un processus d'urbanisation qui se veut *neutre* (Lefebvre, 1970). Lefebvre va dès lors considérer l'espace comme un produit de l'état des rapports sociaux, qui contribue en retour à façonner ceux-ci. Mais loin d'un (super)structuralisme déterministe et simplificateur qui caractérise à l'époque la pensée marxiste, dont il est pourtant l'héritier, Lefebvre va penser en permanence le détournement par les usages, la fragilité du modèle dominant (susceptible d'être bouleversé par l'événement révolutionnaire) et le rôle des luttes sociales. Avec une indéniable rigueur conceptuelle, Lefebvre va penser l'urbain comme rencontre de pratiques, représentations et techniques de domination dont il faut explorer les rouages.

La pensée de Lefebvre connaîtra un indéniable succès lié en partie à la conjoncture historique qui le voit interroger les nouvelles configurations urbaines depuis la toute récente université de Nanterre, épicentre des événements de 1968 : la parution du *Droit à la ville* (1968) autant que les échos de ses recherches avec d'autres pensées critiques du moment (situationnistes, notamment) lui assureront un rôle de « penseur actif du mouvement » (Devisme, 2003 : 546). Le moment épistémologique lefebvrien se poursuivra à travers la fondation de l'Institut de Sociologie Urbaine et de la revue *Espaces et Sociétés*. Mais les reconfigurations du champ académique à partir de la fin des années 1970 – et les

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

critiques de son ancien élève Manuel Castells (1977) – vont progressivement marginaliser les théories de Lefebvre, dont l'influence peine alors à déborder les frontières de la philosophie et de la sociologie.

Sa pensée va alors traverser l'Atlantique : Lefebvre a constitué un nouveau cadre de pensée qui va prendre racine dans le cadre interdisciplinaire des *urban studies* américaines (Revol, 2012), à travers des relais importants (Soja, 1989 ; Massey, 1994 ; Harvey, 1996) : « quel que soit le champ dans lequel on opère, la réflexion ne peut que directement bénéficier d'une perspective critique ancrée dans l'analyse de l'espace » (Soja, 2009, cité dans Gintrac, Giroud, 2014 : 390). Le monde académique anglo-saxon va donc poursuivre et s'approprier le *spatial turn*, et en accroître l'influence mondiale. Globalement, il s'agit d'adopter une approche constructiviste de l'espace, désormais considéré comme une construction sociale comme une autre : dans cette perspective, « le rôle de la géographie n'est […] pas de penser *via* l'espace […] mais plutôt de penser *contre* l'espace, de dévoiler ses mécanismes de production en tant que mécanismes de pouvoir » (Germes, 2014 : 203). Nous reviendrons un peu plus bas sur l'évolution des concepts lefebvriens dès lors qu'ils furent saisis par la recherche anglo-saxonne, et les influences qu'ils subirent, pour finalement effectuer leur retour dans le champ académique français.

Paradoxalement, la géographie, science de l'espace, a mis du temps à se défaire d'une approche surplombante de l'espace, et à le penser en interpénétration avec les sociétés et les individus. Ce processus épistémologique est encore en cours, et les débats à éclaircir restent nombreux. Mais le « tournant géographique » a en tout cas permis d'affirmer la dimension analytique globale du rapport à l'espace : Lefebvre cherche à proposer une véritable *théorie de l'espace*, qui soit à la fois historique, sociologique et géographique, et qui permette de comprendre l'espace comme un tout signifiant, plutôt que de le fragmenter en une myriade de questions secondaires : « l'espace (social) n'est pas une chose parmi les choses, un produit quelconque parmi les produits ; il enveloppe les choses produites, il comprend leurs relations dans leur coexistence et leur simultanéité » (Lefebvre, 1974 : 88). En ce sens, l'espace apparaît comme un objet politique, car produit de l'état des rapports sociaux.

H. Lefebvre n'est pas le seul auteur auquel rattacher le *tournant géographique*, qui n'est d'ailleurs pas à proprement parler une théorie, comme nous l'avons dit, ni même nécessairement un corpus identifié d'idées, mais plutôt la progressive prise en compte de l'espace comme objet d'étude central en sciences humaines[8]. Il y est tout de même étroitement attaché, autant par la rigueur de sa pensée que par l'influence de celle-ci dans le monde entier. Et surtout, au-delà de son propre objet d'étude – schématiquement, les transformations de la vie quotidienne et de la ville industrielle dans un monde

[8] Parmi de multiples auteurs, nous pourrions citer L. Mumford en histoire (Mumford, 1961) ou encore l'évolution des recherches de M. Foucault à partir des années 1970 (Foucault, 2004). Sur le *spatial turn* en général, nous renverrons aisément à Withers, 2009.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

capitaliste occidental – la richesse de ses travaux offre un cadre théorique, une boîte à outils pour aborder les questions spatiales, s'adaptant à de multiples contextes et qui a d'ailleurs connu une postérité scientifique féconde, comme nous allons le voir dans la partie suivante.

2. Penser la ville avec H. Lefebvre : la politique des trois espaces dans les villes du Sud.

Nous allons étudier dans cette partie le cadre théorique lefebvrien, avec l'idée que celui-ci, construit dans le contexte précis des évolutions de l'urbanisation occidentale de l'après-Deuxième Guerre mondiale, peut nous être scientifiquement fécond concernant l'étude notre propre terrain. Nous verrons d'ailleurs qu'il a déjà été largement adapté aux études concernant les pays du Sud.

2.1. La pensée lefebvrienne de la ville : un cadre conceptuel.

H. Lefebvre évoque un processus d' « extension des formes urbaines » (Lefebvre, 1989), se rangeant à la « mort de la ville » de Choay. Dès lors, sur quelle base penser la ville ? Il est nécessaire d'insister sur le fait que si « l'urbain conçu et vécu comme une pratique sociale est en voie de détérioration et peut-être de disparition » (*ibid.* : 21), l'urbain reste un concept opérationnel : « ce n'est pas une essence dans l'acception traditionnelle du terme chez les philosophes ; ce n'est pas une substance comme tendrait à le faire croire tel ou tel terme encore employé de façon laudative, par exemple l'urbanité ; c'est plutôt une forme, celle de la rencontre et du rassemblement de tous les éléments de la vie sociale, depuis les fruits de la terre (trivialement : les produits agricoles) jusqu'aux symboles et aux œuvres dites culturelles » (Lefebvre, 1973 : 206). Si les caractéristiques traditionnelles de la ville semblent s'effacer, la réalité urbaine reste indéniablement un support de réflexion. Sur quelles bases fonder cette réflexion ?

Edward Soja propose une approche critique de l'espace sur trois principes : « la spatialité ontologique des êtres humains (nous sommes des êtres spatiaux tout autant que des êtres sociaux et historiques) ; la production sociale de la spatialité (l'espace est socialement produit et peut donc être transformé socialement) ; la dialectique sociospatiale (le spatial façonne le social, et vice versa) » (Soja,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2014 : 391). De cette approche, et notamment de la dimension dialectique, nous pouvons tirer la conclusion que l'espace urbain nous façonne et conditionne nos pratiques et représentations en même temps que nous le façonnons. Il s'agit de définir les différentes dimensions à étudier pour comprendre la ville. Henri Lefebvre se base pour cela sur une dialectique trine : la ville est une forme, une fonction et une structure. A partir de là, il déduit que « la forme correspond approximativement au moment communicable, donc au perçu. La fonction s'accomplit ; elle s'effectue ou non. Elle correspond au vécu dans un espace de représentation. La structure se conçoit ; elle implique une représentation de l'espace » (Lefebvre, 1974).

La ville est donc à la fois espace vécu, espace conçu et espace perçu. Cette triplicité impose de distinguer la pratique spatiale (à la fois production et reproduction de l'espace), les représentations de l'espace ou l'*ordre* de l'espace, celui des aménageurs, des urbanistes, des technocrates) et les espaces de représentation (englobant la dimension symbolique complexe rattachée à l'espace) (*ibid.* : 48-49).

Une telle dialectique se construit en opposition à la dualité classique de la géographie entre espace et territoire (« trois termes et non pas deux », insiste-t-il (*ibid.* : 49)), insuffisante selon Lefebvre pour sortir du consensus spatial et véritablement réfléchir à la conflictualité inhérente à l'espace. Les géographes ont traditionnellement plutôt été séduits par le couple espace/territoire. *Espace* traduisait une réalité se voulant plus neutre, le *territoire* étant en quelque sorte la portion socialement qualifiée de l'espace (Ferrier, 2003). Ce dernier terme a à voir avec les pratiques et les identités qui se construisent dans le rapport à l'espace (Debarbieux, 2003). L'apparente neutralité anhistorique de l'espace offrait une échappatoire aux chercheurs souhaitant proposer un cadre naturalisé, détaché des contingences sociales. Mais de la sorte, le territoire se définit de manière quasiment tautologique par le truchement de l' « appropriation » : quel espace n'est-il pas approprié ? Quel espace n'est-il pas *social* ? Comme le résume J. Lévy : « la "géographie des territoires" est fort peu différente de la géographie tout court, à moins que l'on cultive la chimère d'une géographie "non-territoriale" qui traiterait d'un univers sans acteurs (Lévy, 2003 : 909) (pour une approche actuelle plus détaillée de ce débat, cf. encadré n°1).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Encadré 1 : A propos des débats sur le territoire et la territorialisation

Le territoire est également une notion particulièrement débattue en géographie. On distingue essentiellement la conception de P. Raffestin pour qui le territoire est une mise en jeu de relations de pouvoirs sur un espace donné (Raffestin, 2019), et celle de G. Di Méo qui établit le lien entre construction identitaire et espace : le territoire serait un *espace identitaire* (Di Méo, 1998). De manière générale, et dans la lignée des travaux de Lefebvre, ces définitions, là aussi non-nécessairement contradictoires, s'accordent pour définir le territoire comme un construit social. Il y a donc processus de territorialisation. Ces deux approches imposent de considérer les processus de territorialisation *bottom up* (par le bas, conception identitaire du territoire) et *top down* (par le haut, conception politique du territoire). P. Gervais-Lambony et F. Dufaux défendent l'idée que la mondialisation constitue un vaste processus de « démarcation de territoires locaux » (Gervais-Lambony, Dufaux, 2009) : par des formes d'actions publiques ou « civiles » (création d'espaces *ad hoc* à même de faire entrer la ville dans le marché des villes mondiales) ; mais aussi par des formes d'actions locales, des collectifs citadins (en partie en réaction) pour souligner l'inefficacité de la gestion publique par le pouvoir, et exprimer leurs revendications à une échelle locale. Cette production de territoires donne lieu à un jeu complexe qui ne saurait se résumer à une opposition binaire peuple/pouvoir mais qui produit un ensemble de situations d'inégales accès à l'espace selon les configurations locales : « les plus aisés dans des espaces clos sécurisés, les plus pauvres dans des espaces d'exclusion ou la territorialisation est un outil de mobilisation collective ou simplement un jeu de pouvoir visant à maintenir des positions locales » (Gervais-Lambony, Dufaux, 2009).

Ainsi, la complexité des processus de territorialisation produit des mécanismes d'ingénieries spatiales, qui sont autant de compétences inégalement maîtrisées par les acteurs urbains. Les territoires se multipliant, l'espace devient plus complexe à saisir et à s'approprier, et les inégalités de capital vont donc déterminer les inégalités d'appropriation de cette ingénierie. Cette dernière se compose d'un ensemble de processus sous-tendus par leur prétendue efficacité (gestionnaire ou mobilisatrice) : elle peut donc consister en une adaptation efficace aux concepts locaux, soit une lutte pour le droit à la ville, selon la position occupée dans le champ urbain[9]. La production de territoires est également en même temps production de hiérarchies, ce qui a tendance à favoriser les désolidarisations intra-urbaines et les identifications locales, qui peuvent s'avérer problématiques.

La définition de la territorialisation est donc nécessairement complexe. Si la territorialité, « existence d'une dimension territoriale dans une réalité sociale » (Di Méo, 2003) se comprend assez bien, le processus qui lui est attaché impose de se positionner sur le territoire, et donc schématiquement sur la définition de Raffestin ou celle de Di Méo. Ce qui apparaît clair est que la complexification de la question du territoire soulève indéniablement des questions ayant trait aux inégalités, et qui s'analysent à travers une étude des acteurs et des « jeux d'échelle » dans leur inégale appropriation du territoire.

Les débats en géographie se sont multipliés redès la phase moderniste de rénovation de la géographie au début du 20ème siècle, sans réellement permettre une réponse claire. Le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (Lévy, Lussault, 2003) propose pas moins de huit définitions, la liste ne se voulant pas exhaustive. Mais c'est surtout la définition du territoire qui se trouve ambivalente du fait de la naturalité de l'espace. D. Retaillé rappelle le risque d'un « impératif territorial » *exclusif*, qui en mettant au centre de la réflexion l'appropriation sociale, s'avère être un

[9] A comprendre ici dans son sens bourdieusien (Fabiani, 2001).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

outil déjà bien ancien d'appropriation politique, permettant la naturalisation des ordres civilisationnels, tout en ne permettant pas une compréhension correcte de la diversité des formes spatiales (Retaillé, 1996). La distinction espace/territoire se calque finalement sur celle entre nature et culture qui caractérise la pensée moderne occidentale. En cela, le concept peut s'avérer problématique pour notre interrogation, en restreignant quelque peu l'horizon. A travers la triplicité de l'espace, Lefebvre prend ces distances avec ce débat, tout en proposant une manière novatrice et en quelque sorte *post-moderne*[10] de penser l'espace. Avec cet espace triple, Lefebvre affirme avec un peu plus de force la dimension résolument politique de l'espace : l'espace ne saurait être un cadre neutre sur lequel se déploierait un territoire que serait le social. Au contraire, l'espace est produit par le social autant qu'il le produit, et se fait donc le reflet de l'état de ce social – des rapports de domination qui le traversent, notamment.

Sur ce point, Lefebvre accompagne autant qu'il participe à un renouveau épistémologique en géographie : « l'espace, contrairement à ce qui était largement véhiculé durant la période moderne, n'apparaît plus comme le simple "container" – le « réceptacle passif » (Lefebvre, 1974 : 108) – des processus sociaux et temporels, mais comme participant activement à la structuration de la société » (Pattaroni, 2016). C'est le *spatial turn* en sciences sociales que nous avons déjà évoqué. Il dépasse là la vieille distinction entre l'approche moniste kantienne et l'approche dualiste de la géographie classique, se plaçant dans la lignée sociologique de l'espace durkheimien, produit des représentations et de l'action sociale (Di Méo, 1998). La démarche est politique, car elle replace l'urbain en tant que produit des conditions sociales et économiques particulières. A nouveau, il s'agit d'affirmer que la ville n'est pas une réalité immanente, mais un objet issu d'un mode de production historique particulier. Lefebvre cherche à penser les conditions du changement politique, qui selon lui ne se fera pas sans production d'un espace *ad hoc*. Lefebvre envisage donc l'urbain comme un *système*, relevant de fait de rapports de production et de domination qui lui sont propres. La réalité urbaine contemporaine est une « étape d'une genèse plus large, celle de la valeur d'échange généralisée, du monde de la marchandise et de l'argent, en un mot du capital. » (*La pensée marxiste et la ville* : 98).

Il est intéressant de noter que Lefebvre oppose les « cités nouvelles » à un groupe constitué des « villes historiques » et des « villes spontanées » (Lefebvre, 1960). Les espaces d'urbanisme spontané correspondraient donc à une conception classique – et en ce sens, précapitaliste – des villes, soit des villes conçues selon des principes de valeur d'usage, et non de valeur d'échange (à supposer que l'on se place d'un point de vue symbolique faisant l'impasse sur la complexité des processus de production et d'appropriation de l'espace qui s'y font jour). A nouveau, le constat s'approche de celui de F. Choay.

[10] Le terme étant à relativiser très fortement, étant associé à un débat en sciences humaines que je ne souhaite pas aborder ici.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Lefebvre mène cette théorisation dans la France des années 1960 et dans le contexte du programme des villes nouvelles, aboutissement ultime selon lui de la technocratie et du fonctionnalisme. Si ces villes nouvelles ont connu des fortunes diverses, et si tout du moins leurs modes de production n'a pas semblé se généraliser à l'ensemble des politiques urbaines, Lefebvre percevait surtout au-delà de ces quelques projets paradigmatiques l'émergence hégémonique de l'urbanisme comme science tendant à se substituer aux anciennes pratiques de production de l'espace : « aujourd'hui, la réalité urbaine elle-même, avec sa problématique et sa pratique, est occultée, remplacée par des représentations (idéologiques et institutionnelles) qui portent le nom d'urbanisme » (Lefebvre, 1970 : 59). Lefebvre voit d'un œil inquiet la constitution d'un ensemble de pratiques et de connaissances – largement institutionnelles – sur la ville en *science*. Il y voit la normalisation d'une illusion reposant sur une double fétichisation : « à la fois de l'espace […] et de la satisfaction des intéressés » (Devisme, 1998 : 25). Au-delà de l'aspect qui se veut scientifiquement objectif, il y lit une stratégie proprement capitaliste visant à intégrer pleinement l'urbain, pas simplement l'ensemble des structures urbaines, mais également son *contenu*, les individus : « s'il a un air neutre, indifférent par rapport au contenu, donc "purement" formel, abstrait d'une abstraction rationnelle, cet espace, c'est précisément parce qu'il est déjà occupé, aménagé, déjà objet de stratégies anciennes, dont on ne retrouve pas toujours les traces ; l'espace a été façonné, modelé, à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement ; l'espace est politique et idéologique » (Lefebvre, 1970 : 4).

Comment dès lors cette réflexion est-elle pertinente pour réfléchir sur les formes de l'urbain à Ouagadougou aujourd'hui ? La réflexion de Lefebvre s'est adossée, comme nous l'avons vu, à la ville industrielle (voire postindustrielle) occidentale. Ouagadougou s'est construite dans un contexte historique, économique, politique et social bien différent. A quel point participe-t-elle aujourd'hui d'un système spatial paradigmatique que serait l'urbain ? Sur la fin de sa vie, Lefebvre avait ouvert des pistes sur le projet civilisationnel – et en d'autres termes, impérialiste – de l'urbain (Lefebvre, 1989). Il dresse le constat de l'échec de ce projet en tant que « somme de pratiques productives et d'expériences historiques » (*ibid.*). Malgré cela, il n'a pas eu l'occasion de sortir sa pensée du fait urbain d'un contexte historique certes dominant et impérialiste, mais en concurrence avec d'autres contextes urbains ayant suivi des logiques autres, et peut-être même minoritaire. Malgré tout, Lefebvre nous offre, en plus d'une boîte à outils conceptuelle concernant la ville sur laquelle nous reviendrons, un point de vue sur les formes dominantes – au sens politique du terme – de l'urbain. Nous pouvons ainsi replacer Ouagadougou d'une part dans l'*urbain* comme système spatial paradigmatique, et d'autre part comme objet d'influences – de politiques publiques, notamment – s'appuyant sur une science essentialisant la ville et l'intégrant dans une stratégie politique et économique. Les villes du Sud, riches de leurs particularités historiques et sociologiques, se trouvent pénétrées par un mouvement de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

rattrapage technocratique et bureaucratique de type impérialiste. Autrement dit, il nous faut réaffirmer qu'étudier la ville aujourd'hui impose de prendre conscience de toutes ses dimensions : la ville est à la fois une réalité socio-spatiale propre, et un objet politique pour les gouvernements et les aménageurs. En ce sens, elle est le lieu d'une *confrontation* politique, entre la volonté officielle et celle de ses habitants. Son identité apparaît certes indéterminée, mouvante, insaisissable, mais elle est jugée fixe, interchangeable, reproductible lorsqu'elle est l'objet de politiques publiques basées sur des *modèles* urbains. Elle fait l'objet d'une naturalisation dans un but stratégique.

Au-delà de la réflexion politique sur les modèles dominants de l'urbain s'étend le continent des approches de l'espace social, elles aussi dépendantes du contexte sociohistorique. Il s'agit de se placer non plus du point de vue des institutions, mais de celui de l'habitant, ce qui nous ouvre sur les réflexions en termes de citadinité, que nous aborderons dans la partie suivante, et qui sont étroitement liées aux travaux sur le changement social dans les villes[11].

2.2. Le droit à la ville : itinéraires d'un concept dans la géographie radicale.

De l'analyse de Lefebvre sur les trois espaces découle logiquement le concept de droit à la ville qu'il présente dans son ouvrage éponyme (1968). Il s'agit d'un concept labile, qui connaît au moins trois usages : il s'agit d'un slogan politique, d'un concept analytique, et parfois d'un élément de politiques publiques (Morange, Spire, 2017).

La ville n'étant pas qu'un arrière-plan matériel neutre aux relations sociales, mais un déterminant de ces relations et de la vie quotidienne, le droit à la ville doit permettre d'intégrer cette nouvelle manière de réfléchir l'espace, et de ne pas simplement en laisser la gestion au pouvoir technocratique. C'est donc dans un premier temps un principe mobilisateur rappelant que la ville est une affaire démocratique. Il a été mobilisé par les mouvements sociaux, les acteurs publics et les chercheurs engagés du Nord et du Sud à partir des années 2000 (Mitchell, 2003 ; Nicholls, Miller, Beaumont, 2013). L'ouvrage de Lefebvre était d'ailleurs un manifeste conçu dans le but d'enrichir le débat sur la question sociale. Le droit à la ville est un appel à la réappropriation des mécanismes de production de l'espace par la classe ouvrière.

Mais au-delà de la puissance du slogan, le droit à la ville est avant tout un concept scientifique, auquel s'adosse la pensée lefebvrienne – ces deux aspects ne sont d'ailleurs pas contradictoires. Il est

[11] Une approche plus documentée de l'anthropologie du changement social est développée au chapitre 2.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

le socle scientifique d'une série d'ouvrages de réflexion sur la question urbaine (Lefebvre, 1970 ; Lefebvre, 1972 ; Lefebvre, 1974). En ce sens, le nom même du concept est ambigu, car il ne s'agit pas d'exiger l'obtention d'un *droit* au sens juridique du terme – pas uniquement, tout du moins. Le droit à la ville permet surtout de penser l'espace dans une dialectique politique de l'appropriation, en remobilisant les notions marxiennes de *valeur d'usage* et de *valeur d'échange*. En ce sens, le droit à la réappropriation de l'espace urbain s'oppose au droit de propriété capitaliste.

La pensée de Lefebvre mérite aujourd'hui d'être actualisée, car si nombre de ses inspirations se sont avérées justes – l'avènement d'une société de l'urbain concomitante d'une dissolution de la ville – une grande partie du cadre de sa réflexion a été profondément bouleversée : l'ère du fonctionnalisme autoritaire en urbanisme a progressivement laissé place au discours de la décentralisation, de la bonne gouvernance et du « projet » (Morange, Spire, 2017). En outre, la question urbaine s'est massivement diffusée sur la planète, et les villes du Sud posent de nouvelles questions qui ne se prêtent pas toujours aux mêmes réponses que pour les villes du Nord. Nous pourrions également évoquer la question environnementale, la spéculation liée à la financiarisation de l'économie et l'avènement de l'agenda néolibéral. Pour autant, la logique scientifique du droit à la ville reste pertinente pour analyser la dimension politique de l'espace urbain.

La notion de droit à la ville a donc été progressivement réactualisée par la recherche. Avec tout l'arsenal conceptuel d'H. Lefebvre, elle est restée en filigrane du développement de la géographie radicale. Celle-ci apparait à la fin des années 1960, en réaction à la géographie traditionnelle de l'époque, « encore étroitement liée aux pratiques militaires et impérialistes » (Harvey, 2011). Si les chercheurs se réclamant de cette géographie assument un point de vue critique, leurs cultures politiques « hétéroclites » respectives (marxistes, postcoloniales, libertaires, etc.) ne trouvent à se fédérer que sous l'adjectif « radical ». Aux États-Unis, c'est autour de la revue *Antipode* que se met en place le mouvement. En 1973, la publication de l'ouvrage *Social justice and the city* de David Harvey popularise le mouvement dans la recherche, en même temps qu'il marque un tournant clairement marxiste. Mais surtout, il impose deux thèmes essentiels dans la géographie radicale : la ville et l'anti-impérialisme. Il considère en effet nécessaire une actualisation de la pensée marxiste qui ne néglige pas le rôle de la ville dans la production et la circulation du capital (Gintrac, Giroud, 2014 : 12).

A partir des années 1980, dans la recherche anglophone, la géographie critique prend le relais de la géographie radicale dans le projet de mener une recherche spatiale progressiste mais s'écarte quelque peu des dogmes marxistes en multipliant les approches (antiracisme, écologisme, féminisme, anarchisme, etc.). Cette évolution se place alors dans le cadre d'un « "tournant culturel" [qui] a poussé les géographes à prendre davantage en compte au sein de la théorie urbaine les différentes formes de domination fondées sur le genre, la "race", la classe, l'orientation sexuelle ou encore la nationalité »

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(*ibid.* : 13). En ce sens, la géographie critique ne s'oppose pas à la géographie radicale, mais cherche à la compléter et la décloisonner. Leur point commun est de se construire en opposition à une géographie *mainstream* hégémonique adaptée aux dogmes néolibéraux et à sa « mise en pratique dans le cadre des politiques urbaines métropolitaines » (*ibid.* : 14).

La géographie critique reprend le cheminement de la pensée d'H. Lefebvre et considère que l'espace n'est pas qu'un support du jeu social, mais « [qu']il contribue à produire et reproduire des mécanismes sociaux et économiques, ainsi que des représentations » (*ibid.* : 15). Cette importance de la dimension spatiale avait longtemps été paradoxalement l'œuvre de non-géographes (écoles des Annales, Fernand Braudel, etc.). Au cours des années 1980, le tournant spatial de la recherche anglophone (Soja, 1989) vise à mettre fin à l'*impensé* spatial dans les relations sociales – alors que leur dimension historique ne fait plus de doute depuis longtemps. D'où par exemple les réflexions sur les échelles du pouvoir – *politics of scale* (Brenner, 2004) – c'est-à-dire l'articulation du pouvoir selon les espaces. Le droit à la ville est dès lors progressivement redécouvert et remobilisé à partir des années 1990-2000, dans un premier temps concernant les analyses des villes du Nord (Purcell, 2003 ; Mitchell ; Harvey, 2008). Il a été d'une part réactualisé par la géographie radicale néomarxiste (Harvey, 2011), particulièrement concernant la distinction valeur d'usage/valeur d'échange qui a servi de cadre à l'analyse des mécanismes de privatisation et de financiarisation de l'espace. D'autre part, en mettant en avant une « condition urbaine » commune face à la complexification des bases économiques des classes sociales, il offre une base sociale nouvelle pour un élargissement du mouvement social, dépassant les débats entre socialisme autoritaire et capitalisme, et permet de penser les discriminations touchant les minorités (Mitchell, 2003 ; Brenner, Marcuse, Mayer, 2009). Enfin, le droit à la ville a permis de proposer une définition plus inclusive et plus souple de la citoyenneté urbaine, à partir des participations habitantes à l'échelle locale notamment (Purcell, 2003, 2009). Cette approche tente d'éviter le « piège localiste » (*local trap*) qui rend difficile à penser la diversité des situations spatiales en proposant une analyse fine de la structuration scalaire du rapport à l'espace (Planel, 2012).

Le droit à la ville a en parallèle offert une base conceptuelle à une compréhension des métropoles du Sud, et a été réapproprié par les chercheurs défendant une approche non-occidentale de l'urbain. C'est notamment ce que l'on a appelé le *southern turn* (Robinson, 2002) qui entend donner une place aux villes du Sud dans la théorie de la ville, et sur lequel nous reviendrons au chapitre suivant. Le Brésil, pays très urbanisé où les travaux de Lefebvre ont été diffusés dès les années 1960, a fait figure de précurseur, et la porosité entre la recherche, les mouvements sociaux et l'action publique sur cette question a été grande. Ainsi, les luttes du Mouvement National pour la Réforme Urbaine dans les années 1960, appuyées par les chercheurs brésiliens (Lopez de Sousa, 2001, Fernandes, 2007), ont abouti au vote du « Statut de la ville » (loi n° 10 257/2001), directement inspirée par le droit à la ville

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

et qui « affirme la fonction sociale de la propriété » (Morange, Spire, 2017). Au-delà de cet exemple, le Brésil a permis la diffusion de modèles militants (à travers les forums sociaux mondiaux, par exemple) ayant permis de produire des changements légaux dans plusieurs pays (Équateur, Mexique, etc.), adossés à des travaux spécifiques sur les réalités urbaines du Sud. Toutefois, plusieurs critiques majeures peuvent être relevées. D'une part, ces travaux ont très souvent concernés des métropoles majeures plutôt bien intégrées à l'archipel métropolitain mondial, aux réalités parfois très éloignées des villes périphériques du Sud. D'autre part, la traduction scientifique et militante du droit à la ville y a parfois été restrictive par rapport à la portée analytique des travaux de Lefebvre, résumant le concept à quelques principes généraux et à la lutte réformiste pour un ensemble de « droits » légaux ou constitutionnels (au logement, aux services urbains, à la participation, etc.). Ce travers s'illustre en particulier à travers la récupération développementaliste du concept faite par les institutions internationales (rapport ONU-Habitat de 2010 sur l'état des villes dans le monde, par exemple) où le droit à la ville a tendance à se confondre dès lors avec les modèles de bonne gouvernance.

Ces critiques en rejoignent finalement une autre plus générale : la réinterprétation du droit à la ville par les chercheurs et militants du Sud a trop souvent suivi des schémas de pensée occidentaux et impérialistes, sur ce qu'est une ville, un mouvement social et les modes de production des questions publiques. Elles rappellent surtout la labilité du concept de droit à la ville, et sa mobilisation dans des contextes et par des acteurs très divers. Nous chercherons à nous en tenir au cadre analytique qu'il offre, mais sans omettre d'intégrer ce retour critique sur son utilisation dans les pays du Sud. Une partie de la recherche a cherché à dépasser l'opposition restrictive entre État et mouvements sociaux qui est portée par ces débats autour du droit à la ville. Elle s'intéresse plutôt à ce que le concept permet de saisir de la dimension politique de l'expérience citadine. Cela concerne notamment les travaux autour du « droit à la ville *de fait* » qui « questionne la manière dont les citadins posent les contours d'un ordre urbain qu'ils s'appliquent à reproduire, à actualiser, et à énoncer quotidiennement à travers leurs pratiques » (Morange, Planel, Spire, 2017). Il s'agit de considérer l'espace urbain comme une coproduction entre des stratégies du pouvoir et celles déployées au quotidien par les habitants à travers leurs propres pratiques et représentations de la ville.

Ainsi, cette approche analytique permet de penser les villes du Sud sur la base de la triplicité de l'espace lefebvrienne, sans la restreindre à une sociologie des mouvements sociaux ou des politiques publiques urbaines qui risqueraient de clore la réflexion autour des quelques villes où ces derniers sont les plus visibles. A Ouagadougou, si nous verrons que les discours politiques structurés autour du droit à la ville sont extrêmement discrets, cette question se pose malgré tout, en tant qu'elle interroge les conditions de production de l'espace urbain sans s'en tenir aux acteurs officiels et à une analyse *par le haut*.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.3. Centre-ville et centralités : une géographie des ressources urbaines.

Si la citadinité constitue l'ensemble des processus qui fondent le rapport de l'individu ou d'un collectif à la ville, elle prend corps sur une structure urbaine qui participe à la produire. Concrètement, sur quelles bases se *structure* le rapport à la ville ? Nous l'avons déjà abordé, pour Henri Lefebvre, l'unité de la ville se conçoit sur une triple identité : la forme, la fonction et la structure. Celui-ci fait le constat de l'éclatement de cette unité à travers le processus d'urbanisation capitaliste global, et conséquemment, il en tire un appel aux chercheurs : « l'analyse effective de la ville sur le terrain de son éclatement doit maintenant se subordonner à une méthode dont le mot d'ordre et la procédure ont déjà été énoncés : situer et restituer » (Lefebvre, 1981 : 132). Cela revient en quelque sorte à chercher les formes, fonctions et structures perdues, en évitant l'écueil technico-rationnel de la pensée urbanistique et du *comprehensive planning*[12]. Si la ville et la citadinité restent complexes à saisir, c'est l'étude de leur rapport, de la généalogie et de la structure de celui-ci, qui permet de réellement comprendre le fait urbain. Pour permettre cette étude, Lefebvre cherche à trouver ce qui constitue anthropologiquement la forme urbaine, et donne une réponse : la centralité. Il la définit ainsi : « Qu'est-ce que la centralité (urbaine, sociale) ? Une forme, celle du rassemblement, de la rencontre, de la simultanéité ; de quoi ? De tout ce qui peut se réunir, se rencontrer, se rassembler » (Lefebvre, 1972 ; p. 238). La centralité est propre à son époque et son mode de production et l'histoire urbaine se résume dès lors chez Lefebvre à une histoire des modes de centralité.

La pensée de la centralité chez Lefebvre prend corps dans une dialectique de l'espace sur une base centre/périphérie, qui se définissent mutuellement dans un rapport hiérarchique : le centre est ce que n'est pas la périphérie, et vice-versa. Il nous faut ici préciser une base épistémologique de la centralité urbaine : la centralité ne se rapporte pas nécessairement à une position géographiquement centrale d'un lieu au sein d'un espace. Elle peut dans « un sens élargi [renvoyer] à la capacité d'un lieu qui concentre hommes et activités » (Dematteis, 2003 : 139). C'est en ce sens qu'il faut la comprendre, comme un rapport dialectique, et non spécifiquement géographique. L'idée centrale ici – et l'on retombe sur la conception lefebvrienne – serait plutôt celle de la *concentration*.

[12] « - Le problème est bien défini ;
- Il y a plusieurs solutions possibles ;
- On maîtrise toutes les informations ;
- Il y a information complète sur les valeurs partagées par les citoyens ;
- On dispose de suffisamment de temps pour traiter le problème » (Devisme, 1998 ; p. 30)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il nous faut préciser que la réflexion d'Henri Lefebvre prend place dans le contexte historique particulier de la dilution des centralités, dont il se fait l'analyste : la centralité perd précisément de sa pertinence purement géographique (point central organisant une distribution des activités urbaines dans un rapport de distance avec celui-ci) de par la diminution de la contrainte liée à la mobilité, à la distance, à l'accessibilité physique. La centralité – ou plutôt *les centralités* – se lisent désormais plutôt comme autant de nœud de réseaux où se concentrent les flux. Si cette évolution de la centralité entend abolir la question des distances et de la mobilité – qui reste à relativiser largement – « elle tient davantage aux interactions immatérielles, quoique localisées, qui dérivent des rapports de pouvoir, de contrôle, de dominance-dépendance » (Dematteis, 2003 : 140). La dilution de la centralité ne concerne donc pas le rapport hiérarchique centre/périphérie, mais sa lecture géographique. De manière générale, la centralité se comprend donc comme « centralité de suraccumulation liée au pouvoir, à l'élaboration de la connaissance et à l'orientation idéologique » (*ibid.* : 141). Mais sa dilution géographique rendant ardue la représentation topographique des réseaux qu'elle structure, il devient compliqué de définir ses effets concrets – notamment sur la périphérie. Si la centralité comme concentration et suraccumulation peut de moins en moins s'isoler spatialement, elle persiste au moins socialement et politiquement, et il serait faux de dire que cette concentration/suraccumulation des ressources sociales et politiques ne participe pas d'une structuration particulière de l'espace. De plus, cette centralité nouvelle nécessite toujours la plupart du temps une cristallisation dans des lieux emblématiques à l'échelle locale que l'on nomme encore centre-ville. Ces centres-villes sont toujours dépendants de « rapports de proximité physique » (*ibid.* : 141) qui ne rendent pas complétement caduque l'étude géographique de la centralité.

En ce sens, le centre-ville apparaît comme un cas particulier de la centralité, caractéristique d'une forme urbaine bien particulière. Celle-ci n'est pas inexistante à Ouagadougou, loin de là, comme nous aurons l'occasion de le développer, notamment au chapitre 2. La ville s'est construite sur de longues périodes autour d'un centre-ville clairement défini (notamment pendant la période coloniale), mais pas uniquement. La centralité peut prendre bien d'autres formes, et se restreindre au centre-ville, même si celui-ci existe bel et bien, serait prendre le risque d'en adopter qu'une vision réductrice et de passer à côté d'une part non-négligeable de ses effets concrets. Ces *effets de centralité* (la concentration de ressources, notamment) recoupent souvent le centre-ville, mais agissent au sein de la totalité de l'espace urbain, et ne pas les considérer comme tels pourrait nous conduire à passer à côté d'un déterminant essentiel des pratiques et représentations de la ville, et même des modèles dominants (ceux-ci intégrant le polycentrisme comme stratégie de développement urbain).

Ainsi, cette mise au point épistémologique permet d'éclairer le parti-pris méthodologique d'Henri Lefebvre : étudier la ville selon un rapport *dialectique* centre/périphérie, qui est précisément une

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dialectique de la concentration – et plus exactement de la concentration des pouvoirs. Cette conception n'exclut pas une étude du centre-ville comme espace géographique localisé et concentré : Lefebvre en fait la généalogie historique. La concentration et la proximité des activités politiques et commerciales – qui ont en commun de produire des échanges et sont donc mutuellement dépendants – va transformer, avec l'industrialisation, ces centres en lieux d'accumulation de la consommation, dans une logique de mutation du capital symbolique (celui des centres anciens) en capital économique. Cette transformation rend la conception de l'espace plus stratégique et abstrait, objet de pouvoir – et non plus seulement centre du pouvoir – et support d'un système économique et politique, pour arriver à la « société bureaucratique de consommation dirigée » (Devisme, 1998 : 32), dernière étape qu'étudie Lefebvre. Cette transformation du centre en concentration décisionnelle autant qu'économique et politique se fait dans le cadre d'une stratégie excluant l'appropriation de l'espace par les usagers. A partir de là, le centre-ville devient un espace contradictoire : il est le produit d'une stratégie du pouvoir, mais reste a priori pratiqué par tous. Il nous reste à insister encore sur le contexte de l'analyse de Lefebvre : le centre-ville qu'il évoque et nécessairement celui des villes occidentales. Si le concept lefebvrien de centre-ville peut nous être utile, c'est dans l'analyse historique de l'impérialisme urbanistique (et donc du colonialisme). Si A. Biehler rappelle à propos de Ouagadougou qu'« habiter le centre-ville et bénéficier de la proximité de nombreux services, administrations et commerces, c'est être privilégié » (Biehler, 2006 : 60), ce privilège de la centralité peut déborder les simples limites de celui-ci. Cette relation centre/périphérie *géographique*, et non plus simplement *dialectique*, nous reste difficilement mobilisable pour comprendre les phénomènes urbains à Ouagadougou, mais nous ne pouvons pas ne pas l'évoquer malgré tout, car on y trouve des traces de cette dimension. Nous fermons donc ici la parenthèse spécifique sur le centre-ville.

Lefebvre conçoit la dualité centre/périphérie selon un double mouvement : plus la périphérie s'étend (et avec elle la ségrégation/relégation), plus la concentration du pouvoir s'affirme et se renforce. De ce rapport, il tire sa définition du centre urbain : « lieu de simultanéité des éléments de l'inventaire urbain (objets, gens) fixés et séparés dans la périphérie selon un ordre redondant ; la rencontre de ces éléments fournit un désordre et une information maximaux, donc une complexification par rapport à la périphérie » (Lefebvre, 1970 : 65). Cette définition est intéressante car elle entre en résonnance avec nos interrogations sur la citadinité comme rapport inégalitaire d'accès, de maîtrise et de compréhension de l'espace : la centralité est une complexification de l'ordre urbain, nécessairement moins lisible pour les populations périphériques. Ce constat amènera Lefebvre à appeler de ses vœux non pas la disparition de la dialectique centre/périphérie, mais son réinvestissement par un autre contenu égalitaire devant permettre la résolution des contradictions de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'espace – réflexion qu'il poussera vers une apologie de la ville artistique, ludique et éphémère, et plus généralement « l'appropriation contre l'abstraction » (Devisme, 1998 : 35).

Retenons donc de l'approche lefebvrienne avant tout sa dimension dialectique et politique : la centralité est un moyen de penser l'espace dans la complexité de ses rapports de pouvoir. La dilution du centre-ville, ou son caractère partiellement exogène dans le contexte ouagalais ne doivent pas faire hâtivement conclure à la disparition de la dialectique centre/périphérie. Comme le rappelle Michel Agier : « la question de la centralité ne doit pas être posée de manière essentialiste, endogène ou "autochtonienne" ; il n'y a pas de centre en soi ; au contraire, c'est une relation qui définit le centre lui-même, […] la force de la centralité est sa capacité de résistance à la disparition de la ville dans l'interminable extension urbaine et l'étendue planétaire des agglomérations informes, vient de ce que le centre attire ou rejette mais n'existe qu'en relation avec un pourtour, une limite et un dehors. » (Agier, 2015 : 212-213). Comme pour la citadinité, la centralité doit se comprendre comme un élément d'une relation, et en ce sens, une entité mouvante et dépendante des rapports socio-spatiaux. Ouagadougou, en ce sens, est au cœur de plusieurs dynamiques de centralité : elle est elle-même concentration de ressources, comme ville (concentrant donc les ressources en des espaces réduits et diversement accessibles, comme le centre-ville, entre autres), mais aussi comme capitale ; mais elle également périphérique dans un certain nombre de systèmes continentaux ou internationaux de production et de distribution de ressources.

Le couple contradictoire centralité/périphérie nous permet donc de penser la ville « comme un système de contradictions animé de dynamiques en opposition » (Raulin, 2007 : 79). La centralité se caractérise par la multidimensionnalité et la cohabitation des fonctions, et en cela, par son *exceptionnalité* spatiale : elle se distingue du reste de la ville. On semble retrouver ici les caractéristiques attachées au centre-ville, qui n'a pas le même statut que les autres quartiers, voire un statut *hiérarchiquement supérieur* aux autres quartiers. En cela, il fait sens pour les habitants *en tant que centre-ville*, ceux-ci le reconnaissent comme tel. Le centre-ville correspond donc à un système de pratiques spécifiques, liées à ce que l'on y trouve – et que l'on ne trouve donc pas ailleurs. Mais malgré cela, celui-ci n'épuise pas la centralité, et les espaces de concentration peuvent être multiples et plus ou moins difficiles à identifier aussi clairement.

Schématiquement, les éléments qui sont constitutifs de la centralité peuvent être énoncés : aménités urbaines, concentration des pouvoirs économiques et politiques, siège de la culture légitime, prix du foncier élevé, etc. (Stébé, Marchal, 2013). La possibilité d'y acquérir des biens et services spécifiques est également une caractéristique certaine. Mais ses caractéristiques ne sauraient se limiter à la liste des fonctions, biens et services que l'on n'y trouve. Une grande partie de ces ressources se concentrent précisément en centre-ville car leur valeur y est garantie par « la signification

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

symbolique prédominante » qui fait le prestige du quartier, « territoire commun de rencontre où la résidence n'est pas une condition pour se sentir chez soi » (Rémy, Voyé, 1981 : 86). La centralité est le lieu du privilège, et elle acquiert de ce fait une forme de valeur, qui peut faire l'objet de propriété et d'appropriation, et qui est fruit d'une production.

Le point de centralité organise autour de lui l'espace selon un ordre relativement homogène qui lui est propre, formant ce que Lefebvre décrit comme *isotopie* (espace similaire). L'extension du phénomène urbain accélère la production d'*hétérotopies*, terme emprunté à Foucault (mais que Lefebvre utilise dans un sens bien distinct), soit littéralement des *espaces autres* qui échappent à l'ordre de la centralité, et s'imposent comme centralités momentanées. Ils sont des espaces différents, cachés, non-accessibles à tous, et qui tentent de produire des règles, un *ordre*, propres. Mais ces espaces ne sont pas frontalement opposés à l'isotopie : ils cohabitent avec elle dans une forme de dynamique de tensions permanentes, et sont l'objet de revendications par la *praxis* dominante (Lefebvre, 1970). Ce constat s'impose *a fortiori* dans les villes africaines, à l'histoire, aux dynamiques de peuplement et aux logiques actuelles extrêmement diverses. Les centralités ne disparaissent pas pour autant, mais semblent se multiplier, s'adapter à des échelles diverses et affecter différemment les citadins selon la position de ceux-ci (géographique, sociale, culturelle). Certains auteurs évoquent un « émiettement urbain » (Charmes, 2011). Cela doit nous conduire, non pas à renoncer à travailler sur l'appropriation spatiale à travers l'étude de la centralité, mais à utiliser la distinction centre/périphérie non pas nécessairement de manière géographique, mais bien plutôt comme cadre dialectique, à même de saisir la complexité de la notion. Nous ne pouvons donc pas nous contenter d'étudier la centralité comme une discontinuité claire par rapport à une périphérie tout aussi claire, se constituant sur le principe de la « couronne ». Mais interroger la référence à la centralité nous permet d'interroger le fait urbain à l'échelle individuelle, et construire une échelle de lecture des inégalités par rapport à l'espace, en travaillant sur les questions de territorialité, de mobilité, de distance, de proximité, de possibilités d'affirmation identitaire et d'expérience de l'autre (Grafmeyer, Authier, 2015) qui n'ont de sens que *par rapport* à une centralité.

En effet, la centralité, système d'objets et de signes, n'est pas qu'une notion spatiale et géographique, mais aussi une notion sociale, culturelle et politique. Il ne semble pas pertinent de limiter sa définition à un espace urbain circonscrit à la position relativement centrale, ou même à un espace de concentration de pouvoir et de capital (économique, social, culturel). Il s'agit bien au-delà d'un point de référence structurant la représentation de la ville chez tous ses habitants, et conditionnant une hiérarchie représentationnelle : la hiérarchie urbaine se mesure à la distance relative – pas forcément au sens strictement géographique – au point référent en termes de centralité dans la ville. Sylvie Tissot, ne souhaitant pas réduire le centre-ville à un simple espace opposé à la

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

périphérie, ou à des définitions administratives ou géographiques revenant, le définit ainsi : « forme spatiale, insérée dans un réseau de transports et un marché immobilier, et indissociablement […] modèle récemment promu de vie en ville » (Tissot, 2012 : 7-8). Cette définition peut aisément être élargie à notre notion de centralité. Les dynamiques de la centralité, s'analysent donc là aussi comme des processus, des stratégies d'investissements/réinvestissements symboliques et fonctionnels en cours. Ces processus, en modifiant – consciemment ou non – les pratiques et représentations non seulement liées à la centralité, mais de toutes la ville dépendante de la centralité par une logique systémique, vont nécessairement produire des contradictions spatiales. Les pratiques et représentations des habitants se heurtent d'une manière ou d'une autre aux pratiques et représentations nouvellement promues, faisant de la centralité l'objet de contestations, négociations, luttes.

Pour terminer ce passage, il nous faut souligner que Ouagadougou, plus qu'une ville, est une capitale, et donc la ville en elle-même se trouve au centre d'un vaste réseau se déployant à l'échelle nationale (au minimum). Ce statut influe évidemment sur sa structure, la nature des politiques urbaines qui y sont déployées, les pratiques et représentations de ses habitants. Étudier une capitale nous oblige dès lors à chercher « à comprendre les articulations entre les hautes instances et la base sociale de la représentation et de la légitimation du politique » (Choplin, 2006 : 11). En effet, plus que toute autre ville du pays, Ouagadougou est un lieu de pouvoir – c'est d'ailleurs en cela que sa réalité urbaine précoloniale ne fait pas de doute[13]. Cet état de fait détermine profondément la nature des rapports sociaux et spatiaux qui s'y joue.

En conclusion de cette présentation de la centralité, il nous faut nous demander le rôle qu'elle est amenée à tenir dans notre propre réflexion. La centralité lefebvrienne offre une structuration de l'espace – physique et représentationnel – qui est le produit d'un certain état du monde social, et des rapports de domination qui y ont *lieu*. Ce point de vue est une invitation à nous interroger sur la manière dont les individus, à travers leurs pratiques et leurs représentations, se positionnent au sein de cette structure. Nous avons eu plus haut l'occasion de mettre en garde face à une lecture structuraliste des comportements urbains, qui ne nous permettrait pas de comprendre les inégales capacités à s'adapter et à jouer avec la structure, à la légitimer, la contester, ou à s'afficher comme tel. Comprendre donc l'*agir urbain*, et les modes d'*être-en-ville* nous impose de positionner notre réflexion sur une notion ayant également été féconde en débats scientifiques : celle de la citadinité. En somme,

[13] Cf. à ce sujet le chapitre 2.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

il s'agit de continuer à creuser cette triplicité de l'espace, et fourbir nos armes pour appréhender la dialectique qui unit le conçu, le perçu et le vécu.

3. Dispositif et sujets urbains : repenser une citadinité processuelle et subalterne.

Nous allons ici tenter d'affiner notre réflexion à partir de la base conceptuelle que nous offre la pensée d'H. Lefebvre. Nous en sommes donc restés à l'idée d'une structuration de l'espace autour de la notion de centralité. Nous creuserons dans un premier temps ce que cela signifie concrètement, en ouvrant sur la notion de *dispositif*. Cela doit nous amener à traiter de la question complexe de la citadinité, et à nous positionner à ce propos par rapport à notre objet d'étude. Nous verrons que ce questionnement pose des questions directement politiques, à propos des inégalités et de la justice.

3.1. L'espace conçu de la ville : un dispositif de pouvoir.

L'espace urbain est donc issu du croisement des pratiques et représentations de divers acteurs. Dans un premier temps, nous allons nous pencher sur la conception de l'espace urbain du point de vue du pouvoir. Comment pouvoir non seulement comprendre la nature de celle-ci, mais également son influence réelle auprès des autres acteurs, en particulier des habitants ?

Mobiliser la notion de *modèle* revient peut-être à adopter une approche restrictive de l'histoire urbaine de Ouagadougou, mais permet de s'en tenir au cadre, l'étude historique *par le haut* étant sans doute la plus simple à mettre en place. En outre, réfléchir en termes de modèle permet également de ne pas perdre de vue que le *cadre* n'est jamais neutre, et qu'il produit des effets non seulement sur le terrain, mais également sur la manière de travailler sur ce terrain. La présence d'un cadre dominant de l'urbain ne se réduit pas à la période coloniale, et en cela, il est intéressant de mobiliser la *situation* au-delà de cette période (ce que nous développerons au début du chapitre 2).

Si nous détaillerons notre approche du modèle au chapitre 4, il nous faut donner une rapide définition de celui-ci. La notion a connu une réelle consolidation théorique à partir des années 1990-2000 dans le sillage des *globalization studies*. Elle tire une partie de son influence de la sociologie de la dépendance, qui accorde une place particulière aux mécanismes de domination nord-sud (Coquery-Vidrovitch, 1969). Les travaux sur le modèle se penchent sur les nouvelles procédures de la

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

domination, en portant une attention particulière au rôle des institutions internationales et des diffusions semi-contraintes[14] de bonnes pratiques en matière de gouvernance ou de gestion des services urbains (Osmont, 1995 ; Baron, Peyroux, 2011). Au-delà, il s'agit aussi d'analyser les représentations véhiculées par ces procédures, renvoyant à une idéologie de la ville planétaire vue comme « fiction régulatrice » (Robinson, 2002), productrice de normes faisant autorité et ayant vocation à se diffuser à l'ensemble des villes. Travailler sur le modèle, c'est donc s'intéresser aux représentations développementalistes qui agissent sur les villes, et tenter de comprendre leur influence réelle, et les mécanismes de négociation locale qui donne lieu à leur adaptation.

Penser *avec* le modèle, c'est également penser *contre* le modèle, car il s'agit d'analyser les « rationalisations » que celui-ci produit sur le terrain (pratiques et représentations spécifiques, etc.), et les contradictions qu'il affronte, c'est-à-dire les autres modes de faire et d'être en ville qui persistent simultanément hors du cadre. En un même moment historique, s'il y a un modèle dominant, celui-ci n'est pas homogène, et il y a en réalité des histoires simultanées qui s'écrivent, et il est important de « situer » les sociétés par rapport à ces histoires multiples. Le modèle n'est pas une réalité statique, et au contraire, son agencement à la société est toujours approximatif (Balandier, 1955 : 38). C'est à partir d'une approche dynamique du *modèle* que nous pourrons révéler les *situations*, c'est-à-dire étudier la société dans son ensemble, hors du cadre proposé par le modèle.

Malgré tout, si nous pencher sur les modèles urbains qui cadrent l'action publique urbaine nous permet de dégager des logiques dominantes sur l'espace, cela ne permet sans doute pas de comprendre tout ce que ces dernières recouvrent. Il y a un risque de réduire l'étude de l'espace urbain *par le haut* à une sociologie de l'action publique, éventuellement basée sur une étude fine des discours et des représentations mobilisées, et les mécanismes de domination à des procédures institutionnelles identifiables. Notre postulat est que les rapports de domination s'imposent et se reproduisent à travers l'espace par de multiples biais, plus ou moins identifiables. D'une certaine manière, et suivant un point de vue plus philosophique, la ville pourrait être vue comme un *dispositif*, tel que le décrivait ainsi Michel Foucault : « un ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques ; bref, du dit aussi bien que du non-dit, […] c'est ça le dispositif : des stratégies de rapports de force supportant des types de savoir, et supportés par eux » (Foucault, 1994 : 299). Ce dispositif se caractérise par un processus de subjectivation qui transforme les corps qui y sont saisis en

[14] Car souvent liées au déblocage de fonds et de prêts.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

sujets : « le dispositif est donc une machine qui produit des subjectivations et c'est par quoi il est aussi une machine de gouvernement » (Agamben, 2007 : 42).

Une telle optique nous permet de proposer une approche plus large de ce qui se joue dans les rapports de domination spatiaux. Le dispositif ne se contente pas d'imposer des normes d'*être-en-ville* aux citadins, mais elle détermine les modes de définition de ces derniers. En définitive, il s'agit bien là de nous intéresser au processus même qui autorise l'individu à accéder au statut de citadin, et de dialoguer précisément avec les pratiques individuelles que mobilise l'individu en retour dans ce but. Le dispositif est donc en relation logique avec la citadinité.

3.2. De la citadinité-identité à la citadinité-processus.

Nous interroger sur la citadinité impose de faire un détour par l'épistémologie d'une notion complexe, qui a progressivement pris son indépendance par rapport à un concept moins précis d'urbanité. Longtemps, la recherche n'a pas effectué de distinction entre *urbanité* et *citadinité*. Le second terme n'apparaît même pas dans le dictionnaire critique *Les Mots de la géographie* de R. Brunet, R. Ferras et H. Théry (1993), alors que le premier désigne à la fois « ce qui est urbain » ainsi que ce qui se rapporte à la « civilité », considérée comme traditionnellement propre aux citadins. Le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* dirigé par Jacques Lévy et Michel Lussault (2003) poursuit en approfondissant cette définition de l'urbanité, « caractère proprement urbain d'un espace », et accorde une entrée à la citadinité. Celle-ci est directement liée aux pratiques et représentations de l'espace, désignée comme la « relation dynamique entre un acteur individuel […] et l'objet urbain » (Lussault, 2003 : 159-160). Dès lors, la citadinité est mobilisée par les études privilégiant les pratiques et représentations, à partir des années 1990, particulièrement dans les villes du Sud. L'ouvrage coordonné par M. Lussault et P. Signoles *La citadinité en questions* (Lussault, Signoles, 1996), a consacré la diffusion scientifique de la notion, en permettant de recentrer les études urbaines sur l'habitant, et plus généralement l'*habiter*.

Ce tournant épistémologique a permis de construire une définition plus inclusive de la ville : dans les villes du Sud, les habitants les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus récemment arrivés en milieu urbain se voyaient considérés comme habitants de la ville à part entière. Dans une logique plus *bottom up* que *top down*, « la réflexion est orientée sur les rapports que les habitants construisent aux espaces urbains, sur leur citadinité […], entendue ici comme relation dialectique entre les individus (y compris dans leurs appartenances collectives) et la ville, à différentes échelles spatiales et dans différents types d'espaces » (Berry-Chikhaoui, 2009 : 11). Ainsi, la citadinité, sans épuiser le champ de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'urbanité, qui se bornerait à « préciser la spécificité de la ville en termes d'espace et de collectif » (Spire, 2011) le complète et le précise en se concentrant sur l'analyse d'un *rapport* à l'urbain, plutôt que sur un simple *état* d'urbain.

Les travaux de l'école de Manchester ont représenté un tournant dans l'approche épistémologique de la ville, en s'intéressant aux comportements individuels et aux relations interpersonnelles. Ils ont rapidement invalidé l'usage universel de macro-catégories spatiales que l'on pensait inhérentes au phénomène urbain. Si ces dernières présupposaient par exemple un comportement particulier du citadin *parce qu'il était citadin* – lié à leur statut, leur lieu de résidence, leur parcours, etc. – on va rapidement se rendre compte que les comportements individuels débordent largement cet ordre, s'avèrent plus complexes et multiples que prévus. Si ces études menées dans un contexte très particulier – les villes industrielles d'Afrique australe – ont mis du temps à s'imposer dans la recherche française, les années 1970 marquent un tournant épistémologique ; celle-ci cesse de considérer la ville de manière holistique, pour se pencher sur des analyses à une échelle locale, voire micro-locale, en croisant des méthodes issues de disciplines variées. C'est l'occasion de redonner une place centrale à l'acteur et à sa pratique, mais il devient complexe de produire une analyse globale de la ville (Hilgers, 2009). Ici, nous nous placerons dans cette tradition, encore raffermie depuis les années 1990-2000[15], en nous attachant à l'échelle individuelle du rapport à l'espace urbain, en tentant certes de le mettre en rapport avec des tendances plus globales de la ville, mais en renonçant à produire une analyse *totale* de la ville : ce sont les dynamiques sociales qui lui sont propres qui nous intéressent. Et ces dynamiques peuvent se saisir à travers la question de la citadinité.

La citadinité est donc une notion complexe que l'on ne peut résumer au simple fait de résider de manière permanente en ville. La notion englobe *a minima* le droit à la pratique de l'espace urbain, ce qui permet à Philippe Gervais-Lambony de rappeler que les populations autochtones sous les régimes coloniaux et d'apartheid n'avaient pas le droit d'être citadins, et que de fait « cette définition très restrictive de la citadinité, qui ne se réfère qu'à la légalité de la présence en ville, n'a de sens que très conjoncturel. » (Gervais-Lambony, 2003 : 28). En ce sens, Gervais-Lambony préfère une définition plus large qui se réfère au *droit à la ville* d'Henri Lefebvre, défini comme « droit à la vie urbaine […] à l'habitat et à l'habiter [;] le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit de propriété) » (*ibid.* : 23).

Ainsi, la citadinité doit se comprendre non pas par le simple fait de se situer de manière permanente en ville, mais comme une notion renvoyant à l'habiter, aux pratiques et aux représentations. Cette acception est nécessairement complexe et difficile à saisir : elle peut renvoyer

[15] Le centième numéro de *Politique africaine* illustre bien cette tendance.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

autant à la pratique, au quotidien, aux déplacements qu'à l'histoire, l'urbanisme, le rapport politique à l'espace, la construction de références culturelles proprement citadines et plus généralement à toutes manifestations liant l'habitant et la ville dans un rapport de construction réciproque. M. Lussault précise que la citadinité « ne désigne pas une essence immuable mais une relation dynamique entre un acteur individuel […] et l'objet urbain » (Lussault, 2013 : p. 182). Celle-ci « se manifeste par un système de signes » (*ibid.*, p. 182), c'est-à-dire de tout ce qui *médiatise* l'individu au champ urbain : capital de connaissances, de pratiques, de discours, d'attitudes, etc. Ainsi, « la citadinité constitue un ensemble – très complexe et évolutif – de représentations nourrissant des pratiques spatiales, celles-ci en retour, par réflexivité, contribuant à modifier celle-là » (*ibid.* : 182).

Cette approche de la citadinité relève du rapport individuel à la ville, même si elle s'inscrit dans des réseaux sociaux (Gervais-Lambony, 2003 : 28). Elle se distinguerait ainsi de l'*urbanité*, qui se pense plutôt en *modèle* comme « représentation formalisée intentionnelle, individuelle, collective ou sociétale, d'un état, d'une mémoire et d'un avenir souhaitable pour la ville, l'espace urbain » (Lévy, 2013 : 1055). J. Lévy insiste sur la « mise en co-présence du maximum d'objets sociaux dans une conjonction de distances minimales. » Ainsi, cette définition renvoie l'urbanité au concept de ville comme organisation structurée, alors que la citadinité se rapporte plutôt aux habitants des villes. Gervais-Lambony écarte d'ailleurs la confusion faite par certains géographes entre *citadinité* et *citoyenneté*, qui pourrait hâtivement insister sur la dimension collective de la citadinité, car ce serait « oblitérer la force de la citadinité des populations dites "marginales" qui ont inventé leurs propres modes de vivre en ville et de participer à la ville » (Gervais-Lambony, 2003 : 29). Quoi qu'il en soit, il apparaît ardu de construire une définition scientifiquement consensuelle de la citadinité, et Gervais-Lambony tente de dépasser le problème en le résumant à une alternative simple : la citadinité relève d'une approche par l'individu, l'urbanité par le collectif. Si ce choix définit un cadre clair pour poursuivre nos réflexions, il offre plus de questions que de réponses. En effet, il est difficile d'essentialiser les habitants d'une ville comme propriétaires communs et égaux d'un système de références propres à leur ville – les Ouagalais, les Parisiens, etc. – tout comme il semble bancal d'affirmer que la réalité d'une ville se réduirait à la somme de ses parties et ne constituerait qu'un agrégat d'individus ayant leur propre manière d'agir au sein de cet espace, de se constituer en sujet urbain, etc. Il nous est donc nécessaire d'affiner le concept.

Cette question du sujet urbain, posées dès les années 1920 par les penseurs de l'école de Chicago, permet pour le moins de replacer l'individu comme produit des structures sociales de la ville. La réalité des métropoles modernes posait d'ailleurs le problème fondamental du contrôle social en ville, comme le décrivait Robert E. Park : « il s'agit de parvenir, dans la liberté propre à la ville, à un ordre social et à un contrôle social équivalents à ce qui s'est développé naturellement dans la famille, le clan, la tribu »

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(cité dans Grafmeyer, Joseph, 1984 : 164). Le citadin reste donc avant tout le produit d'un rapport social, médiatisé par la ville. Il nous faut ici revenir à ce que nous disions plus haut sur le dispositif. Dans l'optique d'un dispositif urbain, le rapport à la ville s'apparente à un processus de qualification, ou plus exactement de subjectivation, qui ne dépend pas nécessairement d'un ordre global identifié – que serait le modèle – mais plutôt d'un entrelacement d'institutions, de système de représentations et de discours étroitement lié à l'état des rapports de domination. L'école de Chicago, elle, semble plutôt voir dans la ville moderne le lieu de « l'émergence de l'individu comme unité de pensée et d'action » (Park, cité dans Grafmeyer, Joseph, 1984 : 165). D'une certaine manière, la ville est le lieu de l'individu agissant, mais d'un individu « interstitiel » (Agier, 2015 : 66), paradoxal, qui naît d'une confrontation avec les structures urbaines subjectivantes : la rue, la mobilité, l'échange, etc., ce qui fait dire à Yves Grafmeyer que « parce que la ville met en présence des personnes qui sont toujours peu ou prou étrangères les unes aux autres, le citadin ne se départit que très rarement d'une distance à autrui qui est au cœur des relations sociales en milieu urbain » (Grafmeyer, 1994 : 93). Dès lors, il devient complexe de distinguer l'individu urbain séparément des structures sociales urbaines qui le produisent, mais également des structures sociales en général. Comment dès lors comprendre ce que l'individu a de *proprement* urbain – la citadinité, en somme ? Michel Agier suggère une définition du citadin à travers une approche interactionniste : « je parle de citadinité au sens où les actions, les interactions et leurs représentations sont définies à partir d'une double relation : celle des citadins entre eux, et de ceux-ci avec la ville en tant que contexte social, symbolique et spatial » (Agier, 2015 : 95). Ainsi, Agier s'écarte de l'analyse purement structuraliste – sans pour autant lui donner tort – pour une étude du citadin en termes d'*engagement situationnel*. Ces situations possibles sont même énumérées par Agier : situations ordinaires, situations extraordinaires, situations de passage et situations rituelles. La ville et le citadin se définissent dès lors dans leur relation quotidienne, dont la *citadinité* serait le nom.

Voici là une manière d'échapper à l'alternative scientifique à laquelle nous faisions face : il ne s'agit ni de considérer la ville comme un « tout » englobant répondant à un ordre propre (vision par trop structuraliste), ni de renoncer à nous intéresser à autre chose que la relation purement individuelle à la ville. Chaque ville produit un système de signes qui lui est propre et à même d'être reconnu par les habitants (Braudel, 1979 : 432). Mais si ce système de signes est commun, il est loin d'être unique, et l'individu va construire son mode d'être-en-ville sur la base de la diversité de ses appartenances à des groupes sociaux ou culturels. Chaque groupe social va constituer son propre mode de citadinité, l'adapter aux réalités qu'il rencontre, éventuellement l'importer. Les phénomènes sociaux au sein de l'espace urbain participent autant à produire la citadinité que la ville elle-même. Enfin, le rapport individuel à la ville constitue une autre échelle de construction de la citadinité : « chaque individu,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

selon le jour et son humeur, voit une ville différente ; chaque individu a aussi une image de la ville conditionnée par son histoire personnelle, son espace de vie, ses liens sociaux… » (Gervais-Lambony, 2003 : 30). Ce rapport individuel dépend ainsi d'une dimension temporelle multiple : il n'est certes pas le même au quotidien, mais également au fil de la vie et de l'évolution de la position socio-spatiale, ce qui nous renvoie à cette question d'engagement situationnel. Cela doit nous conduire à penser l'aspect processuel de la citadinité, comme phénomène prenant place dans des contingences temporelles. Elle n'est pas l'identité immuable de celui qui vit en ville, mais caractérise certains moments des interactions entre l'individu et la ville. Cette approche multiscalaire de la citadinité doit nous permettre de comprendre les différentes dimensions qui sous-tendent pratiques et représentations de l'espace urbain, et s'il est difficile de définir clairement ce que l'on doit entendre par *citadinité*, garder en tête la totalité complexe de ces dimensions nous permet de nous en approcher.

Il nous faut insister sur le fait que le concept de citadinité est à replacer dans l'histoire de l'étude des citadins africains, marquées par la situation coloniale. Dès lors se pose une question : les « échelles identitaires de la citadinité » (Gervais-Lambony, 2003 : 31) restent-elles pertinentes dans le cadre de l'analyse d'une « ville africaine » ? N'y a-t-il pas une identité propre à la ville africaine qui la rendrait insaisissable à l'analyse urbaine classique ? Les cadres d'analyse proposés par l'urbanité et la citadinité s'adaptent-t-ils à la ville africaine ? Ne sommes-nous pas en train de plaquer sur des réalités autres des concepts forgés par la recherche occidentale pour ses propres terrains ?

Le citadin africain a mis du temps à se faire une place dans le champ de la recherche. Selon J. Dresch en 1949, « la ville africaine est une création des Blancs, peuplée par les Noirs » (cité dans Bernard, 1973 : 2). Comme nous l'avons vu, la recherche africaine a longtemps considéré que la ville en Afrique était une invention récente[16]. Cette histoire se lisait dans les traits caractéristiques de l'urbanisme africain, énoncés par Georges Balandier : « monotonie de la disposition, rapidité de la croissance, force d'attraction sur la population rurale, grande vitalité, dualisme entre la ville proprement dite – occupée par les Blancs et leurs zones d'activités commerciales, bureaucratiques, industrielles et de loisir – et les quartiers africains, souvent séparés des premiers par les camps de police, de l'armée, les prisons et même les foyers de mulâtres » (*ibid.* : 2). La ville africaine, forme spatiale issue de la colonisation, ne se comprendrait dès lors que par l'étude du « processus de citadinisation des habitants des villes » (Gervais-Lambony, 2003 : 32) : il s'agit de s'interroger sur les pratiques et représentations développées par les Africains pour s'adapter à cette structure exogène. Autrement dit, une frontière claire était tracée entre les *valeurs urbaines* et les *valeurs rurales*, et la

[16] Si cette vision peut se comprendre pour une grande partie des métropoles africaines, elle mérite au moins d'être nuancée, et *a fortiori* concernant Ouagadougou, dont la réalité urbaine précoloniale est attestée (cf. chapitre 2).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

citadinisation des habitants se mesurerait en fonction de la capacité de ceux-ci à adopter les premières en rejetant progressivement les dernières. P. Gervais-Lambony cite d'ailleurs l'analyse de Gilles Sautter en 1972 : « les sociétés urbaines commencent […] à mériter leur nom dès qu'une proportion suffisante de citadins nés en ville sont en mesure d'assurer la transmission des formes de vie et des valeurs propres à la cité » (Sautter, 1972 : 77). La citadinité est donc bien décrite comme un processus évolutif, qui doit permettre à la ville d'évoluer vers une société urbaine.

Mais à travers cette conception se lit une confusion entre identité rurale et identité migrante, qui ne permet pas de comprendre la complexité des processus de construction de la citadinité dans les villes africaines. La recherche africaniste sur ce point a été particulièrement influencée par les travaux de Georges Balandier sur Brazzaville (Balandier, 1955) qui étudiait la citadinité par le prisme du rapport au rural : « importance des liens avec la zone rurale d'origine et […] sociabilisation en ville par le biais des réseaux de migrants » (Gervais-Lambony, 2003 : 32). Mais l'analyse de la citadinité ne se résume pas à une rupture avec le monde rural, le développement de modes de vie syncrétiques semblant être une caractéristique essentielle du processus urbain africain, et l'attachement à l'identité rurale n'étant pas nécessairement le développement d'une identité *contre* la ville, mais plutôt « une des formes d'insertion en ville » (*ibid.* : 33). La confusion entre identité rurale et identité migrante nous renvoie au débat sur la citadinité comme identité ou comme processus. Sur ce point, il convient de dépasser la question du rural/urbain et de la ville comme lieu de détribalisation, pour plutôt interroger la ville comme lieu du changement social (Mercier, 1955 ; Balandier, 1955 ; Rouch, 1955 ; Rouch, 1958). De *Moi, un noir* aux *Maîtres fous*, les films de J. Rouch illustrent bien le fait que la ville apparaît surtout comme le lieu de l'échange et de la rencontre, qui impose au citadin de se positionner par rapport à des réalités nouvelles, et de s'adapter en produisant de nouveaux modes de représentations et de régulation de ceux-ci (chez J. Rouch, le jeu avec les codes nouveaux de la ville, ceux du cinéma américain pour les migrants nigériens d'Abidjan dans *Moi, un noir*, ceux du pouvoir colonial pour la secte des Hauka dans *Les Maîtres fous*, est particulièrement parlant).

Encore une fois, il s'agit bien d'analyser la citadinité comme un processus inégalitaire, et non comme une identité, permettant de tracer une frontière claire et stable entre citadins et non-citadins. Tous les habitants de la ville sont citadins à divers degrés, mais construisent leurs propres codes de la citadinité par rapport aux rapports de citadinité dominants, jouant en permanence entre leur subjectivité individuelle et leur inscription dans un ou plusieurs collectifs.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

3.3. L'ordre inégalitaire de la ville et la justice spatiale.

Nous avons donc vu que la citadinité, « dimension actorielle de l'urbanité » (Lussault, 2003 : 159), ne pouvait s'analyser comme un état stable qui lierait l'habitant à sa ville, mais plutôt comme un processus se matérialisant dans un ensemble de rapports hiérarchiques liés aux pratiques et représentations de l'espace. Cette définition nous autorise à réfléchir à la citadinité dans sa dimension politique : elle est un positionnement *à un moment donné* de l'individu dans un ensemble de structures et de dispositions pratiques ayant trait à l'espace. Le citadin est donc, plus qu'un individu, un *sujet* urbain, en tant qu'être *subjectivé* par le dispositif complexe que représente le territoire urbain. Ce dispositif se construit autour de dynamiques centralité/périphérie qui structurent un système de fonctions et de signes, faisant l'objet de stratégies contradictoires de contestation. Cette centralité se définit comme concentration de ressources urbaines (matérielles, fonctionnelles, politiques, symboliques). Elle ne se définit pas nécessairement par sa localisation géographique, mais plutôt par le processus stratégique contradictoire qui contribue à la produire.

Dès lors, comment penser cette contradiction, ou autrement dit, le rapport politique à la ville ? C'est la question qui a animé notamment la géographie urbaine radicale dès les années 1960, comme nous l'avons vu plus haut. La réflexion sur les villes ordinaires à partir du *southern turn* nous enjoint à éviter de chercher à imposer sur les villes du Sud les catégories scientifiques produites pour penser les villes occidentales : gentrification, périphérisation, densification, etc. Il ne serait pas nécessairement incorrect d'un point de vue factuel de mobiliser ces concepts, mais les dynamiques propres à la ville de Ouagadougou nous obligent à trouver des catégories opérantes qui s'adaptent véritablement au contexte. C'est en partant de cette volonté de trouver une méthode d'analyse systématique des inégalités urbaines en évitant les biais scientifiques qu'une partie de la recherche en géographie critique tend à se fédérer depuis quelques années dans une étude des catégories du juste et de l'injuste au sein de l'espace urbain. Dans la lignée des travaux de géographie urbaine radicale précédents, c'est à partir de l'héritage lefebvrien que se structurent les travaux autour de la justice spatiale.

Le principe de base de la pensée de Lefebvre, qui sera ensuite repris par ses héritiers, notamment D. Harvey (1996) et E. Soja (1989) est le suivant : la ville n'est pas que le théâtre du jeu social, elle en est le produit et la condition. En d'autres termes, l'espace est irrémédiablement politique. Dans cette optique, l'étude de la ville ne peut pas ne pas être politique. Dans la conception lefebvrienne, il n'y a pas d'étude urbaine qui vaille sans prendre en compte la réalité du jeu social, des rapports de production et de domination. Le tort de l'urbanisme hégémonique serait de prendre la ville comme un objet et un champ d'étude comme un autre, dont on pourrait étudier les mécanismes *ex vivo*, en

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dehors ou presque de toute analyse des interactions sociales qui s'y déroule. Comme le résume E. Soja, « l'espace n'est plus considéré comme un simple réceptacle, comme la scène sur laquelle se déploie l'activité humaine, voire comme une simple dimension physique, mais comme une force active qui façonne notre existence » (Soja, 2014 : 391). En ce sens, notre étude ne saurait se résumer à une étude de Ouagadougou en tant qu'objet urbain, mais elle est plus généralement une étude de la vie ouagalaise dans ce qu'elle a de spatial. Étudier les pratiques et les représentations des habitants, les mettre en relation avec les structures urbaines, la politique – ou plutôt *les politiques* – de la ville, les rapports sociaux inégalitaires qui y ont lieu, permet de produire une analyse de la ville de Ouagadougou dans toute sa dimension sociale – et non, si l'on peut dire, uniquement urbaine.

Les interactions entre spatial et social se sont généralisées à la géographie radicale anglo-saxonne dans les années 1990, sous l'effet de la diffusion massive des traductions d'Henri Lefebvre. Ce qu'on a appelé l'École de Los Angeles, composée de chercheurs en sciences sociales de l'UCLA autour d'Edward Soja, Michael Dear ou Mike Davis, a permis de creuser cette approche sociale du spatial : si l'espace est social (politique), alors les notions qui structurent la pensée sociale s'appliquent à l'espace. C'est ainsi que se sont développées les approches de la justice dans son rapport à l'espace. Si l'espace n'est pas neutre, alors il est possible de produire des notions du juste et de l'injuste rapportées à l'espace. E. Soja sur ce point s'oppose à D. Harvey, qui considérait dans *Social justice and the city* (1973) que l'espace était trop complexe pour être le support d'une notion de justice efficiente pour les mobilisations sociales. Il s'en tient ainsi à une vision marxiste radicale : seule une profonde transformation urbaine – via une rupture radicale avec le mode de production – peut permettre de modifier les rapports socio-spatiaux. Soja, lui, entend mobiliser la question de la justice comme une arme dialectique à même de servir de support à des discours et des revendications, permettant de « développer un savoir pratique » (Soja, 2014 : 390) à même de permettre des changements immédiats et concrets.

Cette approche popularisée au sein de l'université américaine a gagné la recherche francophone au début des années 2000, particulièrement concernant l'étude des villes du Sud. La recherche francophone autour de la justice spatiale tend désormais à *faire école* (Philippe Gervais-Lambony et Frédéric Dufaux en appellent à « une approche fédératrice en géographie », Gervais-Lambony, Dufaux, 2009 : 7) en systématisant les interrogations autour des mobilisations spatiales par une étude des conceptions locale du juste et de l'injuste et de leur usage (Gervais-Lambony et alii, 2014)[17]. En effet,

[17] La filiation entre les travaux de Soja et l'*école* française se fera plus concrète d'ailleurs les 12, 13 et 14 mars 2008 lors du colloque « Justice et injustices spatiales » de l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense auquel participe Edward Soja, qui entraînera notamment la publication d'un numéro thématique des *Annales de Géographie*, un ouvrage (Bret et alii, 2010) et la création d'une revue scientifique bilingue au printemps 2009, *Justice spatiale / Spatial justice* (www.jssj.org). Voir également les travaux produits dans le cadre du programme

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

si la politique peut se résumer à l'étude de la tension entre le pouvoir et les habitants dans le rapport à leur territoire – sentiment d'appartenance, capacité d'appropriation, etc. –, la justice apparaît dès lors comme un critère primordial de définition du territoire et de la territorialité. La justice n'est pas ici nécessairement vue comme une notion arrêtée : les catégories du juste et de l'injuste non seulement sont différentes selon l'individu ou le groupe social qui cherche à les mobiliser, mais de plus elles dépendent d'un rapport au territoire complexe. En ce sens, la justice ne représente pas nécessairement un idéal, mais peut être une ressource, un moyen rhétorique à mobiliser dans le rapport à l'espace, une « représentation constructrice d'une réalité sociale » (Musset, Piermay, 2014 : 76). En ce sens, la conception de la justice ne peut être que subjective, mais les inégalités sur lesquelles son discours prend corps sont, elles, objectivables. C'est donc l'analyse d'une dialectique inégalités/justice liée au territoire que nous pouvons mener ici.

En sciences sociales, la justice est un concept largement questionné. Sur sa gauche, tout d'abord, par le relativisme touchant une notion « déconstruite » par les divers mouvements sociaux au sein d'une société désormais multiculturelle : « en un même lieu et au même moment se confrontent des acteurs qui ont des conceptions différentes du juste et de l'injuste » (Gervais-Lambony, Dufaux, 2009) ; sur sa droite également par la pensée néolibérale qui tend à se passer de la justice sociale, la laissant s'effacer derrière le marché. L'universalisme de la justice semble en tout cas dénoncé, remis en question depuis des points de vue différents. Les géographes travaillant sur la justice spatiale distinguent trois conceptions de la justice (Gervais-Lambony et alii, 2014). La définition la plus souvent citée est celle de John Rawls (1921-2002) qui définit la justice comme équité : « optimisation des inégalités destinée à la promotion maximale des plus modestes » (Rawls, 1971). Il s'agit d'une conception individualiste de la justice, basée sur l'équité plutôt que l'égalité. Elle est également procédurale, c'est-à-dire que « l'on juge le caractère juste de telle ou telle décision en fonction de la procédure qui a été suivie pour la prendre » (Gervais-Lambony et alii, 2014). Il est également possible de donner une position communautariste de la justice : le droit des communautés y prime sur le droit des individus. Cette notion, développée notamment par Iris-Marion Young, bien que critique de la conception rawlsienne, débouche également sur une conception procédurale, ou processuelle, de la justice (Young, 1990). Celle-ci n'est alors pas uniquement centrée sur les inégalités socio-économiques, mais plus généralement sur les formes d'oppression : « on en vient ainsi à définir la justice sociale comme la reconnaissance et l'acceptation de l'altérité, à prôner une politique territoriale attentive aux droits des groupes (non pas communautaires mais affinitaires » (Dufaux, Gervais-Lambony, 2009). En parallèle de ces deux définitions se trouvent la conception marxiste de la justice qui ne varie pas : la

---

de recherche Jugurta, coordonné par Philippe Gervais-Lambony et le laboratoire GECKO de l'université Paris X Nanterre.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

justice consiste à abolir les inégalités socio-économiques. Il s'agit d'une conception structurelle (ou redistributive) de la justice, définie objectivement comme visant à atténuer les disparités spatiales, qui s'oppose aux conceptions procédurale de Rawls et Young. Mais la conception de Young s'oppose, elle, à la conception universaliste qui caractérise les définitions rawlsienne et marxiste. Enfin, les conceptions de Young et Marx se rejoignent sur leur portée communautaire et collective face à l'individualisme de la définition de Rawls.

Ces conceptions ne sont pas nécessairement opposées, et vont constituer un corpus théorique diversement réactivé par les auteurs se réclamant de la justice spatiale dans les pays anglophones (Harvey, 1973 ; Soja, 2000 ; Smith, 2000) ou francophones (Reynaud, 1981 ; Bret, 2000, Dufaux, Gervais-Lambony, 2009 ; Bret et alii, 2010). Malgré tout, ces auteurs vont avoir tendance à s'éloigner de la conception individualiste et universaliste de Rawls. Ainsi, la justice spatiale peut se définir ainsi : « étudier la justice spatiale, c'est analyser les conséquences de l'organisation de l'espace en termes de justice et d'injustices sociales, en même temps que les conséquences des injustices sociales sur l'organisation de l'espace. [Ainsi,] il s'agit bien de savoir si l'on peut définir une politique territoriale juste : en pratique devrait-elle traiter de façon identique tous les espaces, corriger des inégalités par une discrimination territoriale positive ou, au contraire, ne pas intervenir sur les dynamiques à l'œuvre ? Doit-on viser des structures spatiales justes et stables (territoire équilibré, harmonieux…), ou des dispositifs de régulation souples, sans idéal territorial type, dans l'objectif de réduire les injustices ? » (Gervais-Lambony, Dufaux, 2009). Enfin, la justice spatiale pose la question des représentations locales du juste et de l'injuste, qui peuvent varier d'un terrain à l'autre, d'un groupe à l'autre, ce qui pose la question de la définition du territoire et des acteurs.

En outre, il apparaît difficile de conjuguer justice distributive et justice procédurale : peut-on dire d'un processus participatif qu'il est foncièrement juste, par exemple ? Que dire alors des processus de participation conduisant à l'exclusion des plus faibles, à la définition d'un objectif trop vague pour être efficace ou encore à des réalisations techniquement non viables ? De même, le discours sur la justice est facilement récupéré par le pouvoir ou le discours néolibéral sur la décentralisation, à l'image des discours sur la *bonne gouvernance* de la Banque mondiale. La justice spatiale pose donc des questions complexes (reconnaissance de la diversité, traitement égalitaire des espaces et des groupes sociaux) qui amène à se poser la question des échelles. Les mobilisant, la justice spatiale considère différentes dimensions de la justice selon l'échelle : la justice distributive sera plus adaptée à l'échelle métropolitaine, la justice procédurale à l'échelle locale (Gervais-Lambony et alii, 2014).

La pluralité de ces approches se complique donc au moment de l'appliquer à des terrains et à des contextes divers. Un passage en revue de la plupart des travaux mobilisant la notion de justice spatiale (ceux des chercheurs participant au programme Jugurta, par exemple) montre surtout une grande

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

variation des capacités à mobiliser le concept de justice en fonction de l'importance des villes ou des pays et des situations urbaines étudiées. Comment interroger les notions de juste et d'injuste en ville selon que l'on étudie une métropole telle que Johannesburg, dans un pays démocratique, avec de nombreux mouvements sociaux structurés sur ces questions (Morange, 2008 ; Gervais-Lambony, 2017) ou des capitales plus modestes ou périphériques dans des contextes autoritaires, telles que Lomé (Spire, 2011) ou Maputo (Ginisty, 2014) ? La notion de justice non seulement ne s'y exprime pas de la même manière, et n'a pas les mêmes possibilités de s'y exprimer, mais renvoie également sans doute à des représentations différentes. Mobiliser la notion de *justice* permet donc de qualifier politiquement les situations d'inégalités urbaines, mais elle s'avère problématique, voire polysémique.

Certains chercheurs ont tenté de résoudre ces contradictions en renversant le problème, pour s'intéresser à la notion d'*injustice*, qui ne saurait se réduire à la simple *absence de justice*. Selon D. Harvey (reprenant partiellement Young), on peut distinguer deux familles d'injustices : la domination, qui empêche certains groupes de faire des choix, et l'oppression, qui empêche certains groupes d'acquérir les moyens mêmes de faire ces choix. Toute oppression est en même temps domination ; toute domination n'est pas nécessairement oppression. Chez Harvey, cinq formes d'injustice peuvent ainsi se cumuler :

- L'exploitation : oppression des classes sociales défavorisées, inégale redistribution des revenus du travail et exclusion des processus de prise de décision à ce propos ;
- Marginalisation : exclusion de la vie sociale ;
- Absence de pouvoir : exclusion de toute prise de décision ;
- Impérialisme culturel : processus par lequel un groupe est rendu invisible face à l'universalisation de la culture d'un groupe devenant norme ;
- Violence : en tant que pratique sociale envers un groupe.

Harvey ajoutera une dernière oppression qui est celle faite aux générations futures par le biais de la destruction de l'environnement (Harvey, 2000).

Mais la notion d'injustice pose finalement les mêmes soucis que celle de justice. Le débat ne doit pas consister en une interrogation sur l'éventuelle universalité de ces notions, mais plutôt sur ce qu'elles nous apportent réellement pour comprendre ce qui se joue dans les rapports inégalitaires à l'espace à Ouagadougou aujourd'hui. De ce fait, notre étude se place dans la lignée des travaux récents sur la justice spatiale, car elle pose la question des inégalités territoriales, de la manière de les étudier et de la manière de leur donner une qualification politique, donc de les étudier comme des problèmes politiques liés à l'espace, dans une perspective lefebvrienne. De plus, les travaux sur la justice spatiale ont permis de décliner cette réflexion concernant des villes du Sud, terrains longtemps délaissés par les études critiques urbaines, et proposent une approche systématique de celles-ci. Mais il apparaît

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nécessaire de prendre précisément nos distances avec ce caractère trop systématique, en évitant de trop chercher la justice spatiale à Ouagadougou, au risque de s'épuiser à ne pas chercher ce qui cadrerait au concept. Faut-il considérer que les habitants vont se positionner sur les injustices liées à l'espace, par exemple ? Et à supposer qu'ils le fassent, selon quelles catégories de pensée comprendre leur positionnement ? Nous serons là-dessus, par exemple, amenés à nous positionner sur les débats sur l'aliénation : consiste-t-elle en une incompréhension des rapports de domination (concept gramscien de « fausse conscience ») ou en une incapacité à formuler sa compréhension de ces rapports en des termes clairs – c'est-à-dire en des termes compréhensibles par le chercheur et traduisibles en concepts connus ?

La justice est une notion finalement difficile à définir, comme nous l'avons vu, et dont les différentes définitions peuvent être réappropriées ou instrumentalisées par les différents acteurs de la ville. En tentant de chercher la justice sur notre terrain, ce qui impliquerait de la définir avec précision, nous prendrions le risque de passer à côté de définitions délégitimées et subalternes de celle-ci. Cela nous indique finalement par quelle entrée prendre cette interrogation : nous interroger sur la justice ou l'injustice spatiale, c'est nous attacher à comprendre les processus de légitimation des situations spatiales, qui nous renseignent sur le fonctionnement du dispositif spatial et le processus de citadinité. Dans cette perspective, nous faisons le choix de nous tenir proche du cadre lefebvrien concernant notre étude du terrain – triplicité de l'espace et droit à la ville (notamment droit à la ville *de fait*). Si la justice peut être un élément de réponse, nous n'en faisons pas un élément de notre approche conceptuelle.

Pour conclure ce chapitre, rappelons que nous allons tenter de proposer au cours de notre étude une approche de Ouagadougou prenant en compte la diversité de ces acteurs et des rapports entre eux, qui cherche à proposer une approche de la citadinité dans sa diversité, ne négligeant ni les modes d'être-en-ville dominants et promus, ni ceux dominés ou subalternes. En d'autres termes, et dans le sillage des concepts d'H. Lefebvre, il s'agit de nous intéresser à l'articulation des espaces conçu, vécu et perçu dans la ville, ce qui revient à proposer une interrogation politique soulignant les contradictions et les inégalités spatiales. Dans ce but, nous allons maintenant proposer une approche historique de la ville de Ouagadougou qui la replace à la fois dans son histoire politique – successions de situations de domination, notamment – mais également dans son historiographie – selon quels éléments a-t-on pensé la ville à Ouagadougou aux différentes époques de son histoire ?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 2 : Histoire des *situations* et *modèles* urbains à Ouagadougou

Nous avons donc posé le cadre théorique de l'analyse de l'être-en-ville à Ouagadougou, processuel, politique et potentiellement inégalitaire. Ce processus citadin s'inscrit dans un cadre qui n'est pas neutre, nous l'avons vu. La ville, avant d'agir comme dispositif subjectivant, est un paysage et un milieu spatiotemporel – bref, une structure – dans lequel le dispositif *a lieu*. Ce cadre est le produit d'une sociohistoire urbaine complexe, parfois contradictoire : il nous faut parvenir à distinguer les différentes couches de ca palimpseste qui a donné naissance à ce que nous étudions aujourd'hui.

Nous choisissons d'aborder cela à travers deux notions historiques qui se chevauchent : la *situation* et le *modèle*, que nous présenterons au cours d'une première partie. La *situation*, terme popularisé par G. Balandier dans son analyse de la « société coloniale » (Balandier, 1955), renvoie initialement au système urbain de la colonisation, caractérisé par le contexte de subordination d'un ensemble – les colonisés – à un autre – les coloniaux. Le concept de situation permet de comprendre le processus complexe d'*insertion* d'une société (la société coloniale) dans d'autres (les sociétés colonisées), faisant en sorte que les dernières citées soient mises au service de la première. Mais il permet également l'étude croisée du « facteur externe », c'est-à-dire les transformations imposées aux sociétés colonisées, et du « facteur interne », c'est-à-dire la situation complexe préexistante, avec des rapports de domination et des pratiques et représentations spécifiques et évolutives, et les hybridations locales entre les systèmes et leurs propres rapports de force. Ainsi, le concept de situation permet à la fois de distinguer clairement la domination d'un système sur un autre, sans essentialiser l'un ou l'autre système, en prenant en compte les divergences internes à chacun, et les rapports complexes, voire les métissages entre les deux. D'un point de vue épistémologique, Balandier souligne que l'étude la situation coloniale a pour effet de *révéler* les spécificités de la société étudiée, au-delà de sa position subordonnée.

Balandier ajoute qu'étudier la situation, c'est étudier dans quelles conditions l'on peut « mener des vies différentes dans les limites d'un cadre politique « unique » (*ibid.* : 15). C'est ce cadre que le *modèle* permet de mettre en évidence. En quelque sorte, le concept est plus précis : il s'agit du lien unissant la ville et le pouvoir (Biehler, 2010). Il nécessite une approche historique en apparence structuraliste : « La ville se constitue par une stratification des différents modèles adoptés au cours du temps et permet ainsi de lire, au travers de sa structure et de ses formes, son histoire et l'histoire de la société qui l'habite. » (Biehler, 2010 : 94). C'est en ce sens que ce concept doit être utilisé en regard

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de celui-ci de *situation*, afin d'éviter le déterminisme structurel tout en mettant en évidence le cadre dominant. Nous postulons qu'à chaque modèle correspond une situation particulière.

Après une première partie qui sera consacrée à une étude de ces deux concepts, nous nous pencherons au cours d'une seconde partie sur les spécificités de la situation coloniale, sans nécessairement nous en tenir à Ouagadougou. Nous avons déjà eu l'occasion de voir au chapitre 1 en quoi l'étude du moment colonial est indispensable à la compréhension de ce qu'est la ville africaine, certes, mais notamment en regard de notre propre représentation de celle-ci. Il s'agissait de produire un retour critique sur notre manière d'étudier la ville africaine, et son rapport avec le fait colonial. Ici, nous proposerons une approche historique des modèles urbains à Ouagadougou, en tentant d'insister sur la complexité de la situation correspondante à chaque étape. Cela doit nous permettre en conclusion de proposer une réflexion plus générale : le concept de *situation* peut-il être mobilisé hors de la période coloniale ? Celui de *modèle* est-il pertinent pour comprendre les évolutions urbaines à Ouagadougou ? Et en quoi ceux-ci peuvent-ils nous offrir un point d'appui efficace pour la suite de notre étude ?

1. Peut-on lier la *situation* au *modèle* ?

Si l'on souhaite replacer dans une perspective historique l'évolution de Ouagadougou, il apparaît important de nous demander comment nous allons cadrer théoriquement cette mise en perspective. Il ne s'agit pas ici de proposer une banale histoire des faits urbains à Ouagadougou, mais de comprendre les logiques historiques qui ont amené à ce que la ville soit ce qu'elle est aujourd'hui. Pour ce faire, nous mobiliserons deux concepts qui ne sont pas nécessairement complémentaires, mais qui nous permettront d'adopter le point de vue le plus large possible : la *situation* et le *modèle*.

1.1. La *situation* coloniale

Dans les années 1950, G. Balandier cherche à ouvrir une nouvelle perspective de recherche sur le fait colonial. Il mesure la difficulté de saisir historiquement un processus alors encore en cours, à partir

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de procédures épistémologiques forgées également dans cette période, souvent en soutien au projet colonial. Il entend redonner sa consistance au phénomène, alors que la tradition anthropologique avait tendance à s'aveugler sur les effets de celui-ci pour rechercher de manière obsessionnelle – et de fait, construire artificiellement – des faits ethnologiquement « purs » et inaltérés à étudier, épargnés par l'histoire. Il défend dès lors une approche socio-historique du fait colonial, dans une démarche constructiviste : « la situation coloniale devait être comprise en tant que telle comme une construction culturelle et politique d'un moment particulier avec tous ceux y participant, comme acteurs de l'histoire » (Cooper, Stoler, 1997 : 15). Dès lors, il cherche à comprendre ce qui se joue véritablement dans la « situation de contact » (Malinowski, 1939) que constitue la colonisation, et la « culture nouvelle » constituée d'éléments « partiellement fusionnés » (Balandier, 1955) que cette situation produit. C'est bien cela, la *situation*. La colonisation constitue certes une mise en subordination d'une culture par une autre – « les historiens permettent ainsi d'entrevoir à quel point la société colonisée devient un instrument à l'usage de la nation coloniale » (Balandier, 1955 : 5) – mais elle n'est pas exempte d'effet de réciprocité produisant une situation résolument nouvelle : « l'étude historique de la colonisation, après avoir manifesté l'importance du "facteur externe" quant aux transformations affectant les sociétés colonisées, remet en présence d'un "facteur interne" impliqué par les structures sociales et les civilisations soumises ; […] mais en dressant le tableau des réactions diverses à la situation coloniale, elle montre combien cette dernière peut avoir le rôle d'un véritable *révélateur* » (*ibid.* : 6).

En ce sens, la *situation* est une notion analytique plus qu'une période historique, qui permet de comprendre ce qu'implique la situation de domination coloniale tout en produisant une analyse sociohistorique solide des sociétés colonisées, sans leur dénier leur histoire et leur capacité à influer sur la situation et sans restreindre l'analyse à la zone géographique colonisée : la situation coloniale *révèle* le fonctionnement de la société qui colonise. De ce fait, il réaffirme également la particularité du fait colonial : « l'exploitation coloniale ne se confond pas avec les autres formes d'exploitation, le racisme colonial diffère des autres formes de racisme » (Mannoni, 1997 : 61).

Il s'agit pour Balandier de comprendre la situation coloniale comme un « système », tout en insistant sur la complexité des situations : le dominateur colonial comme les colonisés ne forment pas des unités cohérentes et sont traversés de contrastes, de conflits et de contradictions. Les clans de la société coloniale peuvent être plus ou moins « fermés les uns aux autres, plus ou moins rivaux, [ayant] leur propre politique indigène […] et suscit[a]nt des réactions très diverses » (Balandier, 2001 : 19). Cette complexité au sein d'un cadre relativement strict – celui de l'administration et du discours colonial – ne peut s'étudier au mieux non pas sur le mode de la confrontation entre deux blocs – les colons et les colonisés – mais à travers une approche des *vécus coloniaux*, et du rapport permanent

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

entre les pratiques et les représentations. Pour cette même raison, la ville apparaît comme ambivalente chez Balandier. La ville coloniale y est à la fois aliénante par sa mission civilisatrice, mais potentiellement émancipatrice. On peut ainsi mesurer « combien la société européenne coloniale animée par une doctrine incertaine, […] condamnée à des comportements inauthentiques, liée par une image stéréotypée de l'indigène, agit en fonction de ces représentations sur la société colonisée. » (Balandier, 1955 : 7).

De même, selon Balandier, les représentations du pouvoir colonial agissent comme autant de « rationalisations » de la société colonisée afin de justifier son action : « la supériorité de la race blanche, l'incapacité des indigènes à se diriger, le despotisme des chefs traditionnels et la tentation qu'auraient les leaders politiques modernes de se constituer en "clique dictatoriale", l'incapacité des autochtones à mettre en valeur les ressources naturelles de leurs territoires, les médiocres ressources financières, la nécessité de maintenir le prestige, etc. » (Balandier, 1955 : 7). L'action coloniale s'appréhende à travers trois aspects plus ou moins contradictoires que sont l'action économique, l'action administrative et l'action missionnaire, dans un contexte de confrontations de deux logiques historiques, une histoire africaine « qui a mis en présence des formes sociales homogènes » et une histoire européenne « qui a mis en contact des formes sociales radicalement hétérogènes » (*ibid.* : 7-8). Pour Balandier, il est nécessaire de ne pas privilégier l'étude de l'un de ses aspects, ce qui fut un défaut d'une partie des études coloniales de la première moitié du 20ème siècle – par exemple, penser que tout peut se résumer à « l'impérialisme économique » – mais bien plutôt assumer les contradictions des trois approches et les considérer comme agissant au sein d'une même *situation* où « société coloniale et société colonisée sont entre elles dans certains rapports […] qui impliquent tensions et conflits » (*ibid.* : 9). La *situation coloniale* montre les liens entre les aspects économiques, politiques et raciaux : elle est une « totalité », ou un « phénomène social total », pour reprendre le vocabulaire de M. Mauss (Mauss, 1923) : « cette totalité met en cause les "groupements" composant la "société globale" (la colonie) comme les représentations collectives propres à chacun de ceux-ci ; elle se sait à tous les niveaux de la réalité sociale. Mais en raison même du caractère hétérogène des groupements, des "modèles" culturels, des représentations mises en contact, des transformations apportées au système chargé de maintenir artificiellement les rapports de domination et de soumission, la situation coloniale se modifie profondément et à un rythme rapide » (Balandier, 1951 : 76). Conséquemment, la société coloniale présente une *hétérogénéité radicale* : elle ne saurait n'être qu'une seule communauté, ni même deux communautés cohabitant.

Dès lors, quel usage faire du concept de *situation* dans notre étude ? En réaffirmant l'aspect historiquement situé et la pluralité des systèmes, Balandier nous invite à penser les conditions du changement social. Par quelles procédures les sociétés évoluent-elles ? Si nous souhaitons proposer

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

une histoire des modèles urbains, ceux-ci d'une part ne suffisent pas à résumer l'état de la société à laquelle ils s'appliquent, mais d'autre part, le passage d'un modèle à l'autre ne se fait pas par hasard, ni brutalement, mais répond à des mécanismes sociaux complexes, chaque modèle continuant à produire ses effets sur la société (d'où d'ailleurs la pertinence à utiliser le concept de *situation* au-delà de l'époque coloniale). La *situation* nous encourage à ne pas étudier les modèles dans une approche fonctionnaliste, ou même structuraliste, mais au contraire à rester dans une démarche constructiviste, nous enjoignant à prendre en compte la totalité des faits sociaux et historiques ayant contribué à produire une situation historiquement située.

Par ailleurs, la situation coloniale produit un système de représentations dominantes constituant un appareil de justification de sa propre domination. Ce système de représentations[18] révèle paradoxalement les failles de la « doctrine incertaine » de la colonisation, constituant un habillage de sa réalité propre, brutale et fondamentalement inégalitaire, et lui assurant une légitimité factice (Memmi, 1985 : 34). Le cadre analytique de la situation doit donc nous encourager à interroger les systèmes de représentation et leur rôle, afin de mettre en question la légitimité des différents modèles urbains historiques.

Enfin, la notion de situation constitue « une posture épistémologique […] contre les facilités de l'empirisme non-réflexif » (Merle, 2013 : 232). Elle est un encouragement à contextualiser au maximum les objets scientifiques que nous allons construire au cours de notre recherche, et à mettre en question les réponses trop simplistes que pourraient nous imposer une étude fonctionnaliste du modèle, en nous demandant ce qui *fait société* derrière celui-ci.

1.2. Le *modèle* urbain

La lecture historique de l'urbanisation de Ouagadougou en termes de modèles permet de mettre en évidence une lecture de la ville conçue, celle du pouvoir, des architectes, des urbanistes, des élus, des concepteurs, etc. Le modèle urbain fait bien de la ville une « image du pouvoir » (Biehler, 2010 : 92). Mais nous avons vu plus haut que la ville conçue détermine précisément en partie la pratique (ville vécue) et la représentation de l'espace. Faire une histoire des pratiques et représentations est assurément plus ardu, et ce ne sont pas les rares références ethnographiques et sociologiques – voire littéraires – produites sur Ouagadougou qui nous permettront de la construire. Ainsi, nous poser la question d'une histoire des modèles urbains à Ouagadougou nous permet de proposer une histoire de

[18] Qui n'est donc pas exclusif, mais simplement dominant.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

la conception de la ville *en tant que* matrice de pratiques et de représentations. Il s'agit donc de déterminer les grandes périodes urbaines, et de les détailler. « Cette notion de *modèle* « renvoie à un ensemble d'objets, de politiques, de doctrines urbanistiques, de « bonnes pratiques » ou de labels partageant une caractéristique commune : celle de servir de référence à l'imitation ou à la reproduction dans un contexte autre que celui de sa production initiale » (Peyroux, Sanjuan, 2016 : 1).

La question du modèle représente aujourd'hui un vif débat en urbanisme et en aménagement. Le modèle peut se rapporter à une notion globale – la ville compétitive, la ville créative, la ville entrepreneuriale, etc. – ou à des cas locaux ayant vocation à servir d'exemples et à s'exporter : effet Guggenheim (Bilbao) sur la redynamisation des villes industrielles en déclin, modèles de Karlsruhe, de Portland ou de Medellin pour les transports publics, modèle de Hammarby pour les écoquartiers, etc. (Bourdin, Idt, 2016 : 9). En Afrique subsaharienne, les modèles urbains coloniaux ont été notamment largement documentés et leurs principes ont eu à s'adapter tant bien que mal à différents contextes. De même, l'urbanisme contemporain s'appuie sur des références constituant des *bonnes pratiques* reconnues et ayant vocation à *circuler*. Plus généralement, la question du modèle nous propose un mode de réflexion urbanistique : « la notion de modèle peut évoquer un idéal pour l'action […], un cadre de références utilisé par les acteurs – on se trouve alors très proche du référentiel d'action publique –, ou encore ce que le chercheur construit *ex post* dans une logique de l'idéaltype pour rendre compte d'un ensemble de traits majeurs qui réunissent une diversité de pratiques » (*ibid.* : 11). Le modèle est donc à la fois une catégorie d'action précise sur laquelle se fonde une pratique professionnel – l'urbanisme – et une manière plus générale de penser la ville – il peut dès lors renvoyer autant à des « valeurs, de[s] croyances, de[s] techniques, d[es] innovations, etc. (*ibid.* : 11). Bref, il s'agit autant d'un ensemble de savoirs que d'une technique de gouvernement et d'une catégorie analytique.

G. Massiah et J.-F. Tribillon rappellent que le modèle urbain traduit une image de la ville, que l'on peut lire selon trois points : ce que l'on donne à voir (essentiellement la monumentalité urbaine et l'urbanisme « moderne », ce que l'on pourrait considérer comme la ville promue), ce que l'on sait ou sent présent (essentiellement les dispositifs de police et l'armée, qui doivent être suffisamment visible – pensons à l'espace occupé par les casernes militaires – pour assurer leur mission de contrôle) et ce que l'on aimerait cacher (les quartiers populaires, les quartiers spontanés, etc., en supposant que le pouvoir ne perde pas de vue la nécessité de contrôle de ces zones) (Massiah, Tribillon, 1988 : 56 ; Biehler, 2010 : 93). L'action publique en ville va donc fonder son action selon ces trois dimensions, et cela peut s'analyser à chaque période de développement historique de la ville. Le modèle urbain se construit donc à l'aune de ces trois dimensions, et se lit selon l'importance relative que le pouvoir accorde à chacune d'entre elles. Construire notre approche historique de l'urbanisation ouagalaise à

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

partir du concept de modèle permet donc une systématisation de notre analyse autour de la structure de domination imposée par la conception de la ville. Les pratiques et représentations viennent questionner en permanence ce modèle, l'influencent, le détournent par négociation ou résistance plus ou moins directe, participent éventuellement à ses mutations, mais ne lui échappent pour autant jamais.

Le modèle peut également être analysé comme une assignation autoritaire de rôles socio-spatiaux, en définissant un *ordre urbain* strict : le modèle urbain agit en ce sens comme un *dispositif* de subjectivation, à travers lequel le citadin peut lire son rang social et ses possibilités de mobilité – physique comme sociale. Faire l'histoire des modèles urbains à Ouagadougou, c'est se poser la question des différentes conceptions politiques de la ville. Si travailler sur une histoire de la ville conçue semble centré sur le point de vue du pouvoir, celui-ci reste une entrée vers la compréhension de la relation ville conçue/ville vécue/ville perçue. Le modèle colonial urbain, pour ne citer que lui, repose sur la mise à distance du citadin africain, son exclusion, mais c'est à travers lui que se lit en creux la complexité de la société urbaine qui déborde largement son cadre : « au mécanisme d'exclusion ou d'insertion partielle et graduelle pensés par les colonisateurs correspondent ou répondent des stratégies d'appropriation de la ville par ceux qui viennent la peupler » (Goerg, 2006 : 41).

Si la réflexion sur les modèles en urbanisme et aménagement peut apparaître comme relativement récente, la production des villes autour d'une même *logique* – politique, scientifique, sociale, etc. – est, elle, une constante historique bien plus ancienne. Françoise Choay proposait dès 1965 trois grands modèles d'action en urbanisme depuis le 19ème siècle : « culturaliste », « progressiste » et « moderniste » (Choay, 1965). Notre but ici ne sera pas nécessairement de caractériser le cadre de référence urbanistique qui a sous-tendu les politiques publiques urbaines dans l'histoire de Ouagadougou, mais de chercher à comprendre les logiques sous-jacentes à la production de l'espace urbain au cours de chaque époque. Il s'agit bien à nouveau de nous interroger sur la ville comme dispositif de gouvernement, et d'y chercher à chaque époque sa cohérence. Cette approche doit toutefois dépasser la simple analyse des modes de gouvernance pour plutôt proposer une histoire de Ouagadougou à travers une succession de logiques historico-urbanistiques. Finalement, notre démarche doit nous permettre de mieux comprendre la nature du modèle actuel, dans toute sa complexité, sans omettre les hybridations et métissages qui se produisent quand un modèle s'adapte à un contexte précis. Réfléchir en termes de modèle nous invite à clarifier à chaque époque l'origine et les conditions de production des normes, techniques et structures géomorphologiques de la ville. D'une certaine manière, nous tenterons de faire l'histoire des « modes de composition urbaine » définis par M. Coquery comme « le processus social mis en action dans le but de produire un espace

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'habitat et de travail comprenant toutes les fonctions utiles au moment historique considéré, donnant, dans le même mouvement, une forme et une signification à cet espace ; il ne s'agit donc pas d'un simple acte, mais d'un processus complexe, qui a des déterminants en amont et des effets en aval » (Coquery, 1982 : 125). Ces déterminants peuvent aussi bien être la conjoncture historique, économique ou sociale, les modes de production, de division du travail et de distribution, les contraintes du milieu, les innovations techniques ou les évolutions culturelles propres à chaque groupe. M. Coquery distingue quatre principaux modes de constitution urbaine en Afrique subsaharienne : le mode de constitution autochtone précolonial, le mode colonial, le mode étatique et bureaucratique et les modes de composition populaire (Biehler, 2010 : 94), ce que nous appellerons plus loin dans notre raisonnement la ville *subalterne*. Il faut ajouter à ces quatre modèles les modèles actuels, complexes et partiellement exogènes, dépendant autant de tendances internationales circulant selon des circuits précis (théories architecturales et urbanistiques dominantes, recommandations des bailleurs internationaux, stratégies d'accumulation, etc.). Si ces modèles sont bien souvent produits de manière internationale et circulent en s'adaptant plus ou moins aux contextes locaux selon des procédures particulières, ils nous renseignent également sur les évolutions de l'État, des rapports de pouvoir et des modes de décision propres au Burkina Faso.

Ouagadougou a été successivement capitale de l'empire Mossi, ville coloniale ségrégationniste au statut administratif variable, petite capitale postindépendance sans réelle direction urbanistique, lieu d'action et symbole de la Révolution sankariste, capitale périphérique cherchant à se faire une place dans un système international libéral où les villes fonctionnent en marché. A chacune de ces époques correspondait un dispositif de pouvoir particulier sur la ville, chacun se reposant en partie sur les précédents. Chacun de ces modèles a dû s'adapter aux contingences politiques, sociales, démographiques locales. Nous tenterons donc ici de proposer une histoire de la ville par en haut, par les structures qui l'ont produites, afin de mettre l'accent sur les logiques de pouvoir qui ont cherché à agir sur l'espace, et *in fine* leur état actuel. Plus que de faire l'histoire de la ville, nous tenterons de mettre en évidence ce que chacune de ces étapes avait d'irréductiblement propre, et à la replacer dans une succession historique de logiques contribuant à produire une structure urbaine particulière.

C'est en cela qu'il nous semble judicieux de faire dialoguer la notion de *modèle* avec celle de *situation*, car elles peuvent mutuellement s'expliquer. La situation ne peut réellement être saisie hors d'une étude du modèle, de la structure de pouvoir qui a contribué à la produire, mais l'étude de la situation agit comme un *révélateur* de la puissance du modèle et de son adaptation. Reste à voir ce que signifie véritablement la *situation*, ou plus précisément si ce concept indissociable de l'étude de la colonisation peut être mobilisé hors de cette période. Pour cela, nous allons nous pencher sur

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'historiographie de la ville coloniale (déjà largement abordée au 1.2. du chapitre 1), en tentant de la remettre en perspective des courants historiographiques qui ont participé à la produire, pour tenter d'élargir notre focale sur la colonisation.

2. La ville en *situation coloniale* : un rapport de force inégalitaire

Au cours de notre premier chapitre, nous avons déjà proposé une historiographie réflexive de la ville africaine, en essayant de réfléchir à la manière dont celle-ci a pu être pensé par la recherche, en prenant notamment en compte le poids de l'expérience coloniale. Nous ne reviendrons pas sur les détails de ce développement, mais il va nous falloir le garder en tête au moment de présenter dans le détail le fonctionnement de la ville en contexte colonial. En effet, l'historiographie de la ville coloniale recoupe largement le rôle de celle-ci : plus qu'un simple pôle urbain, elle tenait un rôle central dans l'idéologie coloniale, et son organisation reflétait la structure sociale coloniale.

2.1. Le « choc colonial » et la mission civilisatrice de la ville

S'il est essentiel de replacer le moment colonial dans un continuum historique plus long, il serait abusif de refuser de voir la profonde perturbation qu'il a engendrée et qui a amorcé un vaste mouvement de transformation des sociétés en place. L'époque coloniale a coïncidé avec le début d'une période d'accélération de l'urbanisation du continent, la ville étant un instrument central de la conquête coloniale, même si la première vague de colonisation (correspondant plus ou moins à l'époque moderne) ne fut pas particulièrement riche en expériences urbaines européennes en Afrique, tout du moins à l'intérieur des terres (Goerg, Huetz de Lemps, 2003). Les pouvoirs coloniaux ont fait le choix de s'appuyer sur les villes au moment où ils ont pris conscience qu'il s'agissait d'un moyen efficace de conquête et d'appui de leur pouvoir. C. Coquery-Vidrovitch fait remarquer que si la ville coloniale a été « observée comme une variable dépendante, résultat d'un processus donné (le système colonial) », le processus d'urbanisation ne saurait s'y réduire dans la mesure où « le milieu urbain devient alors une variable indépendante » (Coquery-Vidrovitch, 1988 : 51) ; autrement dit, toutes les évolutions de la ville sous le régime colonial ne sauraient être imputées au système colonial. La vie en

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ville de nouvelles populations a contribué à agir sur les structures urbaines, celles-ci agissant dans un contre-mouvement sur les populations. Ces nouveaux habitants engageaient alors des ensembles de pratiques et représentations qui dépassaient les simples pratiques et représentations liées au modèle urbain colonial, si bien que nous pourrions dire qu'à peine était-elle née que la ville coloniale répondait de moins en moins à ses propres logiques urbaines intrinsèques.

Les processus d'acculturation et de citadinisation propres aux villes industrielles occidentales différaient donc nécessairement de celui qui a eu lieu dans les villes coloniales : l'imposition d'un modèle urbain exogène n'a pas nécessairement produit des habitants conformes à ce modèle. Il faudrait plutôt étudier, comme le fait Coquery-Vidrovitch, le *choc colonial* : « l'apparente juxtaposition – et l'inévitable *interpénétration* – de deux modèles apparemment contradictoires : le ou plutôt les modèles autochtones anciens, déjà largement métissés sur le plan culturel, et le modèle spécifique colonial/blanc/métropolitain » (*ibid.* : 49).

L'histoire urbaine africaine répond à un processus qui lui est propre et diffère largement de celles des villes du reste du monde : les villes occidentales ont connu une urbanisation ancienne qui s'est accélérée avec l'industrialisation massive ; les villes asiatiques, malgré leur gigantisme pour certaines, sont longtemps restées une exception dans des pays très majoritairement ruraux ; les villes d'Amérique latine se sont, de leur côté, construites dans un contexte d'élimination ou d'assimilation massive des populations autochtones, et se sont donc développées avec une population largement européenne ou métissée. Les villes africaines ont, elles, répondu à des logiques historiques fort différentes : « en Afrique, le pouvoir colonial a promu le fait urbain comme élément moteur d'une société économique et politique majoritairement autochtone ; l'histoire urbaine coloniale apparaît bien comme un moment charnière privilégié : un nouveau départ sans doute, mais qui se greffait sur des éléments urbains antérieurs dont il importe d'appréhender l'héritage » (*ibid.* : 52).

Ainsi, si l'accélération de l'afflux de migrants des campagnes s'est faite pour des raisons précises – la crise des années 30, grandes sécheresses, déplacements forcés, entre autres causes – elle n'épuise pas la réflexion sur les bouleversements liés à la ville : « le mode de vie urbain exerce son pouvoir déterminant de transformation des mœurs et des mentalités même chez les non-citadins, désormais soumis à l'emprise des institutions et de la culture urbaine intensifiée par les progrès de la circulation et de l'accès à la ville » (*ibid.* : 52). L'extension de la société urbaine dépasse donc largement la simple extension spatiale et démographique de la ville, et elle répond à ses logiques propres : « la ville secrète, non pas "la" civilisation, mais une nouvelle forme de civilisation constamment remodelée : ce qui fut le cas à l'époque coloniale » (*ibid.* : 52).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

C'est ainsi qu'il faut comprendre le choc urbain colonial : une importation de valeurs qui lui sont propres, matérialisées dans des structures caractéristiques, mais qui viennent se superposer, modifier, absorber « les modes dominants préalables » (*ibid.* : 52), sans nécessairement les remplacer ou les faire disparaître. Il s'agirait plutôt d'une accélération d'un processus qui dépasse les simples frontières de la ville. Mais il nous faut immédiatement préciser que ce processus ne saurait être uniforme et a pu énormément varier d'un cas à l'autre, y compris au sein de l'ex-AOF. Le modèle colonial est à comprendre comme ce qu'il est : un *modèle*, mobilisable entièrement ou partiellement selon la configuration des intérêts à une période donnée. A Ouagadougou, le rapport du pouvoir colonial avec les modes d'organisation précédents a été variable, l'administration française ayant cherché tout d'abord à terrasser symboliquement un pouvoir mossi frondeur en détruisant et déplaçant les marques territoriales de sa puissance, avant de chercher des accommodements pour asseoir son influence, notamment concernant les processus d'attributions des terres.

Ces accommodements sont vite apparus nécessaires afin d'assurer une stabilité à un pouvoir colonial par nature minoritaire. Cette stabilisation passait notamment par la possibilité d'assurer les échanges avec les campagnes : production agricole des campagnes vers la ville, écoulement des surplus de production de la ville vers la campagne. Assurer la pérennité de ces échanges nécessitait donc des structures de pouvoir puissantes, à même d'imposer une même vision – sur la production et la circulation du capital, notamment – à la population urbaine. Le modèle urbain est donc nécessairement hégémonique, et la ville est indissociable de l'échange et du marché. C'est naturellement que les villes se sont constituées au cœur des réseaux marchands, là où il était le plus aisé de contrôler, organiser et répartir les échanges de produits et capitaux. En cela, la ville est une entreprise coloniale, car cette dynamique hégémonique est produite par des citadins qui viennent nécessairement *d'ailleurs*, « que cet ailleurs soit le monde rural, une autre ville ou l'étranger » (*ibid.* : 53).

La plupart du temps, les colonisateurs ont pris en compte la situation locale, préférant se greffer à un tissu urbain existant. Toutefois, « l'innovation urbaine fut parfois réelle » (*ibid.* : 58), comme à Ouagadougou, la construction d'infrastructures particulières pouvant par exemple modifier en profondeur la vocation stratégique d'une ville. De manière générale, les choix urbanistiques stratégiques du pouvoir colonial ont pu s'expliquer par des raisons commerciales, mais aussi des raisons politiques ou militaires par exemple (« créer un avant-poste en pays récemment conquis ou à "pacifier" » (*ibid.* : 58)). La nouvelle structure de la ville pouvait également servir à contrebalancer un pouvoir coutumier jugé trop important, allant jusqu'à la construction de nouvelles capitales directement contigües aux anciennes, comme Kampala ou Khartoum – même si cela ne signifie pas l'absence total d'héritage précolonial pour ces cités. Ainsi, les pôles de développement urbain – et *a*

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

fortiori les capitales – ont été plutôt choisis que créés (*ibid.* : 58). Le processus de pacification entamé au 19ème siècle a conduit les colonisateurs à se trouver de nouveaux points d'ancrage dans les terres, en plus des ports ou des centres commerciaux importants à partir desquels le système colonial s'était mis en place. Les villes coloniales n'ont fait que se greffer, la plupart du temps, à un tissu urbain préexistant et important. L'équilibre de ce dernier en a souvent été profondément modifié, les pôles urbains stratégiques se développant quand d'autres périclitaient lentement, voire disparaissaient : « la colonisation supprima peut-être plus de villes qu'elle n'en suscita » (*ibid.* : 59). Il apparaît donc indéniable que la colonisation a produit son propre réseau urbain. Ce réseau de villes d'importances diverses a organisé la production, la circulation et l'échange de biens, de capitaux, de main-d'œuvre ou encore d'idées. Cette dynamique a contribué à diffuser les « techniques et concepts nouveaux » à même de permettre le développement stratégique des colons : propriété privée immobilière, économie de marché, déplacements de travailleurs, etc. Dans un même mouvement, les tissus urbains, mais aussi économiques, sociaux ou culturels précoloniaux ont été profondément bouleversés, créant des fractures qui persisteront dans les villes postcoloniales.

La ville se définit donc par son accessibilité et son hétérogénéité, autant que par son contrôle de l'espace. Ainsi, les cités romaines antiques d'Afrique du nord comme les cités du Yoruba dès le 12ième siècle – sur l'actuel territoire du Nigéria – ont fonctionné selon des logiques fort semblables à celles des villes de la colonisation européenne, à des époques différentes. La caractéristique principale des villes coloniales des 19ième et 20ième siècles est bien sûr l'excentrement de la coercition, les villes restant sous la domination lointaine de la métropole, et donc soumises de fait à des logiques politiques, économiques, voire sociales et religieuses, au moins en partie exogènes, « à la fois étrang[ères] et institutionnellement supérieur[es] aux autochtones, donc doté[es] de la capacité d'imposer une culture et une économie dépendantes puisque extraverties » (*ibid.* : 55).

De même, la ville coloniale n'a jamais été assimilable à une ville occidentale, même en situation de ségrégation légale – régime d'apartheid par exemple. La population autochtone a toujours été majoritaire d'une part, et d'autre part le modèle n'a jamais su s'imposer face aux dynamiques locales, qui ont fait des villes coloniales un lieu d'innovation urbaine. En outre, il est nécessaire d'insister sur la lente évolution de la politique coloniale européenne, processus long, pluriel et complexe, entre le 15ième et le 20ième siècle. Il nous faut insister sur les caractéristiques préexistantes à la politique urbaine coloniale du 19ième siècle. Nous pourrions ainsi évoquer les colonies de peuplement de commerçants indiens ou arabes, ou les dynamiques de peuplement longtemps saisonnières de ces villes, rendant la distinction ville/campagne moins évidente.

Une des particularités des villes précoloniales (exceptés les ports) étaient leur instabilité géographique : elles étaient en effet souvent mouvantes, pouvant se déplacer sur des distances parfois

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

considérables, au gré des évolutions politiques. Ainsi dans les royaumes Bantu, chaque nouveau souverain érigeait un nouveau palais qui devenait le nouvel épicentre du développement urbain, de même qu'à Ouagadougou, chaque souverain Mossi se faisait inhumer dans la cour de son palais, et son successeur, pour éviter de s'installer sur les tombes de ses ancêtres, construisait un nouveau palais ailleurs (Fourchard, 2001 : 41). L'un des effets de la colonisation à partir du 19ème siècle et des campagnes de pacification a donc été de fixer les villes. Il faut noter que si les autorités coloniales ont cherché à imposer cette fixation – à des fins de contrôle administratif et policier notamment – les autorités coutumières locales l'ont parfois anticipé de leur plein gré quelques années auparavant, cette stabilisation relevant donc « sur place, d'un consensus politique face à l'occidentalisation » (Coquery-Vidrovitch, 1988 : p. 57).

La colonisation a fait des villes les centres de leur pouvoir sur les territoires colonisés, en y concentrant les instances de décision militaires, politiques et économiques : garnisons, banques, administrations, sièges sociaux d'entreprise. Les villes africaines ont donc naturellement attiré de larges flux de population par leur dynamisme économique, ce qui permettait au pouvoir colonial de « contrôler simultanément l'offre et la demande [en organisant] les flux de travailleurs sans en assumer ni l'entretien ni la reproduction qui reposaient encore majoritairement sur les campagnes » (*ibid.* : 60). Elles sont vite devenues une source d'accumulation attrayante, rompant les équilibres préexistants. Cette attraction démographique a entraîné une redéfinition des structures familiales, dans la mesure où il était difficile pour les migrants de se déplacer avec une famille autre que réduite à son noyau. Les liens avec le village restent donc pour de nombreux migrants nécessairement étroits, et le processus d'acculturation à la ville reste partiel, médiatisé par le lien au village. Les échanges nombreux entre ville et campagne induits par la migration urbaine – mais pas uniquement – sont le signe d'une intégration générale de tous les territoires à une logique structurée par le système urbain. Les villes coloniales sont donc « devenues vecteurs de "modernisation" […] Elles constituent les foyers privilégiés de la rencontre et de la combinaison, sinon encore de la synthèse des valeurs dites "traditionnelles" remaniées sous l'action des valeurs occidentales dominantes » (*ibid.* : 61). Selon Coquery-Vidrovitch, l'opposition d'une ville coloniale moderne à une campagne *traditionnelle* n'aurait pas de sens : le système urbain permet une diffusion des valeurs coloniales. La ville coloniale doit donc être comprise comme le creuset culturel d'un nouveau système de valeurs, qui en intégrant les populations autochtones les a converties en médiateurs de ces valeurs, permettant par là même de pacifier un ordre colonial foncièrement violent.

Il faut ici comprendre le fait urbain colonial dans sa pleine dimension idéologique. Pour Balandier, « la situation coloniale se présente comme saturée *par l'idéologie et les stéréotypes* renvoyés par les représentants de la nation conquérante sur le reste de la population et en tout premier lieu la société

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

colonisée » (Merle, 2013 : 228). La ville est la matérialisation d'une pensée. Elle se veut donc vectrice de valeurs civilisationnelles et émancipatrices, même si cette position est contradictoire avec les motivations politiques et économiques du colonisateur, tout aussi proclamées que ses prétentions morales. Mais les représentations coloniales sont aussi importantes que les pratiques, et vont jusqu'à produire des fictions spatiales comme celle du « village africain ». J.-F. Bayart évoque un discours colonial fondé sur l'alliance entre « la science administrative du colonisateur, les sciences sociales de l'Université et les sciences théologiques de la Mission » (Bayart, Bertrand, 2005 : 24) qui visait à produire les fictions territoriales à même d'offrir le meilleur appui au processus colonial, en dépit parfois de toute vraisemblance avec la réalité locale. Il évoque les monographies ethnographiques fantasmant une introuvable « coexistence sociale » ou la contrainte faite à des indigènes souvent transhumants de se regrouper en villages, désignant un « chef de village » arbitraire et créant des légitimités coutumières *ex nihilo*[19] (*ibid.*). Cette création artificielle de la distinction entre une campagne *traditionnelle* et une ville *moderne*, mais également lieu de toutes les perditions et de la perte de l'innocence d'une culture populaire *sauvage*, bâtie sur des représentations très européennes de la macro-organisation de l'espace, ont participé à fonder un ordre urbain contradictoire sur une distinction ville/campagne folklorisée. Pour comprendre la ville coloniale, il est nécessaire de saisir ce chamboulement des représentations imposé aux sociétés colonisées, la construction idéologique de la distinction *tradition*/*modernité* étant l'une des bases de la ségrégation urbaine coloniale entre « arriérés » et « évolués ». Cette vision peut encore perdurer dans les discours administratifs de l'État-nation postcolonial, développementistes publics (bailleurs, etc.) ou privés (ONG, etc.) voire anthropologiques, religieux et touristiques (*ibid.*).

Ainsi, si la ville africaine n'a pas été inventée par la colonisation, cette dernière a imposé une manière de penser le fait urbain profondément exogène et servant ses propres intérêts – Bayart, mobilisant un vocabulaire foucaldien, parle d'*épistémè* impériale. Balandier, lui, parle de « "rationalisations" de la société colonisée afin de justifier son action » (Balandier, 1955 : 7). C'est toute la réalité locale qui doit être interprétée de manière à ce que soit justifiée la domination coloniale. Dès lors, le discours autour de la ville comme la propre matérialité de cette dernière doivent exprimer l'ordre des choses colonial. La ville « a un rôle didactique essentiel, [elle] montre aux autochtones la formidable capacité de la puissance coloniale à transformer le réel » (Goerg, Huetz de Lemps, 2003 : 234). Le monumentalisme colonial participe de cette logique. Dans le même temps, la ville précoloniale doit être dévalorisée, et ses différences avec la ville coloniale accentuées. En cela, la

[19] Cet exemple nous permet de rappeler que les « pouvoirs coutumiers » que l'on évoque facilement sur les terrains africains peuvent être parfois des co-créations du pouvoir colonial, ayant produit des rentes artificielles à la légitimité douteuse et cachant donc des tensions internes à l'ordre social coutumier encore aujourd'hui.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ville coloniale apparaît bien plus ambitieuse lors de la deuxième phase de la colonisation que dans les premiers siècles de l'expansion européenne.

C'est sur ce point qu'il apparaît d'autant plus pertinent de considérer la ville en tant que système urbain – porteur de *valeurs culturelles* – hégémonique. La ville impose irréductiblement son système de valeurs aux habitants qui y résident, qui s'en font tout aussi irréductiblement les médiateurs. Au-delà des options de résistance ou de collaboration au modèle, l'individu qui participe au système urbain y joue un rôle de médiateur (Coquery-Vidrovitch, 1988 : 62). En effet, l'individu peut choisir de collaborer ou de résister à l'hégémonie urbaine de la ville coloniale, mais cette hégémonie même l'engage : « aussi opposés fussent-ils à l'ordre nouveau, les gens furent bien obligés de s'adapter, de gré ou de force. Paradoxalement, plus ils mirent de volonté à résister, plus, en définitive, ils finirent par évoluer, parce que l'action même de résister fait découvrir de nouvelles idées, de nouvelles techniques, bref, induit de nouvelles formes de médiation » (*ibid.* : 61). La culture urbaine précoloniale n'est pas restée endormie chez les habitants des villes africaines durant la colonisation pour se réveiller subitement après les indépendances : « La culture du colonisé n'est pas une culture inerte » (Balandier, 2007 : 273). C'est dans ce rapport de médiation que nait la culture urbaine des villes africaines, bien que niée par le colonisateur, faite d'hybridation, d'appropriation, de détournement et de métissage syncrétique.

S'il est vrai que seuls étaient acceptés comme citadins les indigènes dont le travail était nécessaire aux intérêts du pouvoir colonial, ceux-ci restaient largement majoritaires en nombre dans l'écrasante majorité des villes coloniales. Les autochtones n'étant considérés que comme force de travail nécessaire, les politiques urbaines coloniales ne les ont longtemps pas pris en compte, ce qui peut expliquer l'assimilation naturelle de la ville coloniale à la ville des Blancs, caractéristique par son architecture et son organisation urbaine conforme aux usages européens. Les considérations hygiénistes, notamment motivées par les risques d'épidémies, ont progressivement intégré les quartiers indigènes dans les plans d'urbanisme de l'administration coloniale, pour entériner une ségrégation de fait entre les populations. Ainsi, à Dakar, l'épidémie de peste de 1914 a entraîné le déguerpissement des populations africaines vers un lieu éloigné de la zone européenne. Les effets de la prise en compte des indigènes dans l'urbanisme se limitèrent à un éloignement et une ségrégation jusqu'à la Seconde guerre mondiale. A partir de 1945, les programmes de logements sociaux commencèrent à se développer devant la prolifération des quartiers spontanés. Ces quartiers avaient été longtemps abandonnés à eux-mêmes, et s'étaient construits suivant des modèles d'habitat traditionnel : « rien d'étonnant dans ces conditions, à ce que l'habitat précaire urbain rappelât à ce point celui du village » (Coquery-Vidrovitch, 1988 : 66). Dans ce cas, l'existence d'un noyau urbain

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

précolonial justifia la non-intervention de l'État en matière d'urbanisme au nom, précisément, du respect des traditions.

Cette vision duale de la ville (que nous développons plus bas) a donc servi de prétexte à la non-intervention sur ces quartiers, en tout cas en termes positifs, comme concernant l'amélioration des infrastructures. En effet, ces quartiers n'échappaient pas pour autant au contrôle des administrateurs coloniaux, qui gardaient la possibilité d'en réglementer les conditions de vie et d'installation, ou de les « déguerpir » si le besoin se présentait (pour diverses raisons : accès à un espace foncier convoité, hygiène, esthétique, etc.).

A partir de la Seconde guerre mondiale, les évolutions de l'économie monétaire ont entraîné un afflux de travailleurs des campagnes vers les villes : ce flux devait dès lors être contrôlé. Parallèlement, le coût de la migration vers les villes – en temps et en argent – a considérablement diminué, et les possibilités accrues d'accumulation de capital en ville font que « les familles rurales procèdent à une diversification de leurs ressources en facilitant l'émigration de certains des leurs » (Antoine, 1991 : 54). La mortalité est également devenue plus faible en ville qu'en brousse du fait de la généralisation de mesures sanitaires basiques. La migration se nourrit également elle-même : la constitution de groupes de migrants originaires d'une même région en ville facilite naturellement l'arrivée de migrants de cette même région, et leur intégration économique et sociale dans l'espace urbain (Antoine, 1991). Enfin, les inégalités territoriales se sont accrues sous l'effet des choix stratégiques opérés par le pouvoir colonial : inégalités entre ville et campagne, mais également, par exemple, entre sud de l'AOF forestier et nord sahélien plus sec. Il faut également signaler que dès les années 1950, la pression démographique aiguise l'appétit foncier. Le mouvement d'urbanisation s'accompagne dès lors d'une production d'inégalités d'accès à la terre, et d'une lutte pour l'appropriation de celle-ci.

Les premiers plans directeurs sont à ce moment élaborés par l'administration coloniale, mais leur mise en place s'accompagne de nombreux déguerpissements qui ne font, la plupart du temps, que repousser, voire aggraver les problèmes préexistants. Plus la ville légale s'étend, plus la ville précaire en fait de même. L'accélération de l'action urbaine et sociale en faveur des quartiers africains s'explique en partie par la volonté accrue de gérer un prolétariat grandissant et potentiellement incontrôlable. Des mesures d'assainissement et d'infrastructures sont donc mises en place, mais nécessitent la destruction de larges quartiers anciens, que l'on tente de compenser par l'aménagement de nouveaux quartiers à même d'accueillir les populations déplacées dans un cadre contrôlable. Le modèle du lotissement naît donc à cette époque en AOF, dans un premier temps à Dakar, puis le modèle (moyens d'action, création de sociétés d'économie mixte, etc.) s'étend progressivement selon les besoins dans le reste des colonies. Ces nouveaux quartiers ont surtout

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

profité à une petite bourgeoisie locale, fonctionnaires et employés des entreprises coloniales, seule à même d'accéder financièrement aux nouveaux quartiers.

L'exclusion des populations africaines de l'ordre de la ville était liée à leur exclusion économique : la plupart des Africains n'avaient pas la possibilité d'accéder au marché du travail urbain légal organisé par la colonie. L'ordre urbain se fondait donc en partie sur une distinction entre les moyens légaux d'accès aux ressources et le reste, ce qui finira par participer à la distinction entre économie formelle et informelle, cette dernière se caractérisant pourtant la plupart du temps par une organisation complexe et une hiérarchie stricte, mais exclue du marché formel colonial. En cela, l'ordre urbain colonial consistait à organiser le contrôle des modalités d'accès au travail et *a fortiori* des salariés, dans un contexte de crainte des masses ouvrières indigènes. Les migrations urbaines et la sédentarisation concomitante s'accélérant, longtemps occultées par le mythe du retour au village et l'idée que « l'intérêt des Africains se jouait dans les campagnes » (*ibid.* : 71), les tentatives d'imposer l'ordre urbain à tous les citadins ne pouvaient que se construire à contretemps, et reproduire dans les structures urbaines la ségrégation sociale et salariale existante.

Les contradictions spatiales des villes africaines au moment des indépendances étaient donc déjà fortes. Ces villes, la plupart du temps, se sont développées selon deux modes parallèles qu'il n'a jamais été possible de véritablement réunir. La politique urbaine coloniale s'est donc caractérisée par « un régime coercitif fondé sur l'incompréhension, ou plutôt la distorsion et l'usage abusif de concepts et de réalités préexistants, tels que modes de vie, d'habitat, de production, etc. dits "traditionnels" ou "indigènes" » (*ibid.* : 72). Ces conditions de départ défavorables ont été aggravées après les indépendances par les situations grandissantes de « vulnérabilité économique, sociale et démographique » (*ibid.* : 72).

Ainsi, si l'urbain en Afrique a indubitablement précédé les villes coloniales, celles-ci sont grandement comptables de la situation actuelle des villes africaines, et l'analyse des structures urbaines coloniales à Ouagadougou dans le détail est indispensable à la compréhension du Ouagadougou actuel. Mais il est surtout nécessaire de souligner que ce développement urbain *séparé*, de fait, a permis le développement de « pratiques urbaines autonomes clandestinement (c'est-à-dire hors du contrôle officiel) » (*ibid.* : 72). Le nécessaire syncrétisme entre droit coutumier, droit d'usage et influence coloniale a créé des situations urbaines particulières qui perdurent encore. De ce fait, il ne serait pas pertinent de considérer les villes africaines actuelles comme héritières « naturelles » de l'organisation ségrégative coloniale. La situation urbaine qui a émergé de l'époque coloniale reste complexe et plurielle, et les villes africaines actuelles ne sauraient se lire en simple héritage des villes coloniales, mais non plus en totale opposition. Entre des acteurs locaux qui ont su tirer parti de la colonisation et/ou de la décolonisation pour asseoir une position urbaine dominante, l'influence d'un

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

urbanisme occidental néocolonial et ses relais locaux ou l'apport continu de nouvelles cultures urbaines, notamment par les migrations, les villes africaines n'ont jamais cessé d'être complexes et non-réductibles au modèle dominant du moment. Ainsi, si l'impact colonial fut réel, les formes en furent variées et toujours reliées aux contingences locales, selon un jeu d'adaptation, négociation et résistance entre pouvoir colonial et populations autochtones.

2.2. La dualité coloniale : une ville à deux vitesses

La colonisation a donc contribué à créer des villes duales, ségréguées entre une partie européenne normalisée, cible de l'action publique urbaine, et des quartiers africains abandonnés à une sorte d'autogestion contrôlée. Non-intégrables à la ville européenne, ceux-ci se voyaient renvoyés au statut de « villages ». L'aspect traditionnel et rural de ces quartiers permettait de soutenir le déni d'urbanité dont ils faisaient l'objet de la part du pouvoir colonial. En définitive, et ce dès les premières années de la présence européenne en Afrique subsaharienne, rien d'autre que la ville construite à l'européenne ne pouvait être considérée comme ville, les Européens refusant d'admettre la possibilité que d'autres modes de vie urbains soient envisageables.

Si la ville africaine précède la colonisation, il faut tout de même noter que « la majorité des Africains accèdent à la ville *via* la ville coloniale » (Goerg, 2006 : 16). De fait, l'accès à la ville de la plupart des urbains africains sous la colonisation s'est fait dans un rapport inégalitaire, du fait du monopole colonial du discours sur la ville, et de manière générale du monopole des conditions d'accès symboliques et concrètes à la ville. Le fait est que la colonisation a cherché à imposer un même modèle et un même discours urbains à des réalités – urbaines ou non – fort diverses. Ainsi, sont mises au même plan « des villes prestigieuses […] (Segou, Mopti…), d'anciennes capitales (Sikasso, Ouagadougou…), […] des zones antérieurement peu concernées par le phénomène urbain [et] des villes créées *ex nihilo*, c'est-à-dire à partir d'une base précoloniale limitée, à l'instar de Conakry, Cotonou ou Abidjan » (*ibid.* : 17). La vision d'un archaïsme *sauvage*, nécessairement rural, extrahistorique, du continent africain précolonial, bien peu *urbain* (dans les deux sens du terme), a permis de justifier la mission civilisatrice comme la ségrégation sociale de la colonisation.

L'un des mécanismes fondamentaux de la construction de la ville coloniale – que l'on retrouve d'une certaine manière dans la ville africaine néolibérale – est la contradiction entre valeur d'échange et valeur d'usage qui pousse à un bornage et une hiérarchisation stricte de la ville : « circonscrire les habitants et opérer un tri parmi eux : on a besoin de main-d'œuvre mais non de citadins » (*ibid.* : 20). Ainsi, une grande partie de la ville *construite* ne peut intégrer l'espace urbain proprement délimité.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Une sorte de ville *en creux*, subalterne[20], se développe hors du schéma de la ville promue. En cela, la ville coloniale – dans sa définition formelle – se définit entièrement par le haut, ce qui en soit nous offre un constat essentiel : si elle semble se conformer en de nombreux points aux principes de la ville occidentale, elle en diffère radicalement par sa conception et sa définition (*ibid.* : 21). Elle n'est donc qu'une *représentation*, fantasmée par l'administration coloniale, de la ville européenne. La sujétion politique des colonisés oblitère leur « marge de manœuvre » (*ibid.* : 22) sur la ville. En effet, les contraintes réglementaires imposées depuis la métropole sont fort nombreuses, la trame urbaine n'est établie qu'en fonction des intérêts des colons et en se voyant dénier le simple statut de citadins, les colonisés se voient contraints d'évoluer dans une ville qui *par définition* les maintient dans leur position de subalterne dans l'ordre colonial.

La ville coloniale n'est pas autre chose qu'une matérialisation physique du contrôle politique. Si la ségrégation était effective dès le début, elle s'inscrit officiellement dans le mode d'administration urbaine au début du 20ème siècle, selon des méthodes différentes suivant les villes. Cette formalisation de la hiérarchisation va de pair avec l'essor des théories hygiénistes qui recommandent la séparation entre les populations. Pour reprendre les termes de l'ingénieur des travaux publics Fontaneilles à Conakry, en 1901 : « la santé de l'Européen exige un genre de vie, des installations et des mesures d'hygiène dont les indigènes ont l'avantage de pouvoir se passer » (*ibid.* : 22).

S'effectue alors une division de la ville en zones dépendantes du « pouvoir d'achat » et de la « capacité d'investissement immobilier » : « à ceux qui peuvent prétendre par leur mode de vie et le type d'habitat à la qualité officielle d' "urbains" s'opposent ceux qui sont rejetés hors de "la" ville et de l'urbanité » (*ibid.* : 25). Ces mesures ont entraîné l'apparition et l'essor d'un marché foncier et dans le même temps, de l'éviction de populations ne pouvant y accéder hors de la ville. Ainsi, lors de la formation de la colonie de Haute-Volta en 1919, l'administration coloniale met en place à

[20] J'utilise ici le terme à dessein, en référence aux études subalternes (Guha, Spivak, 1988 ; Cooper, 1994 ; Diouf, 1999), aux objets nombreux et variables, s'étant de manière générale donné pour objectif de souligner les résistances et spécificités de la culture des peuples colonisés face à l'ordre colonial et occidental : « produire une histoire qui restaure la parole du peuple des « subalternes » et témoigne de sa culture politique autonome, non « prépolitique » ou arriérée mais différente de celle de l'élite » (Pouchepadass, 2004 : 68). Cette notion dépasse le simple contexte académique des *postcolonial studies*, et constitue surtout une catégorie analytique innovante permettant de penser l'activité d'individus et de groupes supposés passifs à l'intérieur d'un système de représentation donné : « une grande partie de celles et ceux qui *font* et *vivent* la ville en Afrique au quotidien ont été durablement rendus invisibles, ou tout au moins, principalement envisagés sous l'angle de rôles passifs, face à des situations urbaines considérées comme chaotiques ou dysfonctionnelles » (Fouquet, Goerg, 2017 : 5). En somme, ce que je nomme ici la ville *subalterne* désigne la réalité urbaine qui s'exprime hors de l'ordre urbain colonial, niée par ce dernier mais qui constitue une réelle culture urbaine autonome, à la fois reposant sur une histoire urbaine ancienne et profondément innovante. Mais si cette notion s'adapte à la situation coloniale, elle correspond à toute forme de situation de domination basée sur un ordre représentationnel hégémonique tendant à subordonner les autres cultures à une vision de la « bonne urbanité » – modèle international de la *bonne gouvernance*, par exemple. La subalternité témoigne dès lors de l' « hétérogénéité radicale » (Balandier, 1955) du modèle.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ouagadougou un zonage entre quartiers « évolués », « semi-évolués » et « indigènes » (Fourchard, 2002 : 57). Le quartier administratif est ainsi bâti à la faveur d'un déguerpissement massif.

On peut retrouver dans cette ségrégation socio-spatiale l'écho des ségrégations antérieures ayant eu lieu dans les villes européennes, avec pour objectif la séparation des pauvres, des indésirables et autres « classes dangereuses » du reste de la population. Les représentations du pouvoir colonial correspondent en effet à celle des classes dominantes européennes. Avant toute autre interprétation, de tels éléments tendent au moins à prouver s'il en était besoin la corrélation presque mécanique entre l'organisation de l'espace et l'organisation sociale (Pinçon-Charlot, Préteceille, Rendu, 1986).

O. Goerg, dans une lecture foucaldienne de ces éléments, insiste sur la question de la dénomination : la désignation spécifique des *indigènes* et des *européens*, clairement assumées dans les discours des administrateurs coloniaux, tend à « les isole[r], les particularise[r] et crée une distance symbolique » (*ibid.* : 26). Elle dresse ainsi le constat que « la mise à l'écart du colonisé démarre par le langage » (*ibid.* : 26), et la ville offre un support *signifiant*, producteur de discours et d'un système de représentations structurant un ordre des choses socio-spatial – et en l'occurrence socio-racial. On constate dès lors un double mouvement contradictoire : l'extension continue et difficilement contrôlée de l'urbain – spatialement et démographiquement – et la réduction de la taille relative de ce que l'on est en droit d'appeler *ville*. Cette contradiction spatiale grandissante va entraîner la croissance de l'importance relative d'une culture urbaine *subalterne* (pour une lecture à partir du Dakar contemporain, cf. Fouquet, 2013). Ce déséquilibre croissant va en tout cas entraîner – entre autres facteurs – un changement majeur au sein des politiques urbaines coloniales à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale.

Le modèle urbain colonial est donc avant tout un mode de *dénomination* de la ville et de ses marges, précisément *situé* et *monopolisé* par le pouvoir colonial. Les *usages* autres de la ville – usages subalternes contre usages promus – sont délégitimés, marginalisés, éventuellement combattus, en tout cas infériorisés. Toujours dans une lecture foucaldienne des rapports entre savoir et pouvoir, la capacité à maîtriser l'inclusion et l'exclusion par la possibilité de désigner ce qui est conforme et ce qui ne l'est pas apparaît comme une prérogative essentielle du pouvoir. L'état de sujétion radicale sous la colonisation renforce le déséquilibre de ce mécanisme. Le processus de citadinité des Africains dans la ville coloniale passe donc nécessairement par la prise en compte de cette subalternité, toujours selon différentes possibilités : adaptation, négociation, résistance.

De manière générale, on retrouve dans les discours coloniaux une opposition binaire concernant les possibilités d'accès à la ville entre *citoyens* (blancs) et *sujets* (indigènes) qui nous renvoie immanquablement à nos discussions théoriques sur la notion de citadinité (cf. chapitre 1) : ici, il ne s'agit pas d'un processus, mais bien d'une catégorie sociale (on est citadin ou on ne l'est pas) et

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

juridique (« indigène » étant un statut légal). Mais l'essor démographique entraîne l'apparition de vastes quartiers qui soit formalisent des réunifications par affinités culturelles ou *ethniques*[21], soit – et c'est sans doute plus fréquent – produit sa propre culture urbaine hybride et subalterne *bottom up*. Ainsi, « les habitants de la ville construisent progressivement leur propre usage de la ville et adaptent leurs façons de construire, souvent en dehors des critères administratifs qu'ils ignorent, contournent ou acceptent lorsqu'ils y trouvent leur propre intérêt » (*ibid.* : 24). Cette culture est étudiée dès les années 1960 par l'anthropologie du changement social et du développement notamment (Balandier, 1955, 1960) et sa problématisation développée à travers les débats sur le « populisme méthodologique », c'est-à-dire « l'analyse des savoirs populaires, des normes locales, des représentations autochtones » (Olivier de Sardan, 1991 : 7). D'où la nécessité de se placer à un niveau « émique », c'est-à-dire un point de vue heuristique visant à découvrir les ressources « cognitives, interprétatives, stratégiques » (*ibid.* : 7) mises en place par les dominés (nous aurons l'occasion de revenir sur ces questions). L'étude de la situation coloniale nous permet en tout cas de questionner la question du *processus* de citadinité, de la production d'identités subalternes et plus généralement du changement social dans des sociétés qu'on avait longtemps considérées comme statiques et anhistoriques. Elle souligne notamment le chevauchement des modes de rationalité dus à la complexité de la situation (la « double histoire » que nous avons évoqué) qui relativise le positionnement des acteurs, qui « circulent entre plusieurs "logiques", choisissent entre diverses normes, sont aux confluents de plusieurs rationalités » (*ibid.* : 7).

Cette anthropologie du changement social fait écho aux travaux de l'école de Manchester, notamment sur les phénomènes d'acculturation. Ainsi, dans le cadre des études urbaines, les travaux issus de ce courant cessent de considérer la colonisation comme l'imposition de force de la culture urbaine à des populations inertes, mais s'intéressent plutôt aux changements culturels que ce processus produit. On retrouve là le point de vue de Balandier (1955), précurseur mais qui restera longtemps très minoritaire. On pensera également aux films de Jean Rouch (1955, 1959), qui montrent par quels moyens les populations indigènes interprètent la colonisation et s'y adaptent[22]. Dans cette optique de recherche, la vie sociale en ville est considérée comme perpétuellement en mouvement au gré des influences des uns et des autres, et ainsi, l'on dépasse une catégorisation *a priori* du monde social pour s'intéresser à la complexité de celui-ci.

[21] Sans entrer dans les détails, je renvoie concernant la grande relativité de cette notion à la lecture de Amselle, M'Bokolo, 2005.

[22] On renverra aisément sur ce point aux *Maîtres fous*, qui s'intéresse à la secte des Haukas réunissant essentiellement de jeunes migrants nigériens à Accra, singeant l'organisation de l'administration coloniale britannique dans des rituels de transe.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

L'opposition blanc/noir laisse la place à une opposition européen/indigène au cours de l'entre-deux-guerres, clairement marquée dans les textes des administrateurs, notamment en Haute-Volta : nommé Gouverneur de Haute-Volta en 1919, Édouard Hesling diffuse une circulaire visant à interdire l'usage de la dénomination selon la couleur au profit du clivage « indigène »/ « européen » (Goerg, 2006 : 29). Ici encore, la dénomination renvoie autant à une assignation sociale que spatiale – l'assignation raciale perdurant au-delà du changement de vocabulaire. L'organisation urbaine vaut subjectivation politique : « par l'emploi d'adjectifs qualifiant les habitants, et non les zones de la ville, on assigne un lieu de résidence à ceux-ci » (*ibid.* : 30). A l'unicité de la *ville*, le lexique administratif colonial n'oppose rien d'autre que les *villages*, voire, et c'est encore plus singulier, les *quartiers*. Goerg remarque que cela découle d'une évolution historique : au début de la période coloniale, les administrateurs emploient encore souvent le terme de *ville indigène* pour désigner la partie de la ville habitée par les non-européens, ce qui place cette zone sur un pied d'égalité terminologique avec la ville européenne. Mais progressivement, la croissance du contrôle colonial sur l'urbain va se caractériser par une reprise en main du vocabulaire, excluant de la *ville* tout ce qui n'est pas européen (*ibid.* : 30). Ainsi, le développement du terme « village » va finir par englober de manière presque contradictoire les villages précoloniaux et les nouveaux quartiers indigènes des villes. L'intégration progressive de ces « villages » dans le marché foncier, et donc dans la trame urbaine, va les transformer en « quartiers », toujours soigneusement séparés de la ville européenne. La ségrégation terminologique se fonde désormais sur l'emploi du pluriel : on parlera *du quartier* européen et *des quartiers* indigènes[23]. Parallèlement, la combinaison de cette extension du marché foncier et de l'augmentation du prix de l'immobilier dans les quartiers coloniaux va s'accompagner de l'installation de quelques Européens et autres non-Africains dans les zones africaines[24].

Au-delà de la dénomination, le contraste entre zones européennes et indigènes se mesure bien évidemment en termes architecturaux et d'équipements d'une part, et d'autre part en termes réglementaires. La politique urbaine matérialise les séparations symboliques dans des frontières claires, « de vastes *no man's land*, naturels (cours d'eau, élément du relief) ou artificiels (chemin de fer, zone *non aedificandi…*) » (*ibid.* : 33). L'organisation urbanistique matérialise la logique du pouvoir colonial : le quartier colonial doit apparaître comme une vitrine de sa puissance, et les autres espaces sont mis à l'écart.

Pourtant, la ville ainsi promue est rarement en phase avec la réalité : « le dualisme rêvé ne correspond jamais au développement urbain car la ville n'est pas un objet malléable à souhait, mais

[23] Comme on parle encore aujourd'hui *des quartiers* non-lotis.
[24] Goerg évoque ces situations au moins pour Conakry et Abidjan, tout en soulignant que ce mouvement peut permettre une analyse alternative des changements constatés dans la politique urbaine coloniale après 1945.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

un territoire approprié par ses habitants » (*ibid.* : 33). Goerg note ainsi un hiatus permanent entre discours, pratiques et représentations, en somme, ville conçue, ville vécue et ville perçue. C'est dans ce hiatus que se lit la nature du jeu social urbain. Le discours officiel sur la ville est « foncièrement dichotomique » (*ibid.* : 33), il institue la séparation pour marquer dans l'espace les hiérarchies sociales. C'est donc entre les deux pôles institués – dans les entre-deux – qu'il faut lire les véritables évolutions de la citadinité. La séparation physique évolue plus vite que la séparation verbale, et ce mouvement apparaît comme la condition des évolutions politiques en ville ; le pouvoir colonial tente tant bien que mal de rattraper ce retard. Ainsi, progressivement, la vision binaire de l'administration tend à se transformer en vision ternaire devant le constat des évolutions urbaines. Entre une zone européenne et une zone indigène clairement délimitées – c'est-à-dire extrêmement conformes à l'image que donne d'elles le discours colonial – se développe une zone de plus en plus vaste d'indistinction, qui apparaît contradictoire : « juridiquement liée à la [zone indigène], c'est pourtant là que résident les urbains les plus anciennement installés, dont le mode de vie n'a rien de rural » (*ibid.* : 35). L'administration coloniale n'a pas d'autre choix que de constater la formation d'une élite urbaine indigène, réclamant l'accès à un mode de vie qu'elle pensait réservé aux Européens, et doit trouver une manière d'intégrer cette contrainte sans mettre en péril la logique de son système politique.

Là encore, « le décalage entre la définition administrative des villes (les municipalités) et l'expansion démographique et spatiale s'accroît après 1945 » (Goerg, 2006 : 38). L'administration coloniale tente de trouver une dénomination plus à même d'accompagner les changements urbains : « ainsi le quartier européen de 1928 était-il désigné par sa fonction en 1954 et 1960 : "quartier commercial, administratif, militaire, résidentiel". Les villages africains de 1928 étaient devenus des "habitations autochtones" en 1954 et des "habitations traditionnelles" au moment de l'indépendance » (Fourchard, 2002 : 99). L'accroissement du nombre d'élus africains dans les diverses instances politiques diminue le recours aux occurrences discriminatoires, même si les logiques de fond de la politique urbaine ne se différencient pas fondamentalement des précédentes et que la ségrégation raciale perdure[25]. Le zoning renvoie à une tradition d'urbanisme de contrôle influencé par le fonctionnalisme corbuséen de la Charte d'Athènes (1931). La séparation fonctionnelle de Le Corbusier s'adapte sans heurt à la séparation raciale coloniale. Les administrateurs coloniaux usent alors d'euphémismes pour désigner et légitimer le zoning en place : « périphéries », « zones suburbaines », « centres urbains » (*ibid.* : 39).

Toutefois, il faut insister sur la disparition du vocabulaire dichotomique des discours officiels. Celui-ci apparaissait de plus en plus bien incapable de désigner la réalité effective de la ville. Mais cette

[25] Les « indigènes » ne sont pas des citoyens à part entière jusqu'aux indépendances.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

étude du modèle urbain colonial nous permet surtout de mettre en évidence le fait que la citadinité y est « conçue comme un privilège octroyé à une minorité » (*ibid.* : 41), mais qu'elle a poussé à l'invention de formes alternatives de vie urbaine, de systèmes de représentations spécifiques aux exclus, qui ne disparaîtront pas avec la fin du modèle colonial.

3. La succession des modèles urbains à Ouagadougou.

Si nous avons déjà abordé certains aspects propres à Ouagadougou, nous venons surtout d'analyser ce que la ville avait de caractéristique dans le projet colonial français, afin de comprendre une période qui a déterminé une large part de l'organisation structurelle de la ville jusqu'à aujourd'hui. Mais Ouagadougou ne se résume pas à son histoire coloniale, et il nous faut élargir la focale historique pour comprendre la succession de régimes urbains (Coquery, 1982) qui a fait ce qu'elle est désormais. Pour cela, nous insisterons sur la notion de modèle telle que décrite précédemment, en tentant de comprendre les stratégies du pouvoir qui à chaque époque ont façonné la ville.

3.1. Le régime « autochtone » : un hameau capitale d'empire ?

« Je m'attendais à trouver quelque chose de mieux que ce qu'on voit d'ordinaire comme résidence royale dans le Soudan, car partout on m'avait vanté la richesse du Naba, le nombre de ses femmes et de ses eunuques. Je ne tardai pas à être fixé, car le soir même de mon arrivée je m'aperçus que ce que l'on est convenu d'appeler palais et sérail n'est autre chose qu'un groupe de misérables cases entourées de tas d'ordures autour desquelles se trouvent des paillotes servant d'écuries et de logements pour les captifs et les griots. Dans les cours on voit, attachés à des piquets, quelques bœufs, moutons ou ânes reçus par le Naba dans la journée, offrandes n'ayant pas encore reçu de destination. » (Binger, 1892 : 460). Par ces mots, le capitaine Binger ne cache pas la déception qui l'étreint en arrivant pour la première fois à Wogdogo[26], capitale des Mossi en 1887. Il fut en effet frappé par le caractère rural et l'absence de monumentalité dans la ville d'un empereur si puissant de

[26] Wogdogo est la transcription en Moore du nom de la ville, qui sera francisé en Ouagadougou par l'administration coloniale. Pour des raisons de commodité, nous utiliserons « Ouagadougou » dans la suite du raisonnement.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

réputation que le Mogho Naaba[27]. Cette vision va longtemps marquer les observateurs étrangers, et Ouagadougou se verra longtemps dénier son statut d'urbanité pour cette raison. De même, le capitaine Voulet, à la tête de la sanglante colonne Voulet-Chanoine, qui assura la conquête de la ville en 1896, y arrivant après avoir mis en déroute l'armée moaga[28] eut bien du mal à se rendre compte qu'il était en ville, n'y voyant que « des villages épars dans la plaine, à peine plus nombreux que dans les autres parties du pays mossi qu'il venait de parcourir » (Jaglin, 1995 : 32).

Ouagadougou est pourtant la capitale fixe du royaume depuis le milieu du 18ème siècle. Après les premières réformes entreprises en ce sens par Naaba Warga, c'est son successeur Naaba Zembre (1744-1784) qui sédentarise la cour. L'empire moaga se constitue au 15ème siècle suite à la conquête de territoires paysans du nord de la Volta par des guerriers venus de l'actuel Ghana. Les Mossi accordent peu d'importance aux richesses ostentatoires, et les pouvoirs économiques et politiques sont séparés au profit du second. Pour asseoir son pouvoir sur son territoire et ses hommes, le Naaba et sa cour se déplacent alors régulièrement, et les bâtiments pérennes sont rares : « coutumièrement, on ne construit qu'avec des matériaux neufs. On ne répare pas, on reconstruit » (Déverin-Kouanda, 1998 : 61). De plus, les Mossi parvenant à conquérir un territoire relativement important, il importe de multiplier les lieux de pouvoir, et la conquête se poursuivant, de les situer au plus proche des opérations militaires du moment (Fourchard, 2001 : 40). Dans ces circonstances, la forme urbaine comme instrument d'accumulation primitive par excellence dans l'histoire ne présente pas d'intérêt majeur.

Pourtant, la sédentarisation décidée par Naaba Zembre représente un tournant stratégique majeur dans l'histoire du royaume, et notamment au niveau de la conception du contrôle de la terre. Selon Fourchard, la tradition orale ne permet pas de déterminer les raisons de l'élection de Ouagadougou comme résidence royale. Tout juste est-il établi qu'elle en eut le statut provisoire à plusieurs reprises au cours du 17ème siècle. L'étymologie de la ville semble, elle, suggérer la vocation politique du lieu : on peut traduire Ouagadougou par différentes périphrases signifiant peu ou prou « respect » (*ibid.* : 40), renvoyant aux honneurs dus au Chef. Naaba Zembre institua définitivement une institution politique mise en place par Naaba Warga : un conseil royal quotidien dans l'enceinte du Palais, réunissant les différents chefs locaux. Ce dernier avait également entamé le développement d'un système de cour sédentaire très hiérarchisé. Dès la fin du 18ème siècle, la plupart des rituels royaux se tiennent à Ouagadougou, ce qui en fait une ville relativement récente en Afrique de l'Ouest, ceci

[27] Les Mogho Naanamse (pluriel de Mogho Naaba), littéralement « chefs du royaume », sont les souverains de l'empire mossi.

[28] Moaga est le singulier de Moose, la plupart du temps francisé en Mossi, désignant le peuple sujet de l'empire moaga qui régnait sur le Plateau central au moment de la deuxième phase de la colonisation. Cf. à ce sujet la mise au point sur la transcription des termes en début de thèse.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

expliquant peut-être l'étonnement des premiers explorateurs européens devant son aspect « rural ». En réalité, comme de nombreuses localités africaines de l'époque, la ville se caractérise « par l'importance relative des activités agricoles et pastorales intra-urbaines, et par la dispersion des quartiers, regroupés par appartenance ethnique et peu densément peuplés » (Fourchard, 2001 : 41). Mais cela ne suffit pas à désigner Ouagadougou comme un gros bourg essentiellement rural.

Ouagadougou devint alors à partir de Naaba Zembre « une ville de cour articulée autour du palais et du marché, entités structurant l'habitat de manière aréolaire » (Dupuis et alii, 2010). Les Mossi, peuples de guerriers, reproduisent leur organisation militaire sur les territoires conquis. Le pouvoir y est extrêmement centralisé autour de la personne du Naaba. Si l'aspect sobre et monotone de la ville, notamment du point de vue architectural, ne la distingue pas réellement d'un simple village, son urbanité se manifeste dans la précision et l'unité idéologique de son organisation : elle se caractérise ainsi par « une spécialisation fonctionnelle des quartiers, par un agencement réfléchi des places et lieux de représentation, par une organisation stratégique de toute la ville » (Fourchard, 2001 : 41). Ainsi, derrière les cases de terre uniformes se cachent des quartiers réservés aux dignitaires, d'autres aux commerçants, d'autres aux serviteurs, etc. La cour, elle, continue de se déplacer au sein de l'espace urbain ouagalais : comme nous l'avons vu plus haut, chaque nouveau souverain se faisait construire un nouveau palais distinct du précédent[29].

Ouagadougou était de longue date un relais de commerce important pour les Mossi entre le nord sahélien et le sud forestier. Les commerçants, protégés par les Mogho Nanamse, s'étaient vu assigner dès le milieu du 16ème siècle leur propre quartier à proximité du marché. Sous Naaba Zembre, le marché, « importante source de revenus et excellent moyen de contrôle social » (*ibid.* : 44) se voit déplacé à proximité immédiate de la cour et passe ainsi sous contrôle direct du Mogho Naaba. Toutes les futures résidences royales à venir conservent cette proximité avec les affaires commerciales. Dès le 17ème siècle, les Mogho Naanamse se sont accaparés le contrôle de la terre et le pouvoir d'attribution des terrains – qui revenaient auparavant aux chefs de terre autochtones (*tensogba*). L'organisation de la ville et la résidence de chaque nouvel arrivant reviennent donc à la décision du Mogho Naaba. Les quartiers des « ministres de la guerre » doivent se tenir suffisamment loin de la cour pour prévenir les risques de sédition armée. A l'inverse, les quartiers des serviteurs et des gardes de la cour se situent à proximité immédiate du palais. D'après Deverin-Kouanda, les quartiers eux-mêmes s'organisaient sur une stricte division fonctionnelle Est-Ouest : « l'ouest était la part des hommes et des ancêtres, l'est la

[29] C'est bien là le grand mérite de l'étude de L. Fourchard (2001), comme le souligne M. Hilgers (2009 : 184), d'avoir proposé une définition de la ville qui ne se limite pas à une conception classique de celle-ci (bâti, population, etc.) qui avait longtemps été avancée pour nier l'urbanité précoloniale de Ouagadougou, mais insistant sur l'organisation socio-spatiale et sur le rôle de Ouagadougou *en tant que ville* dans le système politique moaga.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

part des femmes et des enfants » (Deverin-Kouanda, 1992 : 121-123). Cette distinction était directement notable dans l'organisation des quartiers limitrophes au palais : les entrées Est étaient réservées aux femmes et aux serviteurs, les entrées Ouest aux hommes et aux chefs.

Plusieurs quartiers actuels de la ville – de sa partie la plus ancienne – existent déjà et renvoient donc chacun à une fonction particulière : Kamsaoghin (ou Kamsonghin) était le lieu de résidence du dignitaire de la cour en charge des serviteurs captifs, et plus généralement le quartier de la jeunesse ; Ouidi, Larhalle et Gounghin étaient les quartiers des guerriers (Meyer, 2008*a* : 26) ; Kamboinse était le quartier des fusiliers de la garde royale ; Dapoya « le quartier des gardes du corps et des bourreaux » (Fourchard, 2001 : 46) ; à l'ouest du palais, les quartiers de Bilbalogo, Bilibambili[30] et Samande (ou Samandin) accueillent des serviteurs libres, souvent libérés de leurs obligations royales et mariés après une douzaine d'années de service. Ces serviteurs « réservistes » constituaient donc une population de notables pour ces trois quartiers. Enfin, l'arrivée au cours du 19ème siècle de nouveaux commerçants musulmans, principalement Soudanais[31], Hausa et Dioula, ont ouvert un nouveau front d'urbanisation autour des quartiers de Nyongsin (ou Niongsin), Moembe et Zangouettin au nord et à l'est du palais, développant de nouveaux réseaux commerciaux. Par la suite, les quartiers Koulouba et Zogona sont destinés à l'accueil des étrangers. Les Mossi d'autres royaumes s'installent eux plus au nord, dans les quartiers de Tampouy et Tanghin, constituant « ainsi une zone tampon entre les royaumes mossi rivaux et les hameaux guerriers » (Meyer, 2008*a* : 26).

Ainsi, la structure urbaine du Ouagadougou actuel, du moins concernant les « vieux » quartiers centraux (cf. chapitre 3), se lit déjà dans la ville précoloniale. Le modèle urbain souligne les deux grandes priorités de l'organisation urbaine : d'une part, la très forte hiérarchisation du pouvoir autour du Naaba et de la maîtrise de la terre, d'autre part, l'organisation régionale du commerce. La ville se déploie ainsi de manière concentrique autour du palais du Mogho Naaba et du marché, qui font office de premier centre-ville. Les quartiers alentours répondent à des logiques fonctionnelles s'articulant sur une structure à quatre cercles. Autour du palais royal, des quartiers de la cour et du marché, véritable noyau central, on distingue « un rideau ouest guerrier sécuritaire à la fois offensif et défensif, un arc de cercle nord-ouest comme amortisseur et enfin, une vaste trame d'accueil à l'est pour les étrangers » (*ibid.* : 26). La ville concentre ainsi le pouvoir, la représentation du pouvoir, et la stratégie de déploiement de celui-ci. Comme le résume Fourchard, « Ouagadougou et Bobo-Dioulasso avaient

[30] Quartier central de Ouagadougou qui sera « déguerpi » sous Sankara pour construire la Cité An III.

[31] Le terme de *Soudanais* désigne ici les ressortissants de la colonie française du Soudan français recoupant principalement le territoire de l'actuel Mali (entre 1890 et 1899, mais le terme a pu perdurer). Dans la période de transition vers l'indépendance, le Mali portera d'ailleurs pendant quelques mois, entre 1958 et 1959 le nom de République soudanaise, avant d'être rattaché pour quelques mois au Sénégal via la Fédération du Mali. La confusion ne doit donc pas être faite ici avec les ressortissants de la République du Soudan, plus à l'Est, qui a succédé en 1956 à son indépendance à la colonie du Soudan anglo-égyptien.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

plus de quatre siècles d'histoire commerciale et près de deux siècles d'histoire urbaine à la veille de la conquête des pays de la Volta » (Fourchard, 2001 : 47).

3.2. Le régime colonial : ségrégation urbaine dans une ville périphérique

En septembre 1896, le capitaine Voulet prend Ouagadougou et la ville devint alors une place stratégique de contrôle politique et commercial des pays voltaïques, conquis pour contrer l'expansion anglaise en Afrique de l'ouest (*ibid.* : 48). L'administration coloniale lance alors sa première « opération d'urbanisme » en faisant incendier le palais de Naaba Wogbo et les quartiers royaux pour y installer à la place la garnison, une prison et une place d'armes, sur l'emplacement actuel de la Place de la Révolution (Jaglin, 1995 : 32). De cette manière, le pouvoir colonial prenait ses quartiers en face du marché, qui est restructuré et devient marché colonial. Ouagadougou reste alors une ville périphérique dans le système colonial. Elle est englobée en 1904 avec une partie de ce qui deviendra la Haute-Volta dans le Haut-Sénégal-Niger[32].

Le palais du Mogho Naaba est reconstruit plus au sud, l'éloignant singulièrement des quartiers de sa garde royale, permettant une prise de pouvoir incarnée dans l'organisation spatiale. Le pouvoir colonial va gérer la ville pendant cette période en s'appuyant sur la chefferie locale et le contrôle militaire, les quartiers royaux se développant en parallèle des quartiers coloniaux selon un « plan dédoublé » (Piermay, 2003 : 39). La construction d'immeubles est assurée sur demande par le Mogho Naaba, les travaux publics coloniaux se concentrant sur d'autres villes, notamment Bamako, chef-lieu de la province. En 1901, la mission catholique s'installe entre la garnison et le Mogho Naaba, « traçant ainsi un axe nord-sud s'écartant de l'organisation aréolaire traditionnelle » (Dupuis et alii, 2010 : 11). L'organisation spatiale précoloniale, assignant les places sur une base statutaire ou lignagère, s'en trouve alors renforcée. Par la suite, les besoins croissants de contrôle territorial de l'administration coloniale poussent à l'instauration d'un modèle urbain qui lui est propre. Ainsi, jusqu'en 1910, le pouvoir colonial s'appuie sur le pouvoir royal, essentiellement pour assurer la collecte de l'impôt et la fourniture de main-d'œuvre (Dekeyser, 1998). Mais dès 1911, le premier plan de lotissement définit les lots du marché et la rue principale. La ville qui avait jusque-là conservé son organisation

[32] Colonie française de 1904 à 1921 créée à partir de la Sénégambie et du Niger, avec pour capitale Bamako, comprenant la plus grande partie du territoire de la future Haute-Volta (le cercle de Fada N'Gourma, à l'Est de Ouagadougou, sera intégré à partir de 1907). Dès 1919, la Haute-Volta devient une colonie à part au sein du Haut-Sénégal-Niger. Le reste de la colonie deviendra la colonie du Soudan français à partir de 1921.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

précoloniale – à l'exception du transfert *exemplaire* du palais royal – se voit modifiée selon les structures exogènes de la colonie.

Il est à noter qu'au début du 20ème siècle – jusqu'à la dissolution du Deuxième Territoire militaire en 1904 dans la province du Haut-Sénégal-Niger – c'est Bobo-Dioulasso qui est chef-lieu et centre des attentions coloniales, en tant que nœud commercial d'envergure, mais aussi en tant que point d'appui dans la difficile conquête du sud-ouest du pays. Ouagadougou reste périphérique dans le système colonial. Mais à Ouagadougou comme à Bobo-Dioulasso, l'administration française inaugure une nouvelle approche de sa politique urbaine en choisissant d'installer son commandement au cœur de la ville, alors que traditionnellement, en Côte-d'Ivoire par exemple, celui-ci s'installait plutôt à l'écart (Fourchard, 2001 : 49). Mais il faudra attendre les années 1910, et surtout 1919, alors que la ville devient capitale de la colonie de Haute-Volta, pour que le pouvoir colonial prenne définitivement en main le développement urbain.

Il faut souligner l'évolution démographique propre à la période coloniale : entre 1880 et 1960, la population de Ouagadougou passera de 5 000 habitants environ à plus de 50 000[33]. Cette explosion démographique n'est pas propre à la ville, mais se retrouve dans la plupart des chefs-lieux de territoires coloniaux. La reprise en main urbanistique de la ville par les colons s'opère autour de 1920, alors que la population a déjà doublé depuis la période précoloniale et se situe autour de 10 000 habitants. Classiquement, on a souvent noté une forte corrélation dans les villes africaines entre urbanisation et « extension géographique du capitalisme » (*ibid.* : 51 ; voir surtout sur ce point Coquery-Vidrovitch, 1988). De fait, les premières sociétés françaises s'installent en Haute-Volta dès la décennie 1920. Les infrastructures urbaines se développent dans le même temps, et la ville, soumise à de nouveaux besoins, attire de nouvelles populations. Les colons appuyant leur pouvoir sur les structures coutumières, le pouvoir des dignitaires mossi s'en trouva augmenté, attirant « une clientèle et une parentèle plus nombreuses » (Fourchard, 2001 : 52). Le développement de la ville entraîna, lui, l'arrivée d'ouvriers, maçons, artisans, fonctionnaires, eux-mêmes permettant l'installation de maraîchers.

En novembre 1919, le lieutenant-gouverneur Édouard Hesling est nommé à Ouagadougou, et souhaite faire de la ville « une vitrine de la colonisation française » (Meyer, 2008*a* : 28). Dans un premier temps, le pouvoir colonial reprend le contrôle de la terre : tous les terrains dépendent désormais de l'État français » (*ibid.* : 28) et le droit traditionnel mossi est jugé illégal. L'administration se dote dès lors de nouveaux outils : le lotissement et les déguerpissements. Il ordonne des travaux de

[33] Il est difficile de donner des chiffres précis, les données du recensement ayant donné lieu à de nombreuses critiques de la part des historiens et démographes. Pour plus de détails, cf. notamment Fourchard, 2001 et Gendreau, 1987.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

voiries et produit une nouvelle structure fonctionnelle pour les quartiers de la ville, en délimitant des espaces résidentiels et des espaces commerciaux. Ces opérations ne sont toutefois pas réalisées suivant un plan d'aménagement cohérent. Le premier cadastrage ne sera réalisé qu'en 1927 par le géomètre Le Bot. L'urbanisation par déguerpissement constituera le mode de fonctionnement naturel de la politique urbaine quasiment jusqu'à nos jours. Ce sont surtout les missionnaires qui entreprennent la construction d'équipements scolaires et sanitaires dans la ville, s'octroyant un monopole sur ces domaines reconnu par le gouverneur. Les « quartiers saints » autour de la mission structurent dès lors un nouveau pan du centre urbain. La construction de la zone administrative commence un peu plus à l'est. On voit donc un véritable centre-ville colonial émerger, dans une zone ceinte par le camp militaire, la mission catholique et le marché, et occupant 67 hectares du plan de lotissement de la ville. Ce centre doit se trouver à distance des zones inondables, mais au-dessus d'une nappe souterraine permettant son approvisionnement en eau. (*ibid.* : 28). Le nouveau quartier administratif émerge donc à l'emplacement actuel du quartier de Koulouba, et sa vocation résidentielle permet une séparation au sein même du centre entre fonctions résidentielle, commerciale et politique. Le seul quartier indigène loti est Bilbalogo qui accueille le palais royal et les quartiers de la cour. Les nouvelles constructions sont réalisées en briques de terre séchées, le *banco* : le surnom de *bancoville* que la ville acquiert à cette époque la suivra longtemps.

Cette structuration permet le développement d'un axe est-ouest qui vient se superposer au précédent axe de développement nord-sud. La ville s'organise alors sur « un centre cerné de deux couronnes : au nord, la ville européenne est délimitée par une barrière de bâtiments publics et par le camp militaire ; au sud, l'importante mission catholique forme un espace tampon avec les quartiers africains et à l'est, la zone administrative doit faire barrage à l'urbanisation africaine » (*ibid.* : 29) Par un décret du 4 décembre 1926, Ouagadougou devient commune mixte, et accède ainsi au statut administratif de ville, dirigée par un administrateur-maire assisté d'une commission municipale (Jaglin, 1995 : 34).

Hesling met surtout en place un vaste *zoning* socio-racial de la ville. La création tardive de la Haute-Volta explique la mise en place décalée des logiques ségrégatives appliquées dans les autres grandes villes coloniales, mais dans le même temps, par rapport à ces expériences, elle devient un terrain propice d' « innovation » en termes de politique urbaine. La ségrégation tripartite y est donc appliquée d'emblée, tel que l'explique dans une circulaire du 14/04/1926 le lieutenant-gouverneur Hesling : « les *quartiers indigènes* doivent être divisés en deux zones. La première, la plus voisine du *quartier européen*, étant réservée exclusivement aux *semi-évolués* […]. Séparée de cette zone par un boulevard d'au moins quarante mètres, la seconde zone dans laquelle les indigènes vivent suivant leurs habitudes. […] Pour le demi-évolué, l'accession à la propriété sera un encouragement efficace pour

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'amener à améliorer son habitation » (cité dans Fourchard, 2001 ; p. 68-69). Le découpage ainsi créé doit se lire comme celui, classique, entre urbains et non-urbains, auquel s'ajoute une partie d'« urbains potentiels » (Goerg, 2006 : 36), qui prend donc sa part dans l'évolution urbaine officielle. Si cette distinction trine restera l'apanage de la Haute-Volta, elle dénote la volonté hiérarchique permanente de la politique urbaine coloniale, et surtout sa « vision de l'accès à la ville comme étant le résultat d'un privilège dont les règles sont administrativement fixées » (*ibid.* : 36). Comme nous l'avons évoqué plus haut, la ville apparaît à nouveau comme un outil de la mission civilisatrice du projet colonial, symbolisant l'accession à la modernité par rapport à la *tradition* africaine.

La crise de 1929 vient interrompre soudainement le développement de la ville. La colonie accuse un déficit d'un million de francs, et les planteurs de Côte-d'Ivoire font pression pour que soit organisée la circulation forcée des travailleurs burkinabè vers leurs champs. Ce mouvement s'accélère dès 1934 avec l'arrivée du chemin de fer à Bobo-Dioulasso qui facilite le transit vers le sud (Jaglin, 1995 : 35). Cela s'ajoute à la taille déjà réduite du marché de l'emploi à Ouagadougou qui n'en fait pas une destination privilégiée pour les migrants voltaïques (Fourchard, 2001 : 53). Enfin, les colonisateurs privilégient le développement urbain par la proximité des ports (Abidjan, en l'occurrence), et donc Bobo-Dioulasso (Biehler, 2010 : 57). La colonie de Haute-Volta est de manière générale jugée peu rentable et démantelée en 1932 (Meyer, 2008*a* : 29). En 1936, Ouagadougou qui a perdu son statut de capitale, perd celui de commune mixte, et ses services administratifs sont relocalisés en Côte-d'Ivoire (Jaglin, 1995 : 35). Dès lors, c'est Bobo-Dioulasso qui devient le premier moteur urbain du pays, suivie même un temps par Koudougou[34]. Le maintien de fonctions militaires, religieuses et commerciales permet tout de même à Ouagadougou de poursuivre son développement, échappant au déclin ou à la stagnation qui toucha plusieurs villes précoloniales voisines (Tombouctou, Mopti, etc.) (Fourchard, 2001 : 54). Mais globalement, c'est tout le territoire voltaïque qui reste périphérique dans le système colonial jusqu'en 1945 au moins, n'étant réduit qu'à un rôle de réservoir de main-d'œuvre. Malgré cela, les grands principes de l'urbanisme colonial séparatiste restent appliqués dans la politique urbaine par le gouverneur. Ainsi, le plan pour Ouagadougou du géomètre Pietrera consacre « le rôle déterminant de l'hygiénisme dans l'organisation de l'espace urbain colonial (séparation des espaces de vie, zone *non aedificandi*, circulation de l'air…) » (*ibid.* : 91).

Après la Seconde Guerre mondiale, la suppression du travail forcé, l'amélioration des infrastructures scolaires et sanitaires et le développement tardif de véritables programmes d'urbanisation relancent la croissance démographique ouagalaise, qui redevient capitale d'une colonie

[34] A l'ouest de Ouagadougou, Koudougou est aujourd'hui la troisième ou quatrième ville du pays, avec 183 332 habitants selon le dernier recensement (la quatrième, Fada N'Gourma, compterait 180 356 habitants) (source : https://www.populationdata.net/pays/burkinafaso/).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

autonome de Haute-Volta réinstaurée. La population y est de 17 800 habitants en 1946 et de 22 346 en 1951 (*ibid.* : 50). Bobo-Dioulasso reste en tête de la hiérarchie urbaine jusqu'en 1956 (Dekeyser, 1998 : 52). Mais le Mogho Naaba va user de son influence et de ses bonnes relations avec le pouvoir colonial pour faire valoir les intérêts voltaïques et rendre à Ouagadougou son statut de capitale en 1947 (Jaglin, 1995 : 35). La ville connaît de nouveau un développement soutenu, symbolisé par la mise en service en 1952 de l'aéroport international. Le chemin de fer permet de relier la ville à Abidjan, facilitant les transferts de main-d'œuvre (Dupuis et alii, 2010 : 15). En 1955, la capitale devenue commune voit son premier maire élu. De nombreux fonctionnaires arrivent à Ouagadougou, engendrant de nouveaux besoins. Les nouveaux équipements ne concernent en général que « les quartiers accueillant la clientèle de l'État colonial » (*ibid.* : 15).

Les nouveaux plans d'aménagement de 1947 entérinent le passage d'un plan cadastral à un plan en *zoning*, découpant la ville selon la fonction et selon les habitants. Les politiques d'urbanisme commencent dès lors à prendre en compte la diversité des habitants de la ville et à prévoir des politiques urbaines adaptées à leurs besoins – ou en tout cas aux besoins des *évolués*, indigènes ou non. Il est à noter que cette élite urbaine indigène apparaît également comme solvable, et l'administration trouve donc là un intérêt direct à l'intégrer à la ville régulière. Mais les changements sont réels et la ville offre désormais de réelles possibilités aux populations africaines auparavant écartées, même si la Haute-Volta reste avant tout une réserve de main-d'œuvre pour la Côte-d'Ivoire[35]. Avec les évolutions administratives – les évolutions du modèle colonial, en somme – les pratiques et représentations de la ville changent et réinventent de nouvelles manières d'être-en-ville. A son échelle, la ville de Ouagadougou devient porteuse d'espoir et d'un imaginaire d'émancipation, à la manière d'Abidjan pour les jeunes migrants nigériens de *Moi, un noir* de J. Rouch. Même si elle reste encore loin du modèle des villes côtières sur ce plan, Ouagadougou, par ses liens étroits avec la Côte-d'Ivoire, a peut-être hérité d'une part des représentations émancipatrices accolées à celles-ci. Nous verrons d'ailleurs au cours de notre étude que le modèle abidjanais est largement implanté chez de nombreux habitants, en particulier chez ceux ayant un lien avec la Côte-d'Ivoire : Abidjan apparaît comme une « vraie » ville face à Ouagadougou.

De nombreux quartiers africains réclament ainsi le lotissement. Celui-ci deviendra dès lors la base de l'action publique urbaine, se déployant au gré des influences locales – quartiers de la chefferie mossi, quartiers de main-d'œuvre qualifiée, quartiers du clergé catholique, etc. Les opérations de lotissement permettent donc l'émergence ou le renforcement de relais de pouvoir locaux, ouvrant la voie à des systèmes de trafic d'influence autour de la gestion du foncier. Ce système, nous le verrons,

[35] Ce qu'elle restera peu ou prou au moins jusqu'aux années 1970.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

perdure d'une certaine manière jusqu'à nos jours. Le lotissement fait en général passer les quartiers africains concernés sous le statut de semi-évolué, et il est donc en général autant une technique d'urbanisation qu'une technique de contrôle politique et social par l'intégration et la promotion territoriale discriminante. Il est donc une arme puissante de régulation sociale aux mains des administrateurs : « dans les quartiers où le colonisateur cherche à établir un clientélisme en favorisant les demandes des populations, le lotissement et ses obligations [taxation foncière notamment] sont les bienvenus, les élites ayant bien mesuré l'intérêt de devenir propriétaire foncier ; au contraire, dans les quartiers traditionnels, le lotissement n'est pas accepté facilement car le nouveau tissu urbain a pris la place de champs vivriers sans que les populations soient indemnisées de la perte de leur support de travail » (Meyer, 2008*a* : 34). La taxation surtout, peu pratiquée traditionnellement par les Mossi, représente un point de tension évident. Certains habitants préfèrent ainsi fuir le lotissement en s'installant dans des espaces non-régularisés. L'organisation spatiale et résidentielle traditionnelle s'en trouve bouleversée.

P.-E. Meyer note que ce moment marque la véritable naissance de la ville informelle à Ouagadougou, véritable *deuxième ville* essentiellement périphérique, suivant ses propres règles urbaines, mais toutefois en dialogue permanent avec la ville formelle : « on est passé d'une définition simplement juridique d'un non-loti statique préexistant dans les années vingt, à celle d'un non-loti dynamique, généré par des mouvements de population dans les années soixante » (Meyer, 2008*a* : 34). Cet héritage urbanistique colonial se transmettra à la ville postindépendance, et continue de marquer profondément le développement urbain.

En définitive, il est possible de distinguer quatre périodes durant l'ère coloniale à Ouagadougou. La première, de 1896 à 1919 et celle de la conquête : Ouagadougou n'a d'importance que stratégique pour assurer la maîtrise de territoires voltaïques qui opposèrent une farouche résistance à la colonisation. Le maigre développement urbain relève souvent de la compétence coutumière. De 1919 à 1932, Ouagadougou devenue capitale de colonie connaît un vaste plan de développement urbain se structurant sur un zoning ségrégatif strict. Un nouveau droit foncier s'impose sur les lois traditionnelles. De 1932 à 1946, différents facteurs font passer Ouagadougou au second plan et le pouvoir colonial n'accorde plus guère d'importance au développement de la ville. Les principales logiques urbanistiques répondent aux préoccupations hygiénistes des religieux. Enfin, de 1946 à 1960, la politique urbaine se formalise et devient en apparence plus inclusive. Le lotissement se généralise en même temps qu'il semble créer autant de problèmes qu'il n'en résout.

L'aspect urbain qui résulte de cette période peut paraître sur certains côtés aberrant : la localisation en plein centre du camp militaire, attenante à un vaste *no man's land*, pensée pour mettre

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

à l'écart les guerriers du Naaba, produit encore aujourd'hui un découpage étonnant en plein cœur de la ville. Ouagadougou apparaît globalement comme une ville lardée de frontières, de vides urbains, de discontinuités : le développement de la ville aidant, l'aéroport, les barrages ou la zone industrielle vont renforcer ou produire des logiques ségrégatives qui vont peser sur les capacités d'appropriation, de pratiques, de représentations de la ville. Mais il convient de dire que si le régime colonial a produit cette ville ségréguée et a imposé son ordre urbain propre – notamment en termes de droit foncier – il n'a pas eu un effet uniforme dans toute la ville. De manière générale, l'administration coloniale a, dans les faits, souvent négocié avec les autorités mossi qui continuent d'exercer un puissant contrôle territorial. La marge de manœuvre des colons se sera souvent limitée au centre-ville. En outre, Ouagadougou n'a jamais paru représenter un objectif de développement central pour l'administration coloniale : elle ne restait que la capitale d'un territoire essentiellement considéré comme un vaste réservoir de main-d'œuvre pour les plantations et les ports de la côte. En cela, elle a connu un processus de développement relativement similaire à celui des autres villes sahéliennes, retardé par rapport aux espaces urbains côtiers, issu de stratégies de développement économique coloniaux globaux (Boyer, Lessault, 2017). Enfin, les difficultés d'approvisionnement en matériaux auront souvent poussé les colons à privilégier les modes de construction locaux et à limiter leurs ambitions architecturales, ce qui accolera pour longtemps à « Bancoville » une « physionomie de chef-lieu provincial » (Le Bris, 2000 : 381)

3.3. Le régime postindépendance : une « politique radicale de non-intervention »

Après l'indépendance, une nouvelle législation foncière est mise en place et toutes les prérogatives en la matière sont transférées au nouveau pouvoir, mais aucune politique urbaine d'envergure ne sera mise en place. La loi de 1960 portant réglementation des terres du domaine privé de Haute-Volta tente de trouver un équilibre entre le droit foncier coutumier et la prévalence de l'État sur les terres non-immatriculées, mais les procédures sont trop longues pour permettre une réelle maîtrise du non-loti (Dupuis et alii, 2010 : 18). En quelque sorte, « l'indépendance modifie […] profondément les conditions de l'urbanisation ouagalaise, sans que changent les procédures » (Jaglin, 1995 : 37). En somme, il n'y a pas de changement à ce niveau hormis la transmission du pouvoir.

En 1960, Ouagadougou atteint 54 000 habitants (Le Bris, 2000 : 583) et reste une ville modeste dans le réseau des capitales subsahariennes. La ville, qui était surtout un centre administratif, se révèle peu développée en termes industriels et commerciaux. Elle a particulièrement subi la concurrence de Bobo-Dioulasso, qui fut longtemps le véritable objet de l'attention du pouvoir colonial, qui l'a choisie

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

pour y développer des industries, attiré par la proximité de la Côte-d'Ivoire et les conditions climatiques (ayant permis le développement de la culture de la canne à sucre). Le jeune État voltaïque entend restructurer l'armature urbaine du pays en faveur de la capitale. Le développement qui s'ensuit attire une population nombreuse : Ouagadougou redevient la première ville du pays et sa population double en dix ans après l'indépendance, passant de 50 000 à 100 000 habitants (Biehler, 2010 : 52). La politique industrielle se déploie dans la capitale et les sécheresses des années 1970 (1973-74 notamment) vont accroitre l'arrivée de migrants ruraux (Bernus, 1995).

Pourtant, les deux décennies qui suivent l'indépendance sont caractérisées par une absence de vision d'ensemble structurante pour la ville et plus généralement par une « politique du "laisser-faire" » (Meyer, 2008*a* : 35) en matière d'urbanisme. L'État entérine rapidement la situation présente, notamment la coexistence de deux systèmes fonciers. La loi du 12 juillet 1960 portant réglementation des terres du domaine privé de la Haute-Volta reconnaît le droit foncier coutumier en parallèle du droit foncier officiel. Elle réaffirme surtout le rôle du lotissement comme unique forme d'aménagement. L'autre intervention étatique d'envergure en matière d'urbanisme sera le renforcement du rôle de capitale de Ouagadougou, en développant le centre administratif et en achevant d'y transférer les services et ambassades. De manière générale, l'État, caractérisé alors par une profonde instabilité politique, se désintéresse des questions urbaines, ou ne parvient pas à s'imposer face aux régulations locales et au développement incontrôlé de la ville informelle (*ibid.* : 120-121). Suite à son coup d'État de 1966 renversant le président Yaméogo, le général Lamizana cherche à s'allier avec la chefferie moaga pour mieux encadrer fiscalement la population, et l'État remet de fait le contrôle du foncier entre les mains des chefferies. Les quartiers sont organisés au gré des influences des notabilités coutumières et l'urbanisme échappe à l'État.

L'État burkinabè fragilisé par les coups d'État à répétition (1966, 1974, 1980, 1982) est incapable de mettre en place une réelle politique urbaine, et celle-ci se voit gérée de fait par différents groupes de pression assurant les intérêts des propriétaires fonciers coutumiers (Jaglin et alii, 1992 : 65). Quelques projets délégués à la coopération internationale donnent l'impression de donner une direction, mais restent sans grands effets. Au cours des années 1960, ce sont des bureaux d'étude français, comme le cabinet Henri Chomette, qui réalisent le projet de plan directeur d'urbanisme, qui ne sera finalement jamais approuvé (*ibid.* : 121). En 1972 s'opère une forme de tournant, celui de l'entrée dans l'ère des bailleurs internationaux : la France est relayée par les Nations-Unies dans le financement de projets urbains ayant pour ambition de lutter contre l'illégalité et l'insécurité foncière. Trois grands projets vont alors se mettre en place, tous issus de financements extérieurs : le PNUD, la Banque mondiale et la coopération néerlandaise (Dupuis et alii, 2010 : 16). Le but est de « démarginaliser la ville traditionnelle, mettre sur pied un système de reconnaissance administrative

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de la population, pour que puissent être perçus des impôts et taxes ; ainsi les municipalités auront-elles des ressources qui leur permettront de créer et de gérer des services urbains, même minimum » (Osmont, 1995 : 91). Bref, il s'agit de formaliser au maximum la ville, les quartiers informels étant assimilés aux bidonvilles par les institutions internationales. Sur ce principe, le projet « Habitat » mis en place par la Banque mondiale dans le quartier de Cissin de 1973 à 1977 se donnera pour objectif de réduire l'habitat spontané – en fait, les quartiers échappant au droit foncier officiel – par le lotissement, l'assainissement et la restauration. Mais ce projet, qui se voulait exemplaire dans sa capacité à intégrer les populations dans le marché foncier classique, se heurtera aux intérêts des propriétaires fonciers coutumiers et aux stratégies des populations à faibles revenus qui préférèrent revendre leur parcelle pour s'installer en zone non-lotie.

De même, la restructuration de ce « projet Habitat » de Cissin en 1978 sous le nom de Projet de Développement Urbain (PDU), soutenu par la Banque mondiale, qui vise un développement intégré avec l'objectif de « transformer les habitants des quartiers en citadins contribuables » (Dupuis et alii, 2010 : 17) entend mettre en place des procédures de lotissement simplifiées, une réorganisation des services urbains et l'encouragement de l'artisanat et de la petite entreprise, tout en permettant le transfert progressif du pouvoir des chefs coutumiers vers la municipalité. Ce projet ambitionne de sortir de la logique purement démonstrative du premier projet et d'affiner les procédures, espérant tirer les leçons de l'échec de celui-ci. Là encore, les difficultés à récupérer les sommes investies auprès des bénéficiaires des parcelles, exigence de la Banque mondiale, feront échouer l'opération (*ibid.* : 18).

Dès les années 1960, la production de lotissement ne suit pas l'accroissement de la population, et les zones d'habitat spontané explosent, débouchant sur une vaste crise du logement que ces différents projets ne parviendront pas à résoudre. L'arsenal législatif peine à suivre les évolutions du terrain, et les différentes lois qui se succèdent sur le lotissement depuis la loi de 1960 aboutissent finalement à encourager les comportements rentiers et l'accentuation des divisions sociales liées à l'accès à la terre. L'offre trop faible de parcelles loties généralise la spéculation foncière (Jaglin, 1995). Les procédures de dédommagement parcellaire lors des opérations de lotissement conduisent à des tensions autour de l'accès et la mise en valeur des terrains non-lotis, renforcées par les luttes d'influence menées par les dignitaires coutumiers qui exigent que soient privilégiés leurs dépendants lors des opérations. Les différents régimes des deux décennies postindépendance s'avèrent incapables de réguler une ville plus que jamais divisée : « à la ségrégation entre européens et autochtones de la ville coloniale se substitua une ville étalée, marquée par la division entre quartiers centraux, lotis et équipés, et marges urbaines où étaient reléguées les personnes chassées par les opérations de lotissement » (Dupuis et alii, 2010 : 19).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Le bilan de cette période postindépendance ne permet pas réellement de dégager un modèle urbain cohérent, mais plutôt – et ça peut sembler paradoxal pour une période semblant si apathique au niveau de la politique urbaine – une lutte entre différentes régimes de gestion urbaine. Un modèle de gestion par le biais de dignitaires coutumiers au niveau micro-local s'épanouit à l'ombre d'un État faible, mais qui subit les pressions des bailleurs internationaux pour imposer un régime urbain suivant des normes internationales, visant à la mise en place d'un véritable marché foncier. La tâche est immense et se heurte à de fortes résistances locales, si bien qu'à la veille de la Révolution sankariste, 70 % des quartiers de la ville sont irréguliers et 60 % de la population vit dans la ville informelle : « ce qui signifie que plus de la moitié de la population se fait marginale et n'a pas "droit à la ville" (services, équipements) » (Meyer, 2008*a* : 36). La politique urbaine se distingue surtout par sa difficulté à reprendre la main sur une ville qui continue à accueillir plus de migrants qu'elle ne peut produire de parcelles, si bien qu'E. Le Bris évoque une « politique radicale de non-intervention » (Le Bris, 2000 : 382). La situation n'est pas non plus spécifique à Ouagadougou. La forte croissance urbaine dans un contexte d'urbanisme sans direction claire marque de nombreuses capitales sahéliennes à la même époque. Celle-ci a participé à estomper quelque peu la ségrégation du modèle colonial, la ségrégation se poursuivant suivant d'autres principes, notamment la question de l'accès au foncier légal (Boyer, Lessault, 2018). Finalement, les grandes caractéristiques héritées de la période coloniale persistent : la ville reste fortement ségréguée et « marquée par le contraste majeur entre le centre et la périphérie » (Meyer, 2008*a* : 36), l'accès à la ville et à ses aménités reste difficile pour une grande partie des habitants, exclus du statut de citadin. Par la suite, les villes sahéliennes connaîtront des approches comparables concernant les évolutions de la politique urbaine, dans le sillage des processus de décentralisation encouragés par les bailleurs internationaux, notamment concernant la gestion du foncier (Bertrand, Dubresson, 1997).

3.4. Le régime sankariste : changer la ville pour changer la vie

La confrontation entre un modèle d'urbanisme par le bas, géré par un mélange d'informalité et de clientélisme au niveau local, et un modèle d'urbanisme international imposé par les bailleurs internationaux va se voir soudainement interrompu par un événement historique d'importance. Le 4 août 1983, le jeune Capitaine Thomas Sankara s'empare du pouvoir par un coup d'État, porté par un projet révolutionnaire d'inspiration marxiste. S'engage alors une période d'expérimentations politiques volontaristes avec des objectifs anti-impérialistes et anticolonialistes avec pour but de se défaire de l'emprise étrangère tout en brisant les notabilités coutumières, considérées comme

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

profondément réactionnaires. Le pays prend dès lors ses distances avec les institutions internationales et entend conquérir son indépendance, notamment au niveau alimentaire. Si pour cette raison, le milieu rural tient une importance particulière dans la logique du nouveau régime, Sankara sait que la réussite du projet révolutionnaire passe par les villes. Il s'attelle donc à reprendre en main l'urbanisme ouagalais dans le but d'y façonner « l'homme voltaïque nouveau », le Burkinabè (la Haute-Volta devient en effet Burkina Faso, « pays des hommes intègres »). Comme le résume E. Le Bris, « la politique urbaine va donc, paradoxalement, constituer la pièce maîtresse d'une politique nationale vouée à la production agricole et au mieux-être paysan » (Le Bris, 2000 : 383).

Pour le régime sankariste, construire une société nouvelle passe par la construction d'une capitale moderne : il s'agit de « conformer la ville à l'idéal social de la Révolution » (Hilgers, 2009 : 194) et de « tester, asseoir et ancrer la Révolution par la transformation des paysages urbains » (Meyer, 2008*b* : 39). Au moment de la mise en place du Conseil National de la Révolution (CNR), organe directeur de la politique nationale sankariste, la ville est soumise à différents régimes fonciers coexistant –coutumier et moderne –, à diverses influences et à une absence de direction régulatrice, dans le contexte d'une ville de près de 500 000 habitants au développement anarchique et aux zones informelles incontrôlables. La tâche du CNR va donc être de construire un nouveau cadre d'action cohérent à même d'adapter la ville aux objectifs de la Révolution. C'est donc fort symboliquement le jour du premier anniversaire de la Révolution, le 4 août 1984, qu'est promulguée la Réforme Agraire et Foncière (RAF) qui nationalise toutes les terres au sein d'un Domaine Foncier National (DFN) (Biehler, 2010 : 125). La propriété coutumière est abolie : l'occupation d'un terrain passe par l'acquisition d'un droit de jouissance de celui-ci, le Permis Urbain d'Habiter (PHU). L'objectif de Sankara semble finalement se rapporter logiquement à la tradition urbaine qui a prévalu à Ouagadougou depuis l'époque précoloniale : l'exercice du pouvoir passe par la maîtrise de la terre. Maîtriser la terre, c'est également pour le régime marxiste s'attaquer à une bourgeoisie urbaine composée des propriétaires fonciers, commerçants, fonctionnaires, dignitaires coutumiers « féodaux », Sankara souhaitant saper l'influence de ces derniers (Le Bris, 2000 : 383). Enfin, il s'agit de trouver un moyen de maîtriser la spéculation foncière en empêchant l'accaparement de la rente foncière par les « ennemis du peuple ».

La politique foncière se donne donc quatre missions : le lotissement systématique des terres informelles, la réorganisation administrative de la ville (division de la capitale en trente secteurs), la rénovation des quartiers centraux et la politique des « cités », soit la construction de quatre quartiers nouveaux en centre-ville. Le nouveau découpage en secteur est pensé pour saper l'autorité coutumière basée sur les soixante-six anciens quartiers de la ville : « le nom des quartiers signalait généralement l'identité collective des habitants ou le statut du chef de quartier et la nouvelle configuration vise le cœur du collectif d'appartenance en consacrant le pouvoir administratif par

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

rapport au pouvoir coutumier » (Dupuis et alii, 2010 : 21). Chaque secteur passe sous l'autorité d'un Comité de Défense de la Révolution (CDR), véritable bras armé du CNR sur le terrain.

La RAF met en place un Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) qui détermine la destination générale des terres et organise la nouvelle politique urbaine. Celle-ci doit être « éclair », étant prévue sur cinq ans. Ce sont 64 000 parcelles qui seront ainsi dégagées à Ouagadougou entre 1983 et 1987, sans financements extérieurs, souvent avec l'intervention de l'armée, si bien que l'on évoqua des « lotissements commandos » (*ibid.* : 23). Le modèle retenu reste celui de la trame orthogonale en vigueur depuis la colonisation. Le CNR promeut la famille nucléaire comme cellule de base pour la nouvelle société, et défend l'idée que l'accès à la parcelle est un droit, selon l'adage « un ménage, une parcelle ». L'augmentation soudaine de l'offre de parcelles démocratise de fait l'accès à la propriété et l'investissement urbain, mais dans le même temps étaient réunies les conditions de la spéculation à venir. D'une certaine manière, la RAF a produit une « démocratisation de la spéculation » (*ibid.* : 23). Le but premier de la RAF qui était de loger les classes populaires a surtout ouvert la spéculation à une part plus large de la population, accentuant l'insécurité foncière et paradoxalement l'extension du non-loti en périphérie. Le pouvoir a certes produit les parcelles, mais s'est retrouvé incapable d'en maîtriser les coûts, malgré les tentatives d'agir sur les loyers. En 1985, le CNR a gelé les loyers, puis les a supprimés en 1986, ce qui n'a pas eu d'effet concret sur la spéculation, mais a plutôt renforcé dans de nombreux cas la solidarité entre propriétaires et locataires (Le Bris, 2000 : 384).

Chacune des quatre premières années de l'expérience sankariste, l'État lance la construction de « Cités » afin de rénover le centre-ville et d'offrir des logements modernes : les travaux des Cités An I, Cité An II, Cité An III et Cité An IV font souvent suite à des déguerpissements – la construction de la Cité An III, notamment, se fait suite au déguerpissement du vieux quartier de Bilibambili. Ouagadougou pendant la Révolution est un vaste chantier où cherche à s'imposer au plus vite une nouvelle conception de l'espace. Si le but est de mettre un terme aux situations de divisions sociales héritées des situations précoloniales et coloniales, les conséquences sont également nombreuses et incontrôlables : « bien qu'apportant aux plus démunis la jouissance d'une parcelle, ces opérations eurent des conséquences spatiales et sociales importantes telles que les déplacements massifs de populations vers des espaces sous-équipés, la destruction de leur espace de vie initial, l'augmentation de la ségrégation spatiale et l'essor de la population » (*ibid.* : 23).

En résumé, la politique urbaine sankariste a consisté à donner un coup de pied dans la fourmilière des divisions héritées, mais n'a finalement pu que déplacer les problèmes ou en créer de nouveaux. La rapidité du processus révolutionnaire conjuguée à la brièveté de l'expérience n'a pas permis de véritablement modifier les tendances de gestion urbaine développées durant les décennies précédentes. Encouragé à agir vite par le « révolutionnaire pressé » Thomas Sankara (Le Bris, 2000 :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

383), le pouvoir a été forcé de baser une partie de son action sur les modèles préexistants : les critères d'attribution des Nations-Unies utilisés pour l'opération Cissin, l'aménagement progressif prôné par la coopération néerlandaise. Le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU) est par exemple conçu par le bureau d'études hollandais Haskoning en 1984 (ratifié par le CNR en 1986) (Dupuis et alii, 2010 : 28). En complément de ce schéma, la coopération néerlandaise conçoit également un Schéma d'Aménagement de la Banlieue de Ouagadougou (SABO), qui se donne pour objectif de réaménager les quartiers entre périphérie et centre-ville en créant des pôles secondaires de centralité afin de désengorger le centre-ville, se basant sur la théorie des lieux centraux du modèle cristallerien (Claval, 1973). Ce modèle polycentrique persiste aujourd'hui dans le Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga (SDAGO), comme nous aurons l'occasion de le voir au chapitre 3.

De même, les conceptions urbaines d'un régime insistant sur sa volonté de rompre avec le colonialisme n'ont pas su échapper à « un classicisme très occidentalo-centré » (Marie, 1989 : 34) s'inspirant de modèles européens. Ainsi, le modèle haussmannien se rapporte au quadrillage de l'espace pour faciliter le contrôle et la répression. Le modèle hygiéniste de la cité ouvrière fixe chaque habitant à une parcelle identique *cellulaire*. Le modèle technocratique réduit la ville à sa gestion bureaucratique planifiée. Enfin, le modèle révolutionnaire relève d'une conception panoptique de l'urbanisme, avec la volonté de « corriger l'espace urbain pour recomposer radicalement la société sous l'impulsion et le contrôle exclusif de l'État » (Dupuis et alii, 2010 : 27 ; Marie, 1989 : 34).

L'impact du régime sankariste sur Ouagadougou est tout de même énorme. Le visage actuel de Ouagadougou doit beaucoup aux quatre années du CNR. Le percement de l'avenue Kwamé N'Krumah ou l'édification de nombreuses « places » commémoratives – en réalité, des ronds-points – scandent dans l'espace urbain la progression idéologique du CNR (place de la Révolution, rond-point du Discours d'Orientation Politique du 2 octobre 1983, place de la Bataille du Rail, etc.). Cette tradition monumentaliste nouvelle influencera profondément les politiques urbaines qui suivront. Le marché central Rood Woko est transformé, et les grands axes de la politique du centre-ville qui donneront naissance au projet ZACA sont posés. Le pouvoir lance dans le même ordre d'idée la restructuration du quartier Koulouba, en plein centre-ville, et les constructions en hauteur autour du marché central se multiplient. De manière générale, la tendance urbanistique à la valorisation du centre-ville portée par le régime libéral qui suivra aura véritablement trouvé ses racines dans la politique sankariste.

L'urbanisme sankariste n'aura donc pas su échapper à l'influence de ces modèles exogènes, et aura sans doute manqué de temps pour produire un modèle qui lui soit propre, à la fois révolutionnaire et à la fois proprement Burkinabè. Pourtant, au contraire des régimes post-indépendances précédents, le régime de Sankara avait une conception forte de la ville, celle d'un « lieu pédagogique de transmission des nouvelles disciplines civiques et morales manifestées dans le cadre des travaux

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'intérêt collectif » (Le Bris, 2000 : 384). La politique urbaine révolutionnaire aura donc souffert de ses paradoxes, et sans doute également d'une question de temps (agir trop vite sur une période trop courte). Sa volonté de maîtrise de l'espace à des fins de changement social aura été bien souvent impuissante, et en produisant de nouvelles situations ségrégatives à l'échelle de la ville, l'État révolutionnaire aura agi en contradiction avec ses objectifs affichés de justice sociale. De manière tout aussi contradictoire, certains aménagements ont abouti aux objectifs contraires à ceux initiaux : le lotissement systématique n'aura pas permis l'accès égal de tous à la terre dans une ville où la population a doublé sur la décennie 1980-1990[36], mais aura généralisé la spéculation, et la réhabilitation des périphéries « en a fait des espaces de convoitise » (Meyer, 2008*b* : 44). Mais la période révolutionnaire a ouvert les voies sur lesquelles s'appuiera le régime suivant, notamment en termes d'action publique, avec des objectifs paradoxalement opposés à ceux de Sankara. En outre, si elle apparaît politiquement en rupture avec le reste de l'histoire burkinabè, le régime du CNR a exercé une gouvernance urbaine autoritaire et monopolistique (notamment concernant Ouagadougou) que l'on retrouve aux époques précoloniales, coloniales et libérales de la ville. En cela, le modèle urbaine révolutionnaire burkinabè s'insère logiquement dans l'histoire urbaine du pays.

3.5. Le régime clientéliste-libéral : ambivalence de la mise aux normes internationales

Le Capitaine Sankara est assassiné le 15 octobre 1987 et son ancien bras droit, Blaise Compaoré, lui succède. S'engage dès lors une période de « rectification », qui va se mettre en place par étape. De 1987 à 1991, Compaoré instaure le régime du Front Populaire dont les objectifs politiques s'inscrivent dans la continuité apparente de la période sankariste – la référence reste les objectifs énoncés dans le Discours d'Orientation Politique du 2 octobre 1983 – mais met en avant la nécessité d'une réouverture du dialogue avec la société civile, les syndicats et le pouvoir coutumier. Progressivement, les orientations économiques héritées du Conseil National de la Révolution vont prendre la forme d'un accommodement avec « le régime économique bourgeois de production » (Otayek, 1989 : 8). Ce révisionnisme va logiquement gagner la politique urbaine.

Dès 1989, la Banque mondiale insiste pour que le Burkina revienne dans un schéma de développement plus orthodoxe, et en 1991, année des élections présidentielles qui reconduisent

[36] 265 000 habitants à Ouagadougou en 1980, 537 000 en 1990 (source : https://esa.un.org/unpd/wup/DataQuery/ [consultation le 13/03/2017])

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Compaoré au pouvoir, le pays signe son plan d'ajustement structurel qui le met sur la voie de la libéralisation du secteur privé et de la décentralisation. Si la Banque mondiale avait poursuivi un financement minimal des projets en place au cours des années 1980, elle était toutefois tenue à l'écart par le régime sankariste, qui souhaitait d'une part assurer au maximum son développement sur ses fonds propres, et d'autre part acceptait mal les conditions imposées par les bailleurs internationaux. La rectification offre donc l'occasion à ces derniers de reprendre la main sur le modèle de développement et de lancer une « mise aux normes » du pays en faveur des investissements privés. Dès 1993, le Burkina Faso était lié aux conditions des bailleurs par quarante-et-un prêts représentant plus du triple du budget de l'État (Le Bris, 2000 : 388). Le plan d'ajustement est conditionné à une réforme de la politique foncière héritée du CNR, notamment les subventions à l'habitat. Ce raccordement au système des bailleurs internationaux permet de diversifier les sources de financement et entraîne un afflux de capitaux autour de l'aménagement urbain[37] (Biehler, 2010 : 85).

Le Plan de développement urbain (PDU) mis en place par la Banque mondiale dès 1989 vise une réforme des services municipaux, la libéralisation du marché foncier et l'intégration fiscale des populations urbaines. En outre, il est question d'améliorer la gestion municipale, de transférer les compétences de maîtrise d'ouvrage urbaine aux services de la ville et de former les agents municipaux, notamment afin de réaliser un système d'information urbain (SIU) incluant l'adressage des rues de la capitale (Dupuis et alii, 2010 : 41). Le découpage de la ville en cinq arrondissements dès 1988, consacré par la loi du 12 mai 1993, et les premières élections municipales en 1995 marquent la première étape de la décentralisation. Même si la question de la gouvernance urbaine reste prétexte à des luttes d'influence, le Burkina Faso a été un précurseur et un « bon élève » de la décentralisation (Biehler, Le Bris, 2010). Le second PDU, à partir de 1996, s'inscrit donc dans la continuité du premier, notamment afin de répondre aux objectifs que celui-ci n'a pas réussi à atteindre. Il insiste particulièrement sur les conditions de recouvrement de la taxe de résidence. Par leurs objectifs, les PDU entérinent un changement de modèle : « la Banque mondiale abandonne […] les préoccupations liées à la production du logement au profit de celle des infrastructures [et] promeut une rationalisation des modes d'intervention publics » (Jaglin, 1995 : 67).

De fait, la situation en termes de logement se complexifie et les fronts d'urbanisation spontanés progressent à nouveau. La spéculation autour des opérations de lotissement qui avait énormément progressé sous Sankara est devenue la norme dans les quartiers périphériques, et les stratégies des habitants s'y adaptent de manière inégale : « outre les populations précarisées qui résident

[37] Sous le CNR, si le pays n'avait pas rompu la coopération avec les puissances occidentales – et notamment la coopération néerlandaise – il s'était toutefois largement tourné vers les pays du bloc de l'Est et la Chine pour financer son développement.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

effectivement en zone non-loti et qui réclament une parcelle, des familles du centre ont cherché à étoffer leurs patrimoines fonciers en faisant occuper des constructions illégales à des parents, en attendant une prochaine opération de recensement et d'octroi de terrains » (Meyer, 2008*b* : 44). Nous aurons l'occasion de revenir sur ces « maisons-alibis » dans le chapitre 7. En pratique, les zones périphériques non-loties sont extérieures à la ville, et donc soumises au droit foncier coutumier. L'urbanisation de ces zones et l'arrivée d'un droit foncier régulier inquiètent donc les dignitaires mossi qui craignent de perdre leurs prérogatives en termes de maîtrise de la terre, et devancent les opérations en mettant en place un « prélotissement informel » qui s'impose donc de lui-même aux autorités. Il s'agit par exemple d'adapter les constructions en banco au lotissement en les construisant suivant un plan en damier, anticipant les normes du foncier régulier. Ces négociations et luttes sur la maîtrise du foncier entre une diversité d'acteurs, couplées à l'indistinction juridique qui caractérise souvent ces espaces, entraînent la production d'un « droit foncier intermédiaire » qui permet une régulation micro-locale des questions liées à la terre, selon les capacités d'influence des acteurs (*ibid.* : 46). Dès lors, les espaces non-lotis deviennent des espaces urbains singuliers. Ils sont d'une part périphériques, mais au cœur des stratégies d'accumulation urbaines, où « l'obsession fiscale suscite […] des stratégies d'évitement » (Le Bris, 2000 : 392). D'autre part, la gestion foncière y est laissée à la négociation locale et aux relais du pouvoir local, source d'un fonctionnement autant coutumier que clientéliste. Enfin, le paysage étonnant voit « les maisonnettes alibi succède[r] aux maisons habitées selon un gradient spatial centre-périphéries » (*ibid.* : 46) ; le niveau d'équipement y dépend à la fois de la composition sociale et de l'ancienneté du quartier et peut parfois être proche de certains quartiers formels. Ces questions liées aux spécificités du lotissement sont développées au chapitre 3.

En bref, le modèle de développement de la ville de Ouagadougou sous la période libérale se divise : l'État et le pouvoir municipal se disputent les orientations infrastructurelles et le projet de ville, sous le contrôle des bailleurs internationaux ; les questions concernant les périphéries et la gestion du foncier – hors centre-ville – sont déléguées aux potentats micro-locaux.

Cela se vérifie dans les objectifs de l'action publique urbaine. Les politiques interventionnistes en matière de logement – dont la dernière en date est le quartier des 1200 Logements – laissent place à une politique de grands projets structurants, à même de construire un cadre attractif pour les investissements et une image moderne de la ville. Ces projets sont pilotés directement par l'État et relèvent de l'action publique gouvernementale. Ainsi, à partir de 1996 est lancée la construction au sud de la ville d'un nouveau quartier, « Ouaga 2000 », sous l'influence de l'accueil par la ville de grands événements internationaux. L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football en 1998 et surtout du Sommet France-Afrique à Ouagadougou en 1996 encouragent l'État à produire un quartier

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de grand standing à même d'influer sur la stature internationale de la ville. Un centre des congrès et plusieurs villas cossues sont construits à ce moment-là. Le projet « Ouaga 2000 » est érigé sur la zone d'aménagement spécial conçue en 1990 pour créer un nouveau pôle urbain moderne afin de décongestionner le centre-ville. Le déplacement du palais présidentiel est d'ores et déjà prévu, mais l'opportunité du sommet France-Afrique débloque le projet et le quartier est dès lors destiné à accueillir les activités prestigieuses et les citadins économiquement privilégiés. Le quartier s'installe sur une zone relativement vierge, ce qui en facilite l'installation en limitant les déguerpissements et en permet facilement une éventuelle extension. Quelques villages dispersés sont malgré tout déguerpis, notamment celui de Kossyam. Le projet doit accueillir 90 000 habitants sur une superficie de 730 hectares (Biehler, 2010 : 88).

Les instances politiques y déménagent progressivement. Un nouveau palais présidentiel est construit sur une zone immense en 2005, alors que le précédent était situé en plein cœur du centre-ville, au bout de l'avenue de l'Indépendance. De nombreux ministères, administrations de la haute fonction publique et ambassades s'y déplacent les uns après les autres. Nous l'avons vu, la localisation centrale du pouvoir politique, afin notamment d'assurer un étroit contrôle de l'espace, est une constante historique à Ouagadougou. La dynamique engagée par Ouaga 2000 représente donc un véritable tournant urbanistique. Les objectifs de Ouaga 2000 sont doubles : le projet de Compaoré répond à une logique de sécurité en installant le pouvoir politique et l'élite économique dans un nouveau quartier, à l'écart du reste de la ville et dont il maîtrise l'aménagement ; mais surtout, Ouaga 2000 entre dans une logique de restructuration globale de la ville afin de l'adapter aux évolutions internationales du capitalisme et d'en maximiser l'attrait pour les investissements internationaux. De plus, les quartiers cossus accueillant les élites économiques et politiques en centre-ville, particulièrement la Zone du Bois et le Petit Paris, arrivent à saturation et Ouaga 2000 offre ainsi une alternative d'avenir. Sous l'influence de la Banque mondiale, la direction du projet créée en 1990 fusionne avec le Fonds de l'Habitat en une seule entité, la Société Nationale d'Aménagement des Terrains Urbains (SONATUR), qui organise l'aménagement du terrain et la vente des parcelles. Trois zones d'aménagement, A, B et C, sont dégagées et vendues largement au-dessus des prix du marché pratiqués dans le reste de la ville. Un cahier des charges est également mis en place et fixe des conditions strictes pour la construction des bâtiments[38].

Le quartier se développe ainsi de manière plus ou moins organisée durant les premières années du projet. Les villas luxueuses y poussent, côtoyant quelques bâtiments administratifs et certaines

[38] Même si celui-ci édicte peu de règles d'urbanisme contraignantes à même d'assurer une unité fonctionnelle au quartier, il est indiqué que pour les nouvelles constructions, « la recherche d'harmonie et de beauté doit prévaloir sur chaque parcelle et l'ensemble de la zone » (Dupuis et alii, 2010 : 68).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

constructions privées d'envergure, tel que l'imposant hôtel Libya en 2006, incluant un centre commercial – construit sur des fonds libyens, aujourd'hui appelé Laico[39]. Le paysage reste assez clairsemé (fig. 1) et il reste alors compliqué d'y voir une cohérence urbanistique d'ensemble, ce qui pousse le gouvernement à imposer des principes directeurs à travers la mise en place en 2007 d'un nouveau cahier des charges. Celui-ci impose donc trois principes : « la spécification des zones, la recherche d'un principe de centralité et la hiérarchisation pour provoquer du repérage » (Dupuis et alii, 2010 : 69). Un zonage définit dès lors des zones commerciales, résidentielles et multifonctionnelles autour du monument aux héros nationaux qui domine le quartier. Les normes d'urbanisme y sont définies avec précision pour chaque zone, concernant les choix de constructions, l'usage des espaces publics, le stationnement, l'insertion et le raccordement à la voirie.



Les villas « France Afrique ». Photo A.Biehler 2002



La nouvelle présidence



Le rond-point des martyres. Photos A. Biehler 2005

Figure 1 : Quelques lieux emblématiques de Ouaga 2000 (photos : A. Biehler, 2005)

[39] Pour *Lybian Arab African Investment Company* (LAAICO) (Bandaogo, 2015 : 44).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Cette « deuxième phase » du projet représente un changement majeur au niveau du modèle urbain à Ouagadougou. Si la première phase, née dans la période de la rectification et de la progressive ouverture à l'international se distinguait surtout par son manque de direction et son tâtonnement urbanistique, cette deuxième phase répond à un plan d'ensemble, élaboré selon des standards urbanistiques internationaux et répondant à un objectif stratégique gouvernemental précis. Le cahier des charges se veut bien plus précis que le premier, réglementant la surface des constructions, leur hauteur, les matériaux et jusqu'aux coloris (Dupuis et alii, 2010 : 69). Ouaga 2000 constitue donc véritablement l'empreinte urbaine d'un nouveau modèle de développement pour Ouagadougou.

Il en est de même pour le projet ZACA. Le lancement de celui-ci est annoncé le 14 mars 2001 par une allocution radiotélévisée du ministre des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme. Le projet « portant extension de la Zone d'Activités Commerciales et Administratives à Ouagadougou » selon les termes du décret adopté le 2 novembre 2000 en Conseil des ministres s'appuie sur un plan de zonage du centre-ville mis en place dès 1990, au même moment que la zone d'aménagement spécial de Ouaga 2000. La zone d'extension concerne 80 hectares du centre-ville, occupés par 12 500 habitants sur les quartiers de Zangouettin, Peuloghin, Tiedpalogo, le Camp fonctionnaire et une partie des quartiers Koulouba et Kamsaoghin (Biehler, 2006 : 58-59), le tout s'inscrivant dans la continuité d'un plan de restructuration de la zone commerciale et de la Cité An IV A sur 115 hectares (projet de 1990) (Dupuis et alii, 2010 : 57). Si la première phase du projet avait consisté en une restructuration des zones attenantes au marché central, au quartier Koulouba et à l'avenue Kwamé N'Krumah, notamment au niveau des chaussées et du bâti ancien, les quartiers concernés par la zone d'extension sont voués à être détruits et l'annonce ministérielle prend de court leurs habitants. S'ensuivent trois années de manifestations et de négociations qui aboutissent au déplacement des habitants sur une trame d'accueil viabilisée construite à cet effet en bordure de la zone C de Ouaga 2000, et à leur indemnisation. Nous aurons l'occasion d'y revenir, mais ces trois années auront sans doute représenté une mutation majeure dans le modèle d'action publique urbaine privilégié au Burkina Faso.

Le projet de la zone d'extension part du constat dressé dans le cahier des charges que « la pression spatiale de l'activité économique s'opère dans une trame urbaine inadéquate engendrant de multiples dysfonctionnements du centre-ville » (*ibid.* : 58). L'idée est donc de restructurer en profondeur le centre-ville afin de construire un centre-ville moderne et d'améliorer l'image de la ville, en créant les conditions d'attraction d'investissements privés massifs, nationaux ou internationaux, même si le but affiché est « la recherche de meilleures conditions de vie urbaine dans la capitale » (Sidwaya, 2003). La presse s'appuie alors sur la maquette des lauréats du concours et le cahier des charges publié pour préciser le véritable objectif de la ZACA : « donner à notre capitale une image futuriste et adapter l'activité économique aux exigences du moment » (L'Hebdomadaire n° 271, 2004). Le cahier des

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

charges du projet précise les différents axes officiels du projet : « réaménager la trame viaire, soigner l'image de la ville, présenter des opportunités intéressantes pour le développement des activités, promouvoir pour cette zone un aménagement durable et proposer une réglementation cohérente et réaliste »[40]. Il s'agit dès lors de libérer l'espace, de « faire la place »[41].

La mise en application du projet répond à des usages nouveaux pour Ouagadougou, dépendant conjointement des modèles internationaux proposés par les institutions et de la volonté d'éviter les erreurs effectuées lors des précédents projets. Ainsi, l'État burkinabè produit ses propres outils pour mener à bien le projet :

- Il cherche à éviter la spéculation foncière en s'arrogeant le monopole du rachat des parcelles.
- Il s'offre un cadre légal pour exproprier les habitants des quartiers à détruire.
- Il crée la procédure de réinstallation des habitants sur la trame d'accueil, par un mécanisme d'indemnisation à l'expropriation permettant le rachat prioritaire des parcelles SONATUR.
- Il lance un concours international d'urbanisme afin de produire un plan d'aménagement d'ensemble cohérent.
- Il finance entièrement le projet, qui doit s'équilibrer par la vente des parcelles aux promoteurs privés (*ibid.* : 59).

L'enjeu pour l'État est de refonder totalement l'image de la ville et de gagner en visibilité auprès des investisseurs internationaux en créant un véritable quartier d'affaires dans une démarche volontariste censée montrer la détermination du Burkina Faso à assurer la réussite du projet : « la ZACA va constituer un gisement fiscal de première importance, et la mise en œuvre d'un tel projet est la preuve de son dynamisme et de son pouvoir » (Biehler, 2006 : 59). L'adoption des *best practices* en matière d'urbanisme[42] participe donc de ce changement d'image, même si le gouvernement a adapté sa pratique au gré des circonstances. Alors que l'annonce du projet, relativement brutal, avait constitué une véritable erreur de communication, l'État choisit de confier la communication du projet à l'agence ouagalaise Synergie. L'idée est de gagner l'adhésion des habitants concernés par le projet, mais surtout de l'ensemble des Ouagalais, dont la conviction doit permettre d'ajouter une pression

[40] « Cahier des charges applicables à la ZACA », direction générale du projet ZACA, MHU, établi en 2007 par G2 Conception à partir du rapport de présentation du plan d'aménagement de la ZACA et adopté en 2008 selon le décret 2008-036/PRES/MHU/MEF.
[41] Entretien avec l'ex-Directeur général du projet ZACA, 22/05/2014.
[42] Le projet « respectera des cadres d'aménagement [qui] se font selon les normes internationales », selon la déclaration de politique générale du Premier ministre en 2003 (Sidwaya, 2003).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

supplémentaire sur les habitants déplacés. Nous aurons l'occasion d'y revenir (cf. chapitre 4), mais le but de la campagne de communication est également de transmettre de nouvelles normes de vie en ville.

Ainsi, le volontarisme gouvernemental et la force de frappe communicationnelle s'unissent pour imposer l'idée de la nécessité du projet, face aux populations des quartiers centraux peu enclines à accepter leur déplacement forcé, la destruction de leur maison et la perte de leur rente de situation en centre-ville (*ibid.* : 62). Lors des trois années suivantes, pendant la violente phase de résistance, l'État burkinabè va exercer sa capacité à répondre à de nouvelles situations engendrées par la mise en place du nouveau modèle. En effet, un tel projet de centre-ville engageant l'image de la ville demande une capacité à résoudre les problèmes qu'il suscite et qui engagent de même cette image. Le gouvernement sait qu'il ne peut agir comme auparavant lors d'un banal déguerpissement, et les populations finissent également par le comprendre. Nous reviendrons sur les détails de cet épisode au cours des chapitres 4 et 7, mais tant l'importance accordée à la communication que les négociations avec les habitants qui se sont déroulées jusqu'en 2004, démontrent l'adoption par l'État de *bonnes pratiques* internationales afin d'asseoir sa stratégie de développement, et l'adaptation des stratégies habitantes à ce nouveau contexte. Ouagadougou se voit d'ailleurs comme un modèle à travers ce projet : l'actuel Directeur général du projet affirme ainsi que des délégations du Bénin ou du Mali sont venues sur place pour s'inspirer du projet (Dupuis et alii, 2010 : 60).

Ces projets ont donc vocation à structurer la stratégie de développement urbain de Ouagadougou et sont représentatifs du nouveau modèle urbain adopté par la ville depuis la conversion du pays au libéralisme, même s'ils connaissent un développement chaotique et qu'ils n'ont pas forcément bouleversé la structure de la ville. Ce modèle, consacré par un Schéma Directeur d'Aménagement, se caractérise par l'importance accordée à la mise en place d'un schéma infrastructurel d'ensemble cohérent à même de permettre aux investissements privés de résoudre les externalités négatives de la politique urbaine, notamment concernant le logement. Ouagadougou cherche à se positionner comme « bonne élève » des bailleurs : elle a d'ailleurs été la première collectivité locale africaine à souscrire un emprunt auprès de l'AFD pour la reconstruction du marché, preuve affichée de l'efficacité de la décentralisation. Cette alliance de *good practices* urbanistiques, de managérialisme urbain et de confiance accordée à la force régulatrice du marché constitue un changement de vision concernant le rôle de la ville chez les dirigeants, même si les effets ne se sont pas fait ressentir sur l'ensemble de la ville.

Derrière les pratiques mises en avant et encouragées par les bailleurs, ces projets sont malgré tout symptomatiques de l'ambivalence de la décentralisation à Ouagadougou. En les étudiant dans le détail,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

on se rend compte qu'ils mettent en évidence un certain flou autour de la répartition des pouvoirs et les contradictions des discours officiels. Les documents officiels eux-mêmes en témoignent : dans un rapport préliminaire de diagnostic préalable à l'étude du Schéma National d'Aménagement du Territoire, rédigé sous l'égide du Ministère de l'Économie et des Finances avec le concours de l'agence G2 Conception, il est regretté que « la prolifération des projets sectoriels […] initiés par les différents ministères » soit menée « sans aucun pilotage au niveau de la ville ». Le document du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme présentant la Politique nationale de l'habitat et du développement urbain déplore que les grands projets (Ouaga 2000, ZACA et ZAD) « soient mis en chantier dans un contexte où les responsabilités ne sont pas toujours clairement définies, le ministre délégué chargé de l'Habitat n'arrivant pas à affirmer sa politique dans une stratégie élaborée » (MHU, 2008). Si les grands projets mettent en avant leurs pratiques de gouvernance, dans les faits, celles-ci font souvent l'objet d'arrangements locaux et de manière générale, l'innovation urbaine par le projet mise en avant à Ouagadougou démontre mieux la prééminence de l'État sur les questions urbaines et l'opacité des grandes orientations. Globalement, le centre-ville et les grandes orientations urbaines restent le « fait du prince » à Ouagadougou, la décentralisation ayant permis de transférer des compétences techniques à la mairie (voirie, échangeurs, collecte des déchets, etc.), ce qui n'est pas une situation exceptionnelle pour une capitale[43].

Au-delà du modèle, la réalité de l'action publique à Ouagadougou dépend donc de facteurs spécifiques, notamment en termes de luttes d'influence autour de la sphère urbaine. La décentralisation a permis d'offrir une position de pouvoir nouvelle, où fut installé Simon Compaoré, l'un des bras droits du Président Blaise Compaoré[44]. Si celui-ci a longtemps accepté la répartition des rôles imposée par l'État, confinant son action à l'amélioration des infrastructures et aux problèmes liés aux périphéries, et laissant les projets prestigieux et le centre-ville à l'exécutif national, sa volonté progressive d'accroître son influence a sans doute participé à sa mise en retrait progressive dans les sphères principales du pouvoir, de son départ de la mairie en 2012 à la fin de son mandat de député en 2013 puis à sa démission du parti présidentiel en janvier 2014 pour rejoindre les rangs de l'opposition qui prendra le pouvoir suite au soulèvement d'octobre 2014.

[43] Un parallèle avec le Grand Paris pourrait sans doute être développé, par exemple.
[44] Sans lien de parenté entre les deux.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

En conclusion de ce deuxième chapitre, rappelons que nous avons mis en évidence la relative continuité historique du rôle de Ouagadougou pour le pouvoir à travers la notion de *modèle*, mais que celle de *situation* a permis de relativiser la lecture *par le haut* de cette histoire, en réaffirmant la complexité des rapports de force qui font de la ville ce qu'elle est à chaque époque. Le modèle souligne le lien entre la ville et le pouvoir. La situation montre, elle, que la ville n'est jamais uniquement le fruit du pouvoir. S'il y a une continuité à relever entre les situations coloniales et postcoloniales, c'est sans doute celle du « facteur externe » (Balandier, 1955 : 6) : la ville tente de se conformer à une raison qui dépasse le contexte local[45]. Balandier lui-même dès 1963 dans une nouvelle édition de son texte, insiste sur la nécessité de poursuivre l'étude de la situation coloniale après les décolonisations, parlant de sociétés « affectées par la colonisation » (Balandier, 1963 : 3). Mais au-delà de cette continuité postcoloniale, qui explique l'importance que nous avons accordée à l'étude de la ville coloniale, Ouagadougou reste un espace d'intérêts contradictoires et de changement social, qui est bien plus que l'image que s'en fait le pouvoir.

Finalement, ce que nous avons voulu faire ici concernant l'histoire de la ville correspond à notre but au cours de cette étude : il s'agit de tenter de comprendre la diversité des pratiques et représentations de la ville, sans perdre de vue le cadre dominant qui agit sur cette diversité. C'est bien en cela que la notion de dispositif est importante pour comprendre notre approche : il s'agit de comprendre la totalité des procédures qui conduisent les individus à se penser comme citadin de Ouagadougou. Ces procédures dépendent du pouvoir, mais ne s'y réduisent pas, même si elles reflètent toujours un état des rapports sociaux dans la ville. Pour comprendre ce dispositif, il faut cumuler une approche *par le haut* et une approche *par le bas*. Lors de notre prochain chapitre, nous allons expliquer comment nous comptons nous y prendre lors de cette thèse, en précisant notre approche épistémologique et méthodologique.

[45] Ce qui renvoie aux travaux sur l'extraversion des sociétés africaines sur le long terme, notamment ceux de J.-F. Bayart (1999) ou de F. Cooper (2002) montrant que « le rapport à l'extérieur était une constante dans l'histoire de [ces sociétés], un élément primordial de la centralisation politique et de l'accumulation économiquee « Choplin, Lombard, 2009 : 87)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 3 : La ville par en haut, la ville par en bas : paysages, pratiques et représentations

Notre étude se donne pour but de travailler sur les pratiques et représentations des acteurs de la ville, et la manière dont celles-ci participent de la construction d'un dispositif urbain particulier à Ouagadougou. Nous allons donc ici en travailler les ressorts épistémologiques qui nous permettront de proposer une approche méthodologique. Cette dernière sera nécessairement plurielle et complexe, car nous avons volontairement choisi de ne pas nous restreindre à une échelle particulière (celle de l'individu, celle de l'institution), pour tenter d'embrasser le jeu urbain dans sa globalité. Cette partie sera nécessairement longue, car nous y présenterons à la fois la structure urbaine de la ville, l'espace urbain étant pris dans sa globalité (en essayant de s'attarder sur les représentations qui y sont attachées), mais également les échelles par lesquelles nous aborderons notre enquête : le quartier et la rue. Si nous reprenons un triptyque utilisé par P. Gervais-Lambony – paysages, pratiques, représentations (Gervais-Lambony, 1994) – il s'agit finalement de placer notre approche méthodologique dans le cadre de la triplicité de l'espace de Lefebvre. Si notre partie sur le paysage urbain ne correspond qu'en partie à l'espace conçu, complétant surtout notre histoire des modèles urbains du chapitre 2, l'approche goffmanienne que nous développons ensuite propose des méthodes d'étude de l'espace vécu (pratiques) et de l'espace perçu (représentations).

Nous nous intéressons donc autant aux rapports entre l'espace conçu, l'espace vécu et l'espace perçu qu'à leurs traductions dans les interactions ponctuelles de la pratique quotidienne, mais également du temps long du rapport à l'espace à travers les parcours de vie. Dans un premier temps, nous proposerons une présentation par cercles de la structure urbaine de la ville. Puis dans un deuxième temps, nous poserons les bases épistémologiques de notre approche des pratiques et des représentations. Nous considérerons les *situations* urbaines qui se présentent à l'individu dans son rapport à l'espace, à la mise en scène de sa vie quotidienne, mais en les replaçant dans une approche biographique globale. Une fois faite cette mise au point, nous présenterons les deux facettes qui permettent l'interaction spatiale : les lieux, c'est-à-dire le « cadre spatial » de l'enquête (partie 2) et les individus qui y évoluent (partie 3).

Tout au long de ces trois parties, nous aurons l'occasion de détailler les méthodes particulières mises en place pour répondre à chaque interrogation scientifique que présente notre terrain d'étude.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. Le paysage urbain : une présentation de la structure urbaine ouagalaise.

Nous allons tout d'abord prendre le temps de présenter la structure de la ville de Ouagadougou. Pour ce faire, les possibilités sont nombreuses, et le choix qui préside à la présentation est déjà un parti-pris scientifique. Nous choisissons de présenter le paysage urbain ouagalais en le divisant arbitrairement en quatre cercles. Ce choix se justifie de différentes manières. Il résulte dans un premier temps de ma propre connaissance de l'espace ouagalais, qui a permis de distinguer quatre types différents. Ces cercles ne représentent pas nécessairement une réalité dont ont conscience les habitants ou les pouvoirs publics, mais ils permettent d'y appuyer les observations faites au cours de mon enquête des différentes expériences urbaines. Dans un deuxième temps, les cercles concentriques permettent de dialoguer avec la concept de centralité chez H. Lefebvre, même si nous avons vu que celui-ci ne correspond pas nécessairement à une centralité « géographique ». Dans cette optique, les quatre cercles représentent quatre niveaux de concentration de ressources urbaines. Si ces niveaux sont là aussi arbitraires, cette distinction offre une base de discussion pour le reste de la thèse. Enfin, l'organisation même de la ville, étendue, relativement concentrique et pauvre en ruptures géographiques et autres « frontières naturelles », se prête assez bien à une telle présentation.

1.1. Premier cercle : le centre-ville.

Nous avons donc vu que chez H. Lefebvre, la centralité constitue la base anthropologique de la forme urbaine. Elle se définit selon lui en premier lieu par la *concentration* : d'hommes, de rencontres, d'activités, de pouvoirs, de capitaux, de ressources, etc. En ce sens se pose pour nous une première question : la centralité correspond-t-elle au centre-ville ? En effet, si l'on est instinctivement porté à considérer que centre-ville et centralité ne sont qu'un seul objet – et même s'il diagnostiquait la dilution de la centralité dans le capitalisme avancé, c'était également l'analyse que faisait Lefebvre de la ville occidentale – différentes raisons contextuelles et conjoncturelles nous poussent à relativiser ce postulat pour le cas ouagalais.

D'une part, le concept de centre-ville comme concentration a connu une histoire chaotique, comme nous l'avons vu au chapitre 2. Lefebvre considérait que faire l'histoire des formes urbaines revenait à faire l'histoire des modes de centralité. Si Ouagadougou était indéniablement la capitale de l'empire Mossi au moment de l'arrivée de Binger et de la deuxième phase de l'expansion coloniale par

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ses fonctions de concentration de ressources économiques, et surtout politiques et symboliques, la structure centre/périphérie était difficile à lire pour les observateurs européens. Il est donc indéniable que l'objet centre-ville a une histoire à Ouagadougou, qui ne se confond pas nécessairement avec celle de la centralité, et qui lui est propre.

D'autre part, les évolutions récentes du centre-ville peuvent donner une impression d'éparpillement des ressources. Le projet ZACA a expulsé près de douze mille de ses habitants vers la périphérie. Ouaga 2000 concentre de plus en plus de fonctions politiques, administratives, économiques, voire symboliques (de prestige, notamment). L'incendie du Grand marché Rood Woko en 2003 a entraîné le redéploiement de nombreuses activités économiques dans d'autres quartiers[46]. Indéniablement, le centre-ville n'est plus la seule centralité – même si les centres-villes ne le sont finalement jamais vraiment – et on serait tenté de conclure que Ouagadougou connaît cette même crise de la centralité qu'annonçait Lefebvre.

Ceci étant dit, quelle place faudrait-il dès lors accorder au *centre-ville* dans notre étude ? Celui-ci reste un quartier reconnu en tant que tel, comme nous aurons l'occasion de le voir au cours de notre étude : le centre-ville *fait sens* à Ouagadougou. Il constitue à la fois un objet particulier de politiques publiques – des politiques spécifiquement destinées au centre-ville – et un objet sur lequel les représentations de la ville des habitants s'appuient – si les définitions divergent, chacun reconnaît qu'il existe bel et bien un centre-ville s'opposant au reste – la *périphérie*. Le centre-ville conserve assurément un pouvoir symbolique fort, et en cela, y arrimer notre étude et notre présentation de la ville se justifie pleinement. Ce que nous allons faire ici, c'est décrire la structure urbaine, qui se déploie donc autour du centre-ville.

La centralité, elle, est plus difficile à cartographier, et les pôles de centralité se dévoileront au cours de notre étude. Concernant ces derniers, comment d'ailleurs les définir ? Malgré ce que l'on trouve dans le SDAGO, il est difficile de considérer qu'il existe une définition administrative des centralités secondaires. Si les entretiens avec les habitants en font émerger plusieurs, il n'y a pas réellement de consensus qui se dégage à leur propos. Et si l'on peut étudier le redéploiement de certaines fonctions dans d'autres quartiers, il peut être difficile de les localiser avec précision, à supposer que l'on puisse donner une définition claire de ces fonctions (ce serait éventuellement envisageable avec les fonctions économiques ou la concentration démographique, même si les données seraient particulièrement difficiles à construire, mais bien moins évident concernant les fonctions symboliques). Cette question des centralités secondaires ne saurait donc se résoudre de manière purement géographique, mais

[46] A dire vrai, la restructuration du marché central dès les années 1980 avait déjà eu pour conséquence « le report de l'activité de nombreux petits commerçants vers la périphérie et en conséquence directe, l'accroissement du nombre des marchés » (Harang, Kafando, 2008 : 118).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

doivent plutôt se lire comme un état des rapports de force spatiaux que nous allons étudier tout au long de ce travail.

Toujours est-il que si l'on tend à définir le centre-ville comme un point central qui organise la distribution des activités urbaines, il nous faut commencer la présentation du centre-ville de Ouagadougou en relativisant cet aspect : le centre-ville ne concentre plus forcément l'immense majorité des activités d'accumulation et de consommation. Le déménagement du Palais présidentiel vers Ouaga 2000 constitue sur ce point un symbole fort : le centre-ville de Ouagadougou n'est plus le seul centre du pouvoir d'État. Plusieurs ministères et administrations se sont également déplacés vers Ouaga 2000, contribuant un peu plus à ce décentrage des instances décisionnelles. On pourrait éventuellement évoquer un phénomène similaire concernant les instances décisionnelles en matière économique (sièges sociaux, banques, etc.), mais le phénomène reste moins tangible : la BCEAO[47] et les principales banques restent en centre-ville et les sièges sociaux des entreprises d'envergure nationale ou internationale peuvent être plus éparpillés (plusieurs représentations des grandes compagnies minières se trouvent par exemple à Zogona ou Dassasgho). Et concernant l'activité économique de moindre envergure, mais pas de moindre importance (qui se déploit essentiellement sur une échelle locale, voire régionale : petits commerçants formels ou informels, grossistes, etc.), là aussi, il est difficile de tirer des conclusions sur la déconcentration du centre-ville. Il est indéniable que le Grand marché Rood Woko a perdu une partie de son influence après sa fermeture suite à l'incendie de 2003[48], au profit de marchés secondaires (Gounghin Sud, Baskuy Yaar, Sankaré Yaar, etc. – marchés qui avaient malgré tout un rayonnement local important avant cela[49]), mais il reste un point central de l'activité économique et attire quotidiennement des habitants de toute la ville (cf. chapitre 5). En outre, il conserve sa « ceinture » de magasins de négoce (tissus, produits manufacturés, etc.) qui font aussi bien du commerce de gros que de détail et qui gardent une importance centrale pour

[47] Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest.

[48] Après d'importants travaux financés par l'Agence Française de Développement (AFD), ayant notamment modifié son organisation, sa voirie et son règlement selon des normes internationales, il a rouvert en 2008 sans toutefois retrouver son niveau d'exploitation précédent. La réduction de son activité a d'ailleurs constitué un objectif, son extrême saturation ayant été considérée comme la cause principale de l'incendie (en 2002, la direction du marché recensait 5325 commerçants sur un total de 2660 emplacements autorisés, et le ministère du Commerce évaluait lui le nombre probable de commerçants entre 5500 et 11 000 (Harang, Kafando, 2008 : 123).

[49] Ces marchés ont pu se développer à partir des années 1980 (même si en l'occurrence, Gounghin Sud, Baskuy Yaar et Sankaré Yaar existaient avant la décolonisation) à la faveur d'une conjonction de politiques publiques (« la politique d'urbanisation et le développement des cités qui a attribué au cours de cette période un certain nombre de réserves administratives à la construction de marchés » (Harang, Kafando, 2008 : 118) et de la croissance urbaine qui a produit une forte demande d'approvisionnement dans des quartiers de plus en plus éloignés du centre (*ibid.*). Le nombre de marchés a ainsi explosé, passant de douze en 1974 à dix-neuf en 1989, cinquante en 1994 et soixante-six en 2008, soit une multiplication par plus de cinq en 30 ans (*ibid.*). L'influence souvent avancé de l'incendie de 2003 constitue à la fois un révélateur et un accélérateur, mais certainement pas l'unique cause de la moindre importance de Rood Woko.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'approvisionnement concernant certains produits[50]. Les profonds aménagements qu'il avait connu en 1989[51] était d'ailleurs « la concrétisation d'une volonté urbanistique de créer un hypercentre affirmé dans une vocation commerciale » (Harang, Kafando, 2008 : 123). Les marchés conservent, outre leur vocation commerciale, une fonction de réserves d'emploi de première importance dans un contexte économique dégradé, et le marché central Rood Woko en est logiquement la principale. Nous aurons l'occasion de développer au cours de cette thèse le fait que le centre-ville conserve son importance : il reste un élément clé des politiques publiques en matière d'urbanisme (chapitre 4), il continue à structurer les représentations des habitants (chapitre 6) et il concentre encore une offre importante de biens et services, dont certains ne peuvent se trouver ailleurs (chapitre 5).

Ces exemples doivent donc nous amener à reconsidérer la définition du centre-ville de Lefebvre que nous rappelions au chapitre 1 : « lieu de simultanéité des éléments de l'inventaire urbain (objets, gens) fixés et séparés dans la périphérie selon un ordre redondant ». Cette idée de simultanéité est indéniablement présente dans le centre-ville : il est le seul quartier de la ville qui concentre autant de fonctions et de flux (vers ses fonctions). Les grandes routes nationales y convergent, comme les lignes de bus ou de taxis[52]. De nombreuses gares de bus, la gare de train, l'aéroport y sont présents. De nombreux habitants de toutes conditions et de toute la ville y transitent chaque jour, à la recherche de travail, de marchandises, de relations. On peut également s'y divertir ou s'y restaurer. De nombreux éléments de pouvoir y demeurent : ministères (Premier Ministère[53]), Assemblée nationale, Palais de justice, ambassades (dont l'Ambassade de France), administrations centrales, institutions internationales et bailleurs (UEMOA, ONU, AFD, etc.), commissariat central, état-major de l'armée, etc.

Faut-il en définir les contours ? La question peut se poser, alors qu'il n'existe pas de limites officielles au centre-ville. Si celui-ci fait l'objet explicite de politiques publiques, le découpage administratif ne définit pas de quartiers, mais des *secteurs* numérotés, englobés dans des *arrondissements*. Les institutions comme les habitants s'y réfèrent donc, mais en lui adjoignant des limites floues, parfois contradictoires, laissant entrevoir un noyau consensuel cohérent, même s'il peut parfois se confondre avec le second cercle (nous aurons l'occasion d'y revenir au cours des chapitres

[50] Il avait d'ailleurs progressivement abandonné le commerce de l'alimentaire frais au profit des marchés secondaires, se concentrant sur la redistribution de produits manufacturés, ce qui avait renforcé sa position centrale (Harang, Kafando, 2008 : 123).

[51] C'est à ce moment que le bâtiment « en dur » fut construit.

[52] Les principaux taxis de la capitale sont les « taxis verts », les moins chers et les plus utilisés, par opposition aux quelques compagnies privées à compteur qui peuvent être appelées via une centrale téléphonique et sont à destination d'une clientèle plus aisée. Les « taxis verts », eux, suivent la plupart du temps un trajet fixe auquel un prix approximatif est fixé (il faut payer plus pour qu'il dérive de sa ligne) et se regroupent à différents points-clés de la ville.

[53] Primature.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

4, 5 et 6). Là encore, pour définir le centre-ville, il ne faudrait donc pas chercher à le délimiter géographiquement avec précision, mais nous en tenir à la définition conceptuelle de Lefebvre : la concentration.

Nous en tenir à la concentration nous permet de nous rendre compte que le centre-ville a conservé une cohérence historique et géographique. Il s'est construit autour de ce qui était le centre précolonial du pouvoir Mossi (politique et symbolique : le premier palais du Mogho Naaba, situé à l'emplacement actuel de la Place de la Révolution ; économique : le marché central se tenait alors devant ce palais). Le pouvoir colonial s'y est également installé. A ce titre, la symbolique liée au déplacement du Palais du Mogho Naaba est intéressante : celui-ci a été déplacé un peu plus au sud, au niveau de l'actuel stade municipal, la garnison coloniale et la Place d'armes prenant sa place (cf. chapitre 2). Ce remplacement/déplacement signale également le changement de pouvoir politique : celui-ci reste concentré en centre-ville, mais change de nature. Le Palais du Mogho Naaba est reconstruit non loin de là (mais s'éloignant de sa garde royale), son pouvoir symbolique, sur lequel pourra s'appuyer le pouvoir colonial, demeurant (mais son pouvoir politique et militaire est annihilé). Le marché central sera lui déplacé non loin vers l'est : le centre-ville s'étend alors légèrement, mais reste concentré géographiquement dans la même zone.

C'est donc un même espace géographique (malgré ses limites incertaines) qui a concentré l'essentiel des fonctions, des flux, des ressources au cours de l'histoire de la ville (au moins depuis le 18ème siècle et la sédentarisation de la cour à Ouagadougou). La simple observation aujourd'hui confirme cette concentration : la densité du bâti (la plupart des rares immeubles à étages de la ville s'y concentrent) autant que l'intensité de l'activité (exception faite de la zone de la ZACA, les rues y sont généralement encombrées, et les nombreux chantiers d'immeubles témoignent de l'attractivité du secteur) en sont les signes visibles. En outre, les traces de la concentration du pouvoir colonial sont d'une certaine manière encore visible à travers la présence de l'Institut Français, de l'école et du lycée français ou de l'ambassade de France (un des bâtiments les plus proches de l'ancienne Présidence de la République, désormais Premier ministère).

Pourtant, il est indéniable que les évolutions récentes que nous avons évoquées remettent en question cette concentration, de manière probablement inédite dans l'histoire de la ville. Les dynamiques du centre-ville ont été particulièrement bouleversées ces dernières années, contribuant à accentuer les interrogations sur sa définition exacte. Jusqu'au début des années 2000, les quartiers de Zangouettin, Peuloghin et Tiedpalogo représentaient un véritable cœur populaire animé. On y trouvait nombre de commerces et de maquis* ; on venait parfois de loin pour s'y rendre. Ces quartiers ont été détruits pour le projet ZACA, laissant derrière eux un immense vide que les quinze ans de viabilisation et de chantiers épars ont bien du mal à combler. En quelque sorte, le centre-ville de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ouagadougou a subi une amputation de ce qui le caractérisait, et l'espace n'a toujours pas été réinvesti d'activités centralisatrices.

La taille de certains marchés secondaires en fait des pôles d'activité intenses et leur offre un rayonnement dépassant leur simple quartier (sans même évoquer certains marchés de gros, ou spécialisés dans certains produits, qui y attirent des flux marchands spécifiques)[54]. Le fait que ces marchés soient ouverts quotidiennement constitue également un point important en ce sens. Les pouvoirs politique, administratif, décisionnel, eux, se sont éclatés sur d'autres pôles (notamment Ouaga 2000, mais pas uniquement). Certains quartiers attirent des flux considérables (par exemple autour de certaines gares routières). Malgré cela, l'évolution est à la fois très récente et trop incertaine pour remettre en cause l'importance du centre-ville : aucun quartier ne peut se vanter de concentrer autant de ressources, d'activités, de flux.

De plus, la puissance symbolique du centre-ville, au-delà de la concentration décisionnelle, est indéniable. Les symboles de la ville que citent les habitants se situent en général en centre-ville, notamment les « places » les plus emblématiques, qui peuvent être de simples ronds-points, comme le Rond-point des Cinéastes, ou le Rond-point des Nations-Unies, mais également la Place de la Révolution (ex-Place de la Nation) sur laquelle de grands événements (meetings, grands concerts, etc.) se déroulent. Il faut également évoquer la Maison du Peuple, bâtiment à l'histoire symboliquement puissante[55] et où sont organisés de grands concerts et événements, ainsi que l'avenue Kwamé N'Krumah, les « Champs-Élysées » ouagalais comme on peut l'entendre parfois, qui concentrent des discothèques, bars, restaurants et hôtels de grand standing, des sièges sociaux de grandes entreprises, le siège du CDP, l'ancien parti présidentiel de Blaise Compaoré et des boutiques de produits rares (informatique de luxe, équipements sportifs, vêtements, musique, etc.). Chaque ouagalais connaît cette artère, même si bien peu peuvent profiter de ses services. C'est d'ailleurs probablement significatif que deux attentats sur les trois attaques islamistes perpétrées à Ouagadougou depuis 2014 se sont déroulés sur l'avenue[56]. S'il a été beaucoup avancé que ceux-ci visaient principalement des expatriés, notamment occidentaux[57], qui fréquentent ces lieux, le caractère symbolique d'une avenue

[54] Le fait que ces marchés soient ouverts quotidiennement constitue également un point important. En effet, le fait que de nombreux habitants aient longtemps considéré (et considèrent encore) la zone du Grand marché Rood Woko (« ouvert tous les jours », en Moore) comme le véritable centre-ville était en partie lié à cette disponibilité quotidienne d'une offre commerciale pléthorique (cf. Harang, Kafando, 2008 : 116).

[55] Construite en 1965 pour devenir le siège du parti unique de l'après-indépendance, l'Union Démocratique Voltaïque, ses 2500 places la destineront rapidement à devenir une salle de spectacle à la faveur des nombreuses transitions politiques. Sous la révolution sankariste, elle sera transformée pour qui soient jugés par les tribunaux populaires les anciens dignitaires.

[56] Attentat du 15 janvier 2016 au bar *Taxi Brousse*, au restaurant *Le Cappuccino* et à l'hôtel *Le Splendid* ; attentat du 13 août 2017 au café-restaurant *Aziz Istanbul*.

[57] Ce que poussent à relativiser les bilans : sur 48 morts lors de ces attentats, 17 étaient Burkinabè, nationalité la plus représentée dans les victimes.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

prospère et tournée vers l'international, avec ses hôtels, ses compagnies aériennes, ses magasins franchisés et l'aéroport à l'une de ses extrémités, est aussi à souligner.

1.2. Second cercle : les « vieux » quartiers.

Si la définition de « vieux quartiers » peut prêter à discussion – quartiers précoloniaux, prérévolutionnaires ? – les habitants comme les autorités se réfèrent souvent à l'ensemble des quartiers à l'intérieur du boulevard circulaire – ce second cercle englobant donc le premier. Éventuellement, il pourra être fait exception des quartiers de la partie Est de cette zone (de Samandin à Dassasgho, cf. carte 3), lotis entre 1972 et 1987. Mais on considérera que la circulaire offre une délimitation commode, quoiqu'arbitraire. Ainsi, la définition de « vieux quartiers » ne renvoie pas ici à une délimitation basée sur l'époque de construction (la période couverte est assez large, même s'il s'agit essentiellement de quartiers déjà présents avant la colonisation, et que l'on peut qualifier de « loti ancien » (Boyer, Delaunay, 2017)), mais plutôt à leur représentation dans la plupart des discours (les habitants se référant aux « vieux quartiers » renvoient vers un même ensemble plus ou moins cohérent). Si l'on veut en donner une définition plus précise, mais qui ne permettra pas là encore d'en délimiter les contours avec précision, nous nous référerons de nouveau à la concentration. Ces quartiers ne concentrent assurément pas autant de ressources que le centre-ville, mais leur activité est directement liée à l'intensité de celui-ci. Leur *implantation* ancienne leur donne une importance certaine dans la structuration – pratique et mentale – de la ville que les quartiers plus récents et éloignés n'ont pas.

Pour nous appuyer à nouveau sur l'évolution historique, nous pourrions citer les quartiers royaux, autour du Palais du Mogho Naaba, qui se sont développés après le déplacement de celui-ci, et qui ont donc constitué le centre d'un pouvoir secondaire : en s'appuyant sur l'autorité coutumière moaga, le pouvoir colonial en a fait un pouvoir légitime, mais subordonné. On y inclura Bilbalogo, les Quartiers Saints, où l'on trouve également la Cathédrale, symbole de l'autorité catholique (même si l'évêché se trouve lui en centre-ville, à Koulouba). Les quartiers précoloniaux, sièges des proches dignitaires moaga[58] et de leurs palais (Gounghin, Ouidi, Larlé, Dapoya, Paspanga, etc.) sont également intégrés à cet espace péricentral. Leur proximité avec le centre-ville leur permet en outre de profiter de son influence économique. Ils sont en effet proche de ses centres d'emplois et de ses pôles de distribution

[58] Ouidi Naaba, Gounghin Naaba, Baloum Naaba, etc.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de biens, qui permettent notamment aux marchés secondaires de ces quartiers d'acquérir un rôle de relais auprès des quartiers périphériques (et de leurs propres marchés). De la même manière, le développement de ces marchés secondaires soutenu par des politiques publiques et financé par des bailleurs internationaux (notamment l'AFD) a favorisé le développement de marchés spécialisés dans ces quartiers exerçant une influence à l'échelle de la ville : marché au bétail de Tanghin, marché des cycles de Samandin, marché de fruits de Bilbalogo, etc.

Ces quartiers intérieurs à la circulaire ont récupéré un grand nombre des activités de centralité qui ont fui le centre-ville suite au projet ZACA et à l'incendie du Grand marché. Cela ne concerne pas uniquement les marchés secondaires : Gounghin est un quartier très fréquenté par les noctambules, qui a pu se développer sur ce plan-là suite au projet ZACA, les quartiers détruits contenant alors de nombreux lieux de fête et de divertissement. Autour du Boulevard Charles-De-Gaulle et de l'Université, séparés du centre-ville par l'ancienne Présidence de la République, désormais Premier ministère, les quartiers de Zogona et de la Zone du Bois accueillent de longue date les classes supérieures et les expatriés (les colons s'y installaient déjà pour profiter de la fraîcheur induite par la proximité de la forêt de Bangr Weogo et du barrage), contribuant au développement d'activités d'élites (restaurants, discothèques, grandes surfaces, etc.).

La grande particularité physique de cette zone est la présence imposante, envahissante, de l'aéroport international, complètement englobé par la ville dès les années 1970. Il constitue une frontière « naturelle » qui contribue à isoler des activités centrales les quartiers orientaux de Silmissin, Kalgondin ou Dagnoin, même si ceux-ci restent reliés au reste de la zone par une trame viaire plutôt développée et efficace. Le déménagement prochainement prévu de l'aéroport libérera une place énorme, et le manque de clarté des stratégies officielles concernant la zone ne permettent pas de prévoir les effets à moyen terme sur ces quartiers.

1.3. Troisième cercle : les quartiers « récents ».

Quelle cohérence peut bien réunir ces quartiers, excepté leurs différences avec ceux précédemment cités et le fait qu'ils soient lotis ? Bien peu, en vérité, mais les deux traits que nous venons d'énoncer doivent suffire. A part cela, ce cercle renferme nécessairement de profondes disparités de situation, que ce soit en termes d'accessibilité aux ressources de la ville ou de niveau d'équipements, un peu moins en termes de population socio-économique, à l'exception du cas particulier que représente Ouaga 2000.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il s'agit de quartier lotis essentiellement après 1990 (à l'exception du quartier Patte d'Oie, loti sous Sankara). L'équipement s'y fait plus disparate et le bâti plus précaire, mais les disparités peuvent être nombreuses. Ces fortes disparités tendent à disparaître avec la date du lotissement, qui correspond également la plupart du temps à l'éloignement par rapport au centre-ville (cf. carte 3). Le niveau d'équipements distingue essentiellement la zone des quartiers centraux, l'approvisionnement en eau ou en électricité, la présence de sanitaires, ou l'existence d'un système de collecte des ordures étant loin d'être systématiques (fig. 2, 3 et 4).

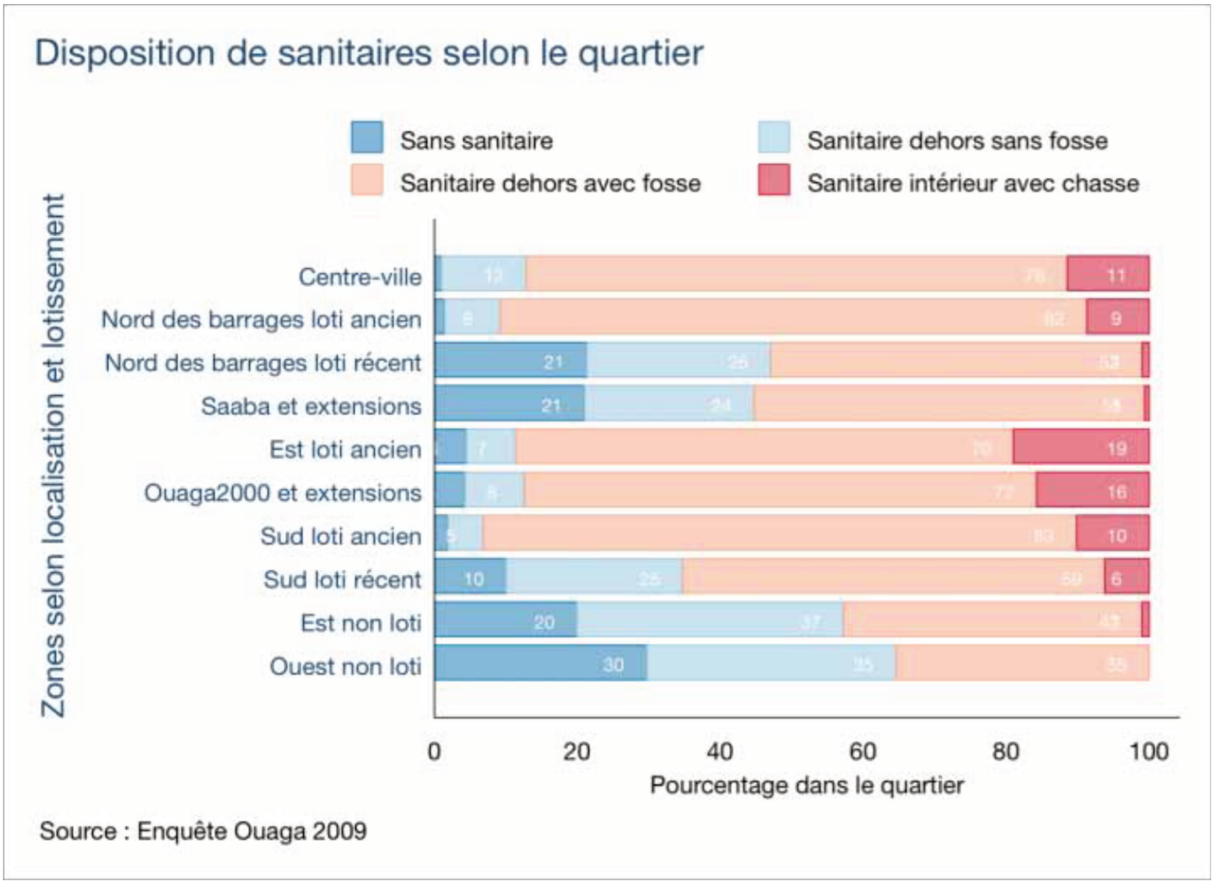


Figure 2 : Disposition de sanitaires selon le quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 22)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

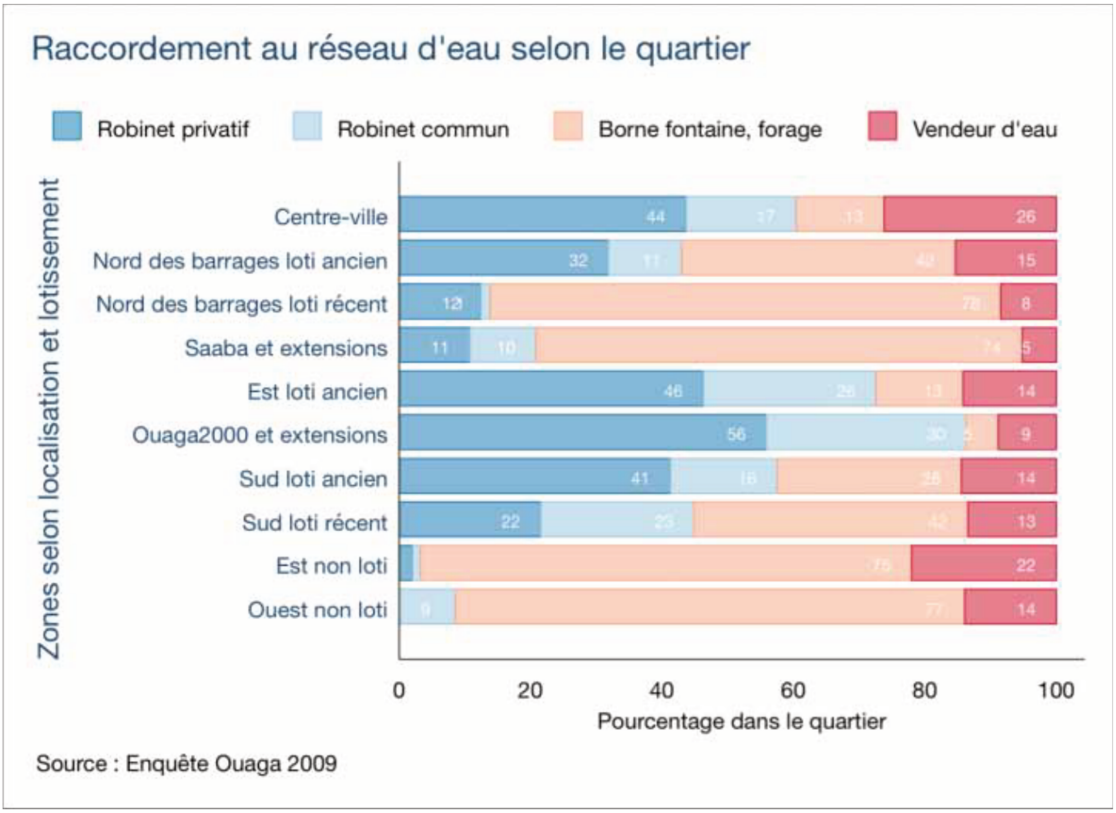


Figure 3 : Raccordement au réseau d'eau selon le quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 23)

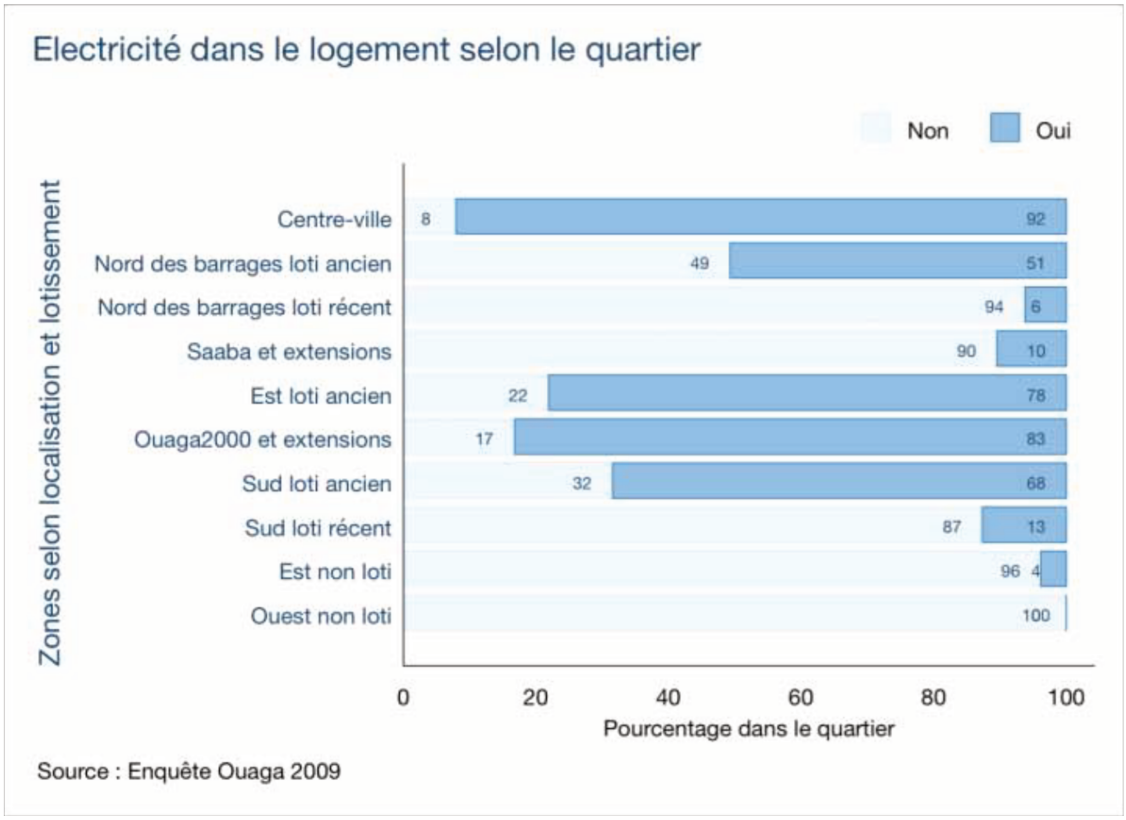


Figure 4 : Raccordement à l'électricité dans le logement selon le quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 23)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les parcelles y sont en général de taille bien moindre qu'en centre-ville, et en parallèle, les formes d'habiter y sont très différentes, avec une tendance à l'individualisation des parcelles (fig. 5), la pression démographique et foncière y étant moindre qu'en centre-ville ou les parcelles ont tendance à se diviser en plusieurs logements locatifs. Les loyers y sont bien moins élevés dans le parc locatif que dans les quartiers centraux, ainsi que le prix des parcelles, ce qui confère une attractivité certaine à la zone (encore une fois, il faut exclure le cas particulier de Ouaga 2000 de cette analyse).

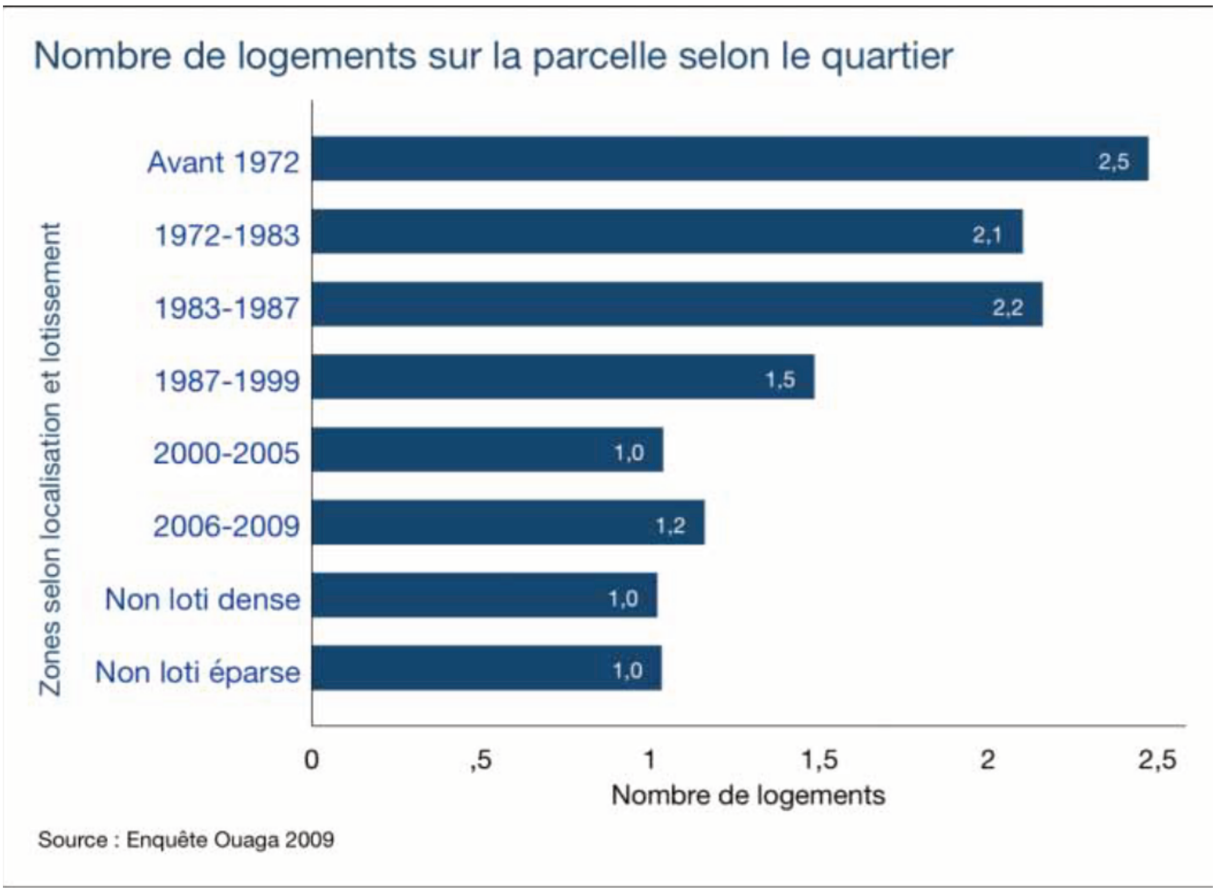
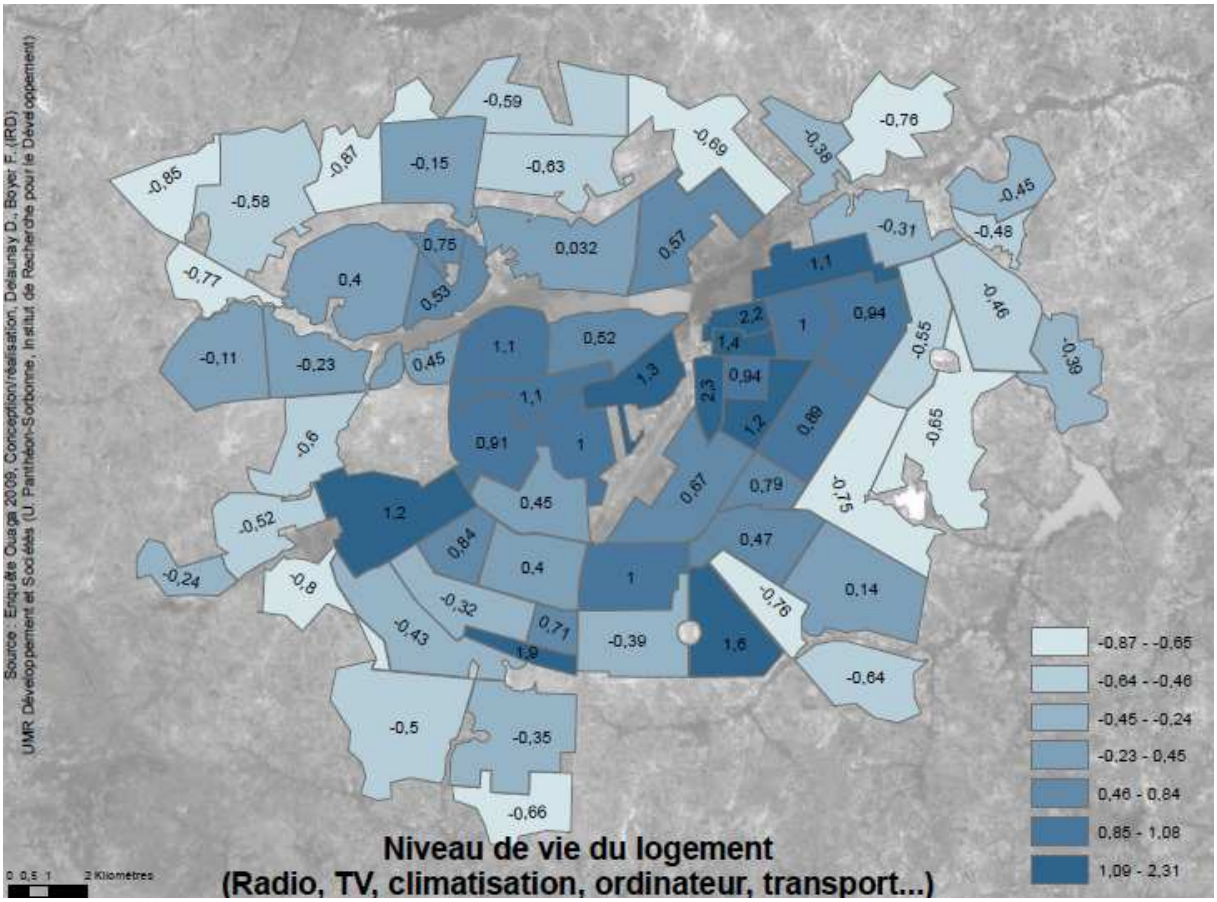


Figure 5 : Nombre de logements sur la parcelle selon la date de lotissement du quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 18)

Le cercle des quartiers récents représente donc une zone médiane entre l'intégration urbaine des quartiers centraux (en termes d'équipements ou d'accessibilité) et la précarité des zones non-loties. Si cette zone présente une cohérence relative en termes de caractéristiques de logement (parcelles individuelles, mais de taille inférieure à celles des quartiers anciennement lotis), les disparités restent nombreuses, comme en témoigne le niveau de vie général du logement, calculé selon un indice au cours de l'enquête Ouaga 2000 sur le peuplement e la ville (Boyer, Delaunay, 2017) (carte 1).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Carte 1 : Niveau de vie du logement à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 30)

On constate par exemple qu'un quartier très proche du centre comme Pagalayiri se trouve bien moins équipé que des quartiers plus éloignés tels que Wayalghin ou Kossoghin. Le peuplement récent et le développement rapide de ces quartiers, dans le contexte de course à la parcelle indistinctement de la localisation qu'on a pu observer depuis les années 1990, fait qu'il est difficile de trouver une cohérence socioéconomique à l'organisation urbaine péricentrale. On retiendra que les quartiers se stabilisent plus ou moins (en termes de population ou de bâti) suivant l'arrivée des équipements de base (eau, électricité, ramassage des ordures, etc.), des infrastructures (écoles, dispensaires, marché, etc.), et de l'amélioration de leur accessibilité (raccordement aux transports en commun, goudronnage de routes). Cette mise au niveau peut être plus ou moins rapide selon la proximité d'un pôle dynamique : les quartiers relativement récents de Karpala ou Bonheur Ville ont profité de la proximité de Ouaga 2000 pour bénéficier rapidement des équipements, de même que les faubourgs de l'est (Zone 1, Saniyiri, etc.) ont pu profiter de la présence du SIAO et de l'activité du marché de Katré Yaar. Globalement, les quartiers de l'est et du sud de la ville apparaissent mieux valorisés qu'au nord ou à l'ouest, en raison de la proximité de ressources dynamiques (université, Ouaga 2000, SIAO, etc.) (Boyer, Delaunay, 2017 : 52). La construction du nouvel aéroport international à Donsin, au nord de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ouagadougou, et celle d'un échangeur vers le nord-ouest, permettront peut-être de revitaliser une partie nord quelque peu plus moribonde que le reste de la ville.

C'est peut-être au sein de ce cercle de quartiers que se dessine le mieux l'image de Ouagadougou comme « ville de propriétaires » (Boyer, Delaunay, 2017 : 44). En effet, il s'agit là d'une particularité forte, qui, si l'on additionne les propriétaires sans titres et avec titres compte 74 % de propriétaires parmi la population occupante. Les quartiers du troisième cercle représentent une zone intermédiaire entre les quartiers centraux qui concentrent une forte proportion de logements locatifs (50 % de logements en colocation ou colocation dans les quartiers lotis avant 1980 (*ibid.*)), et les quartiers non-lotis, où « la propriété non-reconnue et le prêt gratuit y occupent une place notable » (*ibid.*), renforçant l'insécurité résidentielle (dans le non-loti dense, on trouve 74 % de propriétaire sans titres, contre 3 % de propriétaires réguliers, et 6 % de locataires/colocataires). Le troisième cercle offre donc une proportion appréciable de logements permettant une accession relativement abordable à la propriété formelle, attirant une population de familles jeunes et au revenu relativement constant. Ces familles aspirent en général à la sécurisation résidentielle que ne leur offrent pas les non-lotis ni le logement locatif, pour un investissement abordable qui ne leur est pas permis dans les quartiers centraux. Ainsi, la proportion de propriétaires avec titre de propriété dans les quartiers lotis dans les années 2000 est de 48 %, contre 11 % de location/colocation. Ces quartiers se retrouvent donc dans une « situation transitoire, […] qui sélectionne ceux qui ont la capacité d'y rester et de s'y installer » (*ibid.*), mais qui tardent à rattraper son retard en termes d'équipements[59].

Il faut de plus insister sur la diversité fonctionnelle des quartiers de cette couronne. Les activités y sont très différentes : pêche et agriculture vivrière le long des barrages, industrie au nord-est, vers Kossodo, artisanat dans certaines zones spécifiques comme vers Katré Yaar ou Silmissin, commerce et vente de gros dans les quartiers proches de la gare routière de Ouagarinter, etc. On y trouve également certains marchés importants, dont certains spécialisés (marché aux poissons de Saabin Yaar, marchés de bétail de Tanghin ou de Toécé, marché aux viandes des abattoirs de Kossodo, etc.), qui peuvent pousser des habitants à se déplacer d'autres parties de la ville pour s'y rendre. Encore une fois, l'activité d'un quartier peut être très dépendante de ses ressources, et cette zone n'a rien d'uniforme.

Mais pour conclure sur cet aspect disparate, il est essentiel de faire à nouveau une réelle distinction pour Ouaga 2000 et ses « extensions » (la Cité Azimo et une partie de la Trame d'accueil), c'est-à-dire les quartiers les plus proches qui ont profité à la fois de politiques publiques particulières

[59] Là aussi, pallier le retard en équipement dépend de la capacité d'investissement individuelle et souligne les inégalités au sein des quartiers : l'auto-équipement en électricité via les panneaux solaires ou les groupes électrogènes, très coûteux, sont ainsi des signes clairs de distinction au sein des quartiers.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

et de l'attractivité que leur procurait leur proximité avec Ouaga 2000. Ces quartiers se distinguent fortement par leur niveau d'équipements et leur niveau de vie, parmi les plus élevés de la ville, ainsi que par la taille plus importante des parcelles. En termes de paysage bâti, le contraste avec les autres quartiers est visible : les bâtiments sont plus luxueux et plus imposants. La forte présence de gardiens devant les maisons renseigne également sur la spécificité socioéconomique de la population du quartier. Les routes goudronnées de bonne qualité, ainsi que certains aménagements, comme le « rond-point des martyrs », indiquent que le quartier a fait l'objet d'une attention particulière en termes de politiques publiques. Malgré cela, Ouaga 2000 et ses extensions partagent avec les autres quartiers du troisième cercle leur lotissement récent et l'éloignement du centre-ville couplé à la difficulté d'accéder au transport collectif, tempérés par la forte proportion de propriétaires d'automobiles (contrairement au reste du cercle).

1.4. Quatrième cercle : le non-loti.

Espace aux frontières mouvantes, au bâti caractéristique (fig. 6), le non-loti s'étend sans contrôle sur le pourtour de la ville, dessinant un espace entre temporaire et permanent. On désigne par le terme de « non-loti » les quartiers spontanés s'installant autour des quartiers réguliers. Loin d'être négligeables, ils représentent une facette importante de l'urbain à Ouagadougou, et s'étendent sur un bon quart de la ville, réunissant 28 % des habitants en 2009.



Figure 6 : La frontière entre la ville légale et les zones non-loties à Ouagadougou (photo : F. Boyer, 2017)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

L'apparition de ces quartiers périphériques s'explique par une pénurie de logements abordables dans la ville formelle, qui n'arrive pas à intégrer les migrants qui affluent. Au cours des décennies et en marge de politiques urbaines timides, le pouvoir coutumier s'est attribué la gestion des terres occupées spontanément. Il attribue celles-ci aux nouveaux arrivants contre des prébendes, le non-loti représentant donc une rente importante pour les « chefs de terre », qui apparaissent dès lors logiquement comme des relais d'influence pour le pouvoir. Au cours des années 1980, le pouvoir sankariste tentera à la fois de limiter l'influence du pouvoir coutumier et de reprendre le contrôle de la terre en mettant en place une ambitieuse Réforme Agraire et Foncière (RAF) procédant à des « lotissements-commandos » pour intégrer les périphéries (Meyer, 2008). Sous le slogan « un ménage, une parcelle » (cf. chapitre 2), il promeut la maison individuelle et fait des périphéries l'un des moyens d'intégrer le foncier légal, ce qui se ressent encore actuellement, les habitants privilégiant l'accès à la propriété dans leurs stratégies, quitte à s'éloigner du centre-ville (Boyer, Delaunay, 2017).

La période postrévolutionnaire va rompre avec cette politique sur plusieurs points. Tout d'abord, la RAF est amendée pour poser les conditions d'un marché du foncier (la terre ayant été nationalisée sous Sankara). Ensuite, le nouveau pouvoir réhabilite le pouvoir coutumier en choisissant d'appuyer son influence sur celui-ci. Enfin, la mise en œuvre de la décentralisation en 1995, encouragée par les bailleurs internationaux, entraîne le transfert de la compétence de lotissement à la Mairie, qui la délègue aux maires d'arrondissement. Celle-ci devient rapidement une de leurs seules possibilités de recette dans un contexte budgétaire tendu, et devant la difficulté à lever efficacement les impôts locaux. Dès lors, l'expansion des non-lotis se poursuit sous l'action combinée de la croissance urbaine par l'immigration et de sa croissance naturelle, une large part de la population urbaine ne trouvant plus les moyens de se loger dans le foncier légal. En 2006, il était dénombré plus de parcelles que de ménages à Ouagadougou[60] et la consommation excessive de foncier entraînant l'étalement urbain pose de nombreux problèmes[61].

Le pouvoir coutumier des « chefs de terre » est héréditaire. Dans certains cas, ils peuvent s'attribuer cette fonction, ou être reconnus comme tel. Leur rente est double : ils louent illégalement des terres aux nouveaux habitants ou à des investisseurs dont le prix varie en fonction de l'emplacement de la parcelle, et lors des négociations accompagnant une opération de lotissement, plusieurs parcelles leur sont attribuées d'office. Ils représentent donc un pilier du système clientéliste

[60] 308 393 ménages pour 331 914 parcelles (Ouedraogo D., 2014, « Lotissements au Burkina : que deviennent les recommandations des États généraux sur le lotissement », http://lefaso.net/spip.php?article62416).
[61] Spéculation immobilière, difficulté à équiper les nouveaux quartiers, impossibilité de mettre en place un marché du foncier cohérent, etc.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

patrimonial de l'État et de ses relais locaux, les maires d'arrondissement et d'autres fonctionnaires aux bonnes positions s'entendant au moment des opérations de lotissement.

En 2014, les États Généraux sur les Lotissements organisés par le ministère de l'Urbanisme ont préconisé la fin du lotissement. Le SDAGO prévoyait, lui, un moratoire sur le lotissement pour permettre à la ville de se densifier. Enfin, cette orientation était approuvée publiquement par l'ancien maire Simon Compaoré lors des dernières années de son mandat. Suite à l'insurrection d'octobre 2014, l'arrêt des lotissements a effectivement été décrété, sans pour autant freiner la croissance des zones non-loties, ni offrir de réelles solutions à la question foncière. Simon Compaoré, désormais ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure, a tout de même annoncé en 2016 la levée de la suspension du lotissement, et a ainsi indirectement reconnu l'échec du moratoire. Les premiers lotissements ont été relancés dès 2016-2017. Cette mesure a été officialisée en 2018, et doit s'accompagner de la mise en œuvre accélérée d'un programme de construction de 40 000 logements d'ici 2020. Le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat prévoit une « restructuration » des zones non-loties, et a annoncé travailler à leur résorption à travers un processus participatif, reprenant là les exigences habituelles des bailleurs. L'État cherche donc toujours à maîtriser l'étalement urbain tout en créant les conditions d'un marché foncier régulé. Il n'est pas encore possible d'évaluer la réussite de ce programme, mais il se place en tout cas dans la lignée de tentatives similaires au cours des trente dernières années qui ont systématiquement montré leurs limites. En effet, si le non-loti est aujourd'hui facilement associé par les autorités à la spéculation et à l'étalement urbain, il reste que ces quartiers représentent le meilleur moyen, et parfois le seul, pour de larges couches de la population d'accéder à la propriété, voir au logement, via les opérations de régularisation. Si l'État souhaite résorber ces espaces, il devra mettre en place des mécanismes permettant de répondre à la demande de logements, alors que les programmes de logements sociaux se sont la plupart du temps montrés inadaptés, car réservés aux seules populations solvables, qui ne sont pas les plus précaires (il s'agit dans la grande majorité des cas des fonctionnaires).

En termes de bâti, les quartiers non-lotis sont souvent plus irréguliers que les quartiers formels et dépourvus de trame viaire efficace, mais ne sont pas non plus désorganisés, les habitants anticipant souvent les normes du lotissement[62]. La maison individuelle est le mode de logement privilégié dans les quartiers non-lotis, bien plus que dans le reste de la ville (75 % des parcelles en périphérie épars, 67 % dans le non-loti dense), et pour la quasi-totalité en propriété sans titre (propriété d'usage « coutumière »). S'ils ont en commun d'être des quartiers irréguliers, donc précaires et hors du

[62] Avoir bâti « en dur » et selon des normes urbaines formelles peut être un critère d'attribution de parcelles.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

périmètre des politiques publiques urbaines, il est à souligner qu'il existe là aussi de nombreuses disparités selon le non-loti.

Certains quartiers non-lotis sont denses et anciens (Toudoubweogo, Zongo, Tingandgo, etc.), d'autres plus récents et épars (Yaghma, Dicofé, Dapaweoghin, etc.). En outre, si le non-loti est souvent l'espace du spontané et de l'insécurité foncière, il n'est pas nécessairement un espace de précarité ou un « slum », malgré ce qu'en pensent les institutions internationales, notamment l'ONU-Habitat (ONU-H, 2011). Déjà, les activités urbaines y précèdent toujours la régularisation : commerces et maquis* s'y installent parfois, et certains non-lotis attirent même des habitants d'autres quartiers – sans compter certains spécialisés dans les activités marginales, maisons closes ou tavernes clandestines. En dehors des circuits légaux d'accès aux services, les quartiers informels parviennent souvent à contourner ces difficultés par le recours à un « système D » alimentant toute une économie informelle. La fourniture en électricité peut se faire par exemple par un tiers s'installant en bordure du non-loti et louant son électricité aux habitants (sur des pratiques similaires à Nairobi, cf. De Bercegol, Kanini, Akallah, 2016). Les habitants du non-loti, s'ils restent périphériques, font donc preuve de stratégies constantes d'intégration à la ville.

Les quartiers informels ne sont du reste pas toujours réservés aux migrants récents ou au sous-prolétariat urbain. Ils constituent un axe stratégique de conquête foncière pour nombre d'habitants de la ville qui viennent y acquérir des parcelles auprès des chefs de terre et y construire des résidences dans l'attente d'une régularisation à venir. L'enjeu à ce moment est de se montrer en capacité de mobiliser les aptitudes adéquates pour se voir attribuer une parcelle du circuit officiel. Il est pour cela nécessaire de comprendre le système du pouvoir en vigueur concernant l'attribution de la terre, sorte de droit syncrétique entre droit coutumier, droit légal et clientélisme. Les non-lotis sont donc des enjeux de spéculation foncière. Les villas « en dur » de ces habitants viennent donc se mêler au bâti de banco qui caractérise ces quartiers, et contribuent à les « solidifier », éventuellement les densifier, et souvent les installer dans le temps long. Si le non-loti reste précaire et que de fortes pluies d'hivernage peuvent suffire à détruire des secteurs entiers de banco, il n'est pas nécessairement un espace transitoire, et certains non-lotis perdurent parfois plus de dix ans. Au moment de la régularisation, il deviendra officiellement un nouveau quartier de la ville pour ceux qui ont su se donner les moyens d'y garder une parcelle. Les autres seront déguerpis et iront peupler une autre de ces salles d'attente urbaine.

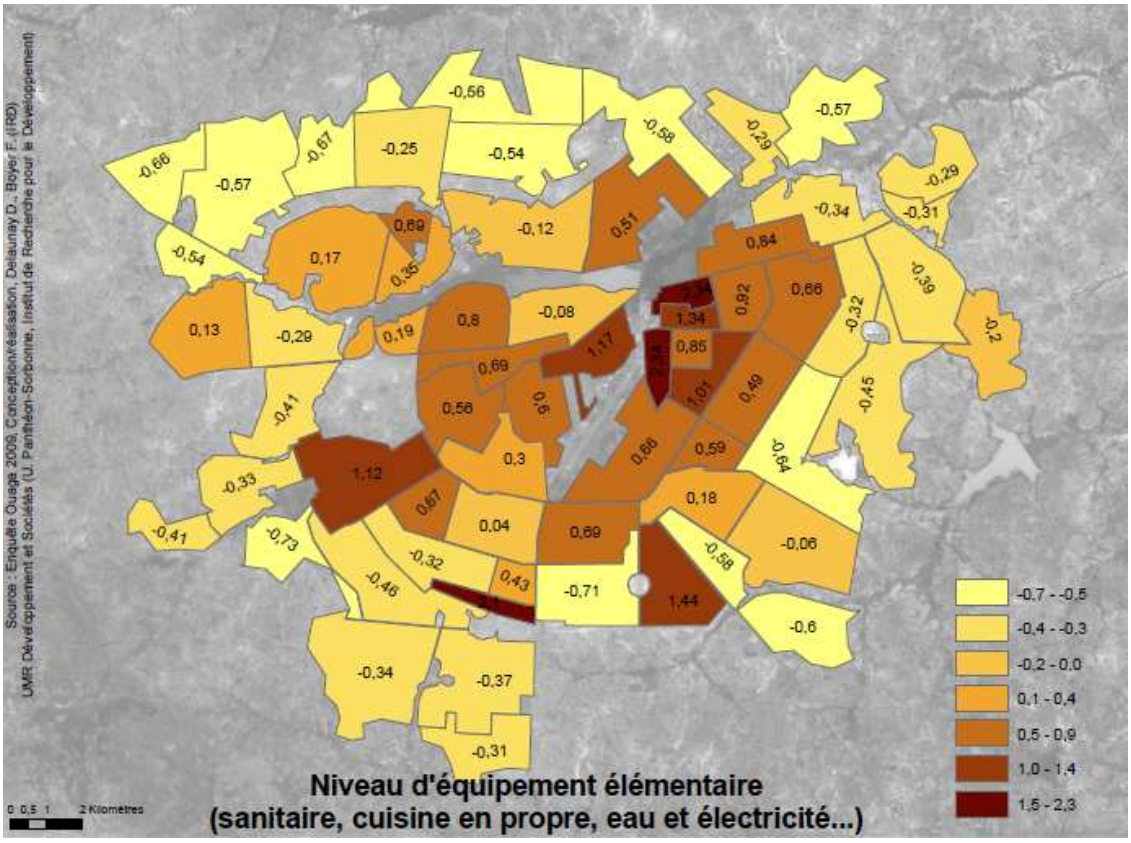
Si les non-lotis sont par définition hors des politiques publiques et donc des politiques d'aménagement et d'équipements de l'État, ils ne sont pas forcément dépourvus d'équipements, même si la couverture est forcément bien plus limitée. Leur mise en place est le fait d'habitants, selon différents modèles. L'adduction en eau est techniquement complexe, et il faut en général l'acheminer

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

depuis un puit voisin, parfois dans des conditions difficiles[63]. Cela dit, certains habitants en font un commerce : acheminant des bidons en charrette pour les revendre un peu plus cher. La fourniture en électricité, elle, est plus courante et plus simple à mettre en place, même si les coûts sont là aussi élevés et reposent entièrement sur les habitants. L'auto-équipement est possible, via l'installation de plaques solaires ou de groupes électrogènes, mais les coûts sont souvent prohibitifs même s'ils tendent à diminuer, ou la fourniture en électricité est très limitée dans le cas de certaines plaques solaires, celles-ci pouvant également être rapidement obsolètes. Cet auto-équipement reste marginal (moins de 1 % des logements). Des raccordements informels au réseau régulier existent également. Le plus souvent, c'est un habitant frontalier du non-loti qui permet aux habitants de tirer des fils et des poteaux depuis son compteur, moyennant une rétribution mensuelle.

L'équipement n'est donc pas totalement absent des non-lotis, mais dépend de la capacité d'investissement des habitants, et peut donc révéler les fortes inégalités d'un quartier à l'autre. Il reste l'exception de ces quartiers, dont le niveau d'équipement élémentaire reste extrêmement faible (cartes 1 et 2).



Carte 2 : Niveau d'équipement élémentaire à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 30)

[63] Dans de nombreux puits, il faut attendre le milieu de la nuit pour que le débit permette de remplir des bidons, ce qui pousse les habitants qui assurent la corvée (essentiellement les femmes) à se lever très tôt.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Nous avons donc proposé une présentation de la structure urbaine où évoluent les Ouagalais. Il faut ajouter que les cercles que nous avons voulu dégager n'épuisent clairement pas la stratification des inégalités à Ouagadougou. Il ne peut s'agir que d'une vue d'ensemble, qui ne pourra être affinée que par un travail à l'échelle du sol et des habitants. C'est ce que nous allons tenter de faire dans notre prochaine partie, où nous quitterons l'étude du paysage pour nous intéresser aux pratiques et aux représentations.

2. Une étude des pratiques et des représentations.

En cherchant à proposer une analyse basée sur la triplicité de l'espace d'H. Lefebvre qui s'adapte à un contexte africain dans une perspective de recherche postcoloniale, nous nous trouvons face à un problème scientifique certain. Trouver une méthode qui intègre au mieux les orientations théoriques que nous avons prises s'avère complexe, et nécessite un cadrage épistémologique solide. Les analyses d'E. Goffman nous apportent celui-ci. En considérant la vie quotidienne autant comme une mise en scène que comme une mise en récit, il permet de penser ensemble les pratiques et représentations comme un rapport subjectivant entre des individus et des lieux, tout en intégrant les dimensions contextuelle et temporelle.

Nous proposerons donc une analyse de ce que peut nous apporter la pensée goffmanienne en contexte postcolonial, avant de nous intéresser à notre méthode à l'échelle du lieu, puis à l'échelle de l'individu.

2.1. Une entrée par les individus : Du récit à la mise en scène

2.1.1. L'habitant est un « interprète du monde qui l'entoure ».

La méthodologie propre à l'école de Chicago se fondait sur l'interactionnisme symbolique développé par Margaret Mead. La grande révolution de ce point de vue était d'accorder une place théorique centrale à l'acteur social « en tant qu'interprète du monde qui l'entoure » (Coulon, 2012 : 9). Ce point de vue suppose que l'environnement est à la fois symbolique et physique, et que l'individu construit sa signification du monde qu'il pratique en construisant et en interprétant ces symboles –

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

produits individuels autant que collectifs et structurels. C'est par rapport à ce système de représentations complexe que l'individu définit son *rôle*. Le monde social est donc un jeu de rôle, au sens où les actions qui s'y observent sont déterminées par l'interprétation des différentes règles de ce monde. L'individu agit et réagit en fonction de sa volonté propre, mais également en fonction de son rôle, c'est-à-dire d'une sorte de construit collectif de son individualité dépendant des structures qui l'entourent et constituent son espace physique et social.

De ce point de vue, « la connaissance sociologique exige […] de s'appuyer sur la pratique des individus » (Coulon, 2012 : 9). Il est en cela absolument nécessaire de ne pas chercher à séparer les données recueillies de leur contexte. C'est une étude globale des individus dans leurs pratiques, en dénaturant le moins possible le contexte de ces pratiques, les interactions, les rapports de force, bref en contextualisant l'individu dans son milieu, immergé dans ses structures, que l'on pourrait comprendre non seulement la logique de l'acteur, mais le fonctionnement du monde social en général. Le but de cette connaissance pratique est ensuite de parvenir à décrypter le sens associé à la pratique et aux interactions, c'est-à-dire de comprendre les symboles, l'interprétation donnée par l'acteur social de son rôle.

2.1.2. L'acteur en situation.

Nous en avons posé le principe, l'individu urbain exerce précisément sa citadinité dans sa capacité à s'engager dans une *interaction* avec les autres citadins et les structures de la ville, c'est-à-dire à se trouver en *situation urbaine* (cf. chapitre 1). Comment dès lors travailler sur ces situations sur notre terrain ? Il s'agit déjà de tenter de définir avec un peu plus de précision ce que nous appelons « situation ». Pour W.I. Thomas, l'homme possède une faculté d'inhibition, c'est-à-dire qu'en gardant en mémoire les expériences qu'il a vécu, son action est déterminée non seulement par les contraintes extérieures, mais également par l'individu lui-même en regard de ses expériences. Ainsi, « toute conduite autodéterminée est précédée d'une phase d'examen et de délibération, que nous pourrions appeler *définition de la situation* » (Thomas, 2006 : 80). Chaque acte n'est ni entièrement délibéré, ni entièrement déterminé : il fait l'objet d'un *arbitrage* plus ou moins conscient par l'acteur. Cet arbitrage se construit en partie selon les volontés individuelle et collective : « l'individu […] peut définir chaque situation de sa vie sociale par l'intermédiaire de ses attitudes préalables, qui l'informent sur cet environnement et lui permettent de l'interpréter. La définition de la situation dépend donc à la fois de l'ordre social tel qu'il se présente à l'individu et de son histoire personnelle » (Coulon, 2012 : 17). La

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

situation échappe donc à l'individu qui s'y engage, car il ne maîtrise pas complètement les contraintes collectives qui y sont liées.

En ce sens, les pratiques spatiales constituent une *interprétation* de l'espace. Encore une fois, l'individu n'agit jamais entièrement dans l'espace en toute autonomie, mais à l'intérieur d'un rôle auquel il s'est assigné. Cette analyse se retrouve également chez E. Goffman, qui s'attache à comprendre la « mise en scène » qui tient lieu d'espace public. L'acteur social ne se choisit pas son rôle, mais doit malgré tout s'en convaincre et convaincre les autres. Ainsi, la définition de la situation est un acte de représentation : les pratiques spatiales qui en découlent sont donc déterminées par cette représentation. On voit donc bien ici que les pratiques, les représentations et le cadre spatial ne peuvent s'étudier indépendamment l'un de l'autre : ils constituent un système où chacun produit l'autre. Ce sont donc les interactions entre ces dimensions qui peuvent nous révéler leur nature.

Nous avons travaillé sur les pratiques et représentations par une variété de méthodes que nous allons présenter, qualitatives et quantitatives, individuelles et collectives. La diversité de ces méthodes se justifie par la nécessité d'une approche plurielle permettant de reconstituer les divers aspects du jeu de rôle urbain. Nous allons présenter les cadres spatiaux sur lesquels nous travaillons, puis notre manière d'étudier les individus et leurs pratiques. C'est finalement l'interaction entre ce cadre et cette pratique qui nous intéresse, ce qu'elle produit, les représentations qu'elle met en jeu et qu'elle implique, et notre propre interprétation de ces représentations, en rappelant qu' « il est dans la nature de la représentation de ne pas être fidèle, pure, "exacte" » (Staszak, 2003 : 868). La représentation de l'espace n'est jamais la forme réelle de l'espace. Alors à quoi sert-elle ? Les représentations constituent tout à la fois un système de repères, de symboles, une mesure de l'espace et une manière de maîtriser celui-ci. La pratique de l'espace s'arrime à un ensemble de signifiants qui se donnent pour l'objet-espace. Toute pratique découle donc d'une lecture de l'espace, d'une traduction de celui-ci selon l'arrière-plan que nous avons évoqué.

Dans cette même optique, il nous est nécessaire de garder en tête la question temporelle : il ne s'agit pas uniquement d'étudier une interaction entre l'individu et l'espace à un instant *t*. D'une part parce que cette interaction dépend précisément d'un ensemble de présupposés tenant aux expériences précédentes de l'individu et lui permettant de construire la *situation*, en vertu de ce que nous avons dit plus haut. D'autre part parce qu'il est essentiel de replacer ces interactions dans un continuum plus long de pratiques et de représentations, qui tiennent donc au passé de l'habitant (parcours biographique, expériences déjà vécues sur tel lieu, etc.) comme nous l'avons dit, mais aussi aux stratégies qu'il déploie, à ses objectifs dans l'espace, à son approche collective autant qu'individuelle de l'espace. En ce sens, notre approche ne relève pas uniquement d'un interactionnisme symbolique, mais vise à replacer cet ordre de l'interaction dans une perspective

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

globale, à lui donner un sens collectif et à saisir la nature des enjeux politiques attachés à l'espace à Ouagadougou. J'ai donc mis en place des protocoles méthodologiques supplémentaires qui s'écartent d'une approche purement interactionniste pour permettre de compléter et de mettre en perspective les protocoles se situant à l'échelle de l'interaction individu/espace. Le récit biographique nous éclaire sur les représentations et la manière dont les individus définissent les situations urbaines, mais il doit être mis en relation avec l'application en pratique de cette représentation, l'engagement situationnel, qui s'étudie dans les interactions spatiales que seule l'observation de terrain nous permet d'évaluer. Il était nécessaire de parvenir à mêler efficacement l'étude du temps court de l'interaction et du temps long de la biographie, autant que les dimensions individuelles et collectives, toutes ces dimensions s'éclairant mutuellement et permettant de comprendre la logique à l'œuvre au sens du dispositif urbain ouagalais.

Nous adoptons ici plus généralement une approche constructiviste de la société comme réseau de significations, dans une perspective wébérienne (Berger, Luckmann, 1966) : nous supposons que les acteurs sont capables de donner du sens à leurs actions, et c'est à travers la compréhension de ce sens qu'on peut expliquer le déroulement des relations sociales. Si l'on pense que l'explication du monde social se trouve dans la compréhension du sens donné par les acteurs, on se donne dès lors pour objectif méthodologique de restituer la vision du monde des acteurs, d'être au plus proche de leur définition de la situation. Cela implique donc de choisir des catégories pertinentes pour étudier le rapport de l'habitant à l'espace (la rue, le quartier…), et d'adopter des méthodes permettant d'interroger le sens que leur donne les habitants (entretiens compréhensifs, observations de rues, etc.).

2.1.3. « Ce qui va sans dire » : une approche par les pratiques et représentations.

L'approche par la pratique suppose pour notre étude plus qu'une simple analyse descriptive des comportements des acteurs au sein d'un cadre urbain. La conviction qui a animé notre travail est que la pratique ne signifie jamais *uniquement* l'acte, mais qu'elle est à replacer dans un système de représentations et de signifiants urbains collectivement produits et inégalement intégrés par les acteurs. En clair, la pratique exprime également « ce qui va sans dire » (Chauviré, 2016 : 1), c'est-à-dire le savoir tacite (« *tacit knowledge* », cf. Polanyi, 1958) que la pratique présuppose et qui fait que celle-ci est « l'application non-verbalisée et souvent non-consciente de règles » (Chauviré, 2016 : 1). L'acteur urbain n'agit jamais en pleine connaissance de cause, mais son comportement est en partie déterminé par un ensemble de connaissances et d'inflexions produites par la nature même des

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

structures au sein desquelles il évolue et incorporées par lui-même. L'étude de la pratique doit donc permettre de comprendre la nature de ce *stock* de règles muettes.

Cela s'explique par la nature du jeu social qui caractérise la vie de l'habitant au sein d'un même champ social ; ici, celui de l'urbain. Les modalités spécifiques d'accumulation et de distribution des pouvoirs au sein de l'espace urbain contribuent à produire un ensemble de règles spécifiques inégalement réparties selon lesquelles les individus sont amenés consciemment ou non à se positionner. Ce capital spécifique à la ville, en étant constamment réinvesti par la pratique des habitants contribue à son tour à renforcer la force de ces structures déterminantes. Les acteurs urbains, en pratiquant la ville, mobilisent inégalement un ensemble de compétences en fonction de la répartition des pouvoirs et des positions dans l'espace. Il existe donc un *arrière-plan* (*hintergrund* chez Wittgenstein, cf. Chauviré, 2016 : 7) de connaissances tacites incorporées, qui constituent des règles déterminant les comportements. L'inégale connaissance de ces règles constitue une hiérarchie des capitaux urbains. C'est une des propriétés du *champ* chez Bourdieu (Bourdieu, 1992) : les règles y sont désignées comme la *doxa*. Il est à préciser que pour lui, cet « ensemble de règles » ne saurait être représenté ou énoncé, mais ne se lit qu'à travers la pratique, comme performance sociale. Ainsi, pour Bourdieu, cette approche permet de contredire l'idée de pratique comme choix rationnel : elle est toujours le produit imparfait de déterminismes toujours renégociés. Les règles ne sont pas fixes, elles ne sont que les ombres portées de l'état du jeu social et des inégalités de capital.

Ce point de vue se rapproche d'une certaine manière de l'approche quasi-phénoménologique de la « dimension cachée » d'Edward T. Hall (1971), celle des habitudes et aptitudes culturelles non-objectivables qui conditionnent les pratiques spatiales, notamment concernant les ajustements de distance entre les sujets. Il développe l'idée d'une dimension culturelle du rapport à l'espace, qui structure les conditions d'appropriation de celui-ci, et les pratiques. Son approche se veut proxémique, c'est-à-dire qu'il s'intéresse aux conditions de proximité ou de mise à distance entre les individus dans l'espace, en se basant sur l'anthropologie autant que sur l'éthologie. Il pose ainsi les bases de la réflexion sur la relation systémique entre cadre bâti, pratiques spatiales et représentations spatiales (substrat culturel et infra-culturel). Le cadre spatial se caractérise par des aspects sociopètes, favorisant le contact entre les hommes, et des aspects sociofuges, favorisant plutôt le maintien et l'accroissement des distances. L'équilibre entre ces deux forces est différents selon la nature du cadre spatial (Hall en distingue trois sortes : espace à organisation fixe, espace à organisation semi-fixe et espace informel). Le rapport de l'homme aux autres et à son espace se déploierait selon différentes « bulles », sorte de cercles concentriques qui entourent l'individu et dont chacune correspond à un certain type de rapports à l'espace dépendant de prescriptions culturelles implicites régissant le

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

rapport à la distance. Hall énumère quatre bulles : la distance intime, distance personnelle, distance sociale et distance publique.

Certains aspects de cette pensée paraissent largement inadaptés à notre réflexion : bien des points de ce texte semblent datés et sa volonté de définir les espaces et bulles avec précision (allant jusqu'à définir la distance propre à ces bulles au centimètre près) interrogent forcément sur l'applicabilité de cette théorie à des terrains éloignés de ceux de Hall (au hasard, une grande ville ouest-africaine contemporaine). Toutefois, Hall nous encourage à prendre en compte tous les aspects du rapport à l'espace en n'omettant pas l'importance de la dimension culturelle d'une part, et de l'appréhension physique d'autre part (sur ce point, on renverra également à De Certeau, 1990). Chez Hall comme chez Lefebvre, l'espace n'est pas neutre, il n'est pas un simple réceptacle de pratiques fonctionnelles, mais il contient nombre de règles implicites, à l'instar du savoir tacite, qui ne se dévoilent pas spontanément au chercheur, et nécessite donc une méthode adaptée pour en lever le mystère. La question de la proximité et du maintien des distances selon la nature du cadre bâti est une manière essentielle de comprendre ce qui se joue au niveau des pratiques spatiales, et s'y pencher permet de saisir au-delà des simples pratiques, le fond culturel et représentationnel qui les sous-tend. L'approche proxémique semble inviter à suivre l'inclinaison goffmanienne à étudier l'ordre de l'interaction pour saisir au mieux l'ordre social.

Ainsi, notre approche méthodologique des pratiques doit se positionner de telle manière qu'elle évite à la fois l'écueil du choix rationnel et celui du déterminisme absolu – au sens de non-négociable. L'observation et l'étude d'une pratique doit se donner pour mission de contextualiser, de recouper les différentes données, de comprendre les structures incorporées par l'individu au cours de son histoire sociale qui l'amènent à agir d'une manière particulière dans l'espace. Mais il est également essentiel de ne pas réduire ces *règles du jeu* à des contraintes indépassables, et à les assimiler à un jeu social figé, entièrement circonscrit : la pratique participe à chaque instant d'une renégociation de ce qui la détermine. Cette renégociation peut produire ses effets à l'échelle individuelle comme collective, dépendamment de l'inertie supposée du corps social et de l'évolution des rapports de force et des positions de pouvoir. Il est à noter également que l'individu peut s'approprier sa pratique pour jouer avec l'arrière-plan tacite, construisant et déployant des *arts de faire* (De Certeau, 1990) et adoptant différentes postures dans un but stratégique (Scott, 2008). Cette conception des pratiques se veut donc résolument positiviste et ne saurait se réduire à une analyse *froide* des règles du jeu social.

En somme, étudier les pratiques revient non seulement à décrire des comportements urbains, mais également à les remettre dans un contexte structurel – au niveau individuel et collectif – permettant de comprendre les différences de positionnement face à la ville, et donc les inégalités d'habitus urbain chez les individus.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.1.4. Le choix de l'étude biographique

Nous avons pris le parti de privilégier une approche qualitative, en mettant en place une méthode biographique. Le récit de vie est une méthodologie de collecte de données utilisée de longue date dans les études urbaines : elle faisait notamment partie des techniques d'enquête privilégiées des chercheurs de l'école de Chicago (Coulon, 2012 : 43). Cette technique se justifie par les principes de l'interactionnisme sociologique : si l'on cherche à comprendre les pratiques sociales des individus, il faut comprendre les individus et leur monde social, notamment leurs représentations. Il est donc nécessaire de tenir compte de la réflexivité, c'est-à-dire du fait que le monde social des acteurs constitue simultanément le cadre de l'action et le support nécessaire à la description de cette action. Le rôle du chercheur est donc de chercher à dépasser le simple sujet empirique pour produire un sujet analytique, c'est-à-dire un sujet qui vit non seulement ses conditions d'existence, mais qui les décrit et en donne une interprétation par son discours. L'analyse des données ainsi recueillies doit permettre de comprendre à la fois les pratiques décrites par l'acteur, le contexte des structures sociales dans lesquelles il évolue, et ses propres représentations qui l'amènent à les présenter de cette manière.

Les enquêtes biographiques ont connu divers apports méthodologiques depuis les années 1980. Les entretiens de récit de vie par « recueil de simples histoires génésiques » (Lelièvre, 2009 : 7) ont pu être combinés avec des traitements quantitatifs qui ont permis de complexifier l'analyse. Le constat de la diversité de trajectoires imbriquées et agissant mutuellement les unes sur les autres s'est imposé, et avec lui la nécessité de sortir des conceptions trop linéaires de l'enquête. L'approche biographique a donc dû prendre en compte ces différentes trajectoires – familiale, résidentielle, professionnelle, etc. – et construire des méthodes longitudinales[64] qui permettait un traitement global de ces données sans altérer l'efficacité de la récolte de ces dernières. Ces méthodes permettraient une étude des parcours de vie dans leurs différentes dimensions, en y intégrant les aspects liés à la mobilité, en mettant en perspective les trajectoires et les différents « accidents » biographiques et en en offrant une lecture claire et globale.

Cette approche individualiste permet de traiter au mieux la question « des interactions entre phénomènes démographiques » (Dureau, Imbert, 2014 : 34), mais en se plaçant résolument à l'opposé de toute approche holiste, elle prend le risque de minimiser l'importance des contextes et des structures. C'est pourquoi les outils méthodologique de la biographie individuelle ont cherché à se perfectionner en permettant une approche plus ouverte, longitudinale tout en permettant une

[64] « C'est au cours des XVIIIe et XIXe siècles que l'approche transversale – qui considère les événements se produisant à un moment donné – l'emporte sur l'approche longitudinale, qui analyse les événements se produisant au long de la vie des individus » (Dureau, Imbert, 2014 : 34).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

contextualisation efficace qui intègre les contraintes extérieures. Ces dernières peuvent ainsi être abordées sans survaloriser le rapport de causalité des structures sur les comportements, et autorisent à tenir une position méthodologique équilibrée. C'est le cas de la transcription matricielle, que nous avons choisi d'utiliser pour notre enquête. Il s'agit de mener les entretiens avec les habitants sur la base d'un document – la matrice biographique – qui permet de mettre « en correspondance les âges ou les dates et les événements ou les étapes de trajectoires migratoires, résidentielles, professionnelles et familiales, etc. depuis la naissance jusqu'au moment de l'enquête » (*ibid.* : 43) (cf. annexes 3, 4, 5, 6). Concrètement, il s'agit d'un tableau croisant en colonnes les années avec en ligne des informations relatives aux trajectoires (trajectoire résidentielle, parcours scolaire, événements biographiques marquants, occupations professionnelles, mais aussi modes de déplacements utilisés et corésidence).

Utilisée dès les années 1970 sur des terrains africains (Haeringer, 1972), cette méthode se veut un appui au cours de l'entretien, ainsi qu'à son traitement. L'enquête auprès de l'habitant est menée sur une base classique d'entretien semi-directif à partir d'une grille d'entretien portant sur ses pratiques et représentations. Interroger celui-ci sur son parcours et compléter la matrice progressivement permet à la fois de croiser les informations, les trajectoires et de repérer les corrélations biographiques liées à la spatialité, tout en offrant une vue d'ensemble qui permet de revenir sur certaines période clés au cours de l'entretien. La méthodologie matricielle apporte une aide précieuse au chercheur tant en terme de *dynamisme* de l'entretien qu'en terme de qualité de l'information recueillie. D'une part, la relation entre l'enquêteur et l'enquêté est facilitée en abordant l'entretien par son parcours biographique : compléter d'abord la matrice permet de laisser la parole à l'enquêté, de démarrer par des questions basiques (où êtes-vous né ? Où avez-vous vécu ?, etc.) et de confiner l'enquêteur dans un rôle « technique » de transcripteur, permettant d'instaurer une relation de confiance avant le reste des questions. D'autre part, en partant de la base de la trajectoire familiale de l'enquêté, constituée souvent d'événements et de dates bien mémorisés par celui-ci, il arrivera mieux à contextualiser et mettre en perspective le reste des informations.

La matrice est donc un support d'échanges au cours de l'entretien. Elle est garante à la fois de la légitimité du chercheur – l'information recueillie est mise en tableau et donc transformée instantanément en données scientifiques – et soutient la discussion, apparaissant presque comme un troisième acteur de l'entretien. Les allers-retours entre la rédaction de la matrice et la discussion rassurent à la fois le chercheur et l'enquêté. Au cours de l'entretien, la froideur technique de l'outil permet paradoxalement de s'acquitter plus facilement d'une grille d'entretien potentiellement trop stricte, et de libérer la discussion. Elle offre une marche à suivre pour conduire l'échange, qui permet d'obtenir de nombreuses informations sans perdre le fil. Enfin, après l'entretien, au moment du

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

traitement des données, elle apparaît comme un support de la réflexion, et permet de s'y retrouver aisément dans les parcours de vie au moment de s'arrêter sur une citation de l'enquêté. A tout moment, le chercheur dispose d'une vue d'ensemble du parcours de celui-ci, de ses différents lieux de résidences, de ses accidents biographiques, etc.

Au final, loin d' « atomiser » l'individu, cette approche biographique permet de replacer son parcours, ses pratiques et ses représentations dans une trajectoire globale, liées aux événements, aux réseaux de sociabilité, aux structures sociales et spatiales. Nous évitons ainsi l'écueil d'un pur déterminisme qui contraindrait l'individu dès sa naissance en le maintenant dans ses positions sociales, sans non plus analyser les comportements selon un illusoire libre-arbitre : les comportements individuels ne cessent d'être modifiés dans le temps au gré du croisement des différentes trajectoires de vie. L'approche matricielle nous autorise également à traiter les trajectoires biographiques dans leur globalité, c'est-à-dire non pas à y chercher une *logique* générale, mais plutôt à considérer chaque événement comme faisant sens dans la trajectoire, occupant une position particulière qui peut se comprendre en relation avec les positions des autres événements. En outre, une telle méthode permet de mettre directement en rapport les données structurelles du cadre matériel des habitants (nature de la résidence, moyens de transport, etc.) et l'investissement symbolique qui est lié à la pratique du récit biographique, impliquant un retour réflexif sur son parcours (Giroud, 2007). En cela, solliciter un tel discours de la part des habitants permet de lier les pratiques et les représentations dans le discours.

Pour la sélection des individus, j'ai identifié des quartiers d'enquête selon un échantillonnage aléatoire stratifié que j'explique dans la partie 2.2, et je suis entré en contact avec eux par porte-à-porte réalisé au cours de la journée. Si je craignais initialement que cet horaire me coupe d'une partie de la population, j'ai pu obtenir une grande variété de profils qui légitime les résultats de l'enquête. Après les enquêtes, je proposais aux individus de participer à un atelier qui reprendrait une telle approche, afin de produire collectivement des cartes.

2.1.5. Une cartographie des représentations.

Si les entretiens sur la base de matrice biographique ont pu permettre d'aborder la question des représentations, comme nous l'avons vu, les deux ateliers de cartographie participative que j'ai mis en place avec des habitants ont permis de creuser cette dimension, en liant le récit des habitants à une sémiologie graphique qui s'offrait comme base d'un retour collectif.

Il nous faut tout d'abord revenir rapidement sur la cartographie des représentations. Si la cartographie euclidienne classique a longtemps consisté en une représentation paysagère ou

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

thématique du monde, le développement de la cartographie des représentations mentales de l'espace a permis une compréhension efficace de réalités spatiales longtemps passées inaperçues. Cette cartographie des représentations de l'espace se conçoit comme une construction mentale figurant un espace géographique, un système de signes, de valeurs, d'idées « qui motivent les pratiques de l'espace impliquées dans la production de celui-ci » (André, 1998, Staszak, 2003). Elle appelle un arsenal méthodologique diversifié, nécessaire pour parvenir à recueillir ces données complexes et subjectives. Chercher à aboutir à une cartographie des représentations de l'espace se différencie de la cartographie euclidienne par la nature des données mobilisées (discours, notamment), et l'échelle des représentations (échelle individuelle ou groupe restreint). Si toute carte constitue une « vision spécifique du monde » (Casti, 2000), la carte subjective, en cherchant à superposer aux informations topographiques « objectives » ces données qualitatives, se propose de traduire au mieux les représentations derrière l'apparente objectivité de la topographie. Chercher à figurer une représentation subjective collective ajoute encore à la difficulté : la cartographie participative, par le travail en groupe, vise précisément à dépasser l'impossible objectivité de la représentation euclidienne et se veut avant tout une « stratégie de recherche » (Burini, 2011) visant à comprendre un espace donné à l'échelle de l'habitant, sans occulter le système de signes et de représentations qui détermine le rapport de celui-ci à cet espace. Se donner pour objectif de cartographier les représentations de l'espace nécessite donc la mise en place d'une méthode adaptée au contexte socio-territorial étudié, construite par et pour ce contexte, *in situ* plutôt qu'hors-sol.

Développée à partir des années 60 (Lynch, 1976), la cartographie subjective s'est diversifiée selon plusieurs buts et sous diverses formes : sketch maps, mind maps, cartes cognitives, etc. Sous l'influence de la géographie anglo-saxonne et de la géographie de la perception (Gould et alli, 1984), les cartes mentales, « expression cartographique d'une représentation subjective de l'espace » (Staszak, 2003), ont connu une utilisation croissante au cours des années 70 et 80, se généralisant à de nombreux domaines et dépassant largement le simple cadre académique.

Travailler sur les représentations mentales de l'espace nécessite d'appréhender ces dernières comme des constructions sociales formant un système de références identifiables pour la subculture urbaine dans laquelle elles sont élaborées, partagé par les membres de cette subculture (Breakwell, 2001). Afin d'exploiter au mieux ce type de données, nous avons décidé de compléter notre enquête par une méthode par atelier collectif – permettant de travailler sur les représentations communes – aboutissant à des représentations cartographiques, support clair et facilement mobilisable dans le cadre d'une réflexion géographique. La représentation cartographique, puis la production d'un discours collectif *adossé* à cette représentation permet de compléter le niveau de connaissance

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

qu'apporte l'entretien semi-directif individuel. Dans ce cadre, nous avons développé une méthode de cartographie participative sur la base de *focus groups*.

L'exercice consistant à traduire des perceptions sensibles de l'espace relevant autant des pratiques que des représentations de l'enquêté sur un support aussi fixe que la carte nécessite la mise en place d'une méthodologie précise permettant de dépasser les limites des méthodes qualitatives et leurs pendants quantitatifs. Les méthodes basées sur les SIG ont été longtemps uniquement associées à une approche quantitative. Toutefois, les expériences menées à travers les méthodes mixtes s'imposent depuis quelques années. Certains auteurs insistent sur le pouvoir de représentation des SIG et leur intérêt dans une démarche qualitative, notamment leur capacité à visualiser les représentations et les pratiques spatiales « marginales » (Cope, Elwood : 2009). Dans le sillage de Megan Cope et Sarah Elwood, qui présentent les « Qualitative GIS » comme une « méthode de recherche contre-intuitive », de nombreux chercheurs ont proposé des démarches intégrant les méthodes mixtes et les « ontology-based metadata » à leur terrain, cherchant à libérer les SIG du rôle strictement quantitatif. Sarah Elwood utilise elle-même une méthode de SIG qualitatif dans son travail avec la communauté portoricaine de Chicago, afin de visualiser les représentations du quartier alors que les techniques de géographie subjective plus classique peinent à mettre en évidence cette perspective. Jon Corbett et Giacomo Rambaldi ont également cherché à développer des passerelles entre « community mapping » et « SIG qualitatif » dans leurs terrains sur les connaissances locales au sein des communautés des Suds (et en particulier au Kenya). L'innovation introduite par ce type d'approche est l'introduction de données qualitatives concernant les représentations spatiales des enquêtés (recueillies par entretien) dans un SIG, par une méthode se basant sur une sémiotique graphique (Burini, 2011).

D'autre part, les méthodes de cartographie subjective en groupe peuvent renvoyer aux techniques de cartographie participative, qui permettent de suivre un double objectif : produire un « support iconographique au débat public et à la participation des communautés locales » (Hirt, Roche, 2013, p. 1), mais également impliquer les communautés elles-mêmes dans la construction de la carte. C'est ce dernier aspect qui nous a intéressés au cours de nos ateliers, la cartographie participative, ou contributive, permettant de produire des connaissances sur la ville *bottom-up*, potentiellement en décalage ou en opposition aux conceptions classiques *top-down*, et offrant un statut de coproducteur de l'information géographique aux habitants, au lieu du simple statut de consommateur. Les méthodes participatives peuvent prendre de nombreuses formes, des plus rudimentaires aux plus sophistiquées, mais le « recours à un SIG, s'il ouvre de nombreuses possibilités en termes de gestion communautaire de l'information géographique, requiert des compétences techniques impliquant la présence d'un expert et pouvant limiter la participation » (ibid., p. 2).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Plus récemment, Federica Burini a mis en place une méthode de cartographie subjective et participative mobilisant les SIG « pour traduire et rendre opérationnels les modèles de protection finalisés servant aux fins de développement durable et à la gestion participative » dans le cadre d'une recherche portant sur la restitution des savoirs traditionnels en Afrique subsaharienne (Burini, 2011). Burini travaille avec les éleveurs transhumants du Niger en développant une « cartographie de la connaissance » basée sur une *sémiosis* graphique, c'est-à-dire un travail auprès des communautés sur « les formes mais aussi les symboles et les structures territoriales à travers l'attribution d'une signification connotative au territoire ».

De manière générale, les méthodes mixtes naissent du constat de l'insuffisance combinée du qualitatif et du quantitatif pour rendre compte d'un phénomène spatial donné (Pluye, 2014). Si le reste de nos méthodes nous permet d'obtenir des informations sur l'*espace conçu* et l'*espace vécu*, elle est moins satisfaisante sur l'*espace perçu*. L'espace perçu est plus difficile à isoler et à décrire, car il recouvre essentiellement les espaces de représentations, et se traduit par les codes ou les symboles liés à l'espace. Il apparaissait dès lors nécessaire de construire une méthode efficace et novatrice sur cette question. Il s'agissait donc de concilier démarches qualitatives, quantitatives et spatiales afin de recueillir et d'analyser des donnés permettant de spatialiser des systèmes de pratiques et de représentations urbaines propres aux habitants.

Nous avons ici cherché à mobiliser un SIG permettant de représenter les visions d'un territoire. Selon Burini, les évolutions scientifiques récentes des SIG ont recentré la réflexion autour de « deux aspects fondamentaux qui caractérisent les SIG : les données insérées dans le système et le langage cartographique utilisé » (Burini, 2011). Cette distinction va permettre de présenter notre méthode en abordant dans un premier temps les données mobilisées en amont de la réalisation cartographique, c'est-à-dire les informations ayant trait aux pratiques spatiales, puis la méthode cartographique utilisée, soit un SIG adossé à un *focus group*.

La bibliographie scientifique concernant l'usage des cartes mentales en Afrique subsaharienne reste assez restreinte. Au Burkina Faso, l'enquête de Burini concerne essentiellement des éleveurs Peul d'un terrain rural à la frontière orientale du pays, soit une population fort éloignée des populations urbaines. Une enquête spatialisée via un SIG sur les représentations mentales liées au risque d'inondation à Ouagadougou (Guérard, 2013) souligne le principal problème méthodologique lié à la carte mentale sur des terrains semblables : la production de cartes mentales est un exercice qui suppose la possibilité de mobilisation de capacités cognitives primordiales, apprises notamment à l'école (lecture de carte, appréhension du dessin, etc.). De plus, demander à un adulte de réaliser un travail associé à l'enfance – le dessin – expose au risque de brouiller la communication avec celui-ci. Faire le choix de la méthode classique de la carte mentale, c'est prendre le risque d'exclure une partie

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de la population urbaine – la plus modeste et/ou la plus âgée – bien que le taux de scolarisation[65] présente un niveau relativement correct à Ouagadougou. En définitive, même en réunissant un groupe restreint d'enquêté, il sera difficile d'obtenir une connaissance égale de l'objet cartographique, et un capital de connaissances permettant la production non-biaisée de cartes mentales. Nous avons donc fait le choix d'aboutir à une carte mentale en la faisant réaliser non par l'enquêté lui-même mais par un tiers.

Des ateliers ont été organisés avec les habitants sur le modèle des *focus groups* (Haegel, 2005 ; Bonnet et alli, 2013a ; 2014). Cette méthode, issue de la psychologie sociale et des études de risque a consisté à réunir et à interroger des groupes de trois ou quatre habitants sur leurs pratiques et représentations de l'espace afin de produire des cartes de synthèse sur ces questions et d'y confronter *en direct* ces mêmes habitants. L'entretien par tour de table est à la fois individuel et collectif, il permet d'obtenir des données approfondies mêlant pratiques et représentations de l'espace liées à ces pratiques, tout en ouvrant un débat sur la perception collective de ces représentations. Il autorise à dépasser le problème de perception différenciée de l'espace de la part des individus et des groupes (Lynch, 1976). L'intégration simultanée de ces données à un SIG permet de dépasser les limites méthodologiques inhérentes à l'exercice de la carte mentale auprès des populations urbaines du Sud. Il s'agit ici de compiler les données géographiques et de faire réagir les enquêtés aux résultats cartographiques restitués [cf. figure 2]. Le matériau récolté offre des possibilités de finesse d'analyse inédites et permet de traiter la perception collective de l'espace urbain de manière innovante et dynamique.

Les couches d'information utilisées pour le focus group sont issues d'une plateforme de données construites par les chercheurs de l'IRD et de l'INSS nommée PIGéO (plateforme d'information géographique)[66]. Elle rassemble des données géographiques issues de travaux de recherches achevés à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (Bonnet, Nikiema, 2013). Ces données ont été complétées avec celles d'OpenStreetMap pour la trame urbaine ou la voirie. Le travail réalisé en amont sur PIGéo offrait une base de travail évidente, avec des informations géographiques précises et normalisées sur lesquelles il était dès lors aisé de construire notre approche cartographique des représentations à Ouagadougou. Cette carte n'était pas projetée au cours de la première partie de l'atelier. Avec

[65] « En 2009, à Ouagadougou, la majorité (60,5 %) de la population résidente âgée de 5 ans et plus fréquente ou a fréquenté un établissement scolaire, un quart (25,8 %) est actuellement scolarisé et un peu plus d'un tiers (34,7 %) est passé par l'école. » (Boyer, Delaunay, 2009)
[66] http://www.pigeoburkina.org/

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'essentiel des quartiers et de la voirie, elle permettait de retranscrire de manière rapide et efficace les discours des enquêtés.

En définitive, nous avons conçu ici un arsenal méthodologique permettant de traiter des pratiques et des représentations en nous plaçant à l'échelle de l'habitant. Nous reviendrons le détail de la démarche lors de l'analyse des données. Nous allons voir désormais le deuxième niveau d'étude que nous avons souhaité adopter, légèrement plus surplombant, plus collectif : les lieux de vie.

2.2. Une entrée par les lieux : les échelles du « ici » ?

2.2.1. Le quartier

Le quartier : repères épistémologiques

La définition du quartier semble poser un certain nombre de problèmes en géographie urbaine. Il apparaît bien difficile d'en esquisser une traduction qui dépasse le simple cadre administratif, mais également la banalité d'un signifiant flou. De nombreux géographes semblent pris d'un embarras palpable dès lors qu'il s'agit de donner une idée précise de la réalité géographique que recouvre cette notion. Le quartier peut ainsi être présenté tour à tour comme une « portion assez quelconque de l'espace » (Brunet, Ferras, Théry, 1992 : 411), une « fraction du territoire d'une ville dotée d'une physionomie propre […] lui conférant une certaine unité et une individualité » (Merlin, Choay, 2015 : 647) ou une « fraction homogène clairement délimitable d'un espace urbain, et dont la portée est aujourd'hui faible » (Lussault, 2003 : 758), cette dernière définition lui concédant tout de même d'être « un support d'une puissante mythologie spatiale » (*ibid.* : 759). Un détour par la littérature permet effectivement de se rendre compte que le quartier ne serait pas autre chose que l'un des gradients de l'habiter : « on vit quelque part : dans une ville de pays, dans un quartier de cette ville, dans une rue de ce quartier, dans un immeuble de cette rue, dans un appartement de cet immeuble » (Pérec, 1974 : 119). Le quartier ne serait-il qu'une manière de se situer au sein d'un espace pour l'habitant, et un outil de zonage pour le pouvoir ?

Le quartier semble paradoxalement faire l'objet de vifs débats au sein de la géographie à partir des années 1970, c'est-à-dire à partir du moment où il semble perdre de son sens dans les villes occidentales. Le quartier se retrouve contesté, et lui-même n'est dès lors que l'objet de controverses

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

géographiques qui le dépassent : « la co-naissance de l'objet quartier et de différents courants géographiques explique la construction erratique de cette notion, ballottée au gré d'études empiriques qui l'utilisent sans pour autant chercher à définir cet objet » (Humain-Lamoure, 2007 : 51). En effet, si le terme de quartier était utilisé de longue date en géographie (Reclus, 1895), il n'était bien souvent qu'accolé à une épithète lui conférant son sens : quartier résidentiel, quartier des affaires, etc. Ou bien il se rapportait à une vision nostalgique essentialiste du quartier-village, placé en opposition et en recours « comme lieu d'épanouissement face à la ville démesurée et déstructurante » (Humain-Lamoure, 2007 : 42 ; cf. par exemple Lazzarotti, 1971). Le quartier est alors associé à une vie sociale close et autocentrée faite de relation de proximité et d'une relative autonomie d'activités et de ressources (*ibid.* : 43). Le constat de l'évolution des formes de mobilité, d'échange et d'habitat remet en cause cette tradition. Le quartier semble perdre sa pertinence scientifique, perdu entre le réseau de relations propre à l'individu et les logiques métropolitaines qui le dépassent.

Pourtant, l'avènement progressif de la géographie sociale cherchant à dépasser la tradition vidalienne semble lui accorder un crédit nouveau comme échelle d'analyse et objet de recherche. Le quartier des géographes se voit dès lors relu à l'aune de ces conceptions sociologiques (Simmel, 1896, McKenzie, 1923, Chombart de Lauwe, 1965) et philosophiques (Lefebvre, 1967, Castells, 1972). Une tradition scientifique réactive le quartier comme cadre d'un certain type de relations sociales et donc de relations de pouvoir au sein de la ville (Raffestin, 2019). D'autres courants insistent plutôt sur le lien entre construction identitaire et espace (Di Méo, 1998). Il fait ainsi sens en tant que *territoire*, dès lors socialement construit. Il devient ainsi objet d'étude support de pratiques, de représentations, de modes d'habiter, de stratégies.

Le quartier va ainsi se voir remobiliser pour qualifier des situations particulières spatialement circonscrites : on évoquera ainsi *les* quartiers, éventuellement *à problèmes*. La recherche aura dès lors tendance à se focaliser sur un type de quartier particulier, les quartiers pauvres, sans trop s'attarder sur le quartier en tant que structure même de la ville.

L'étude du quartier semble d'ailleurs guider presque naturellement vers ce que l'on pourrait appeler un *biais local*, c'est-à-dire une focalisation excessive sur les effets de concentration spatiale pouvant tendre à « fixer » les populations et à occulter la complexité des réseaux urbains mobilisés par les acteurs à tous niveaux. C'est là d'ailleurs l'une des principales difficultés conceptuelles du quartier : pour se distinguer en tant que quartier, il doit présenter une unité autonome minimale permettant la distinction avec les autres quartiers. Mais comment dès lors éviter de survaloriser cette autonomie et d'évacuer la relativité de celle-ci ? Le quartier doit donc être replacé dans un ensemble de structures urbaines, et étudié en tant que catégorie analytique du rapport à la ville plutôt qu'en tant que milieu fermé et autonome.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Authier distingue trois types d'analyse du quartier :

- « l'étude des variations locales des manières d'habiter et de cohabiter des individus ;
- L'examen des processus de socialisation liés au quartier et leurs effets sur les pratiques et trajectoires des individus ;
- Le recours au quartier comme générateur d'effets identitaires par certaines catégories de la population » (Bacqué et alii, 2007 : 179).

Le quartier dès lors peut représenter « aussi bien une ressource qu'une contrainte » (Authier, 2007 : 214). Le quartier est donc plusieurs choses : une représentation et une pratique, les deux ne correspondant pas nécessairement. Il semble en tout cas faire écho à la *proximité* et au *local*. Il est surtout un « espace d'accessibilité à l'urbanité » (Joseph, 1998).

Le quartier pose finalement l'une des questions fondamentales de la géographie sociale : « dans quelle mesure les configurations sociales et spatiales peuvent-elles agir sur les trajectoires sociales et les conduites des individus ? » (Bacqué et alii, 2007 : 178). Si le quartier apparaît comme une échelle structurant l'espace, même si sa définition donne lieu à une lutte d'appropriation entre les acteurs, il est pertinent de s'interroger sur ses *effets*.

Définir un quartier « africain » ?

Il existe donc une littérature pléthorique sur le quartier. Comment dès lors la mobiliser sur notre terrain ? Cette question nous amène de nouveau à nous interroger sur les éventuelles « spécificités » du terrain. De nombreux travaux ont été produits spécifiquement sur les quartiers des villes africaines. Une tradition, datant de l'anthropologie coloniale, a tenté de construire le quartier comme un objet de recherche spécifique. Mais l'état de la recherche aujourd'hui ne fait pas apparaître de différence flagrante entre le quartier africain et les quartiers des villes occidentales, nonobstant leur contexte historique respectif.

La tradition issue de l'anthropologie rurale a longtemps tenté de définir le quartier africain en établissant « des correspondances précises entre des unités sociales et des espaces » (Le Bris et alii, 1987 : 249). Mais cette approche s'avère inadaptée aux réalités actuelles des villes africaines, l'autonomie sociale des unités spatiales d'habitation s'avérant bien souvent fantasmée ou illusoire. Ainsi, si la recherche a pu longtemps associer le quartier africain à une concentration familiale, ethnique ou lignagère, l'hétérogénéité socio-spatiale des villes invalide depuis au moins les années 1980 ce type d'analyse. Cette autonomie introuvable peut à la limite se retrouver à l'échelle des communautés de voisinage immédiate, mais qu'on ne saurait assimiler aux quartiers. En 1987, Le Bris,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Osmont, Marie et Sinou notent que la taille importante des quartiers des villes africaines[67] fait que leurs habitants ne peuvent les maîtriser entièrement, en connaître tous les autres habitants, et qu'ils ont tendance à plutôt se repérer par rapport à leur voisinage immédiat, le quartier faisant surtout référence pour les habitants extérieurs à celui-ci qui s'en servent comme repère dans la ville (le quartier se matérialise alors souvent autour d'un équipement, d'un monument ou d'un bâtiment caractéristique) (*ibid.* : 250). Ils refusent toutefois d'associer cet attachement à la communauté de voisinage à la communauté villageoise, la mobilité importante des citadins rendant l'attachement au lieu très relatif.

Comment dès lors distinguer un quartier dans une ville africaine ? Le critère de l'unité culturelle, familiale ou ethnique n'est donc pas pertinent. Le critère économique pose plus question. Les villes africaines présentent souvent une trame urbaine bien moins fonctionnaliste que celles des villes occidentales. Malgré les zonages issues des différentes périodes historiques et plans d'aménagement, les activités diverses – résidentielles, commerciales, religieuses, etc. – se côtoient souvent au même endroit. Cela apparaît d'autant plus vrai à Ouagadougou, où rares sont les quartiers où la ségrégation socio-économique saute aux yeux (à part à Ouaga 2000, quartier planifié pour accueillir les activités de l'élite, et dans les quartiers de la Zone du Bois et du Petit Paris, qui concentrent beaucoup de familles très aisées et d'expatriés occidentaux, mais sur des surfaces finalement peu étendues). Les particularités liées aux difficultés d'accès à la propriété foncière à Ouagadougou, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir plus tard, font que l'on retrouve fréquemment des familles aux revenus convenables et réguliers résidant dans les quartiers spontanés. Toutefois, il n'est pas exclu que la situation évolue sur ce point, et nous aurons l'occasion de poursuivre cette piste plus tard : en effet, les logiques actuelles de l'aménagement urbain – planification de nouveaux quartiers, programmes de logements sociaux, cités de fonctionnaires, fonctionnalisation spatiale[68] - pourraient accentuer des logiques de ségrégation socio-économique à même de produire des quartiers socialement homogènes.

Le quartier pourrait également dépendre de critères politiques : concrètement, il correspondrait à l'espace d'influence d'un quelconque pouvoir micro-local, chef coutumier, dignitaire religieux, politicien influent, etc. Indéniablement, les logiques du quartier dépendent des modes de décision politiques particuliers le concernant, notamment en ce qui concerne l'accès au foncier. Cependant, il est rare que ceux-ci soient si lisibles qu'ils permettent une lecture claire du découpage par quartier. A Ouagadougou comme ailleurs, on assiste plutôt à des luttes et négociations locales entre plusieurs influences, les logiques politiques se superposant aux logiques clientélistes. Ces logiques se

[67] Leur étude concerne Dakar, Bamako, Lomé et Saint-Louis.
[68] Par l'interdiction du commerce informel de rue dans les cahiers des charges, par exemple.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

confrontent elles-mêmes aux autres réseaux sociaux à même d'exercer une influence collective sur un quartier : associations, tontines, réseaux de solidarité divers. Si le critère politique est donc à prendre en compte au moment de chercher à analyser le quartier, il ne saurait permettre à lui seul sa définition.

Enfin, nous pourrions chercher à définir le quartier africain sur des critères historiques, si l'on se rapporte au constat que « les quartiers sont des lieux de mémoire » (Bopda, 2007 : 105). Cette mémoire peut se lire dans la diversité des toponymes désignant les quartiers, se rapportant à autant de découpages représentationnels. En effet, si les quartiers sont des « dispositifs d'encadrement territoriaux » (*ibid.* : 106), ils sont en ce sens des lieux de conflits et de lutte d'influence autour du contrôle du quartier : chaque échelon de pouvoir possède sa propre définition et délimitation du quartier. Le chef de terre cherche à négocier et ménager sa zone d'influence avec l'État, l'urbaniste entend intégrer le quartier dans son système urbain global, l'habitant revendique son quartier comme une des échelles du « chez-lui », le politique fait du quartier un des échelons possibles du contrôle social de la grouillante masse urbaine. Mais là encore, il est difficile de conclure à une spécificité africaine de ces phénomènes.

Parler de quartier « africain » reviendrait finalement à adopter un biais culturaliste, qui considèrerait l'existence d'une spécificité propre au quartier africain – par rapport au quartier européen, mettons – qui s'expliquerait par une différence culturelle radicale. Au contraire, si l'on doit penser le quartier des villes africaines, il nous faut rappeler qu'il a une histoire et qu'il n'existe qu'en rapport avec le concept de quartier en général, tout comme une éventuelle « culture africaine » ne se serait construite qu'en rapport avec d'autres cultures. Le quartier, ici, doit donc rester une catégorie analytique du fait urbain, et non le marqueur d'une identité culturelle fantasmée.

Le quartier : un espace représenté

Ainsi, le quartier se rapporte autant à une pratique qu'à une représentation. A. Bopda revient à l'époque de la domination coloniale pour proposer une généalogie des représentations du quartier à Yaoundé. Les représentations coloniales ne laissent finalement peu ou pas de place au quartier. Comme nous l'avons vu, la *ville* n'y est pas autre chose que le *centre* des colons. Les quartiers des africains sont les *villages*. Ceux-ci se voient donc dénier leur lien avec la ville, tant en termes de pratiques que de représentations. Ils en sont radicalement séparés. Puis ces zones africaines grandissant, on finit par les désigner péjorativement comme *les quartiers*, sans omettre le pluriel essentialisant (Goerg, 2006). Cette binarité s'est souvent traduite en hiérarchie : la *ville*, c'est-à-dire les centres urbains étant associés aux classes supérieures, aux nantis, les quartiers étant le lieu des autres, de catégories littéralement inférieures. Si cette réalité sociale est indéniablement plus

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

complexe aujourd'hui, elle a sans doute son influence sur les représentations encore associées aux quartiers : « les lieux ont ainsi acquis une substantialité affective faite, en plus de ce que l'on en dit, de tout ce que l'on omet d'en dire, de ce que l'on en oublie, de ce que l'on en ignore aussi » (Bodpa, 2007 : 107). La mémoire ainsi associé au quartier, son identité, dessine en creux une hiérarchie, d'inégales modes de légitimité urbaine. L'habitant du quartier sait qu'il est *à la place* assignée à celui-ci.

Si le quartier a longtemps été associé au village, il ne faut pas manquer de souligner que de nombreux quartiers des villes ont cette identité de village. Ils étaient auparavant des villages, progressivement absorbés par la ville. Il subsiste indéniablement une part de cette identité villageoise dans les représentations associées à certains quartiers. Si cette identité subsiste, la pratique d'un quartier de ville éloigne de la pratique villageoise. Un attachement autochtone peut subsister, se transmettre, mais il se retrouve mêlé à l'identité du quartier en perpétuelle renégociation du fait des pratiques et des arrivées de nouveaux habitants. En outre, à Ouagadougou, une grande partie des quartiers sont nés, pour ainsi dire, en *milieu urbain*. Ils n'ont pas et n'ont jamais eu cette identité de village. Malgré tout, les regroupements de population en fonction d'une origine géographique particulière peuvent exister : ils sont soit volontaires, soit liés à la proximité géographique du quartier (les habitants venant d'une même région chercheront parfois à résider à proximité de la route qui y mène). Ils tendent à décroître selon plusieurs facteurs : distance au centre-ville (le prix du foncier dans les quartiers centraux rendant difficile de tels regroupement), générations (les plus jeunes seront souvent moins enclins à se regrouper selon l'origine, d'autant plus qu'ils sont plus souvent nés en ville, et que le prix du foncier peut les pousser à chercher un logement dans d'autres quartiers s'ils souhaitent prendre leur indépendance par rapport à leur famille), disponibilité foncière, évolutions de la politique urbaine (les quartiers centraux détruits au cours du projet ZACA regroupaient une forte communauté Haoussa qui a eu du mal à se reconstituer suite au déguerpissement), etc.

Dans un contexte de croissance urbaine soutenue, les habitants, les structures et la position dans la ville d'un quartier peuvent évoluer énormément sur des périodes très courtes. Quelle identité de quartier peut subsister dès lors sur le long terme ? S'il existe une « mémoire » du quartier, ne serait-elle pas sans cesse *profanée*, au sens où le pérenne, le *sacré* des lieux subit une remise en cause continue ? A Ouagadougou, si la ville évolue vite les quartiers ne changent pas tant que ça, en termes de morphologie ou de peuplement, quelques exceptions mises à part. Sur le temps long, les quartiers ouagalais sont plutôt à la recherche de stabilité, qui vient avec l'arrivée des équipements et des infrastructures. La forte proportion de propriétaires limite également les mouvements. S'il existe une profanation de la mémoire des lieux à Ouagadougou, elle est à lier précisément à l'évolution rapide de la ville. L'environnement urbain, et la géographie des ressources qui lui est associée, en se

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

transformant, transforme également les représentations liées au quartier, qui voit sa place dans la ville remise en question de manière régulière. Un habitant de Pissy ou de Dagnoin, quartiers lotis dans les années 1990, est passé en une vingtaine d'années d'habitant périphérique de l'espace irrégulier, à habitant de quartier formel péricentral. Karpala, loti à partir de 2006-2007, est aujourd'hui pour sa plus grande partie totalement intégré au tissu urbain, alors qu'il était encore un non-loti éloigné il y a une dizaine d'années.

Éventuellement, l'acte de profanation apparaît patent au sein du projet ZACA, mais il s'agit là d'un cas particulier. Au-delà des destructions matérielles et des déplacements physiques, ce sont autant de toponymes antérieurs à la colonisation qui disparaissent, et avec eux, la mémoire des lieux associés. Qui parmi les jeunes Ouagalais, autres que les familiers des déplacés de la ZACA, peut situer sans souci Zangouettin, Tiedpalogo ou Peuloghin ? Ici, le cas est encore plus symptomatique, car si la mémoire des anciens quartiers s'est soit effacée avec les noms de quartier, soit s'en est allée avec les derniers occupants, le quartier n'a pas été chargé de nouvelles significations fortes à travers ses nouvelles activités ou ses nouveaux habitants. Et pour cause, quinze ans après la destruction des anciens quartiers, le projet ZACA est toujours un chantier immense, sorte d'exception spatiale dans la ville où poussent épisodiquement quelques immeubles vides et où passent les camions d'auto-école qui profitent de ses nouvelles routes impeccablement goudronnées. Ainsi à Ouagadougou, ce qui a longtemps été considéré comme le centre-ville a été amputé d'une large partie de ce qui faisait son identité de quartier, et cela se prolongeant dans le temps, c'est toute la référence à la centralité pour les nouveaux habitants de la ville qui s'en trouve chamboulée.

Le quartier, « unité de peuplement par excellence » (Izard, 2003) représentait dans l'empire Mossi précolonial l'unité identitaire de référence, basée sur l'espace occupé par un lignage (Hilgers, 2005). D'une certaine manière, cet aspect référentiel a perduré : il arrive encore à Ouagadougou qu'un quartier soit identifiable à une grande famille (les Dermé à Niongsin, par exemple), ce qui est encore plus le cas dans les villes moyennes. Cette unité familiale originelle a donné naissance à des ordres sociaux cohérents sur l'espace du quartier. Les premières identités urbaines se sont vraiment formées à Ouagadougou à partir de la conscience de quartier. Mais ce mécanisme n'est valable que pour les quartiers anciens.

Selon M. Izard, la toponymie « des quartiers est largement codée. Le nom des quartiers signale en effet généralement l'identité collective des habitants ou le statut du chef de quartier, ce qui renvoie dans les deux cas à une position d'identité collective » (Izard, 2003 : 87). L'importance coutumière du quartier, inscrite dans la toponymie, explique que la politique des nouveaux quartiers revêtit une si grande importance pour le régime sankariste qui cherchait à affaiblir l'influence conservatrice du pouvoir mossi : Cité An I, Cité An II, Cité An III et Cité An IV portent des noms directement liées au

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

processus révolutionnaire et ont été construites sur les ruines de quartiers traditionnels détruits pour cela (Napon, 1996 : 114-123). Le découpage administratif en secteurs imposé au même moment relève de la même logique.

Outre cela, le quartier représente à la fois un point d'entrée et un point d'ancrage dans la ville. Appartenir à un quartier, c'est indéniablement appartenir à la ville, et se l'approprier dans un même mouvement. Indéniablement, maîtriser la toponymie, c'est maîtriser l'espace. Ainsi, les enjeux autours de la dénomination des quartiers sont au cœur des luttes pour l'accès et l'appropriation de l'espace. Le choix de la présidence burkinabè de conserver le toponyme de Kossyam[69] pour désigner le nouveau palais présidentiel construit dans le quartier de Ouaga 2000 est significatif : recycler le nom d'un village « déguerpi » pour la construction du quartier permet de s'assurer un lien direct avec l'espace occupé, de séculariser l'implantation du Ouagadougou nouveau dans un système spatial cohérent.

Il nous faut également souligner après tout cela que la notion de quartier reste ambivalente à Ouagadougou. En effet, le quartier n'y a pas d'existence administrative. Les seuls échelons reconnus sont le secteur et l'arrondissement. De ce fait, les noms de quartier ne relèvent que de l'usage et n'y ont pas plus de valeur officielle. C'est là l'enjeu de l'étude du quartier à Ouagadougou : se baser sur le quartier permet d'interroger l'usage de la ville et ses ambigüités. L'existence du quartier s'appuie en grande partie sur la stricte représentation des habitants (même si l'existence du quartier dépasse malgré tout ce simple cadre : il peut être utilisé dans des discours officiels, dans la presse, de la littérature grise, etc.[70]). La notion de quartier relève d'une sphère radicalement différente de celle de l'action publique. Sur ce même point, il est important de rappeler que le quartier n'est pas le seul support de représentations des habitants. Ceux-ci se réfèrent ainsi régulièrement au découpage officiel, notamment aux secteurs – et en cela, il est difficile de lire l'usage du quartier comme une simple *résistance* de la valeur d'usage. D'ailleurs, il est courant que les habitants se réfèrent successivement aux quartiers ou aux secteurs, et à ce titre, il est intéressant de nous demander pourquoi. A ce propos, la réforme administrative de 2009[71] constitue un exemple intéressant de chamboulement des régimes de représentations de la ville. Par la mise en place d'une nouvelle carte des secteurs, le gouvernement a produit une troisième grille de représentations de la ville venant se superposer à l'ancien découpage par secteurs et au découpage non-officiel par quartiers. Cette réforme a donc complexifié les références aux représentations, tout en ouvrant la possibilité à des

[69] Nom du village « déguerpi » pour la construction du Palais.
[70] Pour illustrer l'ambivalence de la portée « officielle » du secteur par rapport au quartier, citons l'exemple que donne A. Biehler (2010 : 176) : elle rappelle que les dénominations des arrêts des lignes de bus de la SOTRACO (Société de transports de la commune de Ouagadougou) ne font aucune mention des secteurs, mais se réfèrent énormément aux noms de quartiers (« Kilwin », « Marché de Larlé », « Mobil Pissy », etc.).
[71] Qui substitue à l'ancien découpage de la ville en cinq arrondissements et trente secteurs un nouveau découpage en douze arrondissements et cinquante-cinq secteurs.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

logiques de distinction (qui utilise le nouveau découpage en secteurs ? Et l'ancien ? Et qui ne se réfère qu'aux quartiers ? Et à plusieurs de ces régimes ? Et surtout, pourquoi ?). Dans notre étude, le quartier représente essentiellement un atout méthodologique : il offre un cadre clair permettant de se placer véritablement à l'échelle de l'habitant. Mais il ne doit pas enfermer notre réflexion dans le fantasme de pratiques et représentations populaires de la ville qui s'opposeraient aux pratiques et représentations officielles.

Le quartier est objet de représentations, support de connaissances sur la ville (Bodpa, 2007 : 105). Il importe finalement peu de savoir si sa réalité sociale précède ou non sa définition administrative : le fait est que le quartier fait sens, il est une réalité quotidienne partagée par les habitants des villes africaines. En tout cas, les habitants que nous avons interrogés au cours de notre enquête reconnaissent le quartier, se sentent lui appartenir. Mais pour cette même raison, le quartier est à la fois insaisissable et pluriel. Insaisissable car les limites en sont floues, plusieurs quartiers peuvent se confondre à un même endroit, et ceux-ci se confondent de même avec l'ancien et le nouveau découpage en secteurs. Certains quartiers au nom vernaculaire semblent se superposer par moments : j'ai pu interroger plusieurs habitants se décrivant comme des habitants de Wemtenga, alors que j'étais persuadé d'interroger des habitants de Dagnoen. Pluriel, car si le quartier est support de représentations, il fait également l'objet de « lectures différenciées qui se heurtent parfois violemment dans un processus d'appropriation » (*ibid.* : 105). Il est un lieu identitaire, mais cette idée n'est jamais fixe, toujours contestée, remise en cause, par les habitants même du quartier, la diversité de leurs parcours biographiques et de leur position sociale, par le reste de la ville avec qui le quartier évolue, grandit, se métamorphose. En ce sens, le quartier ne semble appartenir à personne, en tout cas pas nécessairement à ses habitants. La réalité du quartier à Ouagadougou dépasse le simple quartier lui-même. Il n'est qu'un élément des représentations urbaines, et en cela il serait malaisé de chercher à le réduire à la figure du quartier-village qui lui a été si souvent accolée. Ce qui reste certain, c'est que le quartier est le support de représentations collectives. Il produit du sens qui dépasse l'agrégation des représentations individuelles de ses habitants ou des citadins qui le pratiquent.

Nous intéresser au quartier, c'est en revanche aborder avec les habitants la ville sous l'angle de l'appropriation, de l'identité et de la mémoire, et sur les luttes d'appropriation et d'accessibilité à tout cela. Il est la scansion spatiale des identités urbaines habitantes échappant aux logiques d'en haut, se superposant, débordant par les interstices, ne se laissant pas saisir ou dompter dans des normes figées. Bopda use d'une métaphore musicale pour traduire le jeu des références multiples liées aux noms de quartiers comme une partition : « une section rythmique offre par exemple une batterie d'appellations autochtones, antérieures au fait urbain, et une gamme basse d'appellations officielles instituées par les administrateurs, les cartographes et les urbanistes modernes depuis la période coloniale. Jouant

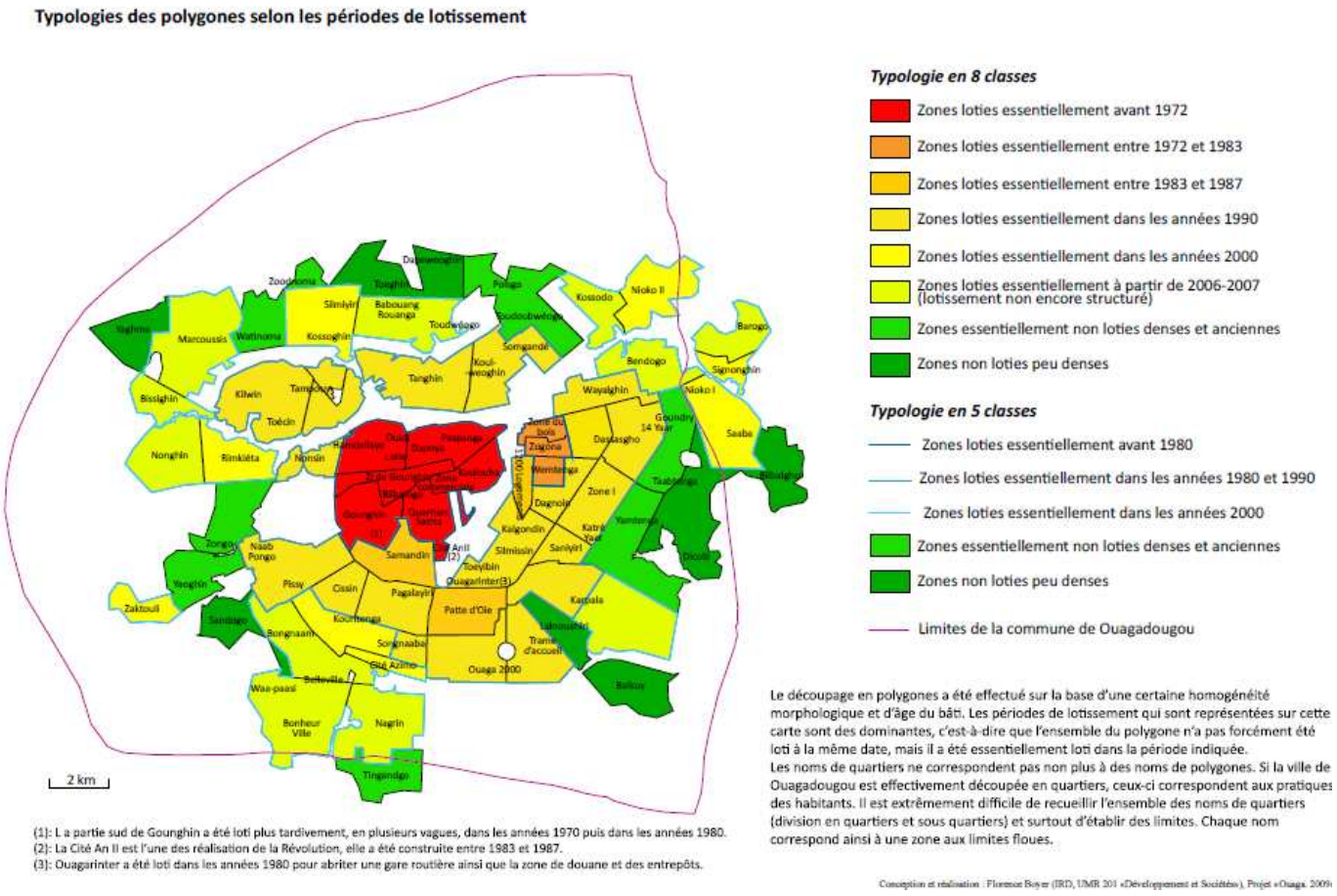
© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

en solo, d'autres Camerounais et étrangers innovent chaque jour. Ils introduisent leurs propres registres de dénominations avec lesquelles ils s'orientent, circulent, parlent et font parler la ville ou ses quartiers » (Bopda, 2007 : 112). Et filant la métaphore, de conclure que la « pluralité éparse » des quartiers « sonne comme un hymne à la mise en commun d'une citadinité trop souvent consommée en solo » (*ibid.* : 115).

Une enquête par quartiers

Sur quelle base s'appuyer pour étudier les quartiers ? Nous avons en effet déjà dit que l'échelle du quartier n'a aucune existence administrative : à Ouagadougou, l'espace urbain est divisé (de la plus grande échelle à la plus petite) en arrondissements, secteurs et parcelles. Et pourtant, nous avons déjà expliqué en quoi il semblait pertinent de travailler à l'échelle du quartier, élément structurant des représentations urbaines. Le découpage choisi est en ce sens nécessairement arbitraire. Nous avons travaillé sur la carte des quartiers produite par F. Boyer et D. Delaunay (Boyer, Delaunay, 2017) (carte 3).



Carte 3 : Ouagadougou et ses quartiers (noms d'usage) selon leur date de lotissement (Boyer, Delaunay, 2017)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour cette étude sur les caractéristiques du peuplement et de l'habitat à Ouagadougou, les auteurs ont découpé la ville en une cinquantaine de polygones « sur la base d'une certaine homogénéité morphologique et d'âge du bâti » (*ibid.* : 9) en combinant des images satellitaires et une observation de terrain. Sur cette carte ont été inscrits ensuite les noms de quartiers recueillis au cours de l'enquête. Chaque nom de quartier, relevant de l'usage, ne correspond pas nécessairement à un polygone. J'ai sélectionné par un tirage aléatoire stratifié quinze polygones pour y mener mon enquête[72]. La dénomination du quartier vient des entretiens, pas de cette sélection initiale. J'ai donc choisi de travailler sur des zones issues d'un découpage sur le bâti, et ensuite de comprendre quelles représentations correspondaient à cette zone pour ses habitants. Cette enquête s'appuie donc sur les quartiers, en liant la localisation géographique et les effets de quartiers (en termes de pratiques et de représentations).

Cette démarche autorise bien entendu à remettre en cause les délimitations des quartiers. Le quartier n'est donc ici pas abordé selon un illusoire présupposé *autonomiste*, mais sert de point de départ représentationnelle au récit de la ville que nous sollicitons de la part des habitants. Le quartier est bien ici un langage de la ville, que nous supposons commun entre l'enquêteur et l'enquêté. Ce langage doit précisément permettre de dépasser le quartier pour en dégager une grammaire qui est désormais celle plus globale de la ville.

Notre approche méthodologique se base sur l'importance présupposée du quartier, mais doit permettre son dépassement. C'est bien l'appartenance à la ville que nous interrogeons. Le quartier ne saurait donc être étudié d'un point de vue autonome, comme une unité de bâti, certes, mais surtout de pratiques et de représentations. Nous n'avons pas ici cherché à découvrir un quartier *faisant univers* à lui seul. La difficulté consiste donc à travailler en permanence sur le quartier en cherchant continuellement à en démonter les limites et à le dépasser.

A l'inverse, notre approche de la rue, elle, s'est faite sur des bases plus monographiques. Sans la séparer du reste de la ville et de son rôle dans la trame urbaine générale, nous avons cherché à l'interroger comme un lieu social total.

[72] J'ai divisé la ville en quatre zones afin d'avoir une répartition géographique satisfaisante des zones d'enquête : nord-est, nord-ouest, sud-est et sud-ouest. J'ai ensuite aléatoirement sélectionné quatre quartiers dans chacune de ces zones (soit seize quartier au total). Un de ces seize quartiers n'a pas pu être enquêté pour des raisons de temps.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2.2. La rue

La rue ne saurait occuper le même rôle que le quartier dans notre argumentation. Elle n'est pas à proprement parler un support de références pour la ville. A quelques rares exceptions près, il est peu courant qu'un habitant s'appuie sur la rue ou les rues pour construire sa représentation de la ville.

Mais le rôle de la rue est bien plus concret. La rue est le lieu de la pratique, le canal obligatoire du quotidien : « scène d'un théâtre spontané, où d'ailleurs les acteurs ne jouent qu'une pièce informe ; la rue publie ce qui se passe ailleurs » (Lefebvre, 1961 : 310). Elle est « la plus petite échelle de la ville » (Morelle, 2006 : 340), tout du moins apparemment de l'espace public. Ce dernier constat serait à nuancer quelque peu, la coupure entre espaces privé et public n'étant pas toujours claire à Ouagadougou : « Ni publique, ni privée, la rue sépare autant qu'elle relie » (Janin, 2001 : 177). La *scène* que représente la rue en est d'autant plus ouverte : s'y dévoilent des pans d'intimité qui s'insère dans le jeu social et contribue à le modifier de manière parfois involontaire. Il faut toutefois préciser que la notion d'intimité revêt ici une signification propre à notre terrain, différente de sa conception occidentale, et ne peut se comprendre sans la mettre en relation avec les obligations communautaires qui irriguent la vie sociale. Entre le privé et le public existent ainsi des espaces intermédiaires, temporaires ou permanents, négociés comme tels par des individus ou des groupes. Si les règles y sont prescrites selon des logiques privées, la publication des actes y est systématique. La rue peut donc être caractérisée comme un espace semi-public où prennent corps des sociabilités privées et publiques (Morelle, 2006 : 345).

La rue à Ouagadougou : une interface malléable entre public et privé

Scène du quotidien, la rue représente également un enjeu territorial particulier dans la plupart des villes africaines contemporaines. En effet, elle se distingue de la rue des villes occidentale par ses activités – l'usage de l'espace y est davantage transitoire – mais également par son rôle social : là où la rue occidentale dessine souvent une rupture claire avec l'espace privé, elle est ici un espace plus partagé dans ses fonctions : « la rue africaine se définit, en fin de compte, plus par le recouvrement de ses usages privatifs et publics que par ses limites et sa linéarité visuelle » (Janin, 2001 : 178). Elle joue donc un rôle d'interface pour les habitants, qui lui confère un rôle transgressif : c'est dans la rue que se rencontrent et se renégocient les différentes normes, publiques/privées, individuelles/collectives, populaires/étatiques. Mais elle est à la fois le lieu de la perpétuation et de la confirmation de l'ordre social : « la rue fonctionne aussi comme un espace de la confirmation des inégalités et des différences » (*ibid.* : 178). La rue est donc le lieu de la socialisation citadine : c'est elle qui accorde aux

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

pratiques individuelles et collectives des acteurs leur caractère proprement urbain. Par ailleurs, cette caractéristique n'est pas spécifique à la rue africaine. La morphologie même de la rue semble la définir naturellement comme le lieu de la socialisation, l'espace public par excellence, en ce qu'elle constitue un vide urbain entre les éléments *pleins* de la ville (bâti, végétation, etc.). Ce vide est donc investi logiquement par la socialité : « le vide à hauteur d'individu est parfois plein du fait des mobiles qui le parcourent ; c'est le lieu le plus important des échanges sociaux, de la vie urbaine » (Gauthiez, 2003 : 118). La rue est donc un lieu *essentiellement* pratiqué : « la rue géométriquement définie par un urbanisme est transformée en espace par des marcheurs » (De Certeau, 1990 : 173).

Paradoxalement, cette importance première dans le processus d'urbanisation se paye d'une instabilité chronique de sa définition et de son statut : « la rue ne connaît pas de processus durable et univoque de territorialisation et d'appropriation » (*ibid.* : 178). Elle se révèle donc un objet scientifique dont il est difficile de saisir les logiques – ce qui en fait tout son intérêt. Comprendre la ville nécessite de comprendre la rue, et plus précisément ce qui se passe dans les processus de transition et de transmission sociales, spatiales et normatives qui s'y jouent.

Comme première interface entre la ville et l'espace privé[73], la rue représente la première *ressource* urbaine, « un espace à prendre, qui n'appartient à personne en particulier […], et est donc virtuellement à tout le monde » (*ibid.* : 179). La rue est une interface car elle n'est pas une césure : elle peut souvent être une annexe de l'espace privé, ce qui constitue donc sans doute la distinction première entre les rues africaines et occidentales. Les cours sont rarement fermées en journée. L'espace directement contingent à la cour familiale est souvent plus ou moins approprié ou exploité : les tentes et les chaises que les habitants installent devant l'entrée de la concession pour les mariages à Ouagadougou comme ailleurs en sont une illustration. Moins exceptionnels, les *grins*[74] constituent une réappropriation ponctuelle d'un espace par des groupes à des fins de privatisation : il s'agit de groupes de jeunes (le plus souvent) se réunissant plus ou moins régulièrement dans la rue pour discuter autour d'un thé, se créant ainsi leur propre espace semi-privé de rencontre, qu'ils peinent à reproduire ailleurs[75]. Pratiquement tout ce qui relève de la sphère privée est susceptible d'être publicisé dans la rue – rituels privés, mais aussi tensions intrafamiliales.

Le logement en lui-même, produit un gradient entre espaces public et privé plus codifié et qu'il est plus difficile de s'approprier. Le domicile bâti en lui-même est très privé, peu propice à la rencontre ou à la réception. Quant à la cour, elle est un espace bien plus ouvert, mais qui reste très soumis aux

[73] Ou semi-privé, la cour familiale pouvant présenter des modes d'habiter dépassant le simple espace privé.
[74] Exemple que nous développons au chapitre 8.
[75] Le domicile ou la cour n'offrent pas assez d'intimité au groupe, les autres espaces de rencontre comme les *maquis** (cf. note 29) ou les bars sont souvent trop chers et de fait, excluant.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

règles internes du domicile familial (très forte hiérarchisation au profit des aînés, par exemple, même si celle-ci demeure à un moindre niveau dans la rue). La cour familiale n'est pas nécessairement un lieu-refuge mais plutôt un lieu où l'individu est soumis à une variété de rapports de force et de pouvoir. La rue lui offre une échappatoire et une éventuelle médiation extérieure lors des conflits, le confort de l'indifférence des passants et la possibilité de développer diverses activités autonomes. En ce sens, elle est aussi un lieu où les inégalités sont rendues objectives et plus visibles par l'espace public. La pauvreté économique et sociale, les inégalités liées au genre ou à l'âge, les différences de statut s'y voient autant que le désinvestissement des pouvoirs publics. La rue est en cela un révélateur de l'état social de la ville, ou du moins du quartier et de sa réalité sociale propre[76], mais elle est également la possibilité d'agir sur celui-ci – par négociations, adaptations, luttes.

La rue africaine est souvent décrite comme « territoire de l'informel » (Steck, 2006 : 73), et la diversité des activités qui s'y déroulent, oscillant entre légalité et clandestinité, occupe des espaces et des temporalités variables et/ou instables. L'informel se définit comme la part du secteur économique qui échappe partiellement ou totalement aux règles formelles (administratives, comptables ou juridiques)[77]. Cette particularité est très souvent mise en avant et presque survalorisées dans les descriptions de la rue africaine, quitte à laisser conclure à l'influence la plus minime possible du bâti, c'est-à-dire de l' « urbain formel ». Malgré tout, il est nécessaire de ne pas éluder l'influence de la matérialité, et de travailler sur l'activité en relation avec celle-ci. Il convient donc d'être tout particulièrement vigilant à la concurrence des fonctions entre les spécificités de la rue africaine qui en font un véritable lieu de vie et les occupations « classiques » de la rue : « assurer des dessertes, être une voie de communication, un axe de circulation » (*ibid.* : 73). Le secteur informel et à la fois partiellement produit et moteur du statut spatial particulier de la rue africaine, espace de dilatation entre public et privé. Il en est en tout cas dépendant, se nourrit de ces particularités autant que de la disponibilité foncière que présente conséquemment la rue : elle ne saurait se réduire à un espace de transit, mais est un espace de vie. L'informel par son importance social, son emprise spatiale, la

[76] Le quartier reste ici un concept important, car il présente en général une homogénéité en termes d'ordre social plus claire que l'espace urbain en général. Le quartier a sa réalité sociale propre, et la rue lui est ainsi associée.

[77] « On proposera de définir comme étant « informelle » toute activité marchande(commerce ou artisanat) urbaine qui, connue et la plupart du temps taxée à un échelon local mais ne respectant pas les normes comptables et sociales (droit du travail…) en vigueur, correspond à un type de consommation sur lequel elle s'avère concurrentielle – à ne pas comprendre uniquement en termes de prix, car ce n'est pas toujours le cas, mais aussi en termes de services (proximité géographique et sociale, vente au détail, crédit…) – auprès des populations par rapport à des circuits plus conformes aux canons occidentaux, fordistes et post-fordistes, de production et de diffusion. Elle est aussi en même temps une réponse empirique aux enjeux de l'insertion et du maintien en ville apportée à des populations de plus en plus nombreuses, et souvent économiquement de plus en plus fragiles : en complément d'un marché urbain de biens et de services qu'elle contribue à satisfaire, elle apparaît aussi comme un important marché de l'emploi aux fonctions sociales de plus en plus ouvertement reconnues » (Steck, 2006 : 86).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

diversité de ses activités et le nombre des acteurs qu'il concerne est indéniablement une clé de voûte de l'étude de la rue.

La mise en scène de la rencontre : étudier la rue avec Goffman.

Les modes de déplacement – très majoritairement marche à pied ou deux-roues – imposent une sociabilité particulière à la rue : les habitants sont confrontés à l'ensemble des activités de la rue et doivent souvent se positionner d'une manière ou d'une autre par rapport à celles-ci, contrairement aux usagers d'automobiles, qui peuvent se contenter d'un simple transit. Ils interféreront tout de même avec la rue – arrêt à une boutique, à un *tablier** pour y acheter des cigarettes ou des *unités**, parfois à un *maquis** – mais garderont en permanence la possibilité de s'en extraire rapidement. Cela ne concerne qu'une infime minorité de la population[78]. Pour les autres, le rapport à la réalité de la rue est direct, et pour ainsi dire, total. On s'y croise beaucoup, on s'y rencontre souvent.

La rue est le lieu du rapport à l'autre, et ce rapport est bien plus significatif d'une *dimension cachée* de l'ordre social qu'on ne pourrait le croire à première vue : comme le rappelait Goffman, « en dépit de leur mauvaise réputation, les rues des villes constituent un cadre où des gens qui ne se connaissent pas se manifestent à tout moment une confiance réciproque » (Goffman, 1973 : 32). Ce constat peut s'appliquer dans une certaine mesure à Ouagadougou, même si la nature de cette confiance instinctive n'est pas la même que celle que le sociologue canadien observait à Berkeley ou Philadelphie.

La rue constitue la « façade » de la mise en scène de la vie quotidienne, les éléments fixes du décor (Goffman, 1973 : 50-51). Mais elle n'est pas que le décor en ce sens qu'elle n'est pas un univers fixe et immuable, mais un « univers de monde […], un espace-ressource [où les individus] trouvent les ressources qui nourriront leurs propres imaginaires », (Berthomière, 2012 : 60). Elle est donc plus qu'un espace, un espace public. En tant qu'espace public, la rue est le lieu de la réalisation dramatique du rôle social, la « région postérieure » du jeu social (Goffman, 1973 : 106). Elle semble littéralement le lieu de la représentation, mais il ne faut pas omettre le fait qu'à Ouagadougou comme dans de nombreux endroits d'Afrique, le rapport au collectif et la représentation peuvent dépasser le cadre de la rue et le seuil du domicile pour se jouer à une mesure différente au sein de l'espace intime. Par exemple, les rapports d'aînesse constitutifs de l'ordre familial, se reproduisent dans la rue et influent sur les comportements. Un jeune individu ne peut échapper dans la rue à la subordination envers son aîné. Pour reprendre cela dans les termes de Goffman, nous dirions que si l'accès aux régions postérieure et antérieure du jeu de rôle social reste contrôlé, la frontière qui les sépare est

[78] A Ouagadougou, seuls 1,9 % des individus possèdent une voiture (Boyer, Delaunay, 2009 : 120).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

partiellement indistincte. Notre analyse de la rue doit permettre de repérer le fonctionnement de ces frontières, et l'espace qu'elles occupent, fusse-t-il une aire plutôt qu'une simple limite.

Rue et normes urbaines, les habitants contre l'action publique ?

A Ouagadougou, la rue peut également agir comme un révélateur de l'état des pouvoirs publics, et la plupart du temps de leur absence. Rares ont été les politiques urbaines consacrant une grande importance à la rue, excepté sur quelques somptueuses – ou somptuaires – avenues tenant plus du monumentalisme propagandiste que de la planification urbaine (on citera l'avenue Kwamé N'Krumah ou le Boulevard France-Afrique). Le niveau d'infrastructures – bitumage de la voie, présence de caniveaux, collecte des ordures, nettoyages réguliers – peut toutefois nous informer sur l'importance accordée à certaines artères plutôt qu'à d'autres. Mais la gestion au quotidien est souvent assurée par les habitants eux-mêmes, qui peuvent prendre en charge certains aménagements – comblement des ornières, mise en place de ralentisseurs, etc. En définitive, aussi faible soit-il, l'investissement différencié de l'État selon les rues nous renseigne sur l'importance stratégique de celle-ci dans le fonctionnement urbain, et l'éventuel projet de ville.

La rue dévoile les *buts* de l'État qui tendent à la *normaliser* – selon des normes internationales – en empêchant la privatisation incontrôlée des espaces, pour les soumettre à la loi et au marché : « L'adressage des rues, nouveau cheval de bataille de la Banque mondiale et de la Coopération française […] est symptomatique d'un hiatus entre normes importées et normes locales » (Janin, 2001 : 186). Cette stratégie normalisatrice, qui permet à l'état de formaliser l'urbain et de faciliter le recouvrement des taxes, entre en collision avec les représentations des habitants, qui se repèrent selon leurs propres grilles de lecture de la ville. Les nouveaux noms de rue ne sont presque jamais utilisés. A la vérité, les habitants ne voient pas toujours l'utilité de ces agitations étatiques sur ces sujets, mais la stratégie de l'État consiste surtout à reprendre progressivement le contrôle sur un espace qui finalement est coproduit par une collectivité en action, nonobstant les rapports de force inégalitaires qui s'y déploient. S'il fallait caractériser la rue à Ouagadougou, nous pourrions ainsi dire que la tension entre valeur d'usage et valeur d'échange y semble plus en faveur de la première que dans les rues des villes occidentales, en raison notamment d'un moindre contrôle étatique. Mais loin d'être gravé dans le marbre, ce rapport ne cesse de se redéfinir, et les différentes stratégies à l'œuvre pour le modifier se font sans cesse plus puissantes et déterminées, même si parfois contradictoires. C'est ce que nous aurons l'occasion d'observer dans les rues du centre-ville de Ouagadougou.

Les rues du centre-ville ont encore un statut à part : M. Morelle considère dans son étude sur Yaoundé et Antananarivo qu'elles y constituent « les espaces les moins appropriés » (Morelle, 2006 :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

348). En effet, cette singularité s'explique par la moindre présence de logiques communautaires très localisées spatialement comme on peut le voir dans les quartiers périphériques. On retrouvera plus facilement dans ceux-ci des regroupements d'habitants sur différentes bases – originaires, ethniques, familiales, etc. – qui ont plus de mal à exister en centre-ville[79] pour différentes raisons : prix de l'accession au foncier, population plus ancienne et plus implantée, ou à l'inverse brassage important lié à l'intensité des activités et aux réorganisations ponctuelles de l'espace, modes d'habiter moins propices (cours de moins grande envergure), etc. Elles occupent également une place spécifique dans l'économie du pouvoir urbain, en étant « souvent dédiées à l'affirmation de l'État » (*ibid.* : 354). Le jeu des normes urbaines y est donc différent qu'ailleurs, et ces rues sont bien souvent les espaces de représentation du pouvoir d'État (Lefebvre, 1972), « entre communication et affirmation » (*ibid.* : 354). Elles doivent donc être étudiées en tenant compte de ce statut d'exception.

Enjeux méthodologiques de l'étude de la rue

C'est sans doute dans l'étude de la rue que le terrain nous offrira la meilleure manière d'observer directement la confrontation des stratégies, des normes, des acteurs, les pratiques et représentations directement liées à la forme urbaine, et surtout les potentielles évolutions en cours. L'échelle de la rue est particulièrement intéressante, car elle présente sur un espace réduit, et donc qu'il est aisé d'embrasser pour le regard du chercheur, un concentré des forces à l'œuvre dans le jeu de rôle urbain, qu'elles viennent de l'habitant ou du pouvoir, des espaces privés ou publics, des forces individuelles ou collectives : « la rue nous semble […] constituer un révélateur particulier (au sens photographique du terme) des dynamiques actuelles de changement et d'innovations sociales en Afrique. […] Elle est bien cet espace social total où se déconstruisent et se reconstruisent des pratiques individuelles diversifiées » (Janin, 2001 : 187). Elle est également le lieu où se *révèlent* (dans le même sens photographique que précédemment) les rapports sociaux, les inégalités de capital et d'appropriation des espaces et des ressources, et les confrontations – directes, effectives – qui en résultent. Si la rue n'offre pas non plus une lecture *évidente* de tout cela – elle peut également être le lieu du faux-semblant –, son étude est toutefois nécessaire au chercheur ambitionnant de comprendre les logiques urbaines en cours.

[79] Même si nous avons vu plus haut que ces regroupements sont de plus en plus difficiles à mettre en place, et ont de moins de moins de sens en milieu urbain. En définitive, les raisons que nous énumérons ci-après pour expliquer les difficultés de regroupements par origine en centre-ville sont valables dans chaque quartier de la ville, mais leur prévalence décroît avec l'éloignement au centre-ville et l'ancienneté du quartier.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour aller plus loin, nous faisons le choix de nous pencher en particulier sur les rues du *centre-ville*, toujours selon l'idée que l'étude de la concentration des ressources nous donne une bonne vision de l'état des rapports de force urbain. Comme nous l'avons présenté à la partie 1.1 de ce chapitre, le centre-ville concentre les ressources urbaines, et la rue est elle-même un « espace-ressource ». Travailler sur les rues du centre-ville doit nous permettre de comprendre au mieux les mécanismes de distribution de ces ressources, et au-delà, le jeu des rapports de force dans la ville.

Il nous est donc apparu nécessaire de faire appel à une méthodologie *ad hoc* à même d'étudier au mieux cet « espace social total ». Nous nous intéresserons donc :

- Aux modes d'allocation, d'occupation et d'appropriation spatiaux.
- Aux régimes d'échange et de circulation.
- A l'interface espace public/espace privé.
- Aux différentes fonctions (résidentielles, commerciales, etc.).
- Aux procédures explicites ou implicites réglementant l'usage de la rue.
- A la nature des rapports entre les acteurs ou groupes d'acteurs, à la succession de présences et co-présences.
- A l'organisation physique de la rue, et notamment aux différences d'*intensité* des espaces, en termes d'occupation, d'activités (et en prêtant notamment attention aux « creux » de l'espace, qui ne sont pas nécessairement des espaces « vides »).
- Aux temporalités propres à faire varier ces caractéristiques : la rue ne distribue pas les mêmes rôles selon l'heure de la journée ou la saison.

En définitive, il s'agira d'être en mesure de déterminer quel capital les usagers de la rue mobilisent-t-ils selon quelles pratiques ?

Nous avons donc choisi de mener notre étude de la rue par un travail d'observations de rues du centre-ville. Les méthodes mises en place sur ce type de terrain sont riches et multiples sur les dernières années, sur des terrains non moins variés (Charmes, 2000 ; Drummond, Welch, 2000 ; Brès, 2006 ; Brès et alii, 2010 ; Chabrol, 2011 ; Berthomière, 2012 ; Gibert-Flutre, 2014). Les études de la rue menées au cours de ces recherches prennent la plupart du temps le parti de l'observation et des méthodes ethnographiques, évitant des approches systématiques quantitatives qui apparaissent peu adaptées au terrain « rue », si porteur d'imprévus et de spécificités locales. Nous faisons donc bien ici le choix d'une enquête qualitative, suivant la conviction que ce que nous perdrons en précision sera gagné en spontanéité, permettant l'approche la plus fine et *directe* possible des phénomènes urbains prenant place dans la rue.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

La difficulté ici est d'étudier la rue dans la richesse de ce qu'elle révèle sur le jeu social ouagalais, en étant attentif à la fois à ses particularités locales et de ce qu'elle peut nous dire d'extra-local, ce que l'objet géographique de la trame viaire contient d'irréductible et d'international. Mais le danger méthodologique qui nous guette serait de chercher à ce que notre étude de la rue valide un certains nombres d'inspirations scientifiques : le risque est que le chercheur « isole ce qu'il croit être des phénomènes, fractionne des touts, et tourne en vain autour d'une réalité introuvable » (Pétonnet, 1970). D'où la question : quelle méthodologie choisir qui soit assez systématique pour tendre vers une objectivité optimale dans le traitement de notre objet tout en s'adaptant aux spécificités de notre terrain ?

Le choix des rues étudiées ne peut échapper à une part d'arbitraire. En premier lieu, choisir des rues du *centre-ville* revient à éluder un peu vite une question qui irrigue l'ensemble de notre travail, celle de la centralité. Nous nous sommes basés sur ce qui est *communément* appelé centre-ville, ce qui se justifie certes par l'expérience des entretiens auprès des habitants, notre connaissance informelle et informée de la ville, voire les documents officiels, mais surtout, notre définition du centre-ville comme concentration de ressources. Mais il est vrai que la notion reste vague, et l'enquête le confirme d'une certaine manière. Il est très difficile de saisir à Ouagadougou un centre-ville défini par une unité remarquable du bâti ou des modes d'habiter et de circuler. En l'occurrence, une approche quantitative n'aurait pas su davantage faire émerger un terrain d'étude « centre-ville » pleinement convaincant. Rien ne dit qu'il aurait été possible de faire correspondre un centre-ville défini quantitativement et un centre-ville défini qualitativement. En ce sens, l'arbitraire du choix du périmètre d'étude se justifie pleinement. D'ailleurs, ce choix correspond autant à une approche méthodologique « objective » et précise qu'aux contingences du terrain, à mes affinités et connaissances de tel ou tel lieu, aux possibilités d'y travailler efficacement. En outre, travailler sur un centre-ville communément admis tenait de la logique de notre problématique, car il est fait appel aux représentations autant qu'aux pratiques. Nous cherchons finalement dans le centre-ville ce qui nous ramène aux définitions conceptuelles de base de celui-ci : la continuité du bâti peut-être, mais ce point reste relativement occidentalo-centré, mais surtout, de manière plus pertinente mais également plus difficile à saisir, nous cherchons une *intensité* des activités urbaines.

Nous avons finalement décidé d'étudier deux rues *vraisemblablement* intégrées dans le centre-ville communément admis, et nous les avons choisies dans deux endroits distincts de ce centre-ville. Cette distinction se fonde sur des variations de bâti autant que de pratiques, et se justifie également en replaçant le centre-ville dans sa conjoncture particulière. D'où le choix de travailler sur une rue de Koulouba, l'un des plus anciens quartiers de la ville, siège d'importantes fonctions économiques et politiques, et en même temps au cœur des mutations actuelles des structures de la ville – le seul

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

déménagement de l'ambassade des États-Unis de Koulouba vers Ouaga 2000 a fait apparaître des nouvelles rues au cœur du quartier[80]. Par commodité, nous avons choisi une rue présentant une densité de fonctions et d'activités appréciables, le but étant de produire un maximum de données. C'est donc sur une portion de l'avenue Guillaume Ouedraogo que nous avons choisi de nous pencher : elle concentre sur un espace réduit – et donc facile à étudier – une grande diversité de commerces, de services, d'entreprises, et notamment trois lieux de restauration et de divertissement parmi les plus emblématiques du quartier. On y trouve également quelques cours d'habitation. Elle concentre à la fois des flux divers d'individus et de marchandises, par sa position centrale et ses fonctions, mais pas trop non plus, car sa chaussée goudronnée est presque entièrement détruite (la rue tient plus du chemin de terre) et elle reste une rue secondaire des grands axes du quartier. Enfin, elle est aussi active de nuit, avec des fonctions toutefois quelque peu différentes, comme nous aurons le temps de le développer au chapitre 5.

Puis nous avons également souhaité travailler sur une rue du projet ZACA, c'est-à-dire une rue a priori à la pointe des mutations normatives urbaines en cours dans la capitale. Mais plutôt que de travailler sur une des nombreuses artères complètement vides du projet, qui n'aurait pas montré une grande variété d'activités – même s'il s'y passe assurément des choses – notre choix s'est porté sur une portion de l'avenue de l'UEMOA, une des plus « actives » de ce vaste terrain vague, par les activités informelles qui s'y développent, par la présence de plusieurs chantiers du nouveau projet, mais aussi par la persistance de constructions antérieures aux destructions du projet, assez rares par ailleurs.

Notre approche qualitative trouvant certaines de ses bases sur du ressenti et de l'informel, elle n'en est pas moins rigoureuse (Olivier de Sardan, 2008). Nous avons en effet choisi de nous inspirer fortement du guide méthodologique pour l'anthropologie visuelle en Afrique urbaine établi par Jérôme Chenal, qui offre une méthode d'analyse efficace des « influences réciproques entre pratiques et espace » (Chenal, 2006 : 6). Partant du constat d'un blocage méthodologique s'agissant de combiner les approches spatiale et sociale, il propose de le résoudre à travers un protocole d'anthropologie visuelle par la photographie. Selon lui, cette méthode permet d'étudier la ville dans sa relation aux pratiques sociales.

La photographie permet un recul certain que ne permet pas la prise de notes classiques. Elle est littéralement un *instantané*, qui livrera a priori la totalité des informations visibles – dans la limite de sa focale – à un instant *t*. En ce sens, elle n'est donc pas nécessairement supérieure, ni inférieure

[80] L'ambassade des États-Unis qui était située à Koulouba, comme dans de nombreuses capitales, était très sécurisée, notamment à travers la privatisation des rues adjacentes. Son déménagement en 2010 à Ouaga 2000 dans un complexe « bâti selon les normes sécuritaires ultramodernes » (l'Observateur Paalga, 01/4/2018) a libéré un espace considérable dans le quartier, dont la trame viaire qui était initialement présente et qui se voyait rendue au public.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'ailleurs, aux autres méthodes d'investigation, mais elle autorise une manière unique d'investiguer. Le langage photographique permet un décentrement du regard, qui permet de dépasser l'opposition entre le « regard du savant » et le « regard ordinaire » du passant, qui n'est souvent qu'issu de la modélisation du premier. Le langage photographique apporte non pas une universalité, encore moins une neutralité, mais pour le moins une échelle différente (Berthomière, 2012 : 15). Étant moi-même novice en photographie, l'usage d'un tel outil permettait de « désinstitutionnaliser » mon regard (*ibid.*), en m'obligeant à produire un point de vue qui ne soit pas adossé de manière trop directe à des *a priori* de recherche. La situation se retrouve *fixée* sans avoir été construite au préalable. La photographie m'impose partiellement l'objet.

Le grand avantage de la photographie, qui connaît un intérêt croissant dans les travaux qualitatifs (Tonnelat, 2003 ; Edensor, 2005 ; Berthomière, 2012 ; Rose, 2012 ; Houssay-Holzschuch, Ninot, Thébault, 2018) est donc la *clarté* des données qu'elle donne à voir, qui la rend moins sensible aux oublis et aux biais que le récit du chercheur – même si elle ne peut échapper à certains angles morts. Elle présente donc un spectre de données extrêmement large dans l'espace – l'instant *t* – mais beaucoup moins dans le temps. La méthode de Chenal tente donc de remédier à cette faiblesse en proposant une approche par les temporalités : « la photographie […] permet la superposition, image par image, sous un même cadrage, à des heures différentes, des temps différents ; cela permet ensuite une compréhension des invariants et des variants de la ville » (Chenal, 2006 : 8). Cette méthode propose en effet un travail par séries d'images photographiques sur une temporalité donnée (idéalement une journée) et sur un même cadrage.

Nous choisissons donc une rue, ou une portion de rue, à étudier, puis fixons un point à chaque extrémité de celle-ci. La rue est photographiée depuis ce point de vue, sous le même cadrage, à différentes heures de la journée. Nous avons ainsi une vision du terrain qui est instantanée, donc permettant une étude fine des détails, mais également temporelle : elle permet d'embrasser les évolutions à l'échelle de la journée. C'est donc une étude dynamique de la rue, qui est complétée par une observation *in situ* avec prise de notes. Une telle méthode « qualitative et sensible » permet un travail mettant directement en relation les pratiques et le paysage , en permettant « d'avoir matière à analyse à la fois d'une spatialité visible et d'une pratique qui se déroule sous nos yeux d'observateur (*ibid.* : 8). Elle ouvre de nombreuses possibilités mêlant l'analyse de la forme, des pratiques et des jeux d'acteurs en relation avec cette forme et ses pratiques. En outre, la photographie offre une présentation directe du terrain, qui permet une transmission visuelle des données de terrain, et devient un support de travail fécond pour le débat scientifique.

Si la méthode de Chenal nous inspire particulièrement, nous nous sommes toutefois sensiblement éloigné de celle-ci, autant contraint et forcé par la commodité que pour l'adapter un maximum à nos

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

propres objectifs de recherche. Chenal préconise par exemple de faire réaliser les séries photographiques par un photographe professionnel local, ce qui d'une part n'était pas faisable pour des raisons pratiques, mais pas forcément souhaitable non plus, car le chercheur photographiant passe la journée sur son terrain d'étude, le complète en direct et s'évite la médiation supplémentaire du regard du photographe professionnel. Ici, la photographie n'est qu'un des éléments de l'étude de la rue, qui vient compléter une immersion sur le terrain. Les photographies obtenues et que nous allons présenter au chapitre 5 sont presque autant un résultat qu'un moyen d'y parvenir. En faisant appel à un professionnel local, Chenal s'offre un regard « local » tout en s'offrant la possibilité de travailler par la suite sur des données photographiques de qualité, qui permettent une précision d'analyse sur de nombreux détails (éclairage, point de fuite, etc.). En réalisant moi-même ce travail, je perds certes en qualité technique, mais je suis moi-même un élément du terrain, j'entre en interaction immédiate avec lui, pas uniquement via l'image photographique. D'ailleurs, ma position dans la rue, plutôt inhabituelle pour ses pratiquants, sera source d'interpellations, de discussions, etc. Il s'agit donc pour ma part d'une méthode s'appuyant sur un dispositif photographique, mais celui-ci reste une entrée sur mon terrain plutôt qu'une finalité.

La méthode d'observations de rue ne peut être séparée de l'usage d'autres méthodologies de contextualisation et de complément sur le même terrain. Elle doit être précédée d'une période conséquente d'appropriation du terrain, de reconnaissance, qui permet de poser les jalons de l'observation. Il s'agit autant d'une accoutumance aux lieux pour le chercheur qu'une accoutumance au chercheur pour les usagers habituels des lieux. Celui-ci doit chercher à se faire oublier un maximum, afin de ne pas trop biaiser ses données, même s'il est illusoire qu'il passe complètement inaperçu – et cette présence manifeste doit être intégrée au protocole, en facilitant par exemple le contact avec les usagers. La prise de notes ou le dessin, le jour de l'observation comme à tout moment, sont des outils complémentaires qui ne peuvent qu'éclairer l'étude ethnographique. Appuyée au travail photographique, l'observation peut se faire plus libre, moins circonscrite à un carcan méthodologique prédéfinie : elle peut faire appel à une « "compréhension plus modeste" qui passerait par un "regard ordinaire" » (Thibaud, Tixier, 1998, cité in Berthomière, 2012 : 47).

En définitive, une telle méthode offre la possibilité d'étudier les lieux, les individus et les rapports entre ceux-ci avec précision et en intégrant l'aspect temporel.

Une enquête quantitative du centre-ville

Si nous avons voulu privilégier un travail qualitatif pour saisir des phénomènes géographiques complexes tels que les représentations spatiales, nous avons jugé intéressant de compléter cette

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

approche par un questionnaire quantitatif qui permet d'obtenir des données concernant les pratiques et représentations sur un nombre plus significatif d'enquêtés.

Celui-ci a été posé à deux endroits passants du centre-ville, deux jours différents de la semaine par des enquêteurs maîtrisant le Moore. Il a permis d'obtenir les réponses de 176 usagers du centre-ville portant sur leurs déplacements, leurs itinéraires, leurs usages du centre-ville, les raisons de leur fréquentation du quartier et leurs représentations (questions sur la toponymie), le tout croisé avec des informations sur le profil individuel des enquêtés (sexe, âge, quartier de résidence, occupation, etc.). Cette enquête nous ouvre ainsi sur un autre mode d'analyse de la centralité, et permet de concilier qualitatif et quantitatif, afin d'offrir une assise solide et rigoureuse à nos observations.

Nous aurons donc l'occasion de confirmer notre étude des pratiques et représentations en la croisant si nécessaire avec les données quantitatives. Cette enquête est présentée en détail au chapitre 5.

Pour conclure ce troisième chapitre, rappelons que nous avons souhaité préciser notre approche méthodologique à travers nos différentes entrées concernant le sujet. Notre enquête envisage de multiplier les échelles pour proposer l'approche la plus fine possible des déterminants de la citadinité à Ouagadougou. Si la présentation de la structure paysagère de la ville adopte une vision surplombante commune avec ce que nous avons déjà développé au chapitre 2, et que nous développerons surtout au chapitre 4, celle des institutions, cette approche *par le haut* permet également de décrire le cadre dans lequel évoluent les habitants et sur lequel ils projettent leurs représentations. Puis délaissant le paysage, nous avons présenté comment nous comptions étudier les pratiques et les représentations des habitants. Pour cela, deux entrées ont été mobilisées : l'une par les individus, en encourageant leurs discours sur l'espace, afin de solliciter leurs représentations et de comprendre le rôle qu'ils adoptent dans leur face-à-face quotidien avec la ville et les autres citadins ; l'autre par les lieux, pour précisément embrasser l'aspect collectif de la pratique quotidienne de l'espace, les lieux qui la produisent et qui sont produits en retour par ces pratiques.

Nous allons à présent exposer les applications de ces approches sur le terrain, en développant si besoin certains aspects trop vite présentés ici, ou au besoin en renvoyant au présent chapitre. Mais nous tâcherons de garder en tête ce qui constitue la base de notre approche : la multiplicité des échelles, des points de vue et les influences permanentes et contradictoires entre les espaces conçu, vécu et perçu.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE :

Le but de cette partie a été de poser les bases de notre étude, en faisant un état général de l'urbain à Ouagadougou. A travers un cadrage théorique, une étude historique et une approche épistémologique adaptée, nous avons montré la complexité de l'objet, et la nécessité d'y accéder par un travail pluridisciplinaire et multiscalaire. La difficulté sera désormais de parvenir à articuler ces différentes échelles de l'urbain, et de nous pencher sur les liens entre les modèles étatiques, les modèles des habitants et la relation dialectique qui les lie. En somme, il s'agit de comprendre la ville selon ses deux courants contradictoires, ville d'en haut et ville d'en bas, à travers les trois dimensions de l'espace : conçu, vécu, perçu.

Ainsi, nous avons souhaité concevoir un édifice théorique complexe, articulant la diversité des concepts permettant de penser la dimension politique de la ville. Nous en avons déduit qu'une manière efficace de traiter notre sujet était de mobiliser l'approche trine de l'espace par Henri Lefebvre, s'appuyant sur une dialectique de la centralité qui met en dialogue la valeur d'échange et la valeur d'usage de l'urbain. Cette entrée doit nous amener à réfléchir à l'expérience urbaine dans son contexte politique, ce qu'un usage renouvelé du concept de citadinité nous permet. Un tel cadre autorise un dépassement des concepts d'injustice ou d'inégalités, ne se limitant pas à leur simple dimension matérielle, mais leur donnant un sens profondément politique, faisant de l'expérience citadine une mesure de l'intégration sociale des individus et des collectifs.

Notre chapitre historique a non seulement permis de contextualiser notre étude, rappelant que l'urbain est le fruit d'un palimpseste de couches représentant autant de situations politiques et sociales, autant d'états des rapports de force arrimés à un contexte matériel particulier. Mais nous nous sommes rendu compte que ce travail ne pouvait nécessairement se faire qu'en renonçant à une approche surplombante de l'histoire pour comprendre ses moteurs concrets, qui ne dépendent pas uniquement de décisions politiques et de jeux de pouvoir, mais également de pratiques habitantes, d'intérêts personnels et collectifs, de résistances diffuses ou non et d'adaptations locales. Appréhender l'urbain à Ouagadougou nécessite donc de l'étudier comme fruit d'une longue histoire, mais aussi de comprendre la complexité des situations sociales propres à cette histoire. Cette réhabilitation d'une histoire subalterne en rapport permanent avec une histoire plus générale des structures a nécessité la mise en place d'un appareil méthodologique permettant d'embrasser cette complexité.

Dans ce but, notre chapitre méthodologique a enfin permis de montrer comment nous souhaitons articuler ces dimensions *top down* et *bottom up*. Il s'agira désormais d'organiser le dialogue entre

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'étude de la ville du pouvoir et de celle des habitants (sans toutefois que ces deux pôles de la réflexion ne soient considérés comme des catégories homogènes cohérentes). Étudier l'expérience citadine dans ses dimensions individuelles et collectives, dans son rapport au pouvoir, en l'inscrivant dans des structures sans lui renier son autonomie, ne pourra que s'appuyer sur des méthodes à la fois qualitatives, quantitatives et mixtes, pour offrir la focale la plus large possible. Cet outillage méthodologique va désormais être déployé au sein du cadre théorique de la centralité, entrée principale des études urbaines critiques.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

DEUXIEME PARTIE : Ville conçue, ville vécue, ville perçue : l'enjeu de la centralité

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE :

Dans cette partie, nous allons tâcher d'appréhender la ville selon sa structure centre-périphérie telle que nous l'avons présentée en début de thèse, c'est-à-dire comme un rapport hiérarchique entre les espaces structurant les pratiques et les représentations des différents acteurs. Nous considérerons donc Ouagadougou à partir du concept de centralité, et de la manière dont les pouvoirs publics et les habitants se positionnent sur celui-ci. Pour cela, nous tâcherons de nous pencher sur les différentes dimensions du fait urbain, toujours selon les cadres conceptuels d'Henri Lefebvre : la ville conçue, la ville vécue et la ville perçue.

La ville conçue, c'est la ville telle que pensée et pratiquée par le pouvoir. Nous nous y pencherons à travers l'angle des stratégies lisibles derrière les politiques urbaines, et notamment les politiques d'envergure que constituent les grands projets structurants (chapitre 4). Ces projets mobilisent notamment la question de la centralité : nous verrons que la ville est pensée par le pouvoir à travers une logique de valorisation de l'espace passant par une concentration des ressources. Cette logique renforce le pouvoir de la centralité, voire l'étend à d'autres espaces.

Dans le chapitre suivant, nous nous placerons à l'échelle même du centre-ville, pour constater les effets concrets de la concentration des ressources (chapitre 5). Le centre-ville apparaît comme un espace convoité, et touché à la fois par des logiques inégalitaires externes (entre le centre-ville et le reste de l'espace urbain) et internes (au sein même des espaces centraux). Nous tâcherons de mêler approches quantitative et qualitative pour comprendre ce qui fait l'*exceptionnalité* des quartiers centraux, c'est-à-dire ce qui les distingue des autres et en fait un enjeu de luttes, mais aussi la manière dont ces luttes se font jour au sein même du centre-ville.

Puis dans la continuité, nous élargirons cette focale à l'ensemble de la ville : comment la concentration des ressources urbaines dans les centralités structure-t-elle des conditions citadines inégalitaires (chapitre 6) ? Ce sera l'occasion de voir comment les habitants adaptent leurs pratiques à cet état de fait, intériorisant l'inégalité et reportant leurs stratégies vers les ressources périphériques plus accessibles (notamment concernant le foncier) pour certains, voire évitant délibérément le centre-ville pour d'autres, chargeant celui-ci de valeurs négatives.

Ce point nous permettra de basculer d'une étude des pratiques à une étude des représentations, c'est-à-dire des centralités vécues aux centralités perçues, mais également à la perception des périphéries, nécessairement articulée aux précédentes (chapitre 7). Le but sera de partir du quotidien pour proposer une définition d'usage du centre-ville. Il s'agira également de faire dialoguer les

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

représentations des habitants avec les représentations officiellement promues de la ville. A nouveau, ce sera l'occasion d'éclairer les liens étroits entre condition géographique et inégalités sociales.

En définitive, l'aboutissement de cette partie doit être de démêler les différentes conceptions de l'espace urbain qui s'affrontent à Ouagadougou, de confronter la ville *par le haut* à la ville *par le bas*, et d'en tirer un état des lieux complexes des inégalités urbaines, liées à la structure de la ville, et qui contribuent à la produire en retour. Cet éclairage sur les inégalités pose nécessairement des interrogations d'ordre politique, que nous traiterons par la suite.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 4 : Tentatives de mise aux normes urbaines internationales d'une « périphérie du monde »

Nous avons déjà eu l'occasion d'aborder l'histoire urbaine de Ouagadougou comme une succession de modèles. Il s'agit, dans cette optique, de nous placer du côté du pouvoir. La ville constitue en effet un outil du pouvoir, faisant l'objet de pratiques et de représentations de la part de ce dernier. Celles-ci poursuivent un objectif directement *politique*. C'est donc la ville *conçue* par le pouvoir qui nous intéresse ici, c'est-à-dire « les constructions abstraites et techniques de l'espace » (Purcell, 2009 : 42). Chez H. Lefebvre, cette dimension rationnelle et technique de l'espace (l'espace *conçu*) constitue un projet dominant plus ou moins conscient visant à le réduire « à une entité mesurable, de telle sorte qu'il est plus efficacement évalué en tant que propriété » (*ibid.* : 42). Il s'agit en d'autres termes de faire reculer l'informalité et de transformer la ville en produit par des mécanismes d'institutionnalisation de la fabrique urbaine. Un tel objectif prend toute sa dimension à Ouagadougou, une ville où un quart, voire un tiers du bâti, relève de l'informel, et échappe de ce fait à l'influence *directe* de l'État[81].

La question du modèle n'en est que plus ambiguë, car travailler sur des applications systématiques de politiques et de bonnes pratiques ne doit pas occulter les multiples adaptations et accommodements au contexte local qu'un tel processus suppose. Un modèle ne vient jamais totalement remplacer le précédent, mais s'y superpose en partie, produisant de nouvelles normes hybrides. Le modèle doit donc être utilisé comme tel : un outil sur lequel appuyer une réflexion plus globale sur la *politique de la ville* (à prendre au sens large comme *la conception de la ville, de son rôle et de son statut par le pouvoir politique*).

Avant de commencer cette analyse des modèles se pose la question de ce que représente Ouagadougou pour le pouvoir politique. Bien entendu, en termes de matériau de terrain, nous allons principalement nous pencher sur les discours des décideurs, à travers les entretiens que j'ai pu mener avec différents responsables de la politique urbaine. Le point de vue des habitants restera marginal dans ce chapitre et sera développé plus tard, notamment pour le confronter à cette ville vue d'en haut.

A cette réflexion, il faut ajouter le fait que notre analyse ne saurait se borner à un simple exercice d'analyse des politiques publiques en matière d'urbanisme, qui peinerait à nous renseigner précisément sur la conception de la ville par le pouvoir. En effet, nous renoncerions dès lors à tenter de déchiffrer le texte caché du pouvoir (Scott, 2008), c'est-à-dire ce qui transparaît dans ses actes, sans

[81] Ce qui ne la met pas à l'abri de la domination de systèmes de pouvoirs épars, plus ou moins liés à l'État.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

être visible, ou sous des formes différentes, dans son discours. Il nous faut donc ici tâcher de donner une interprétation des discours officiels sur la ville, en particulier en les remettant en contexte, tout en prenant garde à éviter de surinterpréter, ce qui constitue un danger de la réflexion par le modèle : la tentation de tout réduire à celui-ci.

Nous mènerons cette réflexion en distinguant les deux grandes logiques des modèles urbains internationaux : la logique *pro-growth* de performance économique par la mise en marché et la libéralisation dans la lignée des plans d'ajustement structurel, et la logique *pro-poor* de performance politique et sociale par l'inclusion des pauvres et le renforcement des capacités de ceux-ci (Bertrand, 2014). Il est important de préciser que ces deux logiques ne s'opposent pas l'une à l'autre, et même ne sont pas nécessairement antagonistes, ce qui serait une manière singulièrement schématique de présenter les choses. Les modèles internationaux qui se diffusent empruntent aux deux logiques, même si les tentatives de les mener conjointement produit incohérences et contradictions.

Encadré 2 : Note concernant la nomenclature liée aux entretiens des personnages officiels :

Si j'ai décidé de ne pas citer les noms des différents responsables et officiels interrogés au cours de cette thèse, et dont l'essentiel des citations apparaît dans ce chapitre, chacun est désigné selon sa fonction. Cette dernière est abrégée au cours de chaque renvoi ci-après de la manière suivante :

- L'ex-Directeur général du Projet ZACA est désigné comme exDG-ZACA.
- Le Directeur général du Projet ZACA au moment du terrain est désigné comme DG ZACA.
- Le Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme à la Direction Générale de l'Urbanisme et des Travaux Fonciers est désigné comme DAU-DGUTF.
- Le Directeur des Études et de la Planification à la mairie de Ouagadougou est désigné comme DEP.
- Le chef de service Suivi et Planification à la Direction des Études et de la Planification (DEP) de la mairie de Ouagadougou est désigné comme CSSP-DEP.

1. Des logiques *pro-growth* : « faire rentrer dans la compétition les périphéries du monde » (Choplin, 2014)

Un pan important des stratégies du pouvoir concernant la ville consiste à faire en sorte que la politique urbaine soutienne la croissance, selon les logiques pro-growth, notamment soutenues par les institutions internationales. En ce sens, l'implantation des modèles internationaux de gestion urbaine pose question. En tant que ville périphérique, la capitale burkinabè constitue-t-elle un cadre original pour la mise en œuvre de telles logiques ? Quelles stratégies politiques locales sous-tendent

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

cette volonté d'application de cadres urbains normatifs ? Nous verrons donc que la recherche de la performance économique à travers la politique de la ville répond à des logiques nouvelles du pouvoir, mais doit malgré tout s'adapter aux modes de faire politiques sur lesquels s'est appuyé le pouvoir burkinabè (au moins jusqu'à la chute du régime Compaoré en 2014).

En ce sens, nous chercherons à caractériser la place de Ouagadougou en tant que ville à l'échelle mondiale, cette place déterminant son rapport aux modèles internationaux. Puis, nous verrons en quoi consiste le gouvernement de la ville par projets (Pinson, 2009), avant de nous pencher sur les caractéristiques du modèle adopté, soit une politique étatiste volontariste s'appuyant sur le secteur privé. Enfin, nous nous pencherons sur la question des représentations de la ville que le pouvoir mobilise et qui s'expriment à travers ses pratiques urbaines.

1.1. Modèles urbains et ville *off the map*

La question de la circulation internationale de modèles urbains a permis l'exploration de nombreuses pistes théoriques et méthodologiques dans le sillage des *globalization studies*. Logiquement, ces études se sont orientées vers l'analyse critique des influences et dépendances Nord-Sud, en éclairant cette question des modèles sous l'angle des rapports de domination. La littérature francophone sur ce sujet s'est notamment intéressée à la question des modes de gestion des services urbains (Baron, Peyroux, 2011), particulièrement dans le cas des pays d'Afrique subsaharienne. Ces travaux se sont également concentrés sur l'analyse du rôle des institutions internationales, des mécanismes néocoloniaux ou des discours sur la « bonne gouvernance » et les « bonnes pratiques » (Osmont, 1995 ; Blot, Spire, 2014). Bien entendu, la circulation des modèles passe par d'autres canaux et prend d'autres formes (Peyroux, 2012).

Sauf dans quelques rares cas (Choplin, 2014, Spire et alii, 2014), la littérature sur les modèles s'est concentrée sur les grandes métropoles et leur compétitivité, beaucoup moins sur les espaces périphériques des villes sahéliennes, « improductives tant sur le plan industriel que sur celui des services » (Choplin, 2014 : 256). Mais la circulation n'est pas un processus uniforme, et peut passer par des relais pour atteindre les périphéries du système urbain mondial telles que Ouagadougou, qui peuvent altérer à chaque étape l'unicité du modèle. Le « sens de circulation » nord-sud a également été remis en cause, des modèles spécifiques se diffusant à partir de pôles intermédiaires ou émergents, quand ils n'empruntent pas dans certains cas un sens sud-nord (Verdeil, 2005). La question apparaît donc aujourd'hui suffisamment déblayée pour adopter sur des terrains spécifiques la question du

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

modèle dans toute sa complexité et ses formes multiples, de manière à pouvoir nous interroger sur les « effets de modèle », et à comprendre les adaptations et résistances des contextes locaux.

Il nous faut toutefois ici rappeler en quoi la place que tient Ouagadougou en fait une capitale *périphérique*, et en quoi cela influe sur notre réflexion. Elle est certes une capitale, première ville de son pays, mais comme celui-ci, elle garde un rôle marginal, périphérique, sur un plan international. Cette place se mesure tant en termes de population que d'importance politique, économique, voire culturelle. Ouagadougou reste la capitale d'un État pauvre[82], aux ressources limitées, sans façade maritime et ayant notamment vécu une grande partie de son histoire récente sous l'influence économique, démographique et culturelle de son voisin ivoirien. Si la ville a constitué et constitue encore un emplacement stratégique sur plusieurs plans dans la sous-région, elle ne connaît pas le même rayonnement que les capitales des pays côtiers, Abidjan en particulier, mais également Accra ou Dakar. Au-delà de ces critères objectivables, le caractère périphérique de Ouagadougou relève également d'une perception générale, éventuellement mesurable dans les mentions scientifiques de la ville, mais correspondant plus généralement à une représentation dans un imaginaire global des villes. A bien des égards, nous avons affaire à une ville « off the map » (Robinson, 2002), « en dehors des représentations urbaines » (Choplin, 2014 : 255).

Cette conception constitue la représentation dominante, partagée par la plupart des pouvoirs politiques constitués, dont les bailleurs internationaux, et une partie de la recherche. Il s'agit d'une vision développementaliste qui fait des métropoles globales des « fictions régulatrices » (Robinson, 2002), productrices de normes faisant autorité et ayant vocation à se diffuser à l'ensemble des villes. En quelque sorte, Ouagadougou se retrouve prise au piège de l'ambivalence du discours des « worlding cities ». Issue de travaux de chercheurs postcoloniaux (Spivak, 2009[a], Roy, Ong, 2011), l'expression désigne les « pratiques sociales concrètes et situées par lesquelles des acteurs créent des mondes » (Söderström, 2013). L'idée est que les métropoles du Sud produisent et font circuler leurs propres modes de faire et vivre la ville, à rebours des tentations universalistes de la ville occidentale. D'un côté, on peut lire ces pratiques comme le mécanisme émancipateur par lequel les villes du Sud cherchent à prendre la main et à sortir des logiques de dépendance, en proposant leurs propres modèles urbains. De l'autre, il peut s'agir de l'émergence de nouvelles hégémonies, autour de pôles puissants (Dubaï, Singapour, Delhi, etc.). Dans cette optique, une ville périphérique comme Ouagadougou se retrouve prise entre l'impérialisme occidental et les nouvelles injonctions – politiques, économiques, esthétiques – des métropoles du Sud. Si certaines métropoles du Sud cherchent à s'extraire de leur

[82] En 2017, le Burkina Faso est classé 221[e] pays sur 228 au total au classement de l'indice de développement humain (IDH) (cf. https://www.populationdata.net/palmares/idh/).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

condition de « province du monde » (Fournet-Guérin, 2017), Ouagadougou n'en est en quelque sorte qu'au statut de *province de province*.

Les villes périphériques sont dès lors considérées comme inadéquates et en retard par rapport à la compétitivité de ces villes. Comme le remarquait A. Choplin à propos de Nouakchott et Khartoum, ce positionnement périphérique physique et politique conduit les États à développer d'autant plus facilement des « stratégies pour tenter de se faire reconnaître sur la scène internationale » (Choplin, 2006 : 19). Il y a en effet un intérêt pour les villes *off the map* à précisément se positionner sur la carte. Si nous avons eu l'occasion d'évoquer le positionnement de la ville sur un créneau diplomatique et culturel, ces stratégies produisent des effets concrets en termes de politique urbaine.

1.2. Gouverner la ville par les grands projets

A partir des années 1990, le régime de Blaise Compaoré entend rompre avec les années Sankara et se plie aux exigences des bailleurs internationaux en matière de politique urbaine. Celle-ci tend dès lors vers une gestion correspondant à des modèles internationaux suivant une combinaison d'objectifs de performance économique (*pro-growth*) et de performance sociale (*pro-poor*) censés s'influencer mutuellement.

L'arrivée de B. Compaoré à la tête de l'État a signé le retour du pays dans l'aire d'influence des institutions internationales, qui l'ont encouragé à libéraliser son économie et à engager un ensemble de réformes structurelles : c'est la période de « Rectification »[83]. Les exigences de ces institutions et notamment des bailleurs (Banque mondiale, FMI, ONU-Habitat, etc.) ont poussé Ouagadougou à adopter certaines normes internationales en termes de gestion urbaine. Dans les faits, la politique urbaine va diviser son champ d'actions : la gestion de la majeure partie de la ville, et notamment la question des lotissements, va retrouver la logique de laisser-faire et d'ajustements ponctuels qui avait caractérisé le quart de siècle pré-Sankara (Fournet et alii, 2008) ; la mairie et surtout l'État vont concentrer leurs efforts sur la valorisation de la ville à travers deux grands projets.

Dès 1996 est lancée au sud de la ville la construction du quartier « Ouaga 2000 », portée par l'accueil de grands événements internationaux. L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football en 1998 et surtout du Sommet France-Afrique à Ouagadougou en 1996 encouragent l'État à produire un quartier de grand standing à même d'influer sur la stature internationale de la ville. Un

[83] Cette période démarrée à la fin des années 1980 et qui durera jusqu'à la fin des années 1990 consiste à « rectifier » la politique révolutionnaire des années 1980 pour se plier progressivement aux exigences des bailleurs.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

centre des congrès et plusieurs villas cossues sont alors construits. Le projet Ouaga 2000 est érigé sur une zone d'aménagement spécial conçue en 1990 pour créer un nouveau pôle urbain moderne afin de décongestionner le centre-ville. Le quartier est dès lors destiné à accueillir les activités prestigieuses et les citadins économiquement privilégiés. Ouaga 2000 se construit sur une zone relativement vierge, ce qui facilite l'installation en limitant les déguerpissements et facilite une éventuelle extension. Quelques villages dispersés sont malgré tout déguerpis, notamment celui de Kossyam[84]. Le projet doit accueillir 90 000 habitants sur une superficie de 730 hectares (Biehler, 2010 : 88).

En 2006, la Présidence de la République y est déménagée, puis de nombreux ministères, ambassades, services de l'État et résidences de standing. Les lots, vendus à un prix uniquement accessible par l'élite économique et la diaspora[85], doivent répondre à un cahier des charges peu contraignant, mais assurant que « la recherche d'harmonie et de beauté doit prévaloir sur chaque parcelle et l'ensemble de la zone » (Dupuis et alii, 2010 : 68). Si le quartier s'est construit lentement et reste inégalement densifié, il constitue aujourd'hui un véritable pôle de l'élite politique et économique au sud de la ville, désormais fondu dans le reste du tissu urbain, à même d'attirer et de fixer les capitaux.

Du point de vue des politiques urbaines, Ouaga 2000 est largement perçu comme le projet de la Présidence, et ne concerne presque pas la mairie, malgré la mise en place progressive des lois de décentralisation au cours des années 1990 :

> « Ouaga 2000 est illégitime en ce sens que du point de vue de l'urbanisme, il y a eu un acte de pouvoir. […] C'est illégal en ce sens que ça ne fait pas partie du schéma directeur » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014).

L'inadéquation du projet avec une gestion globale de l'urbain est confirmée par le Directeur de l'aménagement et de l'urbanisme opérationnel à la Direction Générale de l'Urbanisme et des Travaux Fonciers (DGUTF, MHU) :

> « Il y a des choix politiques qui vont à l'encontre des choix techniques et de la planification. C'était un choix politique de créer Ouaga 2000. » (entretien DAU-DGUTF, 14/05/2015)

Ouaga 2000 est révélateur de la coprésence des pouvoirs sur l'espace urbain à Ouagadougou – l'État et la mairie – qui aboutit à celle des modèles de gestion et de développement. La modèle pro-

[84] Les populations concernées par ce déguerpissement se sont vues attribuer une parcelle dans un quartier périphérique, Karpala.

[85] Aujourd'hui, une parcelle de 400-500 m² à Ouaga 2000 peut coûter autour de 35 à 40 millions de FCFA (53 237 à 60 842 euros), contre 3 à 20 millions (4563 à 30 421 euros) dans le reste de la ville, et 13 à 14 millions (19 773 à 21 295 euros) dans les quartiers adjacents de Karpala et Nagrin. Les prix du m² ont plus que triplé entre 2000 et 2010 dans le quartier, cf. notamment http://madice.centerblog.net/1-liste-des-parcelles-ou-terrains-en-vente-a-ouagadougou.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

growth que défend l'État se heurte aux stratégies des pouvoirs locaux qui dépendent des anciens modes de gestion urbaine pour se financer.

Le projet ZACA, pour « Zone d'Activités Commerciales et Administratives » a lui été lancé en 2001 par le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU). Il s'agit en fait de l'extension d'un ancien projet d'amélioration du centre-ville, notamment autour du Grand marché, mené sous Sankara dans les années 1980. La zone d'extension concerne 80 hectares du centre-ville, occupés par 12 500 habitants dont les quartiers datent d'avant la colonisation (Biehler, 2006 : 58-59). Pour les besoins du projet, ces quartiers ont été déguerpis et leurs habitants envoyés vers deux trames d'accueil en périphérie de la ville, malgré une active résistance de certains d'entre eux. Pour assurer l'éviction, l'État a à la fois usé de la coercition violente et de la négociation, tout en communiquant largement sur le projet pour s'assurer un soutien du reste des habitants.

L'idée du projet ZACA est de restructurer en profondeur le centre-ville afin d'en faire un quartier moderne et d'améliorer l'image de la ville, en créant les conditions d'attraction d'investissements privés massifs, nationaux ou internationaux. Ici, la stratégie du pouvoir est plurielle. Comme pour Ouaga 2000, il s'agit de créer les conditions favorables à l'investissement et à la fixation du capital par la libération de foncier et la mise en place d'un projet urbain d'envergure. Mais précisément, la centralité même du projet dépasse le cadre simplement économique : en offrant son centre-ville aux investisseurs, Ouagadougou cherche à obtenir sa *skyline*, à l'image du Plateau qui a fait la réputation régionale de modernité d'Abidjan (Steck, 2005) :

> « On parlait de modernisation, mais il n'y avait pas de plan précis... On voulait seulement construire autour du marché des trucs à étages, et tout ça » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

De manière générale, la ZACA comme Ouaga 2000 suivent l'objectif de « fixer spatialement » le capital (Harvey, 2008) en libérant du foncier urbain stratégique et potentiellement rentable.

Le projet ZACA, salué par les bailleurs répond à la volonté de faire la ville selon les modèles internationaux : un véritable projet d'urbanisme censé s'autofinancer par l'investissement privé qu'il génère, issu d'un concours international d'urbanisme. Selon l'actuel Directeur général du projet :

> « C'est avant tout un projet d'urbanisme, et ça exclut l'idée que c'est un projet à but lucratif, où on voit une certaine rentabilité. Voilà, l'urbanisme, c'est la volonté politique qui doit primer » (entretien DG-ZACA, 21/04/2016)

Avec la ZACA, Ouagadougou adopte un modèle international développé dans le monde entier : gouverner la ville par le projet. Le standard technicien est assumé par les responsables que nous avons rencontrés :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « C'est le projet qui nous tient à cœur. Ce que les gens vont devenir, ça ne nous intéresse pas. Donc nous, on va devoir apporter un appui pour faciliter le départ des populations vers la périphérie » (*ibid.*)

Ouaga 2000 relève aussi d'un modèle international, en créant au sein d'une zone les conditions d'accueil des capitaux privés, indépendamment de la cohérence du projet pour la ville. La ZACA relève d'une même logique, même si le fait de se fonder sur un projet urbanistique clair semble lui donner davantage de légitimité. Les deux projets s'inscrivent désormais dans la stratégie de développement global du SDAGO. Ouagadougou s'est doté également d'un Plan d'Occupation des Sols. Les effets de ces dispositifs restent limités, SDAGO et POS n'étant réellement pas mis en œuvre. Malgré tout, l'émergence de ce type de structures constitue un signe de la volonté de rationaliser la politique urbaine du pays selon des standards internationaux.

Le cadre des lois de décentralisation a permis l'émergence d'une structure de gestion métropolitaine de la capitale en 1997 concrétisée par son approbation en conseil des Ministres le 28 juillet 1999 : le Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga (SDAGO). Cette structure est l'aboutissement d'un long processus urbanistique lancé dès les années 1980 avec la Coopération néerlandaise (cf. chapitre 2). Un tel projet s'inscrit dans un mouvement plus large de construction de nouveaux outils de planification urbaine que connaissent la plupart des capitales ouest-africaines : PADUB[86] à Bamako, Nouakchott 2030, SDGA[87] à Abidjan, PDU[88] du Grand Dakar, etc. Ces plans ont plusieurs points communs :

- Issus d'une longue tradition de tentatives plus ou moins marquées de planification urbaine (souvent construite sur les ruines des outils de planifications coloniaux), leur mise en place répond également aux évolutions politico-administratives, en particulier aux mouvements de décentralisation (sous l'influence des bailleurs internationaux).
- La logique de modèle y est fortement présente, à travers la mise en place d'objectifs stratégiques clairs qui doivent permettre le développement économique et le rayonnement symbolique. Pour Dakar, par exemple, le modèle est celui de la « ville "moderne", celui de Dubaï et ses autoroutes, et les modèles des villes sud-africaines qui dans l'imaginaire collectif représentent la réussite de l'Afrique subsaharienne dans l'économie mondiale ; c'est cela que cherche Dakar : être une ville mondiale, de référence, une ville carrefour pour un pays, une région » (Chenal, 2010 : 348)
- Dans bien des cas, ces logiques de modèle vont de pair avec des logiques ségrégatives fortes, marquées par l'influence des plans d'aménagement issus de l'époque coloniale, qui perdurent

[86] Projet d'Assainissement et de Développement Urbain de Bamako.
[87] Schéma Directeur du Grand Abidjan.
[88] Plan Directeur Urbain.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> à travers des procédures et outils qui ont survécu aux indépendances chez les élites politiques et techniques : « une poignée d'hommes règne donc sur l'urbanisme […], la France continue, encore aujourd'hui, à peser sur l'urbanisme des villes, soit par l'intermédiaire de ses bureaux d'études, soit par la coopération décentralisée » (*ibid.* : 351)

L'objectif affiché est ici de donner une cohérence au plan d'ensemble de la ville et à l'action publique urbaine, de clarifier les objectifs de développement et les mécanismes de gouvernance. Sur la base d'un bilan de l'état actuel du système urbain, le SDAGO entend réformer les modes d'action publique pour atteindre des objectifs en termes normatifs : l'idée est ici de changer en profondeur les modes de faire la ville. Le but est donc de maîtriser une ville dont l'extension et le développement échappent quasiment de manière continue au pouvoir, au moins depuis l'indépendance – exception éventuellement faite de la période sankariste[89].

Il s'agit également de « définir l'espace du Grand Ouaga » (SDAGO 2, 2009 : 35), c'est-à-dire véritablement de *faire territoire*. Il s'agit bien ici du territoire du pouvoir, donc de définir un espace de contrôle et d'y imposer une norme, des pratiques et des représentations propres. Ce territoire est donc délimité spatialement, mais également administrativement et juridiquement. Le SDAGO entend doter le pouvoir d'un échelon institutionnel *ad hoc* permettant une action cohérente et unitaire sur cet espace. Le Grand Ouaga ne concerne pas uniquement la municipalité de Ouagadougou, mais également les communes rurales voisines de Komki Ipala, Komsilga, Koubri, Loumbila, Pabré, Saaba et Tanghin-Dassouri, sur un total de 3304 km². Cet échelon d'action homogène permet de dépasser l'échelon municipal, source de tension sur la politique urbaine au début des années 2010 entre Blaise Compaoré et le maire Simon Compaoré, aboutissant au départ de ce dernier en janvier 2012. La mise en place du Grand Ouaga et de son domaine de compétences relève en effet du Conseil des Ministres, et en dernier ressort, du Président du Faso.

Ce mode de gouvernance confirme l'importance stratégique de la ville, qui dépasse les simples intérêts municipaux : Ouagadougou, c'est la ville de tous les Burkinabè, et la vitrine du Burkina Faso. Un tel échelon supra-municipal apparaît nécessaire pour atteindre les objectifs de développement de la marque internationale de la ville – tout du moins pour densifier son importance à l'échelle régionale : « Ouagadougou et le Grand Ouaga jouent un rôle international de premier plan au niveau sous-régional […], la volonté des autorités de faire de Ouagadougou une capitale de référence en font une zone de cristallisation » (*ibid.* : 35). Il s'agit donc de « donner les moyens de ses ambitions » (*ibid.* : 36) à la ville.

[89] Du moins en ce qui concerne certains quartiers centraux, l'attribution du foncier périphérique, par exemple, échappant encore largement à l'État.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

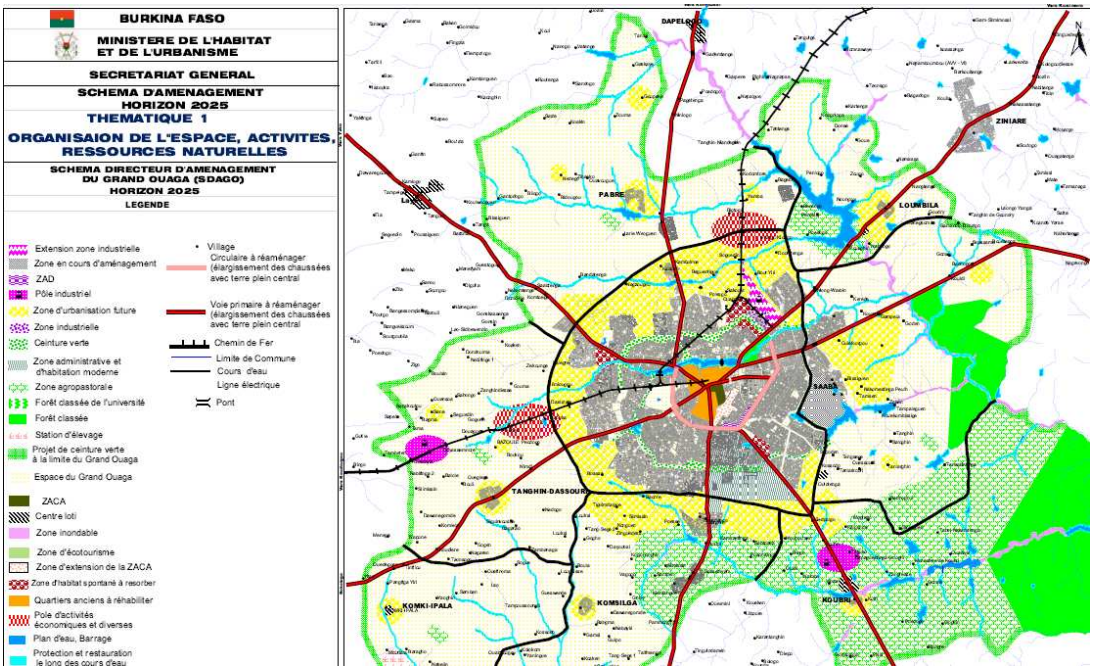
Le SDAGO (figure 1) prévoit de revoir en profondeur l'armature urbaine dans le but de canaliser les fortes dynamiques territoriales se développant de manière plus ou moins spontanée dans la ville : stratégies des habitants, extensions spatiales, etc. L'un des objectifs principaux affichés est de dépolariser la ville en mettant en place un ensemble de centres secondaires et de pôles d'activités, afin de décongestionner le centre-ville et de « lutter contre les déséquilibres spatiaux » (*ibid.* : 36). Cette reconfiguration doit s'accompagner d'un développement d'infrastructures stratégiques idoines : échangeurs, zones industrielles, etc. Ces infrastructures concernent autant la production, la consommation, le transit, mais aussi la « représentativité de l'image du pays » (*ibid.* : 39) avec une vocation nationale.

Ces infrastructures doivent permettre le développement d'activités autour d'un ensemble de grands pôles : de nouvelles zones d'urbanisation, un technopôle, deux pôles d'activités économiques, trois pôles industriels, deux pôles agropastoraux intensifs, un pôle sportif, des zones naturelles et agricoles, des zones de réhabilitation et de densification, une zone de développement de l'écotourisme et de l'horticulture, des zones de sécurité et de défense, des grands équipements (hôpitaux, écoles, cimetières, etc.), le tout desservi par un système de transport adéquat (*ibid.* : 42). Le but est donc bien de maîtriser la ville par une fonctionnalisation claire des espaces par zoning – une stratégie que Ouagadougou n'avait plus connue depuis l'époque coloniale.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Encadré 3 : Le Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga



Carte 4 : Le SDAGO à l'horizon 2025 (document reproduit en plus grand format en annexe)

On remarque sur ce schéma plusieurs choses :

- Une pratique massive du zoning visant à faire émerger de nouveaux pôles (urbains, industriels, agropastoraux, etc.).
- Une zone d'urbanisation future en périphérie, mais également des « zones d'habitat spontané à résorber » : c'est-à-dire une volonté de maîtriser la périphérie et de la mettre aux mêmes normes que le reste de la ville.
- Le projet de définir une limite claire à la ville, mais de lui ménager malgré tout un espace de développement considérable (le Grand Ouaga « couvre une superficie totale de 3304 km^2 (environ 25 km de rayon autour de Ouagadougou), soit 1,8 % du territoire national » (SDAGO, 2009 : 43)).
- Concernant le centre-ville, nous remarquons que la ZACA n'est qu'une petite partie d'une zone de « quartiers anciens à réhabiliter » : on comprend mieux les craintes de certains habitants du centre-ville que d'autres quartiers subissent le même sort que les quartiers détruits pour la ZACA – même si rien n'a été annoncé à ce sujet (nous aborderons de nouveau ce point plus en détail dans les chapitres suivants).

Le SDAGO entend donc transformer Ouagadougou en métropole fonctionnelle, ce qui doit se traduire par une séparation claire des fonctions urbaines et la rationalisation des flux. Il s'agit bien de « conférer au territoire abritant la capitale du Burkina Faso un statut de métropole digne des ambitions du pays, d'en faire un centre de référence en Afrique de l'Ouest en particulier et en Afrique en général » (SDAGO 2, 2009 : 6), ou encore de donner à la ville « un statut de métropole qui compte » (*ibid.* : 100). Ici se dessine donc le visage du Ouagadougou souhaité par le pouvoir. Ce schéma directeur ambitieux se met en place autour des deux grands projets existants : Ouaga 2000 et la ZACA. Mais dans les faits, les effets concrets de son application peinent à se rendre visibles, et les projets suivent leur

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

logique propre. Ainsi, sur plus d'une heure d'entretien avec l'actuel Directeur général du projet ZACA, le SDAGO ne sera pas une seule fois mentionné. Son prédécesseur, lui, considérait que ce projet s'insérait naturellement dans la logique du schéma directeur, à l'inverse de Ouaga 2000. Mais il tenait surtout à insister sur les limites d'un tel modèle de gouvernance, et la relative non-application du schéma :

> « Un des gros problèmes ici est que la gouvernance urbaine est chaotique. Parce que le schéma qui a été adopté en 1999 est mis en révision, et le nouveau n'est pas encore approuvé par le gouvernement. Et quand les gens font leurs trucs, ils se réfèrent même, à la limite, au cadre du projet ZACA, comme ça faisait leur affaire en termes d'image... Oui, mais il y a beaucoup de choses dans le schéma directeur qu'ils n'ont pas suivies. Par exemple, le développement préférentiel de la ville, c'était vers l'Est. Par contre, ils se sont mis à faire des lotissements partout : au sud, au centre... Donc toutes les zones d'activités qui étaient prévues, pour l'élevage, etc., tout ça, ils l'ont ignoré, si bien que ce n'est pas tellement appliqué. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

L'ex-Directeur général du projet fait donc le diagnostic d'une gouvernance urbaine largement défaillante, qui ne parvient pas à influencer véritablement les manières de faire la ville. Finalement, le schéma directeur, plutôt que de rationaliser la politique urbaine, apparaît comme un outil supplémentaire à influence variable, qui peut être utilisé ou invoqué selon les intérêts de chacun, et ignoré de la même manière. Ainsi, il apparaît comme un moyen pour certains habitants d'obtenir divers avantages (achat de parcelles dans des zones concernées par le schéma, par exemple) en jouant sur ses effets futurs supposés[90] :

> « C'est des stratégies des populations pour valoriser la situation à leur profit. Parce que le schéma directeur, les gens ne savent pas où il en est, ils ne savent pas ce qu'il contient. Et ce sont quelques individus... Même les professionnels ne le cherchent pas pour regarder ! Même les maires, ils font des projets, mais ils ne regardent pas dedans pour décider. Donc, l'un dans l'autre, quelques-uns prétendent qu'ils le connaissent, qu'ils savent ce qu'il y a dedans. Ils s'en vont mentir aux gens pour voir s'ils ne vont pas trouver des gens qui vont financer des projets à la faveur de ça. » (*ibid.*)

Ainsi, Ouaga 2000 et la ZACA autant que la faiblesse opérationnelle du SDAGO et du POS montrent que la logique de projets prime bien sur les plans d'ensemble. Autorisant à la fois de dégager du foncier, d'écarter les indésirables et d'attirer des investisseurs, le projet permet à la ville de se conformer aux standards internationaux de développement. Mais en l'absence de réelle volonté politique de rationalisation de la gouvernance, les différents outils d'urbanisme apparaissent essentiellement pour certains investisseurs comme un éventail d'opportunités pour l'acquisition de ressources.

[90] L'effet étant renforcé par l'image du projet ZACA : beaucoup de Ouagalais se souviennent des déguerpissements et craignent de vivre cela à leur tour.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.3. L'adoption d'un modèle standardisé s'appuyant sur le secteur privé

La volonté de concentrer l'action de la politique urbaine autour de grands projets correspond aux desideratas des bailleurs internationaux adoptés par l'État burkinabè : la standardisation du modèle mêle un volontarisme étatique dans la mise en place et la gouvernance du projet et une grande confiance en la puissance de l'initiative privée. Les schémas des bailleurs constituent des « kits » de « bonnes pratiques » d'action publique qui guident les politiques publiques (Onu-Habitat, 2011) vers des objectifs qui s'imposent à tous les pays (éradication des bidonvilles, bonne gouvernance, etc.).

Les références à des modèles internationaux sont fréquentes chez les responsables de la politique urbaine. Un responsable du service urbanisme de la mairie déclare ainsi :

> « Au Maroc, ils construisent 10 000-15 000 logements facilement. C'est en Afrique ! Chez nous, c'est la croix et la bannière ! Regardez les bâtiments haussmanniens dans les villes françaises : aujourd'hui, ils sont toujours là, parce qu'ils répondent à un besoin » (entretien CSSP-DEP, 02/05/2014)

Ces manières communes de penser la ville peuvent s'expliquer de plusieurs façons. Il faut d'un côté souligner que la plupart des responsables de la politique urbaine ont reçu une formation à l'étranger : les officiels que j'ai interrogés, sans rentrer dans les détails, ont été formés en France, au Maroc ou au Togo (l'Université de Lomé propose en effet une formation en urbanisme réputée à l'échelle de la sous-région). Les techniques et modèles appris sont dès lors naturellement présents dans la réflexion des dirigeants. D'un autre côté, il faut insister sur le rôle des acteurs internationaux dans le développement urbain. Par exemple, la mairie de Ouagadougou a développé des liens de coopération étroits avec la Métropole du Grand Lyon, qui envoie régulièrement des experts appuyer la mise en place des politiques urbaines, en y appliquant des techniques éprouvées dans l'agglomération lyonnaise[91]. Et pour revenir sur la référence au Maroc que fait le CSSP-DEP, cette référence à des modèles idéaux-typiques de développement urbain pour les villes du Sud se retrouve fréquemment dans les documents des bureaux d'étude ou des institutions étrangères intervenant dans la maîtrise d'ouvrage des projets : « l'association AFD / Groupe huit est un bon exemple, perpétuant le même point de vue, les mêmes expertises sur l'aménagement et l'évolution de ses villes et les mêmes pratiques d'aménagement urbain en provenance de l'extérieur » (Biehler, 2010 : 115).

La politique des projets balise le terrain pour l'initiative privée. L'exDG-ZACA résume ainsi le but des destructions préalables au projet ZACA :

[91] Quand il ne s'agit pas d'un appui matériel plus direct : de nombreux camions-poubelles de la ville de Ouagadougou ont en effet été donnés par la Métropole du Grand Lyon, et en portent encore les logos et slogans.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Il fallait faire la place […]. Il faut continuer à modifier le paysage, car il y a une offre. […] Il y a un marché à prendre » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014).

Le rôle de l'État est dès lors d' « accompagner une dynamique […] qui existe » (*ibid.*). Son successeur confirme que le rôle moteur du projet revient aux investisseurs :

> « Un projet d'urbanisme et d'aménagement fait appel à de gros moyens financiers. Il y a des investissements, et connaissant aussi le Burkina, il y a des limites au niveau de la mobilisation financière. […] Nous pensons que l'État a joué sa partition et le vide que vous constatez, nous pensons qu'il revient aux promoteurs privés qui ont acheté ces parcelles à réaliser les bâtiments » (entretien DG-ZACA, 21/04/2016)

On retrouve cette conviction pour le moins libérale dans les discours des responsables municipaux de l'urbanisme :

> « Quand on carrosse une voie, ça crée de l'attractivité, le foncier prend de la valeur » (entretien CSSP-DEP, 02/05/2014)

L'idée que la ZACA correspondait à une demande, à « des besoins que la ville exprime » (Ouaga ça bouge, 2007), dont témoignerait le dynamisme des autres quartiers du centre-ville, se retrouve fréquemment chez les soutiens du projet et dans la presse :

> « Les opérateurs ont perçu cette nécessité et décidé d'occuper cet espace économique » (*ibid.*).

Cette volonté de s'adapter à des modèles internationaux offrant des étalons indépassables doit permettre à Ouagadougou de s'affirmer à l'international dans sa concurrence avec les autres capitales. Elle doit à la fois attirer les investisseurs par la standardisation tout en jouant sur ses avantages comparatifs. En fin de compte, le modèle défendu fait confiance aux capitaux privés pour assurer le développement urbain, le rôle de l'État se bornant à accompagner ceux-ci[92]. La politique urbaine cherche en ce sens à développer l'image de marque de la ville.

Ce processus peut sembler similaire à celui de la construction du marché du logement en France dans les années 1970 dans le sillage d'un certain nombre de réformes (commission Barre, livre blanc des HLM, commission Nora-Eveno, préconisations du comité de l'habitat du 7ème plan, etc.) préparant un effacement progressif de l'État au profit du privé (Bourdieu, Christin, 1990).

Il s'agit bien d'un processus politique, c'est-à-dire une volonté collective plus ou moins cohérente émanant des institutions de pouvoir ; cependant, celui-ci n'est pas uniforme, et certainement pas achevé. Il témoigne malgré tout d'un *effet de modèle* qui se place dans le sillage d'un ensemble de processus similaires ayant eu lieu ces dernières années dans les pays du Sud (Verdeil, 2005 ; Berry-

[92] L'exDG-ZACA déclare d'ailleurs à propos du déguerpissement : « ce n'est pas l'État qui expulse, c'est le marché », Interview à lefaso.net, 4 février 2005 : url : lefaso.net/spip.php?article5843.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007 ; Couret, Metzger, Urbi, 2009 ; Verdeil, 2010 ; Peyroux, 2012).

A Ouagadougou, ce *moment* des grands projets doit être saisi dans toute sa profondeur historique. Depuis les années 1990 a été développé un ensemble de procédures ayant visé à objectiver la « politique de la ville » et à en adapter la mise en place à un modèle économique. Il faut donc bien voir cette politique des grands projets comme la face la plus visible d'une phase de mise en place politique et administrative d'un « ordre réglementaire » précis (Bourdieu, Christin, 1990 : 66). Cet ordre vise notamment à produire un modèle de gestion du foncier ayant vocation à être hégémonique, à en identifier clairement les acteurs et à hiérarchiser leur légitimité à y participer – et *in fine* à en profiter. L'institutionnalisation de la fabrique urbaine produit un ensemble d'outils structurants (projets, schéma directeur, POS, etc.) mais laisse l'initiative de leur usage au secteur privé, et leur délivre de fait de puissants outils de contrôle de l'espace.

On assiste finalement à travers les ajustements réglementaires de la politique urbaine à Ouagadougou à la construction d'un marché du foncier. Il s'agit de l'action combinée de différentes lois et règlements nouveaux, de la pression d'un ensemble de hauts fonctionnaires et de praticiens (urbanistes, architectes, etc.) formés à l'étranger sur des méthodes exogènes et de celle des institutions internationales conditionnant leurs subsides à une normalisation réglementaire et à une mise au pas des processus autochtones d'attribution de la terre. Cette mise en marché est chaotique et doit s'adapter aux contingences politiques locales, notamment concernant la volonté de normaliser les prérogatives coutumières sur la terre sans se mettre à dos ses représentants ni détruire sans contrepartie un système de captation de revenus pour nombre d'intermédiaires.

Les grands projets sont à la fois la vitrine de ces nouveaux modes de faire la ville et la matrice, agissant comme une loi-cadre. Ainsi, la mise en place conjointe du projet ZACA, du SDAGO et la formalisation de Ouaga 2000 ont permis une uniformisation de la loi instaurant un cahier des charges pour toutes nouvelles constructions, qui s'impose désormais à n'importe quel territoire urbain burkinabè. La mise en place des projets et la production d'un cadre légal structurant sur le foncier se répondent tout au long des années 1990-2000, les projets apparaissant comme des accélérateurs législatifs : réforme agraire et foncière de 1997[93], promulgation du code de l'urbanisme et de la construction en 2006, loi sur la promotion immobilière de 2008, loi sur le bail locatif de 2015, etc.

[93] Qui amendait la réforme agraire et foncière (RAF) de 1984, et poursuivait les orientations de la première réforme des modalités d'application de la RAF de 1991. La réforme de 1997 réaffirmait la propriété de l'État sur le domaine foncier national (DFN), mais accordait des modalités accrues de cession des titres fonciers. Il s'agissait en somme de soutenir la propriété privée des terres. Par la suite, la mise en place progressive des lois de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Cela dit, la multiplicité et l'opacité des différentes procédures d'attribution du foncier et des jeux d'acteurs à l'échelle locale et nationale font qu'un flou réglementaire d'ensemble persiste, et les réformes mises en publicité à travers les grands projets peuvent apparaître comme une vitrine trompeuse à l'intention des institutions internationales. Ce paradoxe est loin d'être propre au Burkina Faso : les mécanismes des aides internationales au développement font que les pays bénéficiaires cherchent à tout prix à apparaître comme de *bons élèves* alors même que les procédures promues par les bailleurs de fonds sont souvent éloignées des réalités locales, et difficilement applicables.

1.4. Les représentations du pouvoir : l'importance de l'image de marque

« Bien sûr, le projet ZACA est un projet pour rehausser Ouaga au niveau des autres capitales » (entretien DGUTF, 29/04/2014), résume le Directeur Général de l'Urbanisme et des Travaux Fonciers (DGUTF) au MHU. Aucun des responsables que nous avons rencontrés n'omet d'évoquer l'importance du *branding*. Comme nous l'évoquions plus haut, le projet doit permettre de combiner une standardisation de la ville et la valorisation de ses atouts :

> « En fait, le souci et l'ambition de la ZACA […] est de faire du cœur de la capitale une zone de haute qualité urbanistique, architecturale et culturelle. Parce que Ouagadougou […] accueille beaucoup de conférences, beaucoup de rencontres… C'est la capitale du cinéma. C'est la capitale de l'artisanat. On a le SIAO, le FESPACO[94]… »

Le projet cherche à convertir l'image de la ville en moteur de croissance économique. Ouagadougou entend valoriser depuis les années 1990 son image de ville culturelle et évènementielle. Ce dernier point a d'ailleurs représenté un moteur essentiel de la rénovation urbaine. Ouaga 2000 naît dans la foulée du sommet France-Afrique de 1996 (et dans une moindre mesure de la Coupe d'Afrique des Nations). Ces événements permettent d'attirer des capitaux, et créent les marchés à même de permettre leur investissement. La ville valorise ces nombreuses manifestations d'envergure. Évènements de portée internationale, le FESPACO aura 50 ans en 2019. Le SIAO a eu 30 ans cette année. Il faut ajouter les rendez-vous plus secondaires, festivals, salons, congrès, séminaires : Jazz à

décentralisation permettra aux logiques privées de s'étendre au sein du domaine urbain, alors que la perpétuation de la gestion coutumière des terres rurales était reconnue par les règlements au cours des années 2000. En ce sens, s'il reste difficile de saisir une logique générale des règlements fonciers au Burkina Faso devant la multiplicité des réformes et jurisprudences, les terres urbaines semblent progressivement répondre à une législation d'exception par rapport au foncier rural (Tallet, 2010, Ouattara, 2010).

[94] Le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) et le Festival Panafricain de Cinéma de Ouagadougou (FESPACO) sont deux manifestations d'envergure se déroulant en alternance tous les deux ans attirant de nombreux visiteurs étrangers.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ouaga, Ouaga Hip Hop, le SICABAT[95], le FIDO[96], Rendez-vous chez nous[97], les Récréathrâles[98], etc. Tous ces rendez-vous internationaux ne représentent encore que la pointe la plus visible de l'iceberg : le dynamisme culturel et événementiel de la ville est réel, et chaque semaine se tiennent de modestes festivals de quartier qui font vivre Ouagadougou, tout comme les salons internationaux sont réguliers. Il faut ajouter que la ville a cherché au cours des années 1990-2000 à s'ériger en capitale diplomatique, accueillant des sommets et médiations internationales, à l'image des réunions entre les différentes parties belligérantes lors du conflit ivoirien (Jeune Afrique, 2009[a] ; Jeune Afrique 2009[b] ; Jeune Afrique, 2010).

De fait, une partie de la politique urbaine a spécifiquement consisté à répondre à cette vocation, en fournissant à la ville les infrastructures *ad hoc* : centre de congrès, hôtels internationaux, etc. Les grands projets participent de cette même logique. La position centrale du projet ZACA renforce cette vocation, car il est difficile pour un investisseur de passage à Ouagadougou d'éviter de traverser la zone. C'est ce qu'évoque l'exDG-ZACA :

> « C'est comme pour tout projet d'urbanisme de cette envergure en centre-ville : c'est souvent une question de prestige politique, et on cherche du coup à « habiller ». Vous savez, sur le plan environnemental, c'était sale, etc. Mais c'est quand même une vitrine : il y a l'aéroport juste en face, etc. Donc, le gouvernement veut donner une autre image de la ville de Ouagadougou pour les étrangers qui quittent le centre » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Ces convictions sont appuyées par la mobilisation de représentations typiques des modèles internationaux de l'urbanisme – densification, verticalisation ou limitation de l'étalement urbain :

> « Quand on parle de ville, il faut quand même sentir une densification » (entretien DG-ZACA, 21/04/2016)

Ces discours semblent montrer que les décideurs politiques tablent la réussite de leur projet sur le pari que cette structuration libérale de la politique urbaine finisse par produire d'elle-même le changement de mentalité nécessaire à son succès :

> « Il y a une rationalité dans laquelle nous ne sommes pas encore au Burkina. Les relations de solidarité tiennent toujours, mais on commence à avoir des familles de plus en plus nucléaires. Avec les charges, les changements de conditions de vie que ça implique. Les gens commencent à rechercher des alternatives » (*ibid.*)

Les responsables politiques ne comptent donc pas uniquement sur le secteur privé pour assurer le développement urbain, mais également sur les évolutions de la société. Les responsables de la politique urbaine se font les relais de modes d'être-en-ville exogènes qu'ils considèrent comme

[95] Salon dédié aux professionnels du BTP.
[96] Festival International de Danse de Ouagadougou.
[97] Festival d'arts de rue.
[98] Festival de théâtres.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'évolution naturelle de la ville. Il est à noter que ce genre de croyance en une transition vers des modèles familiaux grâce à une urbanisation *par le haut* ne correspond pas toujours à la réalité, comme le soulignait A. Dubresson en 1987 au sujet d'Abidjan : « contrairement à un schéma trop avancé, l'urbanisation n'entraîne pas systématiquement l'apparition de familles nucléaires. Les populations les moins instruites, les plus pauvres, les moins insérées dans la ville ne peuvent faire face aux dépenses que représente l'accueil des collatéraux, et c'est donc dans les couches les plus démunies que prédomine le ménage nucléaire » (Antoine, Dubresson, Manou-Savina, 1987 : 192). Ce hiatus tend donc à démontrer que les représentations des responsables de la politique urbaine à ce sujet reposent plutôt sur une sorte d'espérance plutôt que sur une étude empirique.

Les logiques de modèles ne se résument pas à l'adoption des bonnes pratiques instaurées par les institutions internationales, mais consistent également à entrer dans la concurrence du marché international des villes en termes de marketing urbain : « l'action de transformation de la ville (le projet), comme le discours produit par les acteurs urbains sur leur ville (la communication, notamment publicitaire) seraient destinés à modifier l'image de la ville, à lui construire une image de marque […], le projet est *aussi* une visée *pour* la ville : il dessine une image de la ville souhaitée, une représentation de la ville » (Rosemberg, 2000 : 1-2).

La valorisation de l'image de marque passe par l'adoption de modes de faire internationaux, comme la verticalisation. Si l'État en lui-même ne mène pas de projets de tours, on retrouve cette volonté d'offrir à la ville sa *skyline* à travers les discours des officiels. Si l'on y ajoute les dispositions réglementaires nouvelles prises sur les grands projets (comme l'obligation de construire des immeubles R+4 ou plus haut sur la ZACA), on peut considérer qu'il existe une forte incitation étatique à la construction de buildings envers le secteur privé. Un projet privé nous montre que Ouagadougou a essayé de se placer sur deux grands créneaux de cette compétition urbaine : le monumentalisme urbain (construire des buildings) et la sollicitation de cabinets d'architecture internationaux.

Le Tena Tower Complex est un exemple emblématique de la volonté d'inscrire la stratégie urbaine dans le jeu du marketing urbain. Il s'agit d'un projet immobilier privé à Ouaga 2000 consistant en la construction d'une tour abritant un hôtel de luxe, des appartements, des bureaux et des restaurants de grand standing, bâtie au cœur d'une marina composée d'un lac artificiel et d'un ensemble de 80 villas de prestige. Il faut ajouter « tous les équipements collectifs nécessaires au fonctionnement de ce petit village dont les besoins en énergie seront d'origine solaire » (lefaso.net, 14/12/2011) précise l'article de Jeune Afrique qui relaie le projet. Le tout s'étendrait sur 640 000 m², dont 180 000 m² rien que pour les lacs et les canaux. Dans une ville à l'horizon encore relativement horizontal, un tel projet détonnerait assurément. Stratégiquement, il assurerait à Ouagadougou une visibilité certaine, en succombant à l'attrait pour les tours (Paquot, 2008). Ce sera un premier pas pour s'offrir une véritable

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

skyline à même de concurrencer symboliquement celle du modèle abidjanais. Ce dernier n'est d'ailleurs pas le seul à mobiliser dans ce cas-là. Un tel projet s'inscrit dans la lignée de l'urbanisme des villes des pays du Golfe, et en particulier de Dubaï (Davis, 2007). L'image rêvée de la *skyline* se trouve d'ailleurs relayée par la presse : « Le projet ZACA, on a hâte de le voir fini, pour se dire que ce petit Ouaga peut, un jour, ressembler à New York » (lefaso.net, 2007).

Le projet du Tena Tower Complex permet en outre à Ouagadougou de se placer sur un autre marché secondaire du marketing urbain mondial : celui des architectes. La ville restant une ville périphérique, à l'attrait symbolique comme financier limité, il est inenvisageable de faire appel aux quelques architectes-star (Gravari-Barbas, Renard-Delautre, 2015) que s'arrachent les grandes métropoles pour obtenir leur signature sur un bâtiment emblématique : Zaha Hadid, Jean Nouvel, Christian de Portzamparc, Norman Foster, Franck Gehry, Rem Koolhaas, etc. Mais pour un tel projet, c'est un bureau d'architecture ambitieux et de stature internationale qui a été sollicité : celui de la Française Manuelle Gontrand. Elle a signé certains projets de résonnance mondiale : la tour AVA dans le quartier de la Défense, la Gaîté Lyrique à Paris, le showroom Citroën sur les Champs-Elysées ou le Musée d'Art Moderne de Lille, mais également de nombreuses réalisations de moindre envergure (complexes cinématographiques, collèges, cités administratives, etc.). En somme, il s'agit d'une architecte du *sub-top* mondial, qui se voit ici offrir la possibilité de porter un projet hors-norme et emblématique d'une capitale ambitieuse, un « gros coup », le gratte-ciel représentant une forme de *master piece* pour un architecte, tout en pénétrant sur un marché potentiellement porteur, en échange de l'apport de ses compétences, mais également de sa renommée relative. Si les grandes métropoles mondiales lui sont sans doute inaccessibles pour l'instant, privilégiant le recours pour ce type de projet au premier cercle des « starchitectes », l'ambition ouagalaise de s'assurer une place dans l'archipel métropolitain (Dollfus, 1996) lui convient.

Le choix des architectes pour les projets de cette envergure – dont la portée symbolique excède encore la portée fonctionnelle – est en tout cas rarement anodin. De même, celui de la vedette burkinabè de l'architecture Francis Kéré pour la reconstruction du Parlement, détruit par l'insurrection de 2014, traduit une volonté de profiter de la notoriété entourant les concepteurs et de s'assurer ainsi une publicité mondiale attestant du sérieux des projets de la ville – sans nier les qualités bien réelles de ces architectes, sur lesquelles se fondent d'ailleurs leur réputation[99]. Le projet cherche clairement à mettre en scène des valeurs nouvelles que le pouvoir prête à la société burkinabè : « la démocratie

[99] F. Kéré, en étant choisi pour construire le pavillon éphémère 2017 de la Serpentine Gallery, musée d'art contemporain londonien, s'inscrit de fait dans une liste possible des « starchitectes ». En effet, le musée confie chaque année la construction de ce pavillon à « l'un des plus éminents architectes du monde » (cf. Jeune Afrique, 2017). Parmi les prédécesseurs : Herzog & Meuron, Zaha Hadid, Jean Nouvel, Frank Gehry, Oscar Niemeyer, etc.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

sera symbolisée par une pyramide à étages semi-transparente, au sommet de laquelle les citoyens pourront s'asseoir pour observer l'horizon » (Jeune Afrique, 2017). La dimension symbolique du rayonnement passe également par ce type de choix : celui d'une « architecture iconique » (Sklair, 2015), au risque de produire des « objets autistes » (Kaika, 2011). Il faut à ce sujet noter que les projets sollicitant des *starchitectes* tendent à diminuer dans les villes occidentales, et que ceux-ci valorisent désormais leurs compétences et leur notoriété dans les pays du Sud à forte croissance économique : ils « répondent en fait aux attentes de nouvelles élites urbaines impliquées dans la mondialisation ; ainsi, si ce recours aux *starchitectes* travestit parfois les réalités locales, il démontre aussi la capacité de ces territoires à accueillir la création et la modernité » (Simon, 2015 : 3).

En effet, un tel projet s'inscrit dans un processus de construction et de transmission de valeurs nouvelles à travers la politique urbaine. Sur les images de synthèse, on y voit, outre les visuels d'ensemble du complexe, des représentations de l'intérieur des appartements, un intérieur hors-sol, meublé à l'occidentale, abritant des familles nucléaires aisées (fig. 7).



Figure 7 : Les visuels des appartements du Tena Tower Complex diffusés sur le site du cabinet d'architecture

Le projet ne s'adresse pas à tout le monde, mais aux élites occidentalisées. Il s'agit d'un indice de plus des représentations de la société burkinabè et de la vie urbaine de la part du secteur privé. On en retrouve un autre exemple à travers cette publicité pour la SGBB, filiale burkinabè de la Société Générale (fig. 8).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 8 : Une affiche publicitaire pour la banque Société Générale du Burkina Faso à Ouagadougou, rond-point de la Patte d'Oie (photo : F. Lefebvre, 2014)

A nouveau, ce type de visuel valorise une famille nucléaire vivant dans une villa individuelle. Des images relativement éloignées de la réalité de la grande majorité des familles burkinabè, même si elles peuvent éventuellement mieux correspondre à l'image des clients de la banque[100]. Enfin, ces images

[100] Seuls 6,2 % des Burkinabè possédaient un compte bancaire en 2010 (investirauburkina.net, 2011), souvent issus des classes les plus aisées.

© 2020 Tous droits réservés.

montrent de même d'importantes similitudes avec les visuels de promotion du projet ZACA diffusés dans la ville par l'agence Synergie (fig. 9 et 10).



Figure 9 : Affiche de la campagne Synergie pour le projet ZACA (Biehler, 2010 : 428)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 10 : Affiche de la campagne Synergie dans la zone des ministères à Ouagadougou (Koulouba, centre-ville) pour le projet ZACA s'appuyant sur l'image d'une famille nucléaire. Le slogan accompagnant la photo est le suivant : « Quand le projet ZACA permet à chacun de se construire un logement décent, c'est bien pour la qualité de vie, c'est bien pour le moral. Fruit des observations et de ses études continues sur l'urbanisation, le gouvernement a conçu la ZACA pour accompagner et valoriser les efforts de modernisation de la ville de Ouagadougou. En cédant votre parcelle au projet ZACA, participez vous aussi à une belle entreprise humaine et une grande réussite d'urbanisation. Bienvenue dans la nouvelle Ouaga. » (photo : A. Biehler, 2003 ; source : A. Biehler, 2010 : 428)

Ce décalage entre les représentations de modèles de vie diffusées par le pouvoir et le secteur privé et la réalité de la société burkinabè nous démontre, plutôt qu'une méconnaissance, un objectif et un processus pour atteindre cet objectif. Il s'agit bien de favoriser l'émergence d'une classe moyenne supérieure burkinabè à même de consommer la ville telle qu'elle se présente dans les nouveaux projets. Les responsables ne sont d'ailleurs pas toujours très clairs pour trancher entre une adaptation du marché aux nouveaux désirs des citoyens et une adaptation forcée des citoyens à la nouvelle offre du marché. Pour le Directeur adjoint des Études et de la Planification à la Mairie de Ouagadougou, c'est le rôle des pouvoirs publics de provoquer l'évolution des modes de vie :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Il faudra faire du collectif, […] les gens commencent à comprendre. Il y a une rationalité dans laquelle nous ne sommes pas encore au Burkina Faso. […] Les modifications de l'espace vont forcément modifier les modes de vie. Il faut proposer des alternatives, comme en Europe. » (entretien CSSP-DEP, 02/05/2014)

Le discours est plus nuancé pour l'ex-Directeur général du projet ZACA, pour qui la demande vient de la jeunesse – même si dans un lapsus, il la confond avec l'« offre » :

> « Les jeunes gens qui ont un boulot, qui sortent de l'université, ils ne veulent pas ça [les anciens modes de vie, NdA]. Donc, si vous n'avez que quelques appartements en ville, ça ne suffit pas. […] Cette génération est en train de venir. Et je pense alors qu'il faut continuer à modifier le paysage, car il y a une offre. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Les objectifs de compétitivité économique choisie par le pouvoir apparaissent donc incompatibles avec l'inclusivité de la ville : Ouagadougou n'est plus dans les objectifs de ses responsables une ville pour tous. Mais la sémiologie architecturale tente malgré tout de produire des symboles plus inclusifs, mais non moins exogènes.

Ainsi, derrière la promotion de valeurs et de modes de vie internationaux, le marketing du projet Tena Complex cherche à développer d'autres symboles, et à y associer d'autres discours. Le nom Tena signifie « la terre » en mossi, et permet de limiter l'image « hors-sol » du complexe, en l'enracinant artificiellement dans une symbolique locale. La couleur verte de la terre est censée, selon la présentation du cabinet d'architecture, symboliser l'aspect durable du projet. Ici, il s'agit plutôt de mobiliser des valeurs nouvelles, qui sont à même d'assurer l'exemplarité, et donc la notoriété internationale de l'édifice. Cet attachement à la symbolique et aux valeurs portées par le projet ne sont pas forcément nouvelles au Burkina Faso. On retrouve de nombreux immeubles en centre-ville de Ouagadougou, abritant divers entreprises et services et dont certains effets de style peuvent rappeler l'architecture sahélienne typique de la région (à titre d'exemple, le siège de la BICIAB, filiale burkinabè de BNP-Paribas, fig. 11).



Figure 11 : Le siège de la banque BICIAB à Ouagadougou (photo : lefaso.net/spip.php?article45791)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Mais ces effets symboliques mobilisaient des représentations propres aux Burkinabè, à la rigueur aux Ouest-Africains. C'est à travers la nature même des symboles qu'il véhicule que le Tena Tower Complex s'adresse à un marché international : le mode de vie occidental, l'exemplarité environnementale, etc.

Ce genre de projet est à même de placer Ouagadougou sur la carte des villes du monde. Le discours soutenant que de tels édifices permettent d'asseoir la réputation d'une ville, ou simplement de la faire connaître, a été développé dans d'autres métropoles mondiales. Il suffit de penser à cette citation d'un promoteur immobilier émirati dans le Financial Times : « sans Burj Dubai, le Palmier ou l'Île-Monde, franchement, qui parlerait de Dubaï aujourd'hui ? » (cité dans Davis, 2007 : 15). Aujourd'hui, le pouvoir Burkinabè encourage sans doute en partie ce type de projets pour cette même raison : faire parler de la ville. Cependant, le Tena Tower Complex n'est pas un projet porté par l'État ou par une institution politique (il a été développé sur les fonds privés d'un investisseur suisse). Il témoigne des effets combinés de la mise en marché du foncier urbain et des stratégies urbaines officiellement promues, particulièrement dans le cadre d'un projet tel que Ouaga 2000. En ce sens, un tel projet est le fruit de la stratégie de l'État, le cadre qu'il a mis en place étant à même de favoriser ce genre d'investissements.

Il est difficile d'obtenir des informations précises autour du projet : en ayant eu vent assez tard, je n'ai pas pu interroger de responsables de la politique urbaine à son sujet, et on ne trouve des informations que dans quelques articles de presse et sur le site du cabinet d'architecture. Un soutien plus ou moins actif du pouvoir à sa mise en place ne peut être que supposé. De plus, alors que le projet a été conçu dès 2004, la première pierre n'a jamais été posée, de même que le terrain nécessaire n'a jamais été dégagé : on y trouve toujours le non-loti de Tingandgo. Alors qu'entretemps, un déguerpissement ayant eu lieu à quelques mètres de là pour la construction de l'hôpital Blaise Compaoré, l'indisponibilité du terrain nous fait nous perdre en conjectures sur la faisabilité effective du projet : la volonté politique existait-elle pour le rendre possible ? Les financements étaient-ils véritablement là ?

L'insurrection de 2014 qui a évincé le régime de B. Compaoré qui portait Ouaga 2000 laisse pour l'instant le projet à l'état de maquette, mais il n'est pas interdit de penser que celui-ci, ou un projet similaire, ressurgira pour Ouaga 2000 ou la ZACA, dont le changement de régime n'a pas semblé modifier l'ambition urbanistique. En effet, ce type de projet apparaît tout à fait en phase avec les discours que tiennent les officiels concernant les évolutions de la ville (et en particulier de Ouaga 2000 et de la ZACA, appelés à être une vitrine urbaine). Le Tena Tower Complex reste symbolique des évolutions de la ville par en haut, favorisant la mise en place d'un environnement propice aux investissements massifs internationaux. Si le projet paraît complètement démesuré pour qui connaît la ville de Ouagadougou aujourd'hui, il ne déparerait pourtant pas avec le gigantisme de l'hôtel

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Laico[101], construit sur des fonds libyens, qui domine Ouaga 2000. Il ne s'agit donc pas là d'évolutions effectives, mais d'évolutions symboliques : les images du développement futur de la ville, portées par le secteur privé, semblent passer par ce type de projet.

Cette stratégie *pro-growth* portant sur l'importance de l'image de marque de la ville se combine parfaitement avec des stratégies *pro-poor*, selon l'idée que ce qui ne correspond pas aux standards urbains internationaux est identifiable à de la pauvreté ou de la précarité :

> « On cherche à faire un centre-ville assaini et sécurisé. Il y avait un problème de quartiers non-lotis en centre-ville. Il y avait un bidonville au cœur de la ville, les pompiers ne pouvaient pas entrer dans les rues. Et c'était insuffisamment mis en valeur. C'est le centre-ville, le terrain est cher et les investissements étaient médiocres. Il y avait donc un objectif de valorisation. Il fallait accompagner le processus de mutation. La ZACA est à côté du cœur de ville. C'est vers le Grand marché, etc. C'est une zone commerciale » (entretien DEP, 30/04/2014)

Nous voyons donc que Ouagadougou se retrouve pris dans une logique de production de la valeur à travers la politique urbaine, qui d'une certaine manière est caractéristique de l'avancée du capitalisme (Harvey, 2011), mais qui s'explique ici autant par des raisons internationales – s'insérer et s'adapter au marché – que locales – assurer l'accumulation et l'enrichissement pour les classes dominantes burkinabè. Une telle perspective souligne l'ambivalence de la question du modèle, qui se trouve être un moyen efficace pour provoquer l'investissement et soutenir un développement économique plus ou moins inégalitaire, mais qui répond à la fois à des logiques d'image, qui sont une condition nécessaire et un potentiel frein à l'accumulation. On retrouve ces contradictions dans le deuxième versant des logiques de modèles, les politiques pro-*poor*, qui permettent non seulement de lutter contre la pauvreté (cette lutte devant être notamment soutenue par l'enrichissement lié aux logiques pro-*growth*), mais aussi de redéfinir l'espace social de la ville, et produire un nouveau régime de légitimité citadine géré par le pouvoir.

2. Des logiques *pro-poor* : une mise en ordre et en norme de la ville

La mobilisation du registre de la lutte contre la pauvreté et l'insalubrité s'accorde parfaitement au registre de la valorisation économique. Ici, le modèle étant la valeur-étalon de l'urbain, valoriser le

[101] Laico : Libyan Arab African Investment Company.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

modèle revient à valoriser l'urbain : la croissance économique doit permettre dans un même mouvement l'inclusion et le renforcement des capacités des populations démunies. Ainsi, les pratiques et représentations urbaines du pouvoir s'accordent à cette logique : actions *pro-growth* et *pro-poor* ne sont pas antinomiques, et mieux, se complètent et se nourrissent mutuellement.

A nouveau, dans cette partie, il est difficile de donner une idée claire du modèle unique dont consisterait une telle position. Il s'agit plutôt d'un ensemble d'injonctions et d'influences aux origines multiples (mais dont on peut isoler les principaux vecteurs) qui s'adapterait tant bien que mal aux contingences locales, produisant des effets jamais entièrement attendus, ni maîtrisables. Malgré tout, dans l'analyse des politiques de lutte contre la pauvreté urbaine se lisent des stratégies politiques claires du pouvoir, ainsi que des principes directeurs : notamment, une volonté de contrôle accru des manières d'être-en-ville se combinant avec celles de faire émerger sur les marchés formels une nouvelle classe de consommateurs potentiels.

De la sorte, nous nous intéresserons aux pratiques urbaines du pouvoir, en particulier envers ses populations vulnérables, et nous verrons que celles-ci mêlant modernisation affichée et atavisme autoritaire entendent permettre un contrôle accru du développement urbain et l'émergence d'une nouvelle norme urbaine. S'il s'agit d'accroître la compétitivité politique de la ville, ces stratégies génèrent des contradictions et des inégalités, et leurs effets concrets s'avèrent éloignés des ambitions de départ.

2.1. Les pratiques urbaines du pouvoir entre autoritarisme et modernisation

Les pouvoirs publics cherchent à associer aux objectifs de performance économique de la ville des objectifs de performance sociale, ce qui fait partie des exigences des bailleurs. Ainsi, l'ONU-Habitat considère qu'un « changement de mentalité » est nécessaire afin de « considérer le "développement urbain" comme une "opportunité" » pour « loger les pauvres dans les villes africaines » (ONU-Habitat, 2011). De même, la Banque mondiale promeut « une ville sans bidonvilles », suivant un objectif de disparition des quartiers précaires. De nombreux travaux remettent en cause cette « rhétorique du *slum* » (Aribindoo, 2011, Choplin, 2014), qui veut éliminer physiquement les bidonvilles, sans pour autant prévoir « d'éliminer la pauvreté » (*ibid.* : 264), et simplement déplacer le problème. Toujours est-il que mettre en place des initiatives poursuivant cet objectif permet à un gouvernement de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

profiter à la fois de subsides internationaux et d'une image volontariste[102]. De plus, dans le cas de Ouagadougou, cette rhétorique est une arme politique à même de faciliter l'acquisition et la mise aux normes de certains espaces. Ainsi dans le cadre du projet ZACA, l'État a pu acquérir de force des terrains en plein centre-ville que le projet a pour mission de valoriser au mieux, en mobilisant un discours axé sur la modernisation, la lutte contre l'insalubrité et le développement.

Cela passe par une évolution des pratiques de gestion urbaines des populations de la part du pouvoir. Le Burkina Faso au cours des années 1980 avait, comme de nombreux pays (Taliercio, 2008 ; Blot, Spire, 2014 ; Spire et alii, 2014), eu recours à des déguerpissements plus ou moins importants de populations en préalable à ses principaux projets de rénovation urbaine, particulièrement en centre-ville (Fournet et alii, 2008). Ces déguerpissements, issus de la pratique coloniale, consistent à évincer des populations sans titre de propriété, permettant à la fois de libérer de l'espace stratégique et d'éloigner les indésirables. L'annonce du projet ZACA en mars 2001 surprend les populations du quartier qui s'engagent rapidement dans des actions de résistance plus ou moins violentes. L'État décide alors de procéder à des négociations et lance en parallèle dès septembre 2001 une des premières grandes opérations de communication publique du pays, confiée à l'agence Synergie. L'objectif est de « réparer les erreurs du début de la mise en place du projet, notamment l'annonce brutale sans concertation préalable, le fait que la ZACA soit considérée comme la trahison d'une promesse électorale […], les mauvaises expériences urbaines dues à l'état d'exception [et également la mauvaise opinion vis-à-vis de] la collusion entre l'intérêt public mis en avant et les intérêts privés qui seront les grands bénéficiaires »[103].

S'appuyant sur une étude du contexte et des points forts sur lesquels insister, Synergie mène donc sa campagne sur de nombreux supports (affiches publicitaires, encarts dans les journaux, kiosques d'information, etc.) afin de « donner du projet ZACA l'image d'une force bienveillante et protectrice des intérêts de tous les citoyens » tout en « dissip[ant] les rumeurs entretenues […] en donnant l'information juste aux populations »[104]. La campagne est également ciblée selon les publics visés : le message est adapté selon qu'il s'adresse aux habitants du quartier pour les convaincre des avantages du déménagement ou aux décideurs économiques pour les convaincre d'investir sur le projet. L'agence

[102] En effet, certaines thématiques s'avèrent des sources importantes d'aide publique au développement, et les États sont incités à les inscrire à l'agenda. Il en va ainsi de l'éradication des bidonvilles comme du terrorisme ou de la lutte contre les migrations clandestines (Choplin, 2014).
[103] « Programme de communication pour le changement positif de comportement dans le cadre de la mise en œuvre du projet ZACA », agence Synergie, septembre 2001.
[104] Idem.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

mène des opérations de lobbying auprès d'acteurs-cibles, tels que les dignitaires religieux ou les élus locaux, à même de servir de relais auprès des publics visés[105].

Ainsi, l'objectif de modernisation doit être visible dans la manière même de monter l'opération. Il s'agit de rassurer les observateurs et d'éviter au maximum les accusations d'autoritarisme. Derrière la pratique du déguerpissement, il s'agit d'insister sur les justes compensations et la sécurisation foncière :

> « Sur le déplacement vers la périphérie des populations, il faut faire en sorte qu'il y ait une plus-value dans le déplacement. C'est mal perçu, car les populations perdent leur avantage de situation, et ne les retrouveront pas dans un proche avenir. […] Il faut négocier pour les déplacements : par exemple, faire passer de l'insécurité foncière à la propriété » (entretien CSSP-DEP, 02/05/2014)

Ce responsable de l'urbanisme à la Mairie explicite encore la stratégie adoptée en termes de mobilisation de ressources intermédiaires, mobilisant à la fois la « juste » compensation et le registre autoritaire :

> « Il y a toujours de fortes résistances des habitants aux projets. Mais tout dépend de la manière dont on s'y prend. […] Si c'est une zone inondable : il faut expliquer que c'est une situation d'insécurité. Il faut sécuriser la terre. De plus, en proposant de l'argent, régler l'investissement. Face à la résistance, il y a l'autorité de l'État et de la ville. Ils comprennent qu'ils doivent accepter. En plus, l'association des forces de plaidoyer, des coutumiers, des religieux à la concertation et à la conception du projet fait qu'à un moment, les gens acceptent » (*ibid.*)

Cette stratégie de compensation de l'éloignement par la sécurisation foncière a été popularisée comme modèle de bonne gestion urbaine par Hernando De Soto (De Soto, 2006 ; Deboulet, 2011), permettant d'« adoucir » les stratégies d'éviction et de limiter et diviser la contestation tout en intégrant les populations sur le marché foncier (« titrisation »), combinant les logiques *pro-poor* et *pro-growth*.

Les habitants du quartier se voient donc proposer un relogement sur deux trames d'accueil loties et équipées en eau et en électricité. Ces deux trames sont assez excentrées, se situant chacune à une quinzaine de kilomètres du quartier d'origine, mais la principale est située au sud-est de la ville, adjacente à Ouaga 2000. Cet espace prive, malgré tout, ses nouveaux habitants de la rente de situation dont ils jouissaient au centre-ville, mais en termes de communication, il fait passer le message qu'il ne s'agit pas d'un déclassement :

> « Il faut un site qui en fait leur donne l'impression de rester, ou même d'entrer un peu plus dans le modernisme. D'où le choix de les mettre à Ouaga 2000, qui est du point de vue des autorités et du point de vue de l'avenir, le centre moderne de Ouagadougou » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

[105] Cette campagne de communication est évoquée un peu plus en détail au chapitre 8.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les déplacements vers la trame d'accueil répondent ainsi aux logiques inclusives promues par la Banque mondiale et ONU-Habitat, en gardant les habitants en ville et en en faisant des propriétaires légaux. Ils accèdent ainsi au double statut de citoyen légal et de consommateur, la performance sociale soutenant la performance économique.

Ce discours insistant sur les avantages à tirer à l'avenir ne convainquit pas tous les habitants déplacés. Si une association des résidents de la trame d'accueil, l'ABRETAO[106], se constitue rapidement afin de protester contre le manque d'équipements de proximité dans le quartier, d'autres préfèrent revendre rapidement leur parcelle, la proximité avec Ouaga 2000 leur conférant un prix intéressant, et se réinstaller dans des quartiers périphériques au foncier plus abordable. De nombreuses familles de déplacés se déchirent autour des indemnités de déplacement[107]. Finalement, le fait de choisir de rester sur la trame d'accueil implique une adaptation forcée à de nouveaux modes de vie : « les modifications de l'espace vont forcément modifier les modes de vie » (entretien CSSP-DEP, 02/05/2014). Ce point de vue est confirmé par un responsable du MHU :

> « Les gens [qui sont partis sur la trame d'accueil] se réadaptent par rapport à l'activité du centre-ville. Il y a un changement de mode de vie, oui. Le dynamisme, c'est ça : vous êtes privés de quelque chose, mais vous gagnez autre chose. Les gens ont vu finalement qu'ils avaient eu tort [concernant les résistances au projet ZACA] » (entretien DAU-DGUTF, 14/05/2014)

Cette hybridation entre des pratiques autoritaires et une volonté d'arrondir les angles en proposant des contreparties concrètes aux populations aboutit à un modèle spécifiquement burkinabè de gestion de l'espace. La question du relogement (ou en tout cas, les facilités offertes pour accéder à une nouvelle cour, tout en intégrant le marché formel du foncier) a émergé progressivement comme une stratégie privilégiée du pouvoir burkinabè dès les années 1990. Ces *déguerpissements négociés* (souvent sans faire l'économie d'une confrontation violente entre habitants et État) ont permis de maintenir un semblant de paix sociale sur les questions foncières, mais au prix d'un manque de maîtrise de l'espace urbain (nécessitant notamment le lotissement incessant de nouveaux terrains pour accueillir les déguerpis). Le lotissement correspond donc à une procédure de normalisation de l'urbain par la force qui s'inscrit dans une tradition de négociations sociales et de compromis, mais selon des termes imposés arbitrairement : l'accès à la terre doit permettre de faire taire toute autre protestation. Cette stratégie de gestion de l'urbain a commencé à atteindre ses limites au cours des années 2000-2010, en entrant en contradiction avec la volonté de reprendre le contrôle sur le développement urbain, et d'adopter des modes de faire correspondant à des modèles internationaux. D'où l'insistance des discours officiels sur les nouvelles compensations aux déguerpissements : il ne

[106] Association pour le Bien-être des REsidents de la Trame d'Accueil de Ouagadougou.
[107] Ces points sont développés plus longuement au chapitre 8.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

s'agit plus simplement d'obtenir un titre foncier légal, mais d'accéder au titre de consommateur urbain.

Cette dialectique coût/avantage permet de faire passer pour une procédure moderne une pratique de gestion de l'urbain généralement considérée comme autoritaire, le déguerpissement (Blot, Pierdet, 2014). Dans le même temps, elle est une pédagogie d'une nouvelle manière de vivre en ville : le déplacement permet en effet de faire repartir les habitants sur de nouvelles bases, notamment à travers l'imposition d'un cahier des charges.

2.2. Maîtriser la ville et imposer la norme par le cahier des charges.

La modernisation et les objectifs de performance sociale passent par une rupture avec des modes d'être-en-ville jugés précaires et dangereux. La plupart des opérations d'urbanisme s'accompagnent depuis la ZACA de l'imposition d'un cahier des charges régissant la construction des nouvelles habitations et les activités que les habitants peuvent y développer. Le déguerpissement, suite au projet ZACA, a donné lieu à la production d'un cahier des charges spécifiquement attaché aux trames d'accueil. Le respect des conditions strictes de celui-ci conditionne la possibilité de construire et de rester vivre dans le quartier. Ce cahier des charges impose notamment les constructions en dur, avec des fondations, des distances strictes à respecter avec le mur mitoyen, etc. (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015). En outre, selon les habitants du quartier, ces nouvelles normes de construction ont fait « flamber les prix » des matériaux de construction (*ibid.*). Les activités sont également régulées à travers un zoning strict : la trame d'accueil est une zone résidentielle et les activités de commerce informel y sont proscrites.

Le cahier des charges apparaît donc comme un outil de mise aux normes urbaines, concernant autant les espaces d'installation des déguerpis que ceux qui sont ouverts par le déguerpissement. La ZACA incluait dès l'origine du projet un lourd cahier des charges qui devait assurer la cohérence urbanistique de la zone et des zones directement limitrophes. Certains responsables suggèrent toutefois à demi-mot que ce cahier des charges explique la différence de développement entre un projet ZACA faiblement dynamique et le reste du centre-ville qui voit se multiplier les constructions nouvelles. Selon l'exDG-ZACA :

> « Les gens peuvent craindre de ne pas pouvoir respecter cet engagement […] et donc, ils préfèrent payer une parcelle dans le quartier voisin, où ils n'ont pas de contraintes de pression pour réaliser leurs constructions. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ce constat est partagé par son successeur :

> « Il y a le cahier des charges… Je pense que les gens, c'est peut-être ça qui leur pèse » (entretien DG-ZACA, 21/04/2016).

De fait, le niveau d'exigence requis par le cahier des charges et le coût de construction plus ou moins élevé qu'il induit, permet à l'État de sélectionner les habitants d'un quartier.

Cet outil offre donc le double avantage de constituer une mise aux normes des modes de gestion urbaine, tout en maîtrisant l'ordre souhaité en ville par le pouvoir, conciliant ainsi les logiques *pro-poor* et *pro-growth*. Le cahier des charges accompagne, et même force, les évolutions des modes de vie souhaitées, mais par à-coups, au rythme des opérations de lotissement, et non selon une logique globale.

De plus, de telles procédures échouent manifestement à s'imposer à tous, et notamment aux constructeurs et entrepreneurs du bâtiment. Comme le SDAGO, les cahiers des charges apparaissent comme des outils de normalisation urbaine produits par l'État, mais dont l'application est laissée à l'appréciation du secteur privé, qui peut choisir de s'y plier, mais également de s'y soustraire s'il n'y trouve pas d'intérêt :

> « Comme [le SDAGO] est mis en berne, les cellules d'urbanisme ne l'appliquent pas, parce que ce n'est pas encore officialisé par le gouvernement. Donc, il est difficile de dire comment ça va se faire mais par contre, ce que je constate […] c'est qu'il y a un laisser-faire. C'est-à-dire que la dynamique économique poursuit son œuvre, les gens vendent leurs parcelles, les gens achètent, ils construisent des trucs, ils obtiennent des permis de construire, ils font ce que j'appelle « des boîtes d'allumettes », etc. On prend des petites parcelles, on fait un truc... Mais pour ça, les services de l'urbanisme devaient mettre en place quelque chose, et on avait suggéré qu'il y ait un cahier des charges, qui allait forcer les gens à faire un genre de constructions. Donc si tu veux construire, il faut faire des fusions de parcelles. Mais ça n'a pas eu d'effets sur les propriétaires fonciers, ça n'a pas vraiment marché. Donc la dynamique économique du centre financier est en train de modifier le schéma. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Ainsi, les outils institutionnels destinés à imposer une nouvelle norme de développement urbain ne parviennent pas à atteindre leur objectif, et le « laisser-faire » demeure. Si de tels outils produisent leurs effets sur les populations vulnérables – les habitants relocalisés sur la Trame d'accueil forcés de revendre leur parcelle quand ils ne peuvent pas assumer le cahier des charges – ils restent facilement contournables par les acteurs qui en ont la possibilité.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.3. La compétitivité politique de la ville et ses inégalités : une approche fragmentée de la question urbaine

La volonté de moderniser le mode de gestion de la ville passe également par une amélioration de la « compétitivité politique » de la ville, c'est-à-dire « la capacité des pouvoirs urbains à s'activer sur des enjeux d'action publique, à défaut de les maîtriser » (Bertrand, 2014 : 355). Le déguerpissement mené dans une logique de négociation, d'accompagnement et de compensation comme la mise en place de cahier des charges participent de cette volonté de clarifier et de normaliser les pratiques urbaines du pouvoir, tout en contribuant à « fragmenter les missions programmatiques des autorités » (*ibid.* : 355). C'est bien le sens du gouvernement de la ville par le projet, qui de fait exclut de la gestion normalisée de celle-ci tout ce qui n'est pas inclus dans un projet ou dans un cahier des charges.

Cette approche fragmentée révèle également des inégalités de traitement selon les populations en rapport avec le projet. Les exigences croissantes en termes de mode d'être-en-ville envers les populations urbaines faiblement dotées en capital, et la mise aux normes internationales, ne s'appliquent pas nécessairement aux investisseurs que la ville cherche à attirer. Ainsi, la non-valorisation des parcelles qui a souvent contraint les habitants de la trame d'accueil à revendre pour s'installer ailleurs, ne constitue pas un élément de pression pour les détenteurs de parcelles de la ZACA. Selon le Directeur général du projet ZACA :

> « La spéculation qu'on observe actuellement, elle est assez naturelle. Une parcelle acquise aujourd'hui, si le propriétaire a cinq ans, réglementairement, pour réaliser, avant ses cinq ans, il peut céder ça à quelqu'un d'autre. Peut-être que c'est heureux, s'il cède à quelqu'un qui a plus de moyens… » (entretien avec le DG-ZACA, 21/04/2016)

De même, si l'État a tenté de contrôler la vente des parcelles à travers la mise en place d'un guichet unique, les grands investisseurs semblent échapper aux exigences de traçabilité concernant le foncier, comme nous l'explique l'ex-Directeur général du projet :

> « Ici, ce n'est pas comme aux États-Unis, ou en France, ou en Europe : on ne pose pas de questions à quelqu'un qui amène une valise d'argent, on ne lui demande pas de prouver […] la traçabilité... Non, non, on ne pose pas de questions. Si vous avez l'argent... moi, j'ai vu des gens venir avec leur argent dans des sacoches... Moi, j'appelle la banque, qui appelle des policiers. Ils viennent encaisser l'argent dans mes bureaux, avec la police. Moi, je ne pose pas de questions. Voilà » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Ainsi, la volonté de mettre les modes de gestion urbaine en conformité avec les standards internationaux met surtout en évidence les inégalités sociales en rapport avec la ville. A travers les objectifs des logiques *pro-poor* se lisent les logiques *pro-growth* : plus que l'inclusion politique et sociale des populations démunies, ce sont à la fois le contrôle social et la solvabilité des pauvres qui sont recherchés. Ce sont des mécanismes que l'on retrouve d'ailleurs dans des villes connaissant des

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

situations similaires : dans le cas de Nouakchott par exemple, A. Choplin note que les mécanismes de sécurisation foncière participent de la dépolitisation par la titrisation et la mise en marché (Choplin, 2014 : 270).

Ces contradictions mettent surtout en évidence la résistance du contexte ouagalais aux modèles internationaux et la coprésence de régimes de normes différents, selon les intérêts de chacun, les rapports de domination et le consensus socio-spatial en vigueur. Nous allons désormais voir les limites des ambitions du modèle dans son application à la réalité urbaine.

2.4. La ZACA ne décolle pas : difficile adaptation des normes au contexte ouagalais.

Au-delà des discours des décideurs politiques, le modèle urbain défendu montre clairement certaines limites dans son application, relativisant sa puissance normative. La limite de la gouvernance urbaine par projet la plus directement visible est peut-être l'immense vide qui subsiste à l'emplacement du projet ZACA, en plein centre-ville, plus de quinze ans après son lancement (fig.12, 13, 14 et 15).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 12 : le projet ZACA en 2016, vu depuis l'avenue de l'aéroport : un vaste terrain vague au cœur du centre-ville (photo : F. Lefebvre, avril 2016)



Figure 13 : Le projet ZACA en 2016 : quelques chantiers avancent lentement, de nombreuses parcelles restent en friche (photo : F. Lefebvre, 2016)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 14 : Le projet ZACA en 2016, le long de l'avenue de l'aéroport : en arrière-plan, on devine la frontière avec le centre-ville construit et dynamique (photo : F. Lefebvre, 2016)



Figure 15 : vue aérienne du projet ZACA à Ouagadougou (photo : F. Boyer, 2017)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Si la direction générale du projet se refuse à admettre un échec du projet, une simple observation visuelle la contredit. Si quelques immeubles commencent à sortir de terre, l'espace général tient plus pour l'instant du terrain vague :

> « Il y a une soixantaine de chantiers en cours, […] il y a environ soixante parcelles qui sont en train d'être réalisées, et il y a environ seize immeubles qui sont achevés et qui quelquefois sont en exploitation, sur 200 à 300 parcelles aménagées. » (entretien DG-ZACA, 21/04/2016)

La situation est d'autant plus étonnante que le reste du centre-ville apparaît extrêmement dynamique, les immeubles y poussant avec régularité[108]. Tout juste les responsables du projet évoquent-ils un « retard », auquel ils peinent à donner des explications claires :

> « Le coût de la parcelle n'est pas la raison, puisque la parcelle s'achète légèrement plus, ou aussi cher [dans le reste du centre-ville] qu'à la ZACA. Bon, on ne sait pas pourquoi ça se construit beaucoup plus qu'à la ZACA. Est-ce que les acquéreurs en font une réserve ? Est-ce que ceux qui construisent dans ces quartiers-là sont venus plus tardivement à la ZACA et n'ont pas trouvé de terrain ? Bon, on ne sait pas. » (*Ibid.*)

La non-valorisation de terrains centraux fait en effet songer à de la spéculation. Le cahier des charges du projet ZACA semblait pourtant avoir pris les précautions permettant d'éviter ces stratégies, en incluant l'obligation de valorisation sous peine de rétrocession de la parcelle à l'État. La situation confirme donc que la normalisation de la gouvernance en matière urbaine souligne surtout les inégalités sociales vis-à-vis du foncier, ce que semble confirmer le Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme du Ministère :

> « Les délais de mise en valeur n'ont pas été respectés : mais quand vous prenez la liste des parcelles qui n'ont pas été mises en valeur, et que vous regardez ensuite la liste des investisseurs propriétaires de ces parcelles, vous rangez vite vos listes et vos actions ! Les investisseurs économiques, on les connaît. » (entretien DAU-DGUTF, 14/05/2014)

Les investisseurs de la ZACA sont vraisemblablement trop influents et trop peu nombreux pour qu'on puisse les contraindre : ils sont en position de force.

Parmi les autres arguments avancés, la concurrence du projet ZACA avec Ouaga 2000, qui concorde avec l'idée déjà évoquée que l'urbanisme par projet débouche à Ouagadougou sur une politique urbaine fragmentée :

> « Le problème de la ZACA, outre le retard, c'est qu'il y a eu certains choix pas bien pensés. Il y a eu concurrence entre Ouaga 2000 et la ZACA. Ceux qui font Ouaga 2000 sont les mêmes que ceux qui doivent faire la ZACA. » (*ibid.*)

[108] On renverra d'ailleurs sans peine aux photos de l'avenue Guillaume Ouedraogo présentées au chapitre suivant dans le cadre de notre observation de rues du centre-ville : on y voit deux immeubles importants en chantier, ceux-ci avançant à un rythme rapide, le long de l'avenue Houari Boumediene, à quelques centaines de mètres de la ZACA.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Nous retrouvons l'idée que Ouaga 2000 apparaît comme le projet « personnel » de B. Compaoré, face à la ZACA légitimée par le concours international d'urbanisme organisé par le MHU dont le projet est issu, idée que semblent partager plusieurs responsables interrogés. C'est bien la coprésence des pouvoirs sur la ville et des modèles de gestion qui est ici mise en évidence (Bertrand, 2014) : l'ambition internationale pour Ouagadougou portée par l'État se heurte aux modes de gestion « quotidiens » de la ville, construits sur le compromis local et le clientélisme.

D'autres arguments ont été avancés, mais il y a peu d'éléments probants en leur faveur, et ils sont écartés par les différents responsables. L'impossibilité de construire des fondations sur la zone à cause de la présence d'une nappe phréatique trop proche est ainsi évoquée par plusieurs habitants, ainsi que dans des articles de journaux (lefaso.net, 24/03/2009, lefaso.net, 24/08/2018), mais ne semble guère qu'une rumeur. Il en est de même pour les arguments faisant référence à la présence de génies, ou d'ancêtres des anciens quartiers, souvent mobilisés dans des cas similaires[109], qui ne sont qu'évoqués par certains habitants, mais ne sont pas confirmés par les responsables, ainsi que par les dignitaires coutumiers. Ce genre de référence est souvent utilisé à géométrie variable, selon les intérêts de chacun, pour justifier ou expliquer par un argument d'autorité des difficultés autres – et plus difficiles à exprimer dans l'espace public.

Toujours est-il que les bureaux du projet ont déménagé d'un vaste bâtiment face à l'aéroport à une bâtisse vétuste située à l'angle d'un des vastes terrains vagues du projet. Le site internet est désactivé et l'activité dans les bureaux semble plus que réduite. Le DG-ZACA affirme toutefois garder le même cap :

> « Non, on n'a pas changé d'objectif. On peut faire des recadrages pour prendre en compte des contraintes de terrain. Sinon, les objectifs sont les mêmes : faire du centre-ville une ville de haute qualité architecturale, urbanistique, et qu'il y ait des emplois, qu'il y ait de la cohérence. » (entretien DG-ZACA, 21/04/2016)

`

[109] Ainsi, le renoncement récent à l'achèvement des travaux du nouveau siège du FESPACO a été expliqué ainsi, sans que l'on sache à quel point il s'agit d'un argument de circonstances ou de véritables craintes (sans doute un peu des deux, cf. jeuneafrique.com, 25/09/2018).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour conclure ce chapitre, soulignons que celui-ci nous permet de confirmer que le modèle urbain est avant tout une stratégie politique. L'adaptation de celle-ci au terrain montre qu'elle n'est pas nécessairement couronnée de succès, en particulier dans le contexte d'une métropole périphérique de la mondialisation, à la situation politique, sociale et économique pas forcément adaptée aux logiques de performances défendues par les bailleurs internationaux. En ce sens, l'analyse d'A. Choplin sur Nouakchott semble concorder en tout point avec la situation ouagalaise : « ces villes apparaissent attractives davantage pour leurs ressources à capter, principalement le foncier urbain bon marché et facilement accessible, que pour des niches d'investissement » (Choplin, 2014 : 271).

Le contexte ouagalais, tout du moins jusqu'à la chute de B. Compaoré, apporte une explication. La gestion du foncier à Ouagadougou était sans doute le moyen principal d'acheter la paix sociale dans un régime semi-autoritaire à l'équilibre plus fragile qu'il n'y paraissait. La négociation permanente en termes de foncier, appuyée par les différents relais du pouvoir dans les quartiers – responsables politiques et syndicaux, dignitaires religieux ou coutumiers, etc. – a sans doute constitué un pilier de la stabilité politique que les modes de gouvernance internationaux risquaient de mettre en péril. Le mécanisme déguerpissement/relogement apparaît comme une stratégie du pouvoir pour justifier le contrôle de l'espace : permettre aux déguerpis d'accéder au foncier offre une grande latitude d'action en termes de gestion de l'urbain. Les autorités se refusent d'ailleurs à renoncer à cette méthode :

> « Oui, le SDAGO implique une réhabilitation et un renouvellement urbain. Ce sont les dynamiques naturelles de toutes les grandes villes. […] Donc il y aura sans doute de nouveaux déguerpissements. » (entretien DAU-DGUTF, 14/05/2014)

Le déguerpissement est en fait un corollaire irréductible des mécanismes de lotissement, offrant un titre de propriété à certains[110] et entraînant le déguerpissement des autres, qui s'installeront dans un nouveau non-loti attendant la prochaine opération. La ville s'étend ainsi d'année en année selon ce mécanisme, malgré la décision du ministère en 2013 de mettre fin au lotissement.

Le lotissement apparaît comme la principale source de financement pour les responsables politiques locaux : l'opération dégage du capital sous diverses formes, par la rente foncière qu'elle produit, par les frais à la charge des habitants, éventuellement par la corruption qu'elle génère. La

[110] Les opérations de lotissement offrent un titre de propriété selon plusieurs critères : avoir construit « en dur » selon certaines normes et loger sur place, notamment. Des mécanismes de clientélisme et de corruption interviennent également dans l'attribution des parcelles, mettant en évidence les inégalités de ressources pour l'acquisition du foncier.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

rente du lotissement en fait un sujet complexe, et malgré la normalisation de la gestion urbaine, ces opérations semi-légales entre politiques locaux, autorités municipales et dignitaires coutumiers, risquent de perdurer encore longtemps. Finalement, les nouvelles normes de gestion urbaine ne s'imposent qu'au sein du périmètre limité du « projet », et semblent même partiellement paralyser celui-ci. La gestion urbaine de Ouagadougou selon le modèle du projet met donc surtout en évidence les tensions liées à la coprésence de modes de gestion du foncier et à la continuité de logiques anciennes de compromis social autour de l'accès à l'espace. Elle révèle une vision fragmentée entre des espaces compétitifs à portée internationale – et offert aux investisseurs privés – et des espaces périphériques exclus du jeu.

De son côté, l'élan citoyen qui a porté l'insurrection de 2014 autour d'organisations très implantées dans les différents quartiers de la ville telles que le Balai Citoyen (Bonnecase, 2015) ne s'est pas fait le support de discours autour des inégalités d'accès à l'espace urbain – même si les choses évoluent toutefois, comme nous le verrons notamment au chapitre 8. L'association du Mouvement de Solidarité Pour le Droit au Logement (MSP-DRO.L) qui apporte depuis 2002 une aide juridique aux habitants déguerpis, commence à échanger sur des modes d'action locaux pour les droits des pauvres à travers leur intégration dans des réseaux de soutien internationaux tels que No Vox. Il n'est pas exclu que les modèles internationaux de résistance et de droit à la ville ne s'imposent à Ouagadougou en même temps que les modèles internationaux de gestion urbaine qui les précèdent.

Ce début d'organisation au niveau militant s'accompagne d'initiatives silencieuses des habitants pour organiser la ville en amont des politiques urbaines : ainsi de ces quartiers non-lotis attendant depuis parfois près de vingt ans une opération de lotissement, et qui parviennent à se raccorder aux réseaux urbains par des techniques de « débrouille »[111]. Derrière la volonté affichée d'imposer des modèles urbains internationaux se lit surtout l'inertie du pouvoir cherchant à ne pas mettre en péril le compromis sur lequel se base sa stabilité en laissant l'initiative du changement de normes au secteur privé. Celui-ci semble dès lors profiter de cette position de force pour se contenter d'accaparer du foncier urbain, sans nécessairement investir dans des opérations urbaines aux débouchés incertains. De leur côté, les habitants apparaissent comme le principal moteur en termes d'innovation et de production de nouvelles normes urbaines, comme nous aurons l'occasion de le développer dans les prochains chapitres.

L'imposition de modèles urbains de gouvernance et d'action publique sur la ville semble donc produire des espaces plus inégalitaires qu'auparavant, en contradiction avec leurs objectifs inclusifs (Lefebvre, 2018). L'étude de leurs effets sur le terrain montre que de la même manière que les modèles

[111] En tirant des lignes électriques depuis un compteur d'un secteur loti, par exemple.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

urbains précédents – notamment le modèle colonial (Georg, 2006) –, l'adaptation ne produit jamais un remplacement total des précédentes normes urbaines, mais au contraire une négociation permanente dépendant de l'état des rapports de domination préexistants.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 5 : LE CENTRE-VILLE VECU : DES RESSOURCES SPATIALES INEGALEMENT PARTAGEES

Étudier le centre-ville vécu nous invite à revenir à la définition que j'ai donnée de celui-ci, et de manière plus générale, à garder en tête ce que *signifie* le centre-ville dans l'étude de l'espace urbain. « Il n'y a pas de centre en soi, […] c'est une relation qui définit le centre » (Agier, 2015) : le centre-ville n'est qu'une forme possible de lecture de la ville, il ne faudrait pas chercher son *essence*. Mais s'il n'est qu'une lecture possible de la ville, il synthétise toutefois sa contradiction majeure : la séparation du centre-ville du reste de l'espace urbain a un sens politique précis ; il affirme un *ordre*. La ville se déploie autour de son centre, et celui-ci donne à lire l'état des rapports de pouvoir et de domination liés à l'urbain. Analyser le centre-ville vécu, c'est s'interroger sur l'état pratique de cette domination et sur ce qui la fonde. Il s'agit également de nous interroger sur la nature de l'espace public, défini comme « la partie du domaine public non bâti, affecté à des usages publics […] donc formé par une propriété et une affectation d'usage (Merlin, Choay, 2015 : 355).

A Ouagadougou, nous pouvons d'ores et déjà faire le constat de la persistance du centre-ville et de sa pertinence. Le chapitre 4 nous le confirme : le centre-ville existe dans le discours du pouvoir. Le présent chapitre doit nous montrer sa persistance pratique : dans une ville en perpétuelle extension, où la notion de centre « historique » est au moins bancale, et où cet espace a subi au cours des dernières années de profondes restructurations semblant peiner à lui donner une image réellement neuve, le centre-ville continue de faire sens pour les habitants de Ouagadougou. Il nous faut donc réfléchir aux causes de ce phénomène : le centre-ville fait à la fois sens pour le pouvoir et pour les habitants, et ce pour des raisons différentes, semble-t-il.

Ici, je fais le choix d'analyser le centre-ville comme un champ, c'est-à-dire comme un espace autonome soumis à une force, « modalité spécifique d'accumulation et de circulation des pouvoirs » (Cailly, 2003 : 148). Rappelons que chez Bourdieu, le champ est un « espace social cohérent et pertinent de la pratique, où des acteurs sociaux, engagés dans l'action, mais inégalement compétents et distribués dans cet espace, et conscients que les positions constituent des enjeux de pouvoir, déploient des stratégies et luttent pour l'appropriation de biens rares » (*ibid.* : 148). Il convient donc de repérer les positions, les biens rares en jeu et les conditions de la compétition les concernant.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

L'énergie sociale, la « force » qui parcourt le champ n'est autre que le capital nécessaire à l'accession aux positions dominantes.

Si je ne souhaite pas nécessairement suivre en tous points la théorie bourdieusienne du champ au cours de ce travail, cette approche permet au moins de clarifier les objectifs de l'analyse du centre-ville : il s'agit de le comprendre comme un espace convoité et inégalement accessible, cette accessibilité nécessitant des compétences particulières que cette étude doit permettre de déterminer.

En définitive, il ne s'agit pas d'étudier le centre-ville comme un espace autonome objectif par une essentialisation spatiale hasardeuse, mais de comprendre en quoi la spatialité particulière qu'il recouvre relève d'un ensemble de règles de fonctionnement spécifiques, quelles positions de domination il offre et quelles en sont les conditions.

Nous avons vu qu'Henri Lefebvre concevait la ville sous la forme d'une triple identité : forme, fonction et structure. Le mouvement d'urbanisation capitaliste moderne a contribué à l'éclatement de cette unité. Selon Lefebvre, le travail du chercheur est donc de « situer et restituer » (Lefebvre, 1981 : 132) ces formes, fonctions et structures.

La ville se construit selon lui sur l'opposition entre périphérie et centralité. Celle-ci se définit par la concentration (de formes, de fonctions, de structures) et la suraccumulation liée au pouvoir, à l'élaboration de la connaissance et à l'orientation idéologique. Il y a donc concentration décisionnelle, autant économique que politique et suraccumulation de pouvoir, de capital et des moyens de production de ceux-ci. En ce sens, cela exclut une appropriation par les usagers, ce qui constitue la contradiction spatiale du centre-ville : il est le produit d'une stratégie de pouvoir mais objet de la pratique de presque tous. Enfin, le centre-ville est un lieu rendu « complexe » par la « rencontre » des « éléments de l'inventaire urbain » (Lefebvre, 1970 : 65). Il me faudra mettre de l'ordre dans le « désordre et [l']information maximale » (*ibid.* : 65) qui le caractérise.

Le centre-ville se caractériserait donc par :

- La forme : il apparaît radicalement différent des autres quartiers ;
- La fonction : concentration d'activités économiques et politiques ;
- La structure : densité du bâti et de la population.

Nous nous attacherons tout au long de notre analyse à tenter de mettre en évidence ces trois éléments.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. Une approche quantitative des usagers du centre-ville : variété des raisons de fréquenter le quartier.

J'ai choisi de débuter cette approche du centre-ville par une étude quantitative des usages de celui-ci. J'ai donc conçu une enquête par questionnaires portant sur les pratiques des usagers de deux lieux du centre-ville : une rue adjacente au marché central Rood Woko, et quelques centaines de mètres plus loin, aux alentours de l'arrêt de bus de la Place de la Révolution (cf. carte annexe 1).

L'enquête consiste à observer les pratiques du centre-ville par le biais d'un questionnaire proposé en face-à-face avec des individus sélectionnés au hasard sur ces deux points fréquentés du centre-ville. J'ai choisi de sonder les usagers sur plusieurs variables, afin de réunir des informations sur leur identité (sexe, âge, occupation, quartier de résidence), mais surtout la nature de leurs déplacements, alors que l'enquête se déroulait dans des lieux concentrant de nombreux flux humains. Les enquêteurs les interrogeaient donc sur le trajet qui les avait amenés là – leur lieu de provenance, la durée du trajet – puis sur le but de leur visite en centre-ville – motif du déplacement, fréquence des visites en centre-ville, connaissances dans le quartier, etc.[112]

Par cette technique de questionnaires, le but est de proposer une vue d'ensemble des pratiques de centre-ville (et il faut ajouter une question ayant trait aux représentations, celle consistant à demander à l'enquêté le nom du quartier dans lequel il se trouve).

Les deux enquêteurs mobilisés sur cette enquête étaient tous deux Burkinabè, et maîtrisaient donc le Moore, ce qui permettait de limiter les incompréhensions, les mésinterprétations et les non-réponses (malgré tout, celles-ci peuvent être nombreuses pour certaines questions : par exemple, 15,3 % pour la question consistant à demander le nombre hebdomadaire de séjours en centre-ville à l'enquêté).

Le choix des deux lieux d'enquête est lié au fait qu'ils sont très fréquentés, points nodaux pour différents moyens de transport (parking de motos, arrivée de plusieurs lignes de bus, taxis, etc.). La Place de la Révolution est le lieu de passage de nombreux flux de passagers. Les taxis s'y arrêtent fréquemment et plusieurs lignes de bus s'y croisent. La place en elle-même, anciennement au cœur de la ville précoloniale (cf. chapitre 2) se situe à la frontière entre le centre-ville et la Cité An III. Dans le flux continu d'individus[113], les enquêteurs pouvaient facilement mener leur enquête. Le Marché

[112] Le questionnaire complet est disponible en annexe.
[113] Il faut préciser que ce ne sont pas les quelques bâtiments qui entourent la place qui attirent autant de monde, même s'il faut signaler la présence de la banque centrale, d'une banque privée, de la Caisse Nationale de Sécurité

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

central Rood Woko est un lieu encore plus fréquenté par les flux incessants de commerçants, clients, magasiniers, et autres personnes liées à l'activité du marché, auxquelles il faut ajouter les personnes transitant simplement par le centre-ville. Là aussi, la masse d'individus disponible permettait aux enquêteurs de trouver facilement des personnes à sonder, même si la présence du marché conditionnait peut-être une forte proportion des déplacements (ce que nous aurons l'occasion de vérifier).

Encadré 4 : Deux biais à prendre compte

Il faut ici signaler les deux biais liés au choix de ces points du centre-ville. Tout d'abord, si l'arrêt de bus permet l'accès à un important flux d'usagers du centre, il entraîne une surreprésentation des usagers du bus dans l'échantillon d'enquêtés. En effet, Ouagadougou se caractérise par une profonde carence en offre en transports en commun. Les bus de la SOTRACO « occupent une place marginale dans les transports urbains », avec seulement 35 bus en état de fonctionnement sur 9 lignes en 2009 (Boyer, Delaunay : 5). La compagnie, qui appartient à 85 % à des capitaux privés et à 15 % à la mairie de Ouagadougou, ne parvient pas à être rentable alors même que le prix du ticket individuel (150 FCFA) est très élevé pour le budget quotidien des ménages ouagalais. Le taux de remplissage des bus ne dépasse pas les 35 %. Le fait que les bus ne circulent que sur les voies bitumées et que l'extension de la ville est bien plus rapide que l'évolution de l'étendue du réseau contribue à exclure de son usage les populations qui sont déjà les plus marginalisées en termes de transport : les habitants des zones périphériques. De ce fait, l'usage régulier du bus (au moins 3 fois par semaine) ne concerne qu'environ 7 % de la population urbaine (*ibid.*). Surtout, l'état du réseau de bus ne permet pas de substituer ce moyen de transport à d'autres, et ne peut se faire en général qu'en complément d'un autre mode, comme le taxi, plus efficace que le bus mais pas moins onéreux, ou plus généralement la marche à pied.

Le deuxième biais concerne d'ailleurs la marche à pied. Ce moyen de transport est dominant à Ouagadougou. En 2009, plus de la moitié des Ouagalais (57 %) possèdent un moyen de transport individuel, tous moyens confondus (*ibid.* : 8). Toutefois, celui-ci conserve un coût à l'usage qui peut pousser les individus à le délaisser pour privilégier d'autres moyens de transports, ou la marche à pied. Celle-ci est donc à la fois le moyen de transport le plus économique, et le plus discriminant, dans la mesure où elle limite la possibilité de parcourir de longues distances. Elle reste le mode de déplacement le plus courant, concernant 54 % des mobilités quotidiennes (*ibid.* : 12). D'ailleurs, à l'échelle des déplacements quotidiens, les transports collectifs en bus apparaissent extrêmement marginaux : ils représentent environ 0,3 % du total.

Il convient de souligner que certains habitants ont besoin du centre-ville, notamment pour le travail, mais n'ont pas les moyens d'utiliser un mode de transport autre que la marche à pied : ils n'ont alors pas d'autre choix que de passer énormément de temps à marcher pour atteindre le centre-ville. C'est par exemple le cas de Christian, enquêté à Nonghin (29/05/2015), qui alterne petits boulots et longues périodes de chômage, hébergé la plupart du temps sur des chantiers de maisons dans ce quartier périphérique. Il tente de mener une carrière de comédien, mais se retrouve très éloigné du centre-ville qui concentre une grande partie des lieux de culture. Il m'affirme ainsi faire presque quotidiennement le trajet à pied jusqu'au centre-ville, près de deux heures et demi pour l'aller.

Sociale, d'une compagnie aérienne et de plusieurs institutions militaires (camp Guillaume Ouedraogo, Mess des Officiers et médecine militaire).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Si cette étude quantitative nous permet d'obtenir une vision d'ensemble satisfaisante des pratiques du centre-ville, elle est par définition restreinte à celles-ci. Cela signifie qu'elle met de côté une grande partie de la population ne pratiquant pas le centre-ville, et notamment les immobiles. Il est important de garder en tête l'existence de cet angle mort : la population ici étudiée n'est pas représentative des Ouagalais, mais plutôt d'une frange de ceux-ci qui y développent un rapport particulier à l'espace.

Précisons enfin que cette enquête a pour but de donner une vision d'ensemble quantitative des pratiques du centre-ville. En cela, nous tâcherons de sélectionner les chiffres les plus significatifs, et d'écarter un certain nombre de données possibles, notamment des croisements de données, au moins pour deux raisons. Premièrement, si le nombre d'individus enquêtés (176) est satisfaisant dans l'optique de proposer une vision d'ensemble représentative, il reste limité par les moyens de l'enquête, et chaque croisement de données concernant une part limitée de la population interrogée donnera un résultat à la cohérence affaiblie. Deuxièmement, l'idée ici n'est pas de proposer des centaines de pages d'analyse statistique, mais plutôt d'utiliser les données de l'enquête quantitative pour y appuyer notre propos général. Pour ces raisons, certaines informations qui auraient pu apporter un éclairage intéressant ne seront volontairement pas traitées (par exemple, une pondération des données entre le sexe des enquêtés et le lieu d'enquête, qui aurait pu nous informer sur la variation de la proportion de femmes selon les fonctions urbaines entourant l'un ou l'autre lieu d'enquête).

Encadré n° 5 : Sur la méthodologie du chapitre 5 : une approche plurielle pour un espace complexe

Bien que la méthodologie générale de la thèse ait été détaillée au chapitre 3, j'ai jugé utile de faire un point sur l'approche méthodologique particulière utilisée dans le présent chapitre, notamment concernant la complémentarité des méthodes. En effet, si l'objectif du chapitre 5 est de s'intéresser au centre-ville vécu, j'ai choisi d'explorer ce sujet en combinant une enquête quantitative par questionnaires et une enquête qualitative par observations sur une base photographique, dans une logique plus proche de l'ethnographie. Si ces deux méthodes portent sur la question des pratiques de centre-ville, il me faut en dire plus sur la nécessité de cette combinaison d'approche afin de produire une analyse complète. C'est en vérité l'objet d'étude lui-même, le centre-ville, qui impose cette pluralité : espace complexe autour duquel se structurent en partie les représentations de la ville, il n'en reste pas moins, au-delà de cette fonction symbolique, un espace concret, vécu, concentrant une variété d'activités d'autant plus grande. A ce titre, il est pratiqué par un grand nombre d'individus, certains y résidant, d'autres y travaillant quotidiennement ou occasionnellement, d'autres ayant des activités spécifiques à y mener, et enfin d'autres ne faisant que le traverser pour se rendre d'un point à un autre dans la ville. Cette diversité se retrouve également dans le paysage urbain et les fonctions qui y tiennent lieu : le centre-ville propose une variété d'espaces et de fonctions, et ne peut être

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

analysé à ce titre comme un tout unifié. Malgré cette diversité qui le rend complexe à définir, il constitue bien un espace à part, opposable au reste de l'espace urbain (nous avons déjà eu l'occasion de discuter ce point, et nous aurons le temps d'y revenir encore). Il convient donc d'y appliquer une méthodologie d'enquête spécifique (il n'est pas ici question d'étudier les autres espaces de la ville de la même manière : ce ne serait pas cohérent avec l'approche théorique adoptée) qui soit capable de rendre compte de cette diversité spatiale et fonctionnelle, et d'y donner sens.

Pour cela, l'enquête quantitative peut être éclairante : elle permet de donner un aperçu global et représentatif, malgré les inévitables biais propres à la méthode, de ce qu'est la pratique de centre-ville. Simplement, il s'agit de donner une radiographie de qui le pratique, à quel moment, pourquoi et comment. C'est armé de cette connaissance que l'on peut ensuite se pencher sur le détail des pratiques, que permet d'aborder l'observation. La question de la diversité des espaces est ici résolue par le fait d'étudier deux lieux très différents : une rue de Koulouba, c'est-à-dire du « vieux » centre-ville, et une rue de la ZACA, le futur centre-ville désiré par les autorités[114]. Il s'agit finalement de combiner une approche globale et une approche locale de la pratique du centre-ville, approches qui sont amenées à se compléter et à se répondre.

Pour la bonne compréhension de l'enquête, nous avons décidé de découper la ville en quatre zones, s'étendant de manière concentrique (cf. figure 1) par rapport à leur distance avec le centre-ville. La difficulté de disposer de données fiables et la diversité des modes de transport[115] rendent difficile le calcul d'isochrones depuis le centre-ville. Les zones délimitées l'ont donc été de manière relativement arbitraire, basées sur une approche pratique de la ville.

Il s'agissait donc de définir un premier cercle reprenant les quartiers les plus centraux, c'est-à-dire les quartiers où s'est déroulée l'enquête et leur voisinage immédiat. Les trois autres cercles correspondent à trois niveaux d'éloignement par rapport à ce centre-ville. Ils permettent de situer

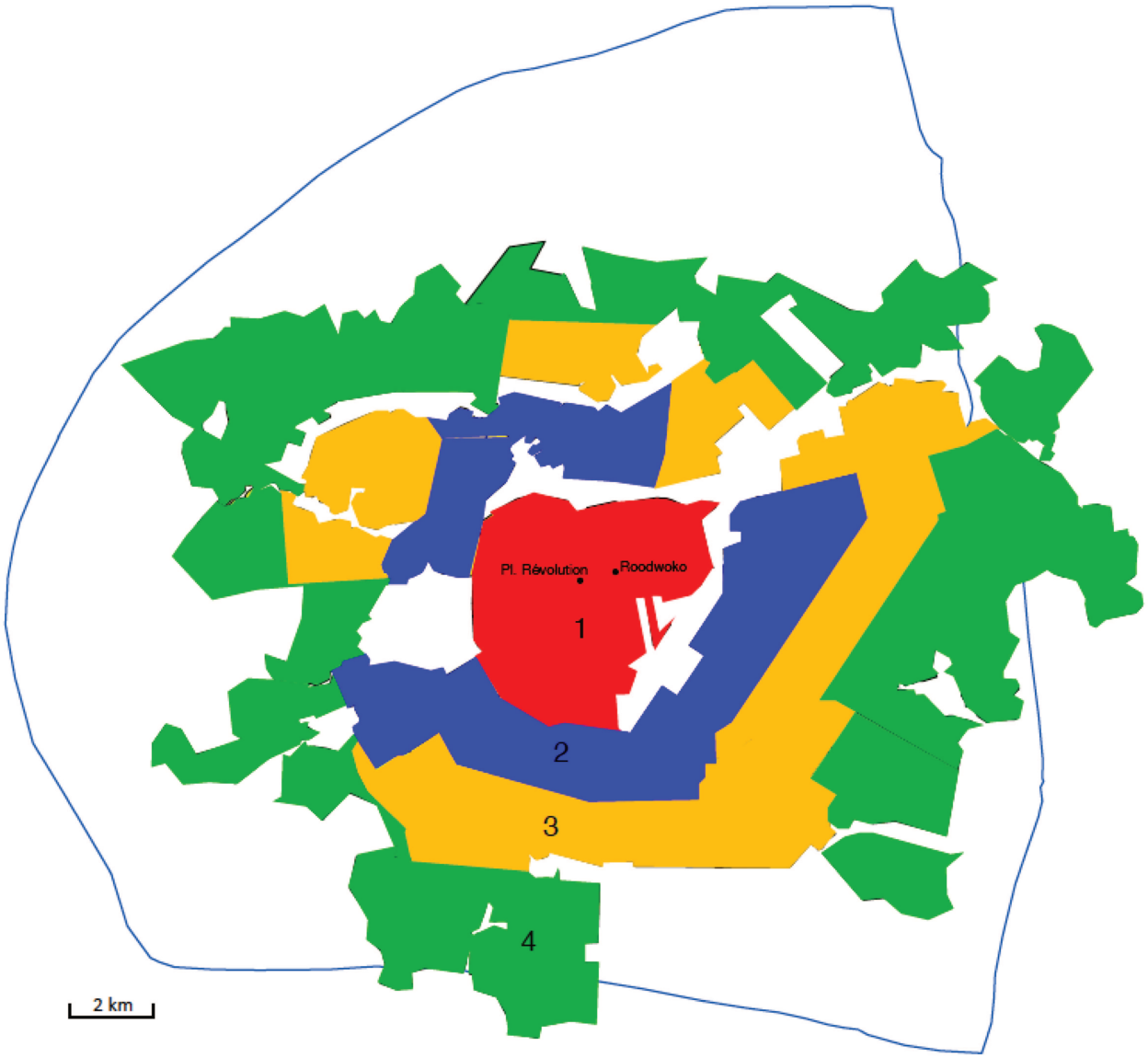
[114] Il est vrai que deux espaces ne sauraient donner un aperçu exhaustif de la diversité des espaces et de leur fonction en centre-ville. S'il est difficile de donner un chiffre précis à ce sujet, il faut préciser que l'enquête prévoyait initialement l'étude de trois rues. En plus des deux premières citées, je devais travailler de la même manière sur une rue adjacente au marché central Rood Woko, afin de m'intéresser à l'activité particulière qui règne dans cette zone de centralité commerciale, que l'on ne saurait retrouver dans les deux autres rues. Deux raisons principales m'y ont fait renoncer. Dans un premier temps, le calendrier alloué à mes différents terrains s'est avéré trop serré pour mettre en place l'observation de manière satisfaisante. Dans un second temps, un tel espace s'est révélé plus compliqué à étudier : la foule, le fourmillement d'activités et les diverses sollicitations commerciales ne me permettaient pas de mettre en place mon protocole d'enquête aussi sereinement que dans les autres rues. Ma position d'observateur s'avérait plus difficile à tenir sans que celle-ci n'interfère trop sur l'espace observé et en particulier, la prise régulière de photographie était moins évidente, voire moins bien accueillie (sans compter que l'endroit peut être dangereux une fois la nuit tombée). Il est donc apparu rapidement clair qu'il me serait difficile de mettre en place le même type d'enquête que pour les autres rues. J'ai tout de même pu y prendre quelques notes, avoir un entretien et prendre quelques photos qui pourront être mobilisés par moments au cours du chapitre. De plus, j'ai pu m'apercevoir qu'étudier deux rues permettait déjà d'étudier un grand nombre de données, et de le comparer peut-être plus facilement.

[115] A ce sujet, il ne s'agit pas uniquement des différences entre deux-roues motorisés et automobiles, par exemple. La diversité des modèles au sein même de la catégorie des deux-roues motorisés (entre une mobylette de faible cylindrée et au niveau d'usure important et un scooter récent et haut de gamme, ou une motocyclette de grosses cylindrées) fait que les temps de trajet peuvent beaucoup varier au sein même d'un mode de transport.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

facilement les quartiers cités dans l'enquête dans ce rapport d'éloignement, et également de procéder à certains regroupements si nécessaire dans l'analyse des réponses.



Carte 5 : Le découpage de Ouagadougou en 4 zones selon la distance avec les lieux d'enquête (F. Lefebvre, 2018)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Enfin, pour présenter les résultats, j'ai privilégié une progression point par point. Si l'on y perd peut-être en dimension analytique, les informations présentées n'en sont que plus précises, et permettent d'éclairer la suite du raisonnement.

1.1. Qui sont les usagers du centre-ville ?

Une première donnée importante concerne le quartier de résidence des personnes interrogées. Seuls 13,3 % des enquêtés déclarent résider dans un des quartiers de la zone que nous avons définie comme la plus centrale. Ce qui veut dire que 84,4 % des enquêtés (il y a 2,3 % de non-réponses à cette question) ne sont que de passage dans le quartier (sachant que certains quartiers que nous avons inclus dans notre zone centrale peuvent se trouver relativement éloignés de nos points d'enquête, mais jamais à plus de dix minutes de mobylette). Le centre-ville attire donc un grand nombre d'habitants venus d'ailleurs.

Concernant le profil des usagers du centre-ville, le premier tri à plat permet de confirmer l'impression issue de l'observation : les hommes sont majoritaires par rapport aux femmes dans l'espace public (67,6 % d'hommes contre 32,4 % de femmes). Il faut malgré tout préciser qu'il s'agit du pourcentage d'individus ayant accepté de répondre au questionnaire, et qu'il faut peut-être en pondérer l'interprétation (peut-être que les hommes ont une plus forte propension à accepter de répondre à des questionnaires posés par des enquêteurs masculins). Mais globalement, ce chiffre est cohérent avec nos autres observations de terrain.

Tableau 1 : répartition par genre des enquêtés (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

Genre enquêté	Nombre de citations	Fréquence
Homme	119	67,6 %
Femme	57	32,4 %
TOTAL	176	100 %

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Concernant l'âge des enquêtés, nous notons sans surprise la forte proportion de jeunes adultes (44,9 % des enquêtés déclarent avoir entre 20 et 30 ans). Ce chiffre est à mettre en perspective avec deux informations. Premièrement, cette observation correspond à la structure démographique de la population urbaine burkinabè (cf. figure 1) : le Burkina Faso est un pays très jeune et cela se voit dans l'espace public (seuls 15,4 % des individus interrogés ont plus de 40 ans).

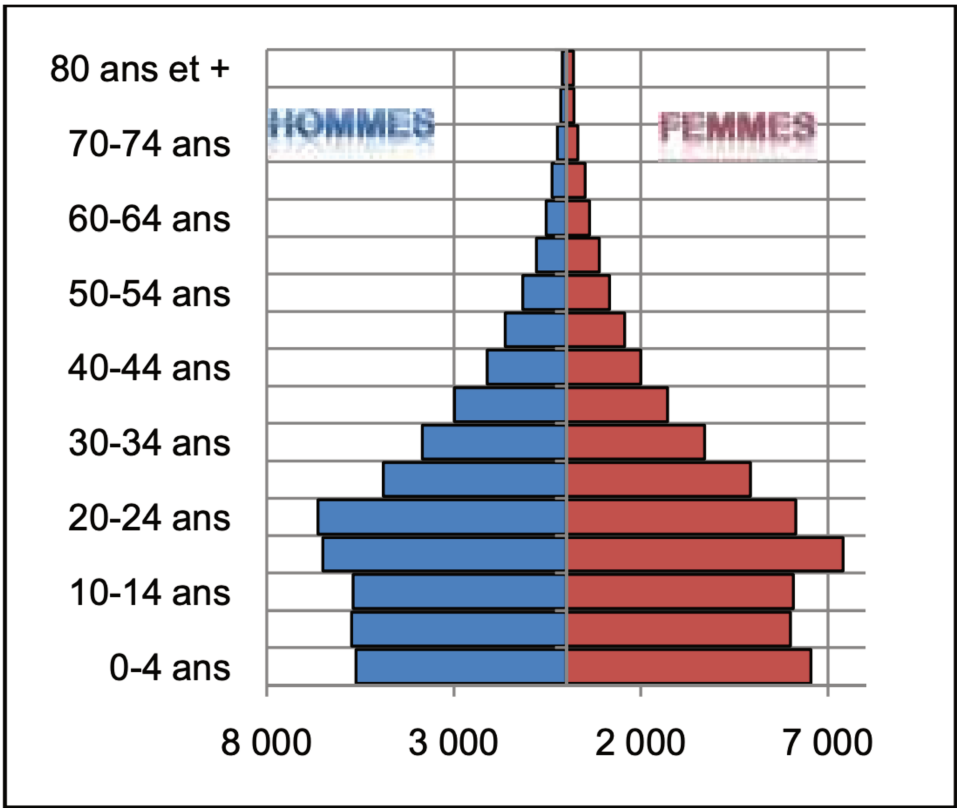


Figure 16 : Pyramide des âges de la population urbaine au Burkina Faso en 2015 (INSD, 2015 : 11)

Malgré cela, seuls 13,1 % des enquêtés ont moins de 20 ans, ce qui peut s'interpréter par la fonction du centre-ville, concentration de ressources (commerciales, relationnelles, etc.) plus que zone résidentielle, qui attire en grande partie des individus en âge de travailler, ou de chercher du travail : le Grand marché en particulier, offre un grand potentiel d'emplois journaliers, ce que nous aurons notamment l'occasion de développer au cours du chapitre 6.

D'où viennent ces usagers du centre-ville ? Si nous nous basons de nouveau sur notre découpage de la ville en quatre zones concentriques, 44,6 % viennent de la zone la plus centrale, 18,9 % de la deuxième zone la moins éloignée : soit 63,5 % des usagers du centre-ville qui déclarent venir de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

quartiers relativement proches. Seuls 4,6 % viennent de la troisième zone, et 3,4 % de la quatrième, la plus éloignée, soit 8 % d'enquêtés qui déclarent venir des quartiers les plus périphériques[116].

Ces chiffres tendent à confirmer le constat de la distance comme injustice majeure pour les Ouagalais (Boyer, Delaunay, 2017) : l'horizontalité de la ville de Ouagadougou discrimine les habitants qui ne disposent pas toujours des ressources nécessaires (temporelle comme économique) pour parcourir les distances (Boyer, Gouëset, Delaunay, 2016). Le centre-ville concentrant une grande partie des ressources urbaines, comme nous le verrons au chapitre 6, le coût pour y parvenir s'avère prohibitif pour la plupart des habitants des périphéries.

Cet aspect se ressent concernant les distances de trajet entre le domicile des enquêtés et le centre-ville.

Durée du trajet (en minutes)	**Nombre de citations**	**Fréquence**
Non-réponse	16	9,1 %
Moins de 10	10	5,7 %
De 10 à 20	52	29,5 %
De 20 à 30	35	19,9 %
De 30 à 40	33	18,8 %
De 40 à 50	16	9,1 %
De 50 à 60	0	0,0 %
60 et +	14	8,0 %
TOTAL OBS.	**176**	**100 %**

Tableau 2 : durée du trajet des enquêtés pour venir en centre-ville (en déciles de minutes) (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

La question du temps de trajet effectué par les enquêtés pour arriver en centre-ville vient confirmer ce constat. Les trajets sont souvent courts et les habitants en centre-ville ne viennent que rarement de loin. Seuls 17,1 % ont fait plus de 40 minutes de trajet pour atteindre le centre-ville. 29,5 % ont mis entre 10 et 20 minutes, ce qui représente la plus grande proportion. Ces chiffres tendent à confirmer que la distance est discriminante : le centre-ville peine à attirer les habitants des zones périphériques, qui se trouvent à plus de 40 minutes en transport.

[116] Un certain nombre de réponses, imprécises ou n'ayant manifestement pas été comprises par les enquêtés, ne permettent pas de déterminer la zone d'origine de l'enquête (« j'étais chez un ami », « à mon atelier »…), ainsi que les non-réponses.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2. Comment les habitants se représentent-ils le centre-ville ?

Si notre étude s'est concentrée sur des aspects pratiques de l'usage du centre-ville, nous avions tout de même proposé une question permettant de développer une approche quantitative des représentations, en l'occurrence celle concernant le nom que les habitants prêtent au centre-ville.

La mention par trois habitants interrogés place de la Révolution de « Bilbanbili » est intéressante : il s'agit du nom de l'ancien quartier où se dresse désormais la Cité An III toute proche (elle démarre au niveau du passage à niveau qui jouxte la place). Bilbanbili a été détruit sous Sankara, en 1986, et ce nom n'apparaît plus dans aucun document officiel, mais l'ancienne appellation perdure chez certains habitants (appellation qui datait de la période précoloniale). Ainsi, la mémoire des lieux participe du palimpseste de représentations qui structure le rapport à la ville chez certains habitants de Ouagadougou (secteurs, noms de quartiers, lieux remarquables, lieux qui ont plusieurs noms, etc.).

Le quartier est en tout cas souvent assimilé au Grand marché, ce qui est d'ailleurs prégnant bien évidemment pour les enquêtés du marché, mais également pour une part significative des enquêtés de la place de la Révolution. Le centre-ville est ainsi facilement assimilé à sa principale infrastructure économique, source de nombreux échanges et dont les ressources dépassent les simples articles qui y sont vendus (possibilités de rencontres, d'échange informel, ressources symboliques, etc.).

Toutes ces dimensions seront explicitées dans la suite du chapitre, ainsi que dans le chapitre suivant.

De la même manière, des habitants ne donnent pas véritablement de nom au quartier, mais se réfèrent à un endroit précis de celui-ci, parfois l'un de ceux qu'ils ont l'habitude de fréquenter, ou leur destination, comme les habitants qui déclarent se situer « près de Sankariaré », un autre des marchés importants de la ville qui se trouve à quelques centaines de mètres de la place de la Révolution, entre la Cité An III et le quartier de Dapoya.

20,9 % des enquêtés désignent le quartier comme Bilbalogo, ce qui peut correspondre au nom le plus répandu, en tout cas concernant la place de la Révolution[117].

[117] Rappelons qu'à Ouagadougou, les noms de quartiers, ainsi que leurs limites précises, ne sont pas officiels (au contraire des secteurs et des arrondissements), mais correspondent aux pratiques et représentations des habitants. Toutefois, les noms de quartiers que nous utilisons ici et que nous désignons comme les plus répandus sont ceux que l'on retrouve le plus fréquemment dans la littérature scientifique sur Ouagadougou (Fourchard, 2001 ; Fournet et alii, 2008 ; Biehler, 2010 ; Boyer, Delaunay, 2015 ; liste non-exhaustive).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour cependant résumer, il faut insister sur la faible dispersion des réponses. Si l'on se concentre sur les réponses ayant donné lieu à plus d'une occurrence, le consensus semble se partager entre les toponymes liés au Grand marché Rood Woko (48,4 % des réponses), Bilbalogo (20,9 %), la place de la Révolution, éventuellement désignée par son ancien nom (place de la Nation) ou l'ancien nom du quartier (Bilibanbili) (11 %), le nom générique de « centre-ville » (8,8 %) ou la dénomination administrative, c'est-à-dire le secteur 1 (7 %). Enfin, 8,1 % des interrogés déclarent n'en avoir aucune idée, ce qui reste un chiffre significatif (13 personnes sur 172 répondants).

1.3. Fréquence hebdomadaire des déplacements hors du quartier de résidence

Nous nous sommes également intéressés à la fréquence hebdomadaire des déplacements hors du quartier de résidence. Chez les usagers du centre-ville interrogés, il est ainsi notable pour une grande part que les déplacements hors quartiers sont quotidiens : 59,1 % des interrogés quittent leur quartier entre 6 et 7,5 fois par semaine. Ces déplacements s'avèrent fréquents pour une écrasante majorité : 82,4 % des enquêtés déclarent se déplacer hors de leur quartier 3 fois ou plus par semaine. Seuls 4 % le font moins d'1,5 fois par semaine. Ainsi, se déplacer dans la ville apparaît comme habituel pour la plupart des habitants qui fréquentent le centre-ville, et il s'agit probablement d'une contrainte pour la plupart d'entre eux (il n'est pas possible pour eux de se contenter des ressources offertes par leur quartier de résidence).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Fréquence de déplacements hebdomadaires hors du quartier de résidence	**Nombre de citations**	**Fréquence**
Non-réponse	15	8,5 %
Moins de 1,50	7	4,0 %
De 1,50 à 3	9	5,1 %
De 3 à 4,50	23	13,1 %
De 4,50 à 6	15	8,5 %
De 6 à 7,50	104	59,1 %
De 7,50 à 9	2	1,1 %
9 et +	1	0,6 %
TOTAL OBS.	**176**	**100 %**

Tableau 3 : fréquences des déplacements hebdomadaires hors du quartier pour les enquêtés (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

Signalons également ici le taux de non-réponses relativement important : 8,5 %. S'il est difficile d'interpréter ce chiffre, il peut s'agir en grande partie d'habitants dont les habitudes de déplacement peuvent sensiblement varier d'une période à l'autre, par exemple selon les possibilités ponctuelles d'emploi.

Lieu	**Fréquence moyenne de déplacements hors du quartier de résidence**
Non-réponse	**5,50**
Place de la Révolution	**4,49**
Roodwoko	**6,40**
TOTAL	**5,59**

Tableau 4 : Fréquence hebdomadaire de déplacements hors du quartier pour les enquêtés selon le lieu d'enquête (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

Sur cette question, il est intéressant de noter une différence notable entre les deux lieux d'enquête. A Roodwoko, les gens se déplacent plus souvent hors de leur quartier d'origine que sur la

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

place de la Révolution (6,40 fois par semaine, contre 4,39 fois). Le marché semble attirer des habitants de toute la ville en grande partie du fait de la diversité des fonctions et des ressources que ceux-ci peuvent y retrouver. La place de la Révolution, tout du moins au moment où les enquêtes ont été réalisées, est plutôt un lieu de passage, un nœud de communication en centre-ville (bus, taxis…) qui voit donc passer du monde, mais de nombreux habitants en transit d'un quartier de la ville à un autre.

Nous avons donc là deux lieux représentatifs de la centralité par des aspects bien distincts. Le centre-ville apparaît comme incontournable par son importance géographique autant que fonctionnelle. La centralité est inévitable pour ce qu'elle est autant que pour ce qu'elle renferme.

Encore une fois, cette remarque s'applique aux seuls enquêtés, excluant les immobiles, et donc une grande partie des résidents des quartiers centraux.

LIEU \ GENRE ENQUÊTÉ	*Homme*	*Femme*	*TOTAL*
Non-réponse	5 %	0 %	**3,4 %**
Place de la Révolution	37 %	56,1 %	**43,2 %**
Roodwoko	58 %	43,9 %	**53,4 %**
TOTAL	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 5 : Genre des enquêtés selon le lieu d'enquête (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

Sur cette base, nous pouvons faire quelques remarques en comparant les caractéristiques des enquêtés selon le lieu de l'enquête. Si la place de la Révolution représente plutôt la fonction de transit de la centralité (il *faut* passer par le centre-ville pour se déplacer) et le marché Rood Woko la concentration des ressources (il *faut* venir en centre-ville pour trouver certaines choses), ces deux aspects ne concernent pas nécessairement les mêmes publics. Les femmes sont ainsi majoritaires sur la place de la Révolution (56,1 %) et minoritaires à Rood Woko (43,9 %). Si la taille de l'échantillon enquêté nous interdit de sur-interpréter ces chiffres, nous pouvons malgré tout émettre certaines hypothèses.

Premièrement, on peut s'étonner de la majorité masculine sur le Marché central, les marchés de la ville laissant observer de fortes majorités féminines. Mais il ne s'agit pas ici d'un marché de quartier, où l'on fait ses achats du quotidien, mais bien du marché central, dont les ressources sont convoitées et inégalement accessibles et appropriables. De ce fait, il est compréhensible que les femmes, moins

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

mobiles et ayant moins accès aux ressources[118] s'y retrouvent minoritaires. Cela concorde également avec l'analyse genrée des motifs de déplacements dans la ville (Boyer, Delaunay, 2017 ; fig. 17) : les déplacements concernant le travail, les loisirs ou les démarches administratives, autant d'activités importantes du quartier de Rood Woko, sont majoritairement masculins. Les déplacements majoritairement féminins concernent les achats alimentaires ou la santé, soit des motifs qui ne nécessitent pas nécessairement des déplacements éloignés du quartier (ou en tout cas qui ne nécessitent pas forcément de se rendre en centre-ville).

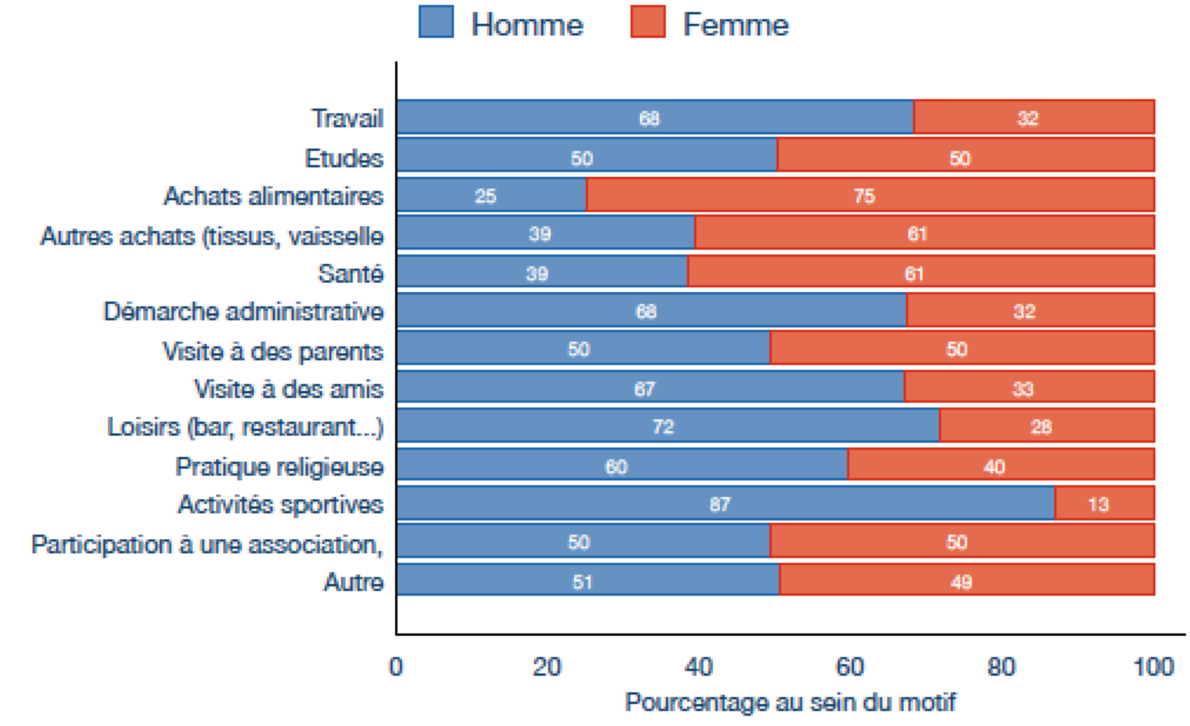


Figure 17 : Mobilité par motif selon le sexe à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017)

De même, la présence majoritaire des femmes place de la Révolution peut être interprétée comme un signe supplémentaire de la position de dominées de celles-ci dans le système de déplacements urbain. Nous l'avons dit, cet endroit est essentiellement un espace de transit, notamment pour les

[118] « Non seulement les femmes se déplacent moins fréquemment mais surtout, elles le font plus souvent à pied (63 % des déplacements versus 47 % chez les hommes), avec une réduction importante des autres modes, en particulier des deux-roues motorisés qui transportent deux fois plus d'hommes que de femmes » (Boyer, Delaunay, 2017 : 17).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

réseaux de transport en commun que sont les bus et les taxis. Les habitants se déplaçant en deux-roues, pourtant majoritaires parmi ceux qui se rendent en centre-ville, ne s'y arrêtent pas nécessairement (les fonctions que l'on retrouve à proximité attirant moins que celles que l'on retrouve au marché). Il apparaît donc logique que les femmes, ayant moins accès aux moyens de transport individuels, se retrouvent majoritaires place de la Révolution.

Ainsi, les quelques chiffres que notre enquête nous a permis d'établir permettent de confirmer les inégalités et dominations mises à jour à la fois par les autres enquêtes quantitatives (Boyer, Delaunay, 2017), ainsi que par notre propre enquête qualitative telle qu'elle sera détaillée à la suite, puis dans les chapitres suivants.

Concernant le nombre de déplacements hebdomadaires en centre-ville, les proportions restent assez partagées. Notons malgré tout que 38,1 % des usagers interrogés déclarent s'y rendre plus de 5,83 fois par semaine, soit quasiment quotidiennement. 27,3 %, par contre, s'y rendent moins de 2,33 fois par semaine.

Nombre de séjours hebdomadaires en centre-ville	Nombre de citations	Fréquence
Non-réponse	27	15,3 %
Moins de 1,17	29	16,5 %
De 1,17 à 2,33	19	10,8 %
De 2,33 à 3,50	13	7,4 %
De 3,50 à 4,67	6	3,4 %
De 4,67 à 5,83	15	8,5 %
De 5,83 à 7	32	18,2 %
7 et +	35	19,9 %
TOTAL OBS.	**176**	**100 %**

Tableau 6 : Nombre de séjours hebdomadaires en centre-ville par enquêté (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

Notons également que 48,9 % des enquêtés déclarent utiliser plusieurs moyens de transport différents. Ce chiffre nous donne des indications sur le profil d'une grande partie des usagers du centre-ville, disposant de différentes modalités et donc d'une facilité de déplacement dans l'espace urbain. En somme et pour formuler cela sous une forme tautologique, pour se déplacer en centre-ville, il faut avoir les moyens de se déplacer.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.4. Connaissance dans le centre-ville ?

Si 64,2 % des enquêtés déclarent connaître quelqu'un dans le centre-ville, il faut noter que 32,4 % déclarent ne connaître personne, ce qui peut paraître une proportion importante pour des usagers du centre-ville. Le centre-ville apparaît dès lors comme un espace plus lointain à ceux-ci. Malgré cela, ils doivent nécessairement en faire usage pour y acquérir certaines ressources, ou tout du moins y transiter.

Connaissances en centre-ville ?	**Nombre de citations**	**Fréquence**
Non-réponse	6	3,4 %
Oui	113	64,2 %
Non	57	32,4 %
TOTAL OBS.	**176**	**100 %**

Tableau 7 : "Connaissez-vous quelqu'un en centre-ville ?" (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

Qui sont ces connaissances, pour ceux qui déclarent en avoir ? Nous avons là aussi décidé de procéder à des regroupements devant la grande diversité des réponses. Pour ce faire, nous proposons cinq catégories : « famille », « amis », « collègues (y compris camarades de classe) et clients », « commerçants et artisans » et « autre ». Certaines de ces catégories peuvent se recouper ou apparaître poreuses. Ainsi, le terme de « collègues » peut dans certains cas désigner un « ami » dans le Français du Burkina Faso. Les « amis commerçants » ou « amis vendeuses comme moi » vont correspondre à la fois à des « amis » et à des « commerçants » ou des « collègues ». Cet aspect n'est d'ailleurs en soi pas gênant pour l'analyse : la diversité des fonctions individuelles étant une composante naturelle des pratiques interindividuelles.

Certaines catégories n'ont pas reçu suffisamment de mentions pour faire l'objet d'un regroupement et seront considérées comme anecdotiques ou négligeables (les fonctionnaires sont cités quatre fois, les policiers une seule fois).

Nous pouvons tout de même noter certains aspects intéressants. Ainsi, 63,9 % des personnes interrogées déclarant connaître quelqu'un en centre-ville qu'ils voient régulièrement révèlent y avoir un ou plusieurs amis. A l'inverse, les connaissances familiales y sont plus rares (9,9 %), ce qui s'explique aisément par la moindre importance des fonctions résidentielles dans ces quartiers. Partant de ce principe, concernant les amis, nous pouvons sans peine imaginer que la plupart des rencontres des

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

enquêtés avec des amis ne se font pas à domicile, mais dans des lieux tiers. Le centre-ville y apparaît dès lors comme un espace de rencontres, où l'on peut y retrouver facilement des amis venant d'un autre quartier que le sien, par exemple. Il s'agit bien de l'une des ressources urbaines majeures que propose le centre-ville, la possibilité de rencontres, qui peut s'expliquer par sa position géographique centrale et sa bonne accessibilité, autant que par la présence importante de lieux de rencontre adéquats (maquis*, bars, restaurants, lieux culturels, etc.), sans négliger la potentielle importance symbolique de ces lieux, plus ou moins liée à leur centralité (il y a certains lieux où l'on *souhaite* s'afficher avec ses amis, ou leur montrer que l'on a les moyens de les fréquenter).

23,4 % des connaissances en centre-ville concernent des collègues (y compris camarades de classe) et des clients, 45,9 % des commerçants et des artisans. Au total, il y a donc 69,3 % des connaissances des enquêtés en centre-ville qui se rapportent à la concentration en centre-ville de ressources liées au travail (incluant le travail scolaire ou universitaire) ou au commerce. Les déplacements en centre-ville apparaissent donc utilitaires, et surtout, nous pouvons largement supposer qu'ils sont inévitables pour une large part : il est très souvent nécessaire de se rendre en centre-ville dans le cadre de son travail, ou pour accéder à certains produits.

Enfin, et logiquement, les habitants qui déclarent connaître quelqu'un dans le centre-ville s'y déplacent plus souvent (4,89 fois en moyenne par semaine, contre 2,58 pour ceux qui n'y connaissent personne).

Connaissances en centre-ville ?	**Nombre de séjours hebdomadaires en centre-ville**
Non-réponse	6,00
Oui	4,89
Non	2,58
TOTAL	4,32

Tableau 8 : Nombre de séjours hebdomadaires en centre-ville selon la réponse de l'enquêté à la question : "connaissez-vous quelqu'un en centre-ville ?" (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015)

1.5. Quand et pourquoi les habitants viennent-ils en centre-ville ?

Lorsque l'on demande aux habitants leur destination, un certain nombre offre des réponses correspondant aux ressources particulières du quartier. 24,4 % d'entre eux déclarent se rendre au

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Grand marché Rood Woko. 8,3 % donnent des réponses qui concernent d'autres activités liées au commerce ou à l'achat de marchandises (à un magasin particulier, chez un fournisseur, etc.). Enfin, 5,4 % citent des destinations correspondant à des services que l'on ne trouve pas ailleurs (sièges de banque, services publics particuliers, cathédrale, hôpital, etc.)[119].

La mention de nombreux quartiers (hors du centre-ville) tend à démontrer que le centre-ville apparaît également comme un lieu de transit. La structure urbaine de la ville et l'organisation des maigres réseaux de transport conduisent souvent à passer par le centre pour se rendre d'un quartier périphérique à un autre.

Nous nous sommes également intéressés à l'objectif que les enquêtés donnent à leur déplacement. Les réponses à cette question ont été extrêmement disparates, ce qui m'a obligé à procéder à des regroupements en grandes catégories (certaines réponses correspondant à plusieurs catégories, comme par exemple « acheter des marchandises pour les revendre », qui correspond à la fois à l'objectif « travail, commerce, études » et à celui « achats, fournitures », ou « aider ma mère à vendre des pagnes » concerne à la fois la famille et le commerce).

Je me suis rapidement rendu compte en dépouillant les résultats à cette question que ceux-ci pouvaient prêter à confusion : il est difficile de savoir si les objectifs affichés par les enquêtés vont avoir lieu dans le centre-ville ou dans un autre quartier (s'ils ne sont qu'en transit dans le centre-ville entre deux autres endroits de la ville). Malgré tout, l'enquête quantitative permet d'identifier un certain nombre de grandes tendances.

Ainsi, 31,1 % des réponses correspondent à la catégorie « retour vers le domicile », ce qui nous permet de rappeler que le centre-ville est déjà un important lieu de passage. Si la question ne permet pas de savoir si ce domicile se situe en centre-ville ou ailleurs, ce chiffre est à rapprocher de celui relativement faible des enquêtés ayant déclaré résider dans l'un des quartiers les plus centraux : 13,3 %, comme nous l'avons indiqué plus haut.

Mais un chiffre plus intéressant est celui des usagers qui sont venus en centre-ville pour des motifs liés au travail, au commerce (quand eux-mêmes sont dans la position du vendeur, non de l'acheteur) ou aux études. Cette catégorie concerne 35,6 % des répondants, ce qui met à nouveau en évidence le fait que le centre-ville est avant tout un pôle économique, concentrant les ressources liées au travail.

11,4 % des interrogés sont eux venus en centre-ville pour effectuer des achats ou se fournir en marchandises ou en produits, ce qui reste relativement important. Ces habitants viennent dans ce

[119] Signalons que de nombreuses réponses trop vagues ne permettent pas réellement d'avoir une idée de la destination géographique évoquée (« au travail », « à l'école », etc.), ce qui nous éclaire surtout sur la marge d'amélioration de la technique de questionnaires mobilisée ici (la question n'était sans doute pas suffisamment spécifique).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

quartier pour obtenir ce qu'ils ne pourraient pas trouver ailleurs, et cela concerne plus d'une personne sur 10 en centre-ville.

Si 15,6 % des enquêtés déclarent rendre visite à un ami ou à de la famille, ce type de réponses est difficile à interpréter. En effet, il n'est pas interdit de penser que la question a été mal posée, et ce type de réponses risque d'agréger les habitants qui viennent rendre visite à quelqu'un dans le centre-ville, ou qui ne font que transiter par ce quartier pour aller rendre visite ailleurs. Je ne m'arrêterai donc pas plus sur ce chiffre.

7,2 % des gens se rendent dans le quartier pour accéder à des services particuliers (administration, banques, etc.). Il s'agit en effet d'une catégorie de ressources importante dans la catégorisation du centre-ville, mais le chiffre n'est sans doute ici pas assez important pour en tirer plus de conclusions.

Enfin, si l'approche quantitative n'inclut pas l'analyse de données très marginales, certaines de ces réponses ont attiré notre attention. Ainsi, trois usagers ont déclaré se rendre en centre-ville pour « faire des rencontres avec des étrangers ». Dans ce cas-là, le centre-ville est symboliquement associé à l'international. Ces réponses permettent de rappeler cette dimension sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir au cours de notre prochain chapitre. Un autre enquêté, lui, a prononcé une phrase qui peut résumer en quelque sorte l'attrait du centre-ville pour de nombreux habitants. Lorsqu'on lui demandait le motif de sa venue en centre-ville, il répondait : « tenter toujours ma chance ».

Le centre-ville apparaît en effet comme un espace d'opportunités. Nous avons vu qu'il attire des habitants de toute la ville, pour une diversité d'activités. Notre enquête quantitative a surtout permis de traiter le centre-ville comme un espace polarisant des flux, mais elle n'a pas réellement permis de nous rendre compte de ce qui s'y passe concrètement, et des spécificités pratiques qui en font un espace à part. De plus, au-delà d'un quartier perçu comme à part dans la ville, il est un espace vécu comme les autres quartiers. Cet aspect nécessite donc de compléter notre approche globale quantitative par un travail qualitatif plus local, à l'échelle de la rue.

2. Une approche par la rue : un jeu de positions.

La méthode d'observation d'une rue par série photographique inspirée de celle de J. Chenal (Chenal, 2006), comme je l'ai abordé au chapitre 3, permet de combiner les avantages d'une approche

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

photographique permettant de raconter la rue dans la totalité d'une focale choisie à un instant *t*, avec une approche temporelle qui permet d'éviter de *figer* l'espace analysé. Nous pouvons donc fixer les positions et les usages, mais également les rapports qui les relient et leur évolution au cours de la journée. La construction d'une série de photographies d'un même angle de la rue à différents créneaux horaires de la journée offre un support fixe de travail sur lequel peuvent venir s'appuyer nos observations qualitatives et nos prises de notes. Sur les deux séries de rues que nous allons étudier, je chercherai donc dans un premier temps à poser les mêmes questions, à rechercher les mêmes éléments, à partir desquels il sera possible d'entrer dans le détail des divergences et de proposer une analyse plus fine. Pour résumer, et comme je l'avais précisé, en s'appuyant sur une observation photographique très circonscrite, nous pouvons faire appel à l'analyse de notre « regard ordinaire » (Thibaud, Tixier, 1998).

Comme annoncé plus haut, je serai attentif à identifier les formes, fonctions et structures qui caractérisent l'espace étudié, et à mettre en évidence les mécanismes éventuels de concentration et suraccumulation qui constitueraient le centre-ville.

Je m'attarderai donc sur des points très précis sur chacune des deux rues :

– Les éléments stables de l'espace : bâti, routes, structures pérennes.

– Description précise et classifiée des différentes activités observées, en s'attachant aux détails « tactiques » : différences de stratégies de vente, par exemple. Cela revient à répondre à la question : « qui fait quoi et quand ? »

– Description des évolutions au cours de la journée (ensoleillement, jeux d'ombre et de lumière et pratiques qui en découlent notamment).

– Nombre de gens dans la rue, à chaque créneau horaire, en nous penchant particulièrement, dans la lignée de E.T. Hall sur les conditions de proximité et de mise à distance entre les individus dans l'espace.

– Rapport entre hommes et femmes, heures des hommes et heures des femmes, mais aussi des enfants, etc.

Cette liste d'éléments s'inspire en grande partie de celle produite par J. Chenal. Elle doit recouper la nomenclature que je vais mettre en place sur les schémas des deux rues étudiées, qui cherche à mettre en évidence trois éléments :

- Une typologie des bâtiments : bâtiments à étages, rez-de-chaussée en dur, rez-de-chaussée en tôle, parking, chantier.
- Les fonctions permanentes attachées aux bâtiments : restauration / divertissement, petit

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

commerce quotidien, bureaux, commerce rare ou franchisé, résidentiel.

- Les fonctions temporaires.

Ces éléments permettent à la fois de donner une idée de l'évolution et de l'adaptabilité de la rue et de ses fonctions selon le moment de la journée. Les fonctions temporaires, par définition, apparaissent à certains moments de la journée (ou de la nuit) pour répondre à un besoin particulier. Il faut malgré tout garder en tête la variabilité de cette différenciation : un tablier* de cigarettes, fonction temporaire par excellence, peut malgré tout occuper la rue et pratiquer son activité sur une période quotidienne plus longue qu'un commerce franchisé aux horaires restreints.

Pour cette raison, il est intéressant dans notre typologie de croiser la question de la temporalité avec celle de la plus ou moins grande précarité des espaces, en nous concentrant notamment sur le type de bâtiment. La différenciation des espaces de la rue ne se fait pas uniquement selon le moment de la journée, mais également selon la forme même du bâti, son *degré de précarité* (bâti pérenne ou non, évolutivité de l'occupation de l'espace, etc.). Ainsi, si les schémas ne donnent qu'une idée très imparfaite du déroulement des activités sur la rue selon le moment de la journée, ils permettent tout de même de montrer le partage et la diversité des fonctions, ce qui est notamment particulièrement intéressant dans une optique de comparaison entre les rues, ce que nous aurons l'occasion de développer plus bas.

2.5. Quelle typologie ?

Au cours de la journée, les diverses activités, dépendant des différents publics et « temporalités d'usage » (Janin, 2001 : 180), se déploient dans des espaces variés qui apparaissent ou disparaissent, ouvrent et se ferment selon la demande du moment. Ici, l'espace de la rue se caractérise à la fois par une grande adaptabilité, selon la demande des différents usagers variant avec le temps et leurs revenus, mais à la fois un ordre certain dont les règles apparaissent aussi stables et partagées que tacites : « chacun a parfaitement conscience de sa place, du statut qu'il représente et duquel il ne doit pas déchoir » (ibid. : 182). Par exemple, pour ne parler que des espaces de restauration, sur lesquels nous nous penchons plus bas pour illustrer ce point, on distingue aisément les établissements fixes des points de vente mobiles plus ou moins précaires que la demande fait apparaître à certains moments, et qui fonctionnent avec un matériel réduit (Akindès, 1991). Cet ordre de l'urbain se lit dans le positionnement des individus, des commerces, de leurs horaires, de leur achalandage. Dès lors, quelle typologie peut-on mobiliser pour comprendre l'organisation de l'espace de la rue ?

L'une des grandes lignes de force dialectique qui permet de comprendre un tel espace est celle, parfois poreuse, séparant le temporaire du permanent. Cet aspect est d'autant plus intéressant à

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

mobiliser que nous sommes dans le contexte d'un centre-ville en mouvement incessant, dont les espaces évolutifs accueillent de plus en plus de flux différents. Si cette question de la temporalité se pose différemment sur la ZACA ou à Koulouba, elle constitue malgré tout une entrée intéressante pour saisir la rue à la fois dans sa matérialité et dans ses dynamiques. Nous verrons ainsi que les temporalités quotidiennes de la rue sont multiples, et se déploient elles-mêmes dans le temps long du changement urbain. Mais la rapidité de ce dernier travaille d'autant plus la pesanteur des activités quotidiennes.

Nous pouvons dès lors dégager la typologie suivante :

→ Activités spatialisées permanentes, se tenant dans des constructions en dur, et activités circonscrites à l'espace formel qu'elles revendiquent : c'est le cas des restaurants permanents, Boulougou ou Bar'K, mais aussi des commerces les plus hauts de gamme (Canal +, négociant Nespresso, Brussels Airlines…), qui déploient leurs activités soit en intérieur, soit sur une terrasse aux limites stables et bien définies.

→ Activités spatialisées permanentes, se tenant dans des lieux partiellement construits en dur (que nous dénommerons par la suite « activités semi-permanentes »), mais qui débordent sur l'espace de la rue pour pallier les insuffisances de leur espace : c'est par exemple le cas du mécanicien, qui dispose d'un petit local où ranger notamment son matériel, mais dont l'activité déborde sur la rue, où il travaille sur les engins de ses clients.

→ Activités spatialisées temporaires, reposant en général sur un matériel mobile et ne se déployant qu'à certains moments de la journée. C'est notamment le cas des « tabliers* » (cf. fig. 18), ces commerces sur table, soit pour la restauration, soit pour les cigarettes ou la petite quincaillerie.

→ Enfin, il ne faut pas oublier les activités spatialisées ambulantes, comme celles des négociants de rue qui se déplacent en permanence à la recherche de clientèle. Si l'observation photographique ne permet pas de rendre véritablement compte de l'importance de leur activité dans la rue et qu'ils sont en cela difficile à quantifier, une simple observation au Boulougou Bar, par exemple, permet de prendre la mesure de leur place et de leur nombre (nous aurons l'occasion de les évoquer à nouveau). Leurs passages dans la rue sont presque permanents tout au long de la journée, même s'ils varient selon les heures. Leurs marchandises varient elles aussi grandement selon le moment de la journée, de même que les endroits qu'ils sont autorisés à fréquenter. Leur présence dépend d'une négociation permanente avec les gérants des lieux, ou avec leur clientèle, et procède là aussi d'un ensemble de règles plus ou moins tacites (dont dépendent parfois leur façon de s'exprimer ou de se mouvoir dans l'espace).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 18 : Un tablier de restauration à l'angle de l'avenue Guillaume Ouedraogo et de l'avenue Houari Boumedienne, Ouagadougou, (photo : F. Boyer, 2017)

Il faut souligner que certains types d'activités peuvent échapper à notre typologie. C'est le cas notamment des activités spontanées qui peuvent parfois prendre place ponctuellement dans une rue pour un événement particulier (fête de mariage, chantier, etc.).

Nous proposons donc une typologie qui suit les quatre catégories précédemment définies, selon un axe temporaire-permanent : activités temporaires, activités semi-permanentes, activités permanentes et activités ambulantes. Nous faisons ainsi le choix de caractériser les espaces de la rue selon leur activité, gardant à l'esprit que la rue n'est pas uniquement un réceptacle neutre des pratiques des individus, mais qu'elle y est profondément liée, pratiques et espace matériel s'influençant respectivement.

Cette typologie peut être aisément mobilisée sur les deux rues étudiées. Mais, il faut bien sûr souligner que celle-ci reste une clé de lecture possible, et qu'elle peut s'avérer imparfaite pour appréhender certaines situations, qui devront être précisées au cours du développement. Il faut ajouter que si nous proposons à travers notre schéma une lecture des rues à partir de cette typologie, cette dernière est plus à même de qualifier des pratiques spatialisées à un instant t que des bâtiments. Par exemple, un maquis* pourra réunir selon le moment de la journée des activités permanentes (le

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

bâtiment abritant l'espace de restauration), des activités semi-permanentes (les éventuels débordements de la terrasse sur l'espace de la rue), des activités temporaires (l'installation d'un tablier* à l'entrée, ou d'un parqueur* de deux-roues) et des activités ambulantes (les vendeurs ambulants qui viennent proposer leur produit dans le maquis*). C'est pour cette raison que le schéma proposé est celui de la rue à un instant *t*. *In fine*, cette typologie propose des échelles de la pratique spatiale, qui nous permettent de comprendre la rue à la fois dans ses dimensions matérielles et temporelles.

Notre méthode se veut différente de celle de J. Chenal, car l'étude photographique est ici avant tout un support de l'observation, qui permet de rendre notamment plus efficace l'observation temporelle. La méthode de Chenal se veut, quant à elle, avant tout un travail sur la photographie : les angles de vue doivent être rigoureusement les mêmes pour permettre notamment la superposition des images. La présente étude ne prétend pas à une telle précision – que mes qualités de photographe n'autorisaient de toute manière pas – et cela ne doit pas nuire à notre analyse.

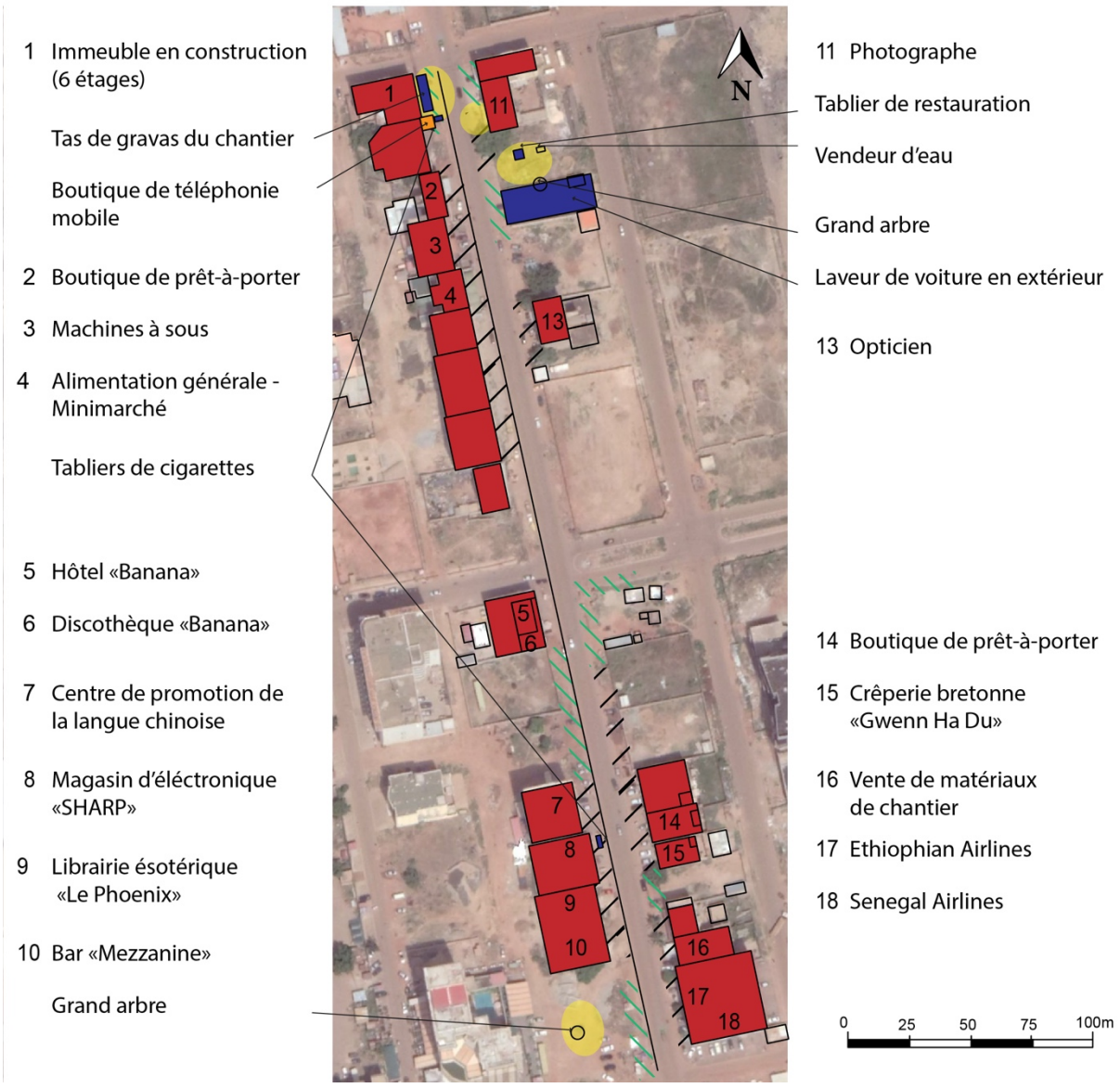
Nous travaillerons donc sur deux portions de rues du centre-ville : une partie de l'avenue de l'UEMOA, qui traverse la zone du projet ZACA, et une partie de l'avenue Guillaume Ouedraogo, qui se trouve en plein cœur du quartier de Koulouba. Sur chacune de ces rues, deux séries de photos ont été prises sur deux angles opposés de la portion étudiée. Chaque série compte huit photographies, chacune étant prise toutes les deux heures entre 7 heures du matin et 21 heures. La totalité des séries est présentée en annexe.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.1. Le centre-ville planifié par le pouvoir : un espace transitoire.

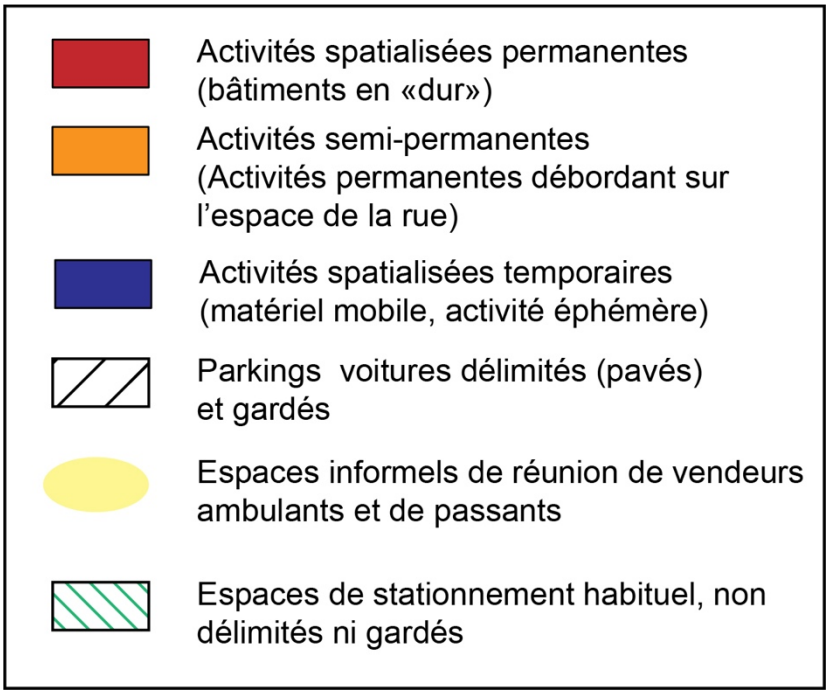
Série 1 : une rue de la ZACA, l'avenue de l'UEMOA.



Croquis 1 : Les activités présentes sur l'avenue de l'UEMOA (K. Hochart, F. Lefebvre, 2019)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Le croquis met en évidence une rue consacrée essentiellement aux activités permanentes, avec un bâti dédié important. En outre subsistent de nombreux espaces vides entre les immeubles. Ceux-ci apparaissent comme des espaces potentiels d'occupation temporaire, qui se développent donc en marge du bâti formel, dans les interstices urbains.

Le projet ZACA est aujourd'hui pour l'essentiel un vaste terrain vague. Il occupe un périmètre s'étendant de l'avenue Houari Boumedienne au Nord à l'aéroport au Sud, et de l'avenue de la base aérienne militaire 511 à l'avenue Yennenga d'Est en Ouest (carte 6). Nous sommes encore loin de la « zone de haute qualité urbanistique, architecturale et culturelle » voulue par les décideurs (entretien DG-ZACA, 21/04/2016). Les travaux de construction ont commencé en 2010 et quelques immeubles neufs sortent de terre : un grand hôtel financé par la chaîne indienne Bravia est le premier achevé du projet en 2013, puis un siège de banque, un ensemble d'immeubles devant accueillir le nouveau Conseil régional, etc. Il y a également quelques rares bâtiments qui ont survécu aux destructions, car compatibles avec le cahier des charges du projet. Enfin, séparant la zone en deux sur une ligne nord-sud, la prestigieuse avenue Kwamé N'Krumah (cf. encadré n° 6) garde le rôle de vitrine que lui a accordé le pouvoir, mais se retrouve désormais bien seule, ses hôtels de luxe, sièges sociaux et boîtes de nuit entourés de chantiers à peine entamés et de terrains vagues[120]. En bordure ouest de la zone,

[120] L'intensité des activités de cette dernière, notamment les restaurants et boîtes de nuit, a également été impactée par les attentats du 15/ 01/2016 concernant le Restaurant *Capuccino*, le maquis* *Taxi-Brousse* et l'Hôtel *Splendid*, et ceux du 13/08/2015 concernant le café-restaurant *Istanbul*.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

les commerces et services ayant survécu forment autour de la gare routière TCV la frontière occidentale du projet. Le reste est, pour ainsi dire vide, de bâti pérenne.



Carte 6 : Situation des quartiers concernés par le projet ZACA : Koulouba, Tiedpalogo, Zangouettin, Peuloghin, Kamsaoghin et le Camp fonctionnaire (Biehler, 2006)

Comme dans d'autres quartiers, on y trouve de l'activité, fluctuant selon le moment de la journée : un tablier* vendant des cigarettes et autres produits courants, un kiosque de fortune pour nourrir les travailleurs des environs, l'emplacement d'un mécanicien ou d'un laveur qui peuvent parquer deux-

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

roues et voitures sur les larges espaces pour y travailler. Le tout est traversé de routes goudronnées flambant neuves se croisant au milieu de ce désert urbain au cœur de la ville : celles-ci servent parfois de raccourcis aux usagers de la route pour contourner les embouteillages du centre-ville, parfois de pistes d'exercice idéales pour les camion-écoles qui peuvent négocier plus ou moins maladroitement les virages sans grand risque.

Comme expliqué en introduction de cette thèse, le projet ZACA pose un problème méthodologique à qui souhaite l'étudier, dans la mesure où il constitue un vaste vide urbain, qui semble parfois à l'écart de l'agitation du centre-ville tout proche. Par conséquent, j'ai fait le choix d'étudier l'avenue de l'UEMOA, avenue la plus construite de cette vaste zone de chantiers et de vides urbains. C'est celle où il se passe le plus de chose. Nous cherchons à dégager suffisamment d'informations qui pourraient servir de points de comparaison (même si cette dernière ne saurait être systématique) avec le reste de nos observations. Surtout, alors que j'ai parlé de la rue comme canal obligatoire du quotidien (cf. chapitre 3), j'ai besoin d'un véritable quotidien à étudier. Mais dans une grande majorité des rues de la zone ZACA, il ne se passe pas grand-chose : c'est un terrain vague où l'installation est interdite, et potentiellement réprimée. Une véritable scène présentant une diversité d'activités me permettra de dévoiler ce qui se joue à travers la rue au sein de la ZACA, et au-delà, ce qui se joue dans le quotidien urbain du centre-ville (« la rue publie ce qui se passe ailleurs », Lefebvre, 1961 : 310).

Sur la ZACA, nous comptons une petite trentaine de rues. J'exclus les rues qui en délimitent les frontières, celles-ci étant liées de fait à l'activité du reste du centre-ville. L'avenue Kwame N'Krumah qui traverse la ZACA (fig. 19 et 20) a tout de l'exception : cette artère prestigieuse n'a pas vu ses fonctions d'avant le projet particulièrement chamboulées, et elle constitue de manière générale une rue tout à fait à part par rapport à l'ensemble des rues de la ville. Épargnée par les destructions, elle ne saurait être typique de la ZACA.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 19 : l'avenue Kwame N'Krumah à Ouagadougou (source : Wikimédia Commons / Zenman, in rfi.fr, 11/06/2018)



Figure 20 : L'avenue Kwame N'Krumah à Ouagadougou, vue depuis le nord de l'avenue (photo : Wikimédia Commons / Neonstar)

© 2020 Tous droits réservés.

Encadré 6 : L'avenue Kwamé N'Krumah : la plus prestigieuse artère de la ville traverse le vide de la ZACA

L'avenue Kwamé N'Krumah a été créée en 1985 dans le cadre du projet du CNR dit de « restructuration de la zone commerciale », conjointement à la Cité An IVA qui la borde, constituée de villas et d'immeubles de trois niveaux (Biehler, 2006). Elle remplit depuis une fonction de vitrine prestigieuse du centre-ville.

Il faut bien entendu replacer l'esprit des projets urbains que nous avons notamment abordés au chapitre 4 dans la lignée de l'histoire de la construction de l'avenue Kwamé N'Krumah, qui en représente sur de nombreux points une sorte de précurseur.

La plupart des efforts de revalorisation du centre-ville menés durant la période révolutionnaire se sont concentrés sur cette artère et sur le grand marché Rood Woko.

Celle-ci reliait initialement l'aéroport au centre-ville, avant que très vite ce dernier ne l'absorbe totalement. Sa construction a donné lieu à des déguerpissements, déjà, jusqu'en 1986 et les parcelles ainsi dégagées ont été revendues pour 30 % à des services administratifs de l'État et pour 70 % à des opérateurs privés.

Le développement de l'avenue va surtout se faire à partir de 1994 à la faveur du contexte économique né de la dévaluation du FCFA et de l'attribution au Burkina Faso de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 1996, qui permet d'attirer les investissements (Dupuis et alii, 2010). Cette conjoncture associée aux réformes libérales que mène le régime Compaoré va créer un sentiment de « changement de mentalité chez les investisseurs » (*ibid.* : 34) qui vont dès lors y concrétiser de nombreux projets d'immeubles à étages aux architectures relativement audacieuses, alors que ceux-ci étaient jusqu'alors quasiment absents de la capitale.

L'avenue Kwamé N'Krumah est aujourd'hui considérée comme la plus prestigieuse de la ville, concentrant des hôtels internationaux, des sièges de grandes entreprises et de banques, certains ministères et divers lieux de divertissement et de restauration haut de gamme, qui lui valent parfois auprès des habitants le surnom de « Champs-Élysées » de Ouagadougou[121]. C'est d'ailleurs sans doute en partie en raison de cette puissance symbolique que celle-ci a été le théâtre des attentats du 15 janvier 2016, lorsqu'un commando armé lié aux groupes djihadistes sahéliens proches d'AQMI a attaqué le bar *Taxi brousse*, le restaurant *Capuccino* et l'hôtel de luxe *Le Splendid*, tous trois situé sur la même portion de l'avenue, faisant une trentaine de victimes. L'avenue est associée « aux étrangers et à la bourgeoisie ouagalaise fortunée, et aux hommes de pouvoir » (Aunis, 1999 : 148), cibles principales des assaillants.

N'Krumah est en tout cas assurément une vitrine de choix : les visiteurs étrangers arrivant de l'aéroport peuvent difficilement l'éviter pour se rendre en centre-ville. De fait, chaque entreprise importante souhaite y avoir son siège social afin d'y afficher sa puissance. Il n'est donc pas étonnant que cette

[121] Les « Champs-Élysées » à Ouagadougou ont néanmoins longtemps servi de surnom à l'axe principal de la ville coloniale, dénommé avenue Hesling en 1927, et aujourd'hui avenue de la Nation, qui reliait d'Ouest en Est la place d'armes (aujourd'hui place de la Révolution) au palais du gouverneur (aujourd'hui résidence du Premier ministre, après avoir longtemps été Palais présidentiel) (Fourchard, 2001).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

artère soit d'une part située en plein centre du projet ZACA, et d'autre part qu'elle n'ait pas été détruite ou évacuée en aucun endroit.

Cette avenue constitue aujourd'hui en quelque sorte la norme urbaine qui sous-tend le projet ZACA. Certains visuels qui ont vanté le projet sur les panneaux publicitaires de la ville montraient d'ailleurs un homme d'affaire devant l'un des immeubles de l'avenue, reconnaissable à son architecture « néo-soudanienne » qui fait une partie de la renommée des lieux (Dupuis et alii, 2010).

Aujourd'hui, l'avenue Kwamé N'Krumah apparaît comme une vitrine un peu décrépite de la ville. Elle conserve un certain prestige dans le quartier, notamment par effet de contraste avec le vaste chantier de la ZACA qui l'englobe. Dans l'esprit des concepteurs du projet, elle en constituait en quelque sorte la colonne vertébrale, modèle autour duquel celui-ci pouvait se structurer. Néanmoins, elle ne semble plus constituer l'épicentre de l'élite ouagalaise, qui fréquente plus volontiers les restaurants branchés et les hôtels de Ouaga 2000, a fortiori depuis les attentats de 2016. De plus, de nombreux sièges d'entreprises et de ministères se sont également déplacés vers Ouaga 2000. Enfin, outre les attentats, d'autres événements ont marqué l'artère, comme l'insurrection de 2014 qui a notamment vu brûler le siège du CDP[122] qui y affichait alors sa puissance. Malgré tout, le prestige de l'avenue reste important, notamment par son positionnement central : elle reste pour de nombreux voyageurs internationaux le premier passage dans la ville à la sortie de l'aéroport.

L'avenue N'Krumah peut en outre être moteur d'une certaine innovation urbaine à travers l'apparition régulière d'activités nouvelles propres à l'élite. Il y a une quinzaine d'années, c'était un bowling. Plus récemment, une vaste cave/bar à vin donnant sur la rue.

J'exclus donc toutes les rues quasi-vides d'activités qui constituent l'essentiel de la zone, ainsi que l'avenue N'Krumah. Il nous reste finalement une rue qui correspond à ce que je recherche : l'avenue de l'UEMOA, qui traverse la zone de part en part du Nord au Sud. Une partie importante des bâtiments de cette rue a été détruite pour le projet, mais un nombre non-négligeable de bâtiments subsiste. Il y a également certaines parcelles dégagées pour la ZACA qui sont en cours de construction, voire achevées. Nous y trouvons une diversité d'activités qui permet de tirer de l'observation une quantité de données appréciable.

Nous avons défini au chapitre 3 la rue, interface entre espace public et espace privé, comme une ressource urbaine, « un espace à prendre » (De Certeau, 1990 : 173). Force est de constater que l'action de la puissance publique qu'a constitué le projet ZACA a, au minimum, fortement brouillé les règles d'allocation des ressources de la rue. S'y mêlent des espaces « en attente », des espaces vides, des espaces interstitiels, et des espaces d'activités plus classiques. Cette rue présente également une caractéristique commune des rues de la ZACA et quasiment introuvable ailleurs à Ouagadougou (excepté à Ouaga 2000) : elle ne comporte aucune cour d'habitation. En effet, la présence de cours

[122] Le Congrès pour la Démocratie et le Progrès était le siège du parti au pouvoir, soutien de Blaise Compaoré.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

familiales induit généralement un certain nombre de pratiques spécifiques de la rue (comme nous le verrons par ailleurs concernant notre deuxième rue d'étude), que nous ne retrouvons donc pas ici. La médiation entre espace public et espace privé se fait donc sur un mode totalement différent que dans d'autres rues de la ville. De manière générale, il y a d'ailleurs peu de logements, et ceux-ci sont en totalité des appartements, mode d'habiter extrêmement rare à l'échelle de la ville. En cela, la distinction entre espace public et espace privé y apparaît bien plus nette qu'ailleurs. En termes goffmaniens, nous dirions que l'avenue de l'UEMOA ne présente que peu de coulisses. La rue ici relève donc d'un tout autre ordre que dans le reste de la ville, et les modalités d'allocation de ces ressources y sont donc fort différentes.

LES ACTIVITES PERMANENTES DE L'ESPACE

Que trouve-t-on sur cette portion de rue ? Des activités de commerce divers (électronique, photographie, restauration, assurances, agence de voyages, compagnie aérienne, hôtellerie, librairie, etc.) et quelques logements en appartements. Les immeubles ne sont quasiment pas spécialisés, et comprennent pour la plupart des appartements et des commerces et services. Il ne m'a pas été possible d'interroger un habitant de ces logements, mais l'exception que constitue l'appartement dans les modes d'habitat ouagalais correspond ici à un public particulier : travailleurs immigrés Indiens ou Africains anglophones (probablement Nigérians ou Ghanéens) employés sur les chantiers des alentours (vivant parfois avec leur famille), hommes célibataires, quelques chambres de passe. On ne retrouve pas les modes de logements les plus répandus à Ouagadougou, les cours familiales et les *célibatoriums**. Le faible nombre de logements empêche de se faire une idée plus précise sur les habitants de la rue et leurs pratiques : on ne les voit que très peu entrer ou sortir d'un logement et on ne peut donc pas toujours les distinguer des autres usagers de la rue.

De nombreux bâtiments de l'avenue de l'UEMOA ont survécu aux destructions du projet, et ont conservé leur fonction antérieure (figure 1). Il s'agit essentiellement d'immeubles entre trois et six étages aptes à s'intégrer dans le cahier des charges de la ZACA. Plusieurs d'entre eux ne sont pas achevés, ce qui se remarque aux fers à béton dépassant des piliers. A Ouagadougou, il est courant de ne pas achever son immeuble, le propriétaire se réservant la possibilité de reprendre la construction s'il retrouve des capacités de financement. Sur notre portion, un immeuble est en travaux, caché de la rue par une palissade. Il est important de noter le bitumage de la voirie, d'une qualité rare à Ouagadougou. L'avenue est correctement éclairée par des lampadaires. Une végétation éparse offre quelques rares espaces ombragés pendant la journée.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 21 : Avenue de l'UEMOA (angle 1) - 7h (photo : F. Lefebvre)

J'ai déjà évoqué la diversification des activités de commerce sur cette rue, qui peut attirer une clientèle étonnement large au cœur de cette « fantasmagorie » (Berdet, 2013) ou « fantaisie » (Watson, 2014) urbaine. Mais on ne trouve finalement pas énormément de produits « du quotidien ». Si le photographe, la papeterie, la boutique de prêt-à-porter ou celle de téléphonie mobile présentent un aspect très classique, semblable aux types de boutiques que l'on peut croiser dans tous les quartiers de la ville, les produits et services proposés ne font pas partie des produits et services « de base » dont la proximité immédiate est nécessaire à la majorité des habitants (alimentation générale, mécanicien, etc.). Le bâti pérenne de la rue reste donc réservé à des activités relevant souvent de l'exception pour ceux qui y recourent (on ne fait pas de photos d'identité, ni n'achète de téléphone portable toutes les semaines).

Si les commerces comme ceux du photographe ou du vendeur de téléphonie mobile peuvent attirer une clientèle large – même si les tarifs pratiqués excluent tout de même beaucoup de Burkinabè –, la portion étudiée de l'avenue de l'UEMOA comporte des commerces ne s'adressant qu'à une infime minorité de la population : le magasin d'électronique franchisé *Sharp*, les compagnies aériennes *Asky*

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Airlines, *Senegal Airlines* et *Ethiopian Airlines*, voire sur un registre un peu différent que le registre financier la librairie ésotérique *Le Phénix*, représentent des marchés de niche et difficilement accessibles à tous. Ils s'adressent à une clientèle à fort capital financier, voire culturel (élite Burkinabè, riches expatriés, etc.). Ce caractère excluant se retrouve dans les pratiques de la rue : devant ces immeubles, les clients et certains employés viennent majoritairement en voiture, moyen de transport extrêmement minoritaire[123]. La diversité des acteurs de l'avenue de l'UEMOA au quotidien dépend donc d'activités se tenant hors du bâti pérenne.

PRATIQUES SEMI-PERMANENTES, TEMPORAIRES ET AMBULANTES DE LA RUE AU QUOTIDIEN.

L'avenue de l'UEMOA, malgré la volonté du projet ZACA de produire un espace extrêmement normé, présente un grand nombre d'activités semi-permanentes, temporaires ou ambulantes, pour reprendre les termes de notre typologie. Nous allons dans un premier temps nous intéresser aux acteurs observés sur cette rue et à leurs activités, pour réellement décrire la diversité de ces pratiques spatialisées.

Les acteurs de la rue, sur les deux angles de vue, sont, dans une large part, solitaires et de passage (cf. figure 2). La rue offrant une large voirie, le trafic routier, malgré sa faible intensité, y occupe une grande partie de l'espace. Les immeubles de bureaux ou de services ne présentent pas réellement d'espaces intermédiaires tels que des arcades qui permettraient d'en faire un espace de rencontre entre leurs usagers et les usagers de la rue. On remarque beaucoup d'individus directement liés à l'activité des bureaux et commerces, employés, gardiens, parqueurs*[124]. Les vendeurs ambulants traversent couramment la rue, mais n'y stationnent pas véritablement. En résumé, l'avenue de l'UEMOA ne présente que peu de possibilités de rencontre entre les gens. L'organisation matérielle de la rue impose une norme de temporalité particulière.

[123] En 2009, 2,3 % des individus âgés de plus de 18 ans possèdent une voiture (Boyer, Delaunay, 2009 : 120).
[124] Même s'il faut noter l'absence notable de parking « organisé » de deux-roues (cf. glossaire).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Figure 22 : L'avenue de l'UEMOA (angle 2) - 11H (photo : F. Lefebvre)

Les documents initiaux du projet lauréat pour l'aménagement de la ZACA insistent sur l'importance de l'espace public, désignant le quartier comme le nouvel « espace partagé des Ouagalais » dans une ville « conviviale » et « accueillante »[125]. L'étude de la rue tend plutôt à mettre en évidence la précarité des espaces de rencontre. Les deux angles d'études de l'avenue de l'UEMOA permettent de définir deux espaces où plus de deux personnes se réunissent, des lieux de sociabilité temporaires autorisant la proximité.

Il s'agit en quelque sorte de *refuges* : à l'abri du soleil et à l'écart des activités principales de la rue. On peut notamment noter sur l'angle 1 que l'arbre présent sur la parcelle vide à la gauche de la rue devient un lieu de rencontres informelles selon les heures de la journée. Un mécanicien s'y installe de manière plus ou moins formelle dès le matin. Son établi semble devenir un lieu de rendez-vous des vendeurs ambulants profitant de l'ombre de l'arbre et de la relative tranquillité des lieux (la parcelle

[125] Documents personnels Liliane Pierre dans le cadre de la réponse au concours d'urbanisme organisé pour le projet ZACA.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

est vide ; ils ne risquent pas a priori d'être délogés). Autour de 13h, une restauratrice ambulante leur permet de se nourrir ensemble (fig. 23). Un livreur d'eau leur permet d'avoir accès à un point d'eau.



Figure 23 : Avenue de l'UEMOA (angle 1) - 13h (photo : F. Lefebvre)

Autour de 15h, ils peuvent rester à l'abri des fortes chaleurs et faire une sieste à cette heure où Ouagadougou s'assoupit quelque peu (fig. 24). Les conditions d'un lieu de rencontre idéal entre travailleurs sont donc réunies (espace, ombre, nourriture, eau), mais sont fort précaires, et ne permettent pas un déploiement temporaire du lieu (installation de banquettes fixes, stationnement permanent d'un stand de restauration, etc.).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 24 : l'avenue de l'UEMOA (angle 1) - 15h (photo : F. Lefebvre)

Le lieu se vide autour de 17 heures et ne perdure pas à la nuit tombée, il se reconstitue le matin suivant. Cependant, le jour où la parcelle entrera en exploitation, les vendeurs ambulants devront se mettre en quête d'un autre espace, alors que ceux qui réunissent les conditions de la rencontre sont rares sur la ZACA.

L'angle 2 montre des commerces plus modestes (photographe, prêt-à-porter, etc.) devant lesquels les employés se retrouvent. En matinée, ceux-ci stationnent devant le photographe, côté gauche de la rue, celui à l'ombre (fig. 25).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 25 : Avenue de l'UEMOA (angle 2) - 11h (photo : F. Lefebvre)

Certains, peu nombreux, peuvent profiter de la fraîcheur de l'auvent à l'entrée de la boutique, s'asseyant sur les motos garées. A partir de l'après-midi, les employés se retrouvent plus nombreux, en face de la boutique (fig. 26).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 26 : l'Avenue de l'UEMOA (angle 2) - 17h (photo : F. Lefebvre)

Là, à l'ombre post-méridienne de la palissade d'un immeuble en chantier, les employés des boutiques environnantes, les ouvriers du chantier ou des personnes de passage (vraisemblablement des connaissances de membres des deux premiers groupes cités) se retrouvent et discutent, y déplaçant des bancs et des chaises ou s'asseyant à même les tas de gravier du chantier. Comme pour le rassemblement des vendeurs ambulants sous l'arbre, ce rendez-vous dont l'intensité culmine entre 15 et 17 heures, ne survit pas à la nuit. Il apparaît d'autant plus temporaire et précaire qu'il prend place sur un espace conditionné à la tenue du chantier de l'immeuble : gravier pour s'asseoir, palissade pour offrir de l'ombre, espace relativement dégagé et non-disputé du fait de sa proximité avec un chantier. La présence d'ouvriers constitue peut-être à ce titre une condition possible de l'installation sur cet espace semi-privé, en bordure de la rue mais à l'existence liée à la présence du chantier privé. Toujours est-il que l'achèvement de la construction de l'immeuble entraînera sans doute la perte de ces conditions favorables d'installation temporaire, et il n'est pas dit que les usagers du lieu puissent retrouver un endroit similaire à celui-ci. La situation des rues de la ZACA, au cœur d'un projet urbain, est en suspens, ce qui produit des temporalités singulières.

Sur ce même angle, nous remarquons sur la parcelle déserte à gauche de la rue, juste après la boutique du photographe, la présence en matinée d'un laveur de voitures (fig. 22). Les véhicules

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

peuvent se parquer sur l'espace vide de la parcelle et le laveur peut profiter de cet espace pour travailler, pouvant par exemple facilement faire sécher les tapis de sols, ou déverser ses eaux usées dans les caniveaux. Mais dès 13h, il n'est plus là et la parcelle reste quasiment vide, un coin de celle-ci étant occupé par un tablier* de restauration avec parasols, à l'ombre desquels les vendeurs ambulants peuvent s'abriter quelques instants. Là encore, il y a des règles tacites d'occupation de l'espace, qui n'autorisent pas une occupation trop étendue spatialement ou temporellement.

Les clients des commerces de biens et services rares sont, eux, peu visibles. S'ils se rendent sur l'avenue de l'UEMOA, c'est pour une raison précise et ils ne s'attardent pas. Ils arrivent en véhicule devant la boutique ou le bureau qui les intéresse, s'y engouffrent directement et en repartent aussitôt leur tâche effectuée. Ils n'ont que peu de rapports avec ceux qui passent leur journée sur la rue (employés, ouvriers, gardiens, etc.), surtout concernant les clients des commerces à destination d'un public très aisé (les clients des boutiques modestes, du photographe, peuvent bavarder un instant avec les personnes qui stationnent devant). La mise à distance entre les clients et les usagers permanents de la rue est donc très importante. En outre, les rôles de chacun sont connus et intériorisés dans la pratique : les vendeurs ambulants savent qu'ils ne s'adressent pas aux riches clients des compagnies aériennes, mais plutôt aux gardiens ou aux employés. La rencontre ne se fait donc que dans un cadre spatial et temporel précis, selon des conditions connues de presque tous les usagers de l'avenue. L'imprévu y est minimal.

DES ESPACES TRANSITOIRES.

Certaines zones au sein de la ZACA sont des espaces vides, et ne semblent pas être affectées dans l'immédiat à une activité précise, pouvant être récupérées transitoirement par des populations sur des horaires précis afin d'y développer une activité informelle. Ce sont en quelques sortes des *lieux transitoires* (El Sheshtawy, 2008). Ces espaces sans fonction affectée apparaissent comme faciles d'accès et d'utilisation pour les populations, qui semblent cependant être au courant des règles, tacites ou non, de jouissance des lieux (Németh, Langhorst, 2014 ; Houssay-Holzschuch, Ninot, Thébault, 2018). En effet, si on ne note pas sur la zone de présence policière particulière ou de surveillance continue, aucun habitant ne se risque à investir ces espaces libres de manière permanente. Les activités informelles qui s'y développent ne réclament donc pas une logistique trop complexe, et peuvent s'y déployer et quitter les lieux quotidiennement. Les autorités ont en effet fait savoir que les réinstallations sur la zone ne seraient pas tolérées (Taliercio, 2008), et le projet en lui-même s'est donné pour objectif d'éradiquer le commerce informel du centre-ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les activités qui vont donc se déployer sur place sont transitoires et profitent des caractéristiques des lieux : de grands espaces non-viabilisés à proximité d'axes de passage et en plein centre-ville. C'est donc naturellement que l'on y retrouve des activités de nettoyage de voitures, les véhicules pouvant facilement se garer sur les vastes terrains. Les terrains servent également d'espaces de rassemblement pour les travailleurs des quartiers environnants qui viennent s'y restaurer auprès d'une gargote ambulante. Le soir, les étudiants des alentours se réunissent autour d'une petite table à la lueur d'un lampadaire pour y travailler leurs cours (les cours familiales de Koulouba n'étant pas toujours raccordées à l'électricité). De plus, la faible densité du bâti sur la zone et les voies bitumées, entraînent sa pratique dans le cadre d'un usage transitoire (pour les camions-écoles, par exemple, comme je l'ai déjà indiqué). C'est donc une temporalité singulière qui se déploie sur la zone ZACA, entre les vastes chantiers dessinant une ville moderne « en attente » et les occupations transitoires qui à la fois rusent avec cette logique, et lui sont indispensables, car assurent la logistique du projet et maintiennent en vie le quartier.

Les rues du projet ZACA permettent donc de mettre en perspective la ville conçue et la ville vécue, la première apparaissant en panne, en friche, quand la seconde s'infiltre partout, mais toujours dans un jeu de négociation plutôt que de confrontation avec les cadres posés par la première. Dans tous les cas, nous voyons que le modèle urbain laisse toujours la place à des espaces transitoires qui peuvent jouer avec ses limites et finalement le détourner de ses buts initiaux. L'étude de la rue de la ZACA, par la persistance de pratiques autonomes, semble montrer que la ville vécue diffère de la ville conçue, tout en soulignant les ratés de cette dernière, produisant une forme de *tiers-lieu* insaisissable, « une réconciliation spatiale de l'incommensurable construction de subcultures »[126] (Alsayyad, 2001 : 8). La littérature sur les villes globales enseigne que ces lieux émergent souvent dans les espaces pratiqués par les migrants (comme à Dubaï, cf. El Sheshtawy, 2008, ou à Singapour, cf. Yeo, 2003) : les cultures migrantes se réapproprient les espaces transitoires. Ici, le projet a en quelque sorte produit une ville étrangère au cœur de la ville, que les habitants se réapproprient avec crainte et ruse. Ces réappropriations, même fragiles et temporaires, sont toutefois remarquables, au cœur du plus emblématique des projets de la puissance publique pour Ouagadougou. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point au cours de notre troisième partie.

Le projet ZACA a donc créé au cœur de la ville ce qu'on pourrait appeler un *tiers-lieu* : du bâti anonyme, peu reconnaissable, incapable de servir de support d'identification, et des frontières floues, perméables et donc trop facilement accessibles pour que l'on tente d'y créer des espaces *à soi.* Finalement, a-t-on ici affaire à un espace public ? La rue y apparaît en tout cas comme une ressource

[126]« Spatial reconciliation of incommensurable constructions of subcultures ».

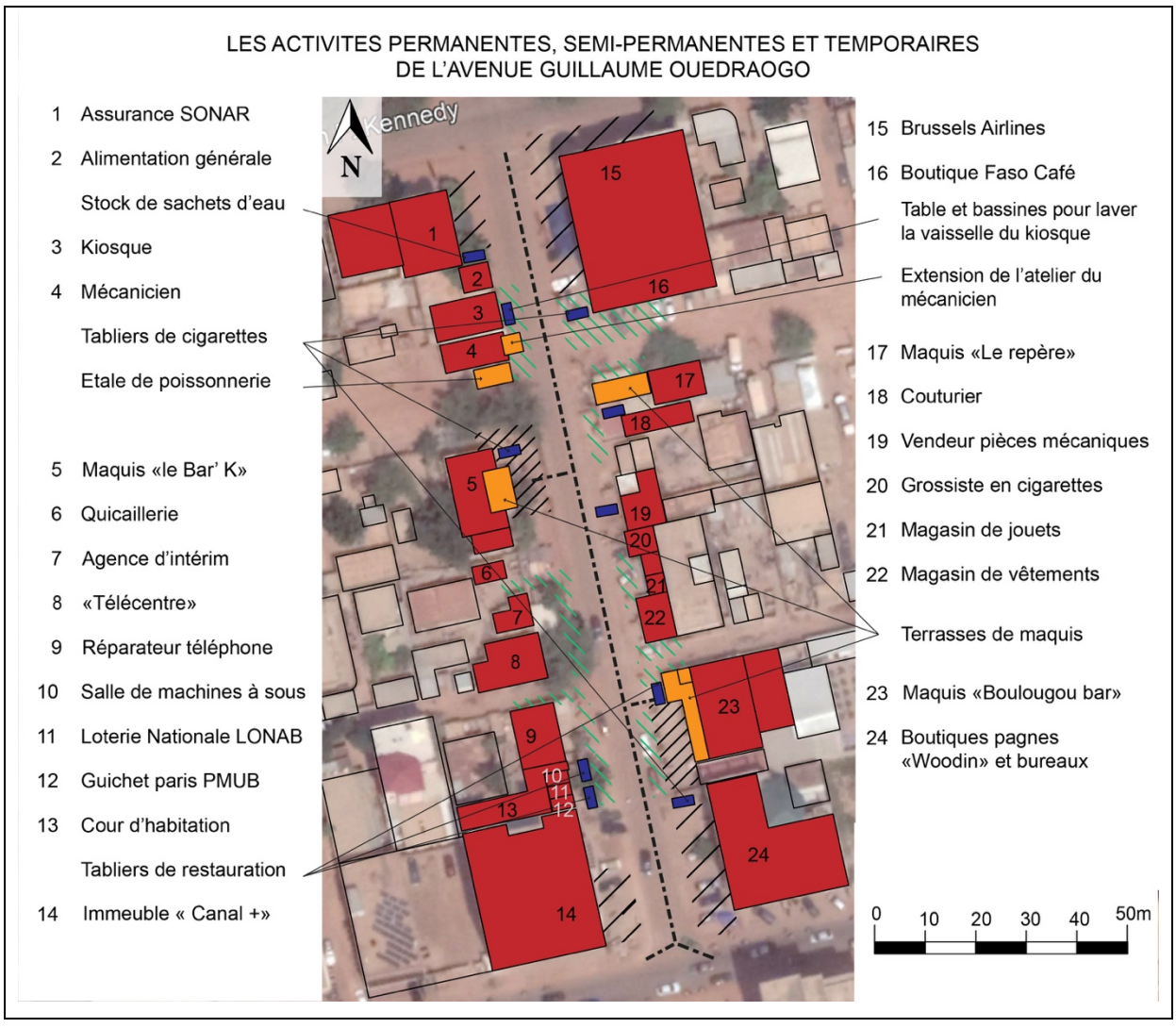
© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

instable pour ceux qui la pratiquent. Les modalités d'appropriation de l'espace dépendent pour une large part de l'État-aménageur et des promoteurs qui possèdent le bâti. Les « marges de négociation » des habitants pratiquant la rue sont limitées et nécessitent le développement de stratégies d'appropriation temporaire de l'espace permettant de jouer avec les frontières et de transgresser les règles strictes inscrites dans l'organisation de la rue.

2.2. Le « vieux » centre : espace disputé, espace partagé

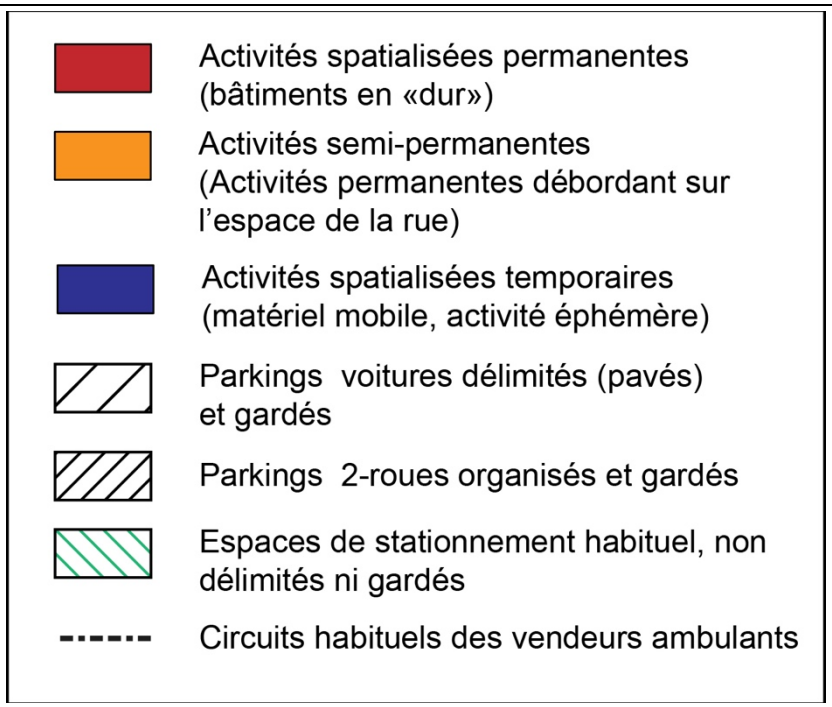
Série 2 : une rue du centre-ville « ancien », l'avenue Guillaume Ouedraogo.



Croquis 2 : Les activités présentes sur l'avenue Guillaume Ouedraogo (K. Hochart / F. Lefebvre, 2019)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Le croquis met en évidence la grande variabilité des occupations de l'espace, qui se mélangent et sont dépendantes les unes des autres. Tous les espaces sont occupés d'une manière ou d'une autre et intégrés au système spatial de la rue. Le contraste avec le croquis de l'avenue de l'UEMOA est à ce titre saisissant.

Pour se rendre sur l'avenue Guillaume Ouedraogo depuis l'avenue de l'UEMOA, il suffit de remonter cette dernière jusqu'au croisement avec l'avenue Houari Boumediene, puis de prendre à droite et de continuer sur quelques centaines de mètres. Les deux artères sont presque voisines, mais il s'agit pourtant de deux ambiances urbaines radicalement différentes, dont la frontière est marquée par l'avenue Boumediene qui marque le passage de la ZACA à Koulouba. Le terme d' « avenue » paraît bien excessif à celui qui s'engage sur cette rue en terre battue défoncée, où subsistent çà et là des plaques de l'ancien goudron*. Les véhicules qui slaloment entre les ornières ne peuvent y filer comme sur l'avenue de l'UEMOA. Ils sont pourtant nombreux à fréquenter cette portion de rue, qui offre une grande diversité de pratiques urbaines.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Le bâti de l'avenue Guillaume Ouédraogo montre une diversité de formes et de fonctions. Celle-ci est constituée d'activités ambulantes ou temporaires, et d'occupations variables des espaces de la rue, s'articulant autour d'une trame permanente. Nous commencerons par séparer ce bâti permanent en deux grandes fonctions : fonctions résidentielles et fonctions de commerces et de services.

Concernant les fonctions résidentielles : sur la portion de rue étudiée, il n'y a qu'une seule cour d'habitation. Son emprise sur l'espace est par définition limitée, la cour se déployant plutôt en intérieur. Toutefois, il peut arriver que les habitants de la cour sortent devant la porte pour y faire certaines activités, s'y reposer ou y discuter avec les voisins. Ainsi, quelques mètres carrés devant la porte d'entrée sont-ils épisodiquement appropriés par les habitants, ce dont témoigne le fait que l'une des habitantes de la cour y passe le balai le matin, comme nous pouvons le voir sur la photo de l'angle 1 à 7h, sur la droite de la rue. Plusieurs autres cours se trouvent à proximité directe à travers les rues adjacentes. La simple présence de cette fonction résidentielle influe déjà largement sur la nature du public qui pratique la rue : là où, sur l'avenue de l'UEMOA, nous ne trouvions que clients et travailleurs, l'avenue Guillaume Ouedraogo est un lieu de vie pour les familles, comme le montre par exemple la présence d'enfants sur nos photos (cf. figures 8 et 9, au premier-plan gauche de la photo à chaque fois). Cette fonction participe d'une négociation différente de la frontière entre espace privé et espace public, la vie de la cour familiale débordant largement sur la rue, dont une partie se voit intégrée à la logique du quotidien de la cour, et donc appropriée (cf. figure 7).

Nous trouvons également un ensemble de boutiques et de services sur notre portion de rue. La catégorie est large, car elle regroupe à la fois du commerce, de la restauration, du service administratif (assurances) ou technique (mécanicien). Pour décrire ces fonctions commerciales et de services, nous allons donc faire plusieurs sous-catégories en fonction du public visé :

- Nous observons un ensemble de commerces « du quotidien », que l'on retrouve dans chaque quartier, et presque dans chaque rue, de Ouagadougou : mécanicien, kiosque à café, poissonnerie, boutique d'alimentation générale. La particularité de cette sous-catégorie-ci, par rapport aux catégories suivantes, c'est qu'elle est systématiquement marquée par un bâti relativement modeste, constitué d'un local permanent, mais précaire (toit en tôle, local ouvert sur la rue et simplement fermé par une grille, portes rafistolées), et d'extensions temporaires sur l'espace de la rue, selon le moment de la journée. Il peut s'agir du mécanicien qui installe ses engins à réparer devant son local, de la boutique qui stocke ses réserves d'eau à l'extérieur, ou de la poissonnerie qui installe un établi sur la rue pour découper son poisson, voire

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'exposer aux heures les moins chaudes. Cette configuration spatiale commune correspond à des activités du quotidien, bon marché et accessibles à un grand nombre d'habitants.

- Il y a des activités rares liées à des fonctions et des marchés très particuliers, dans des bâtiments en dur ; elles attirent un public de spécialistes ou d'habitués qui peut venir de loin pour s'y rendre : grossiste en cigarettes, maquis* *Boulougou Bar*[127], assurances SONAR.
- Nous observons également des activités à destination d'un large public, mais que l'on rencontre plus rarement dans la ville (il ne peut y en avoir qu'un exemplaire pour un quartier), et que l'on va retrouver dans des constructions « en dur », mais de plain-pied : quincaillerie, agence d'intérim, maquis* *Le Repère*, boutique de prêt-à-porter, etc.
- Il y a enfin des activités rares à destination d'une certaine élite aisée, que l'on retrouve dans les petits immeubles ; les riches Ouagalais, Burkinabè ou expatriés viennent de toute la ville pour y chercher un service particulier : magasin de pagnes *Woodin*, boutique *Faso Café* franchisée « *Nespresso* », agence *Canal +*, agence *Brussels Airlines*, maquis* Le *Bar'K*. Ces commerces se conforment à des normes spatiales strictes : boutiques fermées et climatisées, personnel spécialement formé, extensions spatiales éventuelles (comme des parkings) correctement balisées (par un pavage particulier, ou des barrières) et réglementées (avec des gardiens en uniforme). Ce respect de normes d'occupation de l'espace « à l'occidentale » correspond à l'image que ces commerces souhaitent renvoyer à leur public-cible : le sérieux, le professionnalisme et la qualité supérieure de leur service. Le fait de se trouver dans des constructions à étage participe de cette même logique, la rareté de la verticalité à Ouagadougou confinant à une certaine distinction. C'est le cas de tous ces commerces (le magasin *Woodin* et la boutique *Canal +* se trouvent même dans des immeubles encore en construction dépassant les six étages), à l'exception du *Bar'K*, qui se distingue néanmoins par son architecture et par son bar en « roof top » qui participe de son succès.

Autour de ces éléments permanents se structure un réseau de commerces « temporaires » (même s'ils sont là quotidiennement). Il s'agit de tabliers* de cigarettes ou de restauration (une table ou un petit établi qui reste en permanence). Le fonctionnement de ce type de commerce dépend des commerces permanents et de leur clientèle, ce que nous illustrerons lors du point suivant sur les maquis*. De même, la vente ambulante est présente presque toute la journée sur la rue. Si certains de ces vendeurs ne font que passer, comptant sur la clientèle spontanée des passants (un vendeur d'eau qui peut se faire héler à tout moment), la plupart fonctionnent également en réseau avec

[127] S'il est difficile d'affirmer que les maquis* à Ouagadougou sont « rares », le *Boulougou Bar* comprend plusieurs caractéristiques qui en font un maquis* particulier, comme j'aurai l'occasion de le détailler plus loin dans le chapitre. Il en est de même pour le *Bar'K* que j'évoque un peu plus bas.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

certains commerces permanents, négociant leur droit de passage au sein de ceux-ci et dépendant de leur clientèle. Là aussi, nous allons décrire ce fonctionnement en nous arrêtant sur les maquis*.



Figure 27 : l'avenue G. Ouedraogo (angle 1) - 7h (photo : F. Lefebvre)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 28 : l'avenue G. ouedraogo (angle 2) - 13h (photo : F. Lefebvre)



Figure 29 : L'avenue G. Ouedraogo (angle 2) - 15h (photo : F. Lefebvre)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Nous voyons, en tout cas, que la diversité des pratiques au sein de la rue est fortement liée d'une part à la diversité du bâti, et d'autre part aux temporalités particulières de la rue. Se dessine un système des pratiques de la rue évolutif, donnant lieu à des appropriations ponctuelles et sans cesse négociées des espaces.

MAQUIS DE JOUR, MAQUIS DE NUIT : TEMPORALITES QUOTIDIENNES ET NEGOCIATIONS DE L'ESPACE DE LA RUE

G. Balandier expliquait que les bars de Brazzaville « étaient l'endroit le plus commode pour avoir une multitude d'informations » (cité dans Copans, 1997 : 113). La présence de trois maquis* dans notre rue de Koulouba offre en tout cas une lecture de la diversité des pratiques qui se jouent ici. Nous verrons que l'analyse du rôle des maquis* sur l'avenue Guillaume Ouedraogo nous donne les jalons qui structureront notre analyse de la rue.

Le maquis*, terme utilisé en Afrique francophone, essentiellement au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, désigne un petit café-restaurant populaire, parfois dancing, la plupart du temps installé sous forme de terrasse donnant directement sur la rue, attenante à un local plus ou moins grand. Il propose des boissons et plats à des prix souvent abordables, et dispose parfois d'une télévision, ou diffuse de la musique, voire accueille des orchestres[128]. La comédienne burkinabè Aminata Diallo Glez décrit ainsi le maquis* : « les maquis*, en fait, c'est des endroits très récréatifs, parce que vous savez, il fait très chaud à la maison, donc on a besoin de sortir le soir, après le travail, de boire une bière bien fraîche. C'est un endroit de rencontre, c'est un endroit de discussion… »[129]. Prenant des formes et des importances diverses, le maquis* reste essentiel dans les pratiques urbaines au Burkina Faso. En effet, les gens de tous milieux s'y côtoient, et le nombre de ces établissements ainsi que leur forte présence

[128] Le matériau scientifique relatif au maquis* est peu abondant, si bien que l'on ne se contentera que d'une vague histoire du lieu. L'étymologie du terme, à l'origine exacte difficile à éclaircir, renvoie sans doute à l'aspect clandestin des premiers maquis*, souvent aménagés dans des cours privées, à l'écart de la rue, et en marge des réglementations sur les débits de boissons et la restauration. On y consommait notamment des viandes « de brousse » prohibées issues du braconnage (ce qui est encore possible dans certains maquis*). Le maquis*, terme peut-être popularisé par les colons, renverrait donc au paysage de végétation touffue ayant abrité les mouvements de résistance. Cet aspect clandestin n'est clairement plus central dans le maquis* ouagalais aujourd'hui, même si persiste une tenace impression d'informel. Le maquis* à Ouagadougou est aujourd'hui connu de tous, déclaré aux autorités pour une bonne part, et surtout la plupart du temps entièrement ouvert sur la rue. De l'étymologie d'origine reste donc l'aspect de refuge, un espace sociologiquement propice à l'ouverture d'une marge. Par extension, et dans le même champ lexical de référence, les clients des maquis* sont parfois désignés au Burkina Faso par le terme de *maquisards*.

[129] Webdocumentaire « 50 ans d'indépendance » : http://afrique.arte.tv/#/trip/BFA/2715/

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dans la culture burkinabè sont autant de preuves de leur popularité, même si certains maquis* peuvent attirer une clientèle spécifique, éventuellement par des choix de spécialisation (musique diffusée, tarifs pratiqués, etc.).

Le maquis* est un type d'entreprise de restauration cherchant à conserver une position intermédiaire sur de nombreux points. Il doit offrir des prestations supérieures aux tabliers* de restauration pour justifier des prix bien plus élevés tout en subissant la forte pression de la concurrence des autres maquis*. En outre, c'est un établissement qui occupe un espace de manière permanente, mais qui négocie sans cesse pour s'adapter aux évolutions quotidiennes de la rue : terrasse qui déborde, vendeurs ambulants qui y colportent, parqueurs* qui s'installent et s'en vont au fil de la journée, etc. Ces caractéristiques correspondent à la description du maquis* ouest-africain comme une aventure entrepreneuriale paradoxale, répondant à des logiques marchandes de rentabilité classiquement attachées à toute entreprise privée, en parallèle dans un continuum de pratiques et de représentations donnant sens à des structures communautaires (Leimdorfer, 2008). Le maquis* est en cela un pivot de l'ordre social de la rue à Ouagadougou, et en ce sens, il apparaît intéressant de s'y pencher pour étudier la rue.

L'avenue Guillaume Ouedraogo compte trois établissements qui peuvent revendiquer l'appellation « maquis* ». Pour autant, chacun de ces maquis* est différent, tant dans son organisation que dans sa clientèle :

- Le *Boulougou Bar*, anciennement *Poulets légendaires du Boulougou*, est une institution. On dit qu'il s'agit d'un des plus vieux maquis* de la ville, qu'il serait ouvert depuis les années 1950. L'information est difficile à vérifier avec précision : le gérant n'est pas facile à rencontrer, et il m'aurait fallu un méticuleux et incertain travail d'archiviste pour confirmer cela. Toujours est-il qu'aucun des clients, qui peuvent être assez âgés, ne semble se souvenir d'un Ouagadougou sans le *Boulougou bar*. J'ai mené une observation spécifique sur ce lieu, ce qui explique que je dispose de plus de données à son sujet que pour les autres maquis* de la rue.

  Le lieu est ouvert 7 jours sur 7, midi et soir, mais l'ambiance générale y varie beaucoup selon l'heure d'ouverture. Le *Boulougou bar* fonctionne finalement selon des règles proches de celles de nombreux maquis* de la ville, mais détient indéniablement une position privilégiée de maquis* « historique », qui lui apporte une clientèle et une réputation à l'échelle de toute la ville, et une prospérité certaine mais loin d'être ostentatoire
- Le *Repère*, situé un peu plus haut dans la rue, sur le même côté que le *Boulougou Bar* est un « bar climatisé », c'est-à-dire qu'il dispose d'une salle équipée de la climatisation. Il s'agit d'un maquis* relativement populaire depuis quelques années, prisé par la jeunesse Burkinabè.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

C'est essentiellement un bar de nuit, ouvert jusque tard[130], qui diffuse les tubes ivoiriens à la mode. Il jouit d'une image ambigüe, sa réputation étant ternie auprès des habitants par les histoires de drogue et de prostitution[131] Si son allure sombre et sa fréquentation n'en font clairement pas un maquis* destiné à une clientèle privilégiée, la climatisation et la présence dans le fond de la salle d'un billard élimé le distingue des maquis* dansants classiques.

- Le *Bar'K*, fondé par un Français, et qui a connu plusieurs propriétaires français, diffère sensiblement des deux précédents maquis*. Sa décoration soignée, sa programmation musicale et son menu plus diversifié qu'ailleurs attirent une clientèle d'expatriés et de Burkinabè au capital économique et culturel important, souvent liée au réseau personnel étendu des propriétaires[132].

Il apparaît donc que les trois maquis* présents sur la portion de rue étudiée, se tenant tous sur une centaine de mètres, recouvrent trois « mondes », trois types de pratiques à la fois différents mais qui pourtant se recoupent parfois et ne s'ignorent pas. Autour de ces maquis* s'organise une vie diurne et nocturne particulière.

Dans notre typologie, le maquis* relève du permanent ou du semi-permanent. Il occupe en général un espace relativement bien défini, mais sa terrasse peut dans certains cas déborder sur l'espace de la rue. Sur les trois maquis* de la rue étudiée, deux (le *Boulougou bar* et le *Bar'K*) cantonnent leur terrasse à un espace restreint, se distinguant du reste de l'espace par des limites claires : un pavage de la terrasse qui la différencie de la terre battue de la rue, ou du mobilier (pots de fleurs, barrières). Le *Repère* occupe lui un espace plus incertain, en négociation permanente avec l'espace de la rue. Les tables et les chaises semblent posées à même la terre battue de la rue. Malgré cela, l'espace occupé par la terrasse reste peu ou prou le même d'un soir sur l'autre, et est suffisamment limité pour ne pas gêner la circulation. Il répond donc en quelque sorte à des règles tacites d'organisation de la rue. Pour compléter ce point sur l'extension spatiale des maquis*, il faut préciser que la clientèle requiert dans la plupart des cas une part d'espace extérieure au maquis* : celui nécessaire au parcage des véhicules. Le *Boulougou Bar* a son propre système de parking, géré par un ou deux employés indépendants – les *parqueurs*[133]* – s'étant arrangés avec le maquis*, de jour comme de nuit. C'est également le cas du

[130] Si les horaires sont variables, il n'est pas rare de le voir encore ouvert à quatre heures du matin.
[131] Il est difficile d'être affirmatif à ce sujet, et de distinguer dans cette réputation autre chose que des rumeurs. Je n'ai en tout cas pas trouvé mention d'affaires entourant ce maquis* dans la presse burkinabè.
[132] La communauté française à Ouagadougou reste relativement réduite (moins de 3000 personnes) et une grande partie fréquentera les mêmes lieux, a fortiori quand ceux-ci sont tenus par des membres de la communauté.
[133] Le parking à deux-roues constitue un élément caractéristique du paysage urbain ouagalais, avec ces alignements rectilignes de véhicules, éventuellement recouverts de cartons pendant la journée pour les protéger

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Bar'K (mais le parking est ouvert moins longtemps, uniquement le soir comme le bar). Le *Repère* ne possède pas de *parqueur** attitré, et ses clients garent leur moto au parking du *Bar'K*, et plus rarement du *Boulougou Bar*, un peu plus éloigné (cf. figure 10, le parking est à droite de la photo).

Les possibilités d'accès à un maquis* peuvent varier selon le moment de la journée, notamment en termes financiers. Le *Boulougou Bar* n'est pas le même le midi ou le soir. La clientèle varie, le prix de la restauration également. On peut aisément se restaurer le midi pour moins de 1000 FCFA, avec quelques brochettes et un plat de frites. Le soir, plus de brochettes mais du poulet « bicyclette » qui fait monter la facture au-delà des 3000 FCFA. Ainsi, « la restauration populaire se serait […] développée en couvrant un large éventail de la demande sociale de consommation alimentaire » (Akindès, 1991 : 174). Le maquis* maximise sa clientèle en adoptant son offre aux différentes temporalités des pratiques de la rue. La variabilité des prix dépend également de la pression de la concurrence. Le grand nombre de points de restauration ouverts à différents prix au cours de la journée pousse les maquis* tels que le *Boulougou Bar* à maintenir des prix réduits, alors que le soir, ce même maquis* peut aisément monter ses prix, tout en restant concurrentiel par rapport au *Bar'K*, seul grand point de restauration voisin[134].

Si certains clients du midi peuvent renoncer à revenir le soir pour des raisons financières, il règne malgré tout une ambiance générale de consommation ostentatoire, quel que soit le moment de la journée. Les clients du midi que j'ai pu observer ne comptent pas leurs sous pour leur repas, et complètent d'ailleurs leur menu avec des boissons, souvent alcoolisées, qui font grimper la facture. On sert au *Boulougou* de la bière à la pression, chose rare pour un maquis*. Celle-ci, plus chère qu'en bouteille, constitue un produit ostentatoire de distinction. Nombreux sont les clients qui passent beaucoup de temps à discuter avec leurs amis ou le personnel, en multipliant les petites ou grosses dépenses auprès des vendeurs ambulants. En effet, ceux qui y ont été autorisés défilent en terrasse ou dans la cour intérieure pour y proposer une incroyable diversité de produits : alimentation (des mangues au quartier de bœuf), quincaillerie, billets de loterie, littérature, journaux et jeux de société, jouets pour enfants, téléphonie mobile, etc. Il s'agit d'un lieu de commerce et d'échange autant que d'un lieu de restauration et de divertissement.

---

du soleil. Il constitue également une pratique particulière : dans de nombreux endroits, il n'est tout simplement pas possible (selon un usage tacite très respecté) de ne pas confier son véhicule au parqueur*, malgré le coût (entre 50 et 100 FCFA selon l'endroit, tarif qui n'est généralement pas lié au temps de prise en charge). Le commerce est souvent plus ou moins formalisé : le parqueur* s'installe avec l'accord du propriétaire du maquis* le plus proche, et il délivre au conducteur un ticket l'assurant de la prise en charge.

[134] « C'est surtout la forte densité des points de vente qui contraint les artisans de la restauration à réduire le prix de vente au minimum, à la « limite du tenable » en-dessous de laquelle, sauf rares exceptions, ils ne pourront plus descendre. » (Akindès, 1991 : 175).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Si le maquis* répond assurément à la définition du restaurant *populaire*, proposant des plats simples dans un cadre qui ne l'est pas moins, à des prix raisonnables, il n'attire pas pour autant n'importe quel public. Les populations de la rue semblant moins riches préféreront d'ailleurs se restaurer auprès des restaurants mobiles « tabliers* » et des gargotes plus ou moins informelles tenues par les *tanties** au bord de la rue. C'est le cas des petits employés, des ouvriers des chantiers. Parfois des écoliers, mais nombre d'entre eux n'ont simplement pas les moyens de se nourrir hors de leur famille, et jeûneront au cours de la journée : « Le développement de l'alimentation hors domicile contribue, bien involontairement, au renforcement de stratégies individualistes de consommation, et donc à l'accroissement des disparités nutritionnelles entre adultes et enfants, hommes et femmes » (Janin, 2001 : 183).

La rue du centre-ville reste l'espace de l'alimentation hors du cadre familial. S'y restaurer demande donc des moyens. Cela contribue à mettre en place une frontière importante autour des quartiers centraux : y passer la journée demande des ressources financières, ou impose de se priver. En cela, l'espace de la rue révèle les inégalités. Et comme nous l'avons vu plus haut, cette frontière peut parfois n'être pas simplement financière, mais également symbolique. Si le prix de la restauration au maquis* reste accessible à certains[135], les modes de sociabilité ostentatoires qui y ont cours peuvent constituer une barrière supplémentaire. De même, la pratique non-obligatoire, mais valorisée, du pourboire participe de cette même logique. En soirée, se restaurer en dehors du domicile constitue d'autant plus une pratique de divertissement et de sociabilité de loisirs qu'il est rare que les obligations quotidiennes liées notamment au travail nécessitent de se restaurer en extérieur. Cette exclusivité et la hausse des prix de la restauration contribuent à changer les pratiques nocturnes de la rue du centre-ville, qui se réservent dès lors à un public plus restreint. Ce constat ne vaut d'ailleurs pas uniquement pour le *Boulougou bar* : le *Bar'K* et le *Repère* n'étant ouverts qu'en soirée, ils n'attirent qu'un public en quête de divertissement (excluant les travailleurs de la journée).

En face du *Boulougou Bar* se trouve un ensemble de trois boutiques « en dur » qui constitue une sorte de pôle récréatif (derrière le parasol à gauche de la photo, fig. 29). S'y succèdent une salle de jeux (machines à sous essentiellement), un guichet du PMU et un guichet de la loterie nationale. Les clients du maquis* s'y rendent régulièrement entre deux bières au cours de la journée. Le soir, un *tablier** de grillades s'installe devant, et en face, à côté du maquis*, un tablier* vend des salades[136].

[135] Même si un repas à 1000 FCFA reste peu abordable pour une grande partie des habitants. Par comparaison, un plat de riz-sauce ou de *tô** achetées à la *tantie** en bord de route pourra coûter 150 ou 200 FCFA.

[136] Il faut préciser que la restauration de rue n'est pas la même selon le moment de la journée. La journée, les tabliers* proposent en général des plats consistants et peu onéreux (à base de riz ou de haricots), souvent à destination des travailleurs. Les maquis*, particulièrement en soirée, attirent un autre type de restauration, plus associé à la détente et aux soirées festives, à même d'accompagner par exemple la consommation de bières, comme des grillades.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les clients du *Boulougou Bar* – mais également du *Repère* – en sont autant clients que des grillades vendues au sein des maquis*, qui cuisent sur une petite terrasse indépendante à gauche de l'entrée. En somme, les maquis* de l'avenue Guillaume Ouedraogo fédèrent un système de restauration de rue complémentaire de leur propre offre, et celui-ci diffère entre la journée et la nuit. Schématiquement, la restauration de rue de la journée (matin et midi essentiellement) propose des repas à la fois simples et consistants, et surtout bon marché, à destination des travailleurs, écoliers, et autres publics forcés de se restaurer en dehors du domicile familial. La restauration de rue nocturne est, elle, liée au système de divertissement qui s'y met en place, et est plutôt destinée aux fêtards noctambules.

Aux heures les plus chaudes, entre 14 et 16 heures, la ville a l'habitude de s'arrêter. Sur l'avenue Guillaume Ouedraogo, les seuls endroits où une réelle activité subsiste sont la cour intérieure ombragée du *Boulougou Bar*, et les boutiques modernes comme *Faso Café*, *Canal +* ou les pagnes *Woodin*. Le maquis* seul concurrence donc les activités les plus récentes, qui sont calées sur de nouvelles temporalités, plus en phase avec des standards internationaux.

La rue connaît aussi autour de ses maquis* quelques temporalités d'exception. Les maquis* étant des lieux de fête, les soirées du week-end transforment encore l'espace. Au *Boulougou bar*, Les concerts de rumba attirent la même clientèle que la semaine : des Burkinabè d'âge relativement mûr (autour de quarante ou cinquante ans) et de ce que l'on appellerait très improprement la classe moyenne[137] (petits fonctionnaires, commerçants, etc.). Cette clientèle est très majoritairement masculine, sauf le week-end, où les concerts donnent lieu à des jeux de séduction au sein de cette petite bourgeoisie ouagalaise[138].

Le *Repère* est, lui, un maquis* nocturne : son emplacement constitue un espace relativement neutre au cours de la journée, dans le sens où aucune activité diurne ne s'y développe. Nous remarquons seulement quelques deux-roues qui stationnent sur l'emplacement de la modeste terrasse (une ou deux tables et quelques chaises qui sont rangées dans le local durant la journée). Nous avons donc un espace de la rue qui ne s'anime qu'à des horaires précis, et pour un public précis : des jeunes ayant des moyens financiers minimaux pour faire la fête une soirée, sans que nous n'ayons à faire, loin de là, à un lieu prisé des classes supérieures.

---

[137] Ce terme relève d'une facilité de langage liée à l'observation, mais ne recouvre certainement pas une réalité sociodémographique ou statistique cohérente et stable. Les problèmes liés à l'étude de la stratification sociale en Afrique de l'Ouest ont été soulevés très tôt (Mercier, 1954) et ont donné lieu à une littérature pléthorique (Mercier, 1965 ; Rivière, 1975 ; Jacquemot, 2012 ; Nallet, 2015 ; Berrou et alii, 2017). Nous ne rentrerons pas dans le détail de cette question sur Ouagadougou, fautes de données suffisantes.

[138] On observe ainsi des tables composées d'une clientèle exclusivement masculine et d'autres d'une clientèle féminine, qui se retrouvent et se mêlent sur la piste de danse. Plusieurs clients me confirment que beaucoup de veufs et veuves s'y séduisent, et que beaucoup d'autres cherchent des *deuxièmes bureaux*, c'est-à-dire une amante ou un amant.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Enfin, les concerts qui se tiennent sur la terrasse du premier étage du *Bar'K* attirent une population d'artistes, mais aussi des rapports tendus avec les cours familiales environnantes qui se plaignent du bruit. Ils permettent en tout cas au bar de jouir d'une image de lieu culturel d'importance, accueillant parfois des groupes internationaux en tournée[139] et des artistes locaux de renom. En plus des soirées, le *Bar'K* a un temps accueilli un marché bio et un brunch de produits fermiers les dimanches matin, activité socialement située qui relève d'une notable exception à Ouagadougou et correspond aux nouvelles attentes d'une clientèle occidentale ou occidentalisée. Il faut ajouter que cette ouverture du dimanche matin offre une nouvelle temporalité au bar, qui, les autres jours, n'est ouvert qu'à partir de la fin d'après-midi.

Ainsi, les différentes temporalités de la rue peuvent se lire à travers les maquis*, lieux de vie recueillant les nombreux acteurs de la rue au cours de la journée, travailleurs, marchands ambulants, etc. Endormis aux heures les plus chaudes de l'après-midi, quand la rue se vide devant le soleil brûlant, animés mais exclusifs à la nuit tombée, offrant des activités de divertissement à destination de ceux qui peuvent se les offrir, les maquis* sont suffisamment différents pour s'assurer un public socialement homogène.



Figure 30 : L'avenue G. Ouedraogo (angle 2) - 21h (photo : F. Lefebvre)

[139] Lors des festivals *Jazz à Ouaga* et *Rock à Ouaga* qui se tiennent à l'Institut Français, il est fréquent que des groupes invités programment une ou plusieurs dates dans d'autres bars et salles de concerts de la ville, en particulier au *Bar'K*.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Comme nous avons eu l'occasion de le remarquer concernant la restauration de rue ou le parking, les maquis* fédèrent autour d'eux un système d'offre de services assuré par divers travailleurs indépendants. Chaque établissement possède ainsi son propre tablier* de cigarettes et de cartes téléphoniques. Ces systèmes sont d'ailleurs poreux entre eux et organisent un système de circulation dans la rue (uniquement la nuit, lorsque les trois maquis* sont ouverts simultanément) : une partie de la clientèle du *Bar'K* peut par exemple, à la fermeture du bar, se diriger vers le *Repère*, ou acheter des cigarettes au tablier* installé dans la rue. Les boutiques « permanentes » de la rue, mis à part les commerces récréatifs décrits précédemment, ne comptent, elles, pas réellement sur la clientèle des maquis* : le *Bar'K* et le *Repère* n'ouvrent que lorsque les boutiques ferment, et la diversité du défilé des vendeurs ambulants au *Boulougou bar* permet d'acheter tout produit sans se déplacer. Les maquis* sont donc des espaces en négociation permanente avec l'espace de la rue : établissements aux bases fixes et connues, ils agrègent des portions d'espace supplémentaire ou des activités spatialisées temporaires ou ambulantes selon leur évolution au cours de la journée (voire de la semaine, concernant les activités qui s'y déroulent le week-end). Ils constituent en cela des espaces synthétiques des pratiques de la rue dans le centre-ville de Ouagadougou, et en sont logiquement les principaux points d'animation.

Encadré 7 : Les clients des maquis*, fragments d'une observation participante[140] au *Boulougou bar*

J'ai rencontré plusieurs clients au *Boulougou bar*. Diallo est électricien, Félicien est douanier. A une table voisine, Moussa, Amadou et Aristide sont commerciaux. Tous y viennent presque quotidiennement, appréciant d'y retrouver leurs amis. Ils y passent beaucoup de temps, arrivant un peu avant midi et restant parfois jusque 16 heures. Ils y mangent, y boivent beaucoup (bière et whisky), s'y livrent à un jeu de séduction avec les serveuses[141] et y gèrent leurs affaires par téléphone. En trente minutes passées à la table de Moussa, Amadou et Aristide, je les vois acheter un téléphone portable, des jouets pour enfants, un essuie-glace et des arachides. Diallo, lui, achète des billets de loterie et de la pharmacopée traditionnelle aux vendeurs ambulants, et abandonne sa bouteille de bière et ses brochettes quelques instants pour aller parier aux courses à la boutique PMU en face. Le *Boulougou Bar* est plus qu'un simple lieu de restauration, il fait office de lieu de vie pendant quelques heures à de

[140] Il s'agit d'un récit sur une journée, mais issu d'une fréquentation régulière des lieux qui m'a permis d'y faire plusieurs connaissances. Le but de cette observation était surtout d'observer les comportements des clients du bar, tout en discutant avec eux. Elle n'a pas donné lieu à une grille d'analyse précise ou à des entretiens enregistrés, mais essentiellement à des prises de notes a posteriori dans le carnet de terrain.

[141] Toutes des femmes d'âge mûr, leurs tatouages et leurs balafres font que les clients y associent les représentations sociales attachées aux femmes travaillant comme serveuses. Selon plusieurs clients, beaucoup sont d'anciennes prostituées, ce qu'il m'est impossible de confirmer. J'en ai rencontré plusieurs, et je peux simplement dire qu'elles sont souvent migrantes étrangères (Togolaises, Ivoiriennes, Ghanéennes), et en général non-mariées, sans que j'en puisse tirer plus de conclusions.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nombreux clients qui s'y restaurent et s'y divertissent, mais également y travaillent et y réalisent des transactions, profitant de la fraîcheur des lieux[142]. Ceci est sans doute également lié au statut de maquis* « de jour » – il est compréhensible que personne ne travaille au *Bar'K* et au *Repère*, maquis* de nuit – mais il est indéniable que le *Boulougou Bar* centralise une partie des activités de la rue dans toute leur diversité durant une grande partie de la journée (ce n'est pas le cas du kiosque à café, par exemple, dont l'activité est très limitée passé 13h).

Le *Boulougou Bar* en journée constitue plus qu'une simple extension de l'espace de travail. Par les pratiques de consommation ostentatoire qui y ont lieu, l'espace du maquis* permet de se mettre en scène au sein d'un ordre social particulier. Dans une approche interactionniste, nous notons qu'à travers la fréquentation de cet espace sur de longues plages horaires, les clients se reconnaissent, et reconnaissent également la hiérarchie des identités instituées (Ladji, Bazare, 2016). Au sein de ces espaces, le rapport de chacun à la consommation (la capacité à dépenser auprès des vendeurs ambulants, par exemple) organise la mise en scène de figures sociales de la réussite et les règles implicites qui les conditionnent : « chacun a parfaitement conscience de sa place, du statut qu'il représente et duquel il ne doit pas déchoir » (Janin, 2001 : 182).

L'AVENUE GUILLAUME OUEDRAOGO : LE CENTRE-VILLE DELAISSE PAR LE POUVOIR ?

Notre étude du maquis*, couplé à notre observation de la rue, fait ressortir la grande diversité des fonctions et surtout des usages sur l'avenue Guillaume Ouedraogo. Si le fait de retrouver des fonctions commerciale et résidentielle n'est pas si étonnant (nous le retrouvons également dans la rue de la ZACA, et globalement, cette coprésence est la norme à Ouagadougou), la coprésence de bâtiments à destination de publics fort différents est notable. Concernant la restauration et le divertissement, on retrouve autant un maquis* à la fois classique et emblématique de Ouagadougou, le *Boulougou Bar*, presque le modèle même du maquis* ouagalais, un maquis* « amélioré », le *Bar'K*, destiné à une clientèle plus internationale, un bar climatisé, le *Repère*, à la fois plus populaire et destiné à la jeunesse festive ouagalaise, un kiosque à café destiné à une clientèle diurne et populaire et de la restauration de rue « sur tablier* » comme on peut en retrouver dans presque chaque quartier de Ouagadougou. Au niveau des commerces de détail, on retrouve autant des boutiques classiques comme partout ailleurs en ville (quincaillerie, cartes téléphoniques, poissonnerie, etc.), des marchandises rares (grossistes en cigarettes, boutiques de vêtements) et des commerces plus chics destinés à attirer une clientèle fortunée venant de toute la ville (boutique de cafés, magasins de pagnes « Wax », etc.). Cette diversité fait qu'une population extrêmement plurielle est amenée à fréquenter la rue.

[142] Fait rare pour un maquis*, le *Boulougou Bar* dispose de nombreux ventilateurs, et d'un groupe électrogène qui permet de pallier les nombreuses coupures d'électricité.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Le dynamisme économique de la rue témoigne d'une forte circulation du capital sur cet espace. En cela, la rue de Koulouba répond à notre définition du centre-ville. On y lit à la fois la concentration et la suraccumulation. Le bâti, les fonctions, les usages et usagers y sont divers et variés. Mais il manque un élément essentiel de la définition du centre-ville que l'on retrouve pourtant avec évidence sur la rue de la ZACA : la stratégie du pouvoir y est bien peu lisible. Il s'agit là d'une rue annexe et peu entretenue d'un quartier qui voit ses fonctions de pouvoir le déserter une à une[143]. Cette rue mêle un dynamisme économique et une forte mixité d'habitants dans la poussière d'un six-mètres* cabossé. Les rares aménagements de l'espace public y sont laissés à l'initiative privée, comme pour le pavement des parkings devant l'immeuble de Canal + et son voisin du magasin de pagnes. Si des brigades municipales de balayage de la rue sont assez actives dans de nombreuses parties de Ouagadougou, cette tâche semble ici assurée par les habitants de la rue et les boutiquiers.

L'acte de « conception » de la rue apparaît beaucoup moins visible ici que sur la ZACA. Le rôle du pouvoir y semble plus diffus. La voirie, initialement goudronnée, est laissée à l'abandon depuis longtemps et est en très mauvais état, les habitants prennent en charge une partie des aménagements[144] et les appropriations semi-privées de l'espace y sont faciles et nombreuses. Ainsi, les commerces et services s'étendent facilement sur la rue : le quincailler expose ses produits encombrants en extérieur, le mécanicien peut stationner les deux-roues qu'il répare sur la voirie devant son atelier, le tenancier du kiosque à café installe devant son commerce une table et une bassine pour y laver sa vaisselle (cf. figure 11). Derrière l'effacement de l'État s'ouvre dès lors un espace d'appropriation par les habitants. Il y a donc un hiatus entre le dynamisme de la rue et le désinvestissement des pouvoirs publics à son encontre, qui permet de souligner la dimension profondément paradoxale de la politique urbaine à Ouagadougou : les pratiques et représentations des habitants semblent sensiblement opposées à celles de l'État.

[143] Le déménagement vers Ouaga 2000 de l'ambassade des États-Unis, qui occupait un vaste complexe dans le quartier, a fait apparaître de nouvelles rues et de nouveaux espaces.
[144] Par exemple, boucher les nids-de-poule avec des cailloux que le passage des voitures finit par tasser.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Figure 31 : L'avenue G. Ouedraogo (angle 1) - 11h (photo : F. Lefebvre)

L'avenue Guillaume Ouedraogo est indéniablement une rue de centre-ville par la concentration de ressources rares et la diversité de ses activités. L' « innovation » urbaine y est visible, mais visiblement de plus en plus socialement ségréguée (brunchs du *Bar'K*, magasin franchisé *Nespresso*, etc.), ce qui témoigne des logiques du centre-ville, que la hausse des prix vide progressivement de ses vieilles familles. Les appropriations récentes les plus visibles de la rue sont des activités réservées à l'élite, qui se disputent de plus en plus âprement l'espace. L'immeuble de Canal + s'est ainsi doté d'un parking pavé et gardé[145], permettant d'accueillir notamment des voitures dans de bonnes conditions. Cette infrastructure, visible notamment sur l'angle 2 des photographies (au premier plan, sur la gauche), a investi un espace important de la rue et limité les appropriations ponctuelles par d'autres activités (parcage anarchique des clients du *Boulougou Bar* qui lui fait face, par exemple). De même, sur l'angle 1, les appropriations de l'espace par le mécanicien ou le boutiquier se trouvent potentiellement menacées par l'extension des parkings des commerces et services les plus proches (*Brussel Airlines*, boutique de cafés, assurances SONAR, etc.). Néanmoins, si les conflits spatiaux s'étendent (le conflit de voisinage lié aux nuisances sonores du *Bar'K*, par exemple), ils restent relativement limités, ce qui doit également être mis en perspective avec la faible présence de l'État que nous mettions en évidence plus haut. Ces différentes appropriations semblent malgré tout avoir lieu selon un jeu subtil de

[145] Il était tout juste achevé lors de mon premier terrain en 2014.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

négociations entre les différents acteurs de la rue, qui jusqu'à présent prend soin de n'interdire aucune pratique potentielle de l'espace.

En somme, les inégalités bien visibles à travers les différentes capacités d'appropriation de la rue sont pour l'instant inscrites dans une continuité socio-urbaine qui en assure l'apparente légitimité.

2.3. Le centre-ville vécu : une approche comparative des deux observations.

Quels éléments peut nous apporter la confrontation de nos deux études de rue ? Pour fournir des premiers éléments de réponse, j'ai effectué un comptage sur les photos de certaines caractéristiques spatiales, comme le nombre de personnes, leur genre, ou les moyens de transport utilisés. Il s'agit ici d'un simple traitement succinct des informations compilables sur les photos issues des observations de la rue. Celui-ci doit nous permettre de produire une comparaison de la rue sur certaines variables statistiques.

Pour l'avenue de l'UEMOA :

Tableau 2 : Avenue de l'UEMOA, angle 1 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015)

Rue 1/Angle 1	Nb. de personnes	Dont hommes	Dont femmes	Dont enfants	Dont à pied (ou arrêté)	Dont à vélo	Dont en deux-roues motorisé	Dont en voiture	Nombre de deux-roues garés	Nombre de voitures garées
7h	4	2	2	0	0	2	2	0	3	7
9h	10	10	0	0	6	0	4	0	1	16
11h	4	4	0	0	2	1	0	1	1	17
13h	10	9	0	1	7	1	1	1	1	13
15h	2	1	1	0	2	0	0	0	2	16
17h	7	6	0	0	3	0	3	1	2	15
19h	1	0	0	0	0	0	1	0	2	5
21h	5	3	0	0	3	0	1	1	0	3

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau 3 : Avenue de l'UEMOA, angle 2 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015)

Rue 1 / Angle 2	Nb. de personnes	Dont Hommes	Dont femmes	Dont enfants	Dont à pied (ou arrêté)	Dont à vélo	Dont en deux-roues motorisé	Dont en voiture	Nombre de deux-roues garés	Nombre de voitures garées
7h	5	5	0	0	1	0	4	0	2	2
9h	9	9	0	0	3	0	5	1	8	9
11h	8	7	1	0	5	0	2	0	18	11
13h	4	3	1	0	2	0	1	1	10	10
15h	11	10	1	0	8	0	2	1	15	9
17h	25	23	2	0	17	1	4	3	21	18
19h	7	7	0	0	6	0	1	0	11	7
21h	5	4	1	0	2	1	1	1	1	2

Pour l'avenue Guillaume Ouedraogo :

Tableau 4 : Avenue Guillaume Ouedraogo, angle 1 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015)

Rue 2 / Angle 1	Nb. de personnes	Dont Hommes	Dont femmes	Dont enfants	Dont à pied (ou arrêté)	Dont à vélo	Dont en deux-roues motorisé	Dont en voiture	Nombre de deux-roues garés	Nombre de voitures garées
7h	14	10	3	1	8	2	4	0	13	1
9h	19	15	3	1	7	2	9	1	16	6
11h	8	7	1	0	4	0	3	1	17	13
13h	17	12	4	1	6	3	8	0	7	11
15h	12	6	5	0	10	0	1	1	21	10
17h	21	18	3	0	17	1	3	0	19	13
19h	4	4	0	0	1	0	1	2	?	?
21h	3	3	0	0	2	0	1	0	?	?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Tableau 5 : Avenue Guillaume Ouedraogo, angle 2 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015)

Rue 2 / Angle 2	Nb. de personnes	Dont Hommes	Dont femmes	Dont enfants	Dont à pied (ou arrêté)	Dont à vélo	Dont en deux-roues motorisé	Dont en voiture	Nombre de deux-roues garés	Nombre de voitures garées
7h	11	8	3	0	7	0	3	1	7	1
9h	28	21	7	0	14	0	13	1	18	8
11h	16	14	2	0	6	0	9	1	13	12
13h	11	4	5	1	8	2	0	1	13	16
15h	18	14	2	1	13	0	4	1	7	16
17h	20	15	4	1	15	1	3	1	10	15
19h	3 ?	2 ?	1 ?	0	3	0	0	0	16 ?	18 ?
21h	9 ?	6 ?	3 ?	0	8 ?	0	1 ?	0	20 ?	6 ?

Toute comparaison n'est pas pertinente et la qualité de nos photos fait qu'il est difficile de faire en sorte que chaque information soit d'une absolue précision. Il est possible d'oublier sur une image un individu, de ne pas bien distinguer le genre d'un automobiliste ou de ne pas correctement dénombrer les deux-roues garés sur un parking. L'objectif ici n'est pas de proposer une analyse quantitative stricte, mais de mettre en évidence certains des phénomènes les plus parlants et visibles : par exemple, le ratio de présence entre hommes et femmes[146]., ou la présence des voitures par rapport aux deux-roues selon que l'on se trouve sur la ZACA ou à Koulouba[147].

Quelles sont donc ces grandes tendances que je peux dégager, confirmées par nos observations ?

- Les femmes apparaissent en large sous-nombre dans l'espace public de ces deux rues. La présence des femmes dans l'espace de la rue doit nous permettre de rappeler que la rue africaine surreprésente les catégories de populations en situation de domination : « la rue est

[146] Il serait néanmoins hâtif d'en faire une règle concernant l'espace public urbain au Burkina Faso qui serait bien vite infirmée par une observation d'autres quartiers, ou d'un marché par exemple, où le ratio entre les sexes y est souvent bien plus équilibré. D'ailleurs, notre enquête quantitative en centre-ville, sur un total de 176 enquêtés au hasard sur deux points proches du marché Rood Woko, donne un ratio de plus de 32 % de femmes. Les observations faites valent donc pour ces deux rues de centre-ville uniquement.

[147] Il faut toutefois garder une distance critique avec les chiffres des tableaux, certains pouvant être infirmés par une observation plus longue. Ainsi, on ne peut pas dire que sur l'angle 2 de la rue 2, il y a eu une soudaine inversion du ratio voiture / deux-roues entre 13h et 19h (même si la présence croissante des voitures est un élément intéressant) ; une ou deux voitures garées à un mauvais endroit peuvent occulter tout un parking de deux-roues du champ de vision. Malgré tout, un tel décompte permet d'illustrer efficacement certaines tendances de fond, telles que la moindre présence des femmes dans l'espace public.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'autant plus un lieu de vie que l'on est en situation de précarité sociale et économique » (Janin, 2001 : 181-182). Pour les femmes, mais également les jeunes par exemple, l'espace de la rue est l'espace de la liberté, loin de la tutelle des hommes et des aînés. Elle est « le lieu où se concrétise la quête d'indépendance économique et où s'entretiennent les relations » (*ibid.* : 181). Ajoutons que la réussite personnelle dans les villes ouest-africaines est souvent associée à l'insertion dans des réseaux (Bidima, 2000), qui n'est possible que par l'accès aux espaces de rencontres qu'offre l'espace public. Cette vertu potentiellement émancipatrice de l'espace de la rue explique d'ailleurs peut-être en partie la moindre présence des femmes, qui ont à conquérir sur leur quotidien cet accès aux espaces de liberté. Sur la portion de rue étudiée en particulier, les espaces de rencontre facilement accessibles aux femmes sont rares. Les femmes les plus visibles sur l'avenue Guillaume Ouedraogo sont les membres de la cour familiale, certaines clientes de boutiques (poissonnerie pour les moins aisées, quelques femmes des classes supérieures fréquentant les boutiques d'élite telles que *Faso Café* ou *Woodin*) et les employées de maquis* ou tenancières de tabliers* de restauration (brochettes en face du *Boulougou Bar*, salades attenantes à celui-ci). Les quelques femmes visibles sur l'avenue de l'UEMOA sont essentiellement des passantes, les principaux occupants de la rue (ouvriers et employés de commerce) étant largement masculins[148].

- Même s'il ne faut pas surinterpréter les chiffres, le nombre systématiquement important de véhicules automobiles semble rappeler que nous sommes bien en centre-ville. Une observation d'un quartier plus populaire ou plus lointain ne donnerait sans doute pas les mêmes résultats. Signalons que les espaces de parcage spécifiques à ces véhicules sont rares, comme de manière générale dans les rues de Ouagadougou. Ils choisissent souvent un stationnement anarchique sur les bords de la chaussée, empiétant sensiblement sur l'espace réservé à la circulation. Toutefois, les commerces se destinant à l'accueil d'habitants issus des classes supérieures, les plus susceptibles de posséder une automobile, ont souvent mis en place des parkings spécifiques, délimités et gardés : c'est le cas de *Canal +*, des pagnes *Woodin*, des assurances *SONAR* ou de l'immeuble regroupant *Brussels Airlines* et la boutique *Faso Café* sur l'avenue Guillaume Ouedraogo. Sur l'avenue de l'UEMOA, la plupart des immeubles ont aménagé des espaces dégagés sur leur devanture permettant aisément le stationnement des

[148] Signalons également la perte d'autonomie qu'ont constituées les destructions liées à la ZACA et le déguerpissement des anciens quartiers pour les femmes. Comme le souligne, A. Biehler, les femmes anciennement résidentes dans le quartier étaient « très actives dans le commerce informel et […] profitaient de la position centrale du quartier en pratiquant la vente ambulante, la confection et la vente de repas » (Biehler, 2006 : 70) et ont donc eu à subir la perte de leur activité, qu'il leur a été difficile de réactiver dans leur nouveau quartier. On note donc encore une fois à quel point la rue, et *a fortiori* la rue de centre-ville, constitue une ressource importante, dont la privation (voire la privatisation) entraîne mécaniquement une marginalisation.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

véhicules automobiles. Ainsi, même si la voiture reste l'apanage d'une minorité à Ouagadougou, et que cela se ressent dans les infrastructures qui lui sont dédiées, l'importance relative de ces dernières sur les rues étudiées démontre que nous avons affaire à des espaces qui s'ouvrent aux propriétaires de ces véhicules. La présence de parking dédiés aux automobiles (couplée par exemple, concernant l'avenue de l'UEMOA, à l'absence de grands parkings de deux-roues) est une marque forte du public souhaité sur l'espace public. En outre, la forte emprise spatiale des espaces dédiés à la voiture réduit mécaniquement l'espace dédié aux autres pratiques de déplacement qui concernent l'écrasante majorité des habitants. Toutefois, la coprésence de telles pratiques et de tels publics pousse ces derniers à se conformer à certaines règles tacites assurant la cohabitation. Cela peut passer par des échanges marchands, comme ceux liés au gardiennage « non-officiel » des voitures, assuré par des jeunes hommes (Morelle, 2006).

- La fréquentation de la rue de la ZACA apparaît largement diurne, correspondant plus ou moins aux horaires de bureau. On y trouve peu de monde passé 19h, contrairement à la rue de Koulouba (cette information, difficilement visible sur les photographies de nuit, est confirmée par nos observations). Cette observation est logique du fait de la quasi-absence de lieux dédiés à la vie nocturne sur la ZACA, contrairement à l'avenue Guillaume Ouedraogo. Les temporalités propres à chaque rue sont donc foncièrement différentes. Passé 19h, la portion étudiée de l'avenue de l'UEMOA n'est quasiment plus qu'un espace de passage. Même le fait de l'emprunter pour contourner la circulation du centre-ville (ce qui est fréquent en journée) est beaucoup plus rare, le trafic général de la ville étant plus limité. L'avenue Guillaume Ouedraogo vit quant à elle une sorte de seconde journée à partir de 19h, avec de nouveaux publics et de nouvelles règles d'occupation et d'appropriation de l'espace.
- De manière générale, et conséquemment, la rue de la ZACA apparaît bien moins fréquentée que la rue du *Boulougou Bar*. C'est la conséquence logique de sa situation de rue « en chantier », inachevée. A ceci près que la rue de Koulouba semble elle en évolution permanente. Les chantiers nombreux (dont des immeubles en construction sur la courte portion étudiée) n'empêchent pas la rue d'évoluer, et les pratiques de se renégocier en permanence – même si les appropriations de l'espace par les catégories les plus pauvres de la population sont tendanciellement plus difficiles, face à la normalisation et la privatisation de l'espace qui caractérisent les nouvelles pratiques.

Le graphique suivant permet de visualiser la comparaison entre les deux rues concernant les individus présents sur les photos (chiffres tous angles confondus). Surtout, il nous permet de mettre en relief les temporalités particulières des rues du centre-ville :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

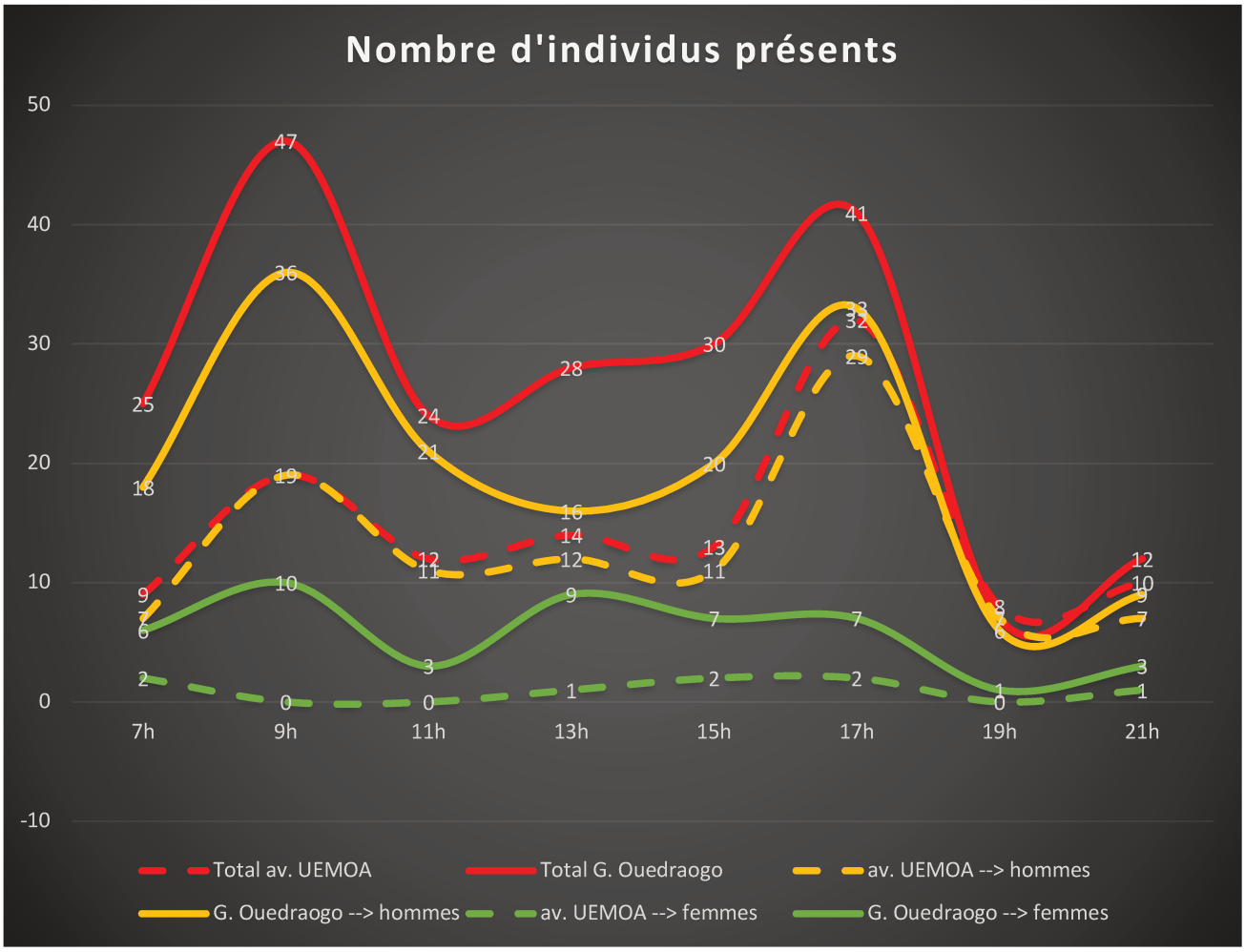


Figure 32 : Graphique comparatif du nombre d'individus comptabilisés sur l'avenue de l'UEMOA et sur l'avenue Guillaume Ouedraogo au cours de l'enquête, selon l'heure de la journée (F. Lefebvre, 2019)

Nous repérons aisément les pics de fréquentation aux heures de pointe, entre 8h et 10h du matin, et entre 16h et 18h. Nous constatons une baisse sensible de fréquentation de la rue aux heures les plus chaudes, ainsi que la nuit (même si les clients des maquis* de l'avenue Guillaume Ouedraogo ne sont pas forcément visibles sur les photos). Le graphique nous confirme également ce que nous notions plus haut : il y toujours plus de monde sur l'avenue G. Ouedraogo que sur celle de l'UEMOA.

La présence ultra-minoritaire des femmes est également bien visible. Étrangement, on note une hausse du nombre de femmes (au moins sur l'avenue Guillaume Ouedraogo, les effectifs féminins de l'avenue de l'UEMOA étant bien trop faibles pour que leur variation soit significative) aux heures les plus chaudes (12h-17h), dynamique inverse à celle des hommes. S'il peut s'agir d'un hasard statistique dû au moment de l'observation (les effectifs restent faibles), cela signifie aussi que les femmes, souvent moins intégrées au marché du travail, et donc moins soumises aux déplacements pendulaires des heures de pointe, travaillent sur des emplois subalternes et invisibilisés d'appui aux autres travailleurs

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(restauration) qui expliquent leur présence sur des horaires décalés, ou cumulent les activités domestiques et professionnelles (Diaz Olvera, Plat, Pochet, 2001 , Calvès, Kobiane, 2014).

L'étude de ces deux rues illustre plusieurs phénomènes intéressants dans le centre-ville de Ouagadougou. En effet, j'ai fait le choix de travailler sur une rue de la ZACA, soit le cœur du centre-ville tel que le désirent les pouvoirs publics. La rue de Koulouba illustre quant à elle ce que l'on pourrait improprement appeler le « vieux » centre, qui reste extrêmement dynamique et dont les activités évoluent très vite. Ces évolutions se font hors du cahier des charges de la ZACA, mais pas pour autant hors de certaines normes urbaines ou influences internationales. Toujours est-il que nous avons une rue sur laquelle le pouvoir est très présent et visible (la rue de la ZACA) et une sur laquelle sa présence est plus diffuse, comme l'illustre l'état de la voirie (la rue de Koulouba). On constate malgré tout une diversité et une intensité des activités inversement proportionnelle à la présence du pouvoir. Il semble donc que l'on ait une véritable opposition entre la ville conçue et la ville vécue.

Néanmoins, cela ne signifie pas que les rapports de pouvoir sont inexistants sur l'espace de la rue. Sur l'avenue Guillaume Ouedraogo, la faible présence de l'État n'empêche pas la confrontation de pratiques de la ville concurrentes. En l'absence d'un cahier des charges strict et de modes de régulation officiels, les différentes appropriations se font selon un mode négocié, mais qui ne dessert que rarement les volontés des acteurs les plus puissants. Sur l'avenue de l'UEMOA, le cahier des charges a évincé officiellement les modes d'appropriation populaire de l'espace, mais ceux-ci se font malgré tout une place de manière transitoire dans les interstices urbains.

LE BATI CONDITIONNE LES PRATIQUES ET L'EVOLUTIVITE DE L'ESPACE.

La question du bâti a semble-t-il particulièrement interpelé les responsables politiques lors du lancement de la ZACA : « le but est d'avoir des immeubles solides, de densifier le tissu urbain » me disait le Directeur général adjoint à l'urbanisme à la Mairie de Ouagadougou (entretien 29/04/2014). « Quand on parle de ville, il faut quand même sentir une densification », complétait l'actuel Directeur général du projet ZACA (entretien 21/04/2016). Le cahier des charges impose les normes nécessaires à cette densification de la ZACA. Il est question dans les documents préparatoires du projet d'un centre-ville « majestueux par les dimensions, riche par les matériaux »[149]. Comme nous l'avons vu, Ouagadougou veut en quelque sorte sa *skyline*. Toutefois, si la ZACA se distingue du reste de la ville,

[149] Documents privés L. Pierre.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

c'est plutôt par sa quasi-absence de bâti et sa densité quasi-nulle. Mais même encore peu construit, le projet manifeste sa présence et sa puissance. Il impressionne par la taille de ce néant urbain, si peu reconquis par le formel ou l'informel. Le bâti de la ZACA scande la ville nouvelle qui vient, et participe de l'organisation des pratiques et des temporalités des lieux.

Le bâti de l'avenue Guillaume Ouedraogo est lui caractéristique de la diversité des activités qui s'y déroulent. On y trouve des bâtiments de taille et de « solidité » différentes, qui chacun organise un type de pratiques correspondant. La proximité de ces régimes de pratique autorise les influences mutuelles, l'inattendu, l'innovation, la transgression, dans certaines limites socio-spatiales, ces dernières restant négociables. Ce mode d'organisation de l'espace ne doit pas cacher les évolutions, l'apparition de nouvelles normes plus strictes et la densification avec la construction d'immeubles : si l'espace autour du *Boulougou Bar* organise une partie des pratiques de la rue dans un système socio-spatial incluant les trois maquis*, la vente ambulante ou temporaire (tabliers*), le pôle récréatif ou encore le parqueur*, l'espace autour des immeubles les plus récents (comme concernant l'immeuble de Canal + et son parking pavé) apparaît plus hermétique et moins appropriable, autorisant des pratiques limitées à la fonction de l'immeuble (transactions dans les cadres posés par les gérants des bureaux). Notre portion de rue de Koulouba présente donc à travers son bâti différentes normes régissant des pratiques qui s'enchevêtrent et s'influencent, mais qui n'échappent pas à la privatisation et aux appropriations inégales.

Cette concurrence est également visible dans les temporalités particulières de la ville. Sur l'avenue Guillaume Ouedraogo, le soleil et la chaleur conditionnent fortement certaines pratiques de l'espace, concurrencées par les nouvelles pratiques (boutiques haut de gamme) permises par la climatisation. Les appropriations de l'espace évoluent donc fortement en fonction de l'heure de la journée. Sur l'avenue de l'UEMOA, dans la ZACA, les appropriations temporaires de l'espace dépendent fortement de l'heure de la journée. Les espaces d'ombre apparaissent à la fois comme un refuge et comme le seul espace appropriable par ceux qui pratiquent la rue hors des bâtiments. Mais la climatisation des nouvelles constructions règle plutôt la rue sur des horaires normés d'ouverture des bureaux. La rue s'active à la sortie des bureaux et s'endort à la fermeture de ses derniers. La ZACA est déjà pour une large part sur des standards internationaux d'organisation spatio-temporelle de la rue. En somme, ici encore, la matérialité du cadre bâti (et des contingences matérielles comme la présence de la climatisation) conditionne en partie les pratiques de l'espace, mais les appropriations et les détournements restent possibles selon les expériences quotidiennes (Chelkoff, Thibaud, 1993).

L'espace de la rue dans le centre-ville de Ouagadougou apparaît ainsi évolutif, dépendant à la fois du cadre matériel, de la variété des usages et des publics au cours de la journée et des conditions d'appropriation/négociation de l'espace autorisées par les normes en vigueur. Ces dernières apparaissent bien plus strictes sur la rue de la ZACA, et limitent de fait l'évolutivité de l'espace. L'espace

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

y apparaît plus stable, et l'évolutivité se limite à certains endroits extrêmement localisés, notamment autour des chantiers. Cette stabilité des pratiques fait que la « ressource-rue » apparaît instable : on a vu que les possibilités d'appropriation par les habitants y sont contraignantes et nécessitent des stratégies transitoires de négociation avec les cadres stricts de l'espace (El Sheshtawy, 2008). A l'inverse, sur l'avenue Guillaume Ouedraogo, l'espace urbain n'est jamais fixe et la forme, la fonction et la structure sont en permanence entremêlées et interdépendantes.

En conclusion de ce chapitre, soulignons que l'étude des deux rues souligne l'importance de la simultanéité (Lefebvre, 1968 : 108), « raison suprême » de la forme urbaine (Lefebvre, 1968 : 90), dans la définition de la centralité. Chez H. Lefebvre, la ville se caractérise en effet par la rencontre et la simultanéité d'individus, d'objets, de symboles (*ibid.*). Ici, les deux rues montrent différents publics, différentes fonctions, différentes temporalités, qui témoignent de conceptions différentes de l'urbain.

Ce travail est à mettre en regard avec notre enquête quantitative, qui avait permis de confirmer un certain nombre de caractéristiques du centre-ville. Celui-ci concerne une large part de jeunes adultes masculins très mobiles, qui viennent de quartiers relativement proches. Les activités qu'ils viennent y accomplir sont extrêmement diversifiées, en accord avec la multifonctionnalité de la centralité. Toutefois, une grande partie des liens entre ces habitants et le centre-ville concerne directement ou indirectement le travail. Étudier les rues nous a permis d'embrasser à la fois les activités de ces usagers quotidiens du centre-ville avec les immobiles, ceux qui n'en sortent pas, mais également avec un bâti évolutif, permettant de s'adapter à cette population variée.

Nous avons évoqué le centre-ville comme concentration de ressources, et parlé de la rue dans le centre-ville de Ouagadougou comme d'une *ressource instable*. Comment expliquer ce qu'implique cette notion ? L'espace de la rue apparaît sur les deux rues comme un espace *à prendre*. Les habitants y organisent leur quotidien en y développant des activités. Mais cette manière de s'approprier l'espace ne permet pas d'échapper aux hiérarchies structurant le monde social. L'appropriation des ressources de la rue est donc inégalitaire. Malgré tout, elle permet de remettre en jeu certaines règles, de les discuter plus facilement. Elle permet surtout d'accéder aux ressources urbaines, même de manière indirecte, temporaire, voire clandestine.

Henri Lefebvre parlait de « chaos spatial » propre au processus d'urbanisation capitaliste (Lefebvre, 2000). Selon lui, les profondes contradictions entre ville vécue et ville conçue produisent un espace urbain fragmenté, dont l'unification vient d'en haut, du pouvoir, et de l'articulation de ses propres intérêts : c'est une unité stratégique. Cette contradiction entre les représentations habitantes

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de la ville influencées par cette unité fictive et les pratiques qui en révèlent les contradictions entraînent une situation d'opposition latente et confuse à l'ordre urbain : dès lors, « la situation stagne dans l'interaction grossière et le mélange des "moments" » (Lefebvre, 2000 : 257). Ainsi, chez Lefebvre, ce n'est pas la planification en elle-même qui produit une ville chaotique, car celle-ci traduit une réponse à des intérêts précis, mais c'est la confrontation des pratiques et des représentations contradictoires. Les moments urbains s'en trouvent fragmentés, et ne permettent pas de produire une véritable *vie urbaine*, mais plutôt une *survie* dans des conditions plus ou moins difficiles pour les différentes couches sociales.

C'est cela que traduit la notion d'*instabilité*. Elle exprime essentiellement les difficultés d'appropriation de l'espace pour les habitants : les pratiques des habitants de la rue se heurtent régulièrement aux normes qui y sont imposées par l'État et les opérateurs privés, et s'y développent donc dans des formes de négociations sans cesse renouvelées, et d'appropriations partielles d'interstices urbains. L'appropriation de l'espace y est donc incomplète et temporaire, constamment menacée. Si cette instabilité se ressent sur les deux rues, c'est sur la ZACA qu'elle semble le plus marquée, les contradictions entre *villes conçues* et *villes vécues* apparaissant aigües.

On peut lire dans la rue de Koulouba différentes phases du développement du centre-ville, les différentes pratiques et manières d'être-en-ville qui se superposent. Nous pourrions presque trouver le mécanicien, le poissonnier ou le kiosque PMU dans n'importe quelle rue de la ville. Les maquis*, par leur diversité, sont parfaitement ce que l'on pourrait appeler des maquis* *de centre-ville*. Par exemple, même si le *Boulougou Bar* constitue un concept de commerce de divertissement classique, sa taille et sa popularité en font un maquis* *à part*, dans lequel les clients viennent parfois de loin. Le *Bar'K* est lui un maquis*-restaurant à destination d'une clientèle plus aisée et d'expatriés, on ne le trouverait pas dans n'importe quel endroit. Le siège des assurances SONAR représente un service centralisé pour lequel les clients et employés se déplacent dans toute la ville[150].

Enfin certaines activités y apparaissent comme résolument nouvelles, innovantes, et leur implantation en centre-ville doit se comprendre en ce sens : le magasin de café distribuant des produits Nespresso ou la boutique de tissus Wax haut de gamme. Ces ressources sont d'autant plus réservées à une élite que nous avons vu lors de notre étude quantitative à quel point la distance avec le centre-ville est discriminante : rares sont ceux qui ont les moyens de se déplacer jusqu'à celles-ci.

Simultanéité également des espaces : la rue représente à la fois un lieu de circulation, un lieu de résidence, un lieu de travail, un lieu de rencontre. Différents espaces de la rue sont dédiés à ces usages,

[150] J'ai croisé au cours de l'enquête dans les quartiers une habitante de Dagnoin qui y avait un temps travaillé et qui a pu me confirmer ce point.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

et ceux-ci peuvent se superposer. Ainsi, les marchands ambulants font usage de la rue à la fois comme lieu de passage et lieu de transaction. Certains clients du *Boulougou Bar* y passent une part significative de la journée, y travaillant à distance, se déplaçant uniquement lorsque c'est nécessaire. Ce point a été confirmé par notre enquête quantitative, qui a permis de souligner la grande diversité des raisons de la venue en ville des habitants (commerces, services, rencontres, etc.).

Ce lien entre simultanéité et évolutivité de l'espace souligne donc à quel point les pratiques sont contraintes par l'organisation de l'espace, mais également à quel point celles-ci contribuent en retour à produire l'espace. Ce double mouvement est présent dans les deux rues, mais sous deux régimes différents, qui correspondent à deux conceptions de l'espace public.

Sur la ZACA, l'espace est dédié à l'échange et répond à une organisation transparente mettant à jour clairement la hiérarchie et la fonction des lieux. Cette organisation rend, de fait, *objectif* le rapport de force inégalitaire lié à la pratique spatiale, et donne aux modes d'appropriation des espaces échappant à ce règlement un aspect d'informalité, et une valeur immédiatement politique. Les rencontres y sont menacées par la forme même de la rue. Ainsi, les occupations temporaires y apparaissent comme directement opposées à l'ordre des lieux et au pouvoir, et se font donc avec discrétion et en ménageant des possibilités de fuir ou battre en retrait.

A Koulouba, les règles définissant les conditions d'appropriation de l'espace et d'allocation des ressources de la rue sont moins lisibles et offrent de larges espaces de négociation. L'usage contraint les conditions d'échange, même si les inégalités d'appropriation persistent. La question du pouvoir y reste en suspens et se retrouve plus ouverte, mais à la fois moins tangible. Si l'espace apparaît moins en lui-même comme un acte de pouvoir, les rapports de domination qui s'y font jour obligent les acteurs à adapter leurs pratiques.

Les pratiques des acteurs de la rue sur la ZACA ou à Koulouba pourraient ainsi se lire à la lumière de la distinction stratégie/tactique de M. De Certeau. Celui-ci y définit la stratégie comme le « calcul des rapports de force [devenus] possibles à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir [un propriétaire, une entreprise, une ville, etc.] est isolable [de son] environnement » (De Certeau, 1990 : XLVI). Les pratiques de la ZACA pourraient répondre à cette logique. Mais celles de l'avenue Guillaume Ouedraogo répondraient plutôt à des logiques de tactique, qui, « plus largement contingente et contextuelle, obéit à des relations *non* et *anti*-linéaires et rhyzomatiques – précisément le type de relations dont est faite, pourrait-on dire, la vie des villes africaines à l'ère moderne. Une tactique s'*insinue* […], elle usurpe subtilement le pouvoir » (Roberts, Roberts, 2005 : 181-182). En quelque sorte, la matérialité résolument nouvelle et exogène de la ZACA, en rupture avec la relative continuité historique de la production de la ville (Lefebvre, 1968), instaure de fait l'espace comme un espace de confrontation. Les habitants qui continuent à y pratiquer l'espace le font comme des étrangers dans leur propre ville, n'en reconnaissant plus les murs. Dans le centre-ville *ancien*, ce processus n'a pas été

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

radicalement rompu : les contradictions ne s'y développent pas moins, mais plus lentement, donnant lieu à de nouvelles progressives négociations, néanmoins inégalitaires, des règles d'appropriation de l'espace.

Nous pourrions donc conclure que les différents régimes d'allocation des ressources de la rue que j'ai pu observer dans le centre-ville de Ouagadougou n'épuisent pas la question des inégalités d'appropriation. Il serait hâtif d'analyser l'avenue Guillaume Ouedraogo comme plus égalitaire que l'avenue de l'UEMOA : le positionnement de l'acteur dans son rapport à l'organisation de l'espace y est simplement différent. La rue de la ZACA y rend lisible le pouvoir de l'État et des grands acteurs économiques, pouvoir qui est euphémisé à Koulouba. Nous avons donc ici deux lectures différentes du rapport politique à la ville, et de ce que doit signifier le droit à la ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 6 : La ville perçue : des ressources urbaines inégalement accessibles

Après nous être penché sur les pratiques urbaines dans le centre-ville, nous allons désormais aborder le rôle du centre-ville à l'échelle de la ville entière. Il apparaît en effet comme un espace convoité concentrant des ressources que convoitent de nombreux habitants vivant dans toute la ville. L'étudier en tant que tel, c'est donc se livrer à un jeu de positions spatiales, mais également sociales, c'est-à-dire comprendre comment les habitants se situent et se projettent dans l'espace urbain.

Ce chapitre vise à interroger la cohérence d'une analyse de la ville à travers son rapport centre/périphérie, en réaffirmant que les centralités conservent une existence objective, et participent de la structuration du système de pratiques et de représentations propre à chaque citadin. Nous allons donc étudier ces pratiques et représentations de la centralité en deux temps, en abordant tout d'abord la concentration des ressources urbaines, puis la question des stratégies de placement et déplacement en-dehors du centre-ville.

Ce chapitre doit nous permettre d'insister sur la notion de centralité non seulement en tant que réalité géographique, mais également en tant que cadre d'analyse dialectique de la ville, pivot structurant un système de hiérarchies socio-spatiales. Il s'agira également de clarifier le rapport entre le centre-ville et la centralité. A ce stade, la confusion est compréhensible. Le centre-ville est un présupposé urbain, tant géographique qu'institutionnel : il est un support de l'action publique autant que de l'imaginaire habitant. La centralité ne se définit elle qu'à partir de la connaissance du jeu de positions et de relations qui se joue dans la ville. Nous allons donc partir des représentations du centre-ville – le pôle de centralité le plus *objectif* – pour comprendre ce qu'elles nous disent de la centralité, qui n'est pas nécessairement une zone précisément définie, mais le résultat de relations, de rencontres, en perpétuelle évolution. La centralité émerge de la compréhension des rapports socio-spatiaux.

En ce sens, clarifier la question de la centralité et de son rôle structurant à l'échelle de la ville doit nous permettre de mettre en évidence les inégalités qui se font jour dans le rapport des habitants à l'espace urbain.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. « Là où il y a tout plus, quoi » : la centralité comme concentration de ressources.

1.1. L'attrait du centre-ville : du travail et « de l'espoir ».

Le centre-ville concentre encore assez d'activités pour qu'un grand nombre de Ouagalais ait à s'y rendre quotidiennement, produisant des mécanismes de déplacements pendulaires. Aux heures de pointe, les embouteillages aux différents points d'accès au centre-ville – pont de Tampouy, rond-point de la Patte d'Oie, rond-point des Nations-Unies – témoignent de l'attractivité du quartier et de la permanence de son exceptionnalité : la simple observation semble nous montrer qu'il y a plus de gens qui se déplacent jusqu'au centre-ville que dans tout autre quartier. On ne constate pas d'embouteillages de ce type aux entrées de Ouaga 2000[151] par exemple, même si sa situation géographique et sa desserte peuvent l'expliquer[152].

La référence aux embouteillages à l'entrée du centre-ville et à la manière de les contourner revient d'ailleurs régulièrement dans les entretiens. Selon George, qui vient tous les jours en centre-ville depuis Silmiyiri, au nord :

> « En réalité, quand vous quittez ici à 7h30, vous allez peut-être faire 30 ou 45 minutes rien que sur le pont [de Tampouy]. […] Souvent, quand j'arrive et que je vois que c'est bloqué, je préfère passer par [le pont de Tanghin]. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

Patrice, qui se rend également quotidiennement dans les quartiers centraux, mais depuis la Cité Azimo au sud, abonde dans le même sens :

> « Pour retourner à l'atelier, on n'a pas pris la même voie, parce qu'on avait peur des embouteillages, donc on a carrément fait un détour. Je peux te dire qu'on a mis 45 minutes pour arriver ici, pour éviter les embouteillages » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015).

[151] Signalons ici que les embouteillages en eux-mêmes représentent un phénomène relativement récent à Ouagadougou – il y en avait très peu il y a une vingtaine d'années –, porté par l'accroissement du nombre de véhicules, et particulièrement de la voiture, même si celle-ci reste réservé à une extrême minorité (2 % de la population, « taux qui s'élève avec l'âge vers un maximum de 9 % à 50-59 ans, mais ne commence à apparaître qu'à partir de la trentaine (4 %) », (Boyer, Delaunay, 2017 : 7)). Il est donc notable et à la fois peu étonnant de constater que, dans ce contexte, les points de « bouchons » se soient naturellement cristallisés autour de cette zone. Il s'agit en quelque sorte d'un moyen comme un autre de définir le centre-ville par l'observation.

[152] L'arrivée en centre-ville se fait par des voies parfois étroites qui crée un goulot d'étranglement (typiquement concernant les ponts sur les barrages, mais également les voies qui contournent l'aéroport ou le Premier ministère), alors que Ouaga 2000, construit à l'origine quasiment hors de la ville, a pu se voir relier de manière plus efficace à la trame viaire.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les embouteillages sont déjà une première manière de définir la *centralité du centre-ville* : chacun peut constater à travers eux l'attractivité du quartier, et la difficulté à l'éviter. Certains habitants sont conscients de l'impossibilité pour beaucoup de combiner accession à la propriété et évitement du centre-ville. En ce sens, les embouteillages apparaissent comme un mal nécessaire, et ils savent qu'il leur est indispensable d'adopter un mode de vie adapté. C'est le cas d'Aristide, qui au moment de notre entretien, venait de voir son dossier retenu pour acquérir une mini-villa par location-vente dans les nouveaux logements sociaux[153] de Bassinko, à l'une des sorties nord de Ouagadougou. Travaillant régulièrement en centre-ville, il sait qu'il s'éloigne significativement de son lieu de travail, alors qu'il résidait jusque-là dans la cour familiale à Ouidi, aux portes du centre-ville. Dans son discours, il accepte totalement cette règle du jeu :

> « Il y a des gens qui vivent à Bassinko et qui viennent travailler en ville. C'est comme je te dis : maintenant, ça nous avantage avec le continuum, là. C'est-à-dire qu'actuellement, il y a des nouveaux horaires pour les travaux, tu descends à 14h, c'est journée continue. Ça, ça m'avantage, parce que je sais que je sors, je rentre à la maison, et dès que je rentre à la maison, je ne repars plus au boulot. […] Si je veux manger quelque chose [en centre-ville], je sors et je mange quelque chose à côté, […] c'est même pas un problème. » (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016)

Il espère donc l'amélioration de ses conditions d'accès au centre-ville par l'aménagement de sa journée de travail, mais aussi par l'espoir d'aménagements à venir de l'État :

> « J'aurai peut-être plus de 30 minutes de route, mais ça, c'est parce qu'il n'y a pas encore l'échangeur[154]. Je suis sûr que quand il y aura l'échangeur… Je parle de 30 minutes parce qu'il y a toujours l'embouteillage, là, sur le pont de Baskuy. Parce que je sais que si après, il y a l'échangeur, […] il y aura peut-être des routes pour déboucher plus facilement à Bassinko. A ce moment, peut-être que je te parlerai de 20 minutes pour arriver au centre-ville. » (*ibid.*)

Nous aurons l'occasion de voir plus loin dans ce chapitre que malgré les difficultés liées à la circulation et à la mobilité dans la ville – inégalités d'accès aux transports, quasi-absence de réseau de transport en commun efficace, prix de l'essence – la distance est une difficulté qui est surmontée par les habitants, même si les inégalités à ce sujet persistent. Les stratégies résidentielles survalorisant l'accession à la propriété prennent le pas sur les considérations concernant l'éloignement par rapport à la centralité des ressources. Passer du temps sur la route ou dans les embouteillages peut être un problème inégalement résolu par les habitants.

---

[153] Les dispositifs de logement social au Burkina Faso, comme dans une grande partie des États africains postcoloniaux, s'adressent paradoxalement à une population relativement aisée (répondant notamment aux critères de solvabilité exigés, même si d'autres raisons sont à souligner). Pour plus de détails sur la question du logement social en Afrique, cf. Biehler, Choplin, Morelle, 2015.

[154] L'État a lancé la construction d'un imposant échangeur pour desservir le nord de la ville au niveau du pont de Tampouy (également appelé pont de Baskuy).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour beaucoup, les bouchons participent de la définition même du centre-ville, telle Mariam qui lorsque je lui demande si le quartier de Gounghin fait partie du centre-ville approuve en précisant pour appuyer son propos :

> « Je ne sais pas si vous voyez l'échangeur [sur la « route de Bobo », également appelée Avenue Kadiogo, à l'ouest du centre-ville, *ndla*], mais à partir de là-bas, c'est déjà saturé. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

La simple question de l'accessibilité routière fait donc apparaître le centre-ville comme une ressource difficile à atteindre. En effet, accéder au centre-ville nécessite un coût en temps et en carburant accentué par les engorgements des voies d'accès.

Cela dit, se pose donc la question de la cause de cet attrait : pour quelles raisons se rend-on au centre-ville ? Notre enquête quantitative a déjà souligné que le centre-ville, géographiquement central, était souvent un lieu de passage pour se rendre d'un endroit à l'autre de la ville. Les rares lignes de bus y convergent. On y trouve plusieurs centrales de taxi. Les principaux axes goudronnés de la ville – y compris les axes nationaux – s'y croisent. Par exemple, Alizéta est une jeune coiffeuse qui est hébergée par sa sœur, dans la cour de cette dernière, située dans le quartier non-loti de Toudoubweogo. Elle ne se déplace que dans ce quartier, où elle travaille, ou elle se rend jusqu'à la Trame d'accueil où se trouve le reste de sa famille. Elle doit pour cela traverser la ville du nord au sud sur près de 18 kilomètres en empruntant deux bus, dont une correspondance en plein centre-ville. Ses seuls déplacements hors de son quartier la font passer en centre-ville ; cependant, elle ne le pratique pas pour autant. Elle en maîtrise mal la toponymie et peine à expliquer l'endroit exact où elle change de bus, en face de la Maison du Peuple. Le centre-ville n'en est pas moins incontournable pour elle comme pour de nombreux autres habitants.

Malgré tout, il est possible d'éviter les encombrements du centre-ville pour les déplacements intra-urbains. Les habitants connaissent souvent des détours empruntant des voies secondaires, et le boulevard circulaire permet de traverser la ville tout en suivant une route goudronnée sans passer par le *vieux* centre. La question des déplacements ne suffit pas à rendre compte de l'importance de la centralité.

Le centre-ville apparaît également comme une ressource pour le travail. L'intensité et la diversité des activités qui y règnent offrent de multiples opportunités professionnelles pour tout type de travailleurs. Les élites peuvent s'y retrouver dans des bureaux modernes, de nombreuses administrations accueillent un grand nombre de fonctionnaires, le Grand marché et les nombreux marchés secondaires plus spécialisés attirent les commerçants, les chantiers de construction qui se multiplient nécessitent une force de travail également importante, et c'est sans compter un commerce

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

informel varié qui se développe autour de ces activités, souvent à l'appui de celles-ci, comme par exemple la restauration.

En effet, l'image du centre-ville comme centre névralgique de la cité sous-tend l'idée qu'il concentre une masse importante de travail – et de travailleurs. C'est par exemple ce que confirme Alidou, jeune homme du quartier non-loti Tingandgo. Il vit de divers emplois informels, parfois dans son quartier, en faisant par exemple de la blanchisserie-repassage, mais également souvent en centre-ville. Relégué à quinze kilomètres du centre, sans autre moyen de déplacement qu'une bicyclette, il ne s'y rend jamais pour autre chose :

> « Si je vais en centre-ville, c'est pour chercher l'argent, travailler. » (entretien Alidou, Tingandgo, 27/05/2015)

Les emplois se trouvent plus facilement en centre-ville, et il est possible de trouver un emploi pour la journée[155]. Le Grand marché Rood Woko et ses environs offrent par exemple une grande diversité d'emplois informels, parfois journaliers : vente ambulante, rabattage, manutentionnaire, assistant pour des commerçants, achat de produits pour revente en périphérie, gardiens, etc. De nombreux Ouagalais sans emploi s'y rendent quotidiennement pour y trouver un emploi pour la journée. La possibilité de trouver de tels emplois augmente avec l'intensité des activités, qui est d'autant plus forte selon la position centrale du lieu. Lors d'un entretien mené avec plusieurs jeunes hommes dans le quartier non-loti de Toudoubweogo, nous apprenons que la plupart sont originaires de Bobo-Dioulasso et qu'ils ont été attirés par la quantité de travail offerte par la position centrale de Ouagadougou :

> « Ici, à Ouaga, on a du soutien, des frères. A Bobo, c'est pas ça. A Ouaga, tu peux te lever comme ça pour avoir un travail, pour avoir 1000 francs, ou 1500. Mais Bobo, c'est pas ça. A Bobo, j'ai cherché à travailler pendant deux mois, mais je n'ai pas trouvé. J'étais obligé d'être rabatteur au Grand marché pour manger. J'amenais les clients dans les boutiques. Si le client paye quelque chose, je gagne 500 ou 1000 francs. J'étais obligé de faire ça. Pourtant, à Ouaga, même si c'est pas facile, tu peux te lever et gagner au moins 1000 francs par jour. Tu peux travailler dans les maquis*, tu as des emplois mieux que dans les autres villes. Parce que c'est une ville centrale. Les opportunités sont plus nombreuses que dans les autres villes. Bobo n'est pas développée comme Ouagadougou. » (entretien collectif, Toudoubweogo, 20/05/2015)[156]

Même si dans cet extrait, le centre-ville n'est pas directement abordé, l'importance de la centralité y est soulignée. Ces jeunes se déplacent régulièrement dans les quartiers centraux pour y trouver du travail qui est bien plus rare dans les quartiers non-lotis[157]. Au détour d'une conversation sur les

[155] L'emploi journalier n'est toutefois pas spécifique du centre-ville. Dans les quartiers périphériques, les emplois journaliers sont courants, notamment sur les chantiers de construction.

[156] Un autre point important abordé dans cette citation est la question du soutien, les « frères » : les migrants arrivant en ville pour trouver du travail y retrouvent souvent un proche, un membre de la famille, une connaissance, qui leur servira de relais pour trouver un emploi.

[157] Si le travail est plus abondant en centre-ville, il est essentiel de souligner que les zones non-loties sont des espaces productifs, qui abritent une certaine diversité d'opportunités de travail. Les opportunités foncières

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

déguerpissements d'habitants du centre-ville vers les périphéries dans le cadre du projet ZACA, ou des sinistrés des inondations de Dapoya relogés à Yagma, ils soulignent l'importance de la perte de travail et de clientèle potentiels que représentent la perte de leur rente de situation centrale :

> « Ici, tu avais tes clients. Maintenant, là-bas, tu n'as plus de clients. Personne ne va quitter le centre-ville pour venir te payer quelque chose à Yagma. » (*ibid.*)

Et de conclure avec ce qui résume l'attrait du centre-ville :

> « En ville, tu as de l'espoir. En voyant toutes ces personnes, tous ces trucs, tu sais qu'un jour, tu vas t'en sortir. Si tu es en centre-ville, tu vas trouver quelque chose. » (*ibid.*)

Cette concentration de possibilités de travail ne se limite pas aux travailleurs journaliers informels issus des quartiers non-lotis. Les hommes d'affaires et l'élite viennent quant à eux entre autres cultiver leur réseau de relations. Patrice, styliste réputé à Ouagadougou, bien qu'installé à la Cité Azimo, admet que ces affaires se font en centre-ville :

> « Beaucoup de mes clients sont en centre-ville, et d'autres n'arrivent pas à se déplacer pour venir ici, donc ils veulent que je les rejoigne. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

La proximité immédiate de son lieu de résidence et de son atelier avec Ouaga 2000 n'a rien changé à cela. Le centre-ville reste un haut lieu de rencontres professionnelles, par la combinaison de sa centralité et de son accessibilité géographique avec l'intensité de ses activités économiques et politiques et la densité de ses possibles lieux de rencontre. Il ne s'agit en effet pas uniquement du lieu de rendez-vous des élites, mais d'un lieu d'échanges professionnels pour une grande partie des travailleurs qui souhaite se constituer un réseau de clientèle. Ainsi, dans notre étude du Boulougou Bar, les clients que nous avons rencontrés, représentants de commerce, petits patrons, fonctionnaires, viennent de toute la ville se retrouver et déjeuner dans ce maquis*, pour s'y divertir, mais également parfois travailler et s'y rencontrer. Les lieux capables d'attirer des catégories aussi diverses de travailleurs venant de tous les quartiers ne se trouvent qu'en centre-ville.

De plus, l'intensité des flux de personnes en centre-ville est naturellement pourvoyeuse d'une clientèle plus importante qu'ailleurs. J'ai rencontré Bakary, qui tient une boutique de produits artisanaux au Grand marché Rood Woko, et m'avoue la dépendance de son activité à cette spécificité du centre-ville :

---

associées à ces zones, convoitées par les habitants de toute la ville, et la masse de résidents quotidiens de ces quartiers (la densité moyenne en non-loti, autour de 100 hab./ha surpassant celle du reste de la ville, autour de 40 hab./ha, et ces quartiers concentrent un quart de la population urbaine sur un tiers de sa surface (Guigma, 2017)) en font un véritable marché, qui attirent de potentiels travailleurs dans la construction, le commerce et l'alimentation, l'artisanat, entre autres secteurs.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Après l'incendie du Grand marché, j'ai fait une petite boutique à Sankariaré [marché situé dans le quartier de Dapoya, un peu au nord du centre-ville, *NdA*]. Mais là-bas, ça ne marche pas bien. […] Depuis que le Grand marché a rouvert, je préfère travailler ici, même s'il y a moins de monde qu'avant. » (entretien Bakary, Marché central Rood Woko, 11/03/2014)

Les petits commerçants ambulants trouvent également plus de clientèle. Innocent m'explique que les commerçants comme les clients sont bien plus rares dans son quartier non-loti qu'en centre-ville :

> « A cette heure-là, quand tu rentres en ville, tu vas trouver des enfants qui tournent avec du matériel pour vendre, mais ici, tu vas durer pour trouver quelqu'un. » (entretien Innocent, Toudoubweogo, 20/05/2015)

Djibril, lui, insiste sur la perte de la rente de situation que constituait le centre-ville, après avoir été déguerpi de Zangouettin pour le projet ZACA. Déménager sur la Trame d'accueil (puis dans le quartier du SIAO) a constitué un éloignement par rapport aux chalands, qui les a forcé à adapter leur activité et à continuer à avoir accès au centre-ville :

> « Oui, c'était mieux [d'être en centre-ville]… C'était dur pour mes parents de quitter le marché. On est venu ici, il n'y avait pas de clients. Eux, leurs clients étaient à Zangouettin. Ils se sont dispersés, ça a compliqué la vie. Ça a été dur. […] Quand ils se sont installés ici, ils ont tenté de vendre devant leur porte, mais ça ne marchait pas. Ils étaient obligés de retourner là-bas. » (entretien Djibril, SIAO, 27/05/2014)

Ce sont véritablement les quartiers centraux qui occupent ce rôle de concentration de travail. Si certains habitants vont également chercher des emplois dans de nombreux autres quartiers, comme gardiens de villas ou sur les chantiers, à l'image des habitants du non-loti de Tingandgo vers le quartier voisin de Ouaga 2000, ceux-ci n'apparaissent à aucun moment comme une source de travail à même de drainer quotidiennement des flux de travailleurs, à l'égal du centre-ville.

Celui-ci offre une densité d'activités et de population, donc de réseaux, que recherchent les habitants des périphéries sans emploi fixe. Les centres des grandes villes africaines ont exercé ce rôle au moins depuis le vingtième siècle.

En 1958, dans *Moi, un noir* de Jean Rouch (Rouch, 1958), Oumarou Ganda, Petit Touré et les migrants nigériens qui constituent les héros de ce film ethnographique, quittent leur quartier de Treichville, à Abidjan, pour aller chercher des emplois journaliers en centre-ville ou sur le port. Le centre d'Abidjan est à la fois source concrète de travail et source de fascination, concentrant les imaginaires de la réussite et de l'évasion symbolisés dans le film par le cinéma populaire et les noms d'acteurs américains que se donnent les personnages. Le centre-ville est donc source de travail, et pour cette raison, il est source de représentations émancipatrices pour ceux qui y arrivent. Les discours des habitants des périphéries que nous avons recueillis dans cette enquête nous racontent la même histoire près de soixante ans après. Nous en trouvons un résumé dans cette réponse à notre enquête

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

quantitative (cf. chapitre 5) qu'un individu a donné lorsqu'il était interrogé sur les raisons de sa venue en centre-ville : « tenter toujours ma chance ».

1.2. La concentration de produits rares.

Le centre-ville attire des flux importants de personnes et concentre de nombreuses possibilités de travail notamment parce qu'il concentre toujours des produits et événements qui constituent des ressources rares. Malgré l'émergence de Ouaga 2000 et les destructions liées à la ZACA ayant entraîné un redéploiement de certaines activités commerciales sur des marchés secondaires, le centre-ville reste le lieu où l'on se rend pour acquérir des produits rares, comme l'évoquent de nombreux enquêtés.

En effet, la concentration de produits et de services que l'on ne retrouve pas ailleurs, nous l'avons vu, est une caractéristique qui contribue à définir la notion de centre-ville. Ouagadougou ne fait pas exception :

> « On peut dire qu'on est en plein centre-ville, là [en entrant dans Bilbalogo depuis Gounghin]. Y'a plein de boutiques, tu as des gares routières : tout ça fait partie de la ville, déjà ! » (*ibid.*)

Les commerces et services sont autant de signes distinctifs de la centralité, y compris lorsque l'on n'y a pas nécessairement recours.

Certaines catégories de la population sont particulièrement dépendantes de l'accès au centre-ville. Les artisans y viennent chercher leurs matières premières. Djibril, artisan, fils d'artisans expulsés de Zangouettin pour le projet ZACA, réside désormais dans le quartier du SIAO, au-delà de la circulaire. Il explique :

> « Je vais souvent dans le centre-ville pour acheter les choses qu'on ne trouve pas ici. Le matériel, le fil de fer pour l'artisanat, c'est dans le centre. J'y vais en moto, en taxi, mais si y'a pas l'argent, je vais à pied. […] Quand je vais là-bas, c'est pour aller chercher le fer. » (*ibid.*)

La présence du Marché central Rood Woko, et de manière générale le dynamisme de la zone commerciale dans laquelle il se trouve, explique en grande partie cela. La position centrale de cette zone et la spécialisation de certains de ses commerçants fait qu'on y trouve une diversité et une quantité de produits qu'il est difficile de trouver ailleurs. Bien que marché de détail, Rood Woko joue aussi le rôle de marché de gros pour de nombreux commerçants qui vont y chercher des produits à moindre coût pour les revendre dans des marchés plus périphériques. Les artisans y trouvent en

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

général des matériaux rares pour une somme raisonnable. Comme Djibril, Patrice, styliste et couturier de la Cité Azimo, a besoin d'accéder au centre-ville pour y trouver certaines qualités de tissus :

> « Toutes mes marchandises, je les trouve en centre-ville, parce que le Grand marché se trouve en centre-ville. Dans mon quartier, tu peux trouver juste les petits trucs, mais quand tu veux des trucs où tu prends en gros, et autres, tu vas au Grand marché. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

C'est également ce que nous expliquent plusieurs habitants du quartier non-loti de Tingandgo. Résidant à près de 15 kilomètres du centre-ville, ils exercent pourtant des métiers manuels ou artisanaux qui nécessitent un accès à certains matériaux spécifiques que l'on ne trouve pas partout :

> « Oui, des fois, je paye des choses là-bas. Mais ici, on trouve tout, maintenant. Mais nous, on fait l'électricité, y'a du matériel qu'on ne trouve qu'au marché là-bas. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Il est à noter qu'ils précisent tout de même que les quartiers éloignés proposent désormais des produits qu'il était difficile de trouver auparavant. Indéniablement, la dynamique de la ville fait que les quartiers périphériques ont tendance à s'organiser pour rattraper les écarts avec les centralités (ce que nous verrons au 3.3 de ce chapitre). D'autres habitants le soulignent, notamment Mariam du quartier de Bonheur Ville :

> « Actuellement, on a la chance, parce qu'on a des boutiques. Y'a plein de boutiques actuellement, tu n'as même plus besoin d'aller au marché pour trouver les choses. Par exemple, en face de chez moi, vous allez voir, si on sort, y'a une dame, c'est une Ghanéenne, c'est une voisine, elle a presque tout ce que moi, je veux. Elle a tout ce qui est cosmétique, parfums, bijoux, pagnes, les habits pour enfants… Par exemple, si j'ai un baptême ou une naissance, je peux trouver tout chez elle. J'ai pas besoin d'aller en ville pour acheter. En face de chez moi, c'est un marché. L'autre côté est déjà bien occupé : y'a des boutiques vers là-bas, si j'ai besoin de petites choses, je peux trouver. Y'a Gounghin-Yaar, le marché de Gounghin : là-bas, c'est grand, tout ce qu'on veut, on trouve. J'ai pas besoin d'aller jusqu'au centre-ville. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Il est vrai qu'il existe à Ouagadougou un processus de consolidation de l'offre de produits et services dans les quartiers semi-périphériques et périphériques, qui complexifie la question de la centralité. Ce processus fait émerger des centralités secondaires et relativise l'importance du centre-ville. On peut y lire une logique de distinction des quartiers : certaines périphéries, en se développant, se rapprochent des zones de centralité et redessinent la carte de la répartition des ressources urbaines, et son influence sur les flux et les stratégies habitantes. Alphonse, artiste-peintre que nous interrogeons à Karpala s'enorgueillit de ne quasiment jamais quitter son quartier. Comme Mariam, il rappelle que cela n'a pas toujours été possible, mais que de nombreux biens et services sont accessibles facilement dans des quartiers excentrés :

> « A : Oui, je peux, peut-être pour aller voir un ami, je peux quitter le quartier. Sinon, à part ça… Tu sais, avant, c'était pas comme ça ! Avant, tu étais obligé de quitter le quartier chaque 2-3 jours pour aller carrément en ville. Maintenant, avec la décentralisation de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> certaines choses… Déjà, les pharmacies : avant, on n'en avait pas, de pharmacies. Jusqu'à ce qu'on ait la pharmacie Ouedraogo, vers le goudron*. Mais à l'heure actuelle, dans un rayon de 2 kilomètres, on doit avoir plus de 5 pharmacies. Donc, tu vois déjà ce que ça fait ! Voilà. Et à côté, je ne sais pas, pour le carburant : actuellement, on a des stations partout !
>
> FL : Avant, tu devais aller jusqu'à ?...
>
> A : Oui, jusqu'à la CFAO ! Là, on a le carburant un peu partout. Bon, il y a souvent aussi les sous, avec la banque. Mais tu vois, avec les différentes agences, et les guichets automatiques aussi… ça fait que bizarrement, je peux mettre 6 mois sans voir le cœur de la ville. » (entretien Alphonse, Karpala, 02/05/2015)

Mais le centre-ville concentre malgré tout l'exclusivité concernant l'accès à certaines ressources, et bien souvent à des ressources essentielles pour les populations marginalisées des périphéries qui en sont les plus éloignées. Ce n'est pas sur l'accès aux produits de consommation courante que la centralité construit son exceptionnalité. Rappelons encore les déclarations que nous avons citées d'artisans qui vont chercher leurs matières premières en centre-ville (tissus, métaux, etc.). Enfin, certains produits du centre-ville sont tout simplement moins chers, et cette caractéristique revient dans les discours de nombreux habitants :

> « Souvent, si tu as besoin de chaussures, là-bas c'est un peu moins cher qu'ici. Ici, tu vas payer ça 2500. Si tu vas à vélo, tu peux gagner 500 FCFA. 500, ici, c'est pas petit[158]. Les choses sont moins chères là-bas. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

En effet, de nombreux produits sont achetés en gros au marché central Rood Woko, pour être revendus dans les marchés secondaires à un prix plus important. Voilà qui consacre une situation d'inégalité certaine : plus on habite loin du centre-ville, plus certains produits de consommation courante seront chers ou inaccessibles. Au prix s'ajoute d'ailleurs le choix des produits et la qualité :

> « Oui, il y a des choses qu'on va trouver là-bas qu'on ne trouve pas ici, parce que ce n'est pas très développé. Si on achète ça ici, ça ne va pas *durer* [ce sera de mauvaise qualité]. » (*ibid.*)

Angélique, étudiante résidant dans le quartier récemment loti de Nonghin, abonde en ce sens, en insistant sur le fait que si les difficultés d'accès au centre-ville ne permettent pas de s'y rendre régulièrement, certaines occasions justifient une excursion éloignée de son domicile :

> « Quand c'est l'approche des fêtes, je vais jusqu'à Rood Woko. Il y a des choses que tu vas souvent trouver ici, dans les marchés, mais c'est plus cher, en fait. Rood Woko, c'est moins cher et on a beaucoup de choix. » (entretien Angélique, Nonghin, 29/05/2015)

De nombreux biens et services que l'on trouve en centre-ville ne sont pas accessibles dans les quartiers périphériques, ou à un prix plus élevé, et nécessitent un déplacement, ce que souligne Alassane, du quartier de Nonsin :

[158] 500 FCFA peut représenter une somme relativement importante : c'est plus que le coût d'un repas dans la rue, par exemple.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « A : Oui, pour d'autres raisons, oui. Quand on a des petits achats à aller faire, on va dans les magasins, et tout… Et quand on veut aussi aller dans des coins de distraction. Il faut y aller, il y a des salles de cinéma, et tout. Aller au stade regarder une compétition, etc. On y va souvent dans ces circonstances.
>
> FL : Et c'est des choses que vous ne trouvez pas ici dans le quartier ?
>
> A : Oui, beaucoup de choses, beaucoup de choses qu'on ne trouve pas ici. Il faut se déporter, aller ailleurs, en ville, pour se les acheter. » (entretien Alassane, Nonsin, 02/07/2015)

Il faut ajouter que la vente de certains produits se centralise souvent en un point du centre-ville. Ainsi, au sein même du centre-ville se dessine une micro-géographie plus précise de la concentration des ressources. Tous les Ouagalais ne fréquentent pas la totalité du centre-ville, mais ils vont souvent connaître quelques endroits dont ils connaissent les spécificités et qui correspondra à leurs besoins. Un vendeur allant acheter des marchandises en gros dans la zone commerciale entourant le marché central ne va pas forcément se rendre dans d'autres lieux du centre. Issa, jeune lycéen de la Cité Azimo, se rend lui à des points précis du centre-ville pour y faire des achats ciblés :

> « Je vais derrière la Maison du Peuple. Là-bas, il y a des commerçants, ils vendent des chaussures, des choses, souvent je vais acheter… Oui bien souvent à la SONABEL, à côté […], là-bas, il y a des téléphones au niveau de Telmob[159]. » (entretien Issa, Cité Azimo, 22/05/2015)

Ainsi, si nous avons vu que l'accès à la plupart des biens de consommation courante est désormais possible dans la quasi-totalité de la ville, y compris les non-lotis – mais à des prix souvent supérieurs en périphérie qu'au centre – les espaces de la centralité continuent de concentrer certains types de produits rares, mais dont la demande concerne de nombreux habitants. Si Issa cite les chaussures et les téléphones portables, il ne s'agit pas uniquement de biens de consommation, mais également de lieux, d'événements, d'ambiances. Tous ces produits concentrés dans le centre-ville, par raisonnement tautologique, ne peuvent se trouver ailleurs. Leur simple présence contribue à définir les centralités urbaines en leur conférant leur exceptionnalité territoriale. Issa les définit comme les « trucs étrangers » :

> « Voilà. Vers SONABEL, tout ça, c'est là-bas, le centre-ville. Comme il y a des… trucs importants, l'État-major, les ministères, les grands restaurants… Les trucs étrangers sont concentrés là-bas. Maintenant, on voit que le centre-ville, aussi, on peut dire que ça se déplace, puisque ça vient vers chez nous. Les restaurants sont en train de venir, les trucs se déplacent… Les ambassades, aussi, viennent. » (*ibid.*)

Nous avons ici une définition de ce que sont ces ressources concentrées dans les centralités. Des produits « étrangers » ou « importants » : il ne s'agit pas de biens de consommation courante, mais plutôt de ressources rares et *symboliques*, nécessaires à l'accumulation et à la distinction. Certains

[159] L'un des trois opérateurs de téléphonie mobile au Burkina Faso.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

objets que l'on rencontre en centre-ville se trouvent investis des représentations symboliques attachées au centre-ville. Le centre-ville concentre et organise l'accès à la rareté. Ainsi, l'accès à la centralité est logiquement convoité et inégal. La dimension cosmopolite des « trucs étrangers » est également importante : on trouve dans le centre-ville ce qui vient d'ailleurs, de loin. Ce sont les figures de la mondialisation qui constituent les « ressources d'extraversion » culturelles (Bayart, 1999 : 104)[160]. Il s'agit bien de ce quartier d'exception, lien naturel entre la ville et le reste du monde. Ces « trucs étrangers » sont presque à comprendre comme des synonymes d'*étrangeté* : le centre-ville, c'est la ville singulière, où l'on trouve ce que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

Si Issa souligne un processus de déplacement du centre-ville vers *chez eux*, c'est-à-dire la Cité Azimo, et dans ce cas, par extension, Ouaga 2000, il ne s'agit que d'une extension spatiale de la centralité, mais pas forcément de l'accès à ces produits étrangers. Avec Ouaga 2000, les ressources rares sont redistribuées spatialement, mais restent difficile d'accès. L'extension spatiale de la centralité ne signifie pas une augmentation des ressources de la centralité, mais simplement leur nouveau régime de répartition dans la ville. Ouaga 2000 n'est pas moins *exceptionnel* que le centre-ville et reste un espace difficilement accessible à tous – géographiquement, économiquement, socialement. Les ressources rares restent donc concentrées spatialement, et cette concentration rend leur accès inégalitaire.

1.3. La concentration de lieux et d'événements.

Le centre-ville concentre enfin les événements rares, et les lieux où peuvent se tenir ces événements. Ouagadougou reste une ville dynamique, et il peut se passer beaucoup de choses dans les quartiers périphériques – festivals, concerts, animations, associations, etc. Mais on trouve en centre-ville une vie culturelle et sociale dense. Mariam a déménagé de Gounghin vers Bonheur Ville, quartier très récemment loti et très éloigné du centre, qu'une route goudronnée encombrée et en mauvaise état dessert. Elle regrette de ne pas pouvoir être plus proche de l'activité du centre-ville :

> « Moi, j'aime beaucoup le spectacle. J'aime bien aller par exemple au festival de jazz. Moi, je veux suivre le festival du début jusqu'à la fin, parce que j'aime le jazz, j'aime le festival.

[160] Que l'on peut définir comme « le fait de soumettre des "éléments culturels étrangers" à des "objectifs autochtones" à travers différents procédés de "transfert de sens" et de "dérivation créative" » (Fouquet, 2007 : 104 ; cf. aussi Bayart, 1996). Il s'agit ici de considérer les « points et modes d'entrée et de sortie qui constituent le "local" étudié ; de se focaliser sur les "ailleurs" et sur les manières que les acteurs ont, quotidiennement, de les faire "circuler" stratégiquement, en les refaçonnant ainsi constamment à l'aune – notamment – de leur rapport imaginaire au "global" » (*ibid.*).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> Y'a d'autres cérémonies : tu peux avoir le Fespaco, le SIAO[161], où il y a l'ambiance des fêtes en ville et tu veux y participer. Donc, je ne veux pas être loin pour pouvoir participer à tout ça, rentrer et sortir comme je veux. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Elle résume le problème ainsi :

> « La ville me manque […]. Et puis tout est toujours très loin de moi. » (*ibid.*)

Nous remarquons également qu'ici, comme d'autres enquêtés, Mariam fait mention de « la ville » pour évoquer « le centre-ville », ou de manière générale les quartiers centraux (clairement mentionnés dans la question initiale). Si nous avons déjà eu l'occasion de développer ce point, il faut rappeler que cette association dans le langage et les représentations qu'il supporte est significative. Habitante de Bonheur Ville, quartier assez éloigné du centre-ville et récemment loti (à partir de 2006-2007, cf. carte 3), elle se considère pourtant bien comme habitante de Ouagadougou et ne s'exclut pas de la ville. Mais une telle tournure de phrase semble marquer, en quelque sorte, un *gradient d'urbanité* (Lévy, 1997) différent entre les quartiers centraux et les quartiers périphériques. Le centre-ville, ce serait *un peu plus* la ville que le reste.

Christian, lui, est un jeune comédien, qui a longtemps été hébergé à Pissy, non loin du centre-ville, ce qui lui permettait de travailler facilement et de fréquenter le milieu du spectacle, étoffant son réseau de relations :

> « Oui, bien sûr, quand je suis arrivé, j'ai voulu suivre l'actualité culturelle. C'était au centre-ville. Il n'y a rien en dehors du centre-ville. Je ne sais pas si vous connaissez le CENASA ? Devant le Ministère de la Culture. C'est là où on allait. […] Quand l'activité culturelle donnait un peu, je fréquentais le centre-ville. Par exemple, le CENASA, le Centre Culturel Français, l'ATB de Gounghin, le CITO… C'était les endroits où on parlait plus culture. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Il vit aujourd'hui sans réel domicile, gardant les maisons en chantier dans le quartier très excentré de Nonghin, à l'ouest de la ville :

> « Je suis toujours à pied. Disons que ça nous bloque, parce que s'il y a des opportunités, on ne peut pas bouger. Vous voyez, les quartiers sont très éloignés. » (*ibid.*)`

Ses très faibles revenus ne lui permettent pas d'accéder facilement au centre-ville, pourtant indispensable pour exercer son activité de comédien :

> « C'est trop cher. S'il faut prendre un taxi, il faut prendre un relai, ça revient plus cher. Le bus, c'est abordable, mais on peut attendre le bus à l'arrêt pendant deux heures de temps, il n'arrive pas. » (*ibid.*)

[161] Il faut ici noter que Mariam, sur ce point précis, semble présenter une vision assez élargie du centre-ville, le SIAO se déroulant sur le boulevard circulaire, entre les quartiers de Kalgondin et Sanyiri, donc relativement loin du centre-ville, et le siège du FESPACO lui-même s'il se trouve très proche du quartier central de Bilbalogo, est plutôt situé à Gounghin.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il est contraint de se rendre à pied au centre-ville quand c'est nécessaire, mais il lui faut deux heures pour le trajet aller.

Le centre-ville ne concentre pas uniquement des événements culturels, qui s'adressent à un public particulier. De nombreux événements pouvant intéresser presque chaque habitant sont concentrés au centre-ville. Georges, de Silmiyiri, en énumère un certain nombre :

> « [On se rend au centre-ville] quand on veut aussi aller dans des coins de distraction. Il faut y aller, il y a des salles de cinéma, et tout. Aller au stade regarder une compétition, etc. » (entretien Georges, Silmiyiri, 27/05/2015)

Nous avons eu l'occasion de présenter le statut d'un maquis* tel que le *Boulougou Bar* dans le centre-ville. Bien que l'on trouve des maquis* dans chaque micro-quartiers de la ville et que chaque habitant aura toujours un lieu de restauration et un débit de boisson privilégié et situé plus ou moins à proximité, il s'agit indéniablement d'un maquis* *pas comme les autres*. Le *Boulougou Bar*, pour des raisons historiques, ou d'autres maquis*, pour des raisons de mode, par exemple, attirent des clients de toute la ville. Il y a au moins deux explications à cela : soit le lieu propose des services ou une qualité de service littéralement *exceptionnels*, soit sa position de centralité lui permet d'attirer la clientèle la plus large possible. En réalité, ces deux explications se complètent, et même s'entretiennent l'une et l'autre : c'est parce que ce maquis* est central qu'il propose des services à même d'attirer une large clientèle, qui s'y rendra parce qu'il est central. Le fait d'être un maquis* *de centre-ville* apporte un capital de position au lieu à partir duquel il peut développer ses activités. La plupart des maquis* situés dans des quartiers périphériques n'attirent qu'une clientèle proche, éventuellement élargie aux habitants de quartiers voisins si le maquis* propose certains services plus rares (concerts, restauration particulière, etc.) et qu'il profite d'une position monopolistique ou oligopolistique sur ce point dans sa partie de la ville. Mais il lui sera difficile de combiner les avantages des maquis* du centre-ville (proximité avec de nombreux autres services et activité, centralité, géographique, etc.). En outre, cette distinction est amenée à évoluer pendant la nuit : en effet, les maquis* périphériques peuvent profiter d'un rééquilibrage de leur concurrence avec les maquis* de centre-ville sur certains points : fermeture des bureaux et des commerces qui fait que les citadins chercheront peut-être un endroit proche de leur domicile, possibilité d'organiser des concerts ou de diffuser de la musique, éventuellement moindres déplacements nocturnes pour des raisons de sécurité qui peuvent pousser les clients, là aussi, à privilégier la proximité du maquis* avec le domicile.

Bien entendu, le *Boulougou Bar*, ou même les maquis* de centre-ville en général, ne sont qu'un exemple parmi d'autres. Pour reprendre un autre exemple parmi ceux cités par Georges, on trouve à Ouagadougou de petites salles de cinéma plus ou moins informelles dans de nombreux quartiers périphériques, diffusant essentiellement des films d'actions américains, asiatiques ou nigérians. Mais

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

les grandes salles, proposant des films récents dans de meilleures conditions – et peut-être à destination d'un public plus restreint et plus fortuné – se trouvent en centre-ville (le Ciné Burkina à Koulouba, le Ciné Neerwaya à la Cité An III).

Ces ressources *événementielles* que propose et concentre le centre-ville attirent un public particulier. On ne peut les retrouver dans tous les quartiers, mais elles ne s'adressent pas à tous les quartiers non plus. Profiter des ressources du centre-ville nécessite bien sûr que l'on ait les moyens de se les offrir, de s'y rendre. Les ressources événementielles ne sont pas directement liées à des événements ponctuels (concerts, festivals, représentations théâtrales, etc.) (Chaudoir, 2007) mais plutôt à l'existence d'*ambiances* particulières, résolument *autres*, que l'on peut retrouver dans des restaurants, des commerces, des institutions, la rue, etc. (Lévy, 2005 ; Battesti, 2009). Dans les situations d'interactions avec la matérialité des centralités, on trouve des ambiances *que l'on ne retrouve pas ailleurs*. On pourrait dire que l'espace de ces ambiances constitue des lieux *distinctifs*, dont l'usage est marqué socialement (Stock, 2006). Le centre-ville offre cette distinction, mais pas uniquement. On y retrouve malgré cela des lieux semblables à ceux que l'on trouvera dans les quartiers périphériques : maquis*, mécaniciens, petites boutiques, etc. Cette diversité fait que le centre-ville est un intense lieu de rencontres : tout le monde peut, voire doit s'y rendre à un moment ou un autre.

Les ressources évènementielles ne sont pas recherchées également par tous. Mariam comme Christian répondent à un profil social particulier qui les rend demandeurs d'accès aux événements culturels et artistiques. De même, tous les habitants ne cherchent pas forcément à fréquenter des lieux distinctifs – les maquis* à la mode, par exemple. En ce sens, il nous faut noter que les ressources événementielles que proposent les centralités ne sont pas également convoitées par tous. Malgré tout, il s'agit des ressources nécessaires à la constitution d'un capital culturel dominant – en quelque sorte, des « ressources d'extraversion » (Bayart, 1999) à même de constituer des rentes. Leur présence en centre-ville contribue à renforcer le rapport inégalitaire centre/périphérie entre les habitants. Toutefois, sur ce point, il faut souligner qu'un certain nombre de ces ressources événementielles se situent dans un centre-ville très élargi, et que la configuration de la ville fait qu'il est de toute façon nécessaire de se déplacer sur de longues distances pour y accéder, ce qui relativise quelque peu l'idée de concentration, sans atténuer l'aspect discriminant de la mobilité.

Ces ressources se retrouvent concentrées en des points précis : centres culturels, salles de concert, maquis* *améliorés* et restaurants, avenue Kwamé N'Krumah dans son ensemble, etc. Cette dernière artère constitue en effet la représentation presque idéal-typique de la concentration de ressources

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

événementielles et d'ambiances urbaines particulières[162]. Thérèse, de Gounghin, lorsqu'on lui demande ce qu'elle montrerait à un étranger qui souhaiterait visiter la ville, nous cite spontanément l'avenue Kwamé N'Krumah :

> « Là où il y a plus de restaurants, là où il y a plus de supermarchés. Là où il y a tout plus, quoi ! » (entretien Thérèse, Gounghin, 18/06/2015)

Cet aspect quantitatif (« plus ») est essentiel dans la perception qu'en ont les habitants : la coexistence en centre-ville entre les ressources événementielles de la centralité et des attributs urbains communs à tous les quartiers produit surtout une impression de surabondance d'ambiances. Les pratiques du centre-ville peuvent être d'une diversité unique, contribuant à produire une représentation particulière, associant le quartier à la surabondance et à une infinité de possibles urbains. Ainsi donc, l'allocation inégale des ressources événementielles produit des effets concrets sur les représentations urbaines : en ce sens, pratiquer le centre-ville, c'est prendre la mesure concrète des inégalités urbaines

Cette étude qualitative tend donc à nous démontrer que ce que nous admettons comme le *centre-ville* à Ouagadougou fait sens en tant que centre-ville pour les Ouagalais, et possède les caractéristiques de la centralité, en tant que concentration de ressources. On observe donc une structuration inégalitaire de l'espace autour d'un centre-ville élargi et des périphéries éloignées et dépendantes. Mais ce constat ne doit pas occulter plusieurs phénomènes. Premièrement, si le centre-ville est en mutation, la fonction de centralité également. Ouaga 2000 prétend devenir un nouveau centre-ville, mais ne l'est pas encore, et de fait, cet espace tend à s'accaparer certaines fonctions centralisatrices, mais pas suffisamment pour supplanter le centre-ville. De même, les destructions liées au projet ZACA couplées à l'incendie du Grand marché ont privé le centre-ville d'une partie de sa capacité à accaparer les ressources, mais sans pour autant remettre en question sa position centrale, ni faire émerger de nouveaux pôles de centralité objectifs. Le quartier de Gounghin a récupéré une partie de la vie nocturne qui animait Zangouettin, et les marchés, comme ceux de Sankariaré et de

[162] Il faut malgré tout souligner les récentes évolutions de cette avenue, dans le sillage des attentats récents qui l'ont frappé. Le 15 janvier 2016, un groupe armé a attaqué le maquis* plutôt populaire *Le Taxi brousse*, le restaurant huppé *Le Cappuccino* et l'hôtel *Splendid*. Le 13 août 2017, c'est le café-restaurant *Istanbul* qui été frappé de la même manière. Tous ces lieux, à l'exception peut-être du *Taxi Brousse* étaient fréquentés par les classes supérieures et des occidentaux, représentatifs en cela des fonctions d'élite qui caractérisent l'avenue N'Krumah. Si mon dernier terrain s'est achevé en 2016, les derniers échos que j'ai pu avoir sur cette artère font état d'une diminution sensible des activités nocturnes et de l'ambiance générale. La forte dimension symbolique de cette avenue dans l'histoire de la ville s'en trouve probablement durablement altérée, même s'il est difficile de savoir d'une part si ces évolutions s'inscriront dans le temps long, et d'autre part où et comment ces activités « d'élite » se sont redistribuées dans la ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Gounghin, ont bénéficié du report de certaines fonctions marchandes de Rood Woko, mais aucun de ces quartiers ne s'est accaparé la position centrale : tout juste ont-ils participé à un mouvement d'extension de l'espace considéré comme centre-ville. Le centre-ville s'est plutôt étendu que déplacé. C'est donc la relation dialectique centre/périphérie qui s'en retrouve redéfinie, sans être pour autant infirmée. On observe la formation d'un archipel des centralités qui se substitue progressivement à une opposition circulaire entre le centre-ville et la périphérie.

2. « Loin de la ville, loin des problèmes » ? L'en-dehors de la centralité, des périphéries sans ressources.

La centralité peut aussi se définir en creux par la périphérie. La plupart des habitants interrogés distinguent effectivement un quartier nommé « centre-ville », mais la zone couverte par celui-ci varie énormément d'un habitant à l'autre, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Nous n'avons presque pas interrogé d'habitants se définissant comme habitant le centre-ville[163], mais nous en avons interrogé plusieurs qui habitent dans des quartiers définis par d'autres habitants comme faisant partie du centre-ville. Cela concerne particulièrement les quartiers relativement centraux tels que Gounghin ou Wemtenga (le « centre périphérique » qui sera évoqué par un habitant, cf. chapitre 7, en général les quartiers situés à l'intérieur du boulevard circulaire), mais parfois également des quartiers bien plus éloignés, englobés dans le centre-ville par des habitants encore plus lointains – notamment ceux des quartiers non-lotis.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, il est difficile de faire émerger à Ouagadougou un centre-ville *consensuel*, si bien qu'il semble pertinent de retourner le problème en nous intéressant aux représentations de la périphérie, de l'*en-dehors*. C'est en effet la quasi-totalité des habitants interrogés au cours de notre enquête qui se définissent comme habitant la périphérie : nous avons donc ici l'occasion de dessiner une définition du centre-ville par la définition de ce qu'il n'est pas.

Ainsi, quelles sont les pratiques et représentations urbaines qui ont trait en dehors du centre-ville, et en quoi diffèrent-elles de celles de la centralité ? De manière générale, que signifie pour les habitants de Ouagadougou l'*en-dehors* de la centralité ? Quel est le statut et le rôle de ce qui est appelé génériquement « les quartiers périphériques » dans les pratiques et représentations des habitants à

[163] Les quartiers les plus centraux n'ont pas été tirés au sort pour l'enquête.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'échelle de la ville ? Il s'agit également de mettre ces interrogations en relation avec la centralité, étant entendu que centre-ville et périphérie n'ont pas de sens pris séparément. Ils sont les deux faces d'un même système urbain.

2.1. « On gagne maison là où on trouve maison » : stratégies résidentielles et opportunités de localisation.

Il est compliqué de donner une explication claire à la localisation des individus dans la ville. Comme nous l'indiquions précédemment, excepté dans le cas de certains quartiers souvent réservés à l'élite économique tels que Ouaga 2000, il est rare à Ouagadougou que les habitants soient maîtres de leur choix concernant la position de leur lieu de résidence en ville. Celle-ci dépend de facteurs divers et difficiles à maîtriser. Il est toutefois possible de mettre à jour les éléments déterminants, ceux qui dépendent des individus et ceux qui les dépassent, à mettre en perspective avec leur propre parcours.

Notre enquête par entretiens auprès des habitants, en se basant sur une approche biographique, a permis de nous interroger systématiquement sur les éléments qui ont pu faire en sorte qu'un habitant réside à un endroit à un moment, et pas ailleurs. Nous voyons donc émerger des stratégies plus ou moins conscientes vis-à-vis du choix du lieu de résidence qui traduisent une hiérarchisation des espaces au sein de la ville.

Les stratégies résidentielles nous renseignent autant sur les pratiques que sur les représentations et la connaissance de la ville de l'habitant. Celui-ci mobilise diverses sortes de capitaux qui lui permettront d'obtenir la position qui lui convient au mieux. Si la question économique revient nécessairement comme primordiale dans le choix du lieu de résidence, elle n'est bien entendu pas la seule : la proximité des proches ou du lieu de travail, l'ambiance et la vie de quartier recherchée ou encore les contingences politiques – certains habitants vont là où les autorités veulent bien qu'ils aillent – sont autant de facteurs explicatifs de la localisation résidentielle.

Notre entretien avec Georges, habitant de Silmiyiri, représente un bon résumé de la superposition des déterminants du lieu résidentiel. Nous allons voir que son parcours résidentiel à Ouagadougou l'a amené à connaître différentes situations locatives, et à affronter différents choix. Les explications qu'il nous fournit pour chacun de ces choix éclairent en partie des processus que nous avons pu retrouver tout au long de notre enquête, mais qui sont ici encore plus parlant à l'échelle biographique d'un seul individu.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Georges, ancien fonctionnaire au Ministère de la Santé travaillant désormais pour une ONG américaine, a beaucoup voyagé dans ses jeunes années, entre ses études, sa formation et ses premières affectations. Originaire de Ouagadougou, dans le quartier de Nonsin, il a ensuite grandi dans le quartier de Tampouy, puis a vécu dans plusieurs sous-préfectures du Burkina Faso (Yako, Tenkodogo, etc.) et à l'étranger (Dakar, Abidjan, Montréal, etc.), en revenant régulièrement entre chaque période à Ouagadougou, dans la cour familiale de Tampouy. En 2000, à 26 ans, lui et sa famille se fixent à Ouagadougou, et louent un logement dans la cité de fonctionnaires Azimo[164] de Tampouy. En 2006, il acquiert une parcelle à Silmiyiri, un peu plus au nord de la ville sur la même route et s'y installe. Si son épouse et ses enfants resteront fixés dans ce logement ouagalais, il repartira ponctuellement, deux ans à Bruxelles, puis quatre ans à Tenkodogo. Venant d'une famille de classe moyenne qui lui a tout de même permis de suivre des études, facilitées par l'obtention de diverses bourses par la suite, son parcours professionnel témoigne d'une montée régulière en termes de responsabilité et de niveau de vie.

> « FL : Votre logement aujourd'hui, ça vous satisfait ?
>
> G : **Bon, la satisfaction qu'on a, c'est d'avoir un chez-soi.**
>
> FL : D'être propriétaire ?
>
> G : Voilà, d'être propriétaire. Mais sinon, en satisfaction, nous sommes toujours… On attend de construire un autre (logement, *NdA*]. Bon, sinon, ça nous suffit, comme on n'est pas très nombreux. On a deux chambres et salon, douche interne, des magasins. Ça nous convient, mais ça commence à devenir restreint, quoi.
>
> FL : Oui, vous voudriez quelque chose de plus grand ?
>
> G : Oui, c'est pourquoi on a commencé les travaux d'agrandissement.
>
> FL : Mais l'idée, c'est quand même de rester ici sur les parcelles ? Dans le quartier ?
>
> G : Oui.
>
> FL : Vous n'aurez pas envie à un moment de changer de quartier ?
>
> G : Non, pas vraiment. C'est vrai que j'ai d'autres parcelles. J'ai une parcelle, par exemple, à Nonsin, que j'ai commencé à mettre en valeur. Il y a l'enfant d'un oncle qui est là. J'ai d'autres parcelles en dehors, vers le village, pas trop loin de Ouaga. Une parcelle aussi à Toussiana. **Je possède une parcelle là-bas aussi. Mais je pense que le mieux, ce serait ici. Parce qu'en réalité, le quartier Tampouy, c'est le quartier de mes grands-parents.**
>
> FL : C'est pour ça que vous êtes venu là ?
>
> G : Voilà. **Sinon, je devais être à Nonsin. C'est là-bas que mon père était. Jusqu'à son décès. J'ai fait l'enfance là-bas. Ma maman aide la famille royale de Tampouy. Donc, toutes ces terres étaient de nos grands-parents, qui cultivaient ici. Donc, quand j'ai voulu construire au niveau de Nonsin, la maman m'a appelé, elle m'a dit qu'elle a une parcelle**

[164] A ne pas confondre avec le quartier de Cité Azimo de notre enquête, qui se situe à l'opposé, au sud de la ville, dans la zone de Ouaga 2000.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ici, à voir si ça m'intéresse. Elle, elle est à côté. Donc, comme je ne voulais pas être trop loin, elle m'a dit que si je voulais aménager ici, je pouvais venir ici. J'ai fait identifier la parcelle. Comme elle était bien plus grande que celle de Nonsin, j'ai préféré m'installer ici.

FL : Ça a été loti en quelle année ?

G : L'année du lotissement… C'était en 2005, si ma mémoire est bonne.

FL : Et donc, vous êtes arrivé juste après le lotissement ?

G : Oui.

FL : Vous avez d'autres quartiers à Ouaga qui pourraient vous intéresser ? Si on vous dit que vous pouvez vous installer où vous voulez à Ouaga, indépendamment des questions d'argent, vous avez un quartier qui vous plairait vraiment ?

G : Oui, bien entendu. Des quartiers comme Pissy…

FL : Pourquoi Pissy ? Vous connaissez des gens là-bas ?

G : **Non, Pissy, parce que c'est sur la voie de mon village. Donc… C'est vrai que l'inconvénient, c'est de recevoir tout le temps les parents. Mais sinon, tu sors et mon village est très proche.** » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

Nous retrouvons dans cet extrait les grands déterminants des stratégies résidentielles, et surtout leur hiérarchisation, communs à nombre de nos entretiens. Le choix du lieu de résidence peut se faire en fonction de l'accès aux ressources urbaines, mais surtout de l'attachement à un quartier ou de la proximité du réseau familial et amical, mais toutes ces tendances s'effacent systématiquement devant la survalorisation de la propriété, quand elles n'y sont pas directement liées, le réseau social permettant aussi d'accéder à une parcelle. Chaque habitant mobilise ses ressources pour pouvoir obtenir satisfaction quant à son positionnement dans la ville selon ces différents critères, mais pour la plupart, les deux premiers objectifs ne dépassent pas le stade de l'idéal inatteignable devant l'absolue priorité que représente l'accès à la sécurité résidentielle.

Georges confirme ici l'importance d'être propriétaire. La sécurité résidentielle est quasi-systématiquement valorisée par nos enquêtés[165]. Sa position de fonctionnaire et ses revenus confortables lui ont permis d'acquérir rapidement une parcelle et d'y construire un logement, le tout dans un quartier récemment loti, lui permettant d'éviter l'incertitude liée au lotissement. L'augmentation de son niveau de vie et l'agrandissement de sa famille lui permettent tout de même

[165] Il faut souligner qu'à Ouagadougou, c'est la propriété qui représente la principale sécurité résidentielle. En effet, et contrairement aux autres grandes villes de la région, 71,3 % des logements sont occupés par des propriétaires, mais « la moitié d'entre eux n'ont qu'une reconnaissance coutumière » (Boyer, 2010 : 57) de celle-ci. Le logement locatif ne concerne que 11,1 %, alors que 16,5 % des logements sont prêtés gratuitement. En comparaison, à Bamako, par exemple, le locatif et la propriété sont plus ou moins au même niveau (*ibid*. : 57). Dans ce contexte, l'enjeu de la régularisation légale de la propriété est central, la propriété coutumière et l'hébergement non-onéreux ne permettant pas d'écarter le risque d'une expulsion. Ces chiffres soulignent le fait qu'une large part des systèmes d'hébergement demeurent hors du champ de la légalité formelle, privant les familles d'une protection juridique systématique.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'envisager une évolution vers un logement plus grand et confortable. S'il possède d'autres parcelles dans la ville, il privilégie un agrandissement de son logement existant – malgré la relative exigüité de la cour, car il tire satisfaction de son positionnement dans la ville. Sa parcelle de Silmiyiri se trouve en effet proche de Tampouy, d'où est originaire sa famille, cette dernière ayant des liens avec les autorités mossi de ce quartier. Il a eu la possibilité de s'installer sur une parcelle non loin de là, à Nonsin, le quartier d'origine de son père, mais a privilégié la taille de la parcelle. Enfin, Georges cite également comme déterminant important du logement la possibilité d'être logé sur la route qui mène à son village, ce qui revient également souvent chez les résidents urbains à Ouagadougou, mais également dans d'autres villes africaines (cf. par exemple Spire, 2011).

Nous avons donc ici plusieurs comportements résidentiels stratégiques que l'on retrouve fréquemment. La multipropriété de parcelles est courante chez ceux qui en ont les moyens, l'acquisition de la terre dès que les finances le permettent apparaissant comme le moyen le plus efficace d'épargne et d'accumulation, ce que le secteur bancaire par exemple ne parvient pas à assurer. Il est donc fréquent d'acheter des parcelles sans vouloir y résider, et dans les zones non-loties si nécessaire. L'acheteur peut y obtenir des terres à des prix inférieurs à ceux du marché urbain formel, et espérer une opération de lotissement qui pourrait intégrer la parcelle dans ce marché formel en lui conférant une indéniable plus-value. La mise en valeur et l'occupation de ces parcelles apparaissent dès lors comme des conditions nécessaires à l'obtention du Permis Urbain d'Habiter[166] au moment de l'opération. Les propriétaires font donc construire « en dur »[167] au rythme de l'afflux des finances, et y font loger quelqu'un contre un loyer modique ou inexistant, en général un proche ou un membre éloigné de la famille. C'est notamment le cas de Christian à Nonghin :

> « J'habite ici avec des amis [mais] dire que je paye un loyer, non… En fait, comme c'est un nouveau quartier, y'a des gens qui construisent et qui sont en ville. Donc, ils ont besoin de confier leurs maisons à des gens. Nous gardons la maison ; en contrepartie, on ne paie rien. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Ce mécanisme provoque une addition de phénomènes de marginalisation confinant au cercle vicieux : les urbains pauvres – souvent de jeunes migrants qui ne peuvent plus loger chez les membres de leur famille, s'ils en eurent l'occasion – trouvent à se loger dans des conditions acceptables dans les quartiers périphériques où les propriétaires des maisons ont pu trouver du terrain abordable pour faire construire en attendant de pouvoir tirer un profit direct de leur parcelle. Mais le fait de résider dans les quartiers périphériques, en les éloignant des ressources urbaines, notamment des possibilités de travail, contribue à renforcer leur marginalisation, alors qu'ils sont souvent privés d'un accès au

[166] PUH : équivalent du titre de propriété.
[167] Les constructions en ciment étant privilégiées sur les maisons en banco pour l'attribution des parcelles.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

transport leur permettant de se déplacer facilement. Dans ces conditions, l'accès à la sécurité résidentielle semble bien inaccessible pour cette catégorie :

> « [Avoir un logement à soi,] c'est le rêve le plus cher. Qu'on ne peut pas se permettre, bien sûr. » (*ibid.*)

Le système d'accès à la propriété foncière à Ouagadougou produit, mais également renforce des inégalités. Nous voyons que si « la satisfaction […] d'avoir un chez-soi » reste le motif le plus fréquemment évoqué par les habitants s'agissant de leurs stratégies résidentielles, le positionnement dans la ville et la proximité des ressources gardent toute leur importance. Si Georges peut se permettre de vivre éloigné du centre-ville, c'est qu'il possède une automobile lui permettant de se déplacer aisément dans la ville, malgré les embouteillages important[168]. Il peut ainsi se permettre de rester à proximité de sa famille, justification qui apparaît au moins aussi importante que celle de son travail dans son discours. Sa stratégie d'investissement foncier en périphérie permet à une partie de ses connaissances de se loger gratuitement, mais au prix de leur marginalisation, voire de leur prolétarisation. Ce type de stratégie relativement courant contribue à évincer les populations les plus précaires et qui ne disposent pas des ressources sociales, notamment les habitants des quartiers non-lotis qui seront expulsés au moment des opérations de lotissement, faute d'avoir pu obtenir une parcelle. Nous aurons l'occasion de revenir là-dessus lors de l'analyse des zones non-loties.

A l'inverse, les habitants qui ont connu la rente de situation que procurait la proximité de la concentration centrale de ressources et qui n'ont pas le niveau de vie de Georges les autorisant à vivre loin du centre tout en le ralliant facilement – avec une automobile par exemple – sont conscients des profits de la centralité. C'est par exemple le cas de Bernard, ancien déguerpi de Zangouettin qui vit désormais à Balkuy. Ouvrier à la cimenterie de Kossodo et pasteur protestant, il rencontre des difficultés financières à se déplacer, notamment à se payer un plein d'essence pour sa moto, et regrette sa vie en centre-ville :

> « Et moi, si je devais choisir un quartier pour habiter, ça serait la Cité An III. Parce que c'est bien animé. Parce qu'on est à proximité de tout ce qu'on a besoin, on a un grand marché à côté, on a des salles de ciné à côté, la gare de train à côté, on a tout à côté. Quand on était à Zangouettin, c'est ça qu'on vivait ! On avait tout à côté ! Mais là, pour avoir un besoin, il faut se déplacer, il faut faire de longues distances pour aller en ville, et moi, je n'aime pas les longues distances. » (entretien Bernard, Trame d'accueil, 10/05/2015)

Le discours de Bernard égrène les nombreuses aménités spécifiques au centre-ville, et insiste sur la discrimination majeure que représente la distance à Ouagadougou. S'il « n'aime pas les longues distances », c'est en grande partie en raison de leur coût (il insistera à plusieurs reprises au cours de

[168] En ce qui le concerne, particulièrement ceux du pont de Tampouy, mais qui pourraient être réduit par la construction en cours d'un échangeur.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'entretien sur le prix de l'essence). Ce faisant, il définit clairement l'accès au centre-ville comme un privilège duquel nombres d'urbains sont privés.

Georges, lui, ne manque pas de souligner également l'attachement à son quartier d'origine, et sa satisfaction d'avoir trouvé une parcelle qui n'en soit pas trop éloignée. En effet, la survalorisation de l'accession à la propriété à Ouagadougou s'accompagne malgré tout d'une valorisation du quartier d'origine, et semble indiquer que la sécurisation résidentielle se fait nécessairement *au détriment de* cet attachement. Bien peu finalement sont les habitants à avoir le choix, mais nombreux sont ceux qui l'évoquent, en particulier les natifs de Ouagadougou.

Alizeta, jeune coiffeuse du quartier non-loti de Toudoubweogo est hébergée par sa sœur, qui a obtenu une parcelle dans ce quartier. Les deux sœurs se sont exilées à l'extrême opposé du quartier de résidence de leur famille, la Trame d'accueil. Mais comme le résume Alizeta :

> « On gagne maison là où on trouve maison. » (entretien Alizeta, Toudoubweogo, 20/05/2015)

De même, Aristide, pourtant fortement attaché à son quartier de Kologh-Naaba (sous-quartier de Ouidi), se dit prêt à tout pour devenir propriétaire, ce que le programme d'accession sociale à la propriété va lui permettre à Bassinko :

> « Moi, habiter à Bassinko ? Oh, putain… Je ne sais pas comment te dire… Moi, déjà, c'est pas seulement Bassinko. Je te disais, même si c'était à Tanghin-Dassouri ou à Ziniaré [communes rurales proches de Ouagadougou, *NdA*], ce qui est plus intéressant pour moi, c'est d'avoir où habiter.[…] Pour moi, il suffit pas que ça soit à Bassinko. Même si c'est plus loin qu'à Bassinko, même si c'était au niveau du péage, de la sortie, moi je m'en fous ! Faut que j'ai une maison, où je sais que j'ai un chez-moi. Je peux rentrer et je suis fier de dire « voilà, je suis chez moi ! » Je peux faire tout et n'importe quoi chez moi. Alors que quand tu es chez un locateur, tu peux pas tout faire. Tu peux pas changer la peinture, tu peux pas faire ça. Là, tu es propriétaire, c'est pour toi, c'est ta maison. Y'a rien de tel. C'est ce que je te disais la dernière fois. Pour moi, je pense qu'ici, un jeune, quand il te dit qu'il a réussi, c'est quand il a sa propre maison où habiter. On dit « chez lui ». […]Tu vois ? Pour moi, avoir déjà ça, c'est déjà un signe de réussite. Parce que n'importe qui ne peut pas avoir une maison ici, ne serait-ce que pour construire, tout, tout. Pour moi, que ce soit à Bassinko ou n'importe où, je suis fier, je suis content d'avoir cette maison. La distance m'importe peu. » (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016)

Pourtant, lorsqu'on lui demande où il choisirait de s'installer à Ouagadougou si ce n'était pas une question d'argent, sa réponse en faveur de son quartier d'origine ne tarde pas :

> « FL : Et toi, si tu avais pu choisir, si ce n'était pas une question d'argent, si on t'avait dit « tu peux choisir une parcelle dans n'importe quel quartier de Ouaga », où est-ce que tu aurais voulu vivre ?
>
> A : Moi, ce serait ce quartier d'origine, là *(Kologh-Naba, ndla)*.
>
> FL : Ici, à Ouidi ?
>
> A : Pourquoi je dis ça ? Parce que c'est un quartier où j'ai grandi, où je me suis fait beaucoup d'amis. C'est un quartier où je me suis beaucoup familiarisé. Avec ça, déjà : le bas-fond, les

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> arbres, tout, tout… Moi, je pense que si je devais choisir un lieu, c'est ici, c'est Ouidi. Pourquoi ici ? C'est un quartier simple, très calme, pas de bruit, très tranquille, les gens sont très religieux, très respectueux. Moi, je pense qu'il n'y a rien de tel que de vivre ensemble… Mais bon, comme on dit souvent, nul n'est prophète chez soi. Si un jour, mon aventure doit m'amener à Bassinko, ce sera avec fierté que j'irai. Mais si je devais choisir, comme tu l'as dit, c'est ici.
>
> FL : Mais Ouidi, c'est pas possible…
>
> A : Non, c'est trop cher. C'est trop, trop, trop cher. » (*ibid.*)

Aristide envisage donc d'adapter ses pratiques à partir de son emménagement dans sa nouvelle maison pour ne pas couper le lien avec son quartier d'enfance. Quitter le quartier d'origine pour accéder à la propriété signifie, finalement, rarement une rupture :

> « FL : Et tu as des amis de Ouidi qui bougent du quartier pour chercher des parcelles ailleurs ?
>
> A : Oui. Je peux te dire que j'ai beaucoup d'amis que j'ai perdu de vue par rapport à ça. C'est comme je t'ai dit : j'ai peut-être 80 % de mes amis qui ont déménagé, qui sont à Tampouy, qui sont allés trouver des nouvelles parcelles, qui ont construit… Mais c'est comme je te dis, ils reviennent toujours causer ici. Parce qu'ils n'ont pas trouvé des amis là-bas. Donc la plupart, ils reviennent ici causer avant de trouver des amis.
>
> FL : Donc toi, si tu vas vivre à Bassinko, tu penses que tu vas quand même revenir souvent ?
>
> A : Ah, je vais revenir souvent, ça, c'est sûr. Peut-être deux fois dans la semaine. De passage, quoi. Mais je pense me créer une certaine espèce de vivacité, là-bas, de vie. » (*ibid.*)

Devant l'impossibilité pour la plupart des Ouagalais de concilier l'indispensable objectif d'accession à la propriété avec celui du choix du quartier et de la proximité du réseau familial et amical, beaucoup se retrouvent devant un paradoxe : la volonté de continuer de fréquenter l'ancien quartier sans perte de lien social – Aristide fréquente notamment tous les soirs un grin dans la rue de sa cour familiale, qu'il a l'intention de continuer à fréquenter – tout en se construisant une « vie » dans le nouveau quartier.

Clairement, la survalorisation de la propriété a à voir avec l'image sociale de la réussite. Aristide résume ici parfaitement ce qui est présent chez presque tous les habitants que nous avons interrogés. Quel que soit le niveau d'attachement au quartier ou aux ressources de la centralité, rien ne peut surpasser l'importance de devenir propriétaire. On retrouve un discours similaire chez Gervais, gérant d'un maquis* du quartier de Rimkièta :

> « Moi, j'aime ce quartier, hein. J'aime Rimkièta. Mais Rimkièta, on ne peut pas avoir la parcelle, c'est trop cher. Donc, [j'irai] là où je pourrais avoir un terrain… » (entretien Gervais, Rimkièta, 17/04/2016)

Finalement, si la position dans la ville a toujours son importance, en fonction de la possibilité d'accéder aux ressources et de l'attachement au quartier, tout s'efface devant l'importance d'être propriétaire et d'accéder à la sécurité résidentielle.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Dans cette optique, la recherche d'un positionnement dans la ville ne peut être étudiée isolément d'un contexte économique, mais également social. L'importance sociale d'un choix individuel tel que le lieu de résidence est indéniable : le prestige de l'accession à la propriété rejaillira sur les proches, qui attendent cela. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'image et du collectif dans le lieu de résidence et de manière générale dans les pratiques spatiales, comme nous le démontre cette remarque de Georges :

> « Quand je suis revenu à Ouaga, ma belle-sœur m'a refilé son véhicule, mais je circulais toujours en moto. Parce que je m'étais dit que je ne roulerais pas en véhicule tant que je n'étais pas chez moi. J'avais dans l'idée de ne pas rentrer dans un véhicule et puis aller se garer devant la maison de quelqu'un. Donc, on avait transformé ça en un taxi. Y'avait le petit frère de madame qui était là désœuvré, donc on a transformé ça en taxi pour qu'il puisse se débrouiller. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

Les choix et pratiques spatiales, les prises de position, ne sont jamais individuels, mais doivent être replacés dans un continuum social. Résider dans un quartier, être propriétaire ou locataire, vivre chez soi ou être hébergé, les pratiques spatiales sont autant de moyen de présentation et de représentation vis-à-vis du monde social de l'individu.

Rares sont les habitants qui ont le choix – et les moyens – d'accéder à la propriété avec un positionnement stratégique optimal dans la ville. Finalement, dans nos enquêtés, seul Omar, de la Patte d'Oie, maîtrise totalement l'aspect stratégique de ses investissements fonciers, en ayant les revenus suffisants pour cibler Ouaga 2000 :

> « J'ai acheté pour mes deux enfants à l'étranger des parcelles à Ouaga 2000. […] C'est l'avenir ! » (entretien Omar, Patte d'Oie, 29/04/2014)

Bien évidemment, si ces déterminants reviennent presque systématiquement, les stratégies varient d'un individu à l'autre. Dans ce cas précis, elles varient beaucoup en fonction de l'histoire résidentielle. Un individu né à Ouagadougou accordera plus d'importance à la proximité de son réseau de relations, notamment familial, qu'un migrant récent. Ces derniers valoriseront plutôt la possibilité de s'implanter en ville par l'accession à la propriété, puis l'accessibilité des ressources urbaines pour lesquelles ils sont venus, même s'ils sont rarement dépourvus d'un réseau de relations préexistant dans la ville.

Les nombreux enquêtés natifs de Côte-d'Ivoire en tirent souvent une grande nostalgie. Nous avions déjà évoqué l'attachement de Patrice à la vie abidjanaise. Même chez ceux partis très tôt, les récits familiaux semblent valoriser l'expérience en Côte-d'Ivoire, comme le dit Pauline, résidant à Wemtenga :

> « Bon, j'étais petite. J'avais, je ne sais pas, dix ans. Mais je sais que là-bas, il faisait beau, et on vivait à l'aise. ». (entretien Pauline, Wemtenga, 05/05/2015)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

A une échelle un peu moindre, il en est de même pour les natifs de Bobo-Dioulasso. Valoriser son lieu de naissance et attacher de la nostalgie aux espaces de l'enfance n'est pas surprenant en soi. Il est intéressant de noter que les registres de valorisation du lieu mobilisent souvent des images similaires, qui se contredisent d'un habitant à l'autre. Chez les natifs de Ouagadougou qui ont connu d'autres villes, leur ville est valorisée comme un endroit paisible, où les relations humaines sont chaleureuses (par opposition par exemple à Ouaga 2000, quartier dont nous avons déjà évoqué l'extraterritorialité au niveau des représentations habitantes). Mais les habitants de Bobo-Dioulasso mobiliseront un argumentaire similaire pour valoriser leur ville natale face à Ouagadougou, comme le fait Christian de Nonghin :

> « Oui, Bobo. Il n'y a rien à discuter. Bobo, c'est l'endroit idéal. Il y a l'humanité, il y a la solidarité. La vie est abordable, le climat est doux. […] Bobo, c'est un paradis. […] Voyez-vous, quelqu'un qui quitte Bobo et qui vient ici, quand il vient, il a certains comportements qui feront qu'à son arrivée, il va trouver qu'ici, il n'y a pas chaleur humaine. C'est chacun pour soi. Vous pouvez habiter avec quelqu'un et faire un mois sans le voir, sans voir son voisin. Et à Ouaga 2000, c'est encore pire ! [Bobo,] C'est différent, très différent. C'est la liberté. Si par exemple, vous, vous avez une famille à Bobo et moi, je suis votre ami, je peux venir habiter chez vos parents pendant une année et personne ne peut savoir que je ne suis pas de votre famille. Personne. Mais ici, ce n'est pas possible. Si aujourd'hui, tu viens manger chez moi, demain, tu viens manger chez moi, après-demain, tu te démerdes ! Ouagadougou, c'est un peu comme ça. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Sur le même mode, les natifs de Côte-d'Ivoire valoriseront les relations sociales abidjanaises plutôt que ouagalaises, mais les Ouagalais qui ont connu la Côte-d'Ivoire diront l'inverse. Patrice de la Cité Azimo valorise son Abidjan natal par rapport à Ouagadougou :

> « J'ai toujours eu la nostalgie d'Abidjan. Mais partout où j'ai vécu, que ce soit avec la famille, que ce soit quand j'ai commencé à vivre seul, tout ça… En fait, à Abidjan, les constructions ne sont pas pareilles comme ici. La ville… La vie est différente là-bas, encore. Bon, parce qu'à Abidjan, on vit, on est plus… Quand on parle d'une cour commune, c'est vraiment le social, là-bas, quoi. […] Donc, je dirais que la ville d'Abidjan m'a toujours manqué, et si je devais faire un choix entre Abidjan et Ouaga, je prendrais toujours Abidjan. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

A l'inverse, pour Alassane, de Nonsin, natif de Kaya, mais qui a surtout vécu à Ouagadougou, mais également plusieurs années à Abidjan, les valeurs attachées au lieu sont rigoureusement inverses :

> « Je préfère Ouaga, parce qu'à Abidjan, à moins qu'on ne soit quelqu'un d'habitué de la ville d'Abidjan, quand tu es étranger, tu es tout de suite étranger. Comme en Côte d'Ivoire généralement. On te traite d'étranger, on te dit « tu es venu de tel endroit, on ne t'a pas appelé ici… » Mais à Ouaga, ça, ça n'existe pas. On ne sait pas qui est étranger ici et qui ne l'est pas. Il y a un grand respect, ici. Les gens respectent, surtout les étrangers. Ça, je l'ai constaté. » (entretien Alassane, Nonsin, 02/07/2015)

Toutefois, en fonction du parcours biographique de l'enquêté, l'attachement à un lieu ne dépend pas nécessairement de la naissance, et peut être multiple. Ainsi, Rasmané de Wemtenga, animateur radio, est né à Bobo-Dioulasso, et a vécu au Bénin, au Ghana, au Mali et en Côte-d'Ivoire. S'il porte un

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

regard sombre sur ses périodes à Abidjan et à Accra, où il était sans domicile fixe et en situation très précaire, il se montre nostalgique de Bobo-Dioulasso et Bamako (« ces villes sont très naturelles et la chaleur humaine y est forte » (entretien Rasmané, Wemtenga, 05/05/2015)). Comme la plupart de nos enquêtés, il valorise beaucoup cette question des relations sociales, et comme la plupart des natifs de Bobo, il valorise sa ville natale plutôt que Ouagadougou sur ce point :

> « Ouaga, c'est une autre réalité. Par exemple, à Ouaga, si quelqu'un paye une parcelle, il met une porte avant tout. C'est une autre réalité, quoi ! A Bobo, tu peux rentrer dans une cour et sortir par derrière, c'est des raccourcis ! Mais à Ouaga, c'est pas possible.» (*ibid.*)

Malgré tout, il se sent très intégré dans son quartier de Wemtenga, et le valorise énormément. Mais il sait que cet attachement ne résistera pas à une opportunité de devenir propriétaire quelque part à Ouagadougou :

> « Wemtenga, aujourd'hui, c'est une famille pour moi. […] Je voudrais un logement pour moi, ne pas avoir à payer un loyer à quelqu'un. Je veux être propriétaire. Peu importe le quartier, je m'adapte à tout. Mais si je pouvais, je resterais à Wemtenga.» (*ibid.*)

A nouveau, l'attachement au lieu reste très présent dans les discours, mais ne fait pas le poids face aux opportunités de sécurité résidentielle, qui apparaissent comme une véritable nécessité. Cette ambivalence est quasiment systématique chez nos enquêtés.

Si la question des relations sociales revient si souvent, c'est que l'aspect de l'intégration à une communauté – familiale, amicale, de voisinage – dépasse en réalité en général l'attachement à l'espace. Ce point est particulièrement notable chez les anciens habitants de Zangouettin, déguerpis dans le cadre du projet ZACA, que j'ai interrogé sur la Trame d'accueil. Dans l'extrait suivant, j'interroge Hassan, chef de chantier, et Boubacar, chômeur, qui vivent sur la Trame d'accueil comme de nombreux anciens déguerpis, et Bernard, pasteur et ouvrier, qui lui réside désormais à Balkuy, un quartier situé plus au sud de la Trame, quasiment à la sortie de la ville. Ils n'ont plus de quartier pour lequel développer un attachement fort, car Zangouettin, leur quartier d'enfance, a été détruit. Si Hassan est propriétaire de son domicile sur la Trame, Boubacar y vit encore dans la cour familiale et aimerait trouver un jour sa propre parcelle, et Bernard n'est que locataire de son célibatorium*. Leurs stratégies résidentielles, là aussi, privilégient donc l'accession à la propriété à n'importe quel endroit de la ville. Mais leur préférence se porte sur la Trame, car ils y retrouvent ce qu'il reste de la communauté qui vivait à Zangouettin. Malgré tout, chacun admet que leurs conditions matérielles sont fort différentes de ce qu'ils ont connu à Zangouettin :

> « FL : Et donc, si tu voulais changer, il y aurait un endroit, un quartier, où tu voudrais aller plus qu'ailleurs ?
>
> H : **Bon, je n'ai pas un choix particulier. Juste que ça soit à Ouagadougou. Et de jour en jour, Ouagadougou s'agrandit. Donc, on ne sait pas demain où est-ce qu'on peut tomber.**

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

FL : Et si on imagine que ce n'était pas un problème d'argent… Si tu avais tout l'argent que tu voulais, est-ce qu'il y aurait un quartier dans Ouaga où tu voudrais aller ? Si ce n'était pas une question d'argent, est-ce qu'il y a un quartier qui te plairait plus ?

H : **Moi, personnellement, si j'avais un choix à faire, j'aimerais rester ici. Sur la Trame.**

FL : Ok. Et donc, même question pour Boubacar ? Est-ce que ton logement aujourd'hui te satisfait ? Est-ce que ça a évolué depuis Zangouettin ?

Bo. : **Ce que je peux dire, c'est que depuis Zangouettin, il y a quand même quelque chose qu'on a perdu. Et tout le monde, quand même, déplore ça. Parce qu'à Zangouettin, il y avait une certaine solidarité. Il y avait la solidarité, et bien que l'on n'était pas financièrement « posés » … C'est-à-dire que, vraiment, le fait qu'il y avait la solidarité, là, c'était… C'était bien, quoi. On sentait pas tellement le manque de choses.**

FL : Tu regrettes un peu cette période, du coup ?

Bo. : Voilà. Vraiment, je regrette ça. Parce qu'on était toujours ensemble. On faisait tout ensemble. C'est comme ce que le frère vient de dire : à Zangouettin, y'avait vraiment cette solidarité, jusqu'à tel point qu'on recevait des gens, des amis, des connaissances…

FL : Et donc, ce mode de vie, tu n'as pas retrouvé ça ici à la Trame ?

Bo. : **Ici, il y en a un peu. Depuis l'ancien quartier, comme on a déménagé ensemble, la plupart s'est retrouvé ici. Donc, on essaye de continuer avec cette solidarité, si bien qu'il y a des étrangers également qui sont venus ici, et du fait qu'il y a l'ambiance ici, y'a des gens qui sont venus pour résider ici avec nous. Donc, par rapport à ça…**

FL : Oui, il y a quand même une communauté qui s'est recréée ici ?

Bo. : Voilà. La communauté s'est recréée, et avec l'ambiance, un peu, un peu, ça va…

FL : Et ton logement, est-ce qu'il est différent de celui que tu avais à Zangouettin ?

Bo. : Bon, il s'est amélioré, parce qu'à Zangouettin, la plupart des constructions étaient en banco, et avec les dédommagements, les logements ont changé… Il y a eu une amélioration, en tout cas.

FL : Et est-ce que tu souhaites rester dans ce logement, ou tu aurais envie de changer à un moment ?

Bo. : Moi, en tout cas, je souhaite rester ici.

FL : Donc, si tu devais bouger, tu préfèrerais rester dans le quartier, quoi ?

Bo. : **Je préfère rester ici. A cause de la solidarité. Nous sommes toujours ensemble, je préfère rester ici.**

FL : Et donc, Richard, ton logement aujourd'hui à Balkuy, y'a quoi de différent par rapport au logement à Zangouettin, et au logement sur la Trame ?

Be. : A Zangouettin, je veux dire que je logeais mieux qu'ici, mais de façon générale, pour toute la cour, ici, on est encore mieux qu'à Zangouettin.

FL : Et à Balkuy ?

Be. : A Balkuy, c'est encore inférieur à ici. Donc, du coup, c'est encore inférieur à Zangouettin… Mais j'y suis pour des questions religieuses, j'avais déjà expliqué ça. C'est un peu coincé, mais on fait avec, donc continuons. On espère avoir mieux. **Maintenant, ce que je regrette moi à Zangouettin, c'est simplement le déguerpissement. Le déguerpissement**

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> **ne m'a pas plu. J'aurais aimé quitter Zangouettin, c'est clair. Aller habiter ailleurs et pouvoir chaque fois revenir à Zangouettin, pour voir ceux qui sont restés en famille. Ça, j'aurais aimé ça. Mais le fait de nous avoir déguerpi de force, je regrette vraiment ça. Et cette solidarité dont il parle à Zangouettin, je suis nostalgique de cette solidarité, parce qu'elle nous permettait, même si vous aviez un problème, sans même parler, de bouche à oreille, tout le monde se retrouve. Les gens sont capables d'abandonner leur travail pour venir nous soutenir dans cette difficulté à laquelle vous faites face. Ça, c'est un point que tout le monde regrette. Mais du point de vue « logement », ça a été amélioré.** Parce que c'est pas dans les mêmes conditions. Par exemple, depuis leur maison jusqu'à notre maison, il n'y avait pas de mur de séparation. Chacun venait. C'est la même famille. Chacun vient y construire sa maison, mais il ne met pas de mur pour séparer. Donc, on traverse une famille, on traverse une famille… Donc, on était capable de quitter notre maison et d'aller dans leur maison, il y avait quatre parcelles, sans passer par la rue ! Et leur cour, c'était une seule cour. On était capable de passer d'une cour, d'une rue à une autre rue, en traversant juste les maisons parce que personne ne faisait de mur de séparation. Ça, c'est pas pareil, ici. Il a mis un mur juste ici alors que c'est son grand-frère qui est juste à côté ! » (entretien collectif avec Hassan, Boubacar et Bernard, Trame d'accueil, 10/05/2015)

Nous voyons donc que les stratégies résidentielles restent complexes et si nous pouvons sans peine en dégager des déterminants communs, elles restent extrêmement fluctuantes selon l'histoire résidentielle, les parcours de vie et les conditions matérielles d'existence de chacun. La sécurité résidentielle reste l'objectif prioritaire partagé par chacun, mais celui-ci s'inscrit malgré tout dans des stratégies et un discours qui tentent d'assurer une position préférentielle qui permettent de conserver une proximité avec le réseau communautaire attaché à chacun.

2.2. Éviter le centre-ville : placements et déplacements.

Nous avons démontré l'attrait indéniable que représentait la centralité à Ouagadougou, en tant que concentration de ressources inégalement appropriables. Mais expliquer les dynamiques urbaines par la lutte pour les ressources centralisées ne permet pas de rendre compte de la globalité des pratiques urbaines. Le jeu des prises de position dans l'espace urbain, des stratégies développées en ce sens par les habitants et des déplacements intra-urbains qui en sont les conséquences ne sauraient s'expliquer uniquement par le rapport de chacun avec la centralité urbaine. Cependant, la concentration en certains points centraux des ressources urbaines ne cesse d'exercer son influence sur l'ensemble des pratiques et représentations urbaines. Éviter le centre-ville, diriger ses stratégies et ses pratiques vers les espaces périphériques, se permettre de se libérer de la lutte pour les ressources centralisées, c'est malgré tout subir l'influence du rapport inégalitaire centre/périphérie.

Certains habitants développent un discours de rejet du centre-ville, insistant sur plusieurs inconvénients supposés ou avérés de la vie en centre-ville. Nous avons déjà abordé plus haut dans ce

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

chapitre la question des embouteillages, qui permettraient de donner une définition *de fait* du centre-ville. Elle constitue en tout cas une gêne, voire une « angoisse » pour plusieurs habitants. C'est notamment le cas de Mariam, de Bonheur Ville, qui nous décrit ainsi ce qui détermine son choix de parcours pour se rendre de son quartier à son lieu de travail :

> « Larlé, Ouidi, y'a trop de circulation, y'a trop de gens ! Je prends une route où j'ai moins d'embouteillages, moins de feux. Ça me permet d'aller plus vite. Parce que si je repars par la ville de l'autre côté, c'est saturé, y'a des feux, faut s'arrêter… Bon, c'est plein d'angoisses. Je prends là où c'est décongestionné, ça me permet d'aller vite. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Que ce soit au cours des entretiens individuels comme lors des ateliers participatifs, j'ai eu l'occasion de demander à chaque habitant rencontré au cours de l'enquête des descriptions de parcours urbains, d'itinéraires, de déplacements. Le thème des embouteillages et des désagréments qu'ils occasionnent est fréquemment évoqué, ce qui n'est pas étonnant en soi. Quasiment systématiquement, les enquêtés, au moment de me décrire la durée d'un itinéraire, opèrent une distinction selon le moment de la journée et la densité de circulation qui lui correspond. Citons notamment Patrice, de la Cité Azimo :

> « Dix minutes… Plus. […] Donc, je dirais peut-être qu'on a mis une vingtaine de minutes. Ça dépend aussi de la circulation, mais là c'était libre, parce que les gens étaient au travail. C'était peut-être vers 11h, par là… Donc 20 minutes, mais des fois, tu peux faire une heure. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

Également Issouf, de Bonheur Ville :

> « I : Oh, de Larlé, la circulation n'était pas aussi intense comme ça, dans les années 87-88. On prenait pas 20 minutes. »
>
> FL : Et aujourd'hui, pour venir en voiture de Bonheur Ville ?
>
> I : Compte tenu de la concentration humaine aujourd'hui, il faut mettre 35 minutes pour venir. Selon la circulation. En tout cas, si tu veux respecter le code de la route… » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

Ou encore Georges, de Silmiyiri :

> « Oui, parce qu'en ce moment, avec les embouteillages, faut compter au moins une heure 30, une heure 45. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

Si chercher à éviter les embouteillages semble être une préoccupation largement compréhensible chez les citadins de Ouagadougou, mais plus généralement de n'importe quelle ville, faire le choix de chercher à les éviter montre déjà une chose, c'est qu'on a la possibilité de le faire. Si tous les habitants ne le font pas – ce qui contribuerait bien sûr à simplement déplacer le problème – c'est qu'il y a une répartition inégalitaire des ressources permettant de le faire. Éviter les désagréments liés à la circulation nécessite de mobiliser une connaissance de la ville et de ses rythmes qui permet d'éviter les points les plus encombrés, qui sont également les plus accidentogènes (Fillol et alii, 2016). Dans

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

cette optique, Mariam a la capacité d'adapter ses déplacements (essentiellement ceux entre son domicile et son lieu de travail) selon le moment de la journée qu'elle sait le plus adéquat :

> « Le soir, des fois, c'est moins de temps, parce que ça circule plus vite. Ca dépend de l'heure. Si je quitte là-bas à 16h30, je rentre plus vite. Mais quand je tarde… Y'a des fois où je quitte le boulot à 18h, là, il y a beaucoup de monde. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

De même, les habitants disposant d'une automobile, s'ils ont plus de chance d'être immobilisés par les bouchons, ont au moins la possibilité de les traverser de manière plus confortable (si leur véhicule est équipé de la climatisation) et surtout plus sécurisée. Ainsi, Patrice en arrivant d'Abidjan, a eu beaucoup de mal à se faire à la circulation ouagalaise, et notamment à la quantité de deux-roues ; mais ayant pu rapidement acquérir une voiture, puis un chauffeur quelques années plus tard, il a pu se soustraire à une partie des désagréments de la route :

> « A Ouaga, la première année, quand même, je pense que j'ai un cousin qui me prenait sur sa moto. Presque un an, il m'a pris sur sa moto. A Ouaga, j'avais peur de rouler au départ. A cause de la circulation. Quand j'ai payé ma première voiture, dans la même semaine, j'ai renversé quelqu'un. Donc, je disais « ça commençait bien », quoi… » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

Finalement, seuls les habitants les plus précaires et éloignés du centre-ville ne se plaignent pas des embouteillages, étant déjà considérablement éloignés du centre par la distance et/ou leur capacité à se déplacer.

Pour revenir à la précédente citation de Mariam, la circulation et les « angoisses » qui y sont liées l'ont poussé à développer des stratégies résidentielles lui permettant de s'éloigner du centre-ville. Elle a ainsi déménagé en 2014 du logement qu'elle louait à Gounghin pour construire sa villa à Bonheur Ville, quartier nouvellement loti bien plus éloigné du centre et de son lieu de travail (à Dapoya). Elle se satisfait de cet éloignement qui a pourtant allongé son temps de trajet de 20 minutes vers Dapoya, et alors qu'elle avoue pourtant fréquenter régulièrement le centre-ville pour sa vie culturelle :

> « M : Ça me plait de rester ici, c'est **loin de la ville, loin des problèmes**. C'est vraiment tranquille, quoi. Personne ne vient plus te prendre la tête…
>
> FL : Vous préférez être éloignée de la ville, alors ?
>
> M : Oui, ça, ça me plaît plus. Je n'aime pas trop le bruit de tous les jours, la pollution…
>
> FL : Malgré la distance ?
>
> M : Ça ne me dérange pas. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

La « ville » – synecdoque du centre-ville –, par ailleurs valorisée dans d'autres parties de son discours, est ici décrite comme un nid à « problèmes » : les embouteillages ne sont pas les seuls cités. La « pollution » et surtout le « bruit » reviennent chez d'autres enquêtés, alimentant des représentations de la ville opposant un centre bruyant et invivable à une périphérie paisible, rappelant

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

presque le « village ». C'est l'argument qu'utilise notamment Christian, de Nonghin, lui qui est pourtant né à Bobo-Dioulasso et a connu une vie essentiellement urbaine :

> « Bon, moi, personnellement, j'aime là où c'est calme. Par exemple, je n'aime pas le centre-ville. Trop de bruit… Par contre, ici, c'est un peu calme. On a l'impression d'être au village. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

De la même manière, Sylvie, de Dagnoen, a vécu en ville depuis sa petite enfance. Ouagalaise depuis l'âge de douze ans, cette employée dans les assurances et son mari ont une vie très *urbaine*, se déplacent en automobile, fréquentent des restaurants et des cinémas, mais elle avoue désirer une vie hors de la ville :

> « Je préfère un endroit où il n'y a pas beaucoup de bruit. C'est ça que j'avais dit : vivre hors de Ouaga. » (entretien Sylvie, Dagnoen, 18/06/2015)

Les habitants qui insistent sur le bruit de la ville et fantasment sur une périphérie calme sont dans chaque cas des urbains implantés en ville de longue date. Ils expriment en réalité ici une vision de la ville qui adjoint à certains espaces certaines fonctions précises, comme le fait Patrice :

> « Moi, je préfère un quartier qui est très calme. Quand je vais sortir pour aller vraiment faire le show, je sais que je vais aller dans un autre quartier où il y a du bruit, tout ça, mais quand je rentre chez moi, je veux me retrouver chez moi, calmement, à réfléchir. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

Il s'agit bien ici d'un discours d'habitants parfaitement conscients des avantages liés à la ville, qu'ils ont eu l'occasion d'expérimenter, et qui entendent développer des stratégies leur permettant de continuer à tirer profit de ces avantages tout en mobilisant leurs connaissances de la ville pour en minimiser les inconvénients. Le capital que ces habitants ont accumulé sur la ville leur permet d'en connaître au mieux les possibilités et de s'imposer des exigences pour améliorer leur mode de vie. Certains de ces habitants – il faut faire exception de Christian dont la situation est très précaire[169], mais nous aurions pu citer d'autres enquêtés sur ce même point – peuvent donc souhaiter vivre loin du bruit, dans les « quartiers résidentiels » (comme Alassane de Nonsin), tout en ayant conscience qu'ils pourront continuer à jouir des avantages de la ville. Le choix de s'éloigner du centre-ville est presque toujours lié à la capacité d'y retourner facilement. Alassane, Patrice ou Sarah possèdent une automobile, Mariam souhaite en acquérir une :

> « J'aimerais bien avoir une voiture cette année. C'est une nécessité, c'est pas un luxe. Il me faut ça, avec la sécurité, la distance… » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

L'attirance pour la périphérie chez les habitants peut dépendre donc à la fois de stratégies résidentielles précises – devenir propriétaire là où ses moyens le permettent – et d'une attirance pour

[169] Et nonobstant le fait que celui-ci ne peut se satisfaire de rester en périphérie, exercer son métier de comédien l'obligeant à fréquenter le centre-ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

le calme des quartiers périphériques qui ne s'accompagne jamais d'un rejet total des avantages liés à la ville. Cela nous permet donc de souligner le fait que tout le monde ne peut pas se permettre d'éviter le centre-ville. Il s'agit ici d'un luxe que s'offrent ceux dont le capital économique, social et culturel lié à la ville le permet. De plus, les évolutions urbaines diminuent tendanciellement les désavantages de la vie en périphérie, en rendant certaines ressources facilement accessibles hors du centre. Issouf s'est installé à Bonheur Ville car c'est là que son capital économique lui permettait de devenir propriétaire, mais il espère que les avantages de la centralité l'y rattraperont :

> « I : Bonheur Ville, ça va, parce que c'est un quartier en pleine expansion. C'est pas loin de Ouaga 2000. C'est pas loin de la commune rurale de Komsilga, aussi. En fait, aujourd'hui, avec l'urbanisation de Ouagadougou, Bonheur Ville se trouve en plein centre-ville de Ouaga.
>
> FL : Mais ça vous fait beaucoup de distance pour venir travailler jusque Dapoya ?
>
> I : Ah oui, bien sûr, mais avec l'espoir que beaucoup de services administratifs vont aller dans la zone administrative de Ouaga 2000, donc ça va me rapprocher plus encore. […] Il y a tout ce qu'il faut dans le quartier. » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

De même, Mariam a conscience des profits qu'elle peut tirer de son placement en dehors du centre-ville, notamment la possibilité d'accéder à des denrées alimentaires à meilleur coût dans les quartiers non-lotis. Elle a également su mobiliser son capital pour rendre sa vie *périphérique* la plus agréable possible, notamment dans la construction de sa maison :

> « J'ai ma télé, j'ai tout ce qu'il me faut dans le quartier. Et j'ai la chance, j'ai presque tous mes amis dans le quartier. Mon église que je fréquente n'est pas loin. J'ai pas besoin d'aller loin. Et ma maison, comme j'aime bien rester chez moi, je l'ai fait en fonction. J'ai fait un grand salon. Ma chambre, elle fait la moitié de ce salon, parce que je veux une grande chambre, je veux un très grand lit. Je pourrais me mettre une télé au mur, et un petit divan, et je pourrais faire certaines choses dans ma chambre. Et puis je suis indépendante. Si je suis au salon avec des gens, j'ai pas envie d'être coincée. Parce que dans ma tête, je veux vivre dedans. Je suis en train de faire les choses en fonction. […] On a un marché, aussi, de légumes, qui est peut-être à 3-4 kilomètres d'ici. De temps en temps, on y va. C'est un marché du soir où tu as tous les légumes moins chers, parce que ça quitte les jardins pour arriver. Tout est bien frais, moins cher. De temps en temps, on y va pour acheter quelques petits trucs. Et puis, on a un non-loti qui est un peu à l'intérieur aussi, où on a des condiments pas chers. De temps en temps, j'y vais pour faire quelques courses. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Enfin, Aristide s'installe à Bassinko, à la périphérie nord de Ouagadougou, mais il a conscience que l'arrivée de résidents représentant une demande solvable dans les périphéries va conséquemment attirer une offre de biens et services correspondant à leurs attentes :

> « J'avais écouté à la radio, ils veulent même mettre un district sanitaire, un commissariat et beaucoup de choses. Ce sera trop facile pour moi d'avoir accès à ces choses, parce qu'ici, quand il y a des nouvelles cités, y'a beaucoup de commerçants qui se précipitent pour aller là-bas, parce qu'ils savent que dans les nouveaux habitants, y'a des gens qui vont vouloir payer du pain, qui vont vouloir aller se coiffer, etc. Ils amènent les activités commerçantes vers là-bas, parce qu'il y a du monde ! Parce que les cités, c'est 1500 logements, je pense.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> C'est beaucoup. Y'aura beaucoup de gens qui vont habiter. Du coup, dans ceux-là même qui habitent, peut-être qu'il y aura des commerçants, qui vont se dire « voilà, comme j'habite à côté, je peux mettre ma boutique à côté ». Comme moi, je peux dire « je suis à côté, je peux faire un maquis* simple », juste pour avoir un revenu. […] C'est les nouveaux quartiers, il y a des nouvelles choses qui viennent. Et les gens, ils en auront besoin. Déjà, tu parles de la distance. Donc déjà, si tu es malin, tu sais que s'il y a une distance, tu crées une activité à côté et ça marche ! Les gens n'auront pas besoin d'aller en ville, aller payer. » (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016)

Au-delà de ses profils d'habitants attirés par la périphérie, de nombreux habitants de ces quartiers sont conscients que l'éloignement du centre-ville représente une contrainte forte. Nous avons eu l'occasion d'évoquer en quoi la concentration de ressources dans les centralités produisait des inégalités selon l'accessibilité des habitants à ces espaces. Il y a beaucoup de choses que l'on trouve très difficilement dans les périphéries, et en particulier du travail. Les habitants les plus précaires des quartiers éloignés des centralités sont donc malgré tout contraints de se déplacer pour subvenir à leurs besoins, et cela malgré le fait qu'ils disposent rarement des moyens pour le faire aisément. Chaque déplacement représente un coût important en temps et/ou en argent. Christian, par exemple, ne se déplace plus beaucoup de Nonghin, où il garde des chantiers de maisons en construction et vit, selon ses propres termes, comme un « vagabond ». Il exerce toutefois la profession de comédien, et sait que les moyens de travailler dans ce domaine sont concentrés dans les quartiers centraux. Mais il rencontre de nombreuses difficultés pour s'y rendre, aggravées par sa situation financière, et se retrouve bien souvent immobilisé de manière contrainte :

> « FL : Vous mettez combien de temps pour partir là-bas ?
>
> C : Pour aller au centre-ville à pied ? Il faut mettre disons 2 heures 30, 3 heures.
>
> FL : Oui, quand même. Et vous ne prenez jamais un taxi ou un bus pour aller là-bas ?
>
> **C : C'est trop cher. S'il faut prendre un taxi, il faut prendre un relais, ça revient plus cher. Le bus, c'est abordable, mais on peut attendre le bus à l'arrêt pendant deux heures de temps, il n'arrive pas.**
>
> FL: Donc, vous avez le temps d'arriver à pied, quoi ?
>
> C : Oui, on a le temps d'arriver à pied, si le soleil ne nous brûle pas trop.
>
> FL : Vous allez chercher où les bus et les taxis ? Les taxis, ils ne viennent pas dans le quartier, si ?
>
> C : Ils viennent dans le quartier, mais c'est comme je le dis : c'est très cher. Par contre, le bus, il y en a sur la nationale.
>
> FL : Sur la route de Ouahigouya ?
>
> C : Oui, voilà. Seulement, d'ici à là-bas, c'est un peu loin aussi. Il faut marcher, il faut attendre encore.
>
> FL : Donc, c'est un peu difficile de sortir du quartier ?
>
> C : Très difficile.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

FL : Vous restez beaucoup dans le quartier, alors ?

C : Oui. Pratiquement, je peux faire un mois sans sortir du quartier. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Il nous explique malgré tout avoir l'habitude de consacrer entre 5 et 6 heures de trajet quotidien à pied sous une chaleur écrasante pour aller assister à un spectacle, mais également pour simplement acheter des timbres. Cette marginalisation *immobilise* tant socialement que géographiquement les habitants des périphéries :

« Quand on se lève le matin, on ne bouge pratiquement pas. […] C'est le lit, c'est ici, c'est ici, c'est le lit. » (*ibid.*)

Christian rappelle également que si de nombreux services arrivent progressivement dans le quartier, ils sont privés et peuvent être très chers, notamment concernant les établissements scolaires et médicaux. En effet, les périphéries sont également le lieu du désengagement de l'État, bien loin de la planification urbaine qui caractérise les grands projets centraux.

En dépit de cette assignation, les habitants des quartiers périphériques doivent atteindre les ressources urbaines qui justifient leur présence en ville. Ils se déplacent donc malgré les difficultés. Salif habite depuis 14 ans dans le quartier non-loti de Tingandgo, au sud de la ville, où il a retrouvé plusieurs familles originaires de sa région d'origine. Il se déplace en vélo, et a possédé pendant cinq ans une moto qu'il a dû revendre. Avant de l'avoir, il se déplaçait à pied pour aller chercher du travail en ville :

« Tous les jours, je partais à pied de Zangouettin pour rejoindre les 1200 logements. Mais je laissais ma famille là-bas, et je dormais la semaine aux 1200. […] Je logeais pas[170], je dors chez le grand patron. » (entretien Salif, Tingandgo, 27/05/2015)

Salif se rend quasiment quotidiennement en centre-ville. Il y travaille sur des chantiers, ou y fait du gardiennage. Il y rend visite également à des membres de sa famille. Moussa, son camarade présent lors de l'entretien, est électricien, et doit se rendre tous les jours au marché central Rood Woko, car il n'y a que là qu'il trouve certains matériaux qui lui sont indispensables. Finalement, les problèmes liés au déplacement pour nombre d'habitants du non-loti sont comparables à ceux qu'ils connaissent pour l'accès à l'emploi : ils se résolvent par une adaptation permanente et de la « débrouillardise », mot qui reviendra dans l'entretien de Salif pour qualifier à la fois sa situation professionnelle et ses moyens de déplacement :

« C'est long, oui. Si tu as le vélo, tu débrouilles un peu. » (*ibid.*)

[170] « Je logeais pas » = « je ne disposais pas de mon propre logement ».

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Pour de nombreux habitants de ces quartiers, se rendre « en ville », c'est-à-dire au cœur des centralités est une lutte quotidienne qui reflète une nécessité, celle d'accéder aux ressources urbaines qu'ils sont venus chercher en ville. Comme Oumarou Ganda et Petit Touré, les jeunes migrants nigériens à Abidjan de *Moi, un noir* de Jean Rouch, l'aventure urbaine et l'accès aux multiples ressources et opportunités qu'offre la ville justifient les sacrifices, le seul objectif étant de *rester*. Lorsque nous interrogeons les habitants du non-loti de Tingandgo sur ce qu'ils feront en cas de déguerpissements sans rien obtenir en échange, il semble clair pour eux que leur présence en ville est non-négociable :

> « On va repartir dans un autre non-loti ! Nous, on est là, on va pas au village. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Ainsi, les inégalités urbaines sont indéniables, mais la coprésence d'habitants aux parcours et capitaux divers semble démontrer qu'elles ne sont pas réductibles à la distance avec les centralités. La différence se note plutôt en termes de pratiques et de représentations de l'espace. Mais les habitants contraints de se « débrouiller » en permanence pour dompter les contraintes de l'espace se construisent un capital de pratiques et de représentations qui leur est propre et qui ne demande qu'à être valorisé. Les habitants les plus aisés, ceux possédant une automobile, notamment, voient souvent leurs pratiques contraintes par un espace qui n'est pas toujours conçu pour eux. Patrice ne se déplace avec sa voiture que par « sauts de puce » entre les lieux élitistes qu'il fréquente, et se retrouve vite effrayé par la circulation ou certains quartiers qu'il méconnaît. Issouf se contraint à suivre les goudrons* « pour ne pas abîmer [s]a voiture ». Alphonse nous racontera, lui, que son quartier, Karpala, pourtant pas forcément le plus reculé de la ville, peut rester des jours entiers inaccessibles aux voitures en cas de fortes pluies. A l'inverse, les « débrouillards » urbains savent comment éviter les embouteillages en coupant par les six-mètres*, ou en empruntant un canal asséché, et connaissent les moyens de se déplacer partout, au plus vite et à moindre coût selon leurs moyens. Comme dans la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, la pratique de la ville tend à partager progressivement le capital de connaissances spatiales.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Au cours de ce chapitre, nous avons vu qu'à Ouagadougou, la ville ne se présente pas de manière uniforme à ses habitants : elle se découpe en espaces attractifs et espaces marginaux autour d'un rapport hiérarchique centralité/périphérie. C'est à travers les inégales possibilités de chaque habitant à élaborer des stratégies afin d'accéder aux ressources urbaines qu'émerge cette dialectique de la ville. Si des points de centralité secondaire peuvent être évoqués, ce sont bien les quartiers les plus centraux qui *concentrent* la majeure partie des ressources convoitées : offres d'emploi, biens et services rares, événements, etc. La ville de Ouagadougou apparaît donc inégale des points de vue économique, social, culturel ou symbolique. L'accès à ces ressources est fortement contraint par les impératifs liés à la recherche d'une sécurité résidentielle, et la distance.

Dans ce contexte inégalitaire, les habitants tentent de valoriser les quelques ressources concrètes qu'offrent les périphéries, essentiellement le foncier bon marché et la tranquillité. Ce centre-ville si difficile d'accès est dès lors chargé de représentations dévalorisantes, qui permettent aux habitants de contourner la mise en cause politique des inégalités urbaines, de mieux les supporter, voire de les naturaliser. Certains habitants espèrent un « rattrapage » progressif des périphéries, escomptant une amélioration de l'offre de biens et services au sein de celles-ci face à leur extension incontrôlable, et à la diversification de leur population. En réalité, la présence de plus en plus prégnante d'habitants d'origines sociales diverses dans les quartiers périphériques, en concurrence directe avec les populations les plus marginalisées y vivant habituellement, témoigne surtout de la paupérisation croissante d'une partie de la population urbaine ouagalaise et de l'accroissement des inégalités. Face à ce mouvement, le centre-ville se trouve d'autant plus valorisé en même temps qu'il est de plus en plus difficilement accessible au plus grand nombre.

Si les pratiques de la ville par ses habitants permettent de faire émerger concrètement sa structure inégalitaire, il apparaît important de creuser le sillon que ce chapitre a tracé, et qui consiste à interroger la manière dont les habitants reçoivent, perçoivent et interprètent cette structure. En d'autres termes, il nous faut passer d'une interrogation sur les pratiques à une étude des représentations, et comprendre si la ville perçue par les habitants correspond à leur ville vécue. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 7 : Imaginaires de la ville et modes de vie à Ouagadougou

Les habitants ne se contentent pas de pratiquer la ville, mais ils la pensent également. En retour, leurs représentations de l'espace conditionnent en partie leurs pratiques, les amènent à les ajuster. Si le centre-ville occupe effectivement encore une position de centralité dans le système spatial ouagalais par les ressources rares qu'il concentre, cet état *objectif* s'appuie sur un système de représentations de la structure spatiale par les habitants, qui lui-même renforce la position centralisatrice du centre-ville. Ce système de représentations lié à la hiérarchie spatiale de Ouagadougou confère « une signification et une cohérence à la localisation, à la distribution, à l'interaction de phénomènes dans l'espace » des habitants, et « contribue à organiser les conceptions, les perceptions et les pratiques spatiales » (Debarbieux, 2003 : 489).

Comprendre ces représentations, c'est donc comprendre en quoi le rapport quotidien à la ville fait d'un simple individu agissant en milieu urbain un citadin instituant la ville comme société (Castoriadis, 1975). Nous allons donc ici nous interroger sur les représentations d'usage de la ville, afin de véritablement faire émerger la ville *perçue* des habitants. Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la perception de la structure urbaine en tant que telle, à travers la centralité et ses ressources. Puis dans un deuxième temps, nous étudierons plus généralement comment se construit l' « urbanité » ouagalaise à travers les représentations des quartiers et des modes de vie urbains.

1. « Du ciment, ce n'est que du ciment… » : imaginaires des centralités et ressources symboliques.

1.1. Une hiérarchisation alternative des espaces : tentatives de définition d'usage du centre-ville.

Les ateliers de cartographie participative que nous avons organisés avec des habitants – méthode présentée au chapitre 3 – nous ont permis de travailler la question de l'accès à l'espace urbain à

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ouagadougou. En mêlant approches individuelle et collective, ces ateliers nous ont permis d'affiner notre connaissance des représentations des habitants et de proposer une hiérarchisation alternative des espaces.

Travailler par *focus group* nous a permis d'isoler plus facilement les perceptions de l'espace, plus difficile à aborder en entretien individuel, car elles nécessitent la construction d'un langage commun et se traduisent par des codes et des symboles liés à l'espace. Nous avons cherché à adosser à ce travail collectif un SIG afin de représenter ces perceptions du territoire. Cette méthode, que nous décrivons plus en détail au chapitre 3, nous a permis de partir des représentations individuelles pour finalement construire une représentation collective du centre-ville et des hiérarchies urbaines. Il s'agit donc bien d'une définition d'*usage* que nous pouvons dès lors confronter aux autres définitions du centre-ville. Nous allons dans cette sous-partie faire le récit et présenter les résultats de ces ateliers.

1.1.1. Des ateliers participatifs pour produire une parole sur l'urbain

L'atelier est mené par trois chercheurs. J'étais chargé de mener les discussions, poser les questions, administrer les tours de parole et faire en sorte de relancer le débat en demandant des précisions. En arrière-plan, un second chercheur saisit les informations dans le SIG sur un poste informatique équipé d'un logiciel SIG. Le chercheur, en marge de la saisie, peut aussi interagir dans le débat, ou demander une précision géographique. Enfin, un troisième chercheur doit se tenir également en retrait et prendre des notes sur l'atelier, les discussions, les éventuels signes significatifs verbaux ou non-verbaux qui auraient pu m'échapper. L'intégralité de l'atelier est également enregistrée à l'aide d'un dictaphone, et retranscrit *a posteriori*.

Le déroulement de l'atelier se fait en trois grandes phases : les questions aux enquêtés ; la confrontation aux cartes individuelles ; puis la coproduction d'une carte collective. Au cours de la première partie de l'atelier, les enquêtés sont réunis autour d'une table et se voit poser à tour de rôle différentes questions sur leurs pratiques spatiales. La grille d'entretien a été construite avec deux objectifs précis : permettre de dégager des discussions des informations géographiques directement transposables sur le SIG – points, lignes, zones – et faire en sorte de permettre la discussion et le débat sur les représentations de l'espace entre les enquêtés. Chaque habitant a été interrogé sur quatre lieux : le domicile, un point de ce qu'il considère comme le centre-ville, un point du quartier où se situe son activité professionnelle et un point du quartier de son enfance. Chacun de ces points représente un tour de table. Si les questions sont, lors de cette phase, individuelles, la discussion collective est encouragée à tout moment. Il est précisé aux participants que l'atelier ne cherche pas le consensus.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

A chaque tour de parole, il est demandé à l'habitant de définir le point avec un maximum d'informations précises sur la ville qui sont autant d'informations sur sa pratique de l'espace. Il doit définir avec précision, dans un premier temps, la localisation de son lieu de résidence, de préférence en évoquant des éléments précis du paysage, des toponymes. L'enquêté doit, par exemple, localiser son domicile comme s'il devait expliquer la route à un invité. Cette manière de procéder permet de saisir autant les pratiques que les représentations liées à ces pratiques : en effet, à Ouagadougou, la toponymie est variable, les noms ou numéros de rues sont largement méconnus, et les repères spatiaux évoqués par les enquêtés peuvent être particulièrement significatifs en termes de représentations. Certains de ces repères (station-service, administration, feu de circulation, château d'eau, etc.) se rapportent à la perception individuelle de l'espace, mais nombreux sont ceux qui font sens collectivement et décrivent en creux une géographie alternative de la ville, à l'échelle de ceux qui la pratiquent. Le processus de localisation ne se limite donc pas à une collecte de données pratiques permettant de rapporter les points et les itinéraires sur la carte, mais participe d'une géographie des représentations justifiant le processus de cartographie subjective.

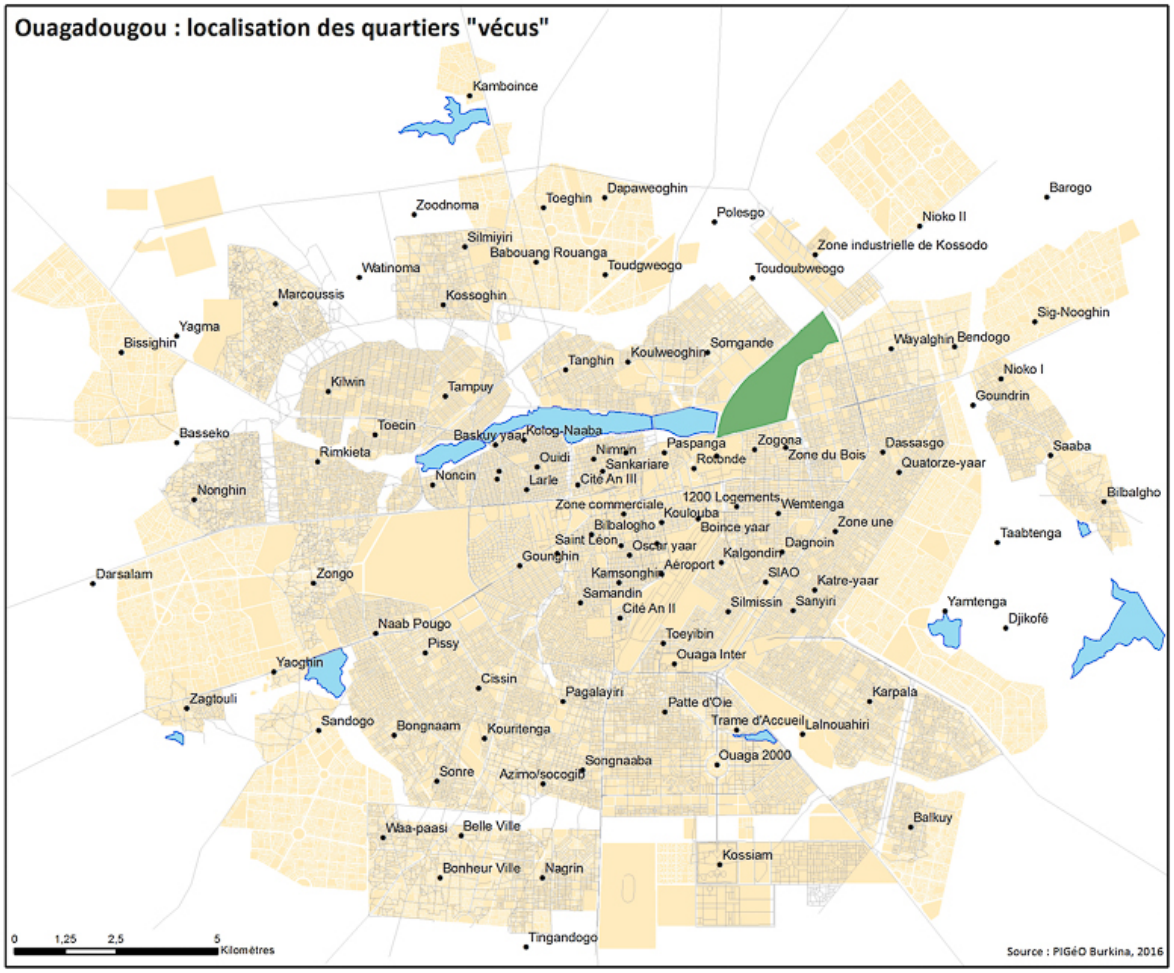
Cette phase de l'atelier à deux objectifs : le premier est de produire des cartes individuelles qui vont permettre de synthétiser les pratiques de l'habitant. Mais si l'objectif de représentation cartographique paraît évident, l'autre avantage de cette partie est d'encourager l'enquêté à parler de ses pratiques urbaines, les mettant en relation avec ses propres représentations, en l'encourageant à situer ses lieux de vie et ses déplacements à l'échelle de la ville. La grille d'entretien insiste sur la définition des limites du quartier – « où sont-elles ? Qu'est-ce qui les symbolise ? Comment s'appellent les quartiers limitrophes ? » – et sur les représentations de celui-ci en demandant des appréciations subjectives sur les pratiques spatiales : « c'est grand ou c'est petit comme quartier ? Par rapport au quartier du lieu de travail ? Est-ce loin du centre-ville ? ». Les explications données par les enquêtés représentent des informations précises qui sont traitées *a posteriori* à partir de l'enregistrement de l'atelier.

A l'issue de cette première phase, la carte générale [carte 7] est projetée, afin de tester les capacités de repérage des enquêtés. Il s'agit alors de s'assurer de leur bonne compréhension de la structure générale de la ville, en mettant notamment en évidence les principaux repères visibles sur la carte (barrages, camps militaires, cimetières, artères principales, etc.). Puis ces cartes sont projetées aux enquêtés, qui sont invités à réagir (à leur propre carte comme à celle des autres). Cette phase permet de faire émerger un discours ayant trait aux représentations spatiales de chacun, à travers des questions comme « est-ce que cette carte vous surprend ? », « est-ce que vous vous attendiez à autre chose ? ». De manière générale, il était difficile d'anticiper les réactions des habitants à la

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

représentation cartographique. La confrontation aux cartes n'a pas inhibé le débat et la réflexion collective entre les habitants. Ils se sont adaptés à la projection, sans que la médiation permanente du chercheur soit nécessaire, ce qui aurait pu représenter un biais.



Carte 7 : La carte de Ouagadougou utilisée comme base pour l'atelier (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017)

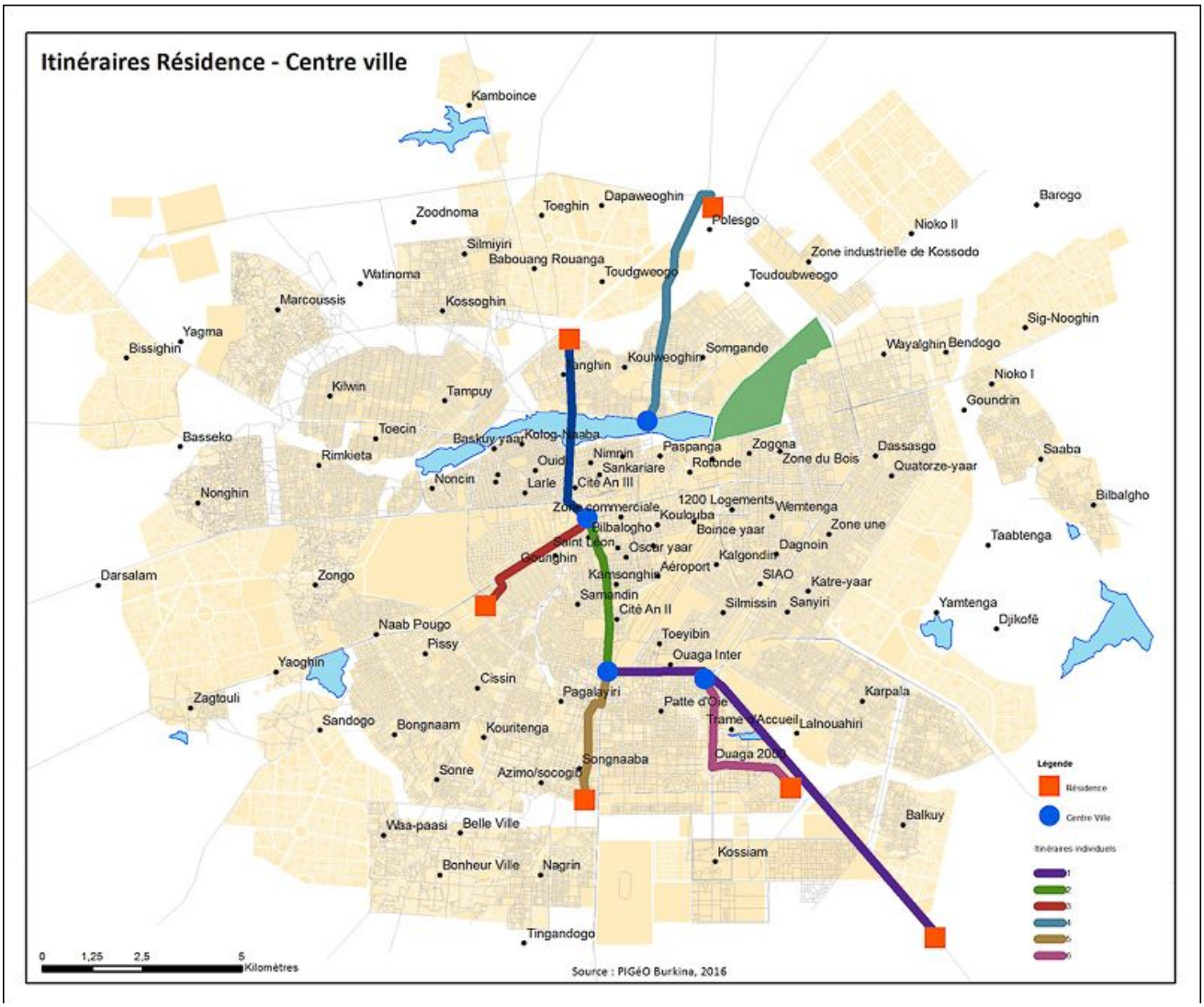
A partir de cette étape débute la phase collective de l'atelier. Le chercheur SIG projette le trajet le plus court – calculé par le logiciel – entre le domicile et le lieu de travail, afin de comparer celui-ci avec celui défini par l'habitant au cours de l'atelier. C'est l'occasion de comparer les déclarations faites par l'enquêté au cours de la première partie et la « réalité spatiale » ; dévoiler le kilométrage réel entre les points permet d'amener l'habitant à évoquer à nouveau ses représentations et à se préparer à la dernière phase. De même que le processus de localisation demandé à l'habitant permet de mettre à jour un discours sur ses modes de représentation, la divulgation du kilométrage permet de confronter les pratiques et les représentations à la réalité « physique » de la ville et de son organisation. Si l'écart entre l'itinéraire le plus court et celui pratiqué par l'habitant est important, il devient intéressant de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

comprendre les raisons de cet écart en l'interrogeant. Si les deux itinéraires sont similaires, nous pouvons supposer que les représentations spatiales de l'habitant lui offrent un capital de connaissance à même de lui faire faire le choix le plus efficace en termes de pratiques.

Cette première confrontation à la carte permet de passer un pas supplémentaire dans l'appréhension de la perception de l'espace urbain par les habitants. Ceux-ci sollicitent ainsi l'affichage de certains repères spatiaux sur la carte plutôt que d'autres afin de se repérer, par exemple. Ils se montrent également souvent surpris par la taille de l'agglomération, et avouaient parfois ne pas savoir parfaitement situer leur résidence par rapport au reste de la ville.



Carte 8 : Carte des itinéraires domicile/point d'entrée en centre-ville (chaque couleur et numéro représente un habitant interrogé) (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

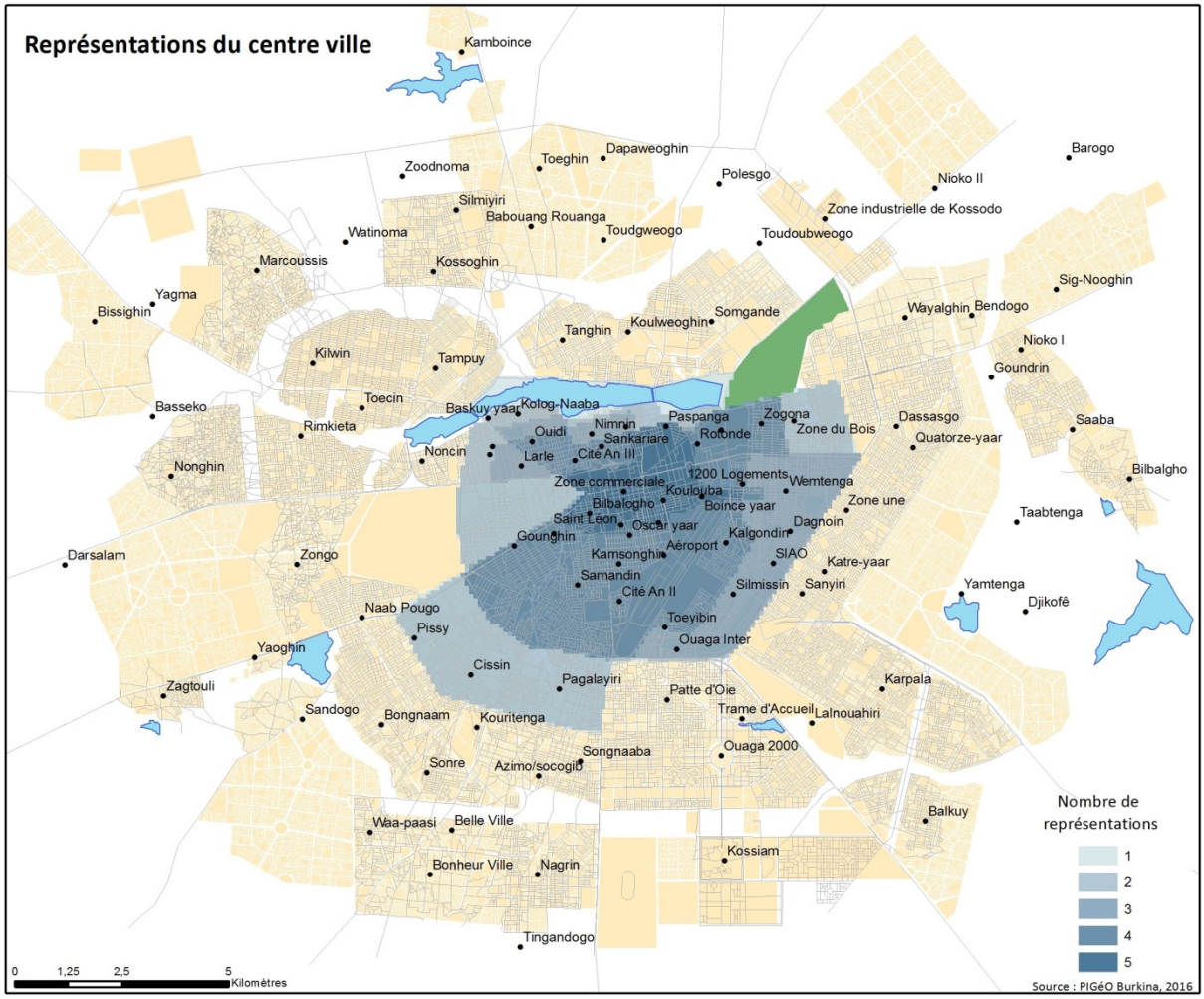
Plus généralement, les confrontations aux cartes individuelles permettent d'encourager les habitants à faire le lien entre leur discours sur l'espace et le repérage cartographique. A ce stade, les habitants ont en même temps pu produire du discours sur leur propre subjectivité spatiale, et être confrontés aux subjectivités des autres enquêtés, tout en initiant une discussion de groupe sur la carte, ce qui les amènent à la carte collective produite au cours de la troisième partie de l'atelier.

Après la confrontation des habitants à leurs cartes individuelles intervient une troisième phase qui va consister en la co-construction d'une dernière carte, collective, portant spécifiquement sur le centre-ville. Chacun s'étant déjà exprimé sur sa conception du centre-ville au cours de la première phase[171], l'idée est ici de définir précisément les contours du centre-ville de chacun, ce qui fait consensus ainsi que les points de divergences. Pour arriver à cette précision, nous partons à nouveau de la pratique en demandant aux enquêtés d'indiquer les contours du centre-ville « comme s'il devait le longer en *moto*[172] sans jamais y entrer ». La moto est en effet le principal moyen de déplacement à Ouagadougou, et mobiliser cet outil de la pratique quotidienne permet aux habitants de se projeter plus facilement dans l'exercice. Pour des raisons de commodité, le tracé démarre au niveau du point d'entrée en centre-ville de l'un des enquêtés défini lors de la première phase – idéalement, un point d'entrée commun à plusieurs enquêtés. Nous avançons ensuite tronçon par tronçon autour du centre-ville en ne cessant de questionner les habitants : au premier dissensus, un deuxième tracé est réalisé pour marquer la différence de point de vue entre les habitants.

C'est une représentation collective du centre-ville qui émerge de cette dernière phase de l'atelier. Le résultat cartographique – réalisé *a posteriori* – permet de mesurer l'ampleur des différences de perception du centre-ville (carte 9).

[171] « Où vous rendez-vous dans le centre-ville ? », « A partir de quand entrez-vous dans le centre-ville ? », « Quels sont les secteurs qui composent le centre-ville ? », « Quels sont les quartiers qui l'entourent ? »
[172] Le terme « moto » est le terme générique qui désigne à Ouagadougou des cyclomoteurs ou des petites motocyclettes (type « scooter) de faible cylindrée (< 80 cm3).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Carte 9 : Les différentes représentations du centre-ville de Ouagadougou : plus la zone bleue est foncée, plus elle est citée par les habitants comme faisant partie du centre-ville (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017)

L'ensemble des données collectées au cours de l'atelier a vocation à être cartographié et retravaillé a posteriori, pour au moins deux raisons. D'une part, il est très difficile de produire en direct une carte exploitable scientifiquement pour d'évidentes raisons de temps, mais les cartes projetées sont tout de même un premier niveau de données dont la confrontation en direct aux habitants permet une première analyse. D'autre part, c'est bien les différents niveaux de données obtenues au cours de l'atelier – informations sur les pratiques et les représentations des habitants, par le discours et par la carte – qui constituent un matériau précieux pour construire les cartes *a posteriori* illustrant les phénomènes ici mis en évidence. Le focus group constitue donc un espace de discussion autant que de négociation collective sur l'espace urbain qui produit des données autant par le discours produit que par le protocole triadique qui permet de produire ces discours (fig. 33).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

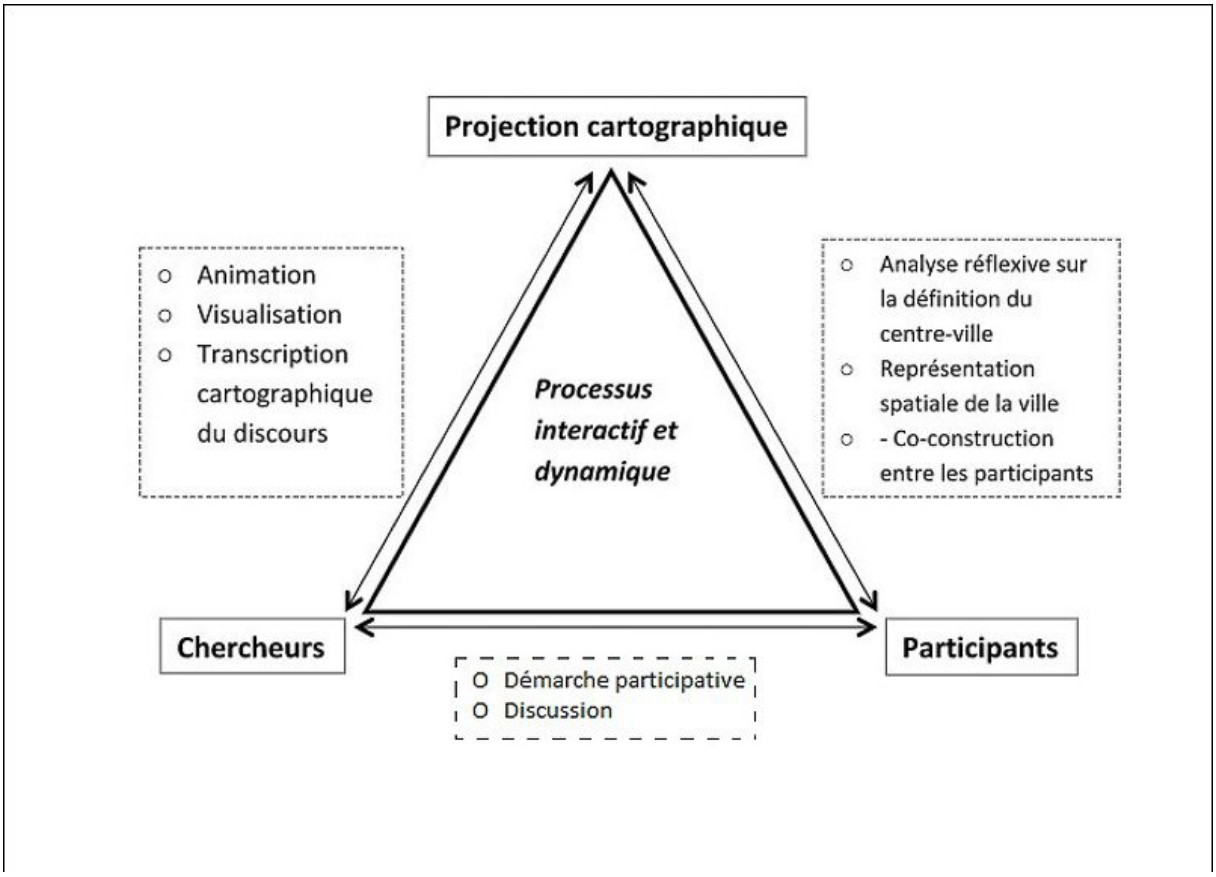


Figure 33 : La relation triadique de l'atelier : chercheur-participant-cartographe (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017)

1.1.2. Une hiérarchisation alternative des espaces

La discussion permet de mettre en évidence une nouvelle hiérarchie des représentations propres aux habitants : quels toponymes sont utilisés ? Quels éléments du paysage déterminent la pratique de la ville ? Comment se dessinent les frontières urbaines à l'échelle de l'habitant ? L'aspect participatif et l'accent mis sur les représentations permettent de souligner les conceptions alternatives de l'espace, par rapport aux représentations habituellement promues, et de faire émerger une nouvelle hiérarchie des normes et des pratiques urbaines. La conception du centre-ville peut y apparaître plus large ou plus floue que dans les programmes officiels d'urbanisme, par exemple. Les ateliers autorisent ainsi à faire ressortir les « controverses territoriales » (Hirt, Roche, 2013 : 1) propres à la ville de Ouagadougou. La mise en évidence cartographique de ces controverses donne également lieu à un retour sur celles-ci pendant l'atelier avec les habitants.

L'atelier offre surtout de précieux éléments sur une définition d'usage du centre-ville : dans une ville qui a fait de la rénovation de son centre-ville la clé de voûte de son développement urbain (Biehler,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2010), connaître ce qui différencie ce quartier des autres pour les habitants dans leurs usages de l'espace urbain permet de reconsidérer la conception de la centralité. Les ateliers avec les habitants nous autorisent à produire plusieurs définitions d'usage qui offrent un point de vue différent sur la centralité urbaine à Ouagadougou, tour à tour vue comme concentration de services, quartier à forte densification ou défini par l'opposition entre « anciens quartiers » et « quartiers périphériques ». Cette méthode vient alors compléter les entretiens semi-directifs réalisés au cours de l'enquête qui abordaient les usages du centre-ville dans le détail, mais ne permet pas de revenir avec précision sur la représentation de celui-ci.

D'une manière générale, l'atelier confirme une hiérarchie des espaces de la ville déjà mise en évidence à travers la série d'entretiens semi-directifs qui l'avait précédé : si la distinction entre le centre-ville et le reste semble d'une certaine manière porteuse de sens chez les habitants, la frontière principale est plutôt à situer entre quartiers lotis et non-lotis[173], les deux distinctions se recoupant parfois improprement :

> « Nagrin, c'est pas le centre-ville, pour moi, parce que là-bas, c'est non-loti. […] Pour moi, ce qui est loti, c'est le centre-ville » (entretien Innocent, focus group #1, 22/05/2015)

C'est ce qu'Innocent, habitant du non-loti de Toudoubweogo, dira au cours du premier atelier, avant de donner en fin d'atelier une définition plus restreinte et « classique » du centre-ville, n'englobant pas la totalité des quartiers lotis. Un habitant ira même, au cours du même atelier, jusqu'à distinguer un centre-ville renommé « le noyau » et un paradoxal « centre *périphérique* ».

L'exercice final du tracé des limites du centre-ville, en encourageant l'habitant à se placer dans un contexte directement lié à ses pratiques – contourner le centre-ville en moto – offre également des informations liant directement pratiques et représentations de l'espace urbain. Ainsi, si les barrages (cf. carte 7) représentent une limite nord « naturelle » au centre-ville pour la plupart des habitants, l'un d'entre eux fait passer la limite sur la berge nord des barrages, les intégrant de fait dans le centre-ville, en se justifiant par l'absence de route bitumée les longeant au sud, et se refusant à exclure du centre-ville les quartiers de Ouidi, Dapoya et Paspanga. Ainsi, le centre-ville *perçu* se retrouve bien plus intimement lié au centre-ville *vécu* qu'au centre-ville *conçu* (Lefebvre, 1974).

En définitive, la carte hiérarchisée des différents centres-villes (carte 9) souligne la disparité des centres-villes perçus, tout en faisant émerger un centre-ville commun à tous, une zone de consensus, la plus foncée sur l'image. Le centre-ville apparaît ainsi comme une réalité complexe et mouvante : parfois restreint et d'autant plus lointain et inaccessible, il peut aussi s'étaler sur près d'un quart de

[173] Les quartiers non-lotis regroupent les quartiers situés hors de la Trame urbaine officielle, soit schématiquement les quartiers d'habitat « informel ».

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'espace urbain total. Les entretiens permettent de comprendre les représentations individuelles, selon les parcours, les pratiques, les caractéristiques socio-culturelles de l'habitant, mais le but ici est de produire une carte portant sur une représentation collective du centre-ville. Il faut d'ailleurs insister sur le fait que l'un des principaux enseignements de nos *focus groups* est que le centre-ville fait sens pour tous les habitants interrogés. Chacun d'eux distingue à Ouagadougou cet espace d'exception qu'est le centre-ville – bien qu'aucun n'y vive.

Il aurait été intéressant de multiplier les *focus groups* pour obtenir un dessin encore plus précis des représentations du centre-ville, mais les conditions nécessaires à chaque atelier, difficiles à réunir, ne nous ont permis de ne recueillir que sept tracés, ce qui nous donne une idée générale déjà relativement précise. En recoupant avec les questions posées en entretien, nous remarquons que le centre-ville *consensuel*, la zone la plus foncée, est globalement acceptée par tous comme faisant partie du centre-ville. Il s'agit ici de la zone « historique », concentrée autour du Grand marché Rood Woko, incluant la zone de la ZACA – que personne, même au cours des entretiens individuels n'a semble-t-il songé à exclure du centre-ville. Ce dernier point est intéressant, car il nous permet également d'avancer que si nous avons défini ici ce qui serait un centre-ville d'*usage*, au sens où il représenterait ce qui fait sens pour tous en tant que centre-ville, les pratiques seules ne peuvent suffire à le délimiter. La zone ZACA est bien peu pratiquée aujourd'hui, bien moins que certaines périphéries, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Or, la zone reste indéniablement centrale, de par son effective centralité géographique, et sans doute son importance historique, voir son avenir politico-économique. Le centre-ville *vécu* et *conçu* ne doit pas être pensé en opposition au centre-ville *conçu*, mais bien avec. Les habitants partagent également partiellement le point de vue des pouvoirs publics sur l'espace, car ils l'intègrent et pensent la ville avec les outils que le pouvoir leur donne pour le faire.

Cependant, les habitants ne pensent pas le centre-ville qu'à partir du point de vue de l'État, mais s'en constituent une image à partir d'une multitude de points de vue, des récits qui en sont faits, des pratiques qu'ils en font. Ce qui explique qu'au-delà de la zone la plus consensuelle, les représentations du centre-ville s'étirent et voient leurs limites se perdre au détour des quartiers périphériques. Le vécu et les pratiques de chacun forgent des représentations multiples de la centralité, négocient en permanence sa définition et viennent parfois buter contre des obstacles physiques trop évidents pour être évités. Si les barrages ou l'aéroport semblent offrir des limites « naturelles », commodes au centre, certains habitants intègrent des quartiers au-delà – Silmissin, Gounghin, Samandin, et parfois l'ensemble de la ville lotie – qui définissent ce qui pour eux constitue la centralité, espace convoité, également espace *autre*, aucun habitant ne se considérant comme résidant en centre-ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.1.3. L'urbanité comme caractère individuel et collectif

Si l'exercice souligne d'évidentes différences de représentations liées aux diversités de pratiques – on ne se représente pas de la même manière l'espace urbain selon que l'on se déplace en deux-roues ou en automobile (Bailly, 1977 ; Bailly, 1985) – la discussion collective, si elle ne visait pas le consensus, a fait émerger une représentation à la fois collective et subjective de l'espace urbain, pleine d'enseignement et difficile à obtenir par d'autres méthodes. En cela, cette méthode est apparue novatrice et riche de potentialités.

L'intérêt de produire une carte collective ayant trait aux représentations urbaines permet également de rappeler que l'*urbanité* est un produit collectif, qui répond à un « corpus de connaissances, un système de valeurs qui contribue à la mise en forme du monde social » (Hilgers, 2009). Cette représentation se joue ainsi à la fois sur un plan individuel, traduit par le capital de connaissances que l'habitant mobilise pour s'orienter socialement, matériellement et symboliquement dans l'espace urbain, et sur le plan collectif, en constituant un « arrière-plan sur lequel se jouent les identités et les différences » (ibid. : 177), agissant comme un filtre social nécessaire à la construction de la subjectivité urbaine. En mettant en place une méthode de focus group qui permet de lier *directement* les pratiques et représentations individuelles et collectives, nous avons pu développer un moyen efficace de comprendre la complexité de ce qui se joue dans l'appropriation et la lecture de l'espace par les communautés. La méthode ici construite se situe au croisement de la cartographie participative classique et de la cartographie autochtone : elle utilise des techniques, des outils, un langage, qui sont ceux de la cartographie « occidentale », mais contourne le biais ethnocentrique en mettant en place la « rencontre » entre une pratique cartographique et une pratique culturelle de l'espace distincte. L'objectif des ateliers n'est donc pas la carte comme « produit fini », mais davantage le « processus collaboratif » (Hirt, Roche, 2013 : 4). Cette méthode nous permet donc de nous rapprocher d'un point de vue émique, c'est-à-dire basé sur le système de pensée et les concepts des habitants (Olivier De Sardan, 2008), en nous permettant de « mettre à jour une matrice de perceptions communes aux habitants » (Hilgers, 2012), et en faisant des habitants comme des chercheurs les co-auteurs des données issues de l'atelier.

Ces représentations collectives du centre-ville nous amènent donc à nous poser de nouvelles questions. Au-delà de la définition des limites par les habitants, il apparaît judicieux de s'interroger sur les discours sur la centralité que tiennent les habitants. S'ils la définissent, les Ouagalais expriment également des jugements de valeurs sur elle, qui complètent la représentation qu'ils s'en font.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2. Les projets vus des habitants (1). Ouaga 2000 et la symbolique des inégalités urbaines : « c'est chez les mollahs, les beaux quartiers ! »

Au cours de nos entretiens, nous avons pu recueillir les avis des habitants de Ouagadougou sur les évolutions de leur ville et les projets urbains. Là où Ouaga 2000 et le projet ZACA, bien que forts différents dans leur mise en œuvre, ont pour but, pour l'État, de moderniser l'image de la ville, ils ont pourtant chacun un rôle bien distinct dans les représentations habitantes.

Si Ouaga 2000 revêt une puissante portée symbolique en étant facilement associé à un quartier de l'élite, l'échec du projet ZACA provoque un discours centré sur les enjeux propres à la mise en œuvre du projet. Comme nous le verrons au cours de la sous-partie suivante, il s'agit notamment d'interroger la légitimité du projet et les conséquences politiques et humaines de celui-ci. En résumé, si Ouaga 2000 interroge les habitants au présent, la ZACA résonne surtout par son passé (la relocalisation forcée de ses habitants) et son futur (les enjeux du projet pour la ville).

Les représentations des politiques urbaines supposent bien entendu d'être informé sur ces politiques, ce qui suppose un niveau de capital économique et culturel qui permet de susciter l'intérêt par rapport à ce sujet. Ainsi, Ouaga 2000 peut être vu selon les habitants comme un quartier d'élite attractif et prestigieux, une métaphore des inégalités sociales, un potentiel investissement foncier intéressant, voire ne pas susciter d'intérêt du tout. Ainsi, Amidou, jeune homme de 25 ans qui a quitté l'école avant la sixième et qui depuis exerce diverses activités de commerce informel, vit dans la cour familiale de Paglayiri relativement proche – moins de deux kilomètres – de Ouaga 2000 mais n'a qu'un avis très limité sur ce quartier :

> « Non, on ne part pas là-bas, […] c'est loin, hein… » (entretien Amidou, Paglayiri, 01/07/2015)

En vérité, les raisons ne sont pas nombreuses pour se rendre à Ouaga 2000, et ne concernent qu'une minorité de la population. A Ouaga 2000, on trouve essentiellement des résidences privées, des commerces, des lieux de divertissements de standing, et des administrations. Certains habitants se rendent dans les administrations, comme la Caisse de retraites des fonctionnaires, mais toutes n'ont pas encore déménagé dans le quartier. Ouaga 2000 n'est donc pas le quartier de tous les Ouagalais. En ce sens, si le but du projet urbain est de redéfinir la centralité urbaine à Ouagadougou, il y échoue pour l'instant. Malgré tout, il faut noter que Ouaga 2000 est de plus en plus *urbain* au fil des années : si au début des années 2000, il fallait presque sortir de la ville pour s'y rendre, accentuant l'impression d'îlot élitiste isolé, le tissu urbain a rattrapé et intégré le quartier :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « A l'époque, c'était loin, c'était très loin de la ville, mais ils ont construit… En tout cas, c'est de la ville qui n'est pas trop éloignée, c'est dans la ville » (entretien Sylvie, Dagnoen, 18/06/2015)

Sylvie, employée d'une compagnie d'assurance résidant à Dagnoen, un quartier situé à l'intérieur du boulevard circulaire, résume ainsi sa perception de Ouaga 2000. Le quartier est aujourd'hui accessible en quelques minutes depuis le carrefour de la Patte d'Oie et l'urbanisation est continue bien au-delà. Ainsi, Issouf, fonctionnaire qui vient d'emménager à Bonheur Ville, quartier récemment loti au sud de la ville, se considère bien intégré au tissu urbain alors qu'il est encore plus loin que Ouaga 2000 par rapport au centre-ville :

> « Bonheur Ville, c'est un quartier en pleine expansion. C'est pas loin de Ouaga 2000 […]. En fait, aujourd'hui, avec l'urbanisation de Ouagadougou, Bonheur Ville se trouve en plein centre de Ouaga. » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

De fait, de nombreux habitants de Ouagadougou, et notamment dans notre enquête ceux qui vivent dans des quartiers proches de Ouaga 2000 (Bonheur Ville, Cité Azimo…) affirment volontiers que Ouaga 2000 sera le futur centre-ville, se plaisant à voir leur lieu de résidence ainsi replacé au centre de la carte, tel que Hassan :

> « Maintenant, on voit que le centre-ville, aussi, on peut dire que ça se déplace, puisque ça vient vers chez nous. Les restaurants sont en train de venir, les trucs se déplacent… les ambassades aussi viennent. » (entretien Hassan, focus group #1, 22/05/2015)

De même, les habitants du non-loti de Tingandgo, quatre kilomètres plus au sud de Ouaga 2000, y voient le début du centre-ville :

> « Le centre-ville commence à l'hôtel Lybia[174], à Ouaga 2000. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Mais l'intégration géographique du quartier dans la ville ne s'est vraisemblablement pas accompagnée de son intégration sociale, même si certains habitants peuvent s'y faire de temps en temps employer : « souvent, il y a du travail à Ouaga 2000 »[175], sur des chantiers, ou comme gardien de villas.

Cette évolution a tout de même rendu tangible l'existence de ce quartier dans l'ensemble urbain ouagalais. De nombreux habitants ont un avis sur le quartier, même sans jamais s'y rendre ou presque. Une idée forte revient au cours de nos entretiens au moment de définir Ouaga 2000 :

> « C'est très différent, là-bas, c'est la classe VIP, hein ! C'est chez les mollahs, les beaux quartiers ! » (entretien Edith, Paglayiri, 01/07/2015)

---

[174] Hôtel de luxe – également appelé Laïco – construit par des capitaux libyens, dont l'imposante silhouette domine Ouaga 2000 et en constitue l'un des symboles.
[175] *Ibid.*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

C'est également le constat que dresse Rasmané, animateur radio résidant à Wemtenga :

> « Ouaga 2000, c'est Paris dans Ouagadougou !
>
> FL : Et ça c'est un compliment ou pas ?
>
> R : Bon, non, c'est pour dire que c'est le plus beau coin de Ouaga, quoi. Tu vas voir des jolies maisons là-bas, tout ça. C'est les "boss" qui habitent là-bas. » (entretien Rasmané, Wemtenga, 05/05/2015)

L'aspect élitiste du quartier n'échappe pour ainsi dire à personne : pour une grande partie des Ouagalais, Ouaga 2000, « c'est le quartier des riches »[176]. De ce constat découle deux formes de réaction, l'une négative et l'autre positive : la construction d'un discours critique déplorant les inégalités que représentent le quartier, ou la mobilisation d'un imaginaire autour de l'approbation de la réalité sociale sous-tendue par le quartier, à travers la fascination, l'envie ou la justification.

Ainsi, beaucoup d'habitants que nous avons interrogés ont une vision négative du quartier, qui symbolise les inégalités sociales. Pour Modou, musicien du quartier de Wemtenga :

> « Ouaga 2000, ils ont eu toute une masse d'argent… Du ciment, ce n'est que du ciment, une quantité de ciment qui ne sert pas aux gens, qui ne sert pas au peuple, qui ne sert même pas à ceux qui habitent là… », avant de conclure : « je ne montrerai pas ce quartier à un visiteur, ce n'est pas une fierté pour moi » (entretien Modou, Wemtenga, 05/05/2015).

Pour plusieurs habitants, la présence même du quartier représente bien un message politique clair :

> « Moi, ça ne m'intéresse pas, Ouaga 2000. […] Je n'ai jamais aimé Ouaga 2000, parce que c'est le fruit d'un système politique qui a été mis en place par nos dirigeants pour séparer les classes sociales, les riches ou les pauvres. […] Donc moi, déjà, ça ne m'a pas beaucoup plu de savoir qu'on concentre les riches d'un côté et les pauvres d'un autre côté. […] Je n'aime pas trop nos politiciens, j'aime pas leurs façons de procéder. Ouaga 2000, ça m'a jamais plu, voilà. Mais je ne dis pas que je déteste ceux qui sont à Ouaga 2000, mais je déteste le système qui a mis en place cette séparation », m'a déclaré Aristide (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016).

Alphonse, l'artiste-peintre résidant à Karpala, non loin de Ouaga 2000, explique l'effet-frontière qui saisit le visiteur arrivant à Ouaga 2000 :

> « On avait un petit couloir de l'autre côté, juste après le petit bois. Moi, j'aimais faire visiter aux occidentaux Ouaga 2000 en passant par ce petit couloir-là ! Je faisais ça exprès pour voir la différence. Il n'y a qu'un seul goudron* qui sépare les deux. C'est deux mondes, quoi. Tu vois, je passais par le non-loti pour permettre à la personne de voir la misère et la précarité qui règne dans ce petit couloir, là. Et je monte juste sur le goudron*, quand je redescends, comme ça, c'est un autre monde, quoi, c'est autre chose. » (entretien Alphonse, Karpala, 02/05/2015)

[176] Entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il développera par la suite en insistant sur la corruption et le détournement qui sous-tendraient le développement de Ouaga 2000, tout comme le fait Mariam :

> « C'est différent du reste de Ouaga. Et quand je regarde ça, je trouve que c'est un gâchis. C'est de l'argent qu'on avait mobilisé… Quand tu vois, par exemple, un simple fonctionnaire qui a volé de l'argent… Je me dis : il aurait mis cet argent volé à profit en allant faire des célibatoriums* ou des choses dans les quartiers populaires pour qu'on utilise, il allait gagner, les autres allaient gagner, plutôt que d'aller construire là-bas… Il peut même pas assurer le fonctionnement, l'entretien. Vous avez vu il y a combien de maisons fermées ? Il y a combien de parcelles que les gens n'arrivent pas [à construire] parce qu'on a imposé un style de construction aux gens. Et puis quand tu es là-bas, tu es isolé. Y'a rien à côté. Tu peux pas avoir un simple boutiquier qui vient se mettre, parce que ça a un certain standing, et tout. Ils sont là, enfermés et tout, et tu vois qu'il y a forcément beaucoup de magouilles derrière tout ça, quoi. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Cet effet-frontière est également présent dans le discours d'Isidore. Cet artisan et artiste burkinabè vit à Silmiyiri, au Nord de la ville. Marié à une européenne, il a beaucoup voyagé à l'étranger et bénéficie assurément d'une condition sociale confortable. Dans notre entretien, il apparaît malgré tout très attaché à la pratique d'un Ouagadougou « populaire » et juge sévèrement Ouaga 2000 :

> « Ouais, Ouaga 2000, ça me fait bien tellement rigoler. J'ai eu la chance de survoler Ouagadougou en ULM. Le type me dit "regarde à ta gauche, c'est Ouaga 2000, regarde à ta droite, c'est Ouagadougou". Et je vois à ma gauche une ville européenne, résidentielle, avec beaucoup de piscines. Et tu regardes Ouagadougou à ta droite, on dirait que les maisons, on les a prises et on les a balancé à côté ! A Ouaga 2000, y'a tout, y'a les goudrons*, c'est pas encore habité, et tu vois que là, tu n'as que des motos qui se croisent pêle-mêle… » (entretien Isidore, Silmiyiri, 17/05/2015)

La rhétorique d'un quartier *hors de la vraie ville* revient souvent. Ouaga 2000, ce ne serait pas tout à fait Ouagadougou. Christian, lui, développe également un discours critique, bien que moins virulent, sur le quartier qu'il relie à la question des inégalités sociales :

> « Ouaga 2000, c'est bien, mais c'est exagéré. […] Pour moi, ça ne sert pas d'aller construire une maison de 300, 500 millions, et habiter avec sa femme, ses deux enfants, les employés de maison… Une grande maison pour juste trois personnes, alors qu'on a de la famille qui souffre, ça ne sert pas. Je ne suis pas contre le développement, mais le développement, je me dis que c'est d'abord l'humanisme. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Le discours de Christian, relativement mesuré, insiste sur deux points importants qui sont à la charnière du discours sur Ouaga 2000 : il admet que la création du quartier peut servir le développement, en encourageant l'investissement, mais perçoit que l'image du quartier renvoie surtout aux inégalités et à la prévarication, cristallisant la colère populaire, comme ce fut le cas lors de l'insurrection d'octobre 2014 :

> « Les gens voient mal Ouaga 2000. Les gens ne sont pas contents. Je me rappelle, pendant la crise d'octobre passé, il y a des gens qui disaient que si les gens allaient prendre les armes, s'il y allait avoir une guerre civile, toute la jeunesse allait se diriger vers Ouaga 2000. Pour se venger. Parce que c'est notre argent qu'ils ont pris pour ça. Et ça fait mal. Moi, ça me frustre quand je vois des choses comme ça. Ça fait mal, seulement on n'y peut rien. On n'a

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> pas d'endroits où se plaindre. Tous ceux qui sont censés nous rendre justice, c'est eux qui sont en train de nous piller. » (*ibid.*)

Il faut souligner que ce discours critique et politisé revient souvent au cours de nos entretiens chez certaines catégories spécifiques d'habitants, notamment les artistes. Christian, Alphonse, Aristide, Isidore et Modou, sont respectivement comédien, artiste-peintre, artiste-plasticien, artisan-musicien et musicien. Il s'agit d'individus qui n'ont pas les moyens financiers qui leur permettraient d'appartenir à la bourgeoisie urbaine de laquelle leur capital culturel les rapproche. Ils peuvent développer ainsi un discours conscient des structures politiques et des dynamiques à l'œuvre tout en occupant une position d'*outsider* qui leur autorise la critique, souvent virulente.

Sans nécessairement développer un discours critique, certains habitants perçoivent l'exceptionnalité du quartier et les privilèges qui y sont associés :

> « Par exemple, ils n'ont pas de coupures là-bas, c'est pas pareil » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015),

nous diront les habitants du non-loti de Tingandgo, voisin de Ouaga 2000. Même pour les habitants qui ne voient pas forcément Ouaga 2000 de manière négative, comme Angélique, la question de l'inégalité se pose par les prix proposés dans le quartier, et de nombreux habitants en sont exclus de fait :

> « Ouaga 2000, je vais vraiment rarement […]. Je n'ai pas grand-chose à faire là-bas. Il y a quelques boutiques… La dernière fois que je suis allé, j'ai vu une boutique de prêt-à-porter pour enfant, c'était vraiment joli. Mais c'est des trucs que je ne peux pas payer parce que là, Ouaga 2000, c'est trop cher ! C'est juste tu passes, tu regardes et tu apprécies, quoi. » (entretien Angélique, Nonghin, 29/05/2015)

Ouaga 2000 est donc clairement un quartier à part : s'il est désormais plus accessible spatialement qu'à sa construction, il reste séparé de la ville par une frontière économique et sociale relativement claire.

Si nul ne remet en cause l'exceptionnalité du quartier, celui-ci exerce une fascination certaine sur certains habitants. Il y a déjà une ambiance indéniablement différente, étrangère au reste de la ville, comme nous le montrerons dans la sous-partie suivante. Mais en étant considéré par la quasi-totalité des habitants comme le quartier de l'élite, il s'associe de fait à un objectif d'ascension sociale pour nombre de Ouagalais.

Nombreux sont ceux qui le considèrent comme une réussite urbanistique et urbaine, un contre-exemple aux maux généralement associés au reste de la ville :

> « Ouaga 2000, c'est un très beau quartier. C'est bien, c'est un bon projet, surtout les cafés comme ça, c'est bien… » (entretien Sylvie Dagnoin, 18/06/2015)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les équipements « modernes » du quartier impressionnent plusieurs enquêtés comme Sylvie : restaurants chics, villas de standing, qualité de la voirie, etc. Issouf résume ainsi ce point de vue :

> « Oui, c'est différent. Ça a permis de donner un beau visage à Ouagadougou, en matière d'infrastructures d'habitation. Parce que là, c'est pas du n'importe quoi. Je pense qu'aussi, dans la perspective, les voies sont assez élargies. En matière d'urbanisme, y'a de bonnes formes de maisons. Cet aspect esthétique et aussi cet aspect de sécurité… Parce que les voies sont larges, ça veut dire qu'il y a la salubrité. Et il y a une grande quiétude, aussi. C'est pas comme dans les quartiers où vous allez trouver une mosquée ici, un bar ici… C'est bien organisé. » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

Boureima, une quarantaine d'années, vit modestement de travaux journaliers et informels. Il réside dans le non-loti de Toudoubweogo. Toutefois, nous sommes autorisés à penser que sa qualité de militant du CDP, le parti de Blaise Compaoré, qu'il confesse lors de son entretien, peut l'inciter à défendre les projets présidentiels. Sa vision de Ouaga 2000 reste intéressante : ce prolétaire urbain qui n'aura sans doute jamais les moyens de résider à Ouaga 2000, défend l'absolue nécessité du projet, selon lui essentiel à la ville, mais reconnaît en outre que le quartier est réservé à l'élite :

> « Là-bas, c'est bon. Ce que je vois, c'est bon. Si on pouvait ajouter un autre coin comme ça, ce serait bon. S'il n'y avait pas Ouaga 2000, il n'y aurait même plus Ouagadougou. Ouaga 2000, ça a trop changé Ouagadougou ! Mais ils ont fait ça différemment pour ceux qui ont les moyens. Si tu n'as pas de moyens, tu ne peux pas aller vivre là-bas. Tu peux pas rentrer comme ça chez ton voisin dire que tu veux l'eau ! Là-bas, ils ont uniquement donné à ceux qui ont les moyens. La plupart, ce sont des étrangers, même. » (entretien Boureima, Toudoubweogo, 20/05/2015)

Dans ce type de discours se confond donc la défense de l'intérêt et de la cohérence d'un tel projet pour la ville avec la rhétorique de l'extraterritorialité – spatiale, sociale – du quartier. Nous reviendrons plus bas sur la référence au mode de vie. Alassane, patron d'une entreprise de commerce de produits artisanaux, est propriétaire de sa maison à Nonsin, mais envie également les avantages de Ouaga 2000 :

> « Bien sûr. [J'aimerais vivre à] Ouaga 2000, par exemple. C'est un quartier résidentiel, où il n'y a pas beaucoup de bruit, et tout… Chacun est tranquille chez lui, comparativement à ici, où il y a trop de désordre. […] C'est très différent. Vous avez bien vu quand je vous ai accueilli, j'étais en train de pourchasser les enfants du quartier. Ils étaient nombreux qui rentraient là. Ici, c'est comme ça. […] A Ouaga 2000, ça n'existe pas. » (entretien Alassane, Nonsin, 02/07/2015)

Le mode de vie à Ouaga 2000 est donc perçu comme différent du reste de la ville. Ce particularisme associé à l'élitisme socio-économique du quartier fait que les habitants y considèrent les modes de voisinage et de résolution de conflits urbains comme propres aux quartiers. Patrice, résident de la Cité

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Azimo, estime habiter à Ouaga 2000[177] et est conscient des différences entre le quartier et le reste de Ouagadougou :

> « Tout est calme, par exemple, à Ouaga 2000. Je sais qu'à Ouaga 2000, je prends un exemple à Gounghin, ou à Tampouy, ou chose, tu vas avoir les maquis* qui te donnent les sons de partout, et tout ça… Alors qu'à Ouaga 2000, c'est très rare. Même présentement, il y a un maquis* ici qui fait du bruit, mais les gens sont allés se plaindre, et je sais qu'ils vont le fermer. Ça, rien à faire, parce que je sais que dans mon quartier, c'est très rare… Soit, il y a des maquis*, mais qui ne font pas du bruit, tu vois ? Alors que dans d'autres… Moi, je préfère un quartier qui est très calme. Quand je vais sortir pour aller vraiment faire le show, je sais que je vais aller dans un autre quartier où il y a du bruit, tout ça, mais quand je rentre chez moi, je veux me retrouver chez moi, calmement, à réfléchir. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

On retrouve ici une caractéristique fondamentale du quartier, qui transparaît dans une grande partie de nos entretiens : Ouaga 2000 est le quartier de la *distinction*, il est ce lieu dans la ville où tout est différent, les habitants et les rapports qu'ils ont entre eux, la morphologie, le mode de vie. Cette propriété transmet un ordre, une hiérarchie urbaine dont les frontières sont claires : celui qui veut atteindre l'élite sociale doit passer par cette élite spatiale, et vice versa. Sylvie, de Dagnoen, tout en nous confiant sa fascination pour le projet Ouaga 2000, nous a toutefois répété à plusieurs reprises au cours de l'entretien qu'elle souhaiterait idéalement pouvoir vivre en dehors de la ville, au calme de la campagne. Pour autant, elle sait que la possibilité de résider un jour à Ouaga 2000 sera difficile à refuser, car l'accès aux positions socialement dominantes passe par l'accès aux espaces de la domination :

> « Ça ne me dit pas… Mais si je "gagne"[178], j'irai. » (entretien Sylvie, Dagnoen, 18/06/2015)

Autrement dit, elle sait qu'une ascension sociale optimale à Ouagadougou passe entre autres par Ouaga 2000, et manifeste ainsi sa conscience de la hiérarchie spatiale, et de ses liens avec les structures spatiales. Il apparaît ainsi que Ouaga 2000 depuis le début du projet est parvenu à se construire un capital symbolique certain : la localisation dans le quartier traduit clairement une position sociale et un mode de vie – ce que nous développerons plus bas – ce qui est finalement rare à Ouagadougou.

En définitive, une des principales différences entre ceux qui considèrent Ouaga 2000 positivement ou négativement se joue sur l'image que le quartier renvoie. Si pour certains, il symbolise la corruption et les inégalités, pour d'autres, il est une fierté, le quartier dont la ville devait se doter pour ambitionner d'être l'égale des grandes métropoles africaines, et en particulier Abidjan, qui reste

[177] Ce qui peut se concevoir : les deux quartiers sont contigus, et concentrent une population relativement aisée, même si la Cité Azimo ne fait pas partie du projet Ouaga 2000 et que les différences y sont tout de même visibles : peu ou pas de routes goudronnées dans la Cité, des villas moins exubérantes, un prix au mètre carré moins élevé et une relative présence de familles d'origine plus modeste.
[178] « Si je gagne assez d'argent pour y aller ».

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'étalon urbanistique le mieux partagé[179]. Patrice a grandi à Abidjan. Lorsqu'on lui demande ce qu'il montrerait à Ouagadougou à un visiteur ivoirien, il déclare ceci :

> « Déjà, je vais l'amener à Ouaga 2000, parce que eux, la mentalité qu'ils ont du Burkina, c'est que c'est un pays qui n'est pas développé. Tout ce qu'on leur montre à la télé, c'est le rond-point des Cinéastes, là. Voilà, c'est tout. Donc, quand tu les emmènes là, ils disent « ah, si, j'ai déjà vu ça à la télé ! ». Tu les amènes au rond-point où il y a le Lion devant le CCF, ils disent « ah, j'ai déjà vu ça ! ». Rond-point des Nations-Unies, oui, il a déjà vu ça… Mais après, Ouaga 2000, quand tu l'emmènes, il dit « waouh, je savais pas qu'à Ouaga, il y avait ça ; les Ouagalais, ils ont l'argent ! », tout ça, tout ça… » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

La vision de Patrice correspond ici au discours gouvernemental : la construction de Ouaga 2000, comme l'ensemble de la politique urbaine, doit permettre d'améliorer l'image de la ville. Certains habitants considèrent d'ailleurs que Ouagadougou est déjà liée à l'image de Ouaga 2000, comme Georges, répondant à la même question que Patrice :

> « Si c'est mon choix, d'abord, ce sera lui faire visiter Ouaga 2000, car même à l'extérieur, les gens ont tellement amplifié ça… Moi, je ne trouve rien d'extraordinaire dans ce quartier, mais les gens veulent voir ça. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

On retrouve fréquemment cette fierté associée à une rhétorique de la compétition entre les villes au cours de notre enquête. La plupart du temps, les habitants déclarent d'ailleurs qu'ils ne feraient pas visiter les mêmes endroits à un visiteur européen qu'à un visiteur africain. Ils anticipent sur le fait que les Européens souhaiteront voir des images *authentiques*, qui correspondent en fait aux représentations stéréotypées qu'ils peuvent avoir de l'Afrique – quartiers informels, nature sauvage, marchés grouillants. En cela, il n'est pas utile de mobiliser l'image de Ouaga 2000, comme le rappelle Christian :

> « Si vous étiez venu nouvellement à Ouagadougou, j'allais plus me concentrer sur les endroits un peu touristiques. **Pas Ouaga 2000, chez vous, c'est encore plus joli que Ouaga 2000…** » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Mais la majorité des habitants souhaiterait avant tout prouver à un visiteur africain – et notamment ivoirien – que Ouagadougou, dont ils craignent la stigmatisation, peut rivaliser avec une autre capitale africaine. Ouaga 2000 remplit ce rôle : montrer les réussites économiques et architecturales dont est capable le pays – même si l'on n'y a pas accès.

[179] Il faut d'ailleurs noter le paradoxe entre les représentations d'Abidjan « pays de cocagne », notamment pour les anciens résidents de Côte-d'Ivoire, et la décrépitude de la ville au sortir de la guerre (qui a poussé de nombreux Burkinabè de Côte-d'Ivoire à revenir au Burkina Faso). En cela, si Abidjan reste donc un « étalon urbanistique partagé » comme je l'ai dit, c'est surtout en regard des habitants, et pour nombre d'entre eux, de l'image qu'ils ont souhaitée en garder. Pour les autorités, voire pour d'autres habitants, les regards peuvent se tourner vers d'autres villes : Dakar souvent, ou des villes visitées par les habitants (on me citera Libreville ou Casablanca au cours de mes entretiens), voire d'autres villes du Sud.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

C'est donc un imaginaire de fascination/répulsion qui est mobilisé par les Ouagalais à propos de Ouaga 2000. Le quartier ne laisse en tout cas guère de monde indifférent, bien que peu soient amenés à le fréquenter régulièrement. Ouaga 2000 remplit-il une fonction de centralité ? Il est difficile de l'affirmer. D'un côté, le quartier est connu de tous, fait sens pour la plupart, est associé à des images très fortes. Il concentre également de manière certaine des ressources économiques, politiques, voire culturelles. Mais Ouaga 2000 est perçu comme extraterritorial et les ressources qu'il concentre ne sont clairement pas appropriables – ou tout du moins par très peu d'habitants.

Ouaga 2000 ne réunit pas, ne concentre pas, et en cela ne correspond pas aux principes de la centralité chez Lefebvre, notamment. C'est un quartier qui, dans la pratique comme dans les représentations que s'en font les habitants, ne réunit pas mais sépare, désagrège, et finalement ne paraît avoir émergé que pour offrir un espace de protection du capital de l'élite. Si le centre-ville, en tant que concentration de ressources, apparaît comme un espace d'exception, structurant un ordre urbain inégalitaire, Ouaga 2000 apparaît bien plus comme un espace de séparation, perçu et vécu comme tel par les habitants, y compris pour ceux sur lesquels il exerce un attrait ou éveille des représentations positives. Ouaga 2000 ne structure pas non plus un rapport centre/périphérie. Il s'agit d'un espace résolument autre, qui ne se construit pas sur l'opposition avec une périphérie inférieure. Pour les habitants du non-loti de Tingandgo, à quelques centaines de mètres de celui-ci, Ouaga 2000 n'existe pas réellement. L'espace où il tente de capter les ressources dont leur position les prive est le centre-ville, à une quinzaine de kilomètres de là. Ouaga 2000 semble donc avoir échoué à s'être érigé comme le nouveau centre de Ouagadougou, selon les mots de l'ancien DG de la ZACA, mais était-ce finalement son but ? Le quartier a en tout cas atteint un objectif indéniable : créer une extraterritorialité au cœur de la ville à destination exclusive d'une catégorie précise de la population. Les ressources qu'il concentre ne sont pas destinées à être appropriables par tous.

Toutefois, il est nécessaire de nuancer ce propos en nous attardant sur l'évolution récente du quartier. Si Ouaga 2000 reste associé avant tout à l'élite et à la richesse, il est de surcroit, et de plus en plus, le lieu du pouvoir. Les ministères et ambassades continuent d'y déménager progressivement, et surtout, l'installation du nouveau palais présidentiel (fig. 34) a parachevé symboliquement le transfert du pouvoir politique. On ne peut donc pas réduire Ouaga 2000 à sa dimension économique. En y installant le palais, le pouvoir burkinabè pensait d'ailleurs s'assurer la même protection qu'au capital qui s'y est implanté. Des ressources importantes de la centralité s'y retrouvaient donc déplacées, mais surtout éloignées du reste de la population. Mais durant l'insurrection de 2014, les manifestants ont fait fi de la distance et se sont massivement dirigés vers le nouveau palais, se réappropriant donc symboliquement un pouvoir politique qui s'était retranché. A travers cela, Ouaga 2000 s'est vu

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

brutalement réintégré à la cartographie collective de la ville. Et si le quartier persiste à apparaître comme un îlot élitiste séparé du reste de la ville, les habitants ont conscience des ressources qu'il renferme et de leur possibilité de se les approprier si nécessaire.



Figure 34 : Le nouveau palais présidentiel de Kossyam, à Ouaga 2000 (photo : F. Boyer, 2017)

Dans son histoire et dans sa forme, le projet Ouaga 2000 diffère tout de même sensiblement du deuxième grand projet récent de valorisation de l'espace urbain burkinabè : la ZACA. Si l'un a pu apparaître à plusieurs points de vue comme une excroissance étrangère au reste de la ville, à la fois isolée géographiquement et symboliquement, l'autre a pris place au cœur même de la ville, bouleversant radicalement la vie citadine.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.3. Construire le « plateau » ouagalais et redistribuer le capital de position avec la ZACA : « on avait tout, on avait tout à portée de main… »

1.3.1. L'image de la ville moderne : la campagne Synergie et la construction du « plateau » ouagalais

Si l'État semble assurer seul la gestion du projet ZACA, il entend éviter les procédures autoritaires et expéditives qui avaient pu marquer jusque-là la mise en œuvre de sa politique urbaine. Il souhaite mener « un processus consensuel […] pour permettre la mise en place des bases de négociations et l'identification de solutions alternatives » (projet ZACA, 2003 : 23, cité dans Biehler, 2010 : 421). L'annonce brutale du projet par le ministre lors d'une allocution télévisée sans concertation préalable constitue en cela une erreur, que le gouvernement entend réparer en associant pour la première fois une agence de communication à son projet, l'agence Synergie, sollicitée en 2001.

A partir d'août 2002, Synergie diffuse des visuels dans la presse et sur des panneaux publicitaires avec l'objectif de diffuser des informations rassurantes sur le projet, tout en établissant clairement la nouvelle norme imposée. Le titre du principal document de travail établissant la stratégie de l'agence est évocateur : « programme de communication pour le changement positif de comportement dans le cadre de la mise en œuvre du projet ZACA »[180] . La campagne vise à la fois à convaincre les habitants de la zone et à s'assurer le soutien des non-concernés en insistant sur la légitimité du projet. En s'appuyant sur tout ce que la société burkinabè compte de relais d'opinion, il s'agit de convaincre les Ouagalais que le projet est à la fois légal – les expropriations, si elles sont justement indemnisées, sont prévues par la loi – donc légitime, mais également qu'il offre « de meilleures conditions de vie urbaine », estimant que « les citoyens peuvent comprendre que Ouagadougou veuille se donner une image valorisante »[181]. Les visuels de communication véhiculent donc les images d'un centre-ville moderne et vertical, d'hommes d'affaire dynamiques et de familles nucléaires dans des villas flambant neuves (fig. 9 et 10).

Il n'est pas possible de mesurer les effets concrets de la campagne Synergie dans les représentations que les Ouagalais se font du projet ZACA[182]. Il est toutefois notable que malgré cet

[180] Archives Synergie, document de septembre 2001 consulté en juin 2014.
[181] *Ibid.*
[182] Les représentations du projet chez les Ouagalais, plus de quinze ans après son lancement, sont d'ailleurs surtout liées à son échec relatif et visible.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

échec relatif, le discours sur l'opportunité modernisatrice de la ZACA et sa rationalité économique et urbaine touche encore certains habitants. Ainsi, nombreux sont ceux qui estiment que Ouagadougou méritait un centre-ville qui revêtirait les principaux atours de la modernité. Patrice, arrivé de Côte d'Ivoire, mobilise ainsi, comme certains dirigeants, l'imaginaire du Plateau abidjanais, estimant que la ville devrait se doter de sa propre *skyline* :

> « C'est vrai que je suis arrivé il n'y a pas longtemps, en 2004, mais je trouvais que Ouaga était tout petit, parce que tout le monde était presque en ville, tout le monde habitait… Mais maintenant, moi je pense que quand ils ont décidé de faire le projet ZACA, je me revoyais dans la ville du Plateau d'Abidjan. A Abidjan, le Plateau, c'est le centre des affaires. Donc quand tu es vraiment au Plateau, c'est que ce sont les sociétés, les entreprises et autres qui sont là-bas. Mais après, les gens habitent dans des quartiers, euh… aux alentours. Mais ici, à l'époque, on avait l'impression que tout le monde était… Tu demandes à telle personne : « j'habite Kwamé N'Krumah, j'habite ça… », mais tu comprends pas, il y a le domicile et il y a l'entreprise en même temps. C'était un peu du bordel, quoi, moi, je trouvais. Maintenant, moi, je pense que l'idée du projet ZACA, c'est très bien déjà… [on va faire] un quartier comme le Plateau. Donc, quand tu es vraiment au centre, à ZACA, tu sais que tu es au Plateau… Voilà, tu pars pour faire tel papier, pour faire tel ceci, et maintenant, quand tu dois rentrer à domicile, tu rentres à domicile. » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)

On retrouve ici un discours opposant le désordre de l'ancien centre-ville à l'ordre urbain qu'apporterait le projet ZACA, un des axes de communication de Synergie. Pourtant, Patrice n'est arrivé d'Abidjan qu'en 2004, et n'a donc pas connu les anciens quartiers, ni l'essentiel de la campagne de communication qui s'est étalée entre 2001 et 2004. Patrice semble également avoir intégré un modèle urbain très particulier, légitimant à la fois la fonctionnalisation – le centre-ville étant réduit à une zone d'affaires et de démarches administratives – et l'éloignement des populations vers les périphéries.

Il est à noter que la référence au Plateau revient souvent dans les propos des habitants plutôt aisés et au parcours biographique riche d'expériences internationales. Ainsi, Omar, ancien employé de la compagnie Air Afrique désormais à la retraite, est né et a grandi à Zangouettin et y a gardé de fortes attaches affectives. Il n'en défend pas moins les évolutions selon lui nécessaires du centre-ville et les déguerpissements qui y sont attachés (« on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs » (entretien Omar, Patte d'Oie, 29/04/2014)). Il spécule aujourd'hui sur les différents projets en achetant des parcelles à Ouaga 2000 dès qu'il le peut. Ayant vécu dans plusieurs pays d'Afrique, il espère que Ouagadougou évoluera vers un modèle plus « moderne », inspiré autant de la Côte-d'Ivoire, figure urbaine régionale tutélaire, que de l'Europe :

> « J'essaye de vivre comme si j'étais à Abidjan. […] L'Européen a créé son mode de vie pour être à l'aise. Pourquoi ne pas copier ? Il faut être à l'aise ! » (*ibid.*)

En outre, un argument central de la communication Synergie, que l'on retrouve chez de nombreux habitants, est celui de la salubrité. Le projet ZACA se justifierait par l'état sanitaire, la vétusté, la

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

mauvaise organisation et l'insécurité des quartiers détruits. On retrouve en effet souvent ces idées avancées par les habitants, et ils correspondent sans doute en partie à la réalité de Zangouettin et des quartiers limitrophes à l'époque (carte 6). Même certains habitants opposés au projet le reconnaissent sans peine, comme Christian :

> « A l'époque, pour moi, c'était bien. Mais seulement, c'est la manière qui n'a pas été ça. C'était bien, parce que quand vous regardez Zangouettin, Koulouba, c'était sale, très sale. C'est comme quand vous regardez Dapoya, Paspanga, aujourd'hui. Très sale. Il y a les moustiques, les puanteurs, c'est pas bon. Il fallait faire quelque chose. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Cet argument se retrouve chez Mariam, de Bonheur Ville, et semble chez elle corroborer une vision générale du quartier, perçu très négativement, en se combinant avec l'insécurité ou la présence d'étrangers. L'image des quartiers détruits, chez elle, semble évoquer une zone repoussante et profondément irrécupérable, justifiant la destruction :

> « J'ai trouvé à l'époque que c'était une bonne chose, parce que c'était une zone très, très, très insalubre. Très insalubre. On avait une tante qui était vers là-bas. Quand on allait la voir, que ce soit en saison pluvieuse ou en saison sèche, y'avait toujours de l'eau sale devant sa porte, tu ne savais même pas comment accéder à sa concession. Et c'était un nid de… Tu voyais les moustiques dans l'eau sale, et tout. Le quartier était confiné, et y'avait beaucoup de Nigériens qui étaient dans ces zones, et à chaque fois qu'on avait des trucs malsains, on disait que c'était dans ces zones-là… Tu vois, tu avais dans la tête que c'est une zone qu'il fallait faire disparaître. Même si ce n'était pas partout, il y avait beaucoup d'endroits insalubres là-bas. C'étaient les vieux, vieux quartiers de Ouaga. Des maisons en terre, toujours, au milieu. On n'allait jamais changer, hein. Si c'était pas parce qu'on les a délogés et puis dédommagés pour aller des choses, ils n'allaient jamais, jamais reconstruire. Donc, pour moi, c'était une bonne chose. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Nous voyons à travers cette citation que le point de vue de Mariam sur le quartier à l'époque (qu'elle fréquentait régulièrement) était arrimé à des représentations individuelles, mais aussi collectives qui y étaient attachées. Elle avoue ainsi à demi-mots que la réputation du quartier pouvait surpasser la réalité (« chaque fois qu'on avait des trucs malsains, on disait que c'était dans ces zones-là »), et associe les problèmes de salubrité à la présence massive de Nigériens. En outre, elle fige ces représentations du quartier dans le temps, en affirmant que rien n'aurait changé sans la destruction, ce qui revient à légitimer le projet *a posteriori* sur des bases incertaines : s'il s'agissait d'un argument central de la communication autour du projet (un projet nécessaire pour progresser vers la modernité), il est difficile de postuler l'immobilisme du quartier qui restait alors au cœur des dynamiques du centre-ville.

Thérèse, habitante de Gounghin, résume cette vision sur le projet :

> « C'est pas mal, parce que le quartier était pourri. » (entretien Thérèse, Gounghin, 18/06/2015)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Les vieux quartiers connaissaient en effet des problèmes de salubrité massifs, il n'y a pas à en douter. Mais nous voyons à travers ces citations l'efficacité de la campagne de communication, qui a cherché à figer l'image du quartier à l'époque, à l'essentialiser, pour l'opposer frontalement aux images modernes véhiculées par le projet et ses visuels. Cette rhétorique permettait d'évacuer de nombreuses questions posées par le déguerpissement, en donnant l'impression que les familles qui vivaient là avaient gagné au change en étant expulsées. Cette idée suppose qu'elles n'aspiraient pas à une amélioration de leur quartier, et camoufle la perte de leurs ressources liées à la centralité.

1.3.2. L'échec de la modernisation et le retour de la « vieille » politique

Si l'idée d'une nécessaire revalorisation du centre-ville est bien ancrée chez plusieurs urbains, le projet ZACA n'en apparaît pas moins *objectivement*, ne serait-ce que par le paysage qu'il offre aujourd'hui, comme un échec. Ainsi, l'image initiale de modernisation a vite laissé la place à une vision désabusée de la gestion politique et économique de la ville, la ZACA s'ajoutant à la longue liste d'échecs que les habitants attribuent volontiers aux pouvoirs publics. Si Alassane avait pu voir d'un bon œil les objectifs du projet, son regard s'est fait plus critique :

> « J'ai cru que comme ils avaient déguerpi les gens, depuis ce temps-là, ils allaient procéder à une construction rapide. Et jusqu'à aujourd'hui, je constate que la construction est lente, c'est difficile. On ne comprend pas pourquoi les gens ont été chassés de cette zone. Si c'était pour maintenir la place inoccupée comme ça jusqu'à aujourd'hui, il n'y avait pas beaucoup de raisons… [Le bilan] est négatif. Je ne veux pas parler d'échec en tant que tel, mais il y a trop de retard… Bon, on peut parler carrément d'échec. C'est négatif, c'est un résultat négatif. Ils ont des raisons qu'ils ont avancées. On a estimé au départ que c'était une bonne idée, mais à la longue… Vous savez, ceux qui ont pris cette décision sont partis, on ne sait pas si ceux qui viennent d'arriver vont prendre le même dossier pour poursuivre. Parce que sinon, jusque-là, on n'est pas informé de quoi que ce soit. » (entretien Alassane, Nonsin, 02/07/2015)

L'un des échecs flagrants du projet est là : alors que le projet ZACA envisageait de faire passer un cap à la politique urbaine ouagalaise en modernisant profondément la manière de faire la ville, son devenir le place dans la continuité de la *vieille* politique d'arrière-cuisine, éloignée de la volonté des habitants et servant des intérêts difficilement identifiables. Les manquements du projet sont d'ailleurs souvent identifiés par les habitants qui le soutenaient, qui les expriment plus clairement que ne le fait la direction du projet. Issouf, habitant de Bonheur Ville, en sa qualité de fonctionnaire, développe tout au long de notre entretien un discours clair et documenté autour des questions de politiques publiques. Il en va de même pour son avis sur la ZACA, qui reste partagé. S'il déplore les destructions de quartiers historiques – nous y reviendrons – il affirme qu'il était pourtant favorable au projet, mais se montre très sceptique sur les objectifs initiaux comme sur la manière dont il a été réalisé :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « J'avais trouvé que c'était pas mal, mais je n'étais pas d'accord. […] Parce qu'on a pensé que c'était le centre-ville de Ouagadougou, mais vue la démographie galopante à Ouagadougou, le centre-ville peut se déporter ailleurs, partout ailleurs. Et aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? On a cassé des maisons et c'est devenu des vides pour les animaux et les bandits. Il fallait trouver des gens d'abord. Des preneurs potentiels, qu'on donne des contraintes de réalisation, ou à la limite, comme c'était une question d'assainissement de la ville de Ouagadougou, parce que les égouts étaient trop bouchés à ce niveau, c'est vrai qu'on pouvait le lever et ça devait engager la responsabilité de l'État pour faire de ça un point administratif. Au lieu de le donner à des opérateurs économiques qui réellement, compte tenu de la situation, peuvent ne pas réaliser les projets. Nous, nous sommes de l'administration centrale, nous sommes en location dans des bâtiments, alors qu'on aurait pu mettre ça à profit. L'argent que l'État met dans la location des bâtiments aujourd'hui aurait pu permettre de faire du projet ZACA un centre administratif. » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

Ici, c'est le désengagement de l'État qui est pointé du doigt. La ZACA se veut en effet, comme nous l'avons vu, un projet laissant une forte place à l'investissement privé, l'État ne se chargeant que d'expulser et préparer le terrain, une pratique résolument libérale, encouragée par les bailleurs. C'est donc ici la modernité revendiquée même du projet qui est mise en cause, ce que l'on retrouve à la fois dans les propos d'Alassane et d'Issouf : le capital privé n'était visiblement pas prêt à assumer ses responsabilités nouvelles, et la gestion s'est donc retrouvée de nouveau associée aux arrangements et à l'improvisation que l'on prête volontiers aux pouvoirs publics. Comme pour Ouaga 2000, le projet ZACA est dès lors facilement associé par les habitants aux inégalités et au mauvais usage de l'argent public, comme chez Christian :

> « Il y a des immeubles qui sortent de terre. C'est beau, mais souvent, je me dis que ça n'a pas de sens, aussi. Ça ne sert pas d'aller construire un bâtiment qui est avec une architecture qui coûte des milliards, pendant qu'on a besoin de ces milliards pour injecter dans l'agriculture, dans l'emploi des jeunes. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Finalement, les dysfonctionnements directement visibles du projet, associés aux différentes rumeurs sur ses problèmes, ternissent l'image du projet. Alors que la ZACA était censée donner l'image du Ouagadougou nouveau et moderne, pour Isidore de Silmiyiri, c'est l' « échec » qui ressort :

> « Je passe des fois là-bas. J'ai su que le Premier Ministre avait pris le bâton pour dire qu'ils allaient récupérer les terrains de ceux qui ne construisaient pas, du coup ils commencent à construire. Mais la bêtise, c'est qu'ils ont viré les gens de la ZACA sans faire des études. Alors que le sol du ZACA, c'est une nappe ! Par exemple, si tu avais prévu dix millions, maintenant, il te faut trente ! Déjà, quand tu vois ça, la conclusion, c'est que c'est mal fait. » (entretien Isidore, Silmiyiri, 17/05/2015)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.3.3. Une critique sociale derrière la critique du projet : les légitimités urbaines en question

Outre la question de l'assainissement, les quartiers détruits avaient pour réputation d'être une zone dangereuse où sévit la prostitution. Georges, fonctionnaire travaillant pour le Ministère de la Santé, avait effectivement travaillé à l'époque avec les prostituées du quartier. Il confirme ainsi les arguments de l'ancien Directeur général du projet (cf. chapitre 4). Selon Georges, ce même argument avait été utilisé, à raison selon lui, au moment de la destruction de Bilibanbili pour construire la Cité An III (cf. chapitre 2). Mais ces affirmations sont souvent contrebalancées par d'autres, notamment de la part d'habitants qui se sont intéressés au projet, et qui développent une vision assez nuancée. Ainsi, après avoir parlé de la situation des quartiers concernant la prostitution, Georges a souhaité insister sur la violence de la délocalisation concernant certaines des plus anciennes familles de Ouagadougou :

> « Oui. Ça, on a appris après que c'était une zone que les richards allaient occuper, pour des bâtiments, tout ça… Tout ça, ça ne nous a pas plu. Parce que c'est vrai qu'il y avait cet aspect lié aux mœurs, là, mais il y a aussi des gens qui sont nés là-bas, qui ont grandi là-bas, dont les parents ont grandi là-bas. Et quand on les a délocalisés, dans les conditions dans lesquelles on les avait laissés, y'en a même qui ont perdu la vie, tout ça… Tous ces aspects-là, ça ne nous a pas plus du tout, surtout que jusqu'à présent, on ne voit pas réellement bouger les choses. On se demande qu'est-ce qu'il y a ? Bon, selon les informations qu'on a, il y a une nappe d'eau souterraine très importante au niveau de la zone et que pour les constructions, ça pose problème. C'est des explications qui ont été données pour justifier le retard d'aménagement de la zone, tout ça. Mais on se dit qu'ils auraient dû quand même faire ces études-là avant de déguerpir les gens. Vous avez déguerpi les gens, la zone est restée telle quelle, et même c'est une zone relativement dangereuse. C'est abandonné, c'est pas éclairé, en plein centre-ville… » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

De même, Christian souhaite nuancer ses déclarations sur l'insalubrité de Zangouettin en revenant sur les méthodes utilisées alors par les pouvoirs publics :

> « Maintenant, c'est la manière qui n'a pas été ça. Par exemple, aller déguerpir les gens de chez eux, les gens qui ont les tombes de leurs grands-parents, de leurs parents dans une parcelle, et vous leur demandez de partir comme ça, à coup de force. C'est pas bien. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Ces contradictions justifient pour certains habitants la lutte menée à l'époque par les habitants du quartier. C'est le cas d'Isidore, qui encore une fois ne nie pas les problèmes inhérents alors au quartier, qu'il était nécessaire de régler, mais n'approuve pas la démarche générale :

> « FL : Tu te souviens à l'époque du projet ZACA ?
>
> I : Oui, je me rappelle. "Nous pas bouger"[183] !

[183] « Nous pas bouger » était le principal mot d'ordre de la mobilisation des habitants contre les expulsions de la ZACA, et par extension le nom du collectif plus ou moins formel qui s'était formé pour le porter. L'expression « nous pas bouger » fait référence à une chanson très populaire de Salif Keïta de 1989 qui dénonçait les premières expulsions d'Europe.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

FL : Et tu avais pensé quoi de tout ça ?

I : Je pense qu'ils avaient raison de ne pas bouger. On aurait dû peut-être réorganiser autrement. Ça faisait vraiment un bidonville dans un quartier en plein centre-ville. C'était pas très bien vu, y'avait un peu d'agressions par là… On pouvait réorganiser autrement plutôt que de les virer comme ça. Et même en les vidant, ils auraient pu le faire de manière à ce qu'ils puissent s'en sortir mieux qu'avant. Ça n'a pas été bien fait. » (entretien Isidore, Silmiyiri, 17/05/2015)

Le discours d'Isidore nous permet de rappeler que la question des déguerpissements autour du projet ZACA a représenté une véritable question politique, dans le sens où elle a opposé des positions qui dépassaient sans doute le caractère localisé du projet. Ce sont bien des discours sur la *légitimité* – à être là, à être déplacé dans l'intérêt de tous, etc. – qui se sont affrontés.

Il faut également souligner que ce débat autour de la légitimité du projet ZACA a pu concerner deux objets : les habitants qui ont été déplacés et le bâti qui a été détruit. Nous l'avons dit, Zangouettin, Peuloghin et Tiedpalogo, les quartiers détruits, faisaient partie des quartiers les plus anciens de la ville, dont la présence était attestée dès l'époque de Binger. Le projet ZACA n'a absolument pas cherché à valoriser le centre-ville par une procédure de patrimonialisation : plutôt que de valoriser l'existant, éventuellement en en faisant évoluer la fonction – expulser les « indésirables », développer les investissements touristiques – la logique de la ZACA tient plus de la table rase. Ce point est regretté par plusieurs habitants, qui estiment que la mise en valeur des vieux quartiers eut été préférable, comme Alphonse, de Karpala :

« C'est au cœur de la ville et on ne touchait pas, puisque la ville même a commencé ici. Donc, c'est pas des choses à toucher ! Vous voulez faire vos immeubles, allez-y dans les périphéries faire vos trucs. […] Il y a un côté culturel qu'il fallait mettre en valeur. » (entretien Alphonse, Karpala, 02/05/2015)

Dans cette citation, Issouf n'évoque pas d'éléments du bâti à sauvegarder en particulier, mais le simple fait qu'il s'agissait des quartiers anciens et centraux de la ville. C'est donc le patrimoine historique et mémoriel qui est ici mobilisé, et qui justifierait une meilleure sauvegarde des quartiers selon leur position géographique et leur ancienneté (à l'inverse des « périphéries », par exemple, dans la citation). Ces éléments sont considérés comme autant de *valeurs*, sur lequel il est possible de capitaliser. Ici, c'est donc la *valeur patrimoniale* qui est mise en regard de la *valeur économique* que le projet est censé créer. On peut supposer que la première est considérée comme appartenant à tous les citadins, alors que la seconde est immédiatement soupçonnée d'être accaparée par quelques-uns.

Issouf va plus loin dans l'analyse :

« J'avais trouvé que c'était pas mal, mais je n'étais pas d'accord. Parce qu'en fait, ils pouvaient laisser ces vieilles bâtisses au nom de la culture, les réaménager et faire des extensions au lieu de casser. Parce qu'on a pensé que c'était le centre-ville de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> Ouagadougou, mais vue la démographie galopante à Ouagadougou, le centre-ville peut se déporter ailleurs, partout ailleurs. Et aujourd'hui, qu'est-ce qu'il se passe ? On a cassé des maisons et c'est devenu des vides pour les animaux et les bandits. » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

Nous avons ici l'un des pans du discours critique sur le projet ZACA qui se concentre sur la destruction du bâti, et qui finalement entérine la logique de valorisation du projet : créer de la valeur avec le centre-ville était légitime, mais le projet ne s'y est pas bien pris. En l'occurrence, et contrairement à la citation précédente, la valeur du bâti est mise en avant. On verra par ailleurs (chapitre 8) que la destruction de certains bâtiments a pu choquer, notamment concernant les mosquées. Celles-ci, à l'instar de la mosquée représentée ci-dessous (fig. 35), détruite pour le projet ZACA, avaient non seulement une valeur religieuse et communautaire, mais leur architecture sahélienne traditionnelle, style que l'on retrouve du nord du Burkina Faso jusqu'à Agadez, était également représentative de l'histoire du quartier, largement peuplé de familles haoussa venues du Niger. La destruction de ce bâti a donc symboliquement effacé un pan de cette histoire urbaine datant d'avant la colonisation.



Figure 35 : Mosquée de Maala Kano Nouhou (ressortissant nigérien), aujourd'hui détruite, Zangouettin, Ouagadougou (Ouedraogo, 2007)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ce qui est notable dans la citation d'Issouf, c'est la légitimation partielle d'un des arguments mis en avant par la communication du projet : les vieux quartiers ne correspondaient pas à l'image d'un centre-ville moderne. Mais celui-ci aurait pu être construit ailleurs, et c'est la destruction du bâti ancien qui est mise en cause (cela étant renforcé par l'impression d'inutilité des destructions suite à l'échec du projet). Le patrimoine semble donc être une valeur qui fait sens pour certains habitants, ce qui n'a pas été pris en compte par le projet.

Un autre pan du discours critique se focalise sur la question des habitants déplacés et sur la marginalisation qui en résulte. Certains habitants peuvent partager ces deux aspects, comme Alphonse, qui en plus de défendre les anciens quartiers au nom de leur valeur culturelle, valorise les anciens habitants et le mode de vie qui y régnait :

> « Y'avait des Nigériens, y'avait des Ghanéens, y'avait… Je ne sais pas. Y'avait de tout, des Sénégalais… Mais au finish, on arrive même plus à distinguer qui est Burkinabè, qui ne l'est pas. Puisque ces enfants, leurs parents même sont nés là-bas. Ils ont grandi là-bas. Donc, quand même, Zangouettin, c'était la richesse de Ouagadougou. » (entretien Alphonse, Karpala, 02/05/2015)

Au-delà de cela, il insiste sur la perte des avantages liés à leur localisation et les restrictions forcées de leur mode de vie :

> « Et ils voulaient les chasser d'une manière ! En leur interdisant deux choses, quand on leur a attribué le terrain à la Trame d'accueil… Non, c'était plutôt trois choses : ils n'avaient pas le droit de construire en terre – c'est déjà con, le côté écolo, là même, c'est pas leur histoire – ils n'avaient pas le droit de construire en terre crue, parce qu'ils savent qu'en terre crue, là, ça peut leur revenir peut-être moins cher pour ces gens-là ; 2, je pense qu'ils n'avaient pas le droit de faire, tu vois, les boutiques que les gens font normalement dans la rue, en location ; 3, ils n'avaient pas le droit de faire des célibatoriums*. Pourquoi ils font ça ? Pourquoi ils disent ça ? Parce qu'ils savent que tous ceux qui étaient à Zangouettin vivaient de ça ! Mais si on te remet ici et on t'interdit de faire ces trois choses-là, ils veulent que tu vives de quoi, finalement ? Tu seras obligé de revendre un jour pour continuer, carrément… C'est là qu'ils vont venir acheter ! » (*ibid.*)

Alphonse a donc une lecture politique très critique du projet, et le déplacement des anciens habitants relève pour lui d'une injustice claire. Modou, de Wemtenga, déplore la méthode, et insiste lui sur la légitimité des anciens habitants à être là à travers la référence aux tombes des ancêtres :

> « S'ils n'avaient pas détruit Zangouettin, je crois que ça n'aurait pas été mieux. Mais c'était pas le quartier, le problème, c'était les habitants. La gérance de ceux qui étaient là. Ça n'a pas été bien géré. Sinon, on peut dire que c'était un sale quartier, y'avait des six-mètres* où les voitures ne pouvaient même pas passer… C'est pas bien construit, c'est comme un non-loti… On pouvait refaire et puis garder les habitants là-bas aussi, tu vois ? Il y avait plusieurs possibilités, mais c'était surtout le problème des habitants, en fait. » (entretien Modou, Wemtenga, 05/05/2015)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Là, l'analyse ne se focalise plus sur les destructions du bâti : le quartier était insalubre et une rénovation profonde était indispensable, mais la gestion des habitants, traités comme des « indésirables » a été particulièrement injuste. En outre, leur capital de position lié à la centralité était perçu comme légitime. Ces anciens habitants, bien qu'issus de familles haoussa, étaient considérés comme autochtones, à travers notamment la présence des sépultures de leurs ancêtres, argument central dans la rhétorique des luttes contre les déguerpissements en Afrique de l'Ouest. Ce profit d'espace lié à la proximité de la centralité est clairement souligné par les déguerpis eux-mêmes, comme Boubacar et Bernard, anciens habitants de Zangouettin désormais résidant à la Trame d'accueil de Ouaga 2000 et à Balkuy au sud-est de la ville, à respectivement sept et seize kilomètres de l'ancien quartier :

> « Bo. : « C'était quand même le centre ! On avait tout à portée. Que ça soit l'hôpital, les dispensaires…
>
> Be. : … Les maternités… On avait tout, on avait tout à portée de main. » (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015)

L'image du projet ZACA dans la ville a donc encore aujourd'hui à voir avec la légitimité à remettre en cause un ordre habitant existant perçu comme légitime, la localisation centrale d'une partie de la population. D'une certaine manière, le projet ZACA, par son ampleur et les modalités de sa mise en œuvre, s'apparente à une réappropriation violente par l'État d'un capital de position, et à sa remise sur le marché, au plus offrant.

Nous voyons ainsi que les critiques du projet, comme ses soutiens, relèvent d'opinions fort diverses qui peuvent se recouper, se contredire, s'inscrire dans différents niveaux de radicalité. Il semble ici difficile de tenter de réduire les opinions des habitants sur le projet ZACA à une simple opposition pour/contre. Toutefois, ce qui apparaît clairement en filigrane est la question de la légitimité : celle du pouvoir à agir sur l'espace, celle des habitants à tenir une position. Le projet ZACA, mais plus généralement l'action de l'État en matière d'urbanisme, posent très souvent chez les habitants la question de la légitimité de l'action, et ouvrent de fait un espace de débat. Le décalage entre le registre étatique et le registre habitant produit des effets politiques.

Ainsi, la légitimité particulière attachée à l'un ou l'autre registre nous informe sur le rôle que chaque individu attribue à l'État et aux droits qu'il confère aux habitants. On peut y lire un positionnement politique clair sur cette question. Cependant, il est difficile de tracer une frontière qui suivrait les contours des profils sociopolitiques des habitants, leur parcours biographique ou leur position en fonction de leur positionnement sur cette question. Ce que nous montre l'enquête, c'est

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

que ce n'est pas parce que tel habitant appartient à telle classe sociale, dispose de tel statut d'occupation de son logement ou vit à tel endroit de la ville qu'il accorde plus ou moins de légitimité à l'action de l'État ou à celle des habitants. Il apparaît donc difficile de produire une analyse systématique des positionnements des habitants sur les questions de politique de la ville. Cependant, cela peut nous orienter sur le fait que ces questions spatiales ne sont pas encore considérées comme des questions politiques dans l'espace public, structurant des positionnements clairs articulés autour d'intérêts individuels et collectifs. Nous aurons l'occasion de creuser cette question dans les chapitres 8 et 9.

C'est bien en tout cas sur cette rhétorique que se positionne la campagne de Synergie, en appuyant sur les leviers de légitimité de l'État – salubrité, mise en valeur de la ville, etc. – et en minimisant la question de la légitimité habitante à rester sur place, en mettant en avant les opportunités. Les documents internes à la communication de Synergie insistent notamment sur la nécessité de produire un discours sur l'effet d'aubaine que représenterait le déménagement vers la Trame d'accueil à travers l'exemption de l'impôt sur les transactions foncières liées à l'acquisition des parcelles. De même, les archives de la campagne Synergie révèlent que l'agence a préconisé la subvention gouvernementale de la mise en valeur des parcelles achetées en offrant aux propriétaires « un bon d'achat de ciment hors taxes hors douanes »[184]. Cette préconisation politique dans un document de communication peut montrer la nécessité de compenser un déficit de légitimité au départ du projet.

Les discours que développent les habitants sur les projets urbains apparaissent en tout cas comme des opinions circonstanciées qui tendent à faire de la question de l'espace urbain une question politique. En ce sens, se représenter la ville, c'est se donner les moyens d'en discuter. C'est également l'intégrer à un système de valeurs à la fois individuel et collectif.

Si la portée potentiellement politique des représentations urbaines se dévoile sans peine concernant les projets urbains, objets directement liés à l'action de l'État et « objectivement » porteurs de sens politique, nous allons voir qu'elle peut également se lire à travers les représentations plus ordinaires de l'espace urbain. Les représentations des quartiers et des modes de vie citadins se retrouvent pareillement saisies au sein des rapports inégaux à l'espace.

[184] Archives Synergie, document de septembre 2001 consulté en juin 2014.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2. Quartiers et modes de vie à Ouagadougou.

Les habitants vont avoir tendance à associer les quartiers à un mode de vie particulier, et en cela, les grands projets urbains témoignent d'une rupture clairement perçue. Ce que nous abordons ici, c'est à nouveau les régimes de représentations urbaines attachés aux habitants, et les différents registres de légitimité qui y sont associés. Si les habitants associent certains quartiers à certains modes de vie, quelle appréciation y attachent-ils ? A quel point considèrent-ils ces modes de vie comme souhaitables, défendables, critiquables, adaptés ? En liant les représentations spatiales à des registres de légitimité, il s'agit de les replacer dans leur portée politique : les représentations spatiales sont tributaires d'un positionnement politique par rapport à la vie citadine, et en exprimant ce que l'on considère comme la *bonne vie* urbaine, on se positionne politiquement plus ou moins consciemment. En réfléchissant à cette question sur le thème du grand projet urbain, cela permet encore une fois de confronter ces différents régimes de légitimité des habitants au régime de légitimité promu par l'État.

2.1. L'imaginaire des relations de voisinage.

Les entretiens avec les habitants révèlent un attachement à un certain nombre de normes urbaines. Qu'on les approuve ou qu'on les remette en cause, ces normes apparaissent comme un instrument d'évaluation essentiel de la *bonne* vie urbaine. Elles sont également révélatrices de valeurs sociales largement partagées par les différents habitants. L'une d'entre elles concerne les relations sociales au sein du quartier : les rapports de voisinage. A l'aune de ce critère est notamment évaluée la plus ou moins grande *africanité* du quartier.

Par exemple, Ouaga 2000 est clairement associé à un mode de vie « à l'européenne », que ce soit parmi les habitants opposés au projet ou parmi ses laudateurs. Nous avons vu déjà que ce quartier était souvent perçu comme *extraterritorial* par sa différence radicale avec le reste de l'espace urbain. Cette extraterritorialité se manifeste donc dans le mode de vie, et beaucoup de nos enquêtés semblent alimenter l'idée que celui-ci dépend au moins en partie de l'organisation urbaine.

Ouaga 2000 est un quartier construit récemment : les bâtiments qu'on y rencontre ont pour la plupart moins de vingt ans. Les constructions suivent donc des normes particulières, à la fois récentes et caractérisées par les modes de faire des élites économiques et politiques qui ont présidé à la fondation du quartier. On ne trouve quasiment pas d'architecture spontanée ou d'auto-construction dans cette partie de la ville. Très peu d'habitants de Ouaga 2000 travaillent à domicile, alors que c'est

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

quelque chose de courant dans les autres quartiers de la ville. Enfin, le commerce informel est extrêmement peu visible dans les rues.

Tous ces aspects forment le cadre d'un mode de vie particulier, directement visible par contraste avec le reste de la ville. Ainsi, Georges, de Silmiyiri, désigne Ouaga 2000 comme un « quartier-dortoir » et insiste sur le manque de vie qui y règne :

> « Ouais, ça manque de vie, parce que j'ai l'impression que c'est un quartier-dortoir, les gens viennent juste pour dormir. Et puis même les maisons qui sont construites… Moi, j'ai un ami qui est architecte, et qui me disait que le soir, quand vous quittez un peu tard, vous remarquerez que les étages, même au niveau 1, y'a pas de lumière ! C'est-à-dire que les gens ont construit, mais se retrouvent à peut-être 2 ou 3 personnes dans une villa pleine de chambres. […] Je trouve que ce n'est pas un quartier qui est vivant, quoi. Chacun est chez soi. On se demande même s'ils se fréquentent. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

De nombreux discours d'habitants se structurent autour de cette question de la « vie » du quartier. Ainsi, ils vont plus loin que le simple constat de l'exceptionnalité architecturale, ou encore de la symbolique inégalitaire d'un « ghetto de riches » : ces éléments ont précisément des conséquences très concrètes en termes de pratiques et de relations humaines.

Le rapport aux voisins apparaît déterminant dans la manière de percevoir le mode de vie d'un quartier. De nombreux habitants que nous avons interrogés lors de notre enquête construisent un discours sur les modes de relations au sein du quartier, qui seraient *naturellement ouverts* à Ouagadougou, mais *fermés* à Ouaga 2000. La plupart des enquêtés amènent cet élément au cours des entretiens par une comparaison avec le mode de vie dans leur propre quartier. C'est le cas d'Angélique, de Nonghin :

> « Oui, au niveau de la manière de vivre, c'est pas intéressant. Chacun enfermé chez lui, chacun sort, quand il revient, il rentre chez lui… Je trouve que ça ne me tente pas. Ici, je ne suis pas capable de rester chez moi. J'arrive de la voisine, je rentre. J'ai le frigo là-bas, je ressors. » (entretien Angélique, Nonghin, 29/05/2015)

Les normes d'entrée et de sortie dans un logement privé reviennent de manière récurrente. Edith, de Paglayiri, les évoque également :

> « Ils sont différents de nous. Chez nous, au moins, tu peux te lever et rentrer chez le voisin, faire ce que tu veux, mais là-bas, je pense que c'est pas trop comme ça, hein. Chacun dans son coin… » (entretien Edith, Paglayiri, 01/07/2015)

Aristide résume cette position :

> « C'est moins facile d'avoir des amis là-bas, parce que chacun ferme sa porte. » (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il est intéressant de noter que ce point de vue est partagé par une grande partie de nos enquêtés, et ne dépend pas de l'appréciation générale sur Ouaga 2000. Ainsi, Angélique ne développe pas un point de vue particulièrement critique sur le quartier, et Edith déclare qu'elle serait heureuse d'y vivre, en dépit de ce mode de vie relativement individualiste, « parce qu'il n'y a pas de bruit, c'est tranquille »[185]. De même, si Issouf salue « la salubrité » et la « grande quiétude » du quartier, il ne souhaite pas y habiter :

> « Ah, ben non. Parce que je trouve que c'est pas vivant. Chacun est retranché un peu dans sa maison, alors que l'Africain, par nature, c'est les relations sociales. Ça déshumanise. Je n'aime pas ça. J'aime le social, le contact. Or, là, il n'y a pas de contact. C'est votre culture qui est là-bas ! » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

L'opposition entre des valeurs « africaines » qui s'épanouiraient dans les quartiers *populaires* et les valeurs « européennes » de Ouaga 2000 n'est pas simplement présente dans le discours d'Issouf, renforçant la perception extraterritoriale de Ouaga 2000, qui au sein même de la ville semble représenter un *ailleurs* urbanistique, social, culturel. Ce registre des valeurs se déploie selon des contraires dialectiques : ouvert/fermé, ensemble/séparé, etc. Mariam, de Bonheur Ville, évoque cette différence culturelle entre Ouaga 2000 et le reste *africain* de la ville :

> « En Afrique, y'a le social. Tous les jours, y'a un baptême, y'a un mariage, y'a un décès… Tout le week-end est miné par le social. Tu es obligé d'aller. […] Ouaga 2000, ça ne me tente pas, non. Moi, je veux bien rester chez moi, mais je veux être avec les gens. Je ne veux pas cette vie où tu vas t'isoler, et puis tu n'es pas avec le monde. Non. Moi, je veux voir du monde, je veux être avec des gens, sortir saluer des gens. C'est ça, l'Afrique, quoi. Mais à Ouaga 2000, tu ne peux pas aller taper chez quelqu'un et rentrer comme ça. Chacun a fermé chez lui, et tout. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

On retrouve se même discours dualiste chez Latif, jeune employé associatif du quartier de Rimkièta : Ouaga 2000 et le reste de la ville constituent deux mondes à part :

> « Bon, Ouaga 2000, c'est différent. Pour moi, y'a deux choses. Je ne condamne pas le fait qu'il y a des gens qui veulent s'y installer, vivre à l'aise, et tout. Mais la seule chose que je déplore est que le côté social meurt. Chez nous en Afrique, tu te lèves le matin, tu salues ton voisin, quand le voisin a un problème, tu sais déjà qu'il y a un problème… Mais là-bas, c'est pas évident. C'est même pas possible. C'est-à-dire que quand tu es là-bas, tu es dans ton monde. Et moi, je ne souhaite pas vraiment vivre cette vie-là. » (entretien Latif, Rimkièta, 17/04/2016)

L'imaginaire autour de Ouaga 2000 construit donc des valeurs sociales associées à l'espace. Un même lieu est associé à un certain ensemble de pratiques, qui font elles-mêmes office de marqueur culturel et social. L'espace devient donc clairement le lieu d'un débat sur le mode de vie, et les évolutions spatiales participeraient presque d'un processus civilisationnel, à entendre Thérèse, de Gounghin :

[185] Entretien avec Edith, Paglayiri, 01/07/2015.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Bon, peut-être qu'ils sont plus civilisés. C'est ce que je me dis. Par rapport à la propriété… Par exemple, quand on est ici, chacun met la musique comme il veut, il dérange l'autre. Alors que je me dis que là-bas, ça ne se fait pas. » (entretien Thérèse, Gounghin, 18/06/2015)

Aristide développe une vision opposée mais complémentaire, reprenant l'idée d'une lutte des valeurs entre le mode de vie de Ouaga 2000 et le reste de la ville, entre deux « mondes » distincts :

> « Non, ce n'est pas le même monde. Parce qu'à Ouaga 2000, je t'explique, nous, on ne peut pas s'asseoir comme ça devant notre porte pour boire la bière, on ne peut pas mettre la musique devant notre porte, on ne peut pas prendre du thé devant notre porte. C'est interdit. Pourtant ici, tu vas marcher, tu vas voir des gens qui sont devant leur porte. Ils prennent du thé, tu vois des kiosques, et tout… Moi, c'est ça que je veux. Je ne veux pas vivre dans un monde où chacun ferme sa porte ! » (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016)

Autour de la question de l'imaginaire du quartier, ce sont bien les bornes d'un débat politique qui apparaissent. Vivre à Ouaga 2000 apparaîtrait presque comme une forme de parti-pris social, un acte de distinction. Cette impression peut être renforcée par l'homogénéité sociale et l'aspect élitiste du quartier qui est sans doute l'un des très rares à Ouagadougou où la majorité des habitants a délibérément choisi son lieu de vie dans la ville. Plus généralement, les représentations liées à Ouaga 2000 recoupent des représentations des divisions de classe de la société : plus qu'un débat, c'est avant tout une correspondance entre les caractéristiques géographiques particulières du quartier et ses caractéristiques sociales qui est mise en évidence par les habitants.

D'ailleurs, l'image élitiste véhiculée par Ouaga 2000 ne fait pas nécessairement envie à tous les habitants. Les habitants du non-loti de Tingandgo, voisin de Ouaga 2000, ne semblent pas attirés particulièrement par la vie du quartier dont ils sont quasiment spectateurs quotidiens ; au cours de la conversation, ils réutilisent la plupart des arguments que nous avons entendu :

> « E2 : C'est le quartier des riches. Par exemple, parler dans la rue comme on fait ici, on va pas pouvoir faire ça là-bas.
>
> E : A mon avis, si je gagne l'argent, je vais pas aller là-bas. Je vais chercher la parcelle pour construire ailleurs.
>
> E2 : Là-bas, c'est juste "bonjour, bonsoir".
>
> E : C'est propre, mais ça ne plaît pas. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Cette dialectique ville africaine / ville européenne ne se limite pas à l'opposition entre Ouaga 2000 et le reste de la ville. Il s'agit d'un angle de lecture comparée de l'espace qui revient fréquemment chez nos enquêtés. La plupart valorisent le mode de vie *africain* et l'ouverture aux autres, mais peuvent mobiliser cette image à propos d'autres endroits. Christian de Nonghin, par exemple, est né et a grandi à Bobo-Dioulasso, et opère une gradation dans la valorisation du mode de vie entre sa ville natale, Ouagadougou et Ouaga 2000, utilisant une rhétorique que nous avons déjà vu chez d'autres habitants :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Voyez-vous, quelqu'un qui quitte Bobo et qui vient ici, quand il vient, il a certains comportements qui feront qu'à son arrivée, il va trouver qu'ici, il n'y a pas chaleur humaine. C'est chacun pour soi. Vous pouvez habiter avec quelqu'un et faire un mois sans le voir, sans voir son voisin. Et à Ouaga 2000, c'est encore pire ! » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Il ne faut donc pas voir simplement une opposition radicale entre deux modes de vie, mais plutôt une échelle de lecture des représentations urbaines, qui peut être diversement mobilisée pour appuyer un discours habitant sur la ville.

Selon l'expérience habitante de l'enquêté, cette échelle peut même être réutilisée avec des objectifs contraires. Le cas de Patrice est à ce titre particulièrement évocateur. Installé Cité Azimo, ce styliste réputé, marié à une européenne et enchaînant les voyages internationaux, mène une vie confortable et se considère comme un résident de Ouaga 2000 (« mon quartier, c'est Cité Azimo, Ouaga 2000. Moi, c'est les environs et autour de Ouaga 2000 » (entretien Patrice, Cité Azimo, 06/05/2015)). Il est né et a grandi à Abidjan, dont nous avons déjà évoqué la puissance évocatrice en termes de *modernité urbaine*, et il en garde une profonde nostalgie[186]. Son discours valorise donc énormément la vie à Abidjan, mais en évoquant les valeurs d'urbanité *africaines* :

> « J'ai toujours eu la nostalgie d'Abidjan. […] En fait, à Abidjan, les constructions ne sont pas pareilles comme ici. La ville… La vie est différente là-bas, encore. Bon, parce qu'à Abidjan, on vit, on est plus… Quand on parle d'une cour commune, c'est vraiment le social, là-bas, quoi. Je sais que j'ai amené mon épouse, elle a vu, elle-même, ça l'a marqué. Parce qu'elle dit qu'elle comprend pourquoi je suis comme ça. Parce qu'elle sait que le quartier, elle a vu mon quartier, elle n'a pas vécu là-bas, mais elle a senti vraiment le plaisir de vivre là-bas. Parce que les gens étaient gentils, tout le monde était content de me voir, parce qu'il y a très longtemps… Donc, je dirais que la ville d'Abidjan m'a toujours manqué, et si je devais faire un choix entre Abidjan et Ouaga, je prendrais toujours Abidjan. » (*Ibid.*)

Ou encore :

> « Oui, Abidjan, c'est ça que j'expliquais, c'est différent de Ouaga. Parce que je pense que les gens à Abidjan sont plus sociables qu'à Ouaga. Même ma mère, malgré qu'elle soit née et ait grandi ici [à Ouagadougou, *NdA*], quand elle a voulu revenir vivre ici, avec la tension qui s'élevait à Abidjan, elle se sentait très mal, parce qu'elle était habituée à la vie d'Abidjan, quoi. Abidjan, c'est vraiment le soutien de tout le quartier, et ainsi de suite, et puis voilà. Ça n'a rien à voir… » (*ibid.*) [187]

Parallèlement, il va développer un discours très critique sur la vie à la Cité Azimo, sur le même registre que celui d'autres habitants que nous avons déjà évoqué :

> « Moi, ma Cité Azimo, là, là-bas, c'est « chacun pour soi, Dieu pour tous ». Parce que là-bas, c'est très rare même que les gens se saluent. Tu rentres chez toi, tu fermes, tu es chez toi. Alors que je sais qu'à Abidjan, il y a des cités, mais dans les cités, il y a des organisations où

[186] Selon lui, il aurait aimé y retourner vivre, mais il a construit sa carrière, sa réputation et son réseau à Ouagadougou, ce qui l'oblige à y rester.
[187] *Ibid*.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> les gens se voient, ils font des réunions, etc. S'il y a des problèmes dans la cité, ils vont faire ci, ils vont faire ça… Mais ici, chez nous, il n'y a pas ça. » (*Ibid.*)

Il se dit malgré tout très satisfait de vivre dans son quartier, et se dit effrayé par les quartiers plus *populaires* de la ville, et rassuré par la vie à Ouaga 2000, faisant preuve d'un discours relativement classique de la bourgeoisie urbaine :

> « P : J'ai toujours aimé vivre à Ouaga 2000. […] Bon, parce que je me disais… Enfin, je ne sais pas si c'est… Mais j'ai toujours eu peur de certains quartiers, comme Tampouy, par exemple. Pour moi, Tampouy, ça me rappelle encore d'autres quartiers à Abidjan. Je dirais, c'est comme si on me parle d'Abobo à Abidjan, jamais je n'irai vivre à Abobo, parce que je sais que là-bas, dès qu'il y a quelque chose qui dégénère là-bas, c'est tout le peuple qu'on peut attaquer, tout le monde… Donc pour moi, Tampouy quand j'entends Tampouy ou Gounghin, je revois en même temps certains films, tout ça… Alors que je me dis Ouaga 2000, ou Zone du Bois, pour moi, c'est des quartiers un peu sécurisés. Donc même si les gens vont commencer, au moins là-bas, quand tu es chez toi, personne ne va te déranger comme Tampouy, où je sais que la plupart des gens là-bas sont… N'ont pas forcément… Comment on dit ?… Ce qu'il faut pour vivre. Donc ils en veulent à d'autres personnes, tout ça. Donc, comme je sais qu'à l'époque, par exemple, à Ouaga 2000, quand tu vas à Ouaga 2000 et que tu as une grosse voiture et que tu fais un accident, là, tu es foutu, parce qu'on va brûler ta voiture, que tu aies raison ou que tu n'aies pas raison. On commence à t'insulter, on va dire « c'est vous qui avez volé l'argent de nos parents », ceci, cela… Donc, tu vois, ça veut dire que les gens sont toujours agressifs, ou bien ils ont toujours ce truc-là dans la tête pour dire que ceux qui ont de grosses voitures, c'est tous des voleurs, et ainsi de suite.
>
> FL : Et il y a d'autres quartiers que tu préfères éviter à Ouaga ?
>
> I : Oui, il y a des quartiers que je préfère éviter. Je sais que Tampouy en fait partie, Gounghin en fait partie, Samandin en fait partie aussi, et Dassasgho, et tout ça… » (*ibid.*)

Malgré cela, à son arrivée à Ouagadougou à l'âge de 25 ans, il commence par résider chez son oncle dans le quartier Zone 1, puis va vivre sur des périodes allant de quelques mois à six ans à Gounghin, Samandin et Songnaaba, des quartiers plus populaires que Ouaga 2000, facilement comparables en termes de population, de modes de vie ou d'éloignement du centre-ville à Tampouy ou… Gounghin et Samandin qu'il citait plus haut comme des quartiers effrayants. Et plus loin dans la conversation, il n'hésite pas à valoriser les modes de vie qu'il attache à ces quartiers dans des termes positifs très similaires aux termes qu'il attache aux quartiers de sa jeunesse abidjanaise, à l'appui de sa critique du mode de vie propre à son quartier de la Cité Azimo :

> « Oui, parce que à Gounghin, comme à Songnaaba, secteur 16, là, les gens, tes voisins, ils deviennent comme une famille, parce qu'ils viennent souvent te dire bonjour, des trucs comme ça. Et il y avait des vieilles qui étaient en face de chez moi, je les appelais « maman », « tantie* », tout ça. Donc même quand il y a des problèmes chez moi, que ce soit le bonheur ou le malheur, ils venaient toujours me saluer. Mais dans la Cité, là… Moi, par exemple, j'ai perdu mon père, mais je n'ai pas vu quelqu'un qui est venu saluer. Malgré qu'ils voyaient les voitures venir, garées, garées, personne n'a osé demander « qu'est-ce qu'il se passe ? », tout ça… Mais je me dis… Même, souvent, ils font les anniversaires de leurs enfants, et ils viennent pas dire « ah, voisin, j'ai l'anniversaire de mon enfant, on va vous déranger avec le bruit » … Non, rien de tout ça, quoi. » (*Ibid.*)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Cette échelle des valeurs urbaines peut donc être largement fluctuante selon la position sociale et l'histoire résidentielle de l'habitant. Elle ne correspond certainement pas à une valeur absolue de la vie urbaine. D'ailleurs, si la survalorisation d'Abidjan et généralement de la Côte-d'Ivoire est une constante dans les discours des nombreux habitants interrogés qui ont vécu en Côte-d'Ivoire (« je sais que là-bas, il faisait beau et on vivait à l'aise ! »[188], « j'essaie de vivre comme si j'étais à Abidjan »[189]), ceux-ci peuvent pourtant fréquemment placer Abidjan à une toute autre place sur l'échelle des valeurs urbaines. Citons simplement pour l'exemple Georges, de Silmiyiri :

> « Par exemple, quand je prends Abidjan, bon, moi, quand j'y étais, tu peux pas te lever comme ça et t'asseoir chez un voisin, bavarder. Ou inviter un voisin et vous allez sortir ensemble, vous asseoir comme ça. Abidjan, quand même, quand vous êtes devenu familier, vous pouvez le faire. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

Ou encore Alassane de Nonsin :

> « Je préfère Ouaga, parce qu'à Abidjan, à moins qu'on ne soit quelqu'un d'habitué de la ville d'Abidjan, quand tu es étranger, tu es tout de suite étranger. Comme en Côte d'Ivoire généralement. On te traite d'étranger, on te dit "tu es venu de tel endroit, on ne t'a pas appelé ici…" Mais à Ouaga, ça, ça n'existe pas. On ne sait pas qui est étranger ici et qui ne l'est pas. Il y a un grand respect, ici. Les gens respectent, surtout les étrangers. Ça, je l'ai constaté. » (entretien Alassane, Nonsin, 02/07/2015)

Les valeurs d'urbanité associées à tel ou tel quartier apparaissent donc avant tout comme des ressources qui peuvent être diversement mobilisées par les habitants en fonction de leur histoire personnelle, de leur situation, des justifications qu'ils ont à apporter, des décisions qu'ils souhaitent prendre ou des positions qu'ils souhaitent occuper. D'ailleurs, si l'opposition entre les modes de vie n'est jamais infirmée – aucun habitant ne prétend que l'on vit de la même manière à Ouaga 2000 que dans le reste de la ville – elle peut être retournée ou réinvestie de jugements de valeurs différents selon les situations (cf. encadré 8).

Ces valeurs produisent en tout cas des pratiques socio-spatiales différenciées. Mais il est intéressant de constater que les évolutions de la centralité renforcent l'exceptionnalité socio-spatiale de celle-ci. Nous le voyons en particulier dans les discours des habitants produits sur Ouaga 2000 et sur les grands projets en général : il y a un mode de vie particulier qui est produit par ces évolutions, et qui n'était pas associé précédemment au centre-ville, encore moins aux quartiers centraux tels que Zangouettin. En termes de représentations urbaines, les grands projets semblent produire et/ou renforcer des inégalités. Il est aujourd'hui possible pour un habitant de l'élite, par exemple, de vivre à Ouagadougou sans presque jamais se confronter à des espaces qui ne soient pas conçus pour lui, en

[188] Entretien avec Pauline, Wemtenga, 05/05/2015.
[189] Entretien avec Omar, Patte d'Oie, 29/04/2014.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

procédant par sauts de puce entre Ouaga 2000 et certains espaces élitistes du centre-ville. Cela, les anciennes configurations de la centralité le permettaient sans doute moins.

Encadré 8 : La confrontation des modèles générationnels de l'urbain : retour sur un double entretien

Un entretien que j'ai eu l'occasion de mener illustre particulièrement bien la mobilisation de différents registres de valeurs associés à l'urbain selon les situations, par les propos qui y ont été tenus, mais également par le contexte dans lequel il s'est déroulé.

Après un entretien avec Omar, un ancien habitant de Zangouettin, celui-ci me conduit chez une autre ancienne famille du quartier, qui après un transit de quelques mois sur la Trame d'accueil de Ouaga 2000, a décidé de revendre sa parcelle et de s'installer à Nagrin, quartier récemment loti un peu plus loin vers le sud, quasiment à la sortie de la ville.

Dans la cour, je suis présenté au père de famille, mais alors que j'explique le but de ma visite et les thèmes que j'aimerais aborder, c'est rapidement le fils, Amadou, étudiant en droit d'une trentaine d'années, qui demande à me parler à part. Je discute donc avec lui dans une pièce isolée, car il m'explique être conscient que son père n'aimera pas entendre ce qu'il va dire, même s'il est au courant.

Alors que le père avait eu le temps de me faire part de sa nostalgie persistante de Zangouettin, et de son regret du déguerpissement (« je regrette vraiment ce départ. Zangouettin, c'était les plus belles années. […] C'était vraiment dur de partir » (entretien Noufou, 29/04/2014)), le fils déclare être très satisfait du déménagement. S'il reconnaît la force des valeurs communautaires du quartier, il en offre une interprétation très critique :

« A Zangouettin, il y avait une grande solidarité, qui fait qu'on ne pouvait pas agir seul. On est toujours appuyé. Ce sont des valeurs qui se perdent. Mais ça t'encourage à ne jamais travailler. Tu ne dois pas lutter. Tu sais que dans tous les cas, le grand frère ou les voisins viendront t'aider. Depuis le projet, chacun a compris qu'il doit prendre son envol. Je suis le seul de mes amis de Zangouettin à être allé à l'université. Les autres, ça ne les intéressait pas, alors qu'ici, à Nagrin, les jeunes sont des étudiants, c'est pas la même mentalité ! On vivait au jour le jour là-bas. Ici, ce n'est plus le cas, ce n'est pas possible. » (entretien Amadou, Nagrin, 29/04/2014)

Il me décrit la vie dans les cours de Zangouettin, au sein de familles très élargies, et insiste sur le manque d'intimité, d'espace à soi :

« A Zangouettin, quand tu devais étudier la nuit, tu n'étais jamais seul dans la chambre. On ouvrait la porte à tout le monde, aux étrangers de passage, etc. Tout le monde était le bienvenu et pouvait être hébergé autant de temps qu'il le souhaitait. Les gens entraient et sortaient comme ils le voulaient. Les clients du salon de coiffure en face de la cour venaient faire leur besoin dans nos toilettes, on ne les connaissait pas ! (*Ibid.*)

Le projet ZACA, pour lui, a imposé un profond changement social qui ne pourra être que bénéfique à la communauté, lui permettant de s'adapter à de nouvelles normes de vie en ville, plus adaptée au monde moderne :

« Aujourd'hui, avec le projet, chacun a compris qu'il devait avoir un *chez lui*. […] Aujourd'hui, il faut s'adapter au monde, c'est individualiste ! La vie à Zangouettin était bien, mais elle n'aurait pas su s'adapter aux nouveaux défis. Il faut s'habituer. » (*Ibid.*)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Ainsi, Amadou ne souhaite pas donner une image trop négative de la vie dans son ancien quartier, mais il estime qu'elle ne lui permettait pas d'adopter une stratégie adéquate dans sa confrontation aux évolutions du monde. Les valeurs attachées à la vie du quartier sont donc ici perçues comme autant de capitaux mobilisables en-dehors du quartier. Le mode de vie de Zangouettin ne lui permettait pas de se mettre dans de bonnes conditions pour se confronter au reste du monde.

Dans cette même optique stratégique, il déplore que sa famille n'ait pas su saisir les opportunités attachées alors à leur capital de localisation, et se soit enfermée dans une position de victime du projet :

« Le vieux a mal vécu le départ. Quelques années avant le déguerpissement, il y avait un grand magasin du quartier qui était en face de la cour, ils avaient proposé quatre fois le prix de la parcelle pour racheter la cour et pouvoir agrandir leur magasin. Le vieux a refusé. Pourquoi ? Parce qu'il était attaché à la communauté. Ce n'était pas un problème d'argent, mais il ne voulait pas abandonner la communauté. Finalement, pour la ZACA, ils ont dû vendre le terrain à perte à l'État ! » (*Ibid.*)

Mais malgré cet attachement, son père a également évolué, selon lui, et a adapté son mode de vie à ses nouvelles conditions de vie :

« Aujourd'hui, il a changé. S'il veut recevoir un étranger, il va y réfléchir à deux fois. Il ne sera pas contre, mais plus réticent qu'à l'époque. Aujourd'hui, je suis presque plus ouvert que lui. Hors de la communauté, le papa va douter devant l'étranger. » (*Ibid.*)

Ici, il est difficile de déterminer précisément si cette évolution est due à la perte du groupe communautaire de Zangouettin, à la mentalité attachée au nouveau quartier, ou à des raisons exogènes, comme tout simplement un changement de mentalité lié à l'âge, ou l'évolution de ses conditions économiques. Pour Amadou, le fait de partir tôt du quartier (il y a vécu jusqu'à l'âge de 17 ans) lui a permis de se construire un mode de vie propre :

« Mes parents ont vécu longtemps à Zangouettin, c'est normal qu'ils soient tristes de partir. Mais pour moi, c'est pas un souci, partir à 17 ans, ça va. » (*Ibid.*)

Aujourd'hui, il se projette totalement à Nagrin, et lorsque je lui pose la question, il me déclare même qu'il souhaiterait y acheter une parcelle s'il en a la possibilité un jour :

« Oui, je voudrais vivre ici, à Nagrin. Je veux acheter la parcelle ici. Il fait bon vivre, on n'est pas trop loin du centre-ville. La voirie est bonne. Et il y a quand même une solidarité entre voisins. » (*Ibid.*)

Car pour Amadou, le lien communautaire avec ses voisins reste une valeur importante malgré tout. Il dit d'ailleurs préférer les quartiers périphériques du fait de l'impact de sa vie à Zangouettin, et juge sévèrement le mode de vie associé à Ouaga 2000 :

« Non, je n'aime pas Ouaga 2000 ! C'est trop chacun pour soi. Moi, je veux pouvoir dire bonjour à mes voisins quand je veux. » (*Ibid.*)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Il me dit qu'ici, il a de très bonnes relations avec ses voisins : ils se voient souvent et prennent le thé ensemble devant chez eux.

Ses rapports avec son ancien quartier se réduisent par contre de plus en plus :

« Ici, entre gens de Zangouettin, on cherche à se voir, mais moins, ce n'est plus le même rythme. On se voit toutes les deux semaines quand on se voyait tous les jours avant. La première année à Nagrin, j'allais tous les jours à la Trame d'accueil voir mes amis de Zangouettin. Mais j'ai mes amis ici, maintenant, et je n'y vais presque plus. » (*Ibid.*)

Cet entretien nous permet d'illustrer à la fois la puissance sociale des imaginaires liés au quartier – on ne se contente pas d'habiter dans un quartier, on y vit – et les possibilités de réagencement de ces imaginaires, qui sont autant de capitaux qui guident des choix biographiques. Finalement, Amadou s'est construit son propre système de représentations spatiales, en associant les différentes valeurs liées à l'espace qu'il a pu adopter au cours de son parcours. Preuve à nouveau que les imaginaires et les valeurs associés à l'espace ne sont pas immuables, mais sont des dispositions modifiables, échangeables, réappropriables.

La question générationnelle est peut-être ici déterminante. Longtemps habitant de Zangouettin, Noufou a très mal vécu l'expulsion et ressasse cette époque comme un « âge d'or » de son histoire urbaine. Amadou a, lui, très tôt connu l'insécurité résidentielle et a eu tout intérêt à vite tourner la page en se construisant une identité urbaine plus fluide. Assez logiquement, les modèles de la *bonne vie* urbaine apparaissent plus facilement négociables chez les plus jeunes générations, qui ont encore à construire leur position dans la ville.

2.2. Non-loti et périphérie : le « vrai Ouaga » ?

Nous avons eu l'occasion d'évoquer certains caractères urbains relatifs aux zones non-loties, notamment leur rôle particulier dans le marché foncier, qui en fait des espaces d'opportunités foncières instables profitant en priorité à ceux qui détiennent déjà du capital (économique et social). Il est important en ce sens de préciser que les zones non-loties à Ouagadougou ne sauraient absolument pas se réduire à des bidonvilles – ce que fait ONU-Habitat, qui les considère comme des *slums* (ONU-Habitat, 2011). Il s'agit d'espaces multiformes, informels, en partie productifs et dont les habitants ne se représentent pas en habitants de bidonvilles, mais en citadins légitimes (Guigma, 2017). Les stratégies résidentielles des habitants qui viennent chercher une parcelle à un prix abordable dans les zones non-loties, espérant profiter d'une opération de régularisation pour s'en assurer la propriété légale, contribuent à y faire monter les prix du foncier. L. Guigma souligne par exemple que leur nombre a été multiplié par trois entre 2011 et 2017 dans plusieurs quartiers non-lotis (Guigma, 2017). En outre, ces habitants venant de la ville légale mobilisent leurs capitaux sociaux et financiers pour accéder en priorité aux parcelles de ces quartiers lors des opérations de lotissement.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Consolider au maximum les constructions[190] pour assurer la mise en valeur de la parcelle, loger un proche ou un membre de la famille pour que la parcelle soit habitée sont autant de critères qui augmentent les chances d'obtenir cette parcelle auprès des autorités. Sans compter les capacités d'entregent de certains, leurs éventuelles relations auprès du Bureau National du Foncier ou du Ministère, voire la corruption de fonctionnaires qui permettent de s'assurer la primauté. Certains non-lotis deviennent ainsi de plus en plus recherchés avec l'extension de la ville, comme le rappelle Christian :

> « C'est comme je vous l'ai dit : nous ne faisons pas les choix. Pourvu que ça soit un chez-soi ou personne ne te dérange… Avant les non-lotis, c'était abordable. Actuellement, c'est très cher. Pour construire quelque chose, une bicoque, dans le non-loti, il faut compter 500 000 francs environ. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Ce constat est également fait par les habitants du non-loti de Tingandgo, installé depuis plus de quinze ans, et que la proximité avec Ouaga 2000 rend attractif :

> « Le terrain, ici, aujourd'hui, y'a pour 350 000, y'a 400, y'a 700, y'a un million, même[191]. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Vivre en zone non-lotie, outre la marginalisation spatiale que cela inclut la plupart du temps du fait de l'éloignement du centre-ville, met les habitants en situation d'insécurité résidentielle. C'est ce que nous décrivent plusieurs habitants du non-loti de Tingandgo, au sud de la ville :

> « FL : S'ils viennent lotir ici, vous, vous allez vouloir gagner la parcelle ?
>
> E : Ah ! Depuis, depuis… C'est long, quoi. Mais c'est pas sûr. Ils vont partager, il y en a qui ne vont pas avoir. Et on va les chasser en force. Si tu as l'argent, ça va.
>
> FL : Et s'ils arrivent, que vous ne gagnez pas la parcelle et qu'ils vous chassent, vous allez faire quoi ?
>
> E : On va repartir dans un autre non-loti ! Nous, on est là, on va pas au village. » (*Ibid.*)

Cette insécurité résidentielle marginalise les habitants, mais ne les exclut pas, ceux-ci s'adaptant en permanence pour rester en ville. Les zones non-loties ne peuvent donc pas être abordées de manière uniforme : elles abritent une grande diversité de profil et de trajectoires. Il serait incomplet de dire que le centre concentre les *riches* et la périphérie les *pauvres*. Les quartiers périphériques, mais

[190] La plupart du temps en banco.

[191] Le prix des parcelles est en partie dépendant de l'imminence du lotissement, qui peut être difficile à évaluer. Le non-loti de Tingandgo, assez ancien, partiellement auto-équipé (en électricité, notamment) et très proche de Ouaga 2000 et du récent hôpital Blaise Compaoré pouvait raisonnablement espérer un lotissement rapide. Le gel des lotissements en 2014 a brouillé les prévisions, mais en février 2018, l'annonce de la délivrance d'autorisations spéciales de lotissement à 55 communes rurales semble confirmer la relance des lotissements par le nouveau pouvoir, comme cela était pressenti depuis plusieurs mois. Il faudra voir quelles en seront les conséquences à Ouagadougou en général, et à Tingandgo en particulier, notamment concernant l'évolution des prix du foncier.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

a fortiori les non-lotis, représentent à la fois un espace de marginalité et un espace d'opportunité. On peut donc y observer comment s'y résout la contradiction majeure des stratégies résidentielles des Ouagalais entre la sécurité résidentielle et un positionnement favorable dans la ville.

Ici, c'est bien la question des registres de légitimité qui se pose à nouveau. Les habitants des non-lotis, vivant et travaillant en ville souvent depuis plusieurs années s'estiment légitimes à y rester légalement. Mais les habitants de la ville légale, par les stratégies de spéculation qu'ils mènent dans les non-lotis, justifient leurs actions par la légitimité légale que leur confère leur statut d'urbains, en dépit de l'éventuel usage de corruption, et d'une forme de légitimité économique et sociale, celle qui consacre la recherche permanente de la propriété foncière comme le mode privilégié d'ascension sociale.

Parallèlement, les mécanismes de peuplement des non-lotis produisent une identité de quartier particulière, car construite selon des dispositifs réticulaires et à la fois soumis à une cohérence du fait de l'expérience commune de la marge spatiale. Cette identité de quartier qui naît des stratégies résidentielles qui y ont cours surgit de la reproduction des mécanismes inégalitaires urbains, comme le souligne Issouf :

> « Dans les lotissements, c'était avant des non-lotis, moi je viens m'installer, j'ai dit à mon petit frère de venir s'installer, j'ai dit à mon ami de venir s'installer. Le lotissement vient nous trouver là-bas. Et finalement, les autres qui viennent… C'est comme ça. Le lotissement est devenu une cause de fédération pour les non-lotis. Ils « se fédèrent » ensemble jusqu'à avoir le lotissement, jusqu'à avoir les équipements adéquats : ça devient une famille. Alors que dans ce qui est déjà construit, les gens viennent juste comme ça, et finalement c'est pareil. Qu'est-ce qui va nous lier ? » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

La ville qui se construit dans les non-lotis représente donc un urbanisme pas forcément spontané, mais paraétatique, qui importe en périphérie les inégalités de la ville formelle à travers un peuplement par réseau. Pour rester sur le registre de la légitimité, les habitants attendent que les pouvoirs publics reconnaissent leur légitimité habitante. L'intervention de l'État par le lotissement vient finalement consacrer un ordre qui s'est déjà constitué, et le complète par l'exclusion des « indésirables résiduels », ne disposant pas d'appuis et de connaissances suffisants au sein de la ville légale. Le capital social apparaît en effet comme une ressource supplémentaire d'intégration à la ville qui peut être mobilisée par ceux qui le détiennent. Issouf est fonctionnaire et engagé en politique. Il sait cultiver son réseau de relations parmi les figures de l'intermédiation entre les pouvoirs publics et les citadins : chefs coutumiers, délégués du quartier, représentants des partis politiques, organisations de la société civile, etc. Il ne cache pas qu'il a su en tirer profit pour faire installer au plus vite l'eau et l'électricité dans sa parcelle initialement non-lotie, son influence lui permettant de renvoyer l'ascenseur en temps voulu :

> « Oui, surtout les fonctionnaires, quand on veut demander qu'on fasse l'extension de l'électricité chez nous, on a des échanges. Le Naba, les autorités coutumières nous

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> approchent quand il y a des choses, parce qu'ils pensent que nous sommes nantis. Nantis, c'est vrai, pas seulement d'argent, mais intellectuellement… Ils nous approchent. Même ceux qui cherchent… Bon, dans peu de temps, on va rentrer dans la campagne pour les municipales. Donc les candidats potentiels à la gestion des collectivités territoriales, je les connais. Je les connais très bien. […] Souvent, quand j'arrive chez moi le soir, tu peux trouver vingt personnes devant ma porte. » (Ibid.)

Sur la toile de fond du non-loti se joue ainsi la partition des inégalités sociales telles qu'elle se retrouve ailleurs dans la ville. Ces espaces s'avèrent dès lors à la fois caractérisés par leur indéniable marginalité – pas uniquement géographique, d'autant qu'il existe des zones non-loties relativement centrales – et leur intégration à l'ordre urbain, par leur place stratégique concernant les tentatives de prises de position des habitants. Les zones non-loties occupent un rôle particulier dans le développement urbain, représentant à la fois le symptôme des dysfonctionnements de celui-ci et son indispensable régulateur. Ses habitants n'en connaissent pas moins une situation extrêmement précaire, entre le transitoire et le permanent, s'attendant chaque jour à être expulsés sans y gagner nécessairement une sécurité résidentielle, mais se projetant malgré tout dans le temps long, certains non-lotis – comme celui de Tingandgo – persistant parfois près de vingt ans sans être régularisés. La décision officielle du gouvernement en 2011 de suspendre le lotissement ne devrait pas dans l'immédiat produire d'effets concrets à même de modifier les pratiques et représentations des habitants de ces quartiers, mais signifie néanmoins indéniablement une volonté claire de changement du régime de gestion des quartiers informels[192]. Il semble clair que le pouvoir a souhaité réinvestir le non-loti, tout du moins jusqu'à la chute du régime Compaoré[193], ce qui peut s'analyser comme la volonté de reprendre le contrôle d'un pouvoir paraétatique – celui des chefs de terre[194] – qui se manifeste à travers l'attribution et le commerce de la terre. Une conséquence visible de cette décision a sans doute été pour l'instant un nouvel accroissement des prix lié à l'anticipation d'une raréfaction des parcelles (Guigma, 2017). Quoi qu'il en soit, si cette volonté politique est notable, elle est certainement à replacer dans un continuum de réformes politiques sur l'ensemble de l'échelle urbaine

192 Les opérations de déguerpissement continuent à être menées régulièrement à Ouagadougou, si bien que la Coalition des associations pour la défense du droit au logement (CADDL) a organisé une marche de protestation sur ce sujet le 16 mai 2019 devant ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.

193 S'il est pour l'instant difficile de cerner les objectifs du nouveau gouvernement sur ce point, rien ne semble indiquer qu'il y aurait une orientation différente.

194 Les chefs de terre sont les chefs coutumiers « reconnus comme tel ou autoproclamés » (Boyer, Delaunay, 2017 : 50) qui gèrent l'accès au foncier non-urbain. Ils attribuent des logements (à la location) ou des parcelles (sur lesquelles construire des logements en banco ou en dur) aux nouveaux arrivants ou à des spéculateurs, pour un prix moindre que sur le foncier urbain légal, mais malgré tout élevé (pour la ville de Bobo-Dioulasso par exemple, 1600 FCFA le m^2 en moyenne en 2011 dans le non-loti, contre 3000 FCFA/m^2 dans les zones loties, sans compter les coûts de construction de la maison) (Robineau, 2014). La différence de prix reste importante, notamment du fait de la taille plus réduite des parcelles dans le non-loti. Ce système d'attribution de la terre n'a pas réellement de base légale, mais reste tolérée par l'État qui délègue en quelque sorte la gestion de ce « marché illégal et spéculatif » (Boyer, Delaunay, 2017 : 50) aux chefs de terre et à leur famille qui en tirent un double avantage : les revenus qu'ils tirent de la vente des terres, ainsi qu'une quantité de parcelles préalablement négociées qui leur revient au moment des opérations de lotissement.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

visant à en récupérer la maîtrise. Le développement incontrôlable de la ville a finalement toujours débordé les plus vastes ambitions des politiques urbaines à Ouagadougou. La vitalité des espaces urbains a historiquement surpassé les velléités de contrôle de celui-ci.

Toujours est-il que les quartiers non-lotis représentent une marge intégrée à la ville, qui reste dépendante du difficile accès aux ressources urbaines. Le non-loti est une forme de ville en attente. Au niveau stratégique, il est une ressource anticipée par les habitants, ceux du non-loti, qui espèrent accéder à la ville dans un premier temps, à la sécurité résidentielle dans un second, ceux qui y viennent investir et espèrent en tirer un profit à moyen terme. Mais concernant les pratiques, il s'intègre plus directement à la ville et à l'ordre urbain par les échanges marchands qu'il occasionne et par sa population qui constitue de fait une réserve de travailleurs pour le reste de la ville. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer le cas des habitants du non-loti qui travaillent « en ville », souvent dans des emplois peu qualifiés – chantiers, gardiennage, commerce informel, etc. Les quartiers non-lotis développent aussi des rapports économiques avec les quartiers lotis les plus proches, mettant à profit leurs caractéristiques pour provoquer un effet d'aubaine chez les habitants réguliers. On voit ainsi se développer à la lisière de la ville formelle des gargotes et des cabarets plus ou moins clandestins qui attirent des clients des quartiers alentours, comme nous avons pu l'observer dans les non-lotis afférents à Karpala ou à Nonsin. La pratique du maraîchage ou de l'artisanat par certains habitants des non-lotis – souvent en complément d'autres activités – peut également attirer des habitants proches. Ils y trouvent des produits bon marché et évitent aux habitants d'avoir à se déplacer jusqu'en centre-ville pour écouler leur production. C'est le cas de Mariam, qui s'y rend régulièrement :

> « On a un non-loti qui est un peu à l'intérieur aussi, où on a des condiments pas chers. De temps en temps, j'y vais pour faire quelques courses. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Cette intégration partielle à la ville couplée à l'installation dans le temps long de certains quartiers non-lotis fait que ceux-ci peuvent parfois atteindre un niveau d'équipements proche de certains espaces formels. Ainsi, les habitants se « débrouillant » pour anticiper l'arrivée des services de l'État, il n'est pas rare de voir certaines maisons équipées de l'électricité grâce à des installations précaires : un habitant du quartier légal le plus proche peut vendre sa propre électricité en tirant des fils depuis son compteur vers le non-loti, et un certain nombre d'habitations s'équipent de plaques solaires (cf. fig. 36), voire de groupes électrogènes (Delaunay, Boyer, 2017) :

> « Il faut payer l'électricité 7500 pour faire venir les fils jusqu'à chez soi. Il faut payer les poteaux et les fils. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Encore une fois, pour certains habitants, la proximité du non-loti représente une ressource potentielle, l'occasion de se dégager un revenu en se substituant à l'intervention de l'État. L'effet-frontière, comme on peut le retrouver dans d'autres situations, représente une opportunité de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

commerce informel, soit autant d'intérêts parfois contradictoires qui peuvent se faire entendre en marge des opérations de régulation.



Figure 36 : L'équipement d'un bâtiment en plaques solaires dans un quartier non-loti de Ouagadougou (photo : F. Boyer, 2017)

Enfin, le non-loti occupe une place particulière en termes de représentations. Son mode de fonctionnement paraétatique lui confère une image quelque peu romantique d'un Ouagadougou populaire, a fortiori après la destruction de quartiers anciens lors du projet ZACA. Ainsi, Mariam oppose à la « ville de bourgeois » du centre-ville l'authenticité des « quartiers populaires » périphériques :

> « Pour la réalité de Ouaga, tu peux l'amener dans une famille, tu peux l'amener dans les quartiers populaires, tu peux l'amener dans les marchés traditionnels… Y'a cette chose hors de Ouaga, dans les périphéries, là où tu as vraiment cette vie africaine, et tout. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Issouf tient sur les quartiers périphériques un discours similaire :

> « A Ouaga, même si on ne te connait pas, on aime son prochain plus qu'ailleurs. C'est très fort. Il y a cette chaleur, en tout cas dans les bas quartiers. En dehors des 1200 logements, des cités qu'on construit, dans les quartiers périphériques, là, il y a la solidarité. » (entretien Issouf, Bonheur Ville, 21/04/2016)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

De même, Alphonse, lorsqu'on lui demande ce qu'il ferait visiter à un étranger de passage à Ouagadougou, nous indique qu'il voudrait avant tout souligner les disparités urbaines à Ouagadougou en l'amenant visiter Ouaga 2000, mais en passant – depuis son quartier de Karpala – par un petit non-loti situé sur le chemin, pour lui faire découvrir un Ouagadougou authentique, populaire – et précaire.

Sur cette même question du quartier à faire visiter à un étranger, Latif, de Rimkièta, résume finalement cette approche sur un mode dualiste : le non-loti serait la « réalité » des Ouagalais, une réalité qu'il faut souligner et qui serait en somme une image plus *authentique* de la ville que ce que les autorités cherchent à montrer à travers les grands projets :

> « Premièrement, je l'amène dans les non-lotis. Il veut connaître Ouaga, non ? Je l'amène d'abord à la réalité des Ouagalais, je l'amène dans les non-lotis. Après, je l'amène dans les nouveaux lotissements. Parce que d'habitude, quand on dit Ouaga, on amène la personne à Ouaga 2000, on dit que c'est Ouaga. Alors que Ouaga 2000, ça vaut même pas le quart de ceux qui vivent à Ouaga. Alors que la réalité est autre. Donc, je vais l'amener d'abord dans les non-lotis. » (entretien, Latif, Rimkièta, 17/04/2016)

En résumé, le non-loti pour ses propres habitants est associé à l'éloignement et au manque de ressources, mais il représente également un espoir et un moyen d'être intégré à la ville, même de manière marginalisée. Pour les habitants du reste de la ville, il représente une ressource potentielle (investissements fonciers, produits moins chers, etc.) et à la fois un Ouagadougou populaire et authentique fantasmé. Ces inégalités de pratiques et de représentations ne s'estompent pas avec la régularisation de la terre. L'intégration d'un quartier non-loti à la ville formelle ne supprime pas les phénomènes de marginalisation de certains de ces habitants, comme la jeunesse désœuvrée et prolétarisée qui y survit. En cela, l'espace apparaît à la fois comme producteur d'inégalités, mais aussi toile de fond des inégalités sociales qui se font déjà jour dans la société burkinabè, ces deux mouvements se nourrissant mutuellement. Les non-lotis disposent ainsi d'une légitimité paradoxale, reconnus comme faisant partie de la ville sans y gagner une situation durable et sûre. Leurs habitants, citadins de fait mais non de droit, y participent à donner une valeur d'usage à ces quartiers sans pouvoir espérer avec certitude en disposer de la valeur d'échange.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

En conclusion de ce chapitre, il nous faut rappeler que les représentations que se font les habitants de la ville de Ouagadougou sont arrimées à la structure sociale de la ville, elle-même profondément liée à la localisation dans la ville ou au mode d'accès à la terre. Les différentes conceptions d'usage de la ville reflètent la variété des *positions* au sein de celles-ci, ce terme étant à entendre tant dans son sens géographique que social. Cette étude des représentations démontre en tout cas la manière dont les habitants utilisent celles-ci, pour justifier leur propre position, ou pour plier l'espace urbain à leurs intérêts propres. Dans cette optique, analyser les pratiques et représentations de l'espace ouagalais permet d'y lire une structure sociale complexe.

Mais au-delà de ce constat, c'est la portée politique de ces représentations de l'espace qu'il faut souligner. En effet, ce chapitre nous a permis d'interroger la conscience des inégalités liées à l'espace chez les habitants. Les discours de ces derniers sur l'urbain, sur les modes de vie, les valeurs d'urbanité (relations de voisinage, notamment), sur les grands projets, font apparaître en creux une vision politique de la ville, où chaque espace public n'est pas également accessible à tous, où les espaces de la marginalité apparaissent en tant que tels. En particulier, les éléments sur les relations de voisinage, largement partagés par les enquêtés, ou la valorisation de l'« authenticité » des quartiers périphériques, face à une ville moderne valorisante mais parfois jugée hors-sol, dessinent une économie morale de la ville, une vision collective de ce qu'est la *bonne* manière d'être-en-ville.

Si ce chapitre a également surtout démontré que ces valeurs d'urbanité relativement bien partagées par les habitants n'ont finalement que peu d'influence sur leurs stratégies, qui persistent à chercher à s'en sortir individuellement, acceptant de ce fait les règles du jeu inégalitaires de la ville. C'est que si la ville a une valeur d'usage, et que cette dernière se traduit en valeurs collectives, les conditions de la transcription de celles-ci en valeurs politiques, mobilisables dans le débat public, semblent plus difficiles à réunir, ce que nous allons notamment étudier dans la dernière partie de cette thèse.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE :

Cette partie a été l'occasion d'étudier les différentes dimensions qui font la vie citadine à Ouagadougou. La ville y apparaît comme un espace conçu, vécu et perçu, selon les trois catégories d'Henri Lefebvre, mais au-delà, ces trois aspects s'imbriquent, s'influencent mutuellement, se co-construisent. Enfin, cette triade conceptuelle ne doit pas dissimuler les conflits et les inégalités qui se font jour en son sein : l'espace urbain tel que se le représente l'État, visible à travers les grands projets, peut s'opposer à l'espace tel que le perçoivent certains habitants. De même, pratiques et représentations peuvent différer d'une catégorie d'habitants à l'autre.

C'est le rapport centre-périphérie qui structure grossièrement ces rapports inégalitaires. On ne pratique et ne perçoit pas l'espace de la même manière selon sa position dans la ville. Les grandes lignes qui cimentent cette question sont celles qui séparent les centralités des périphéries, la ville légale de la ville informelle ou les propriétaires des locataires. Ces inégalités viennent en grande partie recouper les inégalités sociales, même si elles restent complexes à lire : la situation ne se résume pas à un cantonnement des pauvres en périphérie et une concentration des riches en centre-ville ; la périphérie est intégrée aux stratégies des plus aisées qui ont les ressources pour en dépasser les contraintes, les plus modestes ont souvent besoin de se positionner par rapport au centre-ville pour notamment trouver des sources de revenus.

Ainsi, la condition citadine semble se caractériser par un lien fort entre condition sociale et expérience spatiale, mais qui ne relève pas pour autant du déterminisme géographique (« les pauvres en périphérie et les riches au centre »), . Le processus de la citadinité dépend plutôt de la capacité de chacun à maîtriser les échelles de la ville, la répartition des ressources et les possibilités de se les approprier afin de tirer son épingle du jeu. Dès lors, c'est la question du positionnement politique par rapport à la ville qui se fait jour, lorsque les habitants déploient des stratégies individuelles et collectives face aux inégalités. La condition urbaine est un état d'un ensemble de rapports de forces. Toutefois, cette question se heurte ici au faible écho des questions urbaines dans l'espace public burkinabè. Nous allons donc dans notre dernière partie nous intéresser aux expressions par les habitants de leur positionnement par rapport à l'urbain, et nous verrons que celles-ci peuvent se développer dans des espaces intermédiaires, hors de l'espace public.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Troisième partie : du texte public au texte caché : quelles résistances habitantes aux inégalités urbaines ?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE :

A Ouagadougou, il est difficile d'identifier des mouvements sociaux centrés sur les questions urbaines, le droit à la ville ou au logement, et s'intégrant dans les outils conceptuels développés dans les grandes villes du Sud. Ils ne sont certes pas inexistants, comme nous le verrons au cours de cette partie, et les réactions des habitants face aux inégalités spatiales sont mêmes régulières : chaque opération de déguerpissement – liée notamment au lotissement d'un quartier informel – donne ainsi lieu à des protestations, voire à l'intervention d'acteurs associatifs identifiés sur ces questions (chapitre 8). De plus, l'espace apparaît indéniablement comme un enjeu dans les discours habitants, voire une ressource qu'il faut défendre par différents moyens. L'espace politique ouagalais apparaît d'ailleurs saturé de discours militants ou associatifs visant à mettre en lumière les injustices ou les inégalités, qui se sont notamment fait entendre au cours de l'insurrection d'octobre 2014 ayant mené à la chute de Blaise Compaoré.

Il y a pourtant de quoi s'interroger sur un paradoxe ouagalais : alors que les questions spatiales apparaissent fondamentales dans les discours des habitants, et que les inégalités d'accès en la matière sont largement visibles, la formalisation systématique de l'espace comme enjeu politique – enjeu de lutte – apparaît au mieux balbutiante, et les exemples que nous étudions dans le chapitre 8 apparaissent comme relativement marginaux. Les questions spatiales n'ont pas réellement émergé au cours de la période insurrectionnelle et post-insurrectionnelle – alors que l'espace public ouagalais a été le théâtre de discours sur des enjeux dépassant largement la simple question de l'article 37 de la Constitution – inégalités sociales et marché de l'emploi, lutte contre l'impérialisme, justice pour les différents « martyrs » du régime Compaoré (Thomas Sankara, le journaliste Zongo[195], le juge Nébié[196], etc.), lutte contre les OGM, etc. Alors qu'une période telle que celle ouverte par les événements

[195] Le journaliste d'investigation Norbert Zongo, fondateur et directeur du journal *L'indépendant*, a été assassiné le 13 décembre 1998 dans sa voiture avec trois autres personnes. Il enquêtait sur la mort mystérieuse de David Ouedraogo, chauffeur de François Compaoré, frère du président Blaise Compaoré. Sa mort a été particulièrement marquante pour la société burkinabè, et a provoqué d'importantes manifestations annuelles au moment de l'anniversaire de sa mort, renforcées par le non-lieu prononcé par la justice sur cette affaire en 2006 (le dossier a depuis été rouvert, notamment suite à la déchéance de Blaise Compaoré). Il reste une figure particulièrement populaire au sein de la jeunesse burkinabè, très présente dans la culture et la musique, et son image a été souvent mobilisée au cours du processus insurrectionnel de 2014.

[196] Salifou Nébié, juge constitutionnel burkinabè, a été retrouvé mort le 24 mai 2014 non loin de Ouagadougou. Il s'opposait alors au projet de réforme constitutionnel du président Blaise Compaoré, qui aurait permis à ce dernier de se présenter pour un cinquième mandat. A ce titre, son décès dans des circonstances encore méconnues l'a érigé en martyr du régime, et sa figure, à l'instar de celle de Norbert Zongo, a été largement mobilisée au cours de l'insurrection de 2014.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'octobre 2014 a permis la publicisation de nombreux enjeux politiques qui avaient une forte résonnance dans la société burkinabè, les questions d'espace n'ont pas émergé. Que faut-il en conclure ?

Il serait rapide d'en déduire une moindre importance de ces questions, au vu de ce que nous ont appris nos précédents chapitres. Si l'on peut se demander s'il s'agit d'un désintérêt des habitants vis-à-vis de ces questions, d'une acceptation, voire d'une légitimation de la situation inégalitaire actuelle, l'occasion nous sera surtout donnée de nous pencher sur les espaces interstitiels de résistance, et les conditions d'émergence des questions politiques, ce qui nous permettra de réfléchir à une définition élargie des questions de résistance et au *droit à la ville de fait* que dessinent les pratiques et les représentations des habitants (chapitre 9).

L'apparente « docilité » des habitants envers les situations d'inégalités urbaines pourraient faire penser qu'ils sont soit satisfaits de leur situation, soit *inconscients* de leur condition et d'une certaine manière, *fatalistes* par rapport à celle-ci. Mais ce serait oublier que la résistance à l'ordre des choses, dans une situation donnée, peut ne pas avoir intérêt à une confrontation directe avec la source de l'oppression – l'État, par exemple – jugée trop puissante et rester diffuse et indirecte. C'est l'objet notamment du travail de James C. Scott, qui distingue le texte public des dominés, c'est-à-dire le discours qu'ils tiennent *en présence* du dominant, et le texte caché, consistant en des propos, des gestes et des pratiques qui contredisent ou infléchissent dans une situation privée ou semi-privée ce qui transparaît sur la scène publique (Scott, 2008). Cette hypothèse prend de l'épaisseur en intégrant à la réflexion le contexte semi-autoritaire burkinabè (Hilgers, 2010 ; Hilgers, Mazzocchetti, 2010 ; Hilgers, Loada, 2013) qui rend l'échelle urbaine des pouvoirs complexe à maîtriser et difficile à modifier. Le *texte caché* reste bien entendu plus complexe à détecter et à analyser. Nous allons donc tenter de travailler dans un premier temps sur les expressions publiques de résistance, ou tout du moins d'organisation face aux inégalités de la part des citadins, en nous penchant particulièrement sur les associations d'habitants et leurs expériences (chapitre 8), avant de nous pencher sur le texte caché, et les expressions indirectes de désapprobation de l'ordre urbain (chapitre 9).

L'une des questions fondamentales qui guide ce chapitre est celle des modalités de constitution de la question spatiale en problème public et en capacité de mobilisation. Elle entre d'ailleurs particulièrement en résonnance avec celle de la distinction entre texte public et texte caché, et du passage de l'un à l'autre. D. Cefaï soulignait notamment l'importance de « la conversion des difficultés d'ordre privé ou de malaises vécus en silence (*private troubles*) en problème publics (*public issues*) » (Cefaï, 1996 : 57). En ce sens, il est important d'analyser la construction de discours inscrivant « des indignations ou des préjudices dans le registre de l'éthique, du droit, de la justice, de la politique » (*ibid.* : 57) et « les contextes de production et de diffusion de ces discours » qui articulent une « arène

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

publique » (*ibid.* : 58). Cette arène publique ne préexiste pas à la constitution du problème public, mais sa construction dépend d'un ensemble de cadrages résultant de la confrontation des acteurs et de leurs discours. Il convient dès lors d'être attentif à la confrontation et à la négociation des registres de légitimité, des modes de rationalité et des conceptions du juste et de l'injuste qui constituent progressivement l'arène publique et l'« institutionnalise » en l'inscrivant à l'agenda politique.

Il faut peut-être insister également sur les spécificités locales concernant les modes de constitution de ces arènes publiques. Même s'il est illusoire de déceler un modèle unique concernant « le politique en Afrique », J.-P. Olivier de Sardan note que les terrains ouest-africains sont souvent marqués par la multiplicité des modes de gouvernance et des instances de prise de décision à l'échelle locale, « expression des faibles capacités de l'État à imposer ses normes, ce qui favorise la relative autonomie des arènes politiques locales » (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1998 : 11). L'État apparaît dans les arènes politiques locales « comme un acteur parmi tant d'autres » (*ibid.* : 44), et il se retrouve pris entre sa volonté d'imposer ses logiques, en naviguant entre le modèle internationalement promu de l'État-nation et des logiques autoritaires, et la nécessité de s'adapter au rapport de forces locaux, sur lesquels il fonde une partie de sa propre légitimité. En ce sens, les processus de décentralisation, loin de permettre un renforcement des capacités des citoyens par la *bonne gouvernance*, peuvent au contraire être perçus localement comme un moyen d'accroître les capacités d'intervention de l'État à l'échelle locale. Malgré tout, le positionnement des pouvoirs publics par rapport au problème public conditionne la reconnaissance de la légitimité de celui-ci.

Enfin, les modes de résolution du problème participent également des contours du cadre, sans en constituer nécessairement la fin. La dimension conflictuelle, loin d'être anesthésiée par l'institutionnalisation, perdure et la « carrière du problème public peut s'achever par la publication et par la réalisation d'un programme d'action publique et s'accompagner de promesses annexes et d'arrangements tacites, de tactiques de légitimation par la voie de campagnes de publicité ou par la médiation des réseaux de notables » (*ibid.* : 59). L'exemple de la lutte des déguerpis du projet ZACA en particulier nous permettra de produire une analyse de la carrière totale d'un problème public, lui-même simple sous-problème de celui plus général des inégalités urbaines (1.1). Il ne s'agit ici bien sûr que d'un cadre d'analyse qui n'épuise pas la diversité des modes de constitution d'un problème public. Celui-ci nous permettra de travailler la question de l'émergence d'une *question urbaine* à Ouagadougou.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 8 : Texte public : des expériences de revendications collectives liées à l'espace

Le chapitre précédent a permis de mettre en lumière les inégalités liées à l'espace à Ouagadougou, et les stratégies spatiales mises en place par les habitants. A travers leurs pratiques et leurs représentations, les Ouagalais confirment que l'espace leur apparaît comme une ressource, ou un ensemble de ressources potentielles, qu'ils tentent de s'approprier. Cette appropriation se fait toutefois de manière inégalitaire selon les conditions sociales de chacun. L'espace ouagalais apparaît donc comme un système de domination, c'est-à-dire produisant des inégalités directement liées aux questions spatiales. Dès lors se pose la question des résistances à cette domination. Afin de les appréhender au mieux dans le contexte ouagalais, il est nécessaire de revenir sur les significations que le terme revêt.

Si le couple domination/résistance est indispensable au chercheur pour clarifier les situations d'inégalité, il a l'inconvénient de dessiner un *bon* et un *mauvais* côté de la domination qui se prêtent aux travaux des chercheurs, mais rendent difficile à comprendre la complexité des relations qui se jouent dans l'établissement de ces situations de domination. C'est en ce sens que l'analyse de la subalternité doit se faire : il n'y aucun subalterne ou dominants *purs*, mais un ensemble de positions et de prises de positions qui se jouent à l'intérieur d'un système de domination en fonction des situations d'interaction. Encore une fois, nous nous en tenons ici à une approche foucaldienne du pouvoir : celui-ci réside dans les relations plutôt que dans les positions.

Ainsi, il ne faut pas nécessairement se focaliser sur *le pouvoir* ou bien sur *les pratiques de résistance* pris séparément, mais bien sur la relation qui se dessinent entre les deux et ce qu'elle nous apprend sur le fonctionnement de la société étudiée. En outre, si la « vague contestataire » des années 60-70 avait donné lieu à un intérêt particulier de la recherche pour « les formes massives et visibles de résistance », le relatif échec de ces mouvements a conduit au développement de travaux s'intéressant aux « formes moins spectaculaires, moins visibles et plus quotidiennes de résistance » (Pinet, 2016 : 36).

En outre, il s'agit ici de développer une approche extensive des pratiques de résistance, en sortant du « paradigme conversationnel » (Braconnier, 2016 : 321) du rapport ordinaire au politique. Ainsi, étudier la résistance à l'ordre urbain passe certes par l'étude d'un discours structuré autour de cet ordre, mais nous verrons également que ce cadre n'épuise pas le rapport au politique. Les pratiques de résistance aux inégalités dans la ville peuvent passer par des discours profanes, informels ou d'apparence apolitique, mais aussi par une certaine pratique de l'espace. D'autant que dans le cas de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

cette étude, la distance sociale et culturelle avec le terrain peut renforcer les biais ou les effets de censure entre le chercheur et les enquêtés. En somme, on cherchera la signification politique cachée dans des phénomènes d'apparence « neutres ».

Nous tenterons donc de comprendre les rapports de domination urbains dans le contexte ouagalais selon cette approche, en nous penchant sur toutes les formes de résistance, sur ce qu'elles nous apprennent de la nature du pouvoir, et sur ce qu'elles nous disent les unes des autres. Nous avons eu l'occasion de démontrer plus tôt que la circulation internationale de modèles urbains dominants avait donné lieu à Ouagadougou à la production de nouvelles normes urbaines, issues d'une adaptation entre les normes internationales et les normes de gestion urbaine locales. Se pose dès lors la question d'une circulation internationale des modèles militants construits autour et contre ces modèles urbains, ce qui a été exploré par de nombreux travaux ces dernières années. Mais ces derniers, de manière compréhensible, ont eu tendance à se focaliser sur les terrains où cette circulation était la plus visible : grands pôles de résistance et tout à la fois d'étude, comme les métropoles du Brésil (Lopes de Souza, 2010 ; Bautès, 2010), d'Afrique du Sud (Bénit-Gbaffou, Gervais-Lambony, 2008 ; Buire, 2011 ; Morange, 2011) ou d'Inde (Bautès, 2012). De même, en se focalisant sur ces terrains, la recherche s'est aussi focalisée sur des modes particuliers de résistance – quoi de plus logique, par ailleurs, car c'est sur ces terrains que les résistances sont *visibles*. Ceux-ci représentaient des exemples typiques de mise en mouvement politique de discours sur le juste et l'injuste adaptés aux questions urbaines. Ces travaux ont permis de mettre en lumière les mécanismes d'échange internationaux faisant émerger une véritable *question urbaine mondiale*, mais ont mécaniquement produit des zones grises qu'il est dès lors plus difficile à étudier. Ces zones d'ombre sont bien entendu également investies par la recherche depuis plusieurs années, mais il n'est pas évident d'en tirer des outils conceptuels adaptés, aussi efficaces que peut l'être le droit à la ville, par exemple, autant investi par la recherche que par les mouvements sociaux.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. La lutte urbaine et ses effets : l'exemple des déguerpis de Zangouettin.

Comme nous l'avons vu, le projet ZACA a entraîné le déguerpissement de cinq anciens quartiers du centre-ville de Ouagadougou – que je résume en général au principal, Zangouettin, comme le font leurs anciens habitants – et le déplacement d'environ 12 000 personnes qui y vivaient. Entre l'annonce « surprise » du projet à la radio par le Ministre et le déguerpissement effectif, divers mouvements de résistance contre la ZACA se sont mis en place, constituant sans doute le plus large mouvement social de revendications liées à l'espace dans l'histoire récente de la ville. Ce mouvement constitue donc une figure facilement identifiable de réactions aux évolutions urbaines. Au cours de mon enquête, j'ai pu interroger plusieurs anciens habitants de Zangouettin, et leur récit va ici nous permettre d'analyser le détail de la naissance d'un mouvement de résistance politique organisé, d'en faire le bilan, et de nous demander en quoi et pourquoi celui-ci constitue encore aujourd'hui une relative exception dans sa forme concernant les résistances liées à l'espace au Burkina Faso.

La situation est donc la suivante : nous avons des habitants d'un quartier ancien de Ouagadougou, se considérant comme des « autochtones » de la ville, qui ont partagé une expérience de lutte urbaine, puis de déplacement. Le tout s'est passé il y a maintenant presque quinze ans, ce qui donne un certain recul réflexif sur les événements aux habitants. J'ai eu l'occasion d'en rencontrer plusieurs, aux parcours résidentiels et aux choix politiques divers. Une dizaine de ces rencontres ont donné lieu à un entretien formel, ce qui nous permet d'avoir suffisamment d'éléments pour réfléchir à ce que constitue une lutte urbaine ouverte à Ouagadougou, et ce qui s'y joue en termes de pratiques et de représentations.

L'annonce soudaine du projet le 14 mars 2001 par le Ministre des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme Hippolyte Lingani lors d'une conférence de presse radio-télévisée surprend les habitants du quartier. Cette annonce ouvre une phase politique qui va courir jusqu'au déguerpissement de janvier 2004 et qui va occuper une place importante dans l'actualité burkinabè (Biehler, 2010 : 433). Le choc installe le débat sur le déguerpissement sur le mode de la confrontation avec les pouvoirs publics. Sur ce point, la mise en place du projet constitue une étape nouvelle au Burkina Faso : les décisions de l'État ne se prenaient alors pas véritablement en concertation avec le public concerné, mais l'ampleur de ce projet-ci est relativement inédite, ou tout du moins extrêmement rare. Le fait de choisir une annonce radio-télédiffusée avant d'en avertir directement les habitants a été mal vécu par nombre d'entre eux : cela a été perçu comme un manque de considération, et les habitants ont ressenti le besoin de rapidement s'organiser pour obtenir plus

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

d'informations. C'est ce que nous explique Ousseynou, qui fut secrétaire général d'une association des résidents de la zone du projet ZACA :

> « Quand on a mis en place ce comité, la première des choses, c'était de nous approcher des autorités pour mieux comprendre la philosophie du projet. On a eu les informations, mais c'est sur le tard. Les habitants n'ont pas apprécié d'apprendre le projet par la voie des ondes, sans concertation préalable avec les représentants du quartier. » (entretien Ousseynou, 11/05/2014)

Le choix de communication des autorités se justifiait par l'ampleur du projet, « dont les enjeux sont multiples et concernent l'ensemble de la société burkinabè », ce qui nécessitait donc d'en informer le plus largement possible la population (Biehler, 2010 : 436). La conférence de presse sera d'ailleurs suivie de la vaste et inédite campagne de communication mise en place par l'agence Synergie. Derrière l'apparente brutalité de l'annonce, le projet a tout de même anticipé le choc et entériné un changement de la manière de mener ce type de projets. Il s'agit de prendre le temps nécessaire à la mise en œuvre du déguerpissement, là où ces opérations pouvaient se faire jusque-là en 24 heures. Le siège du projet s'ouvre d'ailleurs aux habitants au sein même du quartier deux mois après la conférence de presse, afin d'apporter des compléments d'informations. Malgré cela, il apparaît clair que cet épisode a mis en évidence la confrontation entre plusieurs modèles de pratiques et représentations de la ville, occasionnant des évolutions forcées vécues comme autant de « déchirures ».

1.1. Les « déchirures » de la « modernisation » contre le « vivre-ensemble ».

Rapidement après le début du projet, la confrontation des modèles s'est rendue visible entre l'État et la population locale. Comme nous l'avons évoqué plus haut, dans le cadre du projet ZACA, l'État adopte un discours en accord avec les modèles internationaux de bonnes pratiques en matière d'urbanisme. Le projet apparaît comme le fer de lance de ce nouvel esprit du développement, conciliant des logiques *pro-poor* et *pro-growth*, et ce discours est l'un des éléments de justification du déguerpissement. C'est ce que nous rappelle le Zangouettin Naaba[197], que nous interrogeons dans sa cour :

[197] La Zangouettin Naaba est le chef coutumier attaché au quartier de Zangouettin. Il réside aujourd'hui à la Trame d'accueil, mais porte toujours ce titre lié à la dénomination de l'ancien quartier. La Naaba actuel occupe cette fonction depuis 2004, ayant succédé à son oncle, qui lui-même avait succédé à son père. Au moment de son intronisation, sa cour s'était déjà réinstallée à la Trame d'accueil. C'est donc son oncle qui était Naaba au

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Le projet nous a approché, ils nous ont fait savoir que c'était la modernisation. Le développement était arrivé, il fallait développer le centre-ville. » (entretien Zangouettin Naaba, 11/05/2014).

Les résistances des résidents du quartier à ce développement doivent dès lors mobiliser un langage qui permet de se défendre sans apparaître comme des opposants au développement. Lorsque nous avons interrogé Ousseynou, il insiste à plusieurs reprises sur ce point, faisant passer le message que le développement associé au projet ne serait pas *juste*, et qu'il camouflerait des intérêts cachés :

> « On se disait qu'il fallait réaménager le centre-ville, on était tous d'accord. Mais nous, on ne s'attendait pas à ce que ce soit décidé dans un laboratoire sans concertation avec les populations qui résident… Moi, je me dis que le développement, il est fait pour l'homme. Le développement ne doit pas détruire l'homme. C'était ça, notre philosophie, ça n'a pas été bien expliqué. Les habitants n'ont pas été associés, ce qui fait que les gens ont compris, dans la manière précipitée de lancer le projet, que des gens voulaient blanchir leurs sous, y'avait d'autres raisons derrière… » (entretien Ousseynou, 11/05/2014)

Ousseynou, qui reprend là les éléments du discours que tenait alors l'association de résidents dont il faisait partie, reprend finalement à son compte la notion de développement, pour la réinvestir de valeurs opposées à celles du projet. Le contre-modèle qui émerge alors à travers le discours des habitants de Zangouettin mobilise l'autochtonie et l'importance de la communauté. L'opposition aux logiques défendues par le pouvoir est assez claire : il s'agit de faire primer un droit *à être-là* sur le droit régulier :

> « Même si on a une loi foncière qui dit que la terre appartient à l'État, au-delà de cette philosophie, c'est des gens qui habitent cette terre et qui ont aussi des droits. » (*ibid.*)

Mais si Ousseynou insiste sur l'opposition des régimes de droits, le modèle qu'il défend repose plus sur un ensemble de « valeurs » liées à la communauté et à l'expérience collectivement vécue que sur le simple attachement à la terre :

> « Pour nous, c'était une priorité de rester ensemble. En évoquant le rejet du projet, on voyait qu'on perdait beaucoup plus, la dynamique de vivre ensemble, les habitudes que nous avions… On voulait ramener ça qu'elle que soit le lieu où on partait. C'était vraiment important pour nous. » (*ibid.*)

Ici, l'opposition des modèles pose les bases d'une négociation qui ne porte pas uniquement sur l'enjeu foncier, mais bien sur la défense de normes de vie urbaine, et au-delà sur la légitimité à être là. En adoptant le modèle international du *développement*, les pouvoirs publics mobilisent un registre de légitimation dépolitisant, face auxquels les habitants ont été contraints de se positionner – en somme,

---

moment du déguerpissement. Cela signifie que le quartier de Zangouettin – a minima son nom, éventuellement une communauté pour soi – perdure à travers la fonction de son Naaba, même hors de l'espace du quartier.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

qui peut s'opposer au développement ? Face à cette rhétorique, les résidents de la zone ZACA ont dû produire un contre-discours mobilisant les notions de *juste* et d'*injuste* :

> « On est content de voir pousser des immeubles, c'est une ville moderne qui émerge. Mais au-delà du développement de la ville, nous pensons que cela doit bénéficier immédiatement aux habitants. On n'est pas contre le développement, bien au contraire. » (*ibid.*)

En somme, les expulsés ont cherché à produire leur propre représentation de ce que la ville doit être ou ne pas être, c'est-à-dire une *justification* au sein d'une économie de la grandeur » (Boltanski, Thévenot, 1991), un système de valeurs mobilisant de manière cohérente les notions de juste et d'injuste (Bénit-Gbaffou, 2014 : 168). Cette justification vient s'opposer à celle proposée par le discours étatique. Cette introduction d'un problème particulier dans une vision globale cohérente de la ville permet l'amorce d'une organisation et d'une résistance.

Un autre point intéressant est la question du bouleversement du mode de vie. Au cours d'un entretien relativement court, le terme de « déchirures » - que je n'ai pas moi-même suggéré – reviendra quatre fois dans la bouche du Zangouettin Naaba. Ce qui a été particulièrement mal vécu, selon lui, au-delà du simple déplacement, c'est la déstructuration du mode de vie qui prédominait sur la zone. C'est encore l'occasion dans le discours d'instaurer une opposition entre des valeurs discursives fortes, comme « la famille » (au sens large), qui ordonnerait le mode de vie *d'avant* contre « l'argent », valeur du mode de vie *d'après* :

> « C'était une grande famille, quoi. Socialement, vraiment, les gens s'entraidaient. Ici, on n'est pas tous d'ici. Pendant le déplacement, il y a eu des déchirures. Les familles étaient éclatées. Et ici, il fallait payer, donc tout le monde n'a pas pu suivre. Il fallait aller là où c'était moins cher pour s'installer. […] Heureusement que nous, on s'est constitué bien avant avec un petit comité pour mettre la famille au-devant de toute chose. Avant que les gens aillent chercher l'argent, il faut d'abord que les gens essaient de s'organiser au sein des familles pour qu'il n'y ait pas de problèmes. Sinon, il y a eu des déchirures. » (entretien Zangouettin Naaba, 11/05/2014)

Dans le discours du Zangouettin Naaba, le déguerpissement apparaît donc avant tout comme un événement déstructurant l'organisation sociale qui prévalait au sein des autochtones de Zangouettin. L'organisation de la lutte contre le déguerpissement aurait donc agi comme une restructuration autour de valeurs fortes. Il fait ici référence à un point précis qu'ont évoqué plusieurs expulsés, mais également la plupart des responsables que j'ai interrogé : l'éclatement des familles lors du déguerpissement autour de l'indemnisation :

> « A l'intérieur des familles, il y avait beaucoup de divisions. […] Et en plus, il y avait beaucoup de polygamie. Entre les enfants, ils ne s'entendaient pas. Donc, c'était l'occasion de se déchirer, de se séparer. Mais aussi de régler des comptes. Pour les femmes dont les enfants n'ont pas pu réussir dans la vie, qui sont au chômage, etc., et qui comptaient beaucoup sur cette indemnisation. Dans les familles, ils ont dit "il faut partager l'indemnisation". Comme c'est une affaire familiale, nous, on ne pouvait pas intervenir pour

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> les obliger à rester dans l'indivision. […] Donc, beaucoup de familles ont été cassées, mais c'est parce qu'elles-mêmes ne voulaient même plus rester ensemble. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Cette explication revient également chez les expulsés :

> « Forcément, y'en a qui se sont séparés… La plupart des parcelles, c'était des héritages. Quand on sait que chez le musulman, la polygamie est le modèle le plus pratiqué, on a des femmes, des enfants issus d'un même père… En faisant intervenir le droit public dans cette affaire, il suffisait qu'un enfant demande sa part pour que le notaire s'occupe de la gestion des indemnisations… Donc, y'a des familles qui se sont séparées. Et ce n'était pas bon, parce que ce que les gens ont pris, c'était des miettes, tu pouvais pas te reloger ! Pour nous, dans notre philosophie, on voulait qu'on oblige toutes les familles à se réinstaller. Pour nous, c'était vraiment important. » (entretien Ousseynou, 11/05/2014)

Cette question de l'unité des familles a donc été l'un des déclencheurs des mouvements de protestation contre le projet. Mais comme le fait remarquer l'ex-Directeur général du projet, et comme nous l'avons vu avec l'exemple d'Amadou, jeune expulsé de la ZACA qui se satisfait de ce déguerpissement à l'inverse de son père (encadré n° 8), le projet n'a peut-être été qu'un déclencheur d'une déstructuration communautaire déjà amorcée en amont, ou plus exactement a répondu à une volonté d'autonomisation des jeunes qui ne s'exprimait pas ouvertement jusqu'à présent :

> « Dans certaines familles qui étaient plus ou moins monogames, beaucoup ont profité de ça, se sont retrouvés, et ont construit de meilleures maisons, etc. Si vous faites des enquêtes, vous allez voir : il y en a qui ont construit de meilleures maisons, et la vie est devenue plus agréable. Mais d'autres aussi sont contents de s'être séparés de leur demi-frère, etc. Voilà, si bien que moi, je dis : ceux qui disent toujours "oui, regardez les gens, etc.", c'est du populisme ! Parce qu'en fait, la dynamique urbaine n'est pas… La ville amène des recompositions, donc les relations familiales, de village, qui sont des relations "obligées"… En ville, il y a d'autres opportunités de relations, on est des amis de travail, on est des amis de syndicat, etc. Il y a des associations diverses, qui ne sont pas des relations de sang. Et dans lesquelles certains retrouvent plus d'intérêt qu'en étant parents. Entre parents, il n'y a que des obligations, dont tu ne peux même pas te défaire, parce qu'au nom de la famille, tu dois tout partager. […] Donc les gens n'acceptent pas ça. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Bien entendu, le discours de l'ex-Directeur général du projet doit être compris comme un discours de justification *a posteriori* de son action, en la réinscrivant dans une évolution sociale logique, voire harmonieuse. Mais il permet pour le moins de confirmer que la construction du discours et du contre-discours politique autour de la ZACA s'est faite sur des grandes valeurs, et une opposition de modèles. Le désaccord n'a pas porté sur la simple question foncière, mais sur la définition et la légitimité d'un certain mode de vie, que l'indemnisation prévue par le projet ne pourrait pas compenser :

> Leur souci, c'était indemniser et laisser chacun aller là où il veut. Pour nous, il y avait cette habitude sociale de vivre en commun, qui a fait qu'on voulait revenir ensemble, se retrouver chacun avec son voisin pour garder les mêmes habitudes. » (entretien Ousseynou, 11/05/2014)

Cette déstabilisation du mode de vie et cette opposition de modèles a permis la structuration claire d'un contre-discours permettant de mobiliser collectivement contre le projet, en utilisant des images

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

fortes jouant sur des représentations collectives de l'espace, propres aux résidents du quartier[198]. Elle a permis de produire un discours qui avait l'ambition de dépasser les limites de Zangouettin, afin de légitimer cette résistance en l'inscrivant dans des représentations collectives de l'urbain et des luttes urbaines. Par exemple, Ousseynou m'explique cette question du mode de vie en la replaçant dans une évolution historique dépassant le simple cadre du quartier, et évoquant par exemple la France :

> « Forcément, il y aura une incidence sur les modes de vie. Parce que déjà quand tu prends le centre-ville, c'est pas les habitants d'origine qui y sont. Ce sont des locataires, qui sont venus d'ailleurs… les modes de vie changent, forcément. Quand tu prends les gens qui vivent dans les appartements, c'est peut-être quoi ? "Bonjour, bonsoir", et puis voilà, basta ! Cette solidarité qui est notre vécu quotidien est en train de disparaître. Nous sommes en train de perdre quelque chose que d'autres ont perdu il y a déjà des centaines d'années, qui en sont à la recherche… Et nous, nous sommes en train de perdre ça. C'est-à-dire qu'on ne prend pas de précaution pour voir ce qu'on peut garder. Aujourd'hui, comparativement à l'Europe et à la France, que je connais aussi, je sais qu'il y a des gens qui luttent pour cette solidarité. […] On recherche la solidarité qu'on a perdue, parce que forcément, on est tous allé dans le développement, sans tenir compte de certaines choses. Ceux qui ont perdus, ils sont en train de voir s'ils peuvent retrouver. Et nous, est-ce que nous n'avons pas l'avantage de pouvoir tenir compte de leur expérience ? Je me dis que si nous sommes intelligents, il faudrait vraiment faire les choses de manière intelligente. » (*ibid.*).

Ousseynou dresse ainsi un parallèle entre la situation de Zangouettin, et les évolutions urbaines en France, et donne une portée internationale au contre-discours sur la ZACA, l'inscrivant dans une histoire des luttes urbaines. Par là même, il convertit l'atteinte au mode de vie en *injustice*, qui est donc à la fois le ressenti immédiat des résidents face aux conséquences du projet et la qualification politique de celui-ci.

De la même manière, il est apparu important aux leaders de la contestation de concevoir le discours sur la lutte en dépassant les enjeux particuliers des habitants, et le replaçant dans une perspective politique plus large, quitte à porter des accusations radicales contre celui-ci. Ainsi, le projet permettait de symboliser les inégalités socioéconomiques et la corruption :

> Les habitants n'ont pas été associés, ce qui fait que les gens ont compris, dans la manière précipitée de lancer le projet, que des gens voulaient blanchir leurs sous, y'avait d'autres raisons derrière… D'aucuns parlaient de blanchiment d'argent, comme il y a maintenant la traçabilité au niveau des transactions financières, on ne pouvait utiliser que le béton pour blanchir les sous. Ça, c'était dans l'imaginaire de tout le monde. Quand on regarde qui investit en ce moment au niveau du projet ZACA, c'est les gens qui détiennent en fait l'économie, qui viennent investir. C'était une question d'argent, de spéculation foncière. Nous, on nous a peut-être racheté nos terrains à 22 500 FCFA le m² pour d'autres, 40 000 pour certaines personnes. Ceux qui ont eu le plus ont eu 50 000, c'était vraiment le prix le plus cher. Et c'était maximum une dizaine de parcelles, parce qu'il fallait se trouver à l'angle de deux voies bitumées pour avoir ce prix-là. Les terrains sont revendus à 103 000 FCFA le

[198] Ce qui peut expliquer aussi que la résistance autour du projet soit restée circonscrite aux quartiers touchés, ce qui invite à interroger les spécificités de l'expérience commune de l'urbain propre à ceux-ci (et différents du reste de la ville), même si ce n'est sans doute pas la seule hypothèse.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> m² par le projet. Le projet a fait un bénéfice. […] C'est des bandits qui régentent nos vies ! Une mafia qui se fait de l'argent sur notre dos. » (*ibid.*)

Se construit ainsi un discours politique[199] à même de faire sens collectivement et de légitimer la lutte, en ne le réduisant pas à une lutte entre certains habitants, qui plus est favorisés par leur position dans la ville et un projet urbain, mais en en faisant un degré de l'opposition entre le peuple et le pouvoir.

En ce sens, pour les leaders de la contestation contre le projet, les conséquences sociales de ce dernier apparaissaient comme particulièrement violentes, ce qui allait pouvoir justifier le recours à cette même violence pour dépasser les cadres habituels de la négociation autour des questions foncières.

1.2. Du contre-discours à l'organisation de la résistance.

Sur ces bases peut donc démarrer la constitution d'une résistance politique organisée au projet. Deux camps et autant de conceptions de l'urbain s'opposent, et plusieurs choix s'offrent aux protagonistes, dont les deux principaux sont la confrontation et la négociation. Nous l'avons déjà évoqué, la première stratégie des pouvoirs publics ne prévoyait pas d'inclure les habitants dans le processus de décision. Dans un second temps, l'État a cherché à rendre légitime le projet pour l'ensemble de la population par une opération de communication. En faisant émerger un contre-discours, comme nous l'avons vu, les résidents se sont constitués en force politique unitaire – même si certainement artificielle – et rapidement divisée, comme nous le verrons. L'urgence devant l'absence de prise en compte par l'État était de devenir un protagoniste du débat. C'est ce qui a été fait à travers la création d'une première association de résidents. Ousseynou, qui fut donc le Secrétaire général de ce Comité de Coordination des Résidents de la Zone du Projet ZACA, créé afin de « défendre les intérêts de la population », me désigne les cours de la Trame d'accueil où je l'interroge et me les présente fièrement comme le fruit de cette lutte :

> « Il a fallu le comité pour que nous ayons ces parcelles. L'autorité ne nous les a pas données avec plaisir. Nous avons été reconnus comme interlocuteur. Nous n'avons pas eu d'avantage particulier. » (*ibid.*)

C'est au moment de la création du Comité qu'il a fallu passer outre le choc de l'annonce pour que la colère se convertisse en stratégie de lutte face à celle des pouvoirs publics. L'objectif des résidents

[199] Qui se construit peut-être en réponse aux arguments développés pour légitimer le projet, afin de les contrer. Il est difficile d'affirmer que la portée politique à l'échelle de la ville du discours était un but initial, dans la mesure où elle n'apparaissait pas ou très peu dans les premiers discours de l'époque contre le projet.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

était alors surtout d'obtenir des dédommagements corrects, plutôt que « rester là », ce qui serait un thème développé par la suite autour du slogan « nous pas bouger ». Il n'a en tout cas pas toujours été simple de se positionner en ce sens alors que l'État n'avait pas prévu d'accorder une place à un mouvement des habitants. Comme le rappelle le Zangouettin Naaba :

> « Il y a eu résistance et il y a eu négociation. Ça a été un peu brusque pour une population qui n'avait jamais vécu ça. Tout d'un coup, on vous demande de laisser les lieux… Nous, ça nous était étranger. On se demandait si c'était possible. Donc, il fallait essayer de préserver… » (entretien Zangouettin Naaba, Trame d'accueil, 11/05/2014)

De fait, la stratégie a vite consisté à construire rapidement un rapport de force pour rattraper l'avance prise par les autorités, en alternant l'action « violente » et l'ouverture au dialogue :

> « Il fallait négocier, mais il fallait mettre la pression derrière. C'était la stratégie. On occupe la rue pendant que les responsables négocient. » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Parallèlement, il est vite apparu important de faire en sorte d'impliquer un maximum d'habitants dans le mouvement, pour ne pas apparaître isolé. Boubacar, qui s'est fortement impliqué dans le mouvement, parle de « conscientisation » :

> « C'est Hassan lui-même, on prenait le thé, il a eu l'idée de créer une cellule pour protester contre ce déménagement. Lui, il nous a dit : "non, ça ne peut pas se passer comme ça, on ne doit pas accepter des trucs comme ça, parce qu'ils vont nous ruiner". Donc, il nous a vraiment conscientisés. Ensemble, on a vraiment pris le problème, et on a informé les jeunes pour faire des marches de protestation. Jusqu'à faire une coordination. Vraiment, c'était une grande organisation. On a fait des meetings, des marches, pour éviter tout ça. Mais bon, vous savez, **c'était une affaire d'État**. » (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015)

Boubacar évoque une « affaire d'État », ce qui traduit bien ce qui a pu se passer au moment de la construction du mouvement de lutte contre la ZACA : des habitants ont vu leur mode et leur espace de vie devenir soudainement un objet de lutte collective dont les enjeux dépassaient clairement leur quartier. Ils ont compris par ce biais que leur réalité quotidienne et l'espace qu'ils pratiquaient depuis toujours constituaient des enjeux politiques. C'est en somme ce qui ressort des explications d'Ousseynou concernant l'une des principales revendications de la coordination :

> « L'État s'est comporté comme un commerçant. C'est pas son rôle ! Et c'est ce que nous avons critiqué. Nous à l'époque, qu'est-ce que nous voulions ? Pour le projet, on voulait un coût forfaitaire par mètre carré. Parce que tu n'as pas choisi d'être dans le six-mètres*. Les Dermé qui étaient sur le goudron*, là : c'était pas la famille Dermé qui a mis le goudron*. C'est des attributs sociocommunautaires, qui appartiennent à l'ensemble. Est-ce que tu peux comprendre que la famille de Mamadou a payé leur mètre carré à 40 000 FCFA, et toi qui est juste derrière, on paye ça à 22 500 ? Donc, il y a eu une discrimination. […] Donc pour nous, il fallait un coût unitaire du mètre carré pour l'ensemble des parcelles de la zone. Et pour nous, un projet de développement doit profiter aux populations. Vous trouvez que nous sommes mal logés ? On est d'accord. Vous trouvez qu'il n'y a pas d'infrastructures ? On est d'accord. Mais si on doit nous délocaliser, il faut que là où on vienne, on puisse mieux vivre. Mieux vivre, c'est quoi ? Ça veut dire que là où on vient, on puisse loger dans des

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> bâtiments en matériaux finis, avoir nos dispensaires, nos écoles et notre marché. Le projet, ça fait 14 ans maintenant. On n'a toujours pas de marché. Nos enfants bénéficiaient d'un lycée public, ici c'est un lycée privé ! Si tu n'as pas les moyens, tu n'envoies pas ton enfant au lycée. Ça veut dire que l'aspect social a été clairement éludé au niveau du projet. C'est ce que nous avons condamné, c'est tout. Nous ne sommes pas contre les investissements. » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Ici, Ousseynou explique que le projet leur a fait prendre conscience d'un aspect nouveau : les positions de chaque famille dans les quartiers impliquaient différents privilèges, qui ont été distribués aléatoirement au gré des évolutions du quartier. Cela le porte à considérer les habitants du quartier comme un même corps politique dont les privilèges doivent donner lieu à une gestion et une jouissance commune. Le projet lui donne l'occasion de construire un discours collectif sur ce que peut devenir le quartier et les avantages qu'il peut tirer. De manière générale, il s'agit de défendre l'idée que les avantages collectifs qui peuvent être obtenus sur le quartier si les habitants font corps sont supérieurs aux avantages individuels qu'ils peuvent tirer du déguerpissement. En quelque sorte, nous pourrions dire qu'il s'approprie politiquement son espace, dépassant la simple appropriation *juridique* (Ripoll, Veschambre, 2006) qui lui est précisément contestée par l'expropriation de l'État. C'est en effet en partie ce qui se joue dans ce mouvement : la constitution du quartier en enjeu politique et l'action politique qui y prend place en conséquence constituent un nouveau mode d'appropriation, et contribuent dès lors à ressentir plus fortement la violence de l'action des pouvoirs publics : « le "vécu" refuse les injonctions du "conçu" » (*ibid.* : 298).

La situation mise en évidence par le projet ZACA pourrait correspondre à un « usage exclusif et non-autonome » de l'espace qu'évoquent F. Ripoll et V. Veschambre (*ibid.*) : les résidents du quartier ont pris conscience que l'espace qu'ils pensaient être le leur ne leur appartenait pas véritablement. Non seulement, ils prennent conscience que l'État peut en disposer à tout moment par une procédure d'expropriation/expulsion, comme pour tout espace du pays, mais également que leur situation géographique centrale fait du quartier un enjeu à l'échelle de la ville. L'État se comporte dès lors « comme un commerçant », et les cours qui bordent le goudron* se retrouvent investies d'une valeur économique supérieure à celle de leurs voisines bordant des six-mètres* – ce qui n'était pas pour autant ignoré des habitants, les commerces au bord du goudron* étant notoirement mieux achalandés que les autres. L'expropriation matérielle de l'espace entraîne donc en retour une appropriation symbolique, c'est-à-dire une conscientisation des inégalités internes. L'espace de vie se charge soudainement d'enjeux politiques qui étaient jusque-là ignorés, ou en tout cas non-exprimés.

La prise de conscience de l'aspect politique de leur rapport à l'espace a coïncidé avec un apprentissage de la lutte pour l'espace, et de son éventuelle efficacité : les anciens quartiers des résidents étaient devenus un support politique et un point de départ pour des revendications. Lors des négociations avec l'État, il a donc fallu traduire l'attachement initial au quartier en élément de pression

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

pour obtenir une réparation du préjudice du déplacement. A entendre le discours des anciens leaders de la contestation, on comprend en effet qu'ils aient rapidement considéré que la position de l'État sur le déguerpissement et la destruction du quartier ne changerait pas. L'enjeu était donc dès lors de compenser ce déguerpissement au mieux. L'idée de la Trame d'accueil a émergé à ce moment-là.

Celle-ci n'était pas prévue à la base du projet, et a été dégagée dans l'urgence pour peser sur la négociation. L'État a récupéré des terrains attenants à Ouaga 2000, qui appartenaient à la Société Nationale des Terrains Urbains (SONATUR) et qui présentaient plusieurs avantages. D'une part, la SONATUR était chargée de gérer les terrains des trois zones de Ouaga 2000, de la viabilisation à la mise en vente, ce qui lui permettait de dégager facilement une zone à viabiliser et à équiper, à la base prévue pour la mise en vente. D'autre part, la proximité des terrains avec Ouaga 2000 permettait de compenser symboliquement la perte de la rente de centralité des résidents de Zangouettin, comme l'explique l'ancien Directeur général du projet ZACA :

> « Le choix du site n'est pas fortuit, ce n'est pas un hasard. C'est parce que justement ils étaient en centre-ville, avec un certain nombre de facilités, de commodités… C'était des populations urbaines : en fait, c'était eux, les populations urbaines ! […] D'où le choix d'un site qui puisse faciliter leur acceptation du projet. Il faut un site qui en fait leur donne l'impression de rester, et même d'entrer un peu plus dans le modernisme. D'où le choix de les mettre à Ouaga 2000, qui est du point de vue des autorités et du point de vue de l'avenir le centre moderne de Ouagadougou. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Dans les propos des anciens habitants, la question de l'éloignement par rapport au centre-ville revient malgré tout régulièrement :

> « Le fait même de quitter le centre-ville était un handicap. Qu'est-ce qui se passait au centre-ville ? Les gens étaient beaucoup plus proches de tous les secteurs d'activité, le Grand marché, les services administratifs et autre… C'est-à-dire que venir sur la Trame d'accueil, c'est un coût supplémentaire qu'il fallait ajouter. Pour ceux qui n'avaient pas d' "engins"[200] : le bus n'arrivait pas jusque-là, les taxis n'arrivaient pas jusque-là… C'était un handicap, on n'en voulait pas du tout. » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Toujours est-il que la Trame d'accueil apparaît comme une conquête issue de la lutte :

> « C'est la forte pression populaire qui a amené les autorités à voir avec la SONATUR pour proposer ces terrains à tous ceux qui devaient être délocalisés, à un prix social. » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

C'est d'ailleurs plutôt la question de l'indemnisation qui concentre les griefs des anciens résidents. Encore une fois, l'argumentation consistait à réclamer des indemnités égalitaires pour l'ensemble des résidents.

[200] Dans le Français du Burkina Faso, l' « engin » correspond à un moyen de transport individuel, en général un deux-roues motorisé.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Déjà, sur l'indemnisation, on n'était pas d'accord, car elle était faite de manière arbitraire et discriminatoire. […] Nous nous basions sur les taxes de jouissance des parcelles. A l'époque où on attribuait les parcelles au centre-ville, la taxe était faible. C'était la même taxe selon que tu sois sur une voie tertiaire ou une voie principale. Pour nous les voies aménagées ne le sont pas du fait des habitants mais du fait de l'autorité. C'est l'État qui met le bitume. Les gens n'ont pas choisi. […] Notre coordination a proposé qu'on détermine un coup moyen pondéré en prenant la parcelle la plus chère et la moins élevée, applicable à tout le monde. Ça a été refusé. » (*ibid.*)

A nouveau, la lutte a consisté à ériger les résidents du quartier en un collectif à traiter comme tel. Pour l'ancien DG du projet, ce point de vue ne reflétait pas la réalité des écarts de situation et d'intérêt entre les habitants, notamment entre propriétaires et locataires :

> « Il y en a qui avait des maisons dans d'autres quartiers à Ouaga. Ils sont partis, mais ils ont gardé les parcelles, qu'ils n'ont pas mis en valeur, et qu'ils revendent aujourd'hui. Ils les revendent 3, 4, 5 fois plus cher qu'avant. Donc, **c'est devenu intéressant pour eux, et certains sont même tentés de vendre leurs concessions là-bas, parce que ça leur rapporte beaucoup d'argent. Et là, c'est la dynamique économique, ce n'est pas une volonté du gouvernement de les mettre ailleurs**. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

Selon lui, les parcelles se revendent facilement du fait de la saturation de Ouaga 2000 : de nombreux investisseurs ne parviennent plus à trouver des parcelles et se rabattent sur les quartiers limitrophes. A l'inverse, les locataires qui résidaient à l'époque dans les anciens quartiers, faute de papiers officiels, ont été lésés par le déguerpissement, car ils n'ont pas pu accéder aux indemnités. Ils se sont répartis dans les quartiers centraux, car dépendant de la proximité de leurs ressources, mais en subissant la hausse des loyers consécutive au déguerpissement :

> « Donc, pour les locataires, c'était devenu compliqué, simplement parce qu'ils sont en location, mais ils n'ont pas de contrats de bail pour prouver qu'ils sont locataires. Ensuite, si tu es locataire, il y a un impôt sur les revenus immobiliers que les propriétaires doivent payer. Il faut prouver que ces impôts ont été payés. L'un dans l'autre, eux-mêmes n'avaient pas intérêt à se déclarer locataire, puisqu'ils ne peuvent pas prouver qu'ils sont locataires, et pourtant ils sont là-bas depuis longtemps : dix ans, quinze ans !... Et maintenant, si tu ne peux pas prouver, qu'il n'y a pas un papier pour prouver que tu es locataire, nous on était dans l'incapacité de gérer ça. Et c'est pour ça qu'il n'y a rien eu, en définitive. […] En fait, ils se sont « machinés » dans les quartiers... Et c'est là où ils ont eu l'occasion aussi de montrer qu'être locataire n'a pas toujours des inconvénients. Les propriétaires, eux, étaient obligés de partir, mais les locataires pouvaient se réinstaller à côté. En prenant de nouveaux baux. Maintenant, c'est vrai que dans l'urgence, les loyers avaient grimpé dans la zone le temps que les gens s'adaptent. Les gens se sont réinsérés aux alentours, comme les prostituées, ils ont trouvé des moyens... C'est devenu une manne pour les autres qui étaient à côté, dans les quartiers limitrophes. » (*ibid.*)

Ce que l'ex-DG du projet met en évidence, c'est que le discours mis en place par les résidents pour lutter contre le projet élude la complexité des relations sociales internes au quartier et des rapports de pouvoir y sont associés. Le « quartier » défendu par les leaders de la contestation comme une entité sociale unitaire et consciente de ses intérêts collectifs s'apparente finalement aux « rhétoriques holistes » évoquées par J. Candau (Candau, 1998, cité in Ripoll, Veschambre, 2006 : 301), de même que *territoire* ou *espace public*, c'est-à-dire un « discours idéologique sur le "collectif" et le "bien

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

commun" qui masque les inégalités sociales, les conflits d'intérêts et les rapports de pouvoir qui traversent les collectivités humaines » (*ibid.* : 301). Finalement, la tentative de créer une communauté politique unie et consciente de ses intérêts autour des ressortissants des anciens quartiers semble se heurter à une réalité plus complexe, celle de la nature des conflits qui les traversaient. Les objectifs des résidents ont alors semblé diverger selon leurs situations, et le mouvement s'est progressivement fissuré, mettant en lumière les inégalités d'appropriation des lieux au sein du quartier.

On pourrait ainsi analyser le rôle tenu par certains leaders de la contestation à travers la figure de l'« entrepreneur de localisation » (Ripoll, Veschambre, 2006 : 302), désignant ceux qui trouvent un intérêt à l'attachement d'un individu ou d'un groupe à un lieu – par exemple dans notre cas par la nécessité de conserver la rente de centralité. Le déchirement du mouvement traduit donc peut-être « l'inégal accès à l'espace comme ressource, qui est constitutif des inégalités sociales » (*ibid.* : 302), c'est-à-dire l'inégale appropriation du lieu par ses habitants. Si l'on reprend la figure d'Amadou[201], l'étudiant en droit de Nagrin qui se satisfait du déguerpissement, celui-ci nous dit finalement qu'il a trouvé plus d'intérêt à partir de Zangouettin qu'à y rester. Il déclare ainsi que la vie à Zangouettin ne le satisfaisait pas. Amadou se prononce finalement indirectement sur ce qu'il considère comme juste pour lui-même. Il est difficile d'entrer dans le détail de la construction des légitimations qu'il accorde à la modification forcée de son cadre de vie, mais il y a trouvé une amélioration de celui-ci : en clair, il en a tiré des profits dont il était auparavant privé. Il faut comprendre dans son discours qu'il estime avoir vécu à Zangouettin dans un espace certes produit *pour lui*, mais en fonction des représentations de la *bonne* vie urbaine que se faisaient sa famille ou sa communauté. Il nous parle de son angoisse de l'*assignation* à la vie de son quartier, qui va à l'encontre de l'*appropriation* (*ibid.* : 302). Son repositionnement contraint en marge de la ville et la perte de ses ressources de centralité ont été pour lui compensés par un gain de ressources, certes plus difficiles à dénombrer, mais de valeur au moins égale à ses yeux : échapper à la pesanteur d'un espace trop lié à la communauté, se donner la possibilité de se construire sur des bases spéciales nouvelles, etc. Bien entendu, cela ne l'empêche pas d'éventuellement jouir du capital symbolique et social lié à son histoire résidentielle : il a connu la vie en centre-ville et en a sans doute tiré profit dans son rapport à l'espace urbain, peut-être bénéficie-t-il du réseau des anciens du quartier, etc. Il n'est pas non plus exclu que son discours constitue une justification *a posteriori* d'un événement, le déguerpissement, qu'il ne pouvait pas éviter, et qu'il réinvestit d'affects positifs afin d'en atténuer la perte de ressources matérielles ou symboliques qui y est liée. Mais en affirmant cette position d'*outsider* (par rapport à la communauté sociale, mais aussi politique, que représentait son quartier), Amadou révèle les intérêts antagonistes liés au quartier et à

[201] Et je renvoie à nouveau aux citations de son entretien dans l'encadré n° 8 du chapitre 7.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

la lutte contre sa destruction. A travers l'expulsion, ce sont des tensions sous-jacentes, comme celles liées aux conflits entre générations ou à la volonté d'autonomie des jeunes évoquées plus haut, qui ressurgissent. Dans ce contexte, le déguerpissement a constitué une aubaine permettant d'obtenir satisfaction sur ces questions. Ce positionnement encourage à relativiser l'essentialisation territoriale du quartier faite à dessein à travers le discours politique de la contestation des résidents.

C'est à la lueur de ces réflexions qu'il nous faut aborder les suites du mouvement, et surtout l'analyse qu'en font rétrospectivement certains acteurs de l'époque.

1.3. Essoufflement de la lutte et critique de la « politique ».

Nous avons donc vu comment se constitue une lutte sur l'espace et le discours correspondant, amenant les acteurs à prendre conscience des ressources que porte la localisation et à se construire une forme de *conscience spatiale*, ou autrement dit la prise de conscience que la coprésence représente une ressource politique. Mais nous avons également rappelé que la construction de cette identité spatiale commune masque la réalité plus complexe des rapports sociaux préexistant au sein du quartier, qui va finalement être rendue publique par la division et l'essoufflement de la lutte.

L'État a su jouer sur ces clivages pour asseoir sa position au sein du rapport de force entre lui et le quartier. C'est en tout cas l'accusation que porte Ousseynou :

> « Ce qui s'est passé entretemps, c'est que le projet a réussi à diviser les habitants, car nous étions considérés comme les radicaux. Le projet a financé une association après la réinstallation des gens ici pour fragiliser l'aile dure – nous ! » (*ibid.*)

Ousseynou était Secrétaire général du Comité de Coordination des Résidents de la Zone du Projet ZACA (CCR). L'autre association de résidents était l'Association pour le Bien-Être des Résidents dans la Trame d'Accueil de Ouagadougou (ABRETAO), créée donc après l'installation sur la Trame[202]. Comme

[202] Dès le 20 mars 2001, soit six jours seulement après l'annonce télédiffusée du projet ZACA par le ministre, une première manifestation de nuit des habitants a lieu à Zangouettin, et le lendemain, une nouvelle marche a lieu en direction du palais du Mogho Naaba, en vue de solliciter sa médiation. Rapidement, un groupe d'habitants se constitue pour conduire les marches de protestation : la Coordination des résidents. Les manifestations se poursuivront régulièrement jusqu'à la fin des déguerpissements en 2004, parfois violemment réprimées (notamment la marche du 13 juillet 2002), et souvent bien relayées par la presse dans l'opinion publique. L'ABRETAO a, elle, été créée en décembre 2003 par des déguerpis de la ZACA installés sur la Trame d'accueil de Ouaga 2000 afin de faire pression sur leur accès aux services urbains, de défendre leurs conditions de vie et de ne plus entendre « une fois de plus, le bruit des bulldozers » (Biehler, 2010 : 513). Dès le départ, l'ABRETAO se construit en opposition à la Coordination des résidents, que ce soit au niveau des profils de ses membres (jeunes contre anciens) que des modes d'action (registres de discours plus politiques que religieux). Sur l'histoire de la constitution de l'ABRETAO, cf. Biehler, 2010 : 513 et suivantes.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

pour Ousseynou, je réalise mon premier entretien avec Hassan et Boubacar, anciens membres de l'ABRETAO, au même endroit, dans la cour du Zangouettin Naaba. Si les trois hommes semblent bien s'entendre, les fractures concernant le récit de la lutte sont claires. Selon Ousseynou, l'ABRETAO accusait le CCR de négocier des avantages particuliers pour ses membres auprès des pouvoirs publics, ce qu'il nie. En retour, il accuse l'ABRETAO d'avoir été financée par l'État, ce qui est démenti par Hassan et Boubacar. Si nous nous adressons à un regard tiers, celui de l'ex-Directeur général du projet ZACA, celui-ci admet des tensions politiques entre les opposants au projet, il attribue tout de même les protestations à une opposition politique au gouvernement et à la défense des intérêts de l'économie clandestine locale – et notamment le proxénétisme :

> « Oui, oui, il y a eu des manifestations, il y a eu des interventions de la police. Il y avait beaucoup d'interférences entre les acteurs politiques, qui ont mobilisé les gens contre le projet même... Mais derrière, c'est contre le gouvernement. Mais c'est aussi parce qu'en réalité, une bonne partie du quartier était un repère de la pègre. […] Parmi eux, il y avait de grands meneurs de la contestation. Est-ce que vous voyez ? Donc, ça peut expliquer un peu l'ampleur. » (entretien exDG-ZACA, 22/05/2014)

S'il est difficile d'en savoir plus, toujours est-il qu'il y avait une indéniable « rivalité » (entretien Ousseynou, 11/05/2014) entre les deux associations. Mais il y a un point important qui ressort de cette dernière citation de l'ex-DG du projet, c'est la référence à l'opposition au gouvernement : s'il est indiscutable que la lutte contre le projet ZACA revêt une dimension politique, il semble inconcevable de faire un lien entre cette contestation et des considérations politiques plus générales. Et ce point de vue semble autant partagé par les autorités que par plusieurs des anciens habitants. En effet, ceux-ci se montrent très critiques envers la sphère du « politique », qui semblerait délégitimer la lutte. La lutte du quartier ne doit pas sortir des limites de celui-ci, ni revêtir de significations plus larges, en somme. Pour les anciens membres de l'ABRETAO, notamment – qui avaient pu souvent être membres du CCR avant l'installation sur la Trame – c'est la « politisation » qui a affaibli la position des déguerpis dans les négociations, comme le dit Bernard :

> « Ils ont voulu nous rencontrer, ils ont rencontré la coordination pour discuter des modalités. Mais pas pour remettre en cause le projet ZACA. C'est dans cette négociation que nous avons échoué aussi. On n'avait pas des hommes aguerris à la négociation avec nous. Et comme on avait politisé l'affaire, du coup, on avait au sein de nous-mêmes un groupe qui était pour, parce que c'était politique, et un groupe qui était contre. Donc, on est taxé d'opposants politiques. Alors que ce n'était pas un problème politique. » (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015)

Quand Bernard dit que le déguerpissement « n'était pas un problème politique », il veut dire qu'il n'avait pas à être lié aux clivages habituels de la politique nationale. Ceux-ci sont considérés comme partiellement responsables de l'échec des négociations. Bernard et Hassan préciseront cette position un peu plus loin au cours de l'entretien :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « B : On a plutôt mis en lieu et place de la coordination contre le projet ZACA l'Abretao. L'association pour le bien-être des habitants de la trame d'accueil. Cette Abretao a œuvré quelques années, et elle a vite disparu, quoi. Parce que d'abord, les cotisations ne rentraient pas, et puis il y avait eu des tensions politiques…
>
> H : Voilà, on a tendance à tout politiser !
>
> B : Et même le président de l'association, qui se disait apolitique, a à un moment été obligé de se prononcer pour le parti du président.
>
> H : Les gens n'ont pas aimé…
>
> B : Donc, les gens se sont dit "soit nous sommes une association, ou…". On n'arrive jamais ! C'est difficile, ici, de faire la part des choses entre le politique et le social. »

Il semble que cette mise à distance de la politique est également une mise à distance des manières habituelles de régler ce type de problèmes urbains. Les tensions au cours des déguerpissements et des questions urbaines en général se gèrent à travers le jeu des réseaux et des différentes influences clientélistes (Hilgers, Mazzocchetti, 2010). Tenir ce jeu politique à l'écart, cela peut aussi signifier la préservation de la lutte afin qu'elle ne s'essouffle pas.

Encadré 9 : De la notion d'espace public en régime semi-autoritaire

M. Hilgers décrit le régime burkinabè de Blaise Compaoré, comme d'autres régimes africains, comme semi-autoritaire. Il s'agit d'une évolution suite aux vagues de démocratisation des années 90 vers un mode de pouvoir caractérisé par un pluralisme de façade, mais conçu malgré tout pour le maintien des hommes au pouvoir : « ces régimes, tout en affichant un respect des libertés politiques, en utilisant une rhétorique et des institutions formellement démocratiques, conservent des traits autoritaires plus ou moins marqués selon les circonstances et les équilibres internes et externes » (Hilgers, 2010 : 207). Les régimes semi-autoritaires se distinguent notamment par l'organisation d'un espace public (médias libéralisés, droit de grève et de manifestation, partis d'opposition, etc.) illusoire au sein de dispositifs non-officiels (corruption, népotisme, violence, intimidation, etc.) favorisant le statu quo : « pour exister, ils doivent nourrir et rendre institutionnellement possibles les espérances politiques qu'ils cherchent à neutraliser […] ; ils doivent rendre la contestation possible, et même visible, sans qu'elle mette en péril leur hégémonie politique ; ils doivent poser les conditions formelles de l'alternance sans la rendre réalisable » (Hilgers, 2014 : 4). Cette analyse était valable au Burkina Faso au moins jusqu'à la chute de Blaise Compaoré en 2014. Il est difficile aujourd'hui d'avoir le recul nécessaire pour juger le régime de transition et le régime d'alternance mis en place depuis. L'insurrection d'octobre 2014 a en tout cas démontré les limites du semi-autoritarisme, et a peut-être modifié considérablement les conditions de la lutte politique au Burkina Faso. Elle a également démontré que « même lorsqu'un espace public officiel est élaboré pour intégrer l'appareil de domination d'un pouvoir semi-autoritaire, afin de le stabiliser et d'éviter l'alternance, il induit des transformations dans les pratiques, les perceptions et les imaginaires. » (Hilgers, 2010 : 215).

Il est essentiel de ne pas perdre de vue que beaucoup d'analyses de la démocratie de façade des pays tels que le Burkina Faso, touchant justes sur de nombreux points (apparence d'un espace public mais permanence de dispositifs supérieurs restreignant sa portée) (Le Bris, 1998, Leimdorfer, 1999, Laurent, 2000) en négligent d'autres. « L'accroissement généralisé des capacités critiques », la « perception populaire des réformes économiques et politiques » (Hilgers, 2010 : 210) ou l'existence de modes détournés de résolution des problèmes politiques – pouvoirs locaux, mouvements religieux, etc. – remettent en cause l'unicité de la notion d'espace public pour traiter du contexte burkinabè. Il faudrait

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

plutôt parler d'*espaces publics*, distinguant l'espace public officiel, façade du caractère démocratique du pouvoir, nécessaire à celui-ci, et des espaces publics « *liminaires* » (*ibid.* : 213), qu'il faudrait étudier de manière non procédurale mais praxéologique (Bourdieu, 2000) : « Lorsque l'espace public officiel est saturé par la domination de l'autorité légale, les discussions se déplacent. Elles ont lieu ailleurs, peuvent parfois avoir un ton plus libre, prendre une tournure publique et rendre visible de nouvelles problématiques. » (Hilgers, 2010 : 215) Ces espaces plus ou moins ouverts, plus ou moins autonomes, plus ou moins accessibles, sont susceptibles de faire émerger des discours critiques et de produire des ressources politiques concrètes, ce qui donne alors lieu à une confrontation avec le pouvoir concernant les modes d'investissements de ces espaces. La réussite de la contestation dépend souvent de la manière de *rester dans l'ombre*, le pouvoir restant efficace pour débaucher ou dévoyer d'éventuels leaders et désarmer les poches de subversion. C'est ce qui s'est passé pour Zangouettin, lorsque les résidents ont constaté la multiplication d'associations et de discours concurrents contribuant à brouiller le message et affaiblir la lutte. La parole politique sur l'espace qui était née de la lutte pour la défense du quartier n'est pas morte, mais a perdu en influence dès lors qu'elle s'est confrontée au pouvoir – en d'autres termes, elle n'a pas rencontré les conditions durables de son succès. On peut estimer qu'il n'en a pas été de même concernant la contestation ayant donné naissance à l'insurrection de 2014.

Comprendre les ressorts de la construction des discours et actions politiques à Ouagadougou, en particulier sur les questions spatiales, impose donc de comprendre la nature des réseaux et des espaces où s'exprime cette parole, leurs conditions d'accès et leur degré d'autonomie : « Ces échanges, ces représentations, ces pratiques participent à l'élaboration d'un espace de discussion à partir duquel s'élaborent des interprétations du monde social au sein duquel se retrouvent des groupes qui, malgré leurs différences et malgré leur opposition, partagent la conscience d'être liés à un destin commun. En ce sens, les espaces publics liminaires sont potentiellement porteurs de transformations sociales. En même temps, la captation des élites émergentes, la progressive constitution d'une classe moyenne supérieure située dans le giron du pouvoir, l'inamovibilité du sommet de l'État nourrissent une désillusion cynique qui contraste avec le dynamisme que peuvent connaître les débats sur des enjeux locaux » (Hilgers, 2010 : 216). Émergent dès lors des pistes pour une définition de l'espace public propre au contexte ouagalais. Face à un espace public de façade, au sein duquel les discours ouvertement critiques subissent immédiatement des mécanismes de neutralisation de leur portée, apparaît la nécessité de produire des espaces publics liminaires à même de produire une parole politique. Notre enquête permet de nous interroger sur les modes de production de ces espaces liminaires, les mécanismes qui les régissent et leurs véritables rapports avec l'espace public primaire, qui permet occasionnellement à une parole politique critique de faire irruption sur le devant de la scène, comme en 2014.

Finalement, ce qui semble poser problème, c'est moins la conscience que les problèmes liés à l'espace représentent une question politique que la sphère politicienne elle-même. Omar résume en définitive le point de vue général ainsi :

> « Par erreur, ou je ne sais quoi, les politiciens s'en sont mêlés, et c'est ça qui a mené à tout ça… » (entretien Omar, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Les habitants mettent en avant une volonté de se tenir à l'écart du jeu des partis concernant la résolution du conflit. Mais l'influence des relais politiques est néanmoins indéniablement présente au moment de la lutte. Et bien que regrettant le rôle néfaste de celle-ci, Ousseynou ne nie à aucun moment sa position d'opposant politique (alors qu'elle est jugée infâmante par Hassan et Boubacar

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

qui regrettent d'avoir été « taxés d'opposant politique »). Mais il insiste sur le fait que la montée en puissance de désaccords politiques a en quelque sorte désamorcé le potentiel de la lutte en en dénaturant le discours. Les conséquences ont été très concrètes dans la négociation, rappelle-t-il, alors que la lutte avait réussi à obtenir un certain nombre de concessions :

> « Y'a eu cette rivalité. Nous, nous avons dit : "écoutez, nous avons fait notre part du travail, vous avez eu des parcelles ici". Ce qu'il faut reconnaître, c'est que les espaces sont bien aménagés. Quand il pleut, une heure après, toutes les rues sont praticables. Il faut reconnaître qu'en termes d'amélioration, ça a changé par rapport à Zangouettin. Mais on pouvait encore mieux faire. Pour nous, c'était un projet participatif. Il fallait juste tenir compte de notre avis. Nous, on le voyait comme ça, mais ça n'a pas été le cas. Après cette division, le projet s'est senti fort pour faire ce qu'il voulait, ce qui fait qu'on a des espaces encore vides, les réserves administratives sont en train d'être parcellisées et vendues à des particuliers, ce qui veut dire que si d'ici 10, 15, 20 ans, on ne pourra pas implanter d'infrastructures sociocommunautaires sur ces espaces… Alors qu'avec l'aile radicale, on pouvait faire de la coordination, mais pour nous, il n'était même pas imaginable que quelqu'un puisse se comporter de la sorte avec nous. » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Ce qui ressort ici, c'est que plus que le fait d'être dans une position d'opposition politique, c'est la division liée à ces questions qui a été préjudiciable à la lutte. Le pouvoir politique a vraisemblablement su exploiter ces failles efficacement, en ajoutant à la division une troisième association, brouillant d'autant plus les repères :

> « Il y a eu un autre groupe qui était un groupe rival de la coordination. C'était celle d'un ancien député, résident de la zone, qui était favorable au projet quand nous on était contre. Ça, c'était déjà sur les anciens quartiers. Et quand on est arrivés ici, il y a eu la création de l'ABRETAO, qui a rivalisé avec la Coordination. » (*ibid.*)

La confusion autour de l'évolution de l'organisation de la lutte fait que cette dernière éveille en tout cas des sentiments amers dans les discours des anciens résidents. Ceux-ci partagent le sentiment qu'elle fut inachevée dans ses objectifs, et nuisible à la cohésion de la communauté.

1.4. Mémoire de la lutte et mémoire des lieux : que reste-t-il de Zangouettin ?

En insistant sur la communauté d'intérêts politiques des résidents des anciens quartiers du centre-ville, la lutte contre le projet ZACA et ses acteurs nous poussent à nous interroger sur la continuité temporelle des représentations collectives mobilisées. Autrement dit, si Zangouettin a été mobilisé au moment de la lutte comme identité collective à même de constituer un rapport de force politique, que reste-t-il de ce Zangouettin-là ? Et quelle trace la lutte a-t-elle laissée dans les représentations socio-spatiales de ceux qui l'ont faite ? Nous distinguerons ici la mémoire de la lutte et la mémoire des lieux,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ce qui doit nous permettre de poser la question des représentations urbaines comme ressource politique.

La lutte contre le projet ZACA reste un souvenir vivace chez la plupart de nos interlocuteurs sur la Trame d'accueil, car elle apparaît comme la dernière étape de l'histoire d'un quartier qui évoque nostalgie et regret d'une position perdue. J'ai eu l'occasion de discuter de cela avec plus d'une dizaine d'anciens habitants expulsés du centre-ville, et j'ai pu réaliser neuf entretiens formels avec eux[203] en abordant cette question. S'ils ont exercé des rôles divers lors de cette période (participant à la lutte selon divers degrés d'implication, soutien moral, position de spectateur, opposition, etc.), tous se positionnent sur la question, et leurs discours démontrent que celle-ci structure encore partiellement leurs représentations urbaines individuelles et collectives.

Le discours des habitants sur leur quartier permet de se représenter ce qui subsiste de mémoire des lieux, et ce qu'elle nous dit sur leurs représentations urbaines plus globales, mais également sur les stratégies qui avaient été mises en place. Très clairement, cette question de la mémoire est un enjeu fort, revenant régulièrement au cours des entretiens. Ceci est lié aux logiques de légitimation de leur position centrale antérieure que déploient les anciens habitants de Zangouettin : ceux-ci se considéraient comme les plus vieux habitants de Ouagadougou, et comme nous l'avons vu, ils pensaient que cela pourrait leur éviter l'expulsion. De même que celle de leur présence, l'ancienneté du bâti est donc mobilisée comme justification de leur position. Ils expriment ainsi des regrets concernant la destruction de celui-ci :

> « C'était douloureux, mais il fallait faire avec. On aurait aimé que certains sites restent, pour valoriser ça, comme les lieux de culte et autres… Ce sont des lieux qui ont été construits il y a plus de 120, 130 ans. C'était les vieux quartiers de Ouaga. » (entretien Zangouettin Naaba, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Le Zangouettin Naaba aborde ici la question des lieux de culte, qui fut âprement débattue au moment de l'expulsion pour plusieurs raisons. Au moment de la lutte, la question de la présence des sépultures des ancêtres du quartier et d'autres éléments liés aux cérémonies coutumières (plusieurs sociétés au Burkina Faso enterrent par exemple le placenta des nouveau-nés dans leur cour) ont constitué un argument supplémentaire mobilisé par les organes de la contestation contre le projet. Selon L. Pierre, urbaniste française travaillant dans un bureau d'études burkinabè, il convient de rester prudent face à la mobilisation de ce genre d'arguments d'autorité :

> « Il restait certaines pratiques traditionnelles dans ces quartiers, comme inhumer les parents dans la cour, mais il y a une situation qui a été construite selon les circonstances. C'était des territoires qui n'étaient plus vraiment attachés à la tradition. Pour les défendre,

[203] Hassan, Boubacar, Bernard, le Zangouettin Naaba, Ousseynou, Djibril, Omar, et Amadou qui vivaient à Zangouettin, et Hermann, qui vivait au Camp fonctionnaire.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> on a replacé un schéma de pratiques sociales qui n'existaient pas. Il faut garder ses distances avec la référence à la tradition. Le lien à la tradition n'est pas inexistant, mais est instrumentalisé, en tout cas dans cette époque du début des années 2000. » (entretien L. Pierre, 25/04/2014)

Toujours est-il que les questions coutumières ne peuvent être prises à la légère par les autorités, car elles font notamment partie du jeu d'influence et d'équilibre entre l'État et les autorités mossi. Le projet sera contraint de se positionner sur ces questions sensibles. Dans les documents internes de la campagne Synergie, on lit ainsi que les autorités coutumières du quartier sont considérées comme « cible principale [de la campagne de communication], car les résistances et les rumeurs s'organisent autour de cette catégorie cible » (doc. Synergie, consultés le 26/05/2014). Les autorités coutumières et religieuses sur l'ensemble de la ville sont, elles, certes considérées comme « cibles secondaires », mais « groupes relais importants », car « toute la population sera concernée » et qu'elles constituent des « alliés puissants capables de faire basculer les indécis en faveur du projet » (*ibid.*). Il est ainsi décidé d'accompagner, y compris financièrement, le déménagement des autorités coutumières, comme me le révèle le Directeur des études et de la planification du service d'urbanisme de la mairie :

> « Zangouettin avait un chef important, qui a suivi. Il est aujourd'hui dans la trame. Il y a eu un rituel pour accompagner son déménagement, financé par le projet ZACA ! Il est toujours chef de Zangouettin. » (*ibid.*)

Le financement du rituel de déplacement révèle donc l'importance stratégique pour l'État d'identifier les relais de la contestation et les figures légitimes de l'autorité non-étatiques pour les populations, et de les faire basculer de son côté. Pourtant, le Zangouettin Naaba actuel, celui que j'ai interrogé, successeur de celui qui fut déplacé par le projet, conserve une certaine rancœur concernant le traitement de la mémoire du quartier par les autorités :

> « Nous avons négocié pour que certains sites historiques soient préservés. Tout cela a été battu en brèche, ça n'a pas été accepté. A la date d'aujourd'hui, il n'y a qu'une seule mosquée coincée entre la [banque] BSD et l['hôtel] Résidence Aziz. Y'a que cette mosquée qui soit restées comme preuve que des gens avaient habité ces lieux. Là où se trouvait ma famille, il y avait la toute première mosquée où les prières du vendredi ont commencé à être célébrées à Ouagadougou. C'était cette mosquée en banco que l'on avait demandé de préserver, au moins comme témoignage. Mais ça a été détruit. » (entretien Zangouettin Naaba, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Il faut signaler sur ce point l'importance de la question religieuse au moment du déplacement. Le projet a pu faire émerger un sentiment de persécution antimusulmane chez certains habitants du quartier de la part de l'État. L'islam Burkinabè, bien que majoritaire sur l'ensemble du pays, reste relativement peu présent dans la sphère publique (aux élections présidentielles de 2005, seulement deux des treize candidats étaient musulmans), et l'irruption du registre religieux sur la scène publique lors du projet ZACA a représenté une forme de nouveauté, qui peut s'expliquer par de nombreux

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

facteurs, tant nationaux qu'internationaux[204]. Je ne m'étendrai pas sur cette question qui n'a pas été véritablement abordée par mes enquêtés[205], et ne peux que renvoyer à la lecture des travaux de L. Audet Gosselin sur les liens entre Islam et projet ZACA (Audet Gosselin, 2012). La communication du projet a en tout cas prévu également de cibler les chefs religieux, afin de « les convaincre que le projet n'est pas un complot anti-islam, […] les convaincre que leur légitimité n'est pas remise en cause, en faire des alliés au gouvernement », tout en « apport[ant] de la sécurité et de la légitimité aux sites religieux » (doc. Synergie, *op.cit.*). Ce dernier point n'a visiblement pas été suivi d'effet. Et le traitement de ces questions a consolidé le discours des résidents opposés au projet dans la prise de conscience de leur subalternité urbaine, comme cela se ressent dans le discours d'Ousseynou :

> « Il faut mettre ça sur le plan politique. Les habitants ont le patrimoine ancré en eux. Maintenant, il faut que les politiques fassent leur travail, en tenant compte de ces aspects, et qui tiennent à cœur aux gens. Si on prend l'exemple de chez le Mogho Naaba : on n'a pas touché à sa demeure. Alors que le projet, initialement, allait jusque là-bas. On n'a pas touché la cathédrale. Alors que dans le projet initial, la zone de la cathédrale était touchée. Ça fait que les habitants de la zone qui ont été désignés ont eu ce sentiment que, bon, là, il y a beaucoup plus de mosquées… Est-ce qu'on ne s'attaque pas aux musulmans ? Toutes ces questions, les gens se les sont posées. Il faut tenir compte du patrimoine. Quand on prend la cathédrale de Ouaga, c'est un patrimoine qu'il ne faut pas toucher. Si on prend le palais du Mogho Naaba, on ne doit pas y toucher. » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Tout ceci tend à démontrer rétrospectivement l'importance stratégique de la maîtrise de la mémoire des lieux, qui apparaît comme une ressource à mobiliser. Le gouvernement a tenté de ménager certains symboles forts – coutumiers, religieux – qui auraient pu écorner l'image du projet au-delà du quartier, mais il a parallèlement tenu à faire disparaître toute trace matérielle de l'histoire du quartier, tout signe spatial de référence. Il s'est ainsi approprié totalement le quartier, empêchant une appropriation symbolique de la mémoire du quartier par ses anciens résidents. A l'inverse, ceux-ci mobilisent cette question de la mémoire pour attaquer le projet sur un angle différent que celui de son utilité ou de sa légitimité : il s'agit finalement d'arguer de sa mauvaise interprétation des enjeux propres au quartier. En insistant sur la mémoire des lieux, il ne s'agit pas ici d'évoquer les conditions de vie des habitants et de leur légitimité à vivre à cet endroit, mais l'importance patrimoniale du quartier[206]. C'est à nouveau le discours d'Ousseynou qui évoque le mieux ce point :

---

[204] Ainsi, les émeutes contre le bornage de la ZACA en juin 2002 menées par un groupe de jeunes du quartier se baptisant « Al-Qaeda » doivent probablement se lire plutôt comme la mobilisation ponctuelle de ressources à forte charge symbolique quelques mois après les attentats du 11 septembre 2001 que comme une réelle radicalisation à teneur religieuse de la jeunesse.

[205] Ce qui peut nous interroger sur la mémoire du registre religieux dans la mobilisation, voire sur son importance relative (et son instrumentalisation au moment du projet).

[206] Cet aspect de la stratégie de lutte et de la mémoire de la lutte évoque la stratégie de l'association « Sauvons Niongsin » que nous évoquons plus bas : la patrimonialisation du quartier vise à le protéger ou à en conserver le souvenir, par son inscription dans l'histoire de la ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « C'est vrai qu'on a eu l'avantage de résider au centre-ville. Ça peut aujourd'hui faire des pôles touristiques. A la limite, si on les avait gardés, on les aurait aménagés. Et dans cinquante ans, des gens auraient pu visiter pour voir comment les gens vivaient à Ouagadougou. Pour nous, c'était très important. Comme des vieux quartiers qu'on garde comme patrimoine. Bon, ici, ça ne s'est pas fait. Une bêtise : si vous prenez la gare ferroviaire de Ouagadougou, elle est moderne. Mais il y avait cette gare comme monument, construite dans le style soudanais, qu'on pouvait garder et mettre la gare moderne à côté, pour montrer ce qu'était l'ancien Ouaga. On l'a rasé carrément et on ne le trouve que sur des cartes postales. Il n'y a pas de prise en compte du patrimoine. » (*ibid.*)

Ce qu'on peut lire ici, c'est non seulement le regret de l'échec d'un autre axe stratégique de défense du quartier, mais également la conscience du peu d'importance accordée par le pouvoir aux anciens résidents de Zangouettin, et finalement une interrogation sur la réelle place de ceux-ci dans l'histoire de la ville : déplacés et éparpillés, leurs lieux de vie disparus, auront-ils seulement une place sur une « carte postale » ? Le recours au thème de la patrimonialisation dans les discours actuels des habitants ne fait que souligner l'absence de référents matériels concrets comme support de l'identité de Zangouettin – si l'on excepte toutefois la Trame d'accueil, mais les habitants et surtout les pratiques et représentations n'y sont plus nécessairement les mêmes.

La mémoire du quartier reste bien présente dans les discours des anciens résidents, et continue à donner partiellement son sens à une communauté construite autour d'un lieu alors qu'elle en a été expulsée il y a quinze ans. La mémoire de la lutte pour le quartier reste également une référence dans les discours des anciens de Zangouettin. Cette expérience commune de lutte, même perdue, même vecteur de division, a représenté d'une certaine manière l'aboutissement de l'histoire commune du quartier. On sent ainsi dans le discours de Bernard Hassan et Boubacar un mélange de ressentiment vis-à-vis des méthodes utilisées par le pouvoir et de fierté d'avoir été l'objet de telles mesures :

> « Bo. : Je pense que depuis la création du Burkina, le gouvernement n'a jamais autant utilisé de gaz lacrymogènes.
>
> FL : C'était violent ?
>
> Bo. : Oui.
>
> H : Ils ont utilisé les CRS et des militaires qui sont venus dans le quartier pour nous mater.
>
> FL : Les marches, c'était à l'intérieur même du quartier ?
>
> H : C'était à l'intérieur du quartier. C'était une vraie guerre, hein ! » (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015)

Le fait d'avoir mené « une vraie guerre » constitue tout à la fois la preuve de l'unité du quartier et de la légitimité de ses revendications, et lui permet de se réapproprier l'espace perdu, qui ne fut donc qu'une sorte de prise de guerre. Mais leur discours tempère malgré tout immédiatement le constat de l'unité : c'est la lutte même qui a permis de clarifier les positions :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « FL : Et il y avait des gens dans le quartier qui n'étaient pas d'accord avec ça ? Avec les protestations ?
>
> Be. : Oui, il y en avait qui n'étaient pas d'accord.
>
> Bo. : Mais qui ne s'affichaient pas !
>
> Be. : Il y avait d'abord les vieux, qui préféraient que tout se passe dans le calme, sans violence. Donc, ils n'étaient pas d'accord avec la protestation, à cause de la violence que ça pouvait amener. Y'avait aussi ceux qui pensaient, comme je dis, que la chose était politique. Ils disent que si le mouvement doit arrêter la politique de leur parti, ils préfèrent être avec eux pour que ça marche. Mais ils ne s'affichaient pas comme ça, c'était dangereux… » (*ibid.*)

Ainsi, on ne peut que constater que face à une mémoire du quartier – de la communauté comme du bâti – idéalisée, car inscrite dans l'histoire de la ville, même déniée, et unifiée autour d'un mode de vie, la mémoire de la lutte fait ressortir les disparités de points de vue et de situation qui y existaient.

La mémoire de cette expérience commune pose la question des représentations de la lutte qui subsistent. Lorsque j'interroge des anciens résidents de Zangouettin qui se sont presque tous à des degrés divers engagés concrètement contre le projet, je ne peux que poser des questions sur la reproduction ou la persistance des pratiques de luttes dans un autre contexte que celui du quartier, et notamment celui de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 contre la réforme de la constitution. Sur les neuf expulsés de la ZACA que j'ai interrogé, sept se sont clairement prononcés favorablement face à l'insurrection (un seul a exprimé son soutien à l'ancien Président B. Compaoré, le dernier restant plus ou moins neutre), mais seulement l'un d'entre eux a participé activement aux événements – le plus jeune de tous qui n'était qu'un enfant en bas âge au moment de la lutte contre le projet ZACA et ne partage pas la même expérience pratique de cette ancienne lutte. Pourtant, les événements d'octobre 2014 présentaient une nature comparable avec la lutte contre le projet, selon Hassan, Boubacar et Bernard :

> « Be : Il faut dire qu'à cause de cette guérilla, enfin, cette protestation, du coup, le 30 octobre, bien sûr, on se rappelait encore de ces histoires.
>
> FL : Vous aviez déjà l'expérience ?
>
> Bo. : **Voilà, on a l'expérience**. Ça a coûté la vie à beaucoup de personnes, hein.
>
> H : Les gens ont tenu tête pendant trois nuits, hein. » (*ibid.*)

Pourtant, tous les trois n'ont pas quitté leur domicile pendant les événements. A les écouter, l'échec de leur lutte de 2004 contre le projet les aurait surtout découragés et rendus méfiants vis-à-vis de telles mobilisations :

> « FL : Toi, Hassan, quand il y a eu les événements en octobre, tu étais ici ?
>
> H : Les événements récents ? Oui, j'étais là.
>
> FL : Tu n'as pas bougé de la maison.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

H : Non, par expérience.

Bo. : En tout cas, la plupart des gens qui ont participé…

Be. : Participé à la protestation contre le projet ZACA, la plupart n'a pas bougé…

H : Vu la distance aussi, peut-être que le fait de quitter ici pour aller là-bas…

Bo. : Voilà, c'est des complications.

H : Mais je pense que par expérience, la plupart des gens qui ont connu ce qu'on a vécu ne voulait plus se mêler à…

Be. : Parce que de toutes les façons, on a vu toutes les luttes, on a vu ce que ça donne. Il vaut mieux être en vie que d'être un héros mort, quoi.

FL : Vous êtes un peu désabusés, quoi, avec tout ça ?

Be. : Voilà, on est un peu désabusés, **parce que quand on s'engage pour ces luttes-là, ça donne toujours quelque chose, et chaque fois, on est toujours désabusés…** » (*ibid.*)

Bien évidemment, il s'agissait de deux événements de nature très différente, et dont les ressorts de la mobilisation ne sauraient être les mêmes. Mais le lien est finalement fait par les habitants eux-mêmes, qui donnent un avis circonstancié par leur propre expérience sur les luttes en général : « on a vu ce que ça donne ». L'argument de la distance peut sembler pertinent car la lutte contre le projet ZACA se déroulait dans leur quartier, dans leurs rues, mais le Palais présidentiel devant lequel s'est déroulé une partie des mouvements insurrectionnels de 2014 se trouve à moins d'un kilomètre de la Trame d'accueil. C'est plutôt ici peut-être que l'enjeu de la lutte constitue la principale différence : une lutte pour les conditions de vie concrètes dans leur quartier, contre une lutte peut-être plus abstraite sur la nature même du régime. Mais la plupart des habitants interrogés ont pleinement conscience de l'importance de ce qu'il s'est passé en 2014, et y associent volontiers des espoirs de changements *concrets*. C'est bien la mémoire de la lutte, l'expérience commune acquise, qui a poussé ces résidents à renoncer à s'engager activement dans les luttes d'octobre 2014. Il est dès lors intéressant de nous demander ce qui explique que des habitants politisés et ayant l'expérience de la lutte, avec tout ce que cela implique en termes de ressources organisationnelles et symboliques concrètes, n'aient pas choisi de réinvestir ces ressources dans la lutte la plus marquante de l'histoire récente de leur pays, qu'il soutenait, et qui se déroulait à quelques hectomètres de leur lieu de résidence. Nous aurons l'occasion d'apporter des éléments de réponse à cette question dans la suite de notre raisonnement, où nous verrons que les questions de pratiques et représentations de l'espace déterminent des modes de confrontation au pouvoir.

La mémoire du quartier, mais également la mémoire de la lutte pour sa préservation, nous montrent en tout cas que les politiques spatialisées produisent des effets concrets sur les identités locales, et qu'en retour, les productions identitaires sont instrumentalisées pour appuyer des revendications citadines d'accès au pouvoir et aux ressources (Gervais-Lambony et alii, 2014 : 16). La

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

question de la mémoire est importante, et persiste dans les discours des anciens habitants de Zangouettin, qui continuent ainsi à *faire quartier* quinze ans après sa destruction. Il faut cependant la lire avant tout comme une ressource qui a pu être mobilisée dans des circonstances précises afin d'y adosser des revendications spatiales.

Encadré 10 : La mémoire d'un quartier à part dans le projet ZACA : le Camp fonctionnaire

Le Camp fonctionnaire constitue un cas à part dans le projet ZACA. Il s'agit d'un quartier certes proche des autres quartiers déguerpis, autour de Zangouettin, mais qui ne leur est pas adjacent. Il a pourtant été détruits et ses habitants expulsés en même temps que les autres quartiers. Ce petit quartier (14 348 m²) constituait déjà une exception dans le centre-ville : constitué de 48 logements de type villas disposés autour d'une trame viaire organisée, il tranchait avec l'apparente informalité de certaines parties de Zangouettin. Construit en 1953 pour abriter des familles de fonctionnaires de l'État (qui pour la plupart ont pu racheter leur logement à l'État en 1968), situé en face de la cathédrale et à quelques pas de la mairie centrale, tout était réuni pour que s'y développe un sentiment de fierté et de supériorité sur le reste de la ville, entretenu par l'entre soi dû à l'uniformité professionnelle des familles. L'usage courant du Français entre les fonctionnaires venant de tout le pays renforçait l'impression de constituer une élite urbaine. Le prestige d'habiter ce quartier était ressenti à la fois par ses habitants et par la plupart des autres Ouagalais, le Camp fonctionnaire correspondant au modèle de la cité propre et sécurisée constituant une référence socio-spatiale (Biehler, 2010 : 487).

La destruction du quartier a provoqué une incompréhension d'autant plus grande pour ses résidents qu'ils se sont sentis violemment déclassés :

« Nous, on n'avait jamais pensé à ça. Même si on te le disait, tu n'allais jamais le croire. On était les premiers habitants de Ouaga. On a eu le courant avant l'indépendance ! » (entretien Hermann, Songnaaba, 01/05/2014).

Les anciens habitants du Camp fonctionnaire que j'ai pu interroger en gardent une profonde amertume envers le régime de Blaise Compaoré. Ils regrettent profondément leur perte de centralité (insistant sur la proximité des « cinémas » et du « marché »), mais surtout du mode de vie qu'ils partageaient. Rares sont ceux qui ont participé aux mobilisations contre le projet, ne se sentant pas forcément liés aux habitants de Zangouettin, Tiedpalogo et Peuloghin (qui pouvaient fonder leur résistance sur le partage d'un mode de vie commun). Ils cultivent malgré tout la mémoire de leur quartier et leur mépris du pouvoir politique en se retrouvant régulièrement autour d'un *grin* de thé (cf. chapitre 9), participant d'une forme particulière de continuité populaire au sein de la zone (Giroud, 2011).

S'il semble finalement complexe de rendre compte de la réalité des intérêts qui se sont fait jour au moment de la lutte et de démêler le vrai du faux entre les postures politiques, les aspirations collectives et les objectifs particuliers, nous pouvons tout de même extraire une forme d'*essence* de la lutte. Nous avons constaté la variété des situations, et le fait que pour beaucoup d'anciens résidents, il est difficile de réellement se prononcer sur une hiérarchie entre leur qualité de vie à Zangouettin et celle sur la Trame d'accueil ou ailleurs. Beaucoup évoquent la nostalgie du quartier, ou regrettent la perte de la proximité des ressources de la centralité ; mais quinze années passées depuis le déguerpissement ont malgré tout apaisé les discours et forcé les habitants à organiser leur vie différemment. S'il faut noter un point commun qui ressort dans le discours de chacun des anciens

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

habitants de Zangouettin, quel que soit leur opinion rétrospective sur le déguerpissement, c'est sans doute le choc de l'annonce, et plus globalement la sensation d'avoir été déconsidérés par l'État alors qu'ils supposaient que l'ancienneté de leur position dans la ville les préserverait :

> « On n'est pas contre le projet, mais que doivent devenir les populations qui habitent sur la zone ? Il n'y avait aucune réponse du Ministère, pas de préparation, rien d'organisé… » (entretien Ousseynou, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Ousseynou répète ici que l'opposition au projet restait secondaire dans la volonté des résidents de s'organiser. Ceux-ci étaient largement divisés sur cette question, sans parler du rôle des affiliations politiques que nous avons évoquées. Mais ce qui ressort, c'est la confrontation avec les autorités, et en particulier l'image que l'action de l'État leur renvoyait d'eux-mêmes. Le déguerpissement a constitué pour les résidents de la zone ZACA l'occasion de prendre conscience de leur position dans la hiérarchie des légitimités urbaines : leur ancienneté, leur attachement à la terre, leurs activités sur place, leur intérêt pratique à demeurer au centre-ville, tout cela ne suffisait pas pour leur assurer la conservation de leur position et empêcher leur rétrogradation dans un quartier périphérique – même si celui-ci restait accolé à un quartier d'avenir, et même si leur position relative dans la ville s'est finalement quelque peu rapprochée du centre avec l'extension de Ouagadougou. Nous avons déjà évoqué les doutes de certains habitants sur la pérennité du quartier, sachant que la décision de faire la Trame d'accueil a été prise par l'État dans l'urgence de la négociation. Le fait est que de nombreux habitants de la Trame ont conscience de représenter désormais un « problème » potentiel. C'est ce que m'explique Ousseynou lorsqu'il réagit à l'arrivée de nombreux habitants sur la Trame qui ne sont pas des déguerpis du centre-ville, attirés par la proximité avec Ouaga 2000 :

> « A terme, notre situation dans la ville va poser un problème. Vous avez remarqué, depuis que nous avons déménagés, ça a créé un boom. C'est vrai qu'au fond, nous sommes venus nous installer malgré nous, ici, mais ça fait que cette partie du projet, la zone C, a connu une meilleure occupation, parce que des particuliers sont venus acheter des parcelles juste parce que c'était habité. Par exemple, quand on franchit le goudron* de l'autre côté, on voit que c'est assez clairsemé, alors qu'ici, c'est beaucoup plus dense… **les gens veulent venir là où il y a la vie ! Malheureusement, nous, en venant ici, on se retrouve coincés, parce que tous les ministères sont en train d'être délocalisés, donc en réalité, le centre administratif est en train de nous rejoindre encore. Aujourd'hui, nous avons en face de nous les villas présidentielles, tout ça… Ça veut dire que le danger sera toujours là : il se pourrait que d'ici vingt ans, on nous dise "cet ilot, là, il faut encore l'éloigner" parce qu'on ne peut pas être trop près de tout ça. Le danger, il est là.** » (*ibid.*)

L'improvisation de l'État pour offrir cette solution combinée à la proximité d'un quartier en plein développement attirant les convoitises des investisseurs, Ouaga 2000, fait craindre aux habitants de n'être qu'en sursis en attendant un nouveau déguerpissement :

> « Qu'est-ce que c'est que la Trame d'accueil ? En terme vulgaire : asseyez-vous le temps qu'on trouve une solution ! […] L'environnement de ce quartier, là, ce n'est pas bon… On est à 1,5 kilomètre du Palais présidentiel. L'ambassade des États-Unis est juste à côté. Ça

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> dérange. […] Ici, c'est exactement le même destin qu'à Zangouettin. » (entretien Omar, Trame d'accueil, 11/05/2014)

Malgré la permanence des pratiques et l'adaptation à un nouveau mode de vie, l'expérience du déguerpissement a surtout conduit les habitants du centre-ville à craindre désormais d'être à nouveau la variable d'ajustement du développement urbain. Il reste du déguerpissement de Zangouettin la conscience de la condition de subalterne urbain, et la certitude que la reproduction d'un tel événement n'est pas à exclure. Cette crainte s'additionne donc à la conscience concrète du déclassement dans un contexte de tensions foncières, de construction et de consolidation d'un marché du foncier qui survalorise la propriété et la centralité.

Il faut également retenir l'importance du bouleversement du « référent spatial », c'est-à-dire de l'ensemble des pratiques et représentations quotidiennes de l'espace constituant la *norme* pour les habitants, dans la production du sentiment d'injustice : la situation d'inégalité « est parfois tellement quotidienne qu'elle devient la norme ; dès lors, l'intériorisation de l'injustice ancrée dans l'espace la rend invisible aux yeux de ses victimes […] et c'est alors le déplacement – hors de l'espace du quotidien et du banal – qui peut susciter une prise de conscience » (Bénit-Gbaffou, 2014 : 167).

2. S'organiser collectivement autour des questions spatiales à Ouagadougou aujourd'hui

2.1. Une structure d'action sur les inégalités spatiales : le MSP-DROL.

Au moment de nous interroger sur les résistances aux inégalités spatiales des Ouagalais, il nous a semblé important de nous interroger sur les structures collectives spécifiquement organisées autour des questions spatiales. Si elles ne sont pas nombreuses, plusieurs associations se sont formées autour de ces enjeux, et surtout autour de celui des déguerpissements et des lotissements (deux questions qui se recoupent souvent). La principale est sans doute le Mouvement de Solidarité pour le Droit au Logement (MSP-DRO.L).

Le Mouvement de Solidarité Pour le Droit au Logement (MSP.DRO.L.) est la principale, voire l'une des seules associations au Burkina Faso qui entend à la fois porter un discours militant sur les questions

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

liées au partage de l'espace et agir dans ce domaine. J'ai eu l'occasion de me rendre à leur bureau et d'y rencontrer notamment Thomas, jeune juriste tout juste diplômé, qui travaille pour l'association et qui a pu me présenter son fonctionnement. Créé en 2001, il s'agit en fait d'une fédération de plusieurs associations qui ont choisi de se regrouper afin de militer « sur les questions de l'accaparement des terres, de la sensibilisation des populations et dans le domaine des expulsions forcées, des déguerpissements et aussi le règlement des conflits entre bailleurs et locataires » (entretien Thomas, MSP.DROL, 12/03/2016). L'association est très présente dans le débat public Burkinabè. Elle intervient dans la plupart des opérations de déguerpissement, ce qui lui donne une visibilité et une reconnaissance médiatiques (rares sont les articles de presse concernant un déguerpissement qui n'évoquent pas l'action de l'association). Elle organise régulièrement des conférences de presse et peut interpeller les pouvoirs publics sur des cas précis – quartiers déguerpis – ou plus rarement des questions politiques générales – en particulier sur les questions de logement et d'accès à la terre[207]. Son président est l'un des cofondateurs du Mouvement Burkinabè pour les Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), une des organisations de la société civile les plus connues et les plus actives au Burkina Faso, permettant au MSP.DROL de bénéficier d'une partie de son réseau et de sa légitimité. L'association intervient à l'échelle du pays grâce à des antennes locales, et ambitionne ainsi d'atteindre un fonctionnement le plus horizontal possible tout en renforçant les capacités à agir des habitants :

> « Nous avons des sections dans tout le pays. Il y a un bureau national pour régler les problèmes qui ne peuvent pas se régler au niveau des sections. Mais ce fonctionnement, ça permet aux populations d'elles-mêmes se défendre : faudrait que tout vienne toujours du bureau. Faut permettre aux gens à la base d'apprendre à se défendre, maîtriser des articles… Qu'ils puissent savoir : "voilà la loi, voilà l'article à suivre". » (entretien Thomas, MSP.DROL, 12/03/16)

Cette logique d'*empowerment* est fréquente dans les discours militants des associations travaillant sur les questions d'espace. S'il est difficile de dire que cet objectif relève d'une circulation internationale des idées militantes, il est tout du moins partagé par de nombreuses associations similaires au MSP.DROL dans d'autres pays (Aubriot, 2012 ; Carle-Marsan, 2013 ; Blot, Spire, 2014). Pour tout cela, le MSP.DROL apparaît comme une association *exemplaire* au sens où elle se présente comme une organisation collective visant à porter dans le débat public un discours spécifiquement centré sur les questions spatiales.

Les modes d'action de l'association correspondent à la sociologie générale de ses employés : il s'agit d'une association animée par des juristes qui fort logiquement privilégient des solutions légales et la concertation : « tout ce qui est question de procédure, on est tous des spécialistes » (*ibid.*). Le

[207] Il faut bien noter que l'association a vocation à agir au niveau national sur toutes les questions liées à la gestion du foncier, et pas uniquement sur l'urbain.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

MSP.DROL entend occuper une position d'intermédiaire dans tout conflit lié aux questions d'accès à la terre et au logement :

> « Nous, c'est la médiation. Premièrement, quand on nous saisit d'un problème, on essaye d'écouter la partie qui nous saisit. Puis on va écouter l'autre partie. Et s'il y a lieu, on va prendre plusieurs informations. Comme des intermédiaires, ou plutôt comme des médiateurs… Puisque la question foncière est tellement complexe… » (*Ibid*.)

Dans son discours, Thomas insiste sur cet aspect de la recherche du compromis dans les conflits, partant finalement du principe que la plupart d'entre eux relèvent du malentendu, et que pour les autres, la force du droit primera :

> « Aller directement vers la voie judiciaire, c'est trop long, la procédure n'est pas comprise par la population et la justice donne toujours raison à une partie et non à l'autre. Pour nous, la médiation donne lieu à des compromis. Chaque partie va lâcher un peu, et automatiquement, chaque partie sort "gagnant-gagnant". Donc, on va plus vers la médiation que vers le volet judiciaire. Mais le volet judiciaire, au cas où il y a des violations flagrantes du droit, on ne peut pas faire la médiation et on préfère en référer aux autorités judiciaires. A eux de plancher. » (*Ibid*.)

De fait, Thomas insiste à plusieurs reprises sur le légalisme de leurs actions, et le refus de l'action violente. Si le MSP DROL apporte un appui indéniable aux populations au cours des conflits fonciers, sa présence et sa médiation apparaissent fort utiles aux pouvoirs publics, car elles permettent de pacifier des situations qui donnent souvent lieu à des accès de violence contre l'État, comme au moment des déguerpissements :

> « Au niveau de la sensibilisation, nous mettons plus l'accent sur la gestion non-violente des conflits. Nous, on est pour la non-violence. La loi nous permet de revendiquer le droit. On préfère choisir les solutions où le droit peut trouver satisfaction. » (*Ibid.*)

Dans ces actions dans les quartiers, le MSP.DROL joue finalement presque un rôle d'agence de concertation, visant à résoudre les contradictions liées aux mécanismes d'appropriation de la terre par des particuliers, des entreprises privées ou l'État. Elle n'en a pas moins des résultats concrets réguliers à mettre en avant. Selon Thomas, « l'association a permis au cours des années 2000 à plus de 6000 personnes d'avoir accès aux parcelles ». Elle vient en fait corriger les irréductibles failles des pouvoirs publics dans les procédures d'attribution de la terre.

Ces actions sur le terrain ne s'accompagnent finalement pas véritablement d'un discours global sur la question foncière, qui donnerait des orientations politiques claires à l'association. Lorsque je lui pose la question à ce sujet, Thomas préfère insister de nouveau sur l'expertise juridique du MSP.DROL et son action de terrain au cas par cas :

> « La vision générale, en fait… Bon, on met plus l'accent sur l'application des textes. Parce que si les textes étaient appliqués comme il se devait, y'a des problèmes qu'on pourrait éviter. Mais ce n'est pas le cas. En fait, les gens n'appliquent pas les textes. Surtout dans le domaine des lotissements. Au Burkina, il y a un problème de lotissement, qui est source

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> d'accaparement et source de conflits. Y'a plusieurs zones où vous pouvez aller où le lotissement a commencé et où il a été suspendu parce qu'il y avait un problème. » (*ibid.*)

A nouveau, l'association souhaite simplement corriger les failles de l'action de l'État, dans le cadre que celui-ci définit. Malgré cela, le MSP.DROL porte tout de même des messages qui dépassent le simple appui juridique aux populations. Thomas mentionne à plusieurs reprises une action entreprise en mars 2016, une caravane d'associations ayant relié plusieurs grandes villes de Ouagadougou à Dakar afin de porter des revendications contre l'accaparement des terres et pour défendre l'eau, la terre et les semences :

> « Nous avons fait Ouagadougou, Houndé et Bobo. Nous sommes aussi allés au Mali, nous avons fait Sikasso, Bamako et Kayes. Nous sommes aussi allés au Sénégal jusqu'à Dakar. Et chaque étape, c'était des partages d'expériences pour trouver les pistes de solutions et les limites. » (*ibid.*)

En effet, si elle ne prétend pas porter un discours militant structuré sur des questions de politique générale, elle s'insère dans un réseau international qui l'associe de fait à un discours plus politisé.

> « On est plusieurs associations-sœurs. Vous avez une association au Mali, etc. Y'a un grand réseau, le réseau No Vox, qui est un peu partout. Y'a des tas d'échanges avec ces associations-là. L'année passée, du 4 au 5 décembre, j'étais au Mali pour Assibi, le forum du peuple. Ça nous a permis de partager nos expériences. Et c'est les mêmes problèmes. Quand vous allez au Mali, c'est les mêmes problèmes d'accaparement des terres, c'est la même manière de procéder. Donc c'est un partage d'expériences. Chacun donne ses acquis au niveau de la lutte. C'est un enrichissement pour nous, en fait. » (*ibid.*)

Cette dernière citation semble aller dans le sens de l'hypothèse énoncée plus haut : la circulation internationale des modèles urbains produisant des contradictions similaires sur des territoires différents, la circulation internationale des modèles militants apparaît dès lors logique. Les gestions urbaines ayant tendance à s'uniformiser à l'échelle globale, elles entraînent des situations proches face auxquelles les associations doivent se positionner : elles sont donc amenées à partager leurs expériences. Le MSP.DROL est le relais au Burkina Faso de ce mouvement international. Un des responsables de l'association avec qui j'ai pu discuter après mon entretien avec Thomas m'a confirmé que leurs échanges les poussent à se lier avec des associations à visée internationale :

> « Nous sommes en partenariat avec le DAL, et nous sommes en partenariat avec d'autres associations. Avec Attac, aussi. C'est notre association qui a installé Attac au Burkina. » (*ibid.*)

Ce même responsable me raccompagnant sur le pas de la porte du bureau me demande si je rentre prochainement en France, car il a justement un ouvrage à rendre à un ami français qui lui a prêté : il s'agit d'une publication d'Attac sur les luttes autour du droit à la ville. La connexion avec les discours militants globaux sur les questions spatiales existe, même si elle est récente et encore ténue. Ce responsable me confirme qu'il ne connaissait pas les questions liées au droit à la ville avant la lecture de ce livre, et que celle-ci l'avait beaucoup intéressé. L'intégration des luttes locales à un mouvement

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

international, et une rhétorique correspondante, est peut-être en cours. Se positionner sur un débat public international avant d'imposer de nouvelles idées dans le débat public national est une stratégie possible pour le MSP.DROL[208]. En outre, la spécificité de nombreux terrains africains concernant les arènes locales de débat autour des problèmes publics relativise l'importance de l'État, comme nous l'avons dit en introduction de ce chapitre. La multiplicité des instances de prise de décision fait que l'État apparaît bien souvent comme un acteur comme un autre, et les arènes locales de pouvoir apparaissent comme relativement autonomes, pouvant être liée directement au débat public international sans passer par l'échelon national (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1998).

On peut donc noter plusieurs enseignements intéressants à travers l'exemple du MSP.DROL :

- Il existe au Burkina Faso une association structurée autour d'un discours et d'actions portant spécifiquement sur les inégalités spatiales. Cette association mêle des actions de plaidoyers nationales et internationales et privilégie l'action par justice procédurale en rejetant explicitement les modes d'actions violents ou illégaux.
- Les actes du MSP.DROL s'exerçant à la fois sur la scène nationale et la scène internationale, l'association répond à deux logiques, sinon contradictoires, du moins différentes. Elle manipule des registres d'action et de discours différents selon le champ de son action. Le champ national et le champ international représentent des enjeux et des règles du jeu différents. L'association ne s'y positionne donc pas de la même manière, car les ressources qu'elle peut en tirer diffèrent sensiblement. Le réseau international dans laquelle le MSP.DROL s'incorpore porte un discours très politisé sur les questions spatiales, les intègre à une rhétorique contestataire portant sur l'ensemble des enjeux sociaux et défend une multitude de moyens d'action. Sur la scène nationale, le MSP.DROL entend agir dans le cadre défini par l'État – sans plaidoyer visant à le modifier, encore moins le renverser – et ne se présente finalement que comme un médiateur visant à faciliter la résolution des conflits liés à l'espace.
- Il ne faut pas nécessairement voir de paradoxe ou de contradiction dans ce double positionnement : les choix stratégiques du MSP.DROL sont dictés par les règles ayant cours dans chacun de ces champs. Dans le contexte national burkinabè, d'autant plus dans une période transitionnelle post-période semi-autoritaire, une confrontation directe avec l'État et la remise en cause de son cadre apparaît risquée, nuirait à sa position, et mettrait en danger les ressources de l'association. Par ailleurs, les liens étroits du MSP.DROL avec d'autres organisations de la société civile, et notamment le MBDHP, très impliqué dans le mouvement

[208] Si ces questions méritent d'être étudiées plus avant, on pourrait considérer que ce fut le cas pour plusieurs autres sujets au Burkina Faso, notamment sur les OGM (francetvinfo.fr, 25/10/2018), même si la question des luttes paysannes au Burkina Faso est ancienne, et a son propre calendrier et ses propres modes d'action.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

social ayant mené au départ de Blaise Compaoré, rendent plus complexes des prises de position politiques : celles-ci peuvent exister (et de fait, le MSP.DROL peut mener des actions de plaidoyer ponctuelles au niveau national) mais la prise de décision visant à les formuler sera plus longue et dépendra d'intérêts multiples. En mettant en danger la position qu'elle tient dans le champ, elle risquerait de compromettre les conditions de son action dans les quartiers ou son rapport aux autorités. Parallèlement, dans le champ international, l'appartenance à un réseau plus ou moins structuré apparaît comme une ressource, offrant des possibilités d'échange d'idées, de soutiens, de modes d'action, voire des ressources matérielles (matériel, logistique, financement, etc.). Une reconnaissance internationale permet en outre de crédibiliser l'action de l'association au niveau national.

- La position actuelle du MSP.DROL apparaît donc stratégique : il s'agit de se positionner sur les deux champs, sans mettre en péril les ressources symboliques et matérielles de l'association. Cet exemple illustre donc les contraintes liées à la production d'un discours public sur un problème politique. Ce discours se constitue lentement et selon les possibilités stratégiques liées au contexte. Ces évolutions sont lentes à mettre en œuvre et doivent veiller à ne pas mettre en péril les positions tenues par l'association.

Le MSP.DROL nous montre donc que la circulation internationale des idées concernant les questions spatiales, de la même manière que la circulation internationale des modèles urbains, n'est pas un phénomène uniforme et dépend d'adaptations au contexte local, de négociations ponctuelles. L'association tente d'asseoir différentes positions dans différents champs, qui peuvent lui permettre d'accomplir à terme des objectifs politiques. Thomas ne dit d'ailleurs pas autre chose :

> « Toute lutte ne peut pas forcément marcher, mais on s'est dit que la majeure partie de nos luttes… Y'a une évolution, en fait. C'est une lutte de longue haleine. On se dit pas "aujourd'hui, tu mènes la lutte, et demain, tu auras les résultats", c'est pas ça. C'est dans 2 ans, 3 ans, 4 ans… Il faut donc être patient et toujours encadrer les populations. » (*ibid.*)

Il faut d'ailleurs noter que ces derniers-mois, le MSP.DROL tente de s'impliquer davantage dans un mouvement social burkinabè plus large. Les publications de l'association sur Facebook en 2017, par exemple, se concluent régulièrement par « Notre nombre et notre force », l'un des slogans populaires du Balai citoyen. En ce sens, l'influence du MBDHP peut apparaître à terme comme un levier pour l'association pour proposer un discours plus politisé dans le champ national et moins associé à un simple appui juridique au cours des opérations de déguerpissement. Il faudra voir si les pratiques et représentations attachées à l'association tendent à évoluer dans les prochaines années.

Ce point de vue pragmatique nous démontre que l'action et le discours du MSP.DROL doivent être étudiés à l'aune d'un contexte politique, mais aussi urbain particulier. Si de la position que tient cette

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

association dépend la structuration d'un droit à la ville programmatique à Ouagadougou, cet exemple ne saurait tout dire de l'ensemble des discours politiques portant sur l'espace sur ce terrain.

2.2. Agir pour son quartier dans son quartier : l'association *Sauvons Niongsin*

Si une association telle que le MSP-DROL est issue de longue date du secteur associatif et militant et produit un discours structuré sur les injustices sociales adapté aux questions spatiales, d'autres groupes naissent plus ponctuellement directement pour faire face à de potentielles injustices à une échelle locale. Leurs actions et leurs discours, centrés sur un espace très circonscrit, sont à relier tout de même à une lecture plus globale de la question urbaine et de ses évolutions à Ouagadougou.

En 2012 naissait ainsi l'association *Sauvons Niongsin* (ASN) dans le micro-quartier du même nom, principalement situé au sein du quartier de Dapoya. J'ai pu rencontrer Yacouba Dermé, l'un des fondateurs de cette structure, qui a la particularité d'être née en réaction à un sentiment de menace sur le quartier, produit par une certaine lecture du contexte des politiques urbaines.

Je dois ici faire une rapide parenthèse pour préciser qu'à Ouagadougou les rumeurs sur la politique urbaine à venir, et notamment le devenir des quartiers, sont aussi nombreuses et difficiles à juger que la politique urbaine est difficile à lire. Dans plusieurs quartiers, y compris des quartiers lotis, voire des quartiers anciens, des habitants m'ont fait part de leur crainte d'être un jour déguerpis par l'État. En ce sens, le projet ZACA, comme le déguerpissement de Bilibambili dans les années 80 en vue de la construction de la Cité An III, ont démontré que les déguerpissements ne sont pas réservés aux quartiers non-lotis. Ainsi, Alassane, que j'avais rencontré à Nonsin, propriétaire de sa parcelle et de la maison qu'il y a fait construire, évoque à plusieurs reprises sa peur d'une éviction à venir : du fait de la proximité du barrage, les récents importants épisodes d'inondation ont poussé le gouvernement à prendre des mesures de précaution parfois brutales :

> « Vous savez, quand on a commencé à parler de déguerpir les gens de la zone dite inondable, nous, ça nous a fait vraiment une grande frayeur. Tout le monde était paniqué, on ne sait pas quand ça va commencer… On ne sait pas où aller, etc. […] Personne n'est tranquille depuis que la nouvelle est sortie. » (entretien Alassane, Nonsin, 02/07/2015).

Parfois, comme dans le cas d'Alassane, la meilleure prévention face à ce risque n'est pas le déménagement ou une meilleure information sur les prévisions en matière de politique urbaine, mais la recherche d'un statut socio-spatial plus privilégié qui permettrait de se mettre en position de force face à l'État. Ainsi, Alassane m'explique que devant les rumeurs, il s'est hâté de construire sa maison, dont la qualité pourrait le protéger du déguerpissement :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Ici, là, je n'ai pas trop peur, parce qu'ici, je me dis que j'ai bien construit. Si le fait de déguerpir les gens est dû au risque d'inondation, moi, ici, je ne vais pas être plus dérangé que ça. » (*ibid.*)

Quoi qu'il en soit, les incertitudes face aux variations de la politique urbaine nourrissent les craintes et déterminent potentiellement des stratégies urbaines. Omar, de la Patte d'Oie, lui, m'assure que certains vieux quartiers comme Dapoya, Ouidi, Paspanga, Niongsin, seront détruits de la même manière que Zangouettin et ses quartiers limitrophes. Il donne l'impression d'être très informé, m'affirmant que « c'est dans le SDAGO » (entretien Omar, Patte d'Oie, 29/04/2014). Je l'avais rencontré par le biais d'Idrissa, un tailleur né comme lui à Zangouettin, son ami d'enfance, qui désormais réside à Niongsin. Omar me dit qu'il insiste auprès de lui pour qu'il revende sa cour et déménage dans un quartier plus à l'abri des déguerpissements, en faisant le parallèle avec le projet ZACA, et prône une adaptation aux évolutions :

> « Idrissa doit prendre les devants ! Il faut qu'il vende sa cour pour un magasin. Les gens de Zangouettin ont été prévenus depuis… Mais ils n'y ont pas cru ! Mon papa n'y a pas cru jusqu'à ce que le tracteur soit dans sa cour. Il faut anticiper ! [La destruction de] Dapoya, c'est une décision gouvernementale pour améliorer les conditions de vie des habitants. On ne pourra pas revenir dessus. » (entretien Omar, Patte d'Oie, 29/04/2014)

Selon plusieurs responsables de la politique urbaine, ces rumeurs sont courantes et servent souvent à provoquer des ventes de parcelles pour les racheter et spéculer sur l'explosion des prix du foncier en centre-ville. De manière générale, la politique urbaine chaotique fait qu'il est difficile de savoir ce qui est exactement prévu. Si les cartes du SDAGO semblent effectivement prévoir une action sur les rives du barrage, sans grande précision, l'ancien Directeur général du projet ZACA m'explique qu'il y avait bien un projet spécifique, mais qu'il était porté par Salif Diallo[209], et donc aurait été plus ou moins mis en sommeil. Pour certains habitants, le danger est toutefois réel, et une suite d'événements depuis le début des années 2000 le corrobore (projet ZACA, expulsions suite aux inondations de 2012, etc.). L'ASN a donc été créé afin de « sauvegarder le quartier » (entretien Yacouba, Niongsin, 02/05/2014). Yacouba insiste sur les spécificités du quartier : il s'agit d'un quartier ancien, à l'existence précoloniale attestée, et à la population particulièrement homogène, essentiellement constituée de vieilles familles *alliées*, regroupées autour des Dermé et des Turé. Il insiste sur la cohésion sociale inhérente à Niongsin, et la « solidarité de village » qui y règne. Pour lui, les habitants du quartier sont les « autochtones de Ouaga » (*ibid.*).

Niongsin regroupe beaucoup d'artisans, de travailleurs manuels. On y trouve surtout de vieilles cours, parfois en banco, abritant à la fois les familles et une partie des activités professionnelles. En

[209] Plusieurs fois ministre de Blaise Compaoré et proche de ce dernier, il s'était progressivement opposé à lui à partir de 2008 jusqu'à démissionner du CDP en 2014, le parti présidentiel, pour fonder avec d'autres anciens responsables du parti le MPP. Roch Marc Christian Kaboré, leader de la formation, a été élu Président en 2015 à la suite de la période transition. Salif Diallo, devenu Président de l'Assemblée nationale est décédé en 2017.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

arrivant dans le quartier, je constate le mauvais état des six-mètres*, de vastes problèmes d'évacuation des eaux usés et de collectes des importants déchets produits par certaines activités (mécaniciens, ferrailleurs, tailleurs). Yacouba souligne l'insalubrité du quartier, qui serait un argument pour le gouvernement en faveur du déguerpissement. Il m'indique donc que l'association entend mettre sur pied une stratégie prenant en compte ces éléments pour éviter l'éviction :

> « On veut calquer notre développement sur l'Occident, en faisant un atout de l'existant. Ici, c'est un vieux quartier de Ouaga. Nous pensons qu'il est important de le conserver. On veut en faire un site touristique, en travaillant sur les atouts du quartier : le métier de bronzier et les arts équestres. » (*ibid.*)

En effet, pour différentes raisons historiques et coutumières, le quartier est le siège de ces deux activités traditionnelles, très valorisées touristiquement. Le crottin des chevaux mélangé à la terre permet de fabriquer les moules à cire perdue où est coulé le bronze. L'idée est donc de faire des éléments historiques du quartier des atouts, c'est-à-dire de valoriser le patrimoine. Cette logique de patrimonialisation doit servir plusieurs objectifs : la valorisation touristique doit développer économiquement le quartier et améliorer les conditions de vie de ses habitants. Le compte-rendu de la journée porte ouverte de l'association organisée au moment de sa création évoque la nécessité de « préserver le village historique et son architecture face à la pression urbaine environnante » (compte-rendu de la journée porte ouverte de l'association à Niongsin du 4 novembre 2012, document édité par G2 Conception et consulté auprès d'un membre de l'association).

L'ASN estime que le développement doit être endogène, venir des habitants eux-mêmes. Elle souhaite tenir un rôle d'intermédiaire entre ceux-ci, les autorités et les bailleurs et « constituer une représentation pérenne et active au sein du quartier » (*ibid.*). Il s'agit donc d'une volonté de créer une organisation collective à même de représenter une communauté aux contours plus ou moins définie. L'unité du quartier ne se fait pas autour d'un chef coutumier, mais des doyens des grandes familles :

> « Tous les sages ont été impliqués dans le processus. C'est essentiel pour nous. » (entretien Yacouba, Niongsin, 02/05/2014)

Afin d'apparaître comme un interlocuteur reconnu par les autorités, l'ASN a fait appel au cabinet d'urbanisme G2 Conception[210], qui était intervenu comme maître d'œuvre sur le projet ZACA. Celui-ci leur a permis de produire un projet de réaménagement de la zone inondable faisant apparaître les opportunités économiques du quartier, en s'appuyant sur un diagnostic urbain (habitat, activités, patrimoine). Le cabinet propose notamment des projets architecturaux « susceptibles de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine du quartier » (doc. ASN). Le dossier du projet a été déposé aux

[210] Si ce cabinet intervient en tant que « partenaire technique du projet », il est difficile d'avoir des informations sur le financement de ce partenariat, des études réalisées et plus généralement celui de l'association.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

autorités, mais au vu de l'incertitude régnant depuis quelques années sur le projet de Grand Ouaga, les échanges n'ont plus lieu. Cette stratégie de défense permettrait pourtant de régler facilement plusieurs problèmes inhérents au quartier, selon les responsables de l'association :

> « Les problèmes sont simples à régler. C'est l'insalubrité, l'eau… Ici, le quartier est loti depuis 1954, mais on n'a plus de caniveaux ! » (entretien Yacouba, Niongsin, 02/05/2014)

Yacouba insiste sur l'objectif de préserver les avantages liés à la localisation du quartier :

> « Nous ne voulons pas perdre notre niveau de vie. Il y a le centre-ville qui est proche. Ça fait moins de difficultés, on a moins besoin de moyens de déplacement. En 10 minutes, nous sommes [au Grand marché] Rood Woko. » (*ibid.*)

Mais son discours ne se limite pas à cet aspect utilitaire, et il souligne également la volonté de défendre la place historique du quartier :

> « Ici, nous avons une identité de quartier qu'il nous faut défendre. Nous sommes fiers d'avoir de l'importance dans l'histoire de la ville, d'avoir été les premiers autochtones à Ouaga. Nous demandons du respect pour ça. Il y a un code de valeurs dans le quartier dont nous sommes fiers. » (*ibid.*)

L'ASN met donc en avant différents registres d'argumentation, jouant tour à tour sur l'économique, le social, voire l'identitaire. Je comprends surtout du discours de Yacouba la volonté à la fois de tirer les leçons des expériences passées – et notamment des déguerpissements de Bilibambili et de Zangouettin – et de s'adapter à une nouvelle donne urbaine, en apportant des réponses adaptées aux autorités. L'association intègre donc la nécessité de valorisation – la logique *pro-growth* –, d'assainissement – la logique *pro-poor* – et jusqu'aux *good practices* des modèles internationaux imposés par les bailleurs – « processus participatif » (doc. ASN), mise en projet par le biais d'une coopération technique avec un cabinet reconnu, etc. De plus, elle a cherché à rendre public au maximum les enjeux autour du quartier : le document de lancement de l'association évoque le fait de mettre en place les journées portes ouvertes au moment du SIAO[211] afin de « profiter du contexte culturel, touristique et publicitaire favorable » (*ibid.*). Une campagne de communication a été également lancée, comprenant des spots publicitaires, un affichage dans le centre-ville et des invitations officielles à l'événement envoyées à plusieurs ministères, au Mogho Naaba et à d'autres dignitaires mossi, et à plusieurs ambassades et instituts culturels[212]. La télévision et la presse ont été également conviées.

La stratégie choisie est donc en quelque sorte à double tranchant. D'une part, il s'agit de se réapproprier le développement du quartier et d'imposer son propre agenda tout en donnant des gages

[211] Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou, événement se déroulant tous les deux ans se voulant la « vitrine de l'artisanat africain », et qui a drainé plus de 300 000 visiteurs lors de sa dernière édition en 2016.
[212] Instituts français, allemand et américain et ambassade de France, du Japon, de Taïwan et des États-Unis.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de sérieux et en adoptant les bonnes pratiques internationales qui rendront difficile une action répressive ou violente de la part des autorités. Mais d'autre part, en anticipant l'action gouvernementale, l'association entérine ses objectifs de mise en valeur de l'espace ouvrant la voie à une mise en marché. L'ASN tente de résoudre cette contradiction en intégrant les deux pôles dans son discours, jouant à la fois sur l'aspect économique et l'aspect communautaire. Elle choisit en tout cas de refuser la confrontation avec l'État, prenant sans doute acte de son relatif échec au moment du déguerpissement du projet ZACA.

L'exemple de l'Association Sauvons Niongsin démontre la difficulté pour les habitants à trouver un équilibre pleinement satisfaisant dans leur rapport à l'État concernant les questions spatiales. Elle anticipe d'éventuels échecs en préparant surtout au mieux les concessions qu'elle aura à faire, mais, précisons-le, sur un projet gouvernemental encore loin d'être concret.

Les exemples du MSP-DROL et de l'ASN montrent des associations dont l'objet est spécifiquement l'espace et la lutte contre les inégalités spatiales au sein des quartiers, mais ils sont loin de résumer l'ensemble des actions collectives prenant pied sur des problèmes spatiaux à Ouagadougou.

2.3. Les associations de quartier à Ouagadougou : actions collectives sur fond d'inégalités.

Le secteur associatif est assez développé à Ouagadougou : on peut trouver plusieurs dizaines d'associations dans un même quartier (associations de femmes, de jeunes, de corps de métier, religieuses, etc.)[213]. Si l'ASN et le MSP-DROL représentent des associations travaillant spécifiquement sur des questions spatiales qui, si elles ne sont pas les seules, restent rares, il est en revanche courant que les habitants s'intègrent à la communauté de leur quartier à travers des structures associatives. La participation à ces associations, bien que leurs actions ne traitent pas des questions spatiales, nous renseigne sur le rapport des habitants à leur espace.

Nous avons par exemple évoqué le cas de Sylvie lors de nos précédents chapitres. Cette femme, 31 ans au moment de l'entretien, agent commercial d'une compagnie d'assurances, réside à Dagnoen

[213] S'il est difficile de donner des chiffres précis et surtout détaillés sur le secteur associatif (permettant de distinguer les ONG internationales des associations de quartier, par exemple), on citera tout de même des ordres de grandeur qui témoignent du caractère massif et en pleine expansion de celui-ci. Ainsi, on a recensé 620 ONG en 2010, en augmentation de 127 % sur les dix années précédentes (Enée, 2010) et les 1800 récépissés délivrés par le ministère de l'administration territoriale attestant du statut d'organisation de la société civile pour la seule année 2014, contre 800 l'année précédente (Commeillas, 2018).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(qu'elle identifie à Wemtenga, le quartier voisin), un quartier relativement central car situé à l'intérieur du boulevard circulaire. Jusqu'à ces douze ans, Sylvie a vécu dans des villages et des chefs-lieux de provinces du Burkina Faso, s'installant ensuite à Ouagadougou, directement dans son quartier actuel. Elle fait partie d'une famille au niveau de vie relativement correct et a pu suivre une scolarisation dans des établissements privés jusqu'à être diplômée de l'université. Sa représentation de la vie dans les grandes villes se limite donc au centre de Ouagadougou et sa pratique correspond à celle de sa classe sociale (déplacements en voiture ou en moto, domicile organisé « à l'occidental », fréquentation de restaurants et de cinémas en centre-ville, etc.). Elle ne s'implique pas plus que de raison dans la vie de son quartier, ne fréquente que très peu ses voisins et connaît mal les autorités du quartier (officielles ou coutumières). En revanche, elle fréquente une association de femmes à l'échelle de la ville ; qui a pour but l'entraide et l'échange de services au sein d'un réseau féminin :

> « S : En faisant les courses, on peut passer dans tous les quartiers, hein. S'il y a des réunions… Nous avons une association, les femmes sont un peu partout, on se rejoint chez une femme, chaque mois. Un mois, on choisit une qui est à Pissy, le mois prochain, l'autre est à Ouaga 2000, le mois sur-prochain, l'autre est à Gounghin…
>
> FL : D'accord, c'est une association de femmes qui est sur toute la ville ?
>
> S : Oui. On est un peu partout.
>
> FL : Et donc vous bougez dans toute la ville ?
>
> S : Oui. » (entretien Sylvie, Dagnoen, 18/06/2015)

Sylvie peut donc déployer son activité associative à l'échelle de toute la ville – ce qui est loin d'être possible pour tous les habitants car nécessitant d'importantes dépenses en temps et en argent pour les déplacements. Elle a une appréhension globale des enjeux urbains, et s'intéresse au développement de la ville : elle me détaille d'ailleurs son avis sur le projet ZACA ou Ouaga 2000, et me cite comme « lieux à montrer à un visiteur étranger » les lieux touristiques les plus emblématiques (rond-point des martyrs à Ouaga 2000, forêt classée Bangr Weogo, village artisanal, etc.). Il faut ajouter qu'elle fréquente quasiment quotidiennement une église hors de son quartier, située dans les 1200 Logements.

Au travers du cas de Sylvie, nous avons ce qu'on peut appeler un engagement à travers l'espace : outre sa pratique et ses représentations de l'espace, elle s'investit au sein de structures collectives à l'échelle de la ville, elle s'intéresse à son développement global. Cependant, elle se désintéresse de la vie de son quartier, n'y fréquentant finalement pratiquement pas d'autres lieux que son domicile – et occasionnellement le marché – même si elle effectue une grande partie de ses achats au centre commercial situé sur le boulevard Charles De Gaulle qui borde son quartier. Si elle se plaint du dérangement causé par les odeurs du canal à quelques mètres de sa maison, elle ne cherche ni à s'impliquer dans la vie de son quartier, ni à développer une conscience communautaire à l'échelle de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

celui-ci. Elle me répète d'ailleurs son désir de déménager avec sa famille, tantôt pour Ouaga 2000, tantôt pour un terrain hors de la ville ou en périphérie, mais dans tous les cas pour être propriétaire. Elle ne perçoit pas forcément d'inégalités immédiates liées à son environnement direct. Elle s'y sent en sursis, et n'a donc pas le besoin de s'impliquer dans la défense de son espace de vie, de son quartier. Sa pratique et ses représentations de la ville lui confèrent une forme de culture urbaine qui rend cohérent le fait de s'impliquer dans une association à l'échelle de la ville. Cette implication associative traduit également sa position sociale au sein de l'ordre urbain : quelqu'un capable de se déplacer régulièrement dans différents quartiers de la ville – sans y être forcée par la nécessité de travailler – et qui peut ainsi pallier l'absence de certains éléments qu'elle ne trouve pas dans son quartier.

Ce qu'il faut donc retenir ici, c'est que la parole politique sur la ville et la participation directe ou non à des structures collectives visant à améliorer le quotidien a tendance à se mettre en adéquation avec les pratiques et représentations de l'espace développées par les individus. Sylvie développe une représentation conscientisée, cohérente de l'ordre urbain dont elle se satisfait et qu'elle défend. Cela ne passe pas uniquement par des pratiques spatiales de dominants : elle se satisfait autant de fréquenter des grands restaurants de la ville que des maquis* populaires qu'elle considère comme faisant partie de la culture de la ville (« après avoir fait visiter tout ça à l'étranger… Après, on va manger ! Il va connaître le poulet ! Poulet bicyclette* ! »). Elle témoigne ainsi de sa maîtrise des différents registres d'usage de la ville dont elle peut user à son profit.

L'implication dans des structures associatives et la manière dont les enquêtés en parle renseignent sur leurs pratiques sociales de l'espace, leur position socio-spatiale et en définitive leur rapport politique à l'espace. Nous avons également déjà évoqué le cas de Mariam. Cette quadragénaire travaillant comme comptable pour une ONG française a déménagé en 2014 de son célibatorium* de Gounghin pour la villa qu'elle a fait construire sur la parcelle qu'elle a acquise dans le quartier périphérique récemment loti de Bonheur Ville. Au cours de l'entretien, elle me dit qu'elle souhaite s'impliquer dans la vie de son nouveau quartier, et rencontrer ses voisins (« je veux être avec des gens, sortir saluer des gens, c'est ça l'Afrique, quoi ! », entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016). Elle fréquente d'ailleurs une église dans son nouveau quartier, ce qui n'est pas si courant : de nombreux habitants ont déclaré fréquenter un lieu de culte hors de leur quartier, soit par habitude, soit pour des raisons d'adéquation religieuse. Elle se réjouit de pouvoir y trouver de nombreux produits du quotidien. Elle s'est également rapidement impliquée dans une association de femmes à l'échelle du quartier, mais s'est heurté à des incompréhensions sociales :

> « M : On a une association de femmes. Toutes les femmes du quartier, dans la zone. On avait d'abord une grande association avec toutes les femmes. Après, on a un peu sélectionné pour prendre les femmes lettrées, instruites. Parce que, vous savez, c'est pas facile, quoi qu'on dise. Avec les analphabètes, vous pouvez jamais vous mettre ensemble.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> Elles ont une autre mentalité en fait, c'est des gens qui sont toujours frustrés. Tout ce que vous faites, vous qui êtes lettré, ou qui travaillez, ils pensent que c'est parce qu'il y a telle ou telle chose… Tu vois, c'est comme si vous vous croyez au-dessus d'eux. Donc, vous ne pouvez rien construire avec eux, c'est toujours difficile de faire les choses ensemble. Donc, on a fini par les laisser et par constituer un autre groupe. Donc, on fait un peu une jarre-tontine, où tous les mois, chacune doit donner 5000 francs pour qu'on cotise pour aller acheter du matériel. Par exemple, tu dis ce que tu as besoin pour ta maison… Y'a deux qui vont t'accompagner pour acheter, mais c'est pas l'argent liquide qu'on donne. C'est une manière de t'aider à t'équiper. Et puis on met de l'argent dans la caisse : quand il y a les fêtes, quand il y a quelque chose, y'a tout pour faire la petite fête. Quand il y a des événements heureux ou malheureux, on se retrouve aussi pour aller soutenir. Deux fois dans le mois, on se retrouve, s'asseoir pour parler, cotiser…
>
> FL : Vous discutez des fois des problèmes du quartier ?
>
> M : On est en train de réfléchir pour en faire une association qui va voir, maintenant, comment régler quelques petits problèmes du quartier. Comme on est tous en train d'arriver, on ne connaît pas tous les problèmes… » (*ibid.*)

Nous voyons dans cet extrait que Mariam souhaite s'impliquer dans la vie de son nouveau quartier, et s'intéresse à la manière d'en régler les « petits problèmes ». L'organisation associative lui semble un aboutissement logique. Il est intéressant de constater que le fait que tous les habitants soient nouveaux dans le quartier n'est pas un argument allant à l'encontre de la production d'une réflexion commune sur le quartier – ce serait même le contraire. La coprésence lui semble une base pertinente sur laquelle fonder une forme de communauté politique : le quartier et ses habitants représentent une unité cohérente pour discuter et régler les problèmes. Malgré cela, son discours trahit le fait que cette coprésence constitue peut-être une base nécessaire, mais certainement pas suffisante pour constituer un référent social commun. Dans le cas de Mariam, les cadres sociaux priment sur le cadre spatial : elle cherche avant tout à s'associer aux gens qui lui sont proches socialement. Elle souhaite ainsi « sélectionner » les gens avec qui faire communauté : elle défend, voire se réjouit de la diversité sociale qui prévaut dans son quartier (en fustigeant Ouaga 2000 sur l'aspect social, précisant qu'elle préfère « être avec les gens »), mais souhaite garder le contrôle sur celle-ci. Le cadre spatial ne constitue donc pas une référence magique sur laquelle appuyer un discours collectif. Si les problèmes liés au quartier peuvent être communs à ses habitants – ils sont quasiment tous autant éloignés du centre-ville – y apporter une réponse commune n'est pas évident. Le fait de subir une même inégalité spatiale ne permet pas de se soustraire aux autres inégalités. Ici, le secteur associatif révèle surtout les inégalités sociales préexistantes dans les quartiers. Vu sous cet angle, l'initiative associative de Mariam peut s'apparenter à un moyen de contrôler une partie des ressources et de l'organisation du quartier et d'en assurer la gestion en conformité avec ses intérêts de classe. S'organiser autour des questions spatiales et tenter de construire et de porter dans l'espace public un discours collectif ne résout finalement pas la question de la production du discours : qui peut le produire ? Pourquoi ? Suivant quels intérêts ?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Notre exemple suivant nous permet de creuser cette réflexion. Ici, le discours politique qui donne cohérence à un collectif précède et motive la production d'une communauté d'intérêt spatiale. A Ouagadougou, un intérêt collectif pour les questions spatiales a pu parfois naître d'un mouvement social plus large. C'est le cas par exemple à Silmiyiri, où Georges nous affirme que l'association défendant les intérêts des résidents de son quartier est née dans le sillage de l'insurrection de 2014 :

> « FL : Et est-ce qu'ici, dans le quartier, vous avez déjà eu des réunions avec des habitants pour discuter des choses communes au quartier ? Aménagement ? Assainissement par exemple ?
>
> G : **Oui, parce qu'après les événements d'octobre passé, nous avons vu la nécessité de créer une certaine cohésion au niveau du quartier. Nous avons eu l'initiative de mettre sur pied une association.** Donc, les gens sont venus, et comme il y avait l'arbre à côté, ils sont venus me voir un soir pour savoir s'ils pouvaient tenir une réunion sous l'arbre. » (entretien Georges, Silmiyiri, 17/05/2015)

Dans ce cas, la prise de conscience des intérêts collectifs vis-à-vis des questions spatiales est donc en quelque sorte née du substrat politique du mouvement social de 2014, agissant comme un ferment. Ce dernier a fait apparaître la nécessité de travailler à une « cohésion » du quartier. Concrètement, il s'agit de trouver des solutions à différents problèmes locaux liés à la gestion de l'espace et qui ne sont pas assurés par les services de l'État. En d'autres termes, il s'agit d'une organisation collective des habitants prenant conscience de leur existence en tant que communauté, et conséquemment de leurs intérêts communs *en tant que communauté*, afin d'agir contre les inégalités spatiales qu'ils connaissent :

> « Actuellement, on est en train de finaliser les papiers de l'asso pour avoir le récépissé de l'association, la reconnaissance. C'est l'association « Vivre ensemble », qui va travailler à l'assainissement, etc. On avait même envisagé une liste d'activités : faire du nettoyage, de l'assainissement, de même que certaines structures publiques.
>
> FL : Parce qu'il y avait des manques sur le quartier ? Certaines choses qui n'étaient pas faites ?
>
> G : Oui. Pour pouvoir entreprendre ces trucs de façon officielle, il faut qu'on ait les papiers. Si par exemple, vous dites qu'on va venir nettoyer, il faut vous présenter, vous ne pouvez pas dire "nous, nous sommes une institution en constitution". Mais si vous allez avec le récépissé, c'est encore beaucoup plus crédible. » (*ibid.*) »

En effet, Silmiyiri est un quartier qui a été loti progressivement dans les années 2000, très éloigné du centre-ville et qui souffre d'un déficit d'équipements et de gestion, comme me le rapporte ses habitants. Cette inégalité est donc conscientisée, c'est-à-dire objectivée comme problème social (Cefaï, 1996). Nous remarquons que l'action collective organisée passe par une recherche de crédibilité et une montée en compétence sur les questions administratives qui permettent d'apparaître comme un interlocuteur légitime aux yeux de l'État. Monter une association de quartier permet d'obtenir le « récépissé » qui constitue le véritable acte de naissance politique de Silmiyiri en tant que

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

communauté d'habitants. Georges insiste à plusieurs reprises sur le sérieux de l'organisation de l'association : « on a un bureau de dix-sept membres avec deux commissaires aux comptes » (*ibid.*).

Georges a lui-même accepté de prendre la présidence de l'association, car il est en capacité d'apporter la crédibilité recherchée de par son statut d'ancien fonctionnaire auprès du Ministère de la Santé et de cadre dans une ONG américaine. Différemment du cas de Mariam, cela montre à nouveau que la structuration d'un discours collectif à l'échelle d'un quartier peine à effacer les inégalités sociales préexistantes : ici un notable du quartier prend naturellement la tête de la structure. S'il assure qu'il n'avait pas demandé à prendre la présidence, et que ce sont les habitants qui l'ont « coopté » puis « reconduit comme président » (*ibid.*), cette position n'est pas sans incidence sur l'action de l'association. D'un côté, comme nous l'avons vu, il apporte ses compétences et sa notoriété afin de structurer et crédibiliser la structure : « je leur ai fait le statut, le règlement intérieur » (*ibid.*). De l'autre, l'association ne peut pas fonctionner contre ses propres intérêts, notamment en termes de réputation. Ainsi, il faut noter que Georges souhaite rester très prudent vis-à-vis de la *politique* et ne veut pas que sa position de président conduise à l'identifier comme opposant :

> « Si c'est pas politique, je suis partant, mais si c'est politique… Je ne voudrais pas un jour à intervenir ou à être interprété comme quoi que ce soit. Là, ils m'ont dit que non, ce n'est pas politique, c'est une structure qui va travailler au bien-être, à la cohésion sociale… Quand ils sont venus, pour me rassurer, ils m'ont invité à venir assister, donc, je suis venu, j'ai assisté. Au fur et à mesure, j'ai partagé ma position sur les choses. » (*ibid.*)

En quelque sorte, la dynamique sociopolitique du quartier conduit à faire en sorte que le mouvement social se construisant autour des questions spatiales suit les intérêts des dominants. Comme dans le cas de l'association de Mariam à Bonheur Ville, les logiques d'appropriation spatiale se font sur fond de rivalités sociales pour le contrôle et l'occupation de l'espace (Tissot, 2010). En parallèle, les dominés disposent de moins de ressources permettant un accès à la parole. Au cours de notre enquête, les habitants les plus favorisés (propriétaires, avec un emploi stable et une rémunération globalement correcte par rapport au niveau général) n'hésitent pas à tenir un discours engagé. On peut y voir une liberté de ton, mais également le fait qu'ils occupent une position socio-spatiale suffisamment stable pour ne pas craindre de risquer leur capital. C'est d'ailleurs ce capital qui leur permet de formaliser ce discours, ce qui est difficile pour les habitants du quartier qui n'ont pas eu accès à l'éducation.

Ce constat est peut-être l'une des raisons qui fait que dans les quartiers subissant le plus les inégalités spatiales, avec le plus de dominés en coprésence, les associations peuvent être moins nombreuses et regardées avec méfiance. Ainsi, dans l'entretien collectif que j'ai pu mener avec plusieurs habitants du quartier non-loti de Tingandgo, si les motifs de colère par rapport à leur situation et aux inégalités urbaines – notamment concernant la précarité résidentielle et l'éloignement

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

du centre-ville – étaient nombreux et revenaient parfois avec virulence au cours de la conversation, ils affichaient également une défiance envers les associations – ou les délégués – soupçonnés d'être en collusion avec les politiques. C'est ici le manque de confiance dans les institutions qui pousse les habitants à se tenir éloignés de tout ce qui peut ressembler à un acte politique. Il faut malgré tout insister sur les autres explications de la difficulté d'émergence des associations de défense des résidents : précarité du quartier, plus grand renouvellement des habitants, moindre présence d'individus disposant des compétences requises pour la formation d'une structure collective, etc. L'exemple de Tingandgo démontre que l'inexistence de discours collectifs organisés autour des questions spatiales ne signifie pas l'absence de conscience de ces inégalités, voire de résistances contre celles-ci.

Dans d'autres quartiers, le constat peut être bien sûr différent, et il faut surtout souligner que l'émergence d'une parole publique autour des intérêts spatiaux du quartier dépend de nombreuses contingences qui dépassent la simple situation sociopolitique de ses habitants. Les conditions sont nombreuses à réunir : prise de conscience des inégalités et prise de parole publique et collective sur ce sujet, volonté de structuration, recherche d'un positionnement clair sur la question politique qui donne l'impression à la fois de produire une action efficace et de ne pas détourner les intérêts du quartier, etc. A Nonghin, Christian a décrit sa conscience des inégalités spatiales liées au quartier en même temps que la complexité à faire émerger une parole publique collective. Nonghin est un quartier relativement éloigné du centre-ville, loti à partir de 2006-2007 et qui se construit très rapidement – les chantiers de villas « en dur » sont très nombreux sur place – réunissant des situations sociales très disparates. On trouve des fonctionnaires en accession sociale à la propriété dans la cité au milieu du quartier, des citadins s'installant dans le quartier après y avoir acquis une parcelle, d'ancien habitants du non-loti qui ont pu rester après le lotissement, et des « vagabonds » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015) comme Christian et ses compagnons, qui survivent sur place en gardant des villas en construction, logeant pour un coût modique mais se tenant de fait éloignés des sources d'emplois centrales. Il est compliqué d'y démêler la diversité des intérêts et les différentes situations d'inégalité : c'est la Cité de fonctionnaires[214] qui a par exemple permis l'arrivée de l'électricité dans le quartier. Comme à Tingandgo, Christian constate en tout cas les inégalités spatiales que subit le quartier, et avoue ses désillusions vis-à-vis de l'action publique, notamment quand je lui demande s'il connaît les responsables politiques du quartier :

[214] L'ensemble pavillonnaire d'accession sociale à la propriété pour les fonctionnaires dans le quartier et évoqué plus haut, à ne pas confondre avec le Camp fonctionnaire que nous évoquons par ailleurs, quartier central détruit au cours du projet ZACA.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « C : Dans le quartier, il n'y a rien. Ils ne s'intéressent aux habitants que pendant les élections, hein. Après les élections… Quand il y a les élections, ils viennent nous divertir avec des t-shirts, des casquettes… Ils nous payent un peu de thé. » (*ibid.*)

Il souhaite malgré cela qu'une parole publique sur les inégalités du quartier puisse émerger, et m'explique qu'il a souhaité constituer une association, mais que l'entreprise a échoué devant les divergences d'intérêt :

> « FL : Et est-ce qu'il y a des associations d'habitants dans le quartier, avec qui vous pouvez discuter ?
>
> C : Je n'en connais aucune ! Entre nous, jeunes du quartier, nous avons essayé de mettre en place une association, mais il y a des difficultés avec les habitants du quartier, souvent. Mais ça n'a jamais abouti, parce que les idées divergent.
>
> FL : Parce qu'est-ce qu'ils voulaient, les autres gens, sur le quartier ?
>
> C : Bon, nous avons voulu, comme je vous disais, mettre un peu de salubrité. Je me rappelle, j'avais voulu « l'autre développement ». C'était le nom que j'avais choisi pour notre association. C'est-à-dire que pour moi, le développement, c'était pas les immeubles, les grandes structures, etc. Mais c'était un peu dans la tête. Voilà. Même si on n'a rien, on habite dans un quartier propre, salubre. » (*ibid.*)

La position de Christian est intéressante car, sans emploi et sans domicile fixe, il représente les positions les plus basses parmi les résidents du quartier, mais son niveau d'éducation lui permet de bénéficier des ressources nécessaires à la structuration d'un discours et d'une action collective. Il identifie les problèmes et les réintroduit dans un discours politique plus général – sur le « développement ». Mais son capital culturel ne lui permet pas pour autant de passer outre les divergences propres au quartier. Cela ne signifie pas pour autant que le discours qu'il souhaite rendre public sur son espace se tait devant l'impossibilité de le structurer formellement. Nous verrons par la suite que la parole collective existe malgré tout entre Christian et les autres habitants du quartier, mais à travers des structures plus informelles, sous forme de *texte caché*.

Ces éléments nous montrent bien ce que recouvre l'émergence d'une parole collective sur l'espace : les conditions de production de ce discours dépendent d'un ensemble de ressources – économiques, sociales, culturels, symboliques – inégalement réparties parmi les habitants. Les inégalités conditionnent donc la construction du texte public, et tendent à le rendre conforme aux intérêts des détenteurs des ressources urbaines. Leurs intérêts spatiaux sont nécessairement liés à leurs pratiques et représentations. En définitive, les inégalités de pratiques et de représentations spatiales influent directement sur les inégalités politiques.

Nous avons donc vu ici que l'expression publique de discours liés aux questions spatiales dépend de mécanismes de production des questions publiques qui mettent en jeu des relations de pouvoir et des prises de compétence diverses. Développer un texte public sur les inégalités urbaines dépend ainsi

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

des rapports de force préexistant. Tirer son épingle du jeu dans cette lutte nécessite de disposer et d'user de ressources particulières, afin que l'action collective ne mettent pas en péril les stratégies individuelles développées par les acteurs.

Notre étude nous permet également de noter que le champ des questions urbaines n'est pas pleinement légitimé comme champ d'actions politiques. S'y référer concernant les problèmes sociaux est bien souvent perçu comme inefficace, inapproprié et source de division. L'unité nécessaire à l'émergence d'un discours et d'une action sur les inégalités liées à l'espace produit de fait une identité collective largement fictive, et ne règle pas les questions d'appropriation de l'espace.

La conclusion qu'il nous faut dès lors apporter est que l'expression publique d'un discours sur les enjeux spatiaux relève d'un processus complexe et n'élude pas d'autres problèmes sociaux sous-jacents, ce qui complique encore sa production. Ce constat doit nous pousser à relativiser l'importance du texte public pour l'analyse de la perception des inégalités : si les habitants se révoltent peu concernant les inégalités d'accès à l'espace urbain, cela veut-il dire qu'ils ne le souhaitent pas ?

Ce chapitre nous aura donc permis d'effectuer un tour d'horizon des différentes manières de s'associer collectivement autour de questions spatiales, ou du moins sur des bases communautaires liées à l'espace (associations de quartier). Nous avons donc vu que ce type d'actions visant à construire une identité collective revient à produire une représentation plus ou moins fondée de cette identité. Cette représentation doit permettre de justifier la légitimité à « être-là » : la création d'un récit spatial supporte la lutte. Mais encore faut-il prendre conscience qu'il existe une lutte autour de l'espace. Une expérience comme celle vécue par les habitants expulsés par le projet ZACA produit en tout cas plusieurs effets. Elle permet tout d'abord de prendre conscience que l'espace apparaît comme un enjeu, faisant l'objet d'une lutte d'appropriation : l'espace est politique, et le rapport doit être repensé comme tel. Mais elle permet aussi de se rendre compte que le rapport à l'espace constitue un ensemble de ressources qui permet de se positionner dans cette lutte et d'élaborer des stratégies. Le rapport de force est largement dépendant de la capacité à mobiliser efficacement ces ressources (économiques, politiques, spatiales, symboliques, mémorielles, etc.).

Parvenir à créer une identité commune consciente d'elle-même et des ressources dont elle dispose ne suffit pas si elle échoue à porter l'enjeu dans l'espace public. Il s'agit de se saisir collectivement du problème, de l'objectiver sous forme de problème public et d'organiser les ressources autour. Faire émerger un problème public, *a fortiori* en régime semi-autoritaire, nécessite une maîtrise des acteurs

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

et des échelles de pouvoir qui doivent permettre d'éviter une confrontation directe avec l'État qui peut s'avérer inégale. A nouveau, il s'agit de mobiliser des ressources pour appuyer une légitimité citadine.

Cette visée stratégique qui passe par une maîtrise des jeux d'acteurs et d'échelle se retrouve également dans les autres associations que nous avons eu l'occasion d'aborder au cours de ce chapitre, en particulier le MSP. DROL et « Sauvons Niongsin ». Engager une montée en compétence permettant de gagner en efficacité nécessite de ménager les acteurs, et oblige *in fine* à accepter le cadre fixé par l'État. Mais précisément, le flou du cadre de négociation autour des questions spatiales permet de contourner le niveau étatique pour trouver appui et légitimité à d'autres niveaux (international pour le MSP.DROL, coutumier pour « Sauvons Niongsin »). C'est à cette gymnastique que se livrent les mouvements d'habitants, qui doivent apparaître comme un acteur légitime dans le débat public pour défendre efficacement leur position, tout en sachant que les règles du jeu mises en place par le pouvoir ne leur sont pas favorables.

La structuration progressive d'un problème public autour des questions spatiales se remarque en tout cas à travers l'adaptation des acteurs : les habitants de Niongsin, prenant notamment appui sur les événements liés à la ZACA, et le débat public porté à ce moment par les expulsés, tentent d'anticiper l'action étatique et l'évolution des normes pour sauvegarder leur espace en valorisant au mieux leurs ressources. Là aussi, l'acceptation du cadre du débat public fixé par l'État, en combinant par exemples logiques *pro-growth* et *pro-poor*, semble être vue comme un gage d'efficacité. Mais on peut également la voir comme une réappropriation des discours légitimés par l'État au profit des habitants.

Enfin, ce chapitre nous a permis de constater que les habitants qui parviennent au mieux à prendre conscience des enjeux spatiaux et à défendre le plus efficacement leurs intérêts (notamment à travers l'engagement associatif) sont les habitants issus des catégories supérieures. Ils disposent des ressources nécessaires à la structuration d'un discours et d'une stratégie sur leur espace urbain, et cherchent surtout à éviter la confrontation avec le pouvoir qui risquerait de remettre en cause leurs ressources. Mais les engagements autour des questions spatiales relèvent malgré tout de dynamiques collectives complexes, et l'association offre toujours un support qui permet d'y adosser des discussions politiques, même quand ce n'est pas son but premier. De tels mouvements permettent d'objectiver les questionnements collectifs en les transformant en problème public. Dans notre prochain chapitre, nous allons nous pencher sur ces manières de produire du sens politique en évitant de se dévoiler sur la scène publique, et en évitant la confrontation avec l'État.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 9 : Texte caché : espaces interstitiels de la parole politique et droit à la ville de fait

Si nous avons fait le constat que discours publics autour des inégalités et injustices spatiales sont finalement peu nombreux, restreints à des groupes ou des situations limitées, cela n'épuise pas le champ du politique. En effet, une approche *du* politique ne saurait se réduire à *la* politique, même si l'approche moniste des régimes africains a longtemps limité la portée des études politiques poussées sur ces terrains (Bayart, 1981).

Il importe désormais de juger le rapport du politique à l'espace dans la société burkinabè *par le bas*, ce qui nécessite d'élargir le champ de la politique. Méthodologiquement, nous nous poserons à nouveau la question de la traduction spatiale de cette politique hors-champ. En effet, les espaces sociaux de la résistance ne sont pas nécessairement les espaces dédiés de l'espace public, comme nous l'avons esquissé plus haut.

Nous nous interrogeons donc sur les réactions aux situations spatiales potentiellement inégalitaires de la part des acteurs, et en particulier des groupes sociaux dominés, n'ayant pas ou peu accès à une parole publique. Ce sont donc les pratiques politiques subalternes qui constitueront notre point d'appui sur ce chapitre, en poursuivant notre lecture en termes de texte public/texte caché (Scott, 2008). La question qui demeure finalement est celle de « la nature de la part de ces acteurs subordonnés dans la production sociale » (Bayart, 1981 : 80), c'est-à-dire en d'autres termes leur part d'autonomie. De cette question dépendent les conditions d'un passage du texte caché au texte public, c'est-à-dire en termes pratiques de la tactique à la stratégie (De Certeau, 1990).

In fine, c'est donc la capacité plus ou moins autonome des groupes dominés à produire et utiliser leur propre grammaire de l'espace, à même de leur permettre d'écrire une histoire propre, en se gardant de la grammaire du pouvoir (Bayart, 1981). En somme, en nous interrogeant sur les pratiques de résistances *par le bas* et sur leur degré d'autonomie, nous poursuivons notre réflexion sur le rôle des habitants dans la construction d'un espace social de la domination.

Pour ce faire, nous prendrons dans un premier temps le temps de rappeler le cadre de réflexion de Scott, de le mettre en perspective et nous nous demanderons dans quelle mesure il peut s'adapter au terrain ouagalais (partie 1). Puis partant des espaces interstitiels de la parole politique que l'on y rencontre (2.1), nous tenterons de proposer une définition élargie du politique à Ouagadougou qui permette de rendre aux habitants leur part d'autonomie dans la production de leur espace (2.2). En

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

somme, en cherchant à définir des modes populaires de production et de discussion sur l'espace, il s'agit d'affirmer de nouveau la dimension politique de l'espace.

1. Du texte caché à l'infrapolitique

Dans cette partie, nous allons tâcher d'explorer le politique dans un sens plus large, d'en élargir la focale. Il s'agit ici de présenter ce qui peut s'apparenter à un paradoxe : alors que l'espace est producteur d'inégalités, et que la question politique en général, et la lutte politique en particulier, sont vivaces à Ouagadougou, les discours structurés autour des questions spatiales sont difficilement audibles. Il nous faut donc tenter d'explorer les contradictions du politique à Ouagadougou, ce qui doit nous amener à en redéfinir les contours.

1.1. « Le petit théâtre des dominés » (Scott, 2008)

Par définition, le texte caché est difficile à lire : « la recherche d'un "vrai" texte caché est essentiellement une fausse piste, parce qu'au sein d'un groupe de dominés développant un texte caché spécifique, il y aura des relations de pouvoir, qui tendront à réprimer et à faire taire certaines opinions, créant ainsi un autre texte caché structuré par d'autres rapports de domination » (Scott, 2008). L'émergence d'une action collective dépendra du partage plus ou moins important d'un même texte caché. Autrement dit, il dépendra notamment d'une communauté d'expérience des dominés urbains. Ainsi, à Ouagadougou, l'absence d'action politique structurée autour de la question de l'accès à la ville ne signifie pas l'absence de *désaccord* avec le modèle imposé, mais peut s'expliquer par la structuration complexe des échelles de pouvoir, la difficulté à mobiliser le capital suffisant à la maîtrise de celles-ci, ou de manière générale, la trop grande dispersion des intérêts et des rapports de subordination pour constituer une conscience collective autour des enjeux de la ville. Les rapports de domination et les échelles de pouvoirs urbains sont tels qu'aujourd'hui, l'acceptation de la situation, la soumission, l'adaptation ou la négociation individuelle apparaissent comme le moyen le plus efficace au citadin ouagalais pour atteindre ses objectifs dans son rapport à la ville : l'action collective n'est pas envisagée soit parce que le citadin la juge inefficace, voire dangereuse, soit parce qu'il ne dispose pas du capital social et spatial nécessaire qui lui permettrait de se rendre compte de sa *puissance*. A Ouagadougou, l'action collective est perçue comme une confrontation directe avec l'État,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

nécessairement violente pour imprimer une pression suffisante dans le rapport de force avec un régime semi-autoritaire et largement autocratique jusqu'à la Révolution d'octobre 2014. Mais les entretiens nous montrent que la sphère politique et le pouvoir d'État ne semblent pas liés directement avec la gestion du foncier (notamment dans les quartiers périphériques). Les stratégies d'évitement sont donc privilégiées dans la construction des stratégies individuelles d'accès à la ville, sans qu'elles ne fassent l'économie d'une confrontation avec le pouvoir politique, par exemple au cours des opérations de lotissement.

De telles hypothèses se sont imposées progressivement au cours du travail de terrain. En effet, j'ai, dans un premier temps, constaté la difficulté à « trouver » un discours structuré sur les inégalités spatiales et la mobilisation des registres du juste et de l'injuste concernant l'urbain chez les habitants. Mais plusieurs points m'ont amené à reconsidérer la conclusion hâtive d'une absence de rapport politique à la ville :

- Les inégalités d'accès à l'espace existent de fait, comme nous avons eu l'occasion de le voir au cours de nos chapitres précédents.
- L'échelle des pouvoirs est complexe à saisir et rend peu lisibles les relations de pouvoir effectivement en jeu.
- Ma propre position de chercheur face aux enquêtés (cf. également l'encadré ci-dessous) : si je reste une personnalité a priori *extérieure* aux relations de domination liées à l'espace, les comportements des dominés entre eux diffèrent sensiblement de ceux des dominés par rapport aux dominants. Scott parle notamment de « rituel de déférence » du dominé face au dominant. Au cours de mon enquête, ai-je rempli les conditions nécessaires à l'accès au discours que tiennent les dominés entre eux ? Rien ne me permet de l'affirmer, d'autant plus que ces réflexions s'étant présentées à moi au cours de l'enquête, je n'ai pas pu mettre en place de méthodologie spécifique visant à accéder à ce discours.
- En conséquence, il apparaît difficile de reconstituer la *scène publique* sur laquelle pourrait se résoudre la « situation de pouvoir » à l'œuvre dans le partage de l'espace à Ouagadougou.

Dès lors, l'intérêt d'une analyse en termes d'infrapolitique est d'aborder les questions spatiales en termes stratégiques, et surtout de replacer ces stratégies dans les relations complexes de domination à l'œuvre. De plus, une telle approche écarterait l'hypothèse d'un déficit de *capital spécifique à l'urbain* qui expliquerait l'absence de production d'un discours politique collectif sur la ville, alors que notre étude des pratiques et des représentations tendrait à démontrer le contraire, c'est-à-dire la maîtrise d'un capital urbain de base par la plupart des habitants quel que soit leur localisation, leur histoire résidentielle ou leur milieu social.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Encadré 11 : La position du chercheur et l'accès au texte caché

La question de ma propre position de chercheur reste fondamentale dans l'accès au texte caché. J.C. Scott souligne d'ailleurs les difficultés d'accès au texte caché, celui-ci ne se présentant jamais à l'état brut : comment avoir accès à ce qui reste confiné ? Si nous avons évoqué le risque du « rituel de déférence » qui serait induit par ma position supposée de domination sociale vis-à-vis de l'enquêté – en tant que chercheur français – il faut surtout souligner que l'accès au texte caché peut énormément varier selon le degré de confiance, lui-même extrêmement variable, qui s'établit entre l'habitant et moi-même. J'ai eu l'occasion d'entrer en contact avec les enquêtés de manière très diverse, et ce contact a pris des formes différentes en termes de communication et de cordialité. Dans la grande majorité des cas, j'ai sollicité les habitants directement via un *porte-à-porte*, ce qui pouvait être ressenti comme une intrusion, même si je prenais soin de laisser la plus grande liberté de refus. Non prévenus de ma venue et ne comprenant pas forcément les véritables raisons de ma présence, malgré mes explications, il est normal qu'ils fassent preuve de méfiance ou de retenue. Dans d'autres cas, j'ai profité d'un premier contact pour prendre rendez-vous, ce qui permettait à la relation de franchir un palier au moment de l'entretien – nous nous connaissions déjà, en quelque sorte. Enfin, j'ai parfois mené des entretiens avec des personnes dont j'avais eu le contact par mes propres connaissances, qui pouvaient servir d'intermédiaires plus ou moins directement, voire être enquêtées elles-mêmes (dans deux cas). Il est évident que la nature de la relation chercheur/enquêté n'est pas la même quand j'ai été mis en contact par un intermédiaire de confiance, où quand je connais préalablement l'enquêté.

Ces différents degrés de proximité, s'ils ont pu peut-être poser des problèmes de connivence dont mon travail ne saurait être entièrement exempt, m'ont surtout permis d'avoir accès à des paroles plus ou moins libérées. Faut-il pour autant considérer que cela m'a permis d'avoir un accès plus aisé dans certains cas au texte caché ? Cela dépend d'une part de la conscience chez l'enquêté de ma propre position éventuelle de dominant (pas forcément corrélée à ma proximité avec celui-ci) : le texte énoncé face à un dominant supposé – mais a priori extérieur aux questions urbaines – peut-il être un texte caché ? Il faut également souligner que ma supposée *extériorité* n'est pas toujours si claire : de nombreux habitants interrogés supposaient plus ou moins ouvertement que j'avais un pouvoir d'influence quelconque sur leurs problèmes. Il m'est souvent arrivé en cours d'entretien que l'on me demande de *faire remonter les problèmes* – sans qu'il soit possible de préciser à qui – ou que l'on m'interroge en fin d'entretien sur les *suites* de mon travail – est-ce qu'avoir répondu va permettre d'*améliorer les choses* ?

En outre, il n'est pas dit que la confiance étant acquise et la parole libérée, le texte caché ne se dévoile si facilement et lisiblement. Il ne faudrait pas supposer que ce que nous appelons « texte caché » constitue un corpus précisément défini et délimité, consciemment énoncé comme tel, s'opposant nettement à un autre corpus tout aussi défini que serait le « texte public ». La frontière entre les deux n'est pas si nette, et dépend largement des circonstances de l'énonciation, de la position occupée à un moment donné par l'enquêté, de l'état des rapports de forces politiques à cet instant, ou encore du rapport au récepteur du discours. En définitive, il revient ici au chercheur de comprendre ce qui apparaît comme un texte caché, c'est-à-dire un *infratexte* qui percerait sous un discours de façade, mais également de comprendre les conditions sociales particulières qui lui donnent forme et la légitimité accordée à chacun des textes. Il est essentiel d'assumer cette subjectivité : c'est ici le rôle du chercheur, non pas d'énoncer, mais de donner à lire ce texte caché, en replaçant le discours de l'enquêté dans son contexte individuel – à travers les questions de l'entretien semi-directif, mais aussi des matrices biographiques – et collectif – par la connaissance du contexte global dans lequel s'énonce le discours.

De manière générale, il convient de répéter que la publicisation du texte caché dépend d'un ensemble de conditions ayant trait à la nature du dispositif à l'intérieur duquel – voire contre lequel – celui-ci se développe, mais que le chercheur ne saurait qu'effleurer et dont il ne saurait rendre compte

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

que partiellement. Il convient également d'ajouter qu'au moment où se diffuse un texte public venant des dominés, celui-ci ne correspond pas automatiquement au texte caché : son énonciation dans l'espace public est également conditionnée par les structures particulières de celui-ci et les formes de son énonciation et de l'énonciateur.

Le concept de *fausse conscience* défendu par Gramsci ou Bourdieu suppose que les dominés sont aliénés par l'hégémonie culturelle des dominants, et en viennent à croire que leur position est naturelle et juste. Scott critique cette position, en insistant notamment sur le fait que la conflictualité loin d'être évincée par cette acceptation, reste très présente dans les sociétés très hiérarchisées. Il faut au contraire s'étonner que les dominés se révoltent si souvent alors que le rapport de force leur est très défavorable et leurs chances de succès quasi nulles. Les théories de l'aliénation ne feraient que surinterpréter le texte public et négliger le jeu des dominés. Il faut retenir de cette approche que la formation du discours contre-hégémonique et les contestations du pouvoir peuvent n'être que partiellement conscientes, et jamais entièrement spontanées (Ciavolella, 2013).

Les résistances indirectes et diffuses des dominés sont difficiles à discerner et à évaluer, car leur nature même fait, d'une part qu'elles ne laissent que peu de traces étudiables, et qu'elles ne sont d'autres part jamais perçues comme politiques. C'est ce que Scott nomme l'infrapolitique des dominés. Elle relève d'une logique stratégique de la part des dominés, la fuite de la confrontation avec le pouvoir permettant de jauger celui-ci, d'éventuellement tester ses faiblesses et de tenter de deviner son propre texte caché.

L'un des reproches que l'on pourrait adresser aux analyses infrapolitiques est leur vision très extensible de la politique : tout acte devenant potentiellement porteur de résistance, comment dès lors analyser le passage à l'acte politique ? Scott résout cette contradiction en affirmant qu'il s'agit ici de privilégier une approche en termes d'autonomie ou de dignité, qui diffère des problèmes liés aux conditions matérielles. Une analyse des « conduites fugaces » des dominés permettrait ainsi d'éviter de « prendre abusivement pour le fin mot de l'histoire ce qui ne relève en fait que de la seule tactique » (Scott, 2008 : 12). Plutôt que de développer une approche *uniforme et étendue* de la politique, l'approche de Scott refuse de produire une analyse *uniforme et étendue* de la relation de pouvoir, et d'en faire ressortir les contradictions, les tensions, les postures : « rarement un [dominé], individuellement et encore moins en groupe, n'est entièrement soumis ou entièrement subordonné » (Scott, 2008 : 209). Il s'agit de faire une analyse *spectrale* des divers degrés de résistance, qui déplace la réflexion sur l'action vers le champ de la tactique. Dans ce cadre, les évitements et tentatives fugaces et détournées de résistance constituent le cœur de la confrontation entre dominants et

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

dominés, et non les désaccords frontaux et violents. Cette analyse nous permet de reconsidérer sous un jour nouveau notre approche des pratiques et représentations urbaines. Il faut considérer les affrontements violents autour de questions spatiales tels que le mouvement contre le projet ZACA comme la partie immergée de l'iceberg de la résistance habitante, l'événement étant à la fois visible et rare.

Si l'on pourrait être tenté de penser que « sans intention de résister, pas de résistance » (Fegan, 1986), nous prendrions le risque de considérer le concept de résistance de manière trop rigide, alors qu'il se laisse facilement déborder par la vitalité de ses actes. Il est finalement très difficile de définir ce que l'on entend par *résistance*, d'autant que « ce qui n'est pas d'abord considéré comme résistance par les acteurs ou les observateurs peut fort bien être perçu comme tel plus tard » (Pinet, 2017 : 37). Il est d'ailleurs dans ce cadre difficile de définir à quel point les résistances infrapolitiques sont conscientisées par les habitants : « en dehors de situations de rébellion caractérisée, il est d'ailleurs dans l'intérêt même des groupes dominés de contribuer à renforcer ces apparences hégémoniques » (Scott, 2008 : 12).

De manière générale, à Ouagadougou, l'espace politique public est abordé avec prudence. La méfiance, voire la défiance, envers le monde politique semble un trait fort partagé par les habitants, toutes couches sociales confondues. Et parfois, les modes de règlement des problèmes et le monde politique sont opposés, comme nous pouvons le lire dans cet extrait de l'entretien avec Amina[215], mère au foyer qui habite dans le quartier non-loti de Toudoubweogo :

> « Y'a une association dans le quartier, mais c'est une association politique seulement. C'est pas les problèmes du quartier. » (entretien Amina, Toudoubweogo, 27/05/2015)

Cet extrait énonce très clairement un propos qui revient souvent indirectement chez plusieurs habitants : régler les problèmes du quartier et faire de la politique sont deux choses différentes, voire antinomiques. Autrement dit, les problèmes du quartier ne seraient pas des problèmes politiques. Ce constat ne signifie pourtant pas que les habitants n'agissent pas politiquement à l'échelle de leur quartier. Les mouvements populaires éclatant ponctuellement dans les quartiers – lors des opérations de lotissement, par exemple – sont là pour le prouver : ils ne sortent pas de nulle part mais révèlent au contraire une structuration politique collective se faisant en amont selon des mécanismes échappant à l'observateur non-averti, car d'apparence non-politique. Comme le résume J.C. Scott : « Tant que notre conception de ce qu'est la politique se réduit aux activités déclarées ouvertement,

[215] Propos en *Moore* traduits simultanément par son jeune fils, si bien qu'il est difficile de dire si ces propos peuvent être complètement attribués à Amina ou à son fils.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

nous sommes amenés à conclure que les groupes dominés n'ont pas de vie politique, ou bien que la vie politique qu'ils peuvent avoir se borne aux mouvements exceptionnels d'explosion populaire. Une telle perspective manque l'immense terrain idéologique qui s'étend entre l'inertie et la révolte et qui pour le meilleur et pour le pire, constitue l'environnement politique des classes assujetties. C'est se concentrer sur l'arbre visible du politique et ne pas apercevoir la forêt qui s'étend au-delà » (Scott, 2008 : 216).

Dès lors, par quel biais se construit la résistance que nous sommes bien obligés de désigner comme politique ? Il s'agit pour nous ici de trouver en quelque sorte *l'espace public caché*, c'est-à-dire le sous-texte politique d'un espace public d'apparence apathique ou conciliant envers le pouvoir. Nous avons vu que cette notion d'espace public était à replacer dans le contexte d'un État semi-autoritaire à l'expression politique d'apparence relativement verrouillée, au moins jusqu'aux mouvements ayant donné naissance à l'insurrection de 2014 (en rappelant que les questions spatiales n'ont, contrairement à d'autres, pas fait irruption sur la scène publique à ce moment-là). J.-P. Laurent estime que les discours publics sont fortement atténués par le contexte de la société coutumière mossi qui combine « un pouvoir très inégalement réparti, des contre-pouvoirs nombreux et une saturation de la scène visible du politique par l' "idéologie de l'entente" » (cité in Hilgers, Mazzocchetti, 2010). Nous pouvons considérer que le mode de règlement des conflits spatiaux constitue une sorte de récit dominant qui conditionne les formes d'engagement et les discours. Il n'en reste pas moins que le discours sur l'insatisfaction politique vis-à-vis de l'espace existe et transparaît dans les paroles des habitants, mais celui-ci se structure et s'échange par *ruse*, c'est-à-dire par « soumission feinte au projet d'entrée » (*ibid.* : 87).

1.2. Un espace social saturé de politique

Il est important de préciser que la parole sur la politique reste libérée à Ouagadougou, tout du moins au cours des entretiens. Il n'y a pas de déférence apparente envers le pouvoir, qui pourrait expliquer les mobilisations limitées sur les questions spatiales. La parole politique fait partie de la vie quotidienne, et elle conforte souvent l'idée de discrédit du politique que nous avons déjà pu évoquer. Ousseynou, par exemple, ne mâche pas ses mots :

> « C'est une mafia qui régente nos vies. C'est des bandits ! Une mafia qui se fait de l'argent sur notre dos. […] Je crois que nos politiques ont perdu le nord. » (entretien Ousseynou, 11/05/2014).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Si les expulsés de la ZACA peuvent nourrir un ressentiment légitime vis-à-vis du pouvoir, ils sont loin d'être les seuls à s'exprimer ainsi. La critique de la classe politique est fréquente : « ils nous ont volé, je vous le dis, on a pillé Ouagadougou ; les politiques après Sankara[216] ont bouffé l'argent, ils ont fait de la merde ! » (entretien Hermann, Songnaaba, 01/05/2014) ; « ils font rien, ils ont jamais rien fait […] ils se remplissent les poches seulement […] Moi, je ne fais pas la politique ; je ne les aime pas, les politiciens, ce sont des grugeurs et des menteurs » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016) ; « les politiciens ne viennent que pour blaguer, ils se foutent de nous » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015). Si le discrédit des hommes politiques n'est pas forcément généralisé, il est en tout cas exprimé sans gêne particulière, avec animosité ou dérision. Ce ne sont pas les possibilités de formulation de la critique politique qui expliquent le manque de mobilisations collectives.

De manière plus précise, les commentaires critiques sont également courants chez les habitants concernant directement la gestion de l'espace :

> « L'ancien maire, il s'occupait des parcelles, c'était le deal, quoi ; c'était le grand marché de la corruption, tu vois ; un maire avec 40, 50 parcelles… Ils étaient déjà tous au pouvoir, et aujourd'hui c'est les mêmes » (entretien Hervé, Bonheur Ville, 08/04/2016).

La critique de la politique témoigne d'un désaveu des hommes politiques, et d'un fatalisme concernant l'alternance (« c'est les mêmes »), mais qui doit surtout être lu comme une séparation claire entre le jeu politique et la vie quotidienne : si l'espace urbain peut être le théâtre de manœuvres politiques, de corruption ou de flatterie électorale, les problèmes qui lui sont propres ne semblent pas pouvoir être réglés par les politiciens. La gestion de la ville est bien perçue comme un enjeu politique : « la ville est à l'image des hommes politiques, c'est dommage, quoi… » (*ibid.*). Et au-delà, les habitants sont souvent conscients des causes politiques des inégalités spatiales :

> « On a construit chacun "sauve-qui-peut", chacun dans un non-loti, n'importe où, en attendant que vienne le lotissement… Ce sont les maires qui ont "gâté"[217]. Quand il y a un lotissement, un maire va prendre cinquante parcelles pour lui seul. Et il est assis. Pendant ce temps, les gens n'arrivent même pas à s'en sortir. » (entretien Hermann, Songnaaba, 01/05/2014).

Les questions de corruption et de prévarication à travers la gestion du foncier par les dirigeants politiques ne concernent pas que les lotissements. Ainsi, Gervais, de Rimkièta, ne se fait pas d'illusions sur les politiques présidant à la constitution de zones inondables dans son quartier, qui risqueraient de conduire à son éventuelle éviction :

> « FL : Ils ont dit qu'ils allaient vous déguerpir ici après les inondations ?

[216] Thomas Sankara (1949-1987), président anti-impérialiste du Burkina Faso de 1983 à 1987 (cf. chapitre 2).
[217] « qui ont gâché les choses », *NdA*.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> G : Voilà, en septembre 2009. On a eu chaud. Ils ont mis des bornes pour délimiter ceux qui doivent partir…
>
> FL : Tu es dedans ?
>
> G : Oui, je suis dedans. Mais ça à ce moment que j'ai compris que c'est des trucs politiques, quoi. Ils vont nous déguerpir, dire qu'ils vont nous dédommager, et puis après, prendre le lieu et vendre ça à des multinationales, ou bien des richards. » (entretien avec Gervais, Rimkièta, 17/04/2016)

Cela ne concerne pas uniquement les stratégies d'accumulation illégale à travers la politique spatiale, mais peut également porter plus précisément sur la mise en place de réseaux clientélistes locaux :

> « Je sais qu'il y a des politiciens qui se font nommer délégués du quartier, vous voyez un peu… Mais là, c'est pour mobiliser les gens pour la politique, quoi. » (entretien Mariam, Bonheur Ville, 13/04/2016)

Les habitants des quartiers non-lotis expriment également leur conscience de leur position spatiale subalterne :

> « Nous sommes déçus, le gouvernement ne nous considère pas. Si c'est pas les élections, ils ne viennent rien faire pour les gens. Mais les maisons ici, c'est pas le gouvernement qui a fait ça. La lumière aussi, c'est nous. […] Avant les élections, ils viennent blaguer, mais ils ne font rien après. […] Le maire, le problème du non-loti, ça ne le regarde même pas. Aux élections, il vient, il dit "on va partager cette année, cette année, on va vous donner les parcelles". Mais si les élections passent, c'est fini, seulement. Après les élections, ils ne viennent plus, ils s'en foutent de nous. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015).

Il semble donc que les inégalités spatiales soient visibles dans le quotidien, conscientisées, et que leur origine politique soit assez clairement identifiée. Il apparaît donc difficile d'expliquer la faible importance des mobilisations politiques autour des questions spatiales par une méconnaissance des mécanismes qui leur donnent naissance. Par contre, les solutions à apporter à ces problèmes liés aux intérêts des classes dirigeantes ne semblent pas passer pour les habitants par ce même niveau.

Il convient également de rappeler qu'au-delà de la simple parole, l'espace urbain est considéré comme un lieu politique à travers les pratiques des habitants. Le discours sur la ville chez nombre d'entre eux, en particulier ceux ayant participé à l'insurrection d'octobre 2014, révèle une topographie politique de la ville. J'ai systématiquement interrogé les enquêtés sur les lieux qu'ils feraient visiter à Ouagadougou à un étranger leur demandant de lui faire découvrir la ville : nombreux sont ceux qui citent les lieux emblématiques de la Révolution. Il en est ainsi de Pauline, qui tient un kiosque à café à Wemtenga et qui a participé aux événements :

> « FL : Ok. Si un étranger venait te voir à Ouaga et te demande « montre-moi un peu Ouaga, fais-moi visiter », tu vas lui montrer quoi ?
>
> **P : L'Assemblée Nationale !**
>
> FL : Pourquoi ? Pour montrer la trace de la Révolution ?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

P : Si.

FL : Et d'autres endroits ?

P : L'ancienne maison du petit frère de Blaise président[218] ! » (entretien Pauline, Wemtenga, 05/05/2015)

C'est également le cas de Boubacar et Bernard, résidents de la Trame d'accueil et de Baskuy et anciens expulsés de Zangouettin :

« Bo. : On montrerait les restes de l'Assemblée !

Be. : Les restes de l'Assemblée. Pour lui parler de l'insurrection populaire. Effectivement, c'est une zone à montrer. » (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015).

Christian, de Nonghin, cite également l'Assemblée, en la reliant aux événements d'octobre 2014, mais en lui redonnant également ses autres significations politiques :

« La première des choses que je vais lui montrer, c'est l'Assemblée nationale. Je vais lui dire : "tiens, regarde, c'est ici qu'on vote toutes les lois du Burkina".

FL : Même maintenant qu'elle est brûlée ?

F : Oui, oui. Je vais lui montrer l'Assemblée nationale, je vais lui montrer le Musée national. Je vais lui montrer Ouaga 2000, la Maison du Peuple, la Place de la Révolution. Je vais lui raconter un peu l'histoire de chaque endroit et je vais lui montrer le Palais présidentiel. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Il cite un ensemble de lieux, pas forcément politiques (le Musée national ne revêt pas de significations politiques particulières) ; si Ouaga 2000 ou la Maison du Peuple peuvent être des lieux porteurs de sens politiques, ils ne sont pas nécessairement cités à cet escient ici. Christian entend en tout cas les replacer dans leur contexte historique, ce qui constitue une appropriation forte de la ville dans son ensemble par cet habitant qui malgré tout n'y est pas né, y vit dans un quartier très excentré, voire marginal, et y est sans domicile fixe.

Tout ceci nous révèle une topographie politique de la ville[219]. Cette dernière apparaît aux yeux des habitants comme un espace saturé de symboles politiques : elle est pour ses habitants un lieu où se

[218] La maison de François Compaoré, petit frère de Blaise Compaoré, située sur le boulevard Charles de Gaulle, a été pillée et incendiée pendant l'insurrection. Elle reste aujourd'hui un véritable lieu de mémoire symbolique des événements : on peut acheter dans la rue ou dans les marchés des DVD contenant des images du pillage de la maison, et de jeunes hommes proposent d'en faire visiter les ruines à l'entrée moyennant participation (les habitants de Tingandgo que j'ai interrogé en font notamment partie). François Compaoré, considéré comme le principal conseiller de l'ombre de l'ancien Président, et son possible successeur, concentrait une grande part de la rancœur populaire au moment de l'insurrection de 2014.

[219] Et il serait très intéressant de nous demander les éventuelles évolutions de cette topographie politique de la ville liées à l'insurrection de 2014. Comme nous le voyons dans cette partie, les entretiens nous dévoilent quelques indices à ce sujet (montrer l'Assemblée nationale en ruines à un étranger pour transmettre la mémoire de la Révolution), mais d'autres éléments pourraient être soulignés : ainsi, l'ancienne maison de François Compaoré (cf. note précédente) ne semblait pas avoir une importance particulière avant l'insurrection, et désormais s'est pleinement insérée dans cette topographie politique de la ville. Elle est devenue emblématique

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

résolvent des tensions politiques. Et il s'agit finalement d'une caractéristique d'importance dans leur imaginaire urbain : dans une ville pauvre en lieux emblématiques, citer les lieux chargés de sens politique démontre que le lien entre l'espace et la politique est ressenti *naturellement*. Accessoirement, il apparaît clair que ces signes politiques sont concentrés en centre-ville (ou à Ouaga 2000). L'insurrection a permis à de nombreux habitants de s'approprier de nouveau la topographie politique de la ville. Tous ceux qui y ont participé se sont retrouvés à des endroits précis (la Place de la Révolution, l'Assemblée nationale (fig. 37), les maisons du frère du Président (fig. 38) et des dignitaires du régime, le Palais présidentiel de Kossyam à Ouaga 2000) et ont également pu mesurer que c'était en centre-ville que *les choses se passaient* concernant la politique. Christian s'y est rendu alors qu'il faut deux heures de marche à pied, les jeunes de Tingandgo y sont allés à vélo (mettant probablement près de 40 minutes pour y arriver).



Figure 37 : L'Assemblée nationale en ruines à Ouagadougou, juin 2015 (photo : P. Tisné-Versailles)

par la charge symbolique qu'elle renfermait (associée à l'éminence grise du Président, et plus particulièrement à la mort du journaliste Norbert Zongo, symbole national, qui y aurait été torturé), mais aussi par son rôle au cours des événements (plusieurs manifestants sont morts sous les balles de l'armée devant cette maison lors de l'insurrection).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



Figure 38 : Le sac de la villa de François Compaoré, alors en fuite au Bénin, à Wemtenga, le 31 octobre 2014, au cours de l'insurrection qui a entraîné la chute du régime de son frère Blaise Compaoré (photo : Joe Penney, Reuters)

Marthe, jeune infirmière de Dagnoen, n'a pas participé à l'insurrection, mais en pratiquant la ville par la suite, et notamment en fréquentant les lieux où celle-ci s'est déroulée, elle a constaté cette cartographie particulière, et l'exprime avec évidence :

> « J'ai vu que l'Assemblée a été brûlée, en allant vers le Grand marché. Ils ont saccagé beaucoup de choses, ils ont brûlé les maisons des gens… Ici, il n'y avait rien. » (entretien Marthe, Dagnoen, 18/06/2015)

Si les discours collectifs concernant les inégalités spatiales sont donc difficilement audibles à Ouagadougou, la ville apparaît bien en tout cas comme un objet politique, et le premier mouvement collectif de masse a permis de confirmer que la plupart des habitants en avaient pleinement conscience, quel que soit leur histoire résidentielle ou leur condition socioéconomique : les citadins semblent répondre à une cartographie politique *instinctive* de l'espace urbain.

Toutefois, il faut noter que les espaces sociaux de la résistance se déploient dans la vie quotidienne, alors que les espaces politiques symboliques que nous venons d'évoquer se rapportent à des événements exceptionnels : très peu de monde fréquentent régulièrement ces espaces.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.3. L'évitement de la politique ?

Nous avons vu en début de chapitre que la distance que mettent les habitants avec la « politique » ne signifie pas leur inaction. Il s'agit pour nous de comprendre ce qu'ils entendent réellement par ce terme. Dans ses propos, Bernard, de la Trame d'accueil, qui s'était pourtant activement impliqué dans le mouvement des résidents contre les expulsions du projet ZACA et avait participé à la fondation de l'ABRETAO, avait exprimé un rejet profond de la politique qu'il avait résumé ainsi : « c'est difficile, ici, de faire la part des choses entre le politique et le social » (entretien collectif, Trame d'accueil, 10/05/2015). Outre son engagement au moment du déguerpissement, il développe avec ses compères de la Trame un discours clair et revendicatif sur ce qu'est le quartier, ce qu'il lui manque, ce qu'il faudrait lui apporter. En cela, il n'est pas possible d'affirmer qu'il ne développe pas un discours politique sur son quartier. Son rejet du politique s'exprime de deux manières :

- Premièrement, il fait le constat que les compromissions politiques et le mélange entre les revendications liées au quartier et le jeu des partis ont nui à la réussite du mouvement de défense de Zangouettin.
- Deuxièmement, il considère que la mise à l'agenda politique du quartier, par exemple à travers la visite de personnalités politiques, ne participe en rien à régler les problèmes : le quartier n'apparaît ici que comme ressource – symbolique et électorale – au profit des hommes politiques.

Le rejet du politique à l'œuvre apparaît donc essentiellement comme un évitement de la politique institutionnelle – ce qu'on pourrait éventuellement appeler la politique *politicienne* – qui revient en effet régulièrement dans les propos de nombreux habitants. L'anthropologue américaine N. Eliasoph a étudié ce qu'elle appelle « l'évitement du politique » au cours de son étude de plusieurs associations citoyennes étasuniennes (Eliasoph, 2010). Elle notait alors dans le contexte des États-Unis un refus des citoyens de thématiser leurs expériences dans une perspective politique, même lorsqu'ils étaient directement intéressés par des questions politiques – en tant que membres du secteur associatif. Ses observations concluaient à une *division du travail politique* entre les citoyens, qui sont enclins à valoriser les « actions concrètes » et les professionnels de la politique, qui se réservent les fonctions de commandement.

Peut-on donc parler ici d'un « évitement du politique » ? L'anthropologue analysait un refus de « thématiser leurs expériences dans une perspective politique » (Gayet-Viaud, 2010 : 1). S'il n'est pas question de trop nous pencher ici sur un terrain américain fort différent de notre contexte ouagalais,

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

certains constats de N. Eliasoph peuvent nous aider à orienter notre réflexion. Le postulat qu'elle vérifie au cours de son enquête et qui constitue un renversement des manières traditionnelles d'étudier l'action politique des citoyens est le suivant : contrairement à ce qui a pu être postulé par une grande partie des théories des mouvements sociaux au cours des années 1980 et 1990, l'apathie n'est pas nécessairement l'état naturel du politique. Elle est conditionnée, produite par un certain état des rapports de forces dans la société. Cette remarque fait écho à celle de J.C. Scott selon laquelle on ne devrait pas s'étonner du faible nombre de mobilisations contre les inégalités criantes, mais plutôt qu'il y ait des mobilisations : l'état des rapports de pouvoir est en effet rarement à l'avantage des dominés, et se mobiliser collectivement implique d'assumer une forte probabilité d'échec coûteux socialement, économiquement et politiquement. Dans une perspective foucaldienne du pouvoir, N. Eliasoph considère que « l'apathie ne se détermine pas *dans* les individus mais *entre* eux » (Gayet-Viaud, 2010 : 8). Loin d'être un état spontané du citoyen, l'apathie est un produit collectif signifiant un état du rapport de force. Ainsi, même dans la contestation perdure le fait qu'il faut se tenir à la place que le pouvoir vous réserve. En réponse à ces observations, elle conclut que si les préoccupations politiques existent – les citoyens s'organisent pour trouver des solutions aux problèmes collectifs (*backstage*, pour reprendre la terminologie goffmanienne) – la formulation politique manque – ils n'assument que rarement une confrontation directe (*frontstage*) avec le pouvoir ; cela signifie qu'il y a à un moment une expropriation de la compétence politique qui produit cette division du travail politique, et qui protège le pouvoir de toute remise en cause de fond. Dans cette perspective, l'absence de formulation politique des problèmes ne signifie pas une indifférence à ceux-ci, mais traduit plutôt un état des rapports sociaux, une impuissance face au pouvoir : « il peut être tout aussi difficile d'ignorer un problème que de s'efforcer de le résoudre, de réprimer des sentiments d'empathie que de les exprimer, de se sentir impuissant et dépassé par les événements que d'exercer une influence, de cesser de penser que de penser » (Eliasoph, 2010 : 13). L'apathie résulte d'un travail et c'est ce travail qui nous intéresse.

Plutôt qu'un évitement de la politique, il y aurait une mise à l'écart de la part des habitants qui révèlerait une division du travail politique. Ce point de vue nous laisse à penser que le refus de la politique à Ouagadougou n'est pas le refus de tout ce qui est politique. Au-delà du simple vocable, un ensemble de pratiques relèvent du politique. Mais il y a une expropriation structurée de la compétence politique, probablement en partie liée à l'aspect semi-autoritaire du régime, qui oblige les habitants à emprunter des voies détournées pour exprimer leurs aspirations au changement.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2. Les espaces interstitiels de la parole politique

A l'aune de nos réflexions sur le politique à Ouagadougou, nous sommes amenés à changer notre manière d'en chercher les manifestations concernant les questions spatiales. Plutôt que de partir du politique sous sa forme visible la plus classiquement admise (rhétorique et discursive), il nous faut plutôt repartir de l'espace lui-même : « puisque la résistance idéologique a les meilleures chances de se développer lorsqu'elle n'est pas soumise à une résistance directe, on est amené à examiner les espaces sociaux les plus propices à cette résistance » (Scott, 2008 : 12). Si l'espace urbain est un enjeu de luttes, c'est à partir de ses pratiques et représentations elles-mêmes que doit se lire l'éventuelle *praxis* de l'espace.

2.1. Une hétérotopie de la parole publique : le *grin*

Il existe à Ouagadougou des « espaces de l'entre-deux » (Boyer, 2014 : 2) dont l'organisation et les conditions d'accès protègent leurs participants des rapports de force propres à l'espace public, tout en offrant un espace de discussion et en énonçant une parole collective. Les *grins* en font assurément partie. Il s'agit en général d'un groupe plus ou moins informel réunissant au sein d'un espace particulier des individus, en général de jeunes hommes (mais pas exclusivement). Ces groupes sont apparus en milieu urbain au cours des années 1990, suivant les vagues de démocratisation (Kieffer, 2006, Hien, 2011). On les retrouve en Côte-d'Ivoire (Vincourt, Kouyaté, 2012), au Niger (où ils sont désignés par le terme d'origine haoussa *fada*, cf. Boyer, 2014) et leur pratique serait plus ancienne au Mali (Bondaz, 2013) et dans l'Ouest du pays, notamment à Bobo-Dioulasso (Ouattara, 2003). Le mot *grin*, d'origine Dioula désigne une « réunion ». Concrètement, il s'agit de jeunes hommes se réunissant à des horaires variables en un lieu précis pour boire du thé et discuter. Ceux-ci investissent généralement des espaces inoccupés offrant au groupe une certaine tranquillité et un relatif confort : il peut s'agir de la terrasse d'un commerce la nuit, après la fermeture, d'un lieu ombragé sous un arbre où l'on installera éventuellement des banquettes ou des chaises, etc.

Le but premier du *grin* est surtout de se retrouver pour « passer du temps » ensemble autour d'un thé : « dans un contexte marqué par la violence institutionnelle et politique, la crise de l'emploi et du système urbain, ces *grins* renvoient à une culture de la rue fabriquée par les jeunes en rupture avec les pratiques postcoloniales » (Kieffer, 2006 : 64). Les *grins* constituent un espace de sociabilité, notamment politique, où les hiérarchies qui structurent habituellement les rapports sociaux s'estompent quelque peu, sans toutefois s'effacer. Ils apparaissent à la fois comme un refuge et un

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

lieu d'échange, mais également une ressource, un espace où se construisent des identités collectives et où s'échangent des services et des stratégies – en particulier de *débrouille* (Kieffer, 2006, Hien, 2011). Enfin, ils participent autant qu'ils témoignent de la constitution des codes du groupe social moteur de la culture de la rue en Afrique urbaine, les jeunes (Biaya, 2000).

S'y structure ainsi « un système d'échanges généralisé de service » (Kieffer, 2006 : 81) qui constitue une hiérarchie de fait, souvent entre aînés dominants qui offrent ces opportunités aux cadets et ces jeunes profitent du réseau d'entraide et d'échange que constitue le *grin*. En cela, les *grins* sont d'une certaine manière une courroie de transmission des pratiques et représentations dominantes au sein d'un ordre social particulier. Mais ils sont néanmoins des espaces où cet ordre peut être remis en cause, discuté grâce à la familiarité qui s'y développe, la possibilité d'y manier l'ironie ou la plaisanterie. Les prises de parole contestataires font partie du *jeu*. Les valeurs véhiculées par les aînés s'y transforment et sont nourries par l'influence des valeurs nouvelles apportées par exemple par les échanges culturels et musicaux qui s'y opèrent – c'est souvent dans les *grins* que sont *testés* les textes de rap ou de reggae des jeunes artistes (Kieffer, 2006 : 82). Le *grin* constitue donc un système social répondant à certaines règles, notamment hiérarchiques, mais où s'invente une nouvelle culture et de nouvelles valeurs qui sont les nouvelles cultures et valeurs urbaines. C'est un espace social qui n'échappe pas aux règles propres à l'environnement dans lequel il se développe, mais où émergent des possibilités nouvelles de négociation et de remise en cause de ces règles.

Tout au long de mon enquête, en interrogeant les habitants, ces espaces ont été évoqués comme des lieux de rencontre et de débats prisés. Bien que je n'aie pas réalisé d'étude systématique des *grins*, j'ai pu assister à certains d'entre eux et me rendre compte de leur importance dans la production d'un discours collectif sur l'urbain, entre autres nombreux sujets. On y parle en effet de presque tout. Les sujets politiques sont loin d'être systématiquement majoritaires : on s'y raconte sa journée, on discute de sports, on y échange éventuellement des opportunités d'emploi ou de mise en relation. Cela dit, en période d'agitation politique – pendant les semaines qui ont précédées et suivies l'insurrection de 2014, notamment – le *grin* peut vite se transformer en agora politique où sont débattus publiquement les sujets qui préoccupent les habitants. La vocation politique de la parole des *grins* se ressent souvent dans la dénomination que se choisissent les groupes de jeunes, bien que cela ne soit pas systématique[220]. Le *grin* de Christian, par exemple, à Nonghin, s'appelle le « Palais des jeunes » : « c'est comme l'Assemblée nationale, tout se discute ici ! » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015). Peut-

[220] Si les deux *grins* évoqués dans les lignes suivantes ont un nom porteur de sens politique, celui-ci peut aussi faire référence à des sujets bien plus larges (moins directement politiques), correspondant aux différentes préoccupations des participants : références musicales, notamment au rap (« les fils du Wu Tang, Positive Radikal, etc.), références à la localisation (« Grenoble City » situé aux abords du jardin de la musique *Reemdogo*, financé en partie par la ville de Grenoble), etc. (cf. Kieffer, 2006 : 73).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

être plus subversif et provocateur, le *grin* que fréquente Aristide dans son quartier d'origine de Ouidi n'en porte pas moins un nom chargé de sens politique : l'Azawad[221]. Christian confirme que si la vocation du *grin* n'est pas directement d'offrir un espace de discussion politique, les tensions préexistantes s'y font facilement jour :

> « Dans le *grin*, ici, nous en parlons [des problèmes du quartier, *NdA*], on discute, on parle de tout et de rien. Souvent, les débats sont très chauds. […] Jusqu'à une certaine heure de la nuit, on discute. » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

Si le *grin* auquel participe Christian, comme la plupart des *grins*, s'est constitué autour d'un groupe social bien identifié – ici, des jeunes de 20 à 40 ans majoritairement issus de la région de l'Ouest, autour de Bobo-Dioulasso et sans emploi stable –, le groupe peut s'élargir pour certains débats :

> « A peu près, c'est la même génération [mais] souvent, il y a des "papas" qui viennent discuter avec nous » (*ibid.*).

Christian me le présente d'ailleurs comme un moyen de recueillir les avis de tout le quartier :

> « Ce que je vous ai dit, c'est mon point de vue à moi. Si vous revenez et que vous trouvez qu'il y a du monde [au *grin*, *NdA*], vous allez avoir le point de vue de tout un chacun. » (*ibid.*)

Si Christian omet d'évoquer les inévitables rapports de force se faisant jour dans chaque *grin*, et la représentativité relative à laquelle il prétend, il semble bien que le *grin* soit perçu comme une sorte d'idéal démocratique où s'échangent les points de vue de tous. On retrouve cette symbolique dans les discours de la plupart des habitants fréquentant des *grins* que j'ai pu interroger. Aristide me le présente en insistant sur l'ouverture du lieu et la liberté de la discussion qui y a cours :

> « Tout le monde peut venir à l'Azawad. Tu viens, tu discutes. On parle de tout, on boit le thé... C'est tranquille, quoi ! » (entretien Aristide, Bassinko, 11/04/2016)

Cet idéal d'horizontalité n'exclut pas une répartition des rôles bien définie entre les participants, plus ou moins précise et stricte selon l'ancienneté et la taille du *grin*. Avant que nous nous rendions au *grin*, Aristide me propose de l'accompagner acheter du thé et du sucre à la boutique la plus proche. Ce rôle peut évoluer selon les moyens financiers de chacun, mais il revient dans la mesure du possible à la même personne. Dans certains cas, le thé peut être payé par quelqu'un d'extérieur au groupe – en général, un parent d'un membre du groupe, voire un *grand frère*, ancien membre de celui-ci ou non. C'est souvent un autre membre du *grin*, généralement le benjamin, comme c'est le cas à l'*Azawad*, qui se charge de préparer le thé et de distribuer les verres. On retrouve en général un, plus rarement plusieurs, *kogho*[222], souvent l'aîné, ou un membre du groupe reconnu pour sa réussite

[221] Du nom du territoire saharien situé essentiellement au Nord-Mali (et partiellement au Niger et au Sud de l'Algérie) dont l'indépendance est revendiquée par divers groupes séparatistes armés Touaregs.
[222] Kogho = « grand frère » en Dioula.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sociale ou sa sagesse, qui fait office de *leader* sans que cela n'inclut apparemment d'autres conséquences hiérarchiques que celle de ne pas avoir à se déplacer à la boutique pour acheter le thé, ou le préparer. Le consentement à ces rôles conditionne l'unité du groupe et chacun se doit de les respecter (cf. également sur ce point Kieffer, 2006).

Au-delà des propos qui y sont tenus, les *grins* se distinguent également par la *démarche spatiale* qui conduit à leur installation. Ils prennent place exclusivement dans la rue, ce qui en fait des espaces de rencontre évidents. Si leurs conditions d'accès répondent à des codes précis – quoiqu'en disent mes enquêtés, quiconque passant dans la rue ne s'installe pas dans le grin sans raison – ils se tiennent dans l'espace public, à la vue de tous. Ils sont immédiatement reconnaissables par la présence systématique d'un certain nombre de codes – à commencer par la théière sur le brasero – qui les distinguent du reste de l'espace et de tout autre regroupement. Les *grins* se trouvent donc à la frontière de la relation intériorité/extériorité, et par ce biais « mettent en jeu la question du pouvoir et de son contrôle » (Boyer, 2014 : 14). De même que les discussions qui y ont lieu mettent en scène une parole libre et un échange égal dans un cadre social fortement normé et hiérarchisé, la spatialisation ouverte/fermée des *grins* en fait des espaces transitoires entre la norme et la parole alternative. Ils constituent en cela une sorte de « rite de spatialisation » (*ibid.* : 8), défini comme « la mise en œuvre d'un dispositif à finalité symbolique qui construit les identités relatives à travers des altérités médiatrices » (Augé, 1994 : 89). Le *grin* produit un espace *autre*, une hétérotopie (Foucault, 1984) qui crée un groupe uni et identifiable comme tel, malgré les différences et les hiérarchies qui peuvent préexister, où peut s'exprimer un discours collectif.

Le *grin* a son propre régime de représentation en soi, différent de tous les régimes de représentations de l'espace qui se concurrencent à Ouagadougou. Cela ne signifie pas qu'il n'est pas soumis à l'influence de ces autres régimes : « les hétérotopies supposent toujours un système d'ouverture et de fermeture qui, à la fois, les isole et les rend pénétrables » (Foucault, 1984 : 1579). Pour Foucault, historiquement, ces espaces à la fois ouverts et fermés, refuges et lieux de passage, servent à gérer spatialement les « crises » (espaces ritualisés qui recueillent les individus afin qu'ils traversent une crise : adolescence, gestation, vieillesse, etc.) ou les « déviations » (malades, fous, prisonniers, etc.). Si de tels espaces émergent, c'est donc en quelque sorte pour régler un *problème*. Le fait que chaque usager du *grin* nous le présente en insistant sur la fonction de dialogue et d'échange nous incline donc à supposer que ces espaces sont là pour palier à un manque de possibilités de dialogue.

En ce sens, le *grin* assure le rôle politique de l'espace urbain, en permettant l'échange. La discussion politique comme l'échange d'opportunités de travail ou la création artistique font de ces espaces le vecteur de « la pluralité et le foisonnement des possibles dont la grande ville est le théâtre »

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(Fouquet, 2013 : 151). A la fois refuge et ressource, le *grin* permet de « juxtaposer en un lieu plusieurs espaces qui normalement seraient, devraient être incompatibles » (Foucault, 2009).

Si l'organisation spatiale du *grin* est importante et systématique – chaque *grin* s'organise à peu près de la même manière –, l'attache territoriale n'est pourtant pas systématiquement un élément déterminant de ce type d'institution. S'il peut se tenir toujours au même endroit, le *grin* ne constitue pas à proprement parler un espace à défendre, et il n'est pas impossible qu'il soit mobile. Je participe à une session de l'Azawad avec Aristide et ses compagnons sous un arbre jouxtant la cour familiale de Justin, le *kogho* du groupe, où sont disposées plusieurs grosses pierres qui permettent de s'y asseoir, ainsi qu'un banc de bois. Pourtant, un soir, je recroise Aristide au *grin*, mais celui-ci s'est déplacé quelques mètres plus loin, sur la terrasse en ciment faiblement éclairée de la petite boutique que tient l'un des membres du *grin*. Le *grin* ne se donne donc pas pour but l'appropriation de l'espace, même s'il met en jeu la question de l'appropriation par la construction d'un espace public de discussion (la discussion se tient dans la rue) et par les thèmes abordés (on peut y discuter des problèmes spatiaux liés au quartier, à la rue, à la ville, etc.).

J'ai également été invité au *grin* du Camp fonctionnaire, quartier détruit pour le projet ZACA, que j'ai évoqué à l'encadré n° 10. Il constitue une appropriation, et même une réappropriation de l'espace, tant matérielle que symbolique. Les participants s'enorgueillissent de continuer à « occuper l'espace » (entretien collectif, *grin* du Camp fonctionnaire, 12/04/2014). Le *grin* du Camp fonctionnaire se distingue des autres par son public : bien plus âgé que dans la plupart des *grins*, il réunit à intervalles réguliers des hommes qui ont pour la plupart entre 40 et 50 ans. Cette particularité mise à part, on retrouve les principaux marqueurs des *grins* : la réunion régulière (quasiment tous les soirs) entre amis dans un espace (une rue goudronnée du centre-ville certes large mais relativement peu fréquentée) et une temporalité (à la tombée de la nuit) qui assure une relative tranquillité aux participants, autour d'un thé chauffant sur un petit brasero au centre d'un cercle de chaises et de sièges divers. De loin, il ressemble donc à n'importe quel *grin*. Il porte pourtant une signification particulière que n'ont pas d'autres *grins* : il réunit exclusivement des anciens habitants du Camp fonctionnaire, ce quartier résidentiel détruit au moment du projet ZACA. Le lieu de la réunion est également porteur de sens : il se tient à l'écart d'un petit maquis*, sur le trottoir qui fait face au terrain vague où se tenait leur quartier, et qui n'a pas encore été construit. Le choix de cet emplacement porte donc déjà un message fort : il est une manière de continuer à occuper un espace dont les habitants ont été exclus. La pérennité de leur présence sur place, en face des ruines du quartier symbolisant en quelque sorte l'échec, au moins provisoire, du projet qui les a évincés, constitue une forme de provocation à l'ordre urbain du pouvoir. Plus que l'absence de chantier débutant sur le terrain dégagé, leur présence donne tort aux raisons sous-tendant le projet urbain, tout en perpétuant la mémoire habitante des lieux.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs membres de ce *grin*, et d'être invité à y participer un soir. Ils me confirment que le *grin* permet d'assurer la continuité de la communauté particulière que constituait le Camp fonctionnaire :

> « Jusqu'à présent, les uns et les autres se tiennent informés, les gens du Camp restent soudés. […] Si on a l'occasion, on se retrouve. » (entretien Hermann, Songnaaba, 01/05/2014)

De fait, ils sont chaque soir une petite dizaine d'anciens résidents à participer au *grin*, ce qui est d'autant plus remarquable que la plupart viennent de loin, ayant été contraints de déménager vers des quartiers périphériques après l'éviction. Si lorsque j'y assiste, les discussions tournent rapidement autour de la rancœur envers le pouvoir suite au déguerpissement, les sujets sont habituellement plus nombreux et variés, selon plusieurs des participants. Il ne s'agit pas d'une réunion consistant à discuter politique, mais rien de plus qu'un *grin* : des amis qui se réunissent régulièrement à un endroit précis pour boire du thé et discuter. Malgré cela, la portée politique du *grin* est indéniable du fait du lieu de la réunion. En se tenant ici chaque soir, les anciens résidents du Camp fonctionnaire démontrent leur refus de la décision de l'État de les déguerpir, en continuant à occuper la place. En rassemblant les anciens habitants désormais éparpillés sur toute l'agglomération, le *grin* contribue à perpétuer la cohérence de la communauté, qui s'affirme ainsi passivement en tant que groupe politique. Enfin, le *grin* du Camp fonctionnaire représente la démonstration la plus évidente que les *grins* en général affirment un lien politique entre l'espace et les habitants.

Les *grins* mettent donc en jeu à la fois la parole, l'espace, la culture, l'identité. Ainsi, ils nous démontrent l'économie morale qui a cours dans ce type d'instance spatiale : le *grin* constitue un *récit de soi*, ou plutôt un *récit de nous*, un support d'une identité collective. En cela se déploie dans les *grins* un « art de la citadinité subalterne » défini par T. Fouquet comme « un art d'être-en-ville qui est aussi une manière d'être-au-monde, avec le corps, la ville et l'imaginaire comme bagages » (Fouquet, 2013 : 155). Les participants occupent l'espace de la rue selon un code propre et sous un nom qui correspondent à une culture urbaine originale, y contribuent à produire et à faire vivre cette culture, accèdent à des ressources urbaines (travail, relation, techniques, etc.) introuvables ailleurs ou confisquées par d'autres, et enfin parlent et produisent une parole collective, en dépit des contraintes hiérarchiques persistantes. Tout ceci constitue une instance alternative de citadinité, et au-delà, de citoyenneté. C'est un support de pratiques et de représentations propres aux participants, une forme de contre-modèle permettant d'affronter la ville dans un cadre choisi.

Le *grin*, espace de socialisation, permet une requalification politique du groupe pour ses participants qui ressentent une disqualification sociale et politique, de par leur infériorité hiérarchique dans les rapports sociaux et leur exclusion du marché de l'emploi. Logiquement, les questions spatiales

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

font également parties de leurs préoccupations et de leurs discussions, et sont donc intégrées dans la construction de ce *nous* collectif. Il ne s'agit bien entendu pas de la seule instance permettant cela, mais elle est solidement implantée dans l'espace, et son existence et son fonctionnement revêtent un caractère proprement urbain[223]. La ville apparaît en effet comme la condition de possibilité d'une telle pratique, qui permet donc au citadin burkinabè, en y participant, de se projeter dans « des mondes plus vastes » (Simone, 2005).

Il existe toutefois des passerelles entre le *grin* et des actions politiques collectives plus concrètes. Le *grin* n'est pas forcément voué à n'être qu'un exutoire, contenant les paroles subversives en même temps qu'il permet de les énoncer. La frontière entre la manière d'exprimer les préoccupations collectives au *grin* et l'action politique de masse est poreuse. J'ai pu étudier au cours de mon terrain au moins un exemple de *grin* ayant servi de base à la constitution d'une association plus politique, puis d'un *club cibal* (cf. note 221). J'évoque ici l'association de Silmiyiri que Georges a présidé et dont j'ai déjà parlé en début de chapitre. Cet exemple m'avait alors permis d'expliquer que les associations ayant vocation à défendre sur la scène publique les revendications des habitants concernant les inégalités spatiales achoppent sur deux écueils liés entre eux : la volonté de se tenir à l'écart de la contestation politique, et la nécessité de ne pas mettre en péril les rapports de force existants. Mais si cette association peut symboliser les rapports délicats au discours politique que nous avons déjà évoqué, elle est également un exemple de tentative de transformation d'un texte caché en texte public. Si Georges présente l'association comme ayant émergé telle quelle (« les gens […] sont venus me voir un soir pour savoir s'ils pouvaient tenir une réunion sous l'arbre »), Malik, un jeune quincailler de Silmiyiri, puis Isidore, que j'avais également interrogé, me confirment que l'idée de l'association a émergé depuis un *grin* du quartier – qui se réunit toujours. C'est dans le contexte d'effervescence politique de la période pré-insurrectionnelle que l'idée de monter une association se fait jour. Elle permettra donc de recueillir les préoccupations dans un autre contexte – plus large – que celui du *grin*.

Malik me confirme que l'expérience de l'association a vite été ressentie comme un échec :

[223] Il serait intéressant à ce propos de produire une étude comparative du rôle des *grins* et de celui des *clubs cibal*. Il s'agit de clubs politiques nés sous l'impulsion du Balai citoyen, dont les membres se réunissent par similitudes d'activités (journalistes, étudiants, etc.), mais plus généralement par proximité géographique (rue, quartier, etc.) (Banegas, 2016, Gorovei, 2016). Ceux-ci ont la particularité d'attirer un public apparemment proche de celui que l'on retrouve dans les *grins*, et se donnent entre autres fonctions le but d'encourager et agréger les discussions politiques. Comme beaucoup de *grins*, ils se baptisent selon une symbolique politique précise, quoi que plus *officielle* et codifiée (leurs noms correspondent essentiellement à des leaders politiques et intellectuels reconnus, africains ou non : club Thomas Sankara, club Kwame N'Krumah, club Cheik Anta Diop, club Che Guevara, etc.). La parole politique que la jeunesse y déploie diffère-t-elle de celle que l'on peut entendre dans les grins ?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « On faisait des réunions pour essayer de voir ce qui ne va pas, pour arranger ça ensemble. Mais pour le moment, c'est arrêté. Mais on était nombreux. » (entretien Malik, Silmiyiri, 17/05/2015)

Je n'ai pas réussi à avoir des informations plus précises sur les raisons du discrédit de l'association (Malik est peu bavard et maîtrise mal le français). Cependant, quelques jours après mon entretien avec Malik, je retrouve celui-ci au lancement du *club Cibal* du quartier, ainsi qu'Isidore. L'inauguration du club « Cheick Anta Diop » réunit une cinquantaine d'habitants, en majorité des jeunes hommes, mais on retrouve tout de même de nombreuses femmes et quelques anciens. Ce jour-là, il y aura surtout des discours très généraux et des explications sur le fonctionnement du club. Je n'ai pas eu la possibilité d'étudier si les questions spatiales étaient abordées au sein des *clubs Cibal*, et le cas échéant, sous quelles formes. Elles étaient globalement absentes des discours au moment de leur lancement, et dans la période insurrectionnelle et la courte période post-insurrectionnelle au cours de laquelle j'ai effectuée mes terrains de recherche. De manière générale, les discours se concentraient alors sur la question du départ de Blaise Compaoré et sur celle du retour de la démocratie dans le contexte fragile de la transition. Toutefois, les *clubs Cibal* mènent régulièrement des actions locales dans leurs quartiers d'implantation : nettoyage des rues, reboisement, organisation de débats en marge des marchés, etc. Ces activités montrent une volonté de se montrer actif sur les questions du quotidien des habitants – donc nécessairement sur les questions urbaines – et non uniquement sur la politique nationale. De plus, depuis l'insurrection, le Balai Citoyen peut s'immiscer dans les débats publics autour des questions spatiales. Le discours que le mouvement développe sur la corruption l'a conduit à se positionner sur des sujets tels que le trafic des parcelles, ce qui l'a amené à réclamer un audit national des lotissements en 2016 (koaci.com, 08/04/2016), et de manière générale, de la « transparence » dans les opérations de lotissement (aouaga.com, 23/08/2014).

Il est certain que je n'ai pas les éléments permettant de tracer une forme de parcours logique des revendications locales du texte caché au texte public à Ouagadougou. Il n'est donc pas question de tracer une sorte de trajectoire de la parole publique qui irait logiquement du *grin* au *club Cibal*[224] en passant par l'association de quartier. Ce schéma serait à la fois trop simpliste, occulterait les multiples autres possibilités, les passerelles possibles, et donnerait un sens aux différentes instances, notamment aux *grins*, qu'elles ne revendiquent pas. Mais il reste intéressant d'observer sur un espace-temps restreint ces différentes occurrences de la parole publique, qui montrent également les possibles évolutions à venir à Ouagadougou. Ce qu'il faut ici retenir est que le *grin* reste un espace de l'entre-deux, où se construit une parole qui « questionne au quotidien les normes spatiales et sociales

[224] D'autant que les clubs Cibal, malgré leur indéniable popularité, ne font pas l'unanimité au sein de la jeunesse burkinabè. Il ne faudrait pas prendre le risque de les ériger en voie naturelle, voire unique, de l'émergence de revendications collectives populaires.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

imposées par les aînés, détenteurs du pouvoir à toutes les échelles, de la famille à l'État » (Boyer, 2014 : 15), mais que cette parole reste confinée à l'espace du *grin*. Le *grin* permet de libérer une parole contestatrice propre à un groupe dominé (essentiellement, les jeunes), mais se pose la question de la formalisation de la contestation, et des effets concrets de la parole, qui a souvent vocation à ne pas sortir du cadre du *grin*. On peut se demander dans quelle mesure la parole alternative portée par le *grin* a une « efficience sur la réalité de leur position de dominés » (*ibid.* : 15). Et on en revient à la difficulté de la transformation du discours caché en discours public, qui nécessite des procédures particulières, car « il est très probable que le texte caché sera produit pour un auditoire distinct de celui du texte public, et dans des conditions de pouvoir différentes » (Scott, 2008 : 19)[225]. Le décalage entre la parole et ses conditions de production dans un espace comme le *grin* et dans des espaces directement politiques et à même de porter une parole publique tels que les *clubs Cibal* nous renseigne plutôt sur « l'impact de la domination sur la parole tenue en public » (*ibid.* : 19), et les conditions réelles du passage à l'acte[226].

Dans cette optique, F. Boyer suggère « d'observer l'attitude et le discours de ces jeunes hors de leur *fada*[227] en regard de ce qui se passe au sein des *fada* » (Boyer, 2014 : 15) et de s'interroger sur les mécanismes de circulation des savoirs et des manières d'être entre les différents « mondes ». Si s'inventent au sein des *grins* une parole, mais aussi des rapports sociaux, alternatifs (concernant notamment la remise en cause de la hiérarchie liée à l'âge), il faut nous demander si cette alternative peut infuser et se diffuser au-delà du *grin*, ou si le changement de lieu correspond également à un retour aux statuts traditionnels et à la reproduction de l'ordre social. Cette interrogation avait été soulevée par H. Lefebvre (1973), pour qui l'*hétérotopie* des pratiques urbaines ne constitue pas une alternative à l'*isotopie* (« qui désigne l'ordre spatial accompli et rationnalisé du capitalisme et de l'État (Harvey, 2011 : 44)). Les deux notions sont en tension permanentes, et leur équilibre ne peut être bousculé que par l'intervention d'un troisième mouvement, l'*utopie* « comme désir expressif » (*ibid.* : 44).

Ce « désir expressif » s'exprime-t-il au sein des *grins* ? Cela reste difficile à dire, mais les *grins* permettent sans doute néanmoins d'accomplir une étape importante du processus : l'*entre soi* permet la constitution d'un espace de *non-mixité*, regroupant un groupe dominé et excluant de manière plus ou moins active les dominants, permettant d'exprimer une parole commune, de partager une expérience de dominés et par ce biais, de se constituer en groupe conscient de lui-même (Tissot, 2014 :

[225] « What is certainly the case, however, is that the hidden transcript is produced for a different audience and under different constraints of power than the public transcript » (Scott, 1992 : 5).
[226] Il est par exemple difficile d'évaluer ce que le mouvement social ayant donné lieu à l'insurrection de 2014 doit aux *grins*, alors qu'il est plus simple de le relier concrètement au travail mené au sein des *clubs cibal*.
[227] La *fada* est l'équivalent nigérien du *grin*.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

5). Dans cette optique il faut rappeler que la constitution de tels espaces regroupant des dominés relève d'ores et déjà d'un acte politique : « l'entre-soi est toujours l'objet de mobilisation, et jamais un état de fait » (*ibid.* : 9). Ce sentiment d'appartenance est un mécanisme de construction de la cause commune, qui pourra potentiellement produire des effets politiques en dehors du *grin*. Mais cette vision optimiste ne pourra être corroborée qu'à partir de travaux supplémentaires, et dans l'état actuel de nos connaissances, c'est surtout le manque de formalisation politique des *grins* qui ressort : « l'occupation de la rue, de l'espace public, si elle affirme une présence, ne permet pas pour autant d'affirmer une position, une parole, et partant, de porter une culture urbaine autre ; au contraire, l'espace de la rue ne peut suffire, tant qu'il ne garantit pas des interactions sociales » (Boyer, 2014 : 16). Il serait par ailleurs pertinent de nous intéresser au rapport des *grins* avec la hiérarchie sociale : dans quelle mesure les dominants gardent-ils sous leur contrôle les modalités d'installation et de perpétuation dans le temps des *grins* sur l'espace public ? Existe-t-il des mécanismes de négociation permettant de produire de tels espaces ? L'efficience politique du *grin* pour les dominés ne se mesurera qu'à l'aune de ses rapports concrets avec les dominants.

Il est nécessaire de souligner le paradoxe que constitue ici l'étude des résistances aux inégalités. Chercher à comprendre les revendications politiques des habitants sur l'espace apparaît d'autant plus complexe que ce dernier laisse apparaître une empreinte particulièrement diffuse du pouvoir, et tout particulièrement du pouvoir d'État. Ce que nous appelons la *résistance*, qui va au-delà de la simple réaction instinctive aux inégalités, consiste bien souvent non pas à se confronter directement à un pouvoir ou une oppression, mais plutôt à chercher à tirer au mieux son épingle du jeu et à plier l'espace urbain à ses exigences. Cette lecture complexe nous incline à chercher les résistances non pas dans les discours ou les actes se revendiquant comme politiques, mais plutôt dans les pratiques et les manières d'être-en-ville. C'est cela que les *grins* mettent en évidence : s'il y a discours politique – et nous avons vu que le *grin* a clairement partie liée avec la parole politique – il est avant tout le résultat d'une pratique particulière de l'espace. Le *grin* est en effet une simple pratique liée à l'organisation spatiale : il s'agit pour les jeunes de se retrouver dans un endroit agréable pour pouvoir échanger des avis et des services. La présence de ce type de parole dans l'espace public lui confère immédiatement un aspect politique qui ne manque pas de s'affirmer : les *grins* sont naturellement devenus des lieux de débats politiques, des *proto-agoras* ou des « parlements de la rue » (Banegas et alii, 2012). Mais il s'agit à la base en partie d'une organisation pratique, notamment pour pallier l'absence d'infrastructures sociocommunautaires permettant aux jeunes de se retrouver dans les quartiers.

A ce propos, il convient de noter que si Christian et ses amis ont appelé leur *grin* « Palais des jeunes », il nous rappelle que celui-ci a surtout vu le jour pour combler un besoin :

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

> « Dans le quartier, il y a des endroits de loisirs, mais c'est comme je le dis, ce n'est pas pour toutes les bourses. Donc, nous, on se retrouve autour d'un petit thé, on bavarde entre amis. Y'a des étudiants, y'a des débrouillards… » (entretien Christian, Nonghin, 29/05/2015)

A l'origine, il s'agit bien d'un lieu « de loisirs » avant d'être un lieu politique. Celui-ci naît d'une injustice spatiale – l'absence de lieux de réunion – et sociale – l'absence de lieu libre d'accès. Il nous confirme que cela reste un problème et qu'il continue d'espérer un véritable lieu pour se retrouver avec ses congénères :

> « Dans ce quartier, y'a pas un endroit où les jeunes peuvent se retrouver. Y'a pas une maison de jeunes, y'a pas un plateau de sports, un terrain de football… Y'a rien ! Vous voyez, par exemple, si on construisait une maison des jeunes avec un écran, pas pour regarder des matchs de foot, mais par exemple, pour regarder, je sais pas, les documentaires sur les découvertes scientifiques, la science. Montrer un peu l'Europe à travers l'image, les satellites. Ça allait exciter les jeunes ! Ça allait exciter les jeunes à se battre pour s'en sortir ! » (*ibid.*)

Il ne s'agit pas ici de nier la portée politique des échanges qui ont lieu au sein des *grins*, mais de rappeler que le simple fait de se réunir au *grin* est un acte politique. Les pratiques produites par l'interaction entre le citadin et la situation spatiale inégalitaire à laquelle il est confronté représentent déjà des actes politiques. Participer au *grin*, c'est déjà jouer avec les dispositifs spatiaux du pouvoir, faire le constat d'un rapport de force défavorable et proposer une *stratégie* pour échapper à la situation. Le terme « stratégie » est ici utilisé à dessein en référence à la lecture qu'en donne M. De Certeau : « elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et d'être la base d'où gérer les relations avec une extériorité de cibles et de menaces » (De Certeau, 1990 : XLVI).

C'est en cela qu'il semble important d'insister sur cette citadinité subalterne qui point. Le *grin* est une manière de s'approprier la ville, et donc par-là, d'accroître ses « compétences citadines » (Berry-Chikaoui, Deboulet, 2000) : « plutôt que de vivre passivement dans une ville perçue comme étrangère, certaines populations marginales […] se mobilisent physiquement dans l'espace de la ville, revendiquent une *place* dans la société urbaine et nationale » (Choplin, Ciavolella, 2008 : 87). Le *grin* apparaît en ce sens comme une *ressource*. En occupant l'espace, les participants du *grin* n'en ont pas forcément conscience, mais ils jouent avec les règles du jeu et s'ouvrent un espace des possibles en ville. La géographie symbolique que proposent ces regroupements est investie de signifiants politiques face à une rationalisation de la politique spatiale officielle qui n'encourage pas ces pratiques. Cette symbolique politique n'est pas forcément vécue comme telle, mais elle permet de créer des représentations propres, à partir d'un espace propre engendrant des pratiques propres. En ce sens, selon la dénomination de M. De Certeau, il s'agit de construire un espace autonome qui permet de passer de la tactique, du braconnage, de la ruse à la stratégie, c'est-à-dire, grâce à la construction d'un espace propre, le développement d'un « projet global » dans sa relation à l'espace : « la tactique est déterminée par l'*absence de pouvoir* comme la stratégie est organisée par le postulat d'un pouvoir »

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

(De Certeau, 1990 : 62). Dans les *grins*, les habitants produisent des « arts de faire » qui visent à acquérir du pouvoir sur l'espace.

La valeur d'usage de la rue produite par des instances telles que les *grins* finira peut-être par se confronter frontalement à la valeur d'échange que lui confère le pouvoir. Il reste à voir sur quoi résultera l'affrontement.

2.2. De la citadinité subalterne au droit à la ville de fait.

Nous avons avancé que l'organisation collective autour des questions spatiales ne permettait pas de passer outre les inégalités de rapports sociaux qui s'y tiennent, que le silence concernant les inégalités d'accès à l'espace ne signifiait pas la légitimation de ces inégalités, mais plutôt l'évitement des moyens consacrés pour les résoudre, et enfin que les pratiques spatiales constituaient déjà une forme d'engagement dans leur confrontation avec les pratiques officiellement promues. Face à ces constats, il devient difficile de savoir si la pratique spatiale est source d'aliénation ou d'émancipation : elle relève probablement des deux. Il semble en tout cas complexe de statuer sur la réalité politique des rapports spatiaux : indéniablement, l'espace n'est pas *neutre*, mais les rapports politiques qu'il inclue sont-ils pour autant déconnectés des rapports sociaux qui s'y tiennent ?

Je répondrais qu'est politique tout ce qui fait l'objet d'un processus de subjectivité politique. Aujourd'hui, les citadins ouagalais sont tous à des degrés divers pris dans des pratiques et représentations particulières liées au pouvoir sur l'espace et à son partage. En somme, ils sont pris dans des rapports de gouvernementalité[228] (Foucault, 2004) proprement urbains. Nous définissons la gouvernementalité comme technique de gestion de la population à travers la production de dispositif dont le but est d'incliner celle-ci à respecter un certain nombre de normes pratiques. A partir de cette gouvernementalité urbaine, chaque pratique urbaine apparaît comme directement politique, car saisie de fait dans des rapports de domination attachés à l'espace urbain, son partage, son accessibilité, sa jouissance. Les pratiques des groupes subordonnés consisteraient dès lors un jeu avec le dispositif de pouvoir, une « manière d'utiliser » (Bayart, 1985 : 59).

[228] « Par gouvernementalité, j'entends l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, quoique très complexe, de pouvoir qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument essentiels les dispositifs de sécurité » (Foucault, 2004 : 111).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

A la lumière de ces réflexions, il semble opportun de réinterroger le concept de droit à la ville, qui a été à la base de notre réflexion. La difficulté que nous pose le cas ouagalais est que les luttes urbaines y semblent bien discrètes pour s'approprier un droit à la ville programmatique : la ville n'apparaît que trop peu à Ouagadougou comme un droit politique à conquérir (alors que ça peut être le cas dans d'autres pays, au Brésil, en Afrique du Sud, etc.). De plus, au-delà du non-usage du droit à la ville dans les discours collectifs, il n'est pas certain de l'intérêt qu'il y aurait à formuler ce droit à la ville, ou du moins, il n'est pas sûr que celui-ci soit en adéquation avec la situation urbaine ouagalaise. Mais cette approche programmatique pêche peut-être dans sa propre conceptualisation : à trop chercher les luttes, elle oublie que celles-ci sont avant tout des pratiques particulières de l'espace.

Ne faudrait-il pas partir des pratiques des habitants pour repenser le droit à la ville ? C'est ce qui a été déjà proposé par plusieurs chercheurs face à des cas d'étude similaires : « Le *droit à la ville de fait* renvoie à la manière dont ces citadins soumis à de tels changements transforment leur manière d'être en ville et contribuent de la sorte à construire un ordre urbain social et spatial, à travers la répétition au quotidien de gestes, la transformation de liens sociaux, l'adhésion pratique à des règles collectives, les manières d'occuper et de s'approprier l'espace, etc. » (Morange, Spire, 2017 : 7). Cette perspective nouvelle vient à la suite de travaux de la recherche américaine, préférant désormais parler de droit *à travers* la ville (« right *through* the city » plutôt que « right *to* the city ») (Uitermark, Nicholls, Loopmans, 2012).

Finalement, dans cette perspective, les pratiques des habitants dessinent déjà un contre-modèle aux modèles dominants, mais manquent simplement de *qualification* politique. En d'autres termes, il s'agirait ici d'un problème de processus de subjectivation qui permettrait aux habitants développant des pratiques autonomes de prendre conscience qu'ils résistent à l'État. Ainsi, les participants au *grin*, par exemple, s'opposent à cet État qui souhaite que les cahiers des charges des nouveaux quartiers n'offrent quasiment pas de possibilités de réunions informelles dans la rue. De même, vivre dans un quartier non-loti revient à mettre en application des procédures d'appropriation de l'espace qui diffèrent, voire s'opposent aux procédures officielles que cherche à promouvoir l'État.

Chez Foucault, le sujet ne se constitue pas sur la base d'une identité psychologique, mais à travers des pratiques et des confrontations au pouvoir. Les pratiques urbaines sont donc le fondement du processus de subjectivation urbain : le sujet ainsi produit n'est jamais entièrement libre, ni entièrement inféodé aux logiques du pouvoir : « La résistance se donne nécessairement là où il y a du pouvoir, parce qu'elle est inséparable des relations de pouvoir ; il arrive qu'elle fonde les relations de pouvoir tout comme elle en est parfois le résultat ; dans la mesure où les relations de pouvoir sont partout, la résistance est la possibilité de creuser des espaces de lutte et de ménager des possibilités de transformation partout. L'analyse des rapports entre les relations de pouvoir et les foyers de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

résistance est donc faite par Foucault en termes de stratégie et de tactique : chaque mouvement de l'un sert de point d'appui pour une contre-offensive de l'autre. […] Ce n'est […] pas fondamentalement contre le pouvoir que naissent les luttes, mais contre certains effets du pouvoir, contre certains états de domination, dans un espace qui a été paradoxalement ouvert par les rapports de pouvoir. Et inversement : s'il n'y avait pas de résistance, il n'y aurait pas d'effets de pouvoir, mais simplement des problèmes d'obéissance. » (Revel, 2002 : 53-55).

Pour Foucault, là où il y a pouvoir, il y a résistance : c'est un couple indissociable. Et le pouvoir ne précède pas la résistance, mais ils naissent au même moment et chacun à chaque instant contribue à définir l'autre, et à être modifié par lui. Ainsi, il considère que la nature du pouvoir s'étudie à travers l'étude des résistances : « plutôt que d'analyser le pouvoir du point de vue de sa rationalité interne, il s'agit d'analyser les relations de pouvoir à travers l'affrontement des stratégies » (Foucault, 2001 : 1044).

Quoi qu'il en soit, l'espace urbain ouagalais est indéniablement politique, espace de résistance, car il persiste à être un enjeu de lutte, de tentatives d'appropriation et de confrontation de pratiques et de représentations diverses et parfois opposées. Il est simplement important de comprendre que les règles du jeu s'appliquant au champ urbain ouagalais sont spécifiques à ce champ, et ne sauraient être les mêmes que dans d'autres villes, même s'il y a indéniablement des similitudes. Vraisemblablement, celles-ci n'ont pas réellement permis à ce jour la constitution d'un mouvement social de masse fondant son action sur la lutte pour un égal accès aux ressources urbaines, ce qui ne veut pas dire que cela n'arrivera pas – et même s'il est difficile d'affirmer qu'un tel mouvement existe quelque part dans le monde, il s'agit plutôt d'une figure idéal-typique nous permettant de réfléchir à la notion de droit à la ville.

Selon D. Harvey, « l'argument de Lefebvre – et en cela, il rejoint certainement les situationnistes, s'il ne leur est pas redevable –, c'est qu'il existe déjà au sein de l'urbain de multiples pratiques qui regorgent de possibilités alternatives. Le concept d'hétérotopie de Lefebvre (radicalement différent de celui de Foucault) délimite des espaces sociaux liminaux où non seulement "quelque chose de différent" est possible, mais aussi où ces possibilités peuvent fonder des trajectoires révolutionnaires. Ce "quelque chose de différent" n'est pas nécessairement issu d'un plan conscient, mais plus simplement de ce que les gens font, sentent, devinent et viennent à articuler quand ils cherchent du sens dans leur vie quotidienne. Ces pratiques créent partout des espaces hétérotopiques. Pour constituer de tels espaces, il n'est pas besoin d'attendre le grand soir. La théorie du mouvement révolutionnaire de Lefebvre est précisément l'inverse : le rassemblement spontané, dans un moment d' "irruption" de groupes hétérotopiques disparates qui entrevoient soudain, même pour un court

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

instant, des possibilités d'action collective et de création de quelque chose de radicalement différent » (Harvey, 2011 : 43).

En ce sens, le droit à la ville pour Lefebvre n'est pas foncièrement différent du droit à la ville *de fait* : les pratiques quotidiennes restent le fondement de la réappropriation politique de la ville. Mais la condition de cette « irruption » est la centralité. Pour reprendre la définition qu'il donne de ce dernier terme, c'est la recherche de l'appropriation des ressources concentrées dans la centralité qui est le moteur de l'action collective *révolutionnaire*. Pour évoquer de nouveau la figure du *grin*, doit-on considérer que celui-ci permet une pratique spatiale alternative *en attendant* de pouvoir conquérir les ressources, ou constitue-t-elle elle-même la ressource – à défendre, le cas échéant. Pour Lefebvre, l'hétérotopie des espaces de contre-pouvoir où les habitants organisent leur vie quotidienne s'oppose à l'isotopie, qui est l'ordre spatial rationalisé de l'État, l'espace conçu. Ces deux pôles coexistent et restent en tension permanente ; mais intervient un troisième élément qu'est l'*utopie*, soit le désir spatial expressif, la constitution d'une revendication collective et claire sur l'espace. De sa construction dépend le renversement révolutionnaire de l'ordre spatial. Il nous reste à nous demander quelle utopie silencieuse produisent les pratiques des Ouagalais, et comment la découvrir.

Il faut ajouter que bien souvent, les pratiques quotidiennes peuvent être vécues par les habitants sur le mode de la confrontation avec un modèle exogène. Dans certaines paroles, il est possible de ressentir le fait que de nombreux Ouagalais sont conscients que leurs propres manières de vivre l'espace s'oppose à la logique spatiale que le pouvoir souhaite imposer. Cela peut même souvent être vécu avec humour et détachement, comme pour montrer à la fois leur lucidité sur la situation et sa futilité :

> « On a une topographie négro-africaine. Ça n'a rien à voir avec la France, les rues, tout ça, non… C'est "arrivé à l'échangeur, tu tournes à gauche, tu tournes à droite, le premier *télécentre*[229] que tu vois, tu tournes à droite, deuxième carré à gauche, troisième porte à droite, portail bleu !" Voilà, chez nous, c'est comme ça. On a numéroté le nom des rues, ici, mais ce n'est pas dans nos habitudes. C'est la topographie négro-africaine, mais ça marche, hein ! » (entretien Hervé, Bonheur Ville, 08/04/2016)

Ces mots sont ceux de Hervé, 48 ans au moment de l'entretien, fonctionnaire au Ministère de la Culture, qui venait alors de construire sa villa sur une parcelle récemment acquise à Bonheur Ville. Cette citation ne semble pas dire grand-chose, mais c'est précisément dans ces propos d'apparence insignifiante que peut se lire le texte caché. La question de la numérotation des rues est en effet une marque visible des stratégies récentes du pouvoir, et revient très souvent dans les conversations. Donner des noms aux rues et des numéros aux maisons s'est fait progressivement au fil du lotissement

[229] En Afrique francophone, le télécentre est une boutique où les clients peuvent avoir accès à des téléphone, des ressources bureautiques, voire internet.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

de la ville, mais cette nomenclature n'arrivant souvent que bien après les résidents dans un quartier, elle n'est que très peu utilisée. Le pouvoir accorde malgré tout une importance certaine à cette mise aux normes, et a même fait renommer de nombreuses rues au cours des années 2000 (qui portaient alors souvent des numéros, associés au numéro du secteur[230]). La plupart des habitants, tous milieux confondus, continuent malgré cela à utiliser une nomenclature plus ou moins vernaculaire, basant l'orientation sur des points d'intérêt reconnus – télécentre, château d'eau, boulangerie, canal, etc. –, « la topographie négro-africaine » qu'évoque Hervé. Il est presque impossible à Ouagadougou que quelqu'un vous indique son adresse en donnant un nom de rue et un numéro. Ce refus dérisoire d'adopter les nouvelles normes promues n'est qu'une micro-résistance sans grande conséquence politique apparente, mais qui s'ajoute à de nombreuses autres qui forment le quotidien de la plupart des Ouagalais.

Parallèlement, dans ce mélange de micro-résistances et d'acceptation distante du cours des choses, chacun reste conscient de sa place. En cela, les pratiques témoignent d'une position hiérarchique socio-spatiale claire. Quand on demande aux habitants du non-loti de Tingandgo ce qu'ils feront en cas d'expulsion, la fatalité se lit aussi bien que leur rang social :

> « Non, s'ils viennent nous chercher, on va partir quelque part. Si tu n'as pas les moyens, seulement, tu as les problèmes. » (entretien collectif, Tingandgo, 27/05/2015)

Ainsi, il faut garder en tête que l'évitement du pouvoir reste dans la plupart des cas une contrainte : si l'on n'affronte pas le pouvoir, c'est qu'on est conscient de sa propre position de faiblesse. Cette citadinité subalterne n'empêche pas de développer des tactiques d'appropriation : comme nous l'avons vu, les habitants se réunissant entre eux pour décider des solutions aux problèmes du quartier. Ils ont fait venir l'électricité, ont installé un éclairage public pour éloigner les voleurs, s'occupent de l'entretien des routes et des ralentisseurs, etc. : bref, ils font valoir un droit d'usage collectif sur leur quartier. Les résistances par les pratiques sont ici les plus directes et concrètes, car elles amènent à réellement prendre en main des questions politiques et à changer le quartier. Ce n'est probablement pas un hasard si je remarque cela concernant les populations urbaines les plus spatialement marginales que j'ai pu croiser au cours de mon enquête. La résistance consiste ici à envahir collectivement les champs d'action laissés vacants par l'État. Le fait qu'ils aient pu le faire dit aussi beaucoup de leur marginalité spatiale. Mais les habitants des non-lotis savent aussi que cette liberté s'évanouira le jour où leur terre prendra soudainement de la valeur et intégrera le marché foncier formel, et ils ne se font pas de doute sur leur déguerpissement à venir : ce sont les terres qui prendront de la valeur, pas ceux qui les occupent.

[230] La rue 8.12, par exemple, était la douzième rue du secteur 8 (Gounghin-Sud), et a été renommé en « Rue Kom Deng Wongbo », nom d'un dignitaire mossi.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

De ce point de vue, la simple présence des habitants sur des zones non-loties constitue une résistance, une conquête de l'espace urbain par l'appropriation collective. Ce constat permet de réaffirmer le lien étroit entre la ville et la politique. S'approprier collectivement l'espace urbain, c'est aussi faire la ville, la produire et créer des modes autonomes d'être-en-ville, qui viennent se confronter aux modes promus. Il s'agit de proposer une autre hiérarchie des légitimités urbaines, en faisant des habitants les acteurs de leur espace, et non les receveurs passifs de la production officielle de la ville. A travers les occupations informelles, l'espace urbain apparaît comme un enjeu de lutte. Mieux, l'espace urbain apparaît comme le produit de cette lutte. Les habitants des quartiers non-lotis participent autant à faire la ville que les grands projets menés par l'État. La faible présence de l'État dans ces quartiers est à ce titre notable : l'ordre urbain qui y règne est un ordre semi-autonome, qui s'éloigne de l'ordre urbain officiellement promu. Cette autonomie fait que l'État ne cherche bien souvent à imposer son ordre qu'à travers des opérations relativement violentes comme les déguerpissements, qui sont à voir comme de brusques *rappels à l'ordre*.

Les quartiers non-lotis sont construits, organisés et gérés par les habitants qui s'y installent, et qui acceptent difficilement que l'État intervienne pour se réapproprier ce travail sur l'espace, même s'ils ne se confrontent pas à lui car ils savent qu'ils en sont dépendants pour atteindre une véritable sécurité résidentielle en obtenant une parcelle. La supériorité de la valeur d'usage de ces quartiers sur leur valeur d'échange ne fait pas de doute :

> « Tous les gens avec qui je cause, c'est ces parcelles-là, ici, qui nous intéressent. Tout le monde veut vivre ici. » (entretien Boureima, Toudoubweogo, 20/05/2015)

C'est donc parmi les citadins subalternes que l'on retrouve la démonstration la plus éclatante de l'opérabilité du concept de droit à la ville : les habitants du non-loti se sentent à la fois producteurs et dépendants de l'espace, et une action de l'État qui viserait à les évincer de ces quartiers serait perçue comme profondément injuste. Ce sont dans ces quartiers que les contradictions spatiales opposant la valeur d'usage et la valeur d'échange se font les plus aigües, et il ne faut donc pas s'étonner de ce constat en forme d'avertissement de Boureima :

> « Les non-lotis, là, c'est comme une bombe à retardement qu'ils ont installée dans chaque coin. Ça va chauffer, c'est obligé. » (*ibid.*)

Si les habitants des non-lotis pouvaient se montrer parfois fatalistes vis-à-vis d'une possible éviction à venir, ils comptent malgré tout parmi les plus décidés à la confrontation. Ces mêmes habitants de Tingandgo que nous avions croisés avaient presque tous pris part à l'insurrection de 2014. Reste à savoir si le pouvoir burkinabè redoute l'explosion de la « bombe » des inégalités spatiales.

A Ouagadougou, on constate que si les habitants semblent, de prime abord, peu impliqués dans la résolution des inégalités spatiales, ils font preuve au contraire d'une *agencéité* (*agency*) souvent

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

maximale, dans leur manière d'exploiter à leur profit les espaces socio-spatiaux délaissés par le contrôle du pouvoir. Cette idée d'agencéité, développée au sein des études postcoloniales, se définit « comme la capacité d'agir des acteurs sociaux, incluant ces "marges de manœuvres […] en situation sociale de semi-contrainte" (Olivier de Sardan, Bierschenk, 2008), mais aussi comme un ressort lié au pouvoir réflexif des individus (Ortner, 2006 ; Van Dijk, de Bruijn, Gewald, 2007) » (Aterianus-Owanga, Moulard, 2016 : 8). Les habitants du non-loti qui s'y installent pour intégrer la ville, donnant sa valeur d'usage à l'espace urbain périphérique, mais dans l'attente permanente que l'État récupérera cette possibilité provisoire, n'en sont que la manifestation la plus évidente. Mais tout au long de notre étude, nous en avons vu les nombreuses occurrences : organiser un *grin*, éviter les embouteillages par des chemins de traverse ou ignorer le classement en zone inondable de sa maison. L'agencéité représente l'action des habitants dans l'intervalle entre ce qu'ils sont et ce que l'État attend d'eux. En ce sens, la stratégie du pouvoir ces dernières années, consistant à valoriser la valeur d'échange du foncier urbain se confrontera peut-être de plus en plus à ces « marges de manœuvres » des habitants. A ce moment-là, peut-être, l'évitement deviendra de plus en plus difficile, et la confrontation sans cesse plus inéluctable.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion de la troisième partie :

En somme, nous pouvons conclure en rappelant que la dimension politique de l'espace fait des pratiques spatiales elles-mêmes des vecteurs de résistance. Ainsi, il n'est pas nécessaire de discuter des inégalités spatiales ou de mettre en place des procédures à même de faire de l'espace un problème public pour que les pratiques spatiales prennent une dimension politique. Dans un espace inégalitaire comme l'espace ouagalais, occuper l'espace, « être là », c'est déjà résister.

Nous avons vu qu'à Ouagadougou, la défiance envers le monde politique et les pratiques semi-autoritaires du pouvoir conduisent à un évitement du champ politique. Le désir de ne pas se confronter directement au pouvoir peut apparaître comme une volonté de biaiser un rapport de force trop inégal.

Malgré tout, il n'y a pas de déficit de la parole publique, et l'existence d'un espace public de débat, même imparfait et contrôlé, révèle une prise de conscience des inégalités structurelles liées à l'espace. De nombreux habitants partagent également la conscience que la politique et la rue sont liées (topographie politique de la ville, dont la conscience est particulièrement partagée depuis l'insurrection).

Les pratiques spatiales révèlent des volontés d'éviter, de contourner ou de détourner les pratiques spatiales officielles. Cela passe en partie par la production d'hétérotopies, soit autant de mondes urbains produits par en bas, qui tentent de se constituer une autonomie. Ces pratiques hétérodoxes de l'espace permettent à leur tour de structurer des systèmes de représentation liant résistance et espace, à même de constituer les jalons vers une résistance ouverte dans l'espace public.

Ce que nous avons donc mis en évidence dans ce chapitre, c'est un continuum entre la pratique populaire de l'espace et la résistance déclarée, qui est constitué d'une multiplicité de niveaux intermédiaires qui permettent aux habitants d'autonomiser leurs pratiques en questionnant en permanence l'autorité du pouvoir sur l'espace, et en jouant avec les limites sans mettre en péril leurs ressources.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Conclusion générale

Si cette étude fait écho tant aux travaux sur les citadinités dans les villes africaines (Gervais-Lambony, 1994 ; Piermay, 2003 ; Spire, 2011, Ginisty, 2014) qu'à ceux sur les évolutions des pratiques et représentations dans le cadre du changement urbain (Dureau et alii, 2000 ; Giroud, 2007 ; Imbert et alii, 2014), elle tente de trouver une approche conciliant les points de vue, et permet finalement de combiner sociologie politique et géographie urbaine. Ces réflexions nous ont amené à nous rapprocher des analyses plus récentes faisant le lien entre pratiques spatiales et résistances politiques (Bayat, 1997 ; Nicholls, Miller, Beaumont, 2013 ; Morange, Planel, Spire, 2017). Ce faisant, elles nous ont amené à réfléchir à un élargissement de la conception du politique. Nous avons effectué une « promenade » dans Ouagadougou, en prenant soin de nous intéresser à la répartition des individus et des ressources, et donc *in fine* à la distinction entre centre et périphérie, cadre conceptuel central dans notre lecture de la ville (Lefebvre, 2000). Dès lors, notre méthodologie a consisté à interroger les deux faces de la médaille : travailler sur les pratiques en centre-ville, interroger des habitants en périphérie de celui-ci – mais notamment les interroger sur le centre-ville.

L'un des objectifs que nous avions en début de thèse était de réexaminer le lien entre espace et politique. Les travaux menés ici ont confirmé l'existence de cette relation, en démontrant que l'espace n'était pas une simple toile de fond neutre sur laquelle *auraient lieu* les rapports sociaux, mais bien une dimension du monde social, qui est à la fois produite par les rapports sociaux, et qui produit des effets en retour sur ceux-ci. Ces effets ne sont pas simplement des effets purement spatiaux (distance, mobilité, etc.), mais touchent aux rapports entre les individus, aux représentations collectives, aux manières de se mobiliser (Mahoudeau, 2017).

Cette thèse nous a donc permis de nous intéresser aux pratiques et représentations des habitants de la ville de Ouagadougou, et de les mettre en rapport avec un ensemble de normes urbaines promues par le pouvoir – le modèle. Cette approche nous a autorisé à dégager un ensemble de hiatus : les normes promues sont diversement acceptées, suivies, adaptées selon les populations et les quartiers. La persistance de pratiques contraires à celles-ci permet de poser une question politique : dans quelle mesure ne pas suivre les injonctions plus ou moins directes concernant la manière d'être en ville constitue une résistance au pouvoir ? Cette question prenait tout son sens dans la mesure où nous avons cherché à adjoindre à ces réflexions une approche globale de la ville comme répartition inégalitaire d'un certain nombre de ressources que recherchent les citadins. Ces citadins ne peuvent accéder équitablement à ces ressources selon leur situation dans la ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Nous avons vu qu'entre autres explications, ces situations d'inégalités d'accès aux ressources urbaines sont particulièrement liées à la localisation des individus. Cela s'explique notamment par la concentration de ces ressources, notamment en centre-ville, qui rendent l'éloignement – en distance et en temps – discriminant. Mais l'éloignement n'est pas la seule explication : le statut d'occupation du foncier urbain joue également un rôle important. Les habitants des espaces informels auront plus de mal à accéder sur le long terme aux ressources de la ville. Enfin, le statut socio-économique et politique est tout autant important : nous avons vu que les habitants des quartiers détruits pour le projet ZACA, bien que résidant en centre-ville, n'ont pas réussi à constituer un groupe suffisamment important pour éviter leur expulsion vers la périphérie.

Ces inégalités de statut urbain constituent un système complexe d'accès à la ville, qui a des répercussions sur les pratiques et les représentations des individus. Ce lien entre situation sociale et situation spatiale suggère que l'expérience urbaine constitue une expérience politique. Pratiquer et se représenter l'espace, c'est expérimenter et se représenter le système de hiérarchies socio-économiques qui structurent la ville.

De ce fait, pratiquer l'espace urbain, être en ville, c'est participer à un processus de subjectivation. Nous avons donc eu à nous interroger sur la construction du sujet urbain, c'est-à-dire à remettre sur le métier une question centrale de la géographie urbaine : celle de la citadinité. Plus précisément, il s'agissait de nous poser la question du sujet politique à travers ses pratiques et représentations urbaines, dans ses rapports avec un cadre urbain.

Soulignons ici à nouveau l'apport des méthodes interactionnistes de la sociologie pragmatique : se placer à l'échelle des interactions entre individus nous a permis d'envisager la politisation selon une logique de montée en généralité sur la base de « grammaires plurielles » (*ibid.*). Il s'agit d'analyser les registres de représentations non pas comme une « grammaire universelle », mais plutôt en les replaçant dans leur contexte spatial localisé. Ce positionnement médian entre individu et collectif est apparu finalement comme un moyen efficace d'explorer notre sujet.

En somme, notre étude de Ouagadougou nous a amené à interroger l'être-en-ville tant dans une logique *bottom up*, en partant de l'individu, que dans une logique *top down*, en nous intéressant aux différentes hiérarchies sociopolitiques et spatiales dans lesquelles il s'insère. Nous allons désormais tenter de déblayer un ensemble de pistes ouvertes par ce travail, qui seront autant de propositions de recherche sur des sujets et terrains similaires.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Une hiérarchie inégalitaire des légitimités urbaines

Nous avons vu le lien entre la position des individus dans l'espace et leur position sociale, leur possibilité d'accès aux ressources de la ville. Des fractures apparaissent dès lors, dont les frontières sont ambivalentes, mouvantes, mais réelles, entre *established* et *outsiders* (Elias, Scotson, 1997) : ceux qui ont accès aux ressources urbaines et les autres. Plus que la position dans la ville, c'est le statut spatial qui semble faire hiérarchie à Ouagadougou : entre les propriétaires et les locataires, les habitants du loti et du non-loti. Il est à ce titre étonnant de constater l'importance sensiblement moindre accordée par les habitants à la distance par rapport aux ressources urbaines, alors que celle-ci est effectivement discriminante, et que la ville y apparaît particulièrement sous-équipée en termes de transports. C'est sans doute que la sécurité foncière, source potentielle d'accumulation dans un contexte de fort développement urbain, y apparaît comme l'une des ressources les plus recherchées. De manière paradoxale, les habitants se voient contraints d'accepter une marginalisation spatiale qui leur offre une progression sociale par l'accès au foncier. On ne retrouve donc pas en périphérie uniquement les populations les plus précaires. Toutefois, cette possibilité de « progression sociale » reste en trompe-l'œil : l'accès aux ressources urbaines principales reste réservé à une élite relativement restreinte.

Soulignons au passage que Ouagadougou a été capitale avant d'être une grande ville, comme nous l'avons vu au chapitre 2. La ville s'est développée à un rythme très important sur la base de ressources limitées, créant rapidement des césures entre habitants, et mécaniquement, des rentes pour ceux qui étaient du bon côté de celles-ci. Ce phénomène a été renforcé par la politique urbaine qui a cherché à fonder sa légitimité en s'alliant avec certaines catégories de la population, notamment en leur permettant l'accès à certaines ressources et positions.

Par la suite, les politiques d'inclusion économico-sociale des citadins, menées par les pouvoirs publics sous l'impulsion des organisations internationales, ont créée mécaniquement des espaces de l'exclusion, mettant à jour un effet d'éviction des populations les plus démunies. C'est dans ces espaces de relégation, que l'on retrouve sur tout le territoire de la ville, que se déploie une « société incivile » dont les pratiques constituent un mode de résistance. Ce sont donc des formes de légitimité urbaine qui se sont progressivement constituées.

Tout comme dans d'autres capitales périphériques africaines, comme à Lomé (Spire, 2011) ou à Maputo (Ginisty, 2014), à Ouagadougou, « l'intégration de la dialectique légitime/illégitime et plus largement du registre de la normativité dans la production de l'espace […] soutient la mise en invisibilité d'injustices sociales » (Ginisty et alii, 2014 : 198). La question de la légitimité et du *droit à être-là* sont instrumentalisés ponctuellement selon les objectifs du pouvoir. Les changements urbains

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ayant eu lieu sous Sankara dans les années 1980 entendaient rompre avec l'ordre ancien visible dans l'organisation de l'espace, et son héritage à la fois bourgeois, coutumier et colonial. Les habitants des anciens quartiers détruits dans le cadre du projet ZACA pouvaient tirer une légitimité de leur présence précoloniale, qui ne leur était plus utile au moment où la légitimité de la présence s'est basée sur la légalité de l'occupation des sols et la valorisation économique des espaces urbains.

Nous avons donc mis en évidence cette hiérarchie des légitimités à Ouagadougou, qui nous permet d'affirmer que l'espace y apparaît comme une ressource légitime (Ginisty et alii, 2014), donnant lieu à une concurrence et produisant des inégalités. D. Harvey parlerait de « conditions géographiques inégales » qui ne découleraient « pas simplement de la répartition inégale des dotations en ressources naturelles et des avantages de localisation, mais sont produites, de façon plus déterminante encore, par les modalités inégales selon lesquelles la richesse et le pouvoir deviennent eux-mêmes hautement concentrés à certains endroits en raison des relations asymétriques d'échange » (Harvey, 2010 : 57). En somme, les inégalités doivent se comprendre par rapport à un système asymétrique de relations de pouvoir. Il ne s'agit pas simplement d'inégalités matérielles, induites par la position par rapport à la structure urbaine et la répartition des ressources, mais bien d'une inégalité politique. Certains habitants se retrouvent donc dans une position *subalterne*.

Quelles conséquences tirer dès lors du fait que la condition de l'être-en-ville à Ouagadougou est une position politique ?

Écarter la justice, travailler l'injustice

Avant toute chose, il nous faut réfléchir au rapport entre inégalités et injustices, alors que notre premier chapitre, en faisant un rapide état de l'art à ce sujet, avait finalement laissé ouverte la question. La question de la justice, et de la difficulté à la définir en tant qu'outil d'analyse a été fondamentale sur notre terrain. En effet, les apparents hiatus entre inégalités – en tant que situation matérielle objectivable – et injustices – en tant que ressenti individuel ou collectif – nous ont obligé à dépasser une analyse en termes de justice spatiale qui nous forcerait soit à produire des jugements de valeur, soit à nous limiter à une lecture procédurale de la question. Lors des discussions avec les enquêtés, on se rend vite compte que les habitants les plus privilégiés peuvent parfois exprimer un sentiment d'injustice, mais surtout que nombreux sont ceux qui semblent être dans une situation d'inégalités objectives mais n'en expriment pas un ressenti particulier. La notion de justice rend

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

difficile l'appréhension de situations qui ne passeraient pas par une traduction juridique, éthique ou morale. En somme, le cadre conceptuel de la justice semble restreindre celui du politique.

L'une des solutions proposées pour résoudre le problème de la tension entre inégalités matérielles et injustices ressenties a été la mobilisation du binôme conceptuel pratiques/représentations, permettant de situer les habitants dans un rapport dialectique à l'espace, même en l'absence de mobilisations politiques identifiées. J'ai choisi de coupler ce binôme à une analyse en termes de résistance, prise dans un sens large, permettant de dépasser à la fois le cadre conceptuel de la justice sans toutefois effacer la subjectivité des habitants.

La résistance a l'avantage de pouvoir s'étudier comme telle, d'être objectivable par un travail d'observation. Elle ne nécessite pas une verbalisation, voire une conceptualisation de la part de l'habitant. De plus, elle peut s'étudier alors qu'elle ne se déclare pas forcément comme telle. Le désir de justice nécessite de rattacher sa propre expérience à des représentations collectives de ce qui est juste, et a pour vocation d'être exprimé dans l'espace public. S'en tenir à l'observation des résistances permet de travailler plus efficacement sur le non-dit, la ruse, le texte caché des dominants. Il s'agit bien d'apporter une perspective matérialiste, c'est-à-dire de rendre objectives les questions que pose le terrain.

Par conséquent, quel cadre de pensée peut nous aider à comprendre ces observations objectives des inégalités ?

Citadinité subalterne et économie morale de la ville

Le penseur italien A. Gramsci définit les subalternes comme « le groupe qui subit l'initiative politique de l'autre » (Gramsci, 1974), concept qui peut apparaître pertinent pour analyser la situation urbaine ouagalaise.

A. Choplin et R. Ciavolella développent une réflexion sur la citadinité dans les villes africaines à travers la relecture d'un texte de Gramsci de 1917 intitulé *La Città futura*. Le théoricien socialiste italien y joue sur « l'ambigüité performative » (Choplin, Ciavolella, 2018 : 109) du terme « città » en italien, signifiant tout à la fois « ville » et « cité » au sens politique du terme (on retrouve la distinction entre *urbs* et *civitas* évoquée lors de notre premier chapitre). Il y développe une vision de l'histoire « comme champ ouvert de bataille et de possibilités, susceptible d'être modifié par la volonté politique de sujets apparemment impuissants […] qui s'engageraient comme sujets historiques de transformation de la société » (*ibid.* : 110). Cette analyse fait assez largement écho à nos propres interrogations sur une situation urbaine ouagalaise foncièrement inégalitaire, des résistances concrètes difficiles à déceler

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

mais des modes de résistance pratiques bien présents. Une telle analyse peut nous apporter des éléments de réponse à l'une des interrogations qui se pose pour nous au sortir de cette étude : comment qualifier politiquement ce qui ne se donne pas pour politique – en l'occurrence, les pratiques et représentations urbaines déviantes de la norme ? Il s'agit donc bien ici de réfléchir à une nouvelle définition de la subjectivité politique des habitants qui se construirait *à travers* leurs modes d'être-en-ville.

Les réflexions de Gramsci sont d'autant plus pertinentes que des parallèles sont possibles entre la situation ouagalaise et celle de l'Italie que décrit Gramsci (parallèle que dressent également A. Choplin et R. Ciavolella à propos de leur propre terrain : Nouakchott) : un tissu urbain encore peu dense et faiblement organisé, l'existence d'une forte dichotomie ville-campagne, des gouvernements semi-autoritaires mêlant discours traditionnalistes et clientélisme aux plans symbolique et pratique, le rôle organique de la capitale dans la construction d'une hégémonie politique et sociale de la bourgeoisie nationale (*ibid.*). De même, les analyses gramsciennes ont connu un succès certain chez les penseurs du Sud (Spivak[b], 2009, Jablonka, 2012), pour réfléchir aux situations postcoloniales.

Dans son texte, Gramsci amorce une réflexion sur les liens entre la pratique urbaine et la construction du mouvement révolutionnaire chez les subalternes. Pour lui, le lien entre société politique et société civile n'est jamais complètement achevé dans les sociétés, et tout particulièrement dans les sociétés qui ne sont pas encore complètement engagées dans la voie du capitalisme industriel. Ce qu'il nomme l'hégémonie bourgeoise laisse dès lors des fractures et des marges au sein desquelles émergent des subjectivités politiques différentes. Ce constat fait écho à un certain nombre d'observations que nous avons pu faire au cours de ce travail : il semble à Ouagadougou y avoir un hiatus entre les différents systèmes de normes urbaines et les modes de résolution des conflits qui y sont liés. Les pouvoirs publics et les citadins subalternes ne semblent pas parler la même langue, et ne peuvent simplement résoudre ce conflit dans le cadre établi du débat public. Dans ces conditions, les pratiques urbaines de l'État apparaissent autoritaires et les réactions des citadins se font de manière indirecte, entre replis tactiques et détournements stratégiques.

Dans cette optique, la rareté des mouvements sociaux liés aux questions spatiales à Ouagadougou interroge, mais mérite d'être analysée plus avant. Les soulèvements violents sur ce sujet peuvent avoir lieu lors d'opérations de déguerpissement, comme nous l'avons vu dans le cas des expulsés du projet ZACA. Mais au-delà du déguerpissement, il s'agit ici d'un acte vécu comme injuste, entraînant la perte concrète de capital (économique, de position, etc.) de la part des habitants, et donc d'une rupture des termes du pacte implicite avec le pouvoir. On peut sans doute considérer que l'insurrection contre la modification de la constitution par Blaise Compaoré qui a entraîné le départ de celui-ci relevait de même d'une telle rupture. Ceci étant dit, l'absence habituelle de mouvements sociaux dans l'espace

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

public concernant les inégalités spatiales peut signifier que ce pacte foncièrement conservateur est respecté, qu'un ordre communément admis entre dominants et dominés règne.

Selon Gramsci, cet *ordre des choses* est le soutien le plus efficace des régimes de pouvoir, faisant du monde social tel qu'il se présente quelque chose de « solidement coordonné » (Gramsci, 1974). De ce fait, la plupart des citoyens n'entendent guère mettre en péril cet ordre perçu comme naturel. Les micro-pratiques de résistance observées ne répondraient dès lors qu'à une volonté de s'opposer à ce qui fait obstacle à ce *sens commun*. En quelque sorte, les habitants subalternes se positionnent par rapport à une économie morale de la ville (Thompson, 1971), qui les fait agir en marge pour en corriger les écarts, sans toutefois chercher à s'organiser pour inventer un ordre nouveau. Cette économie morale constitue donc une sorte de norme implicite du bon fonctionnement de la vie urbaine, par rapport à laquelle les différents acteurs se positionnent. Cette économie morale, cet *ordre des choses* que l'on retrouve dans la rhétorique gramscienne, constitue une sorte de pacte implicite entre dominés et dominants, et s'insère dans des rapports de pouvoir (Hayat, 2018).

Une telle analyse pourrait permettre d'expliquer le fait que les mobilisations autour des questions spatiales demeurent de basse intensité. En quelque sorte, les habitants se mobilisent à travers leurs pratiques à une échelle individuelle, qui n'apparaît donc pas comme politique, car elle ne répond pas à ce que l'on attend d'un mouvement social, se positionnant sur des problèmes sociaux correctement établis, comme nous l'avons vu : les inégalités spatiales peinent à Ouagadougou à se constituer un objet central du débat public, ou plus probablement, les formes du débat public tel que celui-ci se constitue en rapport avec la sphère du pouvoir politique, ne sont que peu investies par la plupart des habitants. S'il ne faut pas oublier que nombre de déguerpissements donnent régulièrement lieu à des soulèvements plus ou moins violents, nous avons noté au cours de l'enquête une forme de fatalisme apparent : ce sont notamment les habitants de Tingandgo qui répondent en substance qu'en cas de déguerpissement de leur quartier, ils n'auront qu'à chercher ailleurs – et plus loin – un nouveau lieu d'installation. Ce sentiment d'impuissance qui traverse les mobilisations peut toutefois se concevoir : nous avons vu les expulsés de la ZACA, impuissants dans leur lutte, justifier au cours de notre enquête l'acceptation de l'ordre des choses, cette dernière stratégie entraînant des profits concrets – évitement des politiques répressives, éventuelles négociations permettant de sauver ce qui peut l'être, etc. – que la confrontation n'apporte pas. Dès lors, comment penser l'émancipation dans cette situation où les principaux mouvements sociaux peuvent apparaître comme conservateurs, car visant le retour à un ordre des choses communément accepté ?

Chez J.C. Scott, le recours à l'économie morale fait naître une capacité d'agir collective, une agencéité, qui offre des capacités de mobilisation aux acteurs sociaux éloignés des capitaux nécessaires à la mobilisation dans l'espace public (Scott, 1977). En quelque sorte, la pratique de

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

l'espace est une porte d'entrée vers la pratique de l'espace public – au sens de l'espace des conflits politiques et de leurs résolutions. Pour Gramsci, seule l'*utopie* en tant que projection vers un ordre nouveau permet de dépasser cet ordre des choses conservateur. Nous sommes là assez proche de l'*utopie* comme « désir expressif » chez H. Lefebvre, que nous avons déjà évoqué au chapitre 9. Mais l'idée d'*isotopie* comme ordre spatial rationnalisé de l'État qu'il lui oppose ne correspond pas tout à fait à celle d'*ordre* chez Gramsci.

Pour Gramsci, l'*utopie* n'est pas une pratique concrète de transformation de la société, mais plutôt une critique de l'ordre existant qui se manifeste par la fuite ou l'imagination (Choplin, Ciavolella, 2018). Il s'agit de la « planification des choses comme elles devraient être, alors que l'histoire ne correspond jamais à l'ordre prévu » (*ibid.* : 111). En quelque sorte, nous avons retrouvé cette affirmation sourde d'un ordre différent en nous intéressant aux pratiques et représentations alternatives et interstitielles de l'espace. L'espace vécu et perçu des habitants s'oppose à l'ordre de l'espace conçu par le pouvoir. Les habitants dans leurs gestes quotidiens expriment un désir *autre*, des règles alternatives d'organisation de l'espace. Mais dans la perspective gramscienne, ce désir ne fait pas histoire, il ne peut être effectif que dans des espaces cachés et des moments volés – c'est ce que nous avons vu avec les *grins* – et il ne peut se réaliser qu'en se confrontant avec le pouvoir en construisant un projet politique pratique.

La *città futura* représente cette traduction de l'utopie en projet politique émancipateur chez les groupes subalternes, et selon A. Choplin et R. Ciavolella, il est notable que Gramsci ait choisi un terme jouant sur la polysémie de la *cité*, concept politique autant que spatial. Il s'agit bien de réfléchir aux correspondances entre citadinité et citoyenneté, alors que le philosophe socialiste écrit son texte à Turin, alors fer de lance de l'industrialisation de l'Italie : « la possibilité de constitution d'une citoyenneté politique, et par conséquent l'entrée dans l'histoire des subalternes et l'avènement de leur "initiative politique autonome" ne pourrait se faire que dans et par la cité » (*ibid.* : 113).

Des pratiques de liberté émancipatrices dans un espace urbain inégalitaire

En somme, la citadinité, à la fois en tant que pratique de la ville et constitution politique d'une communauté de citadins, pourrait être en elle-même émancipatrice face aux situations spatiales inégalitaires, dans une perspective hégélienne proche de la dialectique du maître et de l'esclave telle que développée dans *La Phénoménologie de l'esprit* (Hegel, 2012 ; voir Kojève, 1980). L'individu se constituant comme sujet urbain se construit tout à la fois comme sujet politique.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

L'intérêt de produire une réflexion sur la subjectivation est de replacer l'individu, ses pratiques et ses résistances au sein des structures qui contribuent à le produire, sans nier l'un ou l'autre (Laval, 2018). En somme, il s'agit de ne pas dénier la liberté aux individus de penser et agir sur le monde social, tout en insistant sur la force des cadres sociaux et politiques qui les influencent. De cette manière, il est possible de penser à la fois la domination et l'émancipation, dans le rapport dialectique qu'elles entretiennent. La subjectivation est la manière dont M. Foucault, notamment, va essayer de penser les possibilités de sortie du type de domination ou du type de gouvernement néolibéral.

C'est la question des « pratiques de liberté » évoquées tardivement par M. Foucault (Foucault, 1984 : 1529) : il ne s'agirait pas de penser la subjectivité émancipatrice comme un processus de libération qui supposerait que la destruction des dominations qui pèsent sur l'individu suffisent à le rendre à une illusoire *vraie nature*, mais plutôt comme un ensemble potentiel de « pratiques de liberté » qui permettrait de construire un espace de l'émancipation à une échelle individuelle, puis éventuellement collective. Foucault prête une grande attention à ces pratiques minuscules, marginales, mais qui dessinent un ailleurs.

Il faut mesurer l'ambivalence de la subjectivité, lieu à la fois investi par le pouvoir et lieu de résistance au pouvoir. C'est dans cet entre-deux qu'il faut peut-être chercher la *citta futurà* qui se dessine dans les villes ouest-africaines. A nouveau, nous ne sommes pas bien loin de l'esclave d'Hegel, dont le travail est à la fois aliénant et potentiellement émancipateur. Il en irait ici de même des pratiques de l'espace, ontologiquement inégalitaires du fait de la hiérarchie des légitimités urbaines produite par le cadre urbain, mais offrant à la fois le moyen d'en contester les fondements (Lefebvre, 2019).

Une telle perspective permet de complexifier le problème, là où des analyses purement individualistes – qui ne considéreraient qu'un individu libre de ses pratiques et de ses pensées – ou purement structuralistes – qui tenteraient de démêler les rapports entre l'État, le marché, la coutume, etc. – échoueraient à produire une analyse satisfaisante. Dans la subjectivité se trouve à la fois la domination et la possibilité d'en sortir. Lorsque Foucault écrit sur les pratiques de liberté, il propose une définition dépassant les théories de la liberté. La liberté n'est pas chez lui nécessairement un état abstrait de conscience, mais un ensemble de pratiques au sein du monde social. Ces pratiques de liberté ne s'observent qu'au sein des – et par rapport aux – relations de pouvoir.

Nous sommes ici à nouveau proches des théories postcoloniales de l'*agency*, tout en proposant une occurrence résolument urbaine de celles-ci. Dans ces formes complexes d'initiative, on retrouve l'individu interstitiel (Agier, 2015) que nous évoquions au premier chapitre, qui se construit dans sa confrontation permanente aux structures de la ville et aux institutions sociales qui y prennent place. C'est dans cette citadinité paradoxale, qui voit l'individu se construire dans une mise à distance

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

permanente avec l'espace et les autres toujours plus ou moins étrangers, que se révèlent les pratiques de liberté. C'est là que se joue le processus de subjectivation propre à l'urbain. La citadinité apparaît donc, comme nous l'avions annoncé au début de cette thèse, comme un processus plutôt que comme une identité.

Dans une telle perspective, il s'agit de déplacer la matrice de formation des subjectivités politiques. Celles-ci ne se construisent pas nécessairement dans le rapport à l'État, au monde politique ou au débat public, mais bien plus dans le rapport à l'espace urbain et aux possibilités d'y développer des conditions de vie décentes. Dans le cadre urbain, les subjectivités subalternes sont confrontées aux problématiques globalisantes qui structurent l'espace urbain, et se projettent dès lors vers des horizons diasporiques ou transnationaux (Fouquet, 2013). C'est bien plus par rapport à la ville que par rapport à l'État que se positionnent les dominés à Ouagadougou.

Ainsi, les imaginaires de la ville invitent à la production d'une subjectivité résolument transnationale (Simone, 2005). C'est ce dont témoignent les modèles de la ville défendus par les pouvoirs publics et les promoteurs, et célébrés par les panneaux publicitaires et la communication liés aux grands projets. Ces modèles officiels proposent des identités urbaines formatées, qui sont confrontées à celles des habitants, construites au fil de leur parcours résidentiel, important et mélangeant les normes pour en produire de nouvelles adaptées à la situation présente. Cette subjectivité urbaine transnationale se construit également dans les réflexions militantes menées par exemple par les membres du MSP-DR.OL (chapitre 8), qui adoptent progressivement l'idée que l'urbain est une question qui déborde le simple cadre local, et que les moyens de défendre les habitants se construisent en réseau à une échelle supranationale. De cette manière, les pratiques de liberté déployées par les habitants au sein des espaces urbains contestent les normes locales par la mobilisation d'une identité globale et plurielle. C'est là le « rôle historique » de la citadinité, qui construit des identités collectives qui se projettent au-delà du strict cadre géographique de la ville.

Autonomie, utopie et rôle historique de la citadinité

Nous le voyons, ce travail a permis d'explorer la profondeur polysémique du politique. Cette notion a été explorée ici dans son sens le plus large. Il s'est agi à la fois d'en analyser les manifestations institutionnelles, celles liées aux mouvements sociaux et le caractère infrapolitique que revêtent les pratiques spatiales. Nous avons ainsi vu que concernant ces trois dimensions, la politique a partie liée au contexte spatial, et *vice versa*.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Finalement, en nous interrogeant sur les inégalités de pratiques et de représentations, et les éventuelles revendications politiques et infrapolitiques sur l'espace, nous avons soulevé la question de l'*usage autonome* de l'espace (Ripoll, Veschambre, 2005). Cet usage autonome, « user de l'espace librement ou du moins sans contrainte sociale explicite » (*ibid.* : 4) constitue un idéal difficilement atteignable en soi, mais peut malgré tout servir d'instrument de mesure. Il s'agit dès lors de faire l'hypothèse que l'usage autonome constitue un objectif des acteurs, et l'un des cadres des micro-négociations qui ont lieu en permanence dans l'espace de la ville. En somme, c'est ici se placer dans le sillage des recherches sur l'appropriation de l'espace (Ripoll, Veschambre, 2006), que nous avons évoqué au cours de cette thèse. Il s'agit de nous interroger sur les tensions entre espace vécu et espace conçu (Lefebvre, 2000), l'usage autonome constituant une conquête de l'un sur l'autre : « l'appropriation s'opère sur un espace déjà approprié et […] elle en change la fonction ou la finalité » (Ripoll, Veschambre, 2005 : 4). Dans cette optique, le lien entre espace et politique apparaît indiscutable : l'espace n'est jamais un cadre neutre hors du social, mais est toujours conçu selon un projet politique plus ou moins lisible, et donne lieu à des pratiques qui tentent de négocier leur autonomie.

L'autonomie n'est pas l'exclusivité. F. Ripoll et V. Veschambre rappellent qu'il existe des usages exclusifs non-autonomes de l'espace : à Ouagadougou, il peut s'agir des logements privés au sein du non-loti, susceptibles d'être expulsés à tout moment. En ce sens, le précédent que constitue le projet ZACA a rendu l'autonomie fragile pour beaucoup : chaque habitant peut se voir expulser même s'il occupe légalement son logement si les intérêts de l'État l'exigent. Il y a également des usages autonomes non-exclusifs : ce sont les espaces publics qui servent de ressources au quotidien pour les habitants. Installer son tablier* de restauration sur l'espace public permet par exemple de tirer un revenu régulier de l'usage de l'espace sans en interdire l'accès aux autres usagers.

La question de l'appropriation pour son usage autonome pose à nouveau la question de l'initiative politique des citadins subalternes. Chercher à se construire des possibilités d'usage autonome de l'espace permet de produire dans le même temps un espace autonome du politique. Encore une fois, c'est le lien entre le processus de citadinisation, à travers l'appropriation de l'espace urbain, et celui de politisation qu'il est intéressant de soulever. Revendiquer son autonomie d'usage lorsque l'on est en situation de subalterne revient à mener un processus de politisation citadine, dans le sens où il s'agit de revendiquer l'espace de la ville pour soi. C'est dans la confrontation avec l'ordre urbain que se construit la conscience de celui-ci qui peut permettre de construire des contre-modèles.

L'enjeu est dès lors de réfléchir à la question de la « prise d'initiative » : « La sortie de la subalternité ne serait possible que par un processus d'émancipation entamé, en principe, par une prise d' "initiative politique", par un passage à l'action en tant que sujets conscients de leur propre rôle

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

historique » (Choplin, Ciavolella, 2018 : 117). Sur ce point, la question des représentations urbaines nous a semblé centrale, de par la relation dialectique qu'elles entretiennent avec les pratiques spatiales, à la fois cadre déterminant et produit de celles-ci. Pour que la pratique de l'espace passe de pratique politique passive à pratique politique active, les représentations doivent être capables de lier les questions spatiales quotidiennes au champ de la politique.

Les représentations comme support de l'action collective.

La difficulté de nombreux habitants à traduire les inégalités urbaines qu'ils vivent quotidiennement dans un discours militant contre les structures de pouvoir souligne le fait que les représentations quotidiennes de la ville apparaissent autonomes par rapport aux représentations politiques. Les habitants produisent un espace politique de la ville parallèle à l'espace du débat public : ce sont les pratiques et les représentations des habitants qui modèlent cet espace politique.

Le pouvoir semble avoir bien saisi l'importance de maîtriser les représentations urbaines : « les représentations politiques produites dans le cadre du renouvellement urbain des anciens quartiers centraux relèvent d'une action de régulation à part entière. En créant et en diffusant une vision du changement urbain, ces représentations tentent de le définir et de le réaliser comme tel. Il s'agit de changer l'image (au sens large) d'un lieu, pour générer certaines dynamiques sociales et créer les conditions de la venue et de l'installation de populations cibles, à savoir des populations qualifiées et favorisées » (Giroud, 2007 : 427). A Ouagadougou, les nouvelles représentations du nouveau centre-ville sont imposées de force et peinent à créer la dynamique voulue en termes de renouvellement urbain. On y observe donc une persistance interstitielle des anciennes pratiques, qui produisent des représentations paradoxales du quartier, à la fois brouillées et figées. A l'inverse, dans le centre-ville ancien, la volonté de faire évoluer les représentations urbaines de la part de l'État est beaucoup moins visible, et les évolutions des pratiques urbaines y sont d'autant plus dynamiques.

Le projet ZACA, véritable renouvellement du centre-ville, ne produit pas véritablement de représentations collectives fortes et structurées, à l'inverse d'un projet comme Ouaga 2000 par exemple : « La persistance de continuités populaires représentées associe au quartier des représentations collectives qui contestent au final les versions que les autorités tentent d'imposer » (*ibid.* : 428). Les représentations collectives de la ville sont ainsi le support de l'action politique.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Une vision dynamique de la politisation de l'espace : l' « empiètement discret de l'ordinaire »

Nous pouvons voir l'ensemble des pratiques habitantes visant à acquérir l'usage autonome de l'espace comme une méthode globale de résistance aux normes urbaines dominantes. Comme nous l'avons déjà mis en évidence, ce n'est parce que les résistances ne se font pas au sein des cadres légitimes du débat public qu'elles ne constituent pas en soi une politique subalterne. Il est possible de leur attribuer un but politique qui, s'il n'est pas forcément pleinement conscient chez les habitants, relève toutefois d'une certaine logique unitaire. L'ensemble des pratiques infrapolitiques constituent en quelque sorte un « empiètement discret de l'ordinaire », ou « quiet encroachment » (Bayat, 2013). Ces tactiques informelles poursuivent un but : créer des règles alternatives autonomes de gestion des espaces publics et de la vie en ville, et *in fine* produire une société *incivile*. Cela se manifeste via les *grins*, les parlements de la rue et toutes instances d'échange de ressources, jusqu'à la simple installation dans le non-loti, qui constitue un urbanisme subalterne tant par la présence qu'elle implique que par les pratiques qu'elle induit (ruse avec les autorités, piratage des réseaux, etc.), et par cent autres pratiques quotidiennes qui ne résistent pas autrement qu'en *persistant* malgré les injonctions contraires des pouvoirs.

Cet urbanisme subalterne s'oppose quotidiennement aux nouvelles normes hégémoniques diffusées à travers la ville, et notamment les modèles urbains, qui, comme nous l'avons vu, conduisent à une dépolitisation des citoyens, paradoxalement à travers des politiques se voulant « inclusives ». Progressivement émerge alors un ensemble de contre-modèles normatifs, que les habitants défendent chaque jour à travers leurs pratiques. Ces contre-modèles sont pluriels, et ne sont pas déconnectés de l'ensemble des rapports de domination qui peuvent traverser la société burkinabè (entre riches et pauvres, entre jeunes et aînés, entre hommes et femmes, etc.). Mais tous tentent de contourner les injonctions venues d'en haut, et finalement contestent le pouvoir de l'État. Les pratiques urbaines reviennent donc à rechercher des *marges de manœuvre*.

Nous avons évoqué plusieurs de celles-ci, et nous aurions pu en évoquer d'autres : stratégies d'appropriation de l'espace, de manière plus ou moins temporaires, des *grins* aux quartiers informels, jeu avec les normes urbaines (les deux-roues empruntant des raccourcis pour éviter les embouteillages, jusqu'à rouler dans les canaux vides en saison sèche), piratages des réseaux d'eau ou d'électricité, détournement des usages (utiliser l'espace de la rue comme extension de l'espace résidentiel ou de commerce), prise en main de certains problèmes urbains (les habitants des quartiers mettent en place et entretiennent eux-mêmes les ralentisseurs pour limiter la vitesse des véhicules automobiles), etc. Il s'agit à chaque fois de pallier les défaillances des pouvoirs publics dans la gestion urbaine, mais également de s'approprier cette dernière, et *in fine* de constituer ces contre-modèles, à

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

même de disputer l'hégémonie des modes de faire étatiques. C'est là ce que E. Swyngedouw appelait l'*insurgent polis* (Swyngedouw, 2011, cf. aussi Holston, 2008 ; Hou, 2010), ou A. Bayat la « société incivile » (Bayat, 1997). Si pour Bayat, cet « empiètement tranquille » n'est pas explicitement politique, car non-affirmé comme tel, il s'agit toutefois pour lui « de faire face aux injustices de manière tactique et quotidienne » (Choplin, Ciavolella 2018 : 125). Nous sommes bien là dans l'infrapolitique : il s'agit de pratiquer une résistance ordinaire et potentiellement inefficace dans une situation d'absence de structures d'ensemble à même de régler les problèmes à l'échelle du pouvoir.

Ce lent travail de fabrication de pratiques et représentations alternatives de la ville produit nécessairement des effets politiques. Il s'agit d'une innovation spatiale permanente, qui est aussi une innovation citoyenne. De l'unité de ce contre-modèle dépend la formation d'une *utopie* au sens de Gramsci, mais aussi d'H. Lefebvre, qui la définissait comme « la manifestation d'un élan affectif vers l'action » (Lefebvre, 1962 : 73). Rappelons que chez Lefebvre, les pratiques infrapolitiques de l'espace ne représentaient pas en soi un mouvement émancipateur : il les désignait plutôt comme l'*hétérotopie* spatiale, par opposition à l'*isotopie*, c'est-à-dire l'ordre spatial « officiel ». L'*utopie* en tant que désir émancipateur collectif et conscient vient surgir de cette opposition. Il est difficile de prétendre que l'utopie urbaine est constituée, même partiellement, à Ouagadougou. Mais cette thèse a en tout cas tendu à nous démontrer qu'être-en-ville et y chercher à acquérir un usage autonome de celle-ci constitue un préalable indispensable.

Des limites importantes à souligner

La réflexion déployée au cours de cette thèse a ainsi cheminée d'une réflexion sur la centralité à des propositions théoriques sur la complexité des mécanismes de politisation à l'œuvre à travers les pratiques urbaines. Le lien entre ces deux approches conceptuelles s'est rapidement imposé au fil de la réflexion, devant les apparentes contradictions des premiers éléments de réponse : Ouagadougou offre l'exemple d'un cadre urbain inégalitaire, notamment vis-à-vis de l'accès aux ressources centralisées, et ces questions apparaissent essentielles à la fois dans le quotidien des habitants et dans leur manière de se projeter sur le long terme dans la ville ; pourtant, et alors que l'espace public burkinabè apparaît très dynamique en termes de mobilisations sociales, les questions spatiales sont très peu politisées en tant que tel dans les discours des Ouagalais. Nous nous sommes donc rendu compte que cette sous-politisation visible pouvait s'expliquer par le cadre d'analyse même de l'action politique : la politisation *de* l'espace et *par* l'espace est effective, mais passe par des mécanismes de « faible intensité », des pratiques quotidiennes qui ne transparaissent pas au sein de l'espace public. Une enquête qui se focaliserait d'entrée sur les questions infrapolitiques, et leurs rapports avec les

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

manifestations publiques du politique, sur un éventuel *continuum politique* qui serait directement lié aux pratiques de citadinité, pourrait permettre de solidifier ces observations[231]. En cela, ce travail ouvre de nombreuses perspectives de recherche sur ces questions, qui gagneraient à la poursuite d'un dialogue interdisciplinaire sur des terrains variés.

Toutefois, cette notion même de continuum politique, en tant qu'hypothèse de recherche, doit être critiquée d'un point de vue théorique. En effet, un tel concept doit être suffisamment cadré pour éviter d'adopter un point de vue ethnocentrique.

Les lunettes du chercheur occidental, nourri de littérature sur les mouvements sociaux et le droit à la ville, pourraient le conduire à se méprendre sur l'existence d'un tel continuum. En effet, l'idée même du continuum suppose une trajectoire logique et linéaire qui irait des manifestations de résistance infrapolitiques lisibles à travers les pratiques et représentations des habitants vers une manifestation de cette résistance *en bonne et due forme* dans les cadres habituels du mouvement social, au sein de l'espace public, concept dont nous n'avons peut-être pas assez exploré l'adaptabilité à ce terrain.

Pourtant, rien ne permet d'affirmer que l'une des pratiques politiques serait plus efficace que l'autre, ou plus signifiante, et il faut prendre garde à ce que la notion de continuum n'induise pas un rapport de hiérarchie entre les pratiques politiques, qui serait une hiérarchie correspondant à une vision de l'action politique historiquement et socialement située. Les catégories permettant de penser les mouvements sociaux induisent une normativité implicite (Merklen, 2009), qui peut paradoxalement rendre difficile l'appréhension du politique dans sa totalité dans la société. Il y a dans cette optique un risque de se mettre à la recherche des « luttes urbaines » sans jamais les voir, car il se pourrait que celles-ci ne se présentent pas toujours de la manière attendue. C'est le danger que porte peut-être le concept de droit à la ville, issu d'une histoire théorique, académique, mais également militante particulière, qui a permis d'affiner et de diversifier ce concept. Ce mélange des genres et des représentations qui lui sont liées peut compliquer une appréhension empirique des phénomènes observés. D'où l'intérêt que j'ai trouvé dans cette thèse à l'utiliser dans un strict cadre analytique. C'est d'ailleurs un constat qui se place dans la continuité de celui produit par les chercheurs et chercheuses ayant proposé la notion de *droit à la ville de fait* (Nicholls, Vermeulen, 2012 ; Morange, Planel, Spire, 2017) que nous avons abordé au cours du chapitre 9.

En outre, ces précautions qui viennent d'être exposées sont indissociables de celles liées à toute analyse des classes « populaires », visant à éviter les deux écueils que sont le misérabilisme et le

[231] Il serait également opportun de mobiliser une bibliographie élargie sur cet élargissement de la notion de politisation, hypothèse qui a pu être soulevée de manière stimulante dans des contextes de recherche très différents, tant d'un point de vue théorique que méthodologique (cf. par exemple Hamidi, 2006).

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

populisme. Ici, le misérabilisme conduirait à considérer que les formes d'action infrapolitique des subalternes urbains ne représentent qu'une proto-politique hiérarchiquement inférieures aux formes d'action collective habituellement promues. Le populisme, à l'inverse, consisterait à accorder à ces formes cachées de résistance une puissance démesurée, et à déconsidérer les autres formes de l'action collective. Cette thèse n'entend emprunter ni l'une ni l'autre de ces approches.

En somme, et pour reprendre l'exemple développé au cours du chapitre 9, il ne faudrait pas hâtivement conclure que les *clubs Cibal* seraient une forme améliorée de pratique politique par rapport aux *grins* (outre le fait que cette conclusion irait bien vite en besogne sur les liens entre les types de pratique, en l'absence d'éléments empiriques suffisants, comme nous l'avons déjà expliqué).

Dès lors, il y a un débat théorique qu'il est difficile de trancher. En effet, si la politique subalterne peut être considérée comme un moyen de lutte efficace – éventuellement complémentaire d'autres moyens (Thompson, 1971 ; Scott, 1992), il est possible de la considérer comme inadaptée à produire une véritable transformation sociale au sein des structures politiques actuelles (Gramsci, 1974).

Il serait possible d'avancer l'hypothèse qu'en matière d'action sur les inégalités spatiales, les habitants ne choisissent finalement que l'action la plus efficace à régler les problèmes concrets qu'ils affrontent quotidiennement. Chaque méthode de résistance dispose de son efficacité propre dans une temporalité et une spatialité donnée. Les habitants mobilisent tel ou tel moyen selon leurs chances de succès à l'instant *t*, dans une logique opportuniste. Si l'idée semble crédible, elle prend à la fois le risque du travers populiste en accordant une conscience collective immanente chez les habitants de leurs propres intérêts en tant qu'habitant, et celui du misérabilisme – et de l'ethnocentrisme –, en leur déniant une capacité à l'organisation collective et en les condamnant au « tribalisme ». Finalement, seule la poursuite des travaux pourra permettre d'affiner l'analyse à ce sujet. Il n'y a d'ailleurs pas de contradictions apparentes entre les différentes hypothèses : on peut combiner les stratégies visant à agir individuellement et efficacement sur les situations urbaines inégalitaires, et accéder aux ressources de la ville, tout en travaillant à construire une parole collective à même d'assurer une reconnaissance sociale égale à tous les citadins. D'ailleurs, les entretiens démontrent bien cela : les habitants semblent à la fois réfléchir à la manière d'améliorer leur condition à des échelles microsociales (les amis, la famille) ou microspatiales (la rue, le quartier), sans malgré tout dénier les liens existants entre leur situation et l'État, et des logiques plus globales (notamment concernant l'accès aux services publics urbains).

De même que le droit à la ville, le concept de *citta futurà* doit donc être compris là aussi comme cadre analytique : dans quelle mesure les habitants, par leurs pratiques quotidiennes, par leurs résistances quotidiennes, formelles ou non, participent à produire leur propre subjectivité individuelle et collective, et à gagner en autonomie dans leur usage de l'espace ? La *citta futurà* ne doit pas ici être

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

posée comme objectif politique, mais comme possibilité d'analyse globale des mouvements sociaux liés aux pratiques et représentations spatiales.

Il n'est pas ici question de tenter de faire des prévisions quant à ce qu'il adviendra de la politisation des questions spatiales à Ouagadougou. De manière générale, ce type d'exercice est d'ailleurs rarement fécond et toujours risqué en sciences sociales. Toutefois, il est possible d'apporter quelques commentaires à deux grandes possibilités.

Nous pourrions imaginer d'une part une consolidation de la question spatiale dans l'espace public, concomitante au mouvement plus général de politisation de la société urbaine burkinabè qui perdure après l'insurrection de 2014. En effet, la situation politique a changé à Ouagadougou durant cette thèse. Le régime de Blaise Compaoré était un pouvoir semi-autoritaire qui avait besoin d'acheter en permanence la paix sociale pour assurer sa stabilité. Ce compromis a fini par craquer, et il reste difficile de commenter les actes du nouveau gouvernement sur les questions spatiales. Toutefois, l'inertie du pouvoir sur les espaces subalternes a contrasté ces dernières années avec les initiatives productrices de normes des habitants, comme nous l'avons vu avec les tentatives de raccordement clandestins des zones non-loties aux services urbains. La nouvelle donne politique et l'apparition de nouveaux interlocuteurs officiels pourraient prolonger ce mouvement citoyen subalterne, et le pousser à se constituer comme acteur important au sein de l'espace public. Toutefois, cette hypothèse « optimiste » pourrait se heurter à un autre aspect nouveau de la situation urbaine de Ouagadougou : la ville a connu plusieurs attaques terroristes meurtrières depuis 2016, et le territoire burkinabè dans son ensemble a vu sa situation sécuritaire se dégrader fortement, en particulier à ses frontières. Si les attaques de Ouagadougou ont visé des lieux et des fonctions très précis de la capitale (cafés branchés, état-major de l'armée, ambassade de France, etc.), les craintes grandissantes de nouvelles attaques ont modifié les pratiques urbaines de certaines catégories d'habitants et contribué à redessiner la cartographie des ambiances urbaines. Le pouvoir lui-même est entré à la faveur de cette séquence historique dans un régime sécuritaire différent, qui risque de modifier ses propres pratiques de résolution des conflits. Le contexte urbain ouagalais est donc doublement renouvelé depuis les travaux de cette thèse, à la fois post-insurrectionnel et post-attentat. Il n'en est que plus malaisé de proposer des pistes sur ses évolutions à venir.

A l'inverse, il n'est pas impossible que la question spatiale persiste à se régler hors du débat public. Dans une telle hypothèse, les mouvements sociaux tentant de se constituer autour de cette question resteraient relativement restreints, ou se cantonneraient à l'apport d'une aide logistique et juridique concrète aux déplacés, comme c'est le cas aujourd'hui. Les modes de gestion de l'espace public demeureraient dès lors accaparés d'une part par les logiques clientélistes des représentants politiques

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

et d'autre part par des logiques de négociations à un niveau micro-local entre les habitants, sans bousculer le cadre politico-social au sein duquel elles se tiennent. Dans cette hypothèse, les contradictions de l'espace existantes à Ouagadougou, et qui ne cessent de grandir en même temps que la ville, pourraient amener les conflits à se multiplier. La résolution de ceux-ci dépendra sans doute des capacités d'action de la jeunesse, qui a prouvé en 2014 qu'elle savait prendre en main les problèmes politiques lorsque ceux-ci devenaient insolubles, et s'affirmer comme une actrice majeure des changements à venir.

© 2020 Tous droits réservés.

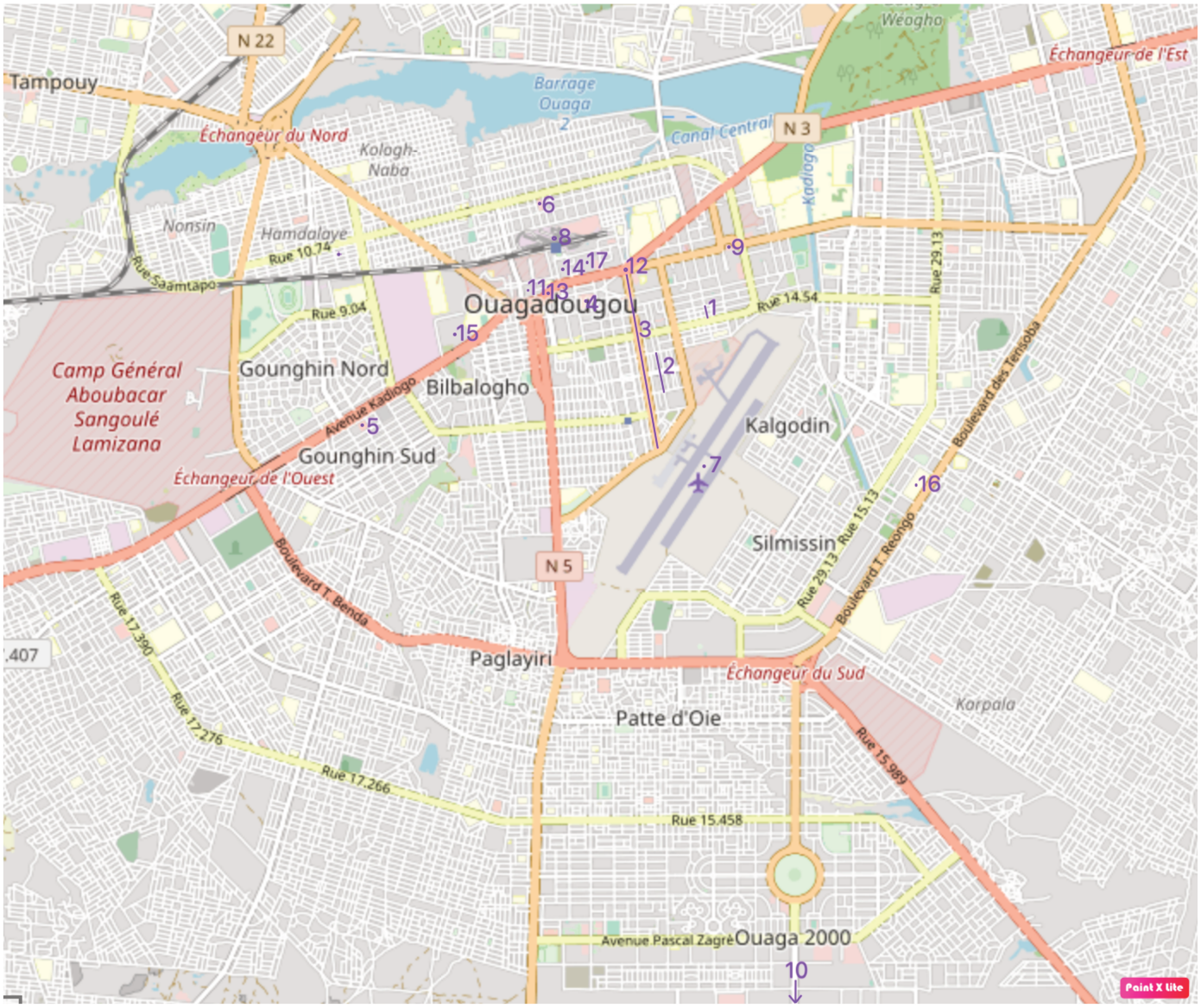
lilliad.univ-lille.fr

Annexes

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 1 : Carte des principaux toponymes cités dans la thèse.

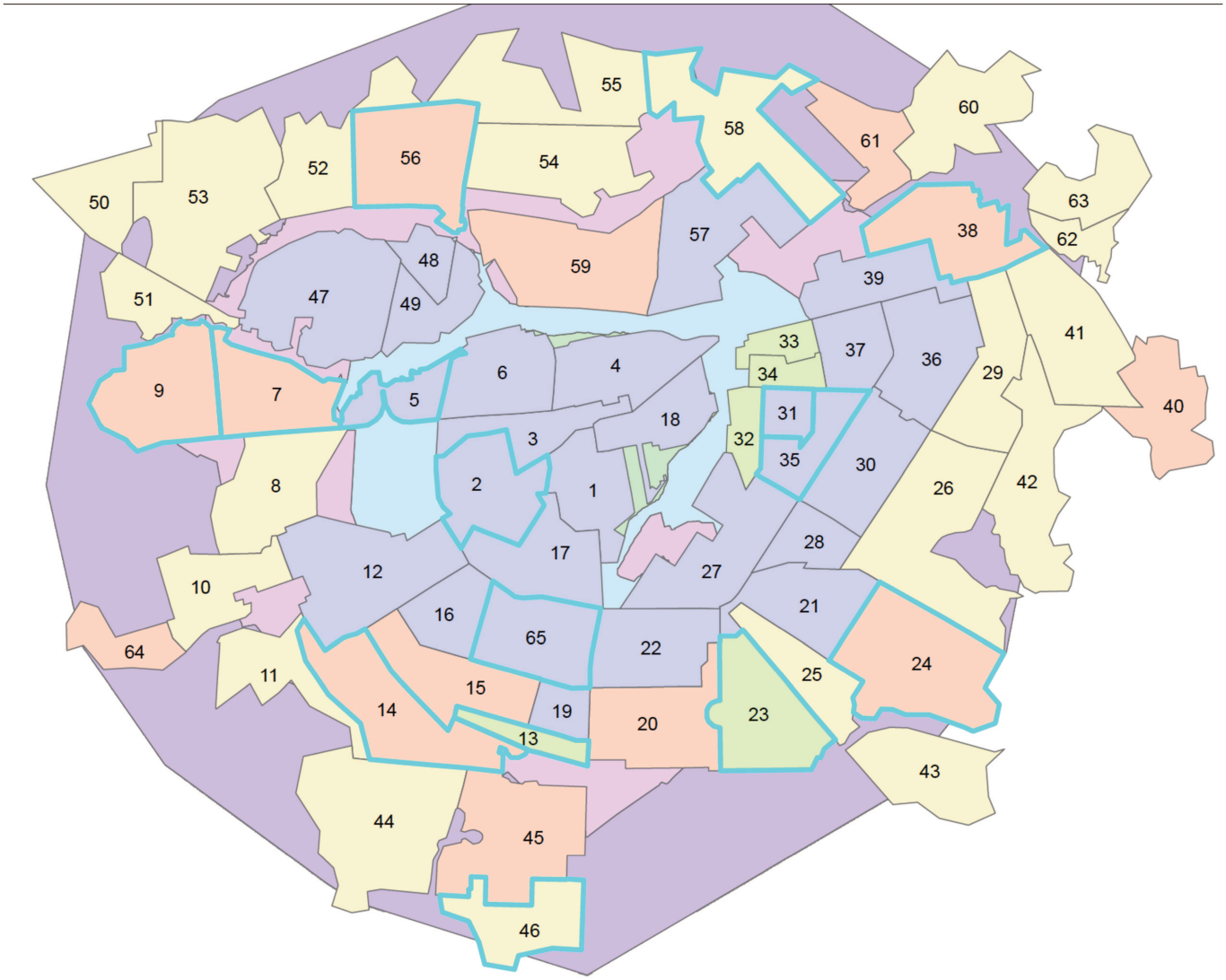


1. Avenue Guillaume Ouedraogo
2. Avenue de l'UEMOA
3. Avenue Kwame N'Krumah
4. Marché central Rood Woko
5. Marché de Goughin
6. Marché de Sankariaré
7. Aéroport
8. Gare ferroviaire
9. Premier ministère (ancien palais présidentiel)
10. Palais présidentiel de Kossyam
11. Place de la Révolution
12. Rond-point des Nations-Unies
13. Rond-point des Cinéastes
14. Institut français
15. FESPACO
16. SIAO
17. Maison du peuple

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 2 : Les quartiers étudiés pour l'enquête par entretiens (en bleus)



© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 3 : La matrice biographique utilisée comme base pour les entretiens semi-directifs (p. 1)

Code quartier : ☐

Localisation du logement :

Individu :

MATRICE BIOGRAPHIQUE DES INDIVIDUS

A-1. En quelle année êtes-vous né(e) ?

A-2. Est-ce que vous pouvez indiquer tous les lieux où vous avez vécu de votre naissance jusqu'à aujourd'hui ? Pour chacun de ces lieux veuillez indiquer la ville et le quartier.

A-3. Est-ce que vous pouvez énumérer chacun des logements où vous avez résidé (pendant au moins deux mois) de votre naissance jusqu'à aujourd'hui, en précisant l'année d'entrée et de sortie du logement, ainsi que le type de logement ?

A-4. Pour chacun de ces logements, quel était votre statut d'occupation ?
1. Propriétaire / copropriétaire
2. Locataire / sous-locataire / colocataire
3. Prêt (usufruitier)
4. Hébergé
5. Autre (en clair)

B-1. Si vous êtes allé à l'école, indiquer dans quel type d'établissement ?

B-2. Si vous avez été scolarisé, indiquez la localisation de l'établissement scolaire fréquenté (ville, quartier)

C. Pourriez-vous m'indiquer les événements que vous jugez marquants dans votre vie ?
Soit :
1. Décès d'un proche
2. Divorce / séparation
3. Problème de santé important
4. Accident
5. Autre

D-1. Est-ce que vous pouvez indiquer les périodes pendant lesquelles vous avez exercé une activité d'au moins six mois consécutifs ainsi que le type d'activité ?
1. Travail → D-1
2. Interruption momentanée de travail pour cause :
   a. Maladie b. Chômage → D-1
3. Tâches domestiques → F
4. Autre (en clair) → F

D-2. Pour les périodes de travail d'au moins un an consécutif, indiquez le métier que vous avez exercé ? (en clair)

D-3. Pour chacune de ces occupations, quel était votre statut ?
1. Employeur/patron
2. Indépendant
3. Salarié/employé permanent
4. Journalier
5. Apprenti
6. Aide familial
7. Stagiaire
8. Autre (en clair)

D-4. A quel endroit se trouvait chacun des travails (ville / quartier)

E-1. Pour chacune de ces résidences, quel était le mode de déplacement principal du chef de famille ?
(si ego est lui-même le chef de famille, compléter uniquement la colonne)
1. Marche à pied
2. Taxi
3. Bicyclette
4. Moto légère
5. Moto grosse cylindrée
6. Voiture individuelle
7. Bus
8. Autre (en clair)
Préciser dans la même colonne le mode d'obtention du véhicule (si véhicule individuel)
- achat : A.
- prêt : P.
- don : D.
- Location : L.
- Changement de véhicule : C.
- Autre : en clair

E-2. Même question pour ego.

C. Corésidence
Concerne le père, la mère, le(s) conjoint(e)(s) et le(s) enfant(s) d'ego
Est-ce que vous pouvez indiquer les périodes d'au moins un mois consécutif où vous avez habité dans le même logement que votre.. ? (Colonne Cor.)
Pour le(s) conjoint(e)(s) et les enfants, indiquer la date de mariage (noter M dans la colonne Mar.), et éventuellement celle du divorce (noter Di dans la colonne Mar.). S'il s'agit d'union libre, noter U.
Pour le(s) enfant(s), indiquer la date de naissance (Noter N dans la colonne Vie)
Pour chacun des individus, indiquer la date du décés s'il y a lieu (Noter D dans la colonne Vie)

A-1. Année	Âge	A. Trajectoire résidentielle					B. Parcours scolaire		C. Evenements biographiques marquants	
		A-2. Lieu de résidence			A-3. Type de logement	A-4. Statut d'occupation du logement	B-1. Type d'établissement	B-2. Localisation de l'établissement		
		Pays	Ville	Localité / Quartier						
	00									
	01									
	02									
	03									
	04									
	05									
	06									
	07									
	08									
	09									
	10									
	11									
	12									
	13									
	14									
	15									
	16									
	17									
	18									
	19									
	20									
	21									
	22									
	23									
	24									
	25									
	26									
	27									
	28									
	29									
	30									
	31									
	32									
	33									
	34									
	35									
	36									
	37									
	38									
	39									

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 4 : La matrice biographique utilisée comme base pour les entretiens semi-directifs (p. 2)

Code quartier : ☐

Localisation du logement :

Individu :

A-1. En quelle année êtes-vous né(e) ?

A-2. Est-ce que vous pouvez indiquer tous les lieux où vous avez vécu de votre naissance jusqu'à aujourd'hui ? Pour chacun de ces lieux veuillez indiquer la ville et le quartier.

A-3. Est-ce que vous pouvez énumérer chacun des logements où vous avez résidé (pendant au moins deux mois) de votre naissance jusqu'à aujourd'hui, en précisant l'année d'entrée et de sortie du logement, ainsi que le type de logement ?

A-4. Pour chacun de ces logements, quel était votre statut d'occupation ?
1. Propriétaire / copropriétaire
2. Locataire / sous-locataire / colocataire
3. Prêt (usufruitier)
4. Hébergé
5. Autre (en clair)

B-1. Si vous êtes allé à l'école, indiquer dans quel type d'établissement ?

B-2. Si vous avez été scolarisé, indiquez la localisation de l'établissement scolaire fréquenté (ville, quartier)

C. Pourriez-vous m'indiquer les événements que vous jugez marquants dans votre vie ?
Soit :
1. Décès d'un proche
2. Divorce / séparation
3. Problème de santé important
4. Accident
5. Autre

D-1. Est-ce que vous pouvez indiquer les périodes pendant lesquelles vous avez exercé une activité d'au moins six mois consécutifs ainsi que le type d'activité ?
1. Travail → D-1
2. Interruption momentanée de travail pour cause :
a. Maladie b. Chômage → D-1
3. Tâches domestiques
4. Autre (en clair)
→ F

D-2. Pour les périodes de travail d'au moins un an consécutif, indiquez le métier que vous avez exercé ? (en clair)

D-3. Pour chacune de ces occupations, quel était votre statut ?
1. Employeur/patron
2. Indépendant
3. Salarié/employé permanent
4. Journalier
5. Apprenti
6. Aide familial
7. Stagiaire
8. Autre (en clair)

D-4. A quel endroit se trouvait chacun des travails (ville / quartier)

E-1. Pour chacune de ces résidences, quel était le mode de déplacement principal du chef de famille ?
(si ego est lui-même le chef de famille, compléter uniquement la colonne)
1. Marche à pied
2. Taxi
3. Bicyclette
4. Moto légère
5. Moto grosse cylindrée
6. Voiture individuelle
7. Bus
8. Autre (en clair)
Préciser dans la même colonne le mode d'obtention du véhicule (si véhicule individuel)
- achat : A.
- prêt : P.
- don : D.
- Location : L.
- Changement de véhicule : C.
- Autre : en clair

E-2. Même question pour ego.

C. Corésidence
Concerne le père, la mère, le(s) conjoint(e)(s) et le(s) enfant(s) d'ego
Est-ce que vous pouvez indiquer les périodes d'au moins un mois consécutif où vous avez habité dans le même logement que votre.. ? (Colonne Cor.)
Pour le(s) conjoint(e)(s) et les enfants, indiquer la date de mariage (noter M dans la colonne Mar.), et éventuellement celle du divorce (noter Di dans la colonne Mar.). S'il s'agit d'union libre, noter U.
Pour le(s) enfant(s), indiquer la date de naissance (Noter N dans la colonne Vie)
Pour chacun des individus, indiquer la date du décès s'il y a lieu (Noter D dans la colonne Vie)

MATRICE BIOGRAPHIQUE DES INDIVIDUS

Année	Âge	A. Trajectoire résidentielle					B. Parcours scolaire		C. Evenements biographiques marquants	
		A-2. Lieu de résidence			A-3. Type de logement	A-4. Statut d'occupation du logement	B-1. Type d'établissement	B-2. Localisation de l'établissement		
		Pays	Ville	Localité / Quartier						
	40									
	41									
	42									
	43									
	44									
	45									
	46									
	47									
	48									
	49									
	50									
	51									
	52									
	53									
	54									
	55									
	56									
	57									
	58									
	59									
	60									
	61									
	62									
	63									
	64									
	65									
	66									
	67									
	68									
	69									
	70									
	71									
	72									
	73									
	74									
	75									
	76									
	77									
	78									
	79									

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 5 : La matrice biographique utilisée comme base pour les entretiens semi-directifs (p. 3)

D. Trajectoire des occupations				E. Modes de déplacement		F. Corésidence			
D-1. Trajectoire des occupations	D-2. Occupation	D-3. Statut dans l'occu- -pation	D-4. Lieu de l'activité	E-1. Chef de famille	E-2 Enquêté (le cas échéant)	F. Père		F. Mère	
						Cor.	Vie	Cor.	Vie

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 6 : La matrice quotidienne utilisée en complément de la matrice biographique pour conduire les entretiens semi-directifs

Code quartier :

Localisation du logement :

Individu :

G. Calendriers journaliers des déplacements

Veuillez indiquer l'ensemble de vos déplacements au cours de la journée d'hier, c'est-à-dire toutes les fois où vous êtes sorti de votre logement et ce jusqu'à votre retour dans ce même logement. Pour chacun de ces déplacements, indiquez l'heure de départ, ainsi que l'heure, le lieu, le motif de chacun des arrêts ; indiquez également le lieu des arrêts, ainsi que la destination finale. Enfin, indiquez l'ensemble des moyens de transport que vous avez empruntés, y compris la marche à pied. (changement de ligne lorsqu'un élément de la description change)

G-1. Heure du départ	G-2. Lieu de destination ou d'arrêt			G-3. Moyen de transport emprunté pour chaque trajet (Cf. codes E1)	G-4. Motif de l'arrêt ou du déplacement (Cf. Fiche codes Y)	G-5. Etiez-vous accompagné lors du déplacements ou des trajets ? 1. Non 2. Oui. Par qui ? a. Corésident b. Autre personne	G-6. Quel est le temps de transport entre le lieu de départ et le lieu de destination ?	G-7. Au cours de votre trajet, est-ce que vous passez par le "centre-ville" ? (nommer les lieux associés)
	Zone d'enquête	Même secteur, quartier différent. Nom du quartier	Autre secteur N° secteur, nom du quartier					
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	
.... H.........Min		....	....				.................Min	

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 7 : La grille d'entretien suivie pour les entretiens semi-directifs à domicile

Stratégies résidentielles

- Volonté de changer de logement ? De statut ? Pour où ?

Pratiques du quartier

- Ça vous arrive de ne pas bouger du quartier pendant une période plus ou moins longue ?
- Vous vous déplacez où dans le quartier ?
- Vous connaissez vos voisins ? Vous les voyez souvent ?
- Vous connaissez les autorités du quartier ? Qui sont-elles (coutumières, administratives) ? Vous les voyez de temps en temps ?

Pratiques de la ville

- C'est quoi le centre-ville pour vous ?
- Vous y allez ? Pour faire quoi ?
- Décrivez-moi le chemin pour aller en centre-ville.
- Vous sortez le soir ? Où ? Pour faire quoi ?

Le logement dans la ville

- Description du logement : emplacement, fonction, logement individuel ou collectif, corésidence, présence et taille de la cour ou du jardin, éloignement par rapport à la rue, ouverture sur la rue, type de rue (goudronnée ou non).

Rapport à la politique de la ville

- Réactions à la ZACA : vous vous souvenez ? Vous aviez pensé quoi à l'époque ?
- Actions de la municipalité par rapport au quartier ? Réaction ?

Mouvements politiques

- Vous avez participé aux événements d'octobre ? Où ça ? Parcours ?

Représentations urbaines

- Si un étranger venait à Ouagadougou, vous lui montreriez quoi ?
- Evaluer les connaissances de la ville : vous connaissez bien Ouagadougou ? Vous pouvez nommer quels quartiers ?
- Vous connaissez d'autres villes ? Lesquelles ? Différences avec Ouaga ?

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 8 : Le questionnaire proposé aux usagers du centre-ville au cours de l'enquête quantitative (chap. 5)

Questionnaire Centre-ville

Juin 2015 - IRD

Identification

1. Lieu
○ 1. Place de la Révolution ○ 2. Roodwoko

2. Jour de l'enquête _____

3. Heure de l'enquête _____

4. Enquêté
○ 1. Homme ○ 2. Femme

5. Age _____

6. Quartier de résidence
_____

7. Occupation
_____

Informations sur les déplacements

8. D'où arrivez-vous?
_____

9. Combien de temps avez-vous mis pour faire le trajet? _____

10. Quel est le nom du quartier, (ici)?
_____

11. Où vous rendez-vous?
_____
_____

12. Que pensez-vous y faire?
_____
_____

13. Combien de fois par semaine vous déplacez-vous hors de votre quartier? _____

14. Est-ce que vous utilisez un autre moyen de transport?
○ 1. Oui ○ 2. Non
Aller à '17-Nombre_Déplace_Semaine' si Autre_Moyen_Transp = "Non"

15. Si Oui lequel?
_____
La question n'est pertinente que si Autre_Moyen_Transp = "Oui"

16. Si Oui pourquoi changer de moyen de transport?
_____
_____
La question n'est pertinente que si Autre_Moyen_Transp = "Oui"

17. Combien de fois par semaine vous rendez-vous dans ce quartier? _____

18. Combien de temps restez-vous habituellement au centre-ville? _____

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

19. Est-ce que vous connaissez des gens dans le centre-ville que vous voyez régulièrement?

○ 1. Oui ○ 2. Non

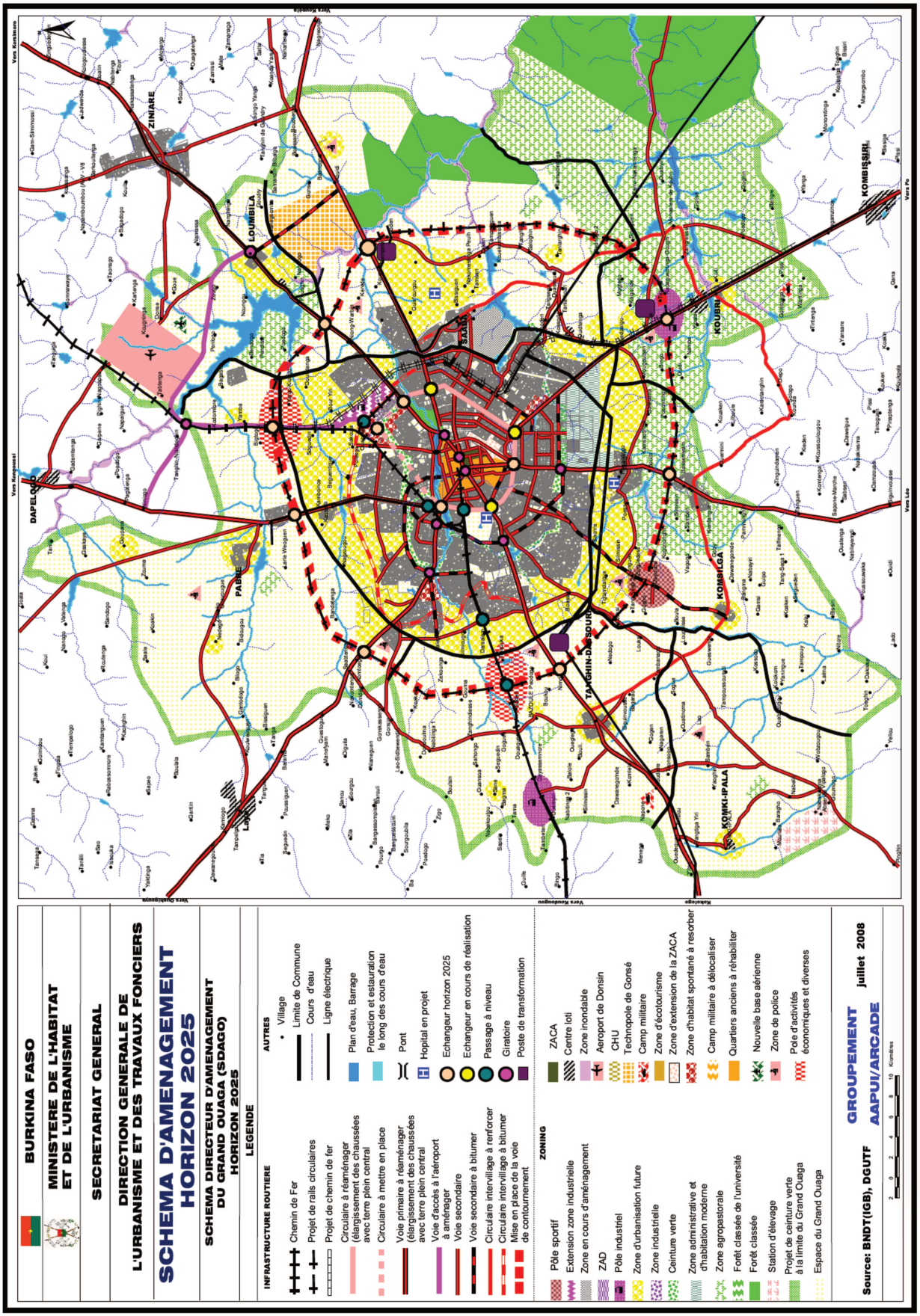
20. Si Oui préciser

La question n'est pertinente que si Connaissances_Centre-ville = "Oui"

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 9 : Le Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga (SDAGO)



© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

ANNEXE 10 : Observation de l'avenue Guillaume Ouedraogo et de l'avenue de l'UEMOA : portfolio complet de l'enquête.

Avenue de l'UEMOA – angle 1 :



7h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



9h



11h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



13h



15h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



17h



19h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



21h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

<u>Avenue de l'UEMOA – angle 2</u> :



7h



9h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



11h



13h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



15h



19h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



21h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Avenue Guillaume Ouedraogo – angle 1 :



7h



9h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



11h



15h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



17h



19h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



21h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Avenue Guillaume Ouedraogo – angle 2 :



7h



9h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



11h



13h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



15h



17h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr



19h



21h

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Bibliographie :

A

- Akindès F., 1991, « Restauration populaire et sécurité alimentaire à Abidjan », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 27, n° 1-2, pp. 217-234.
- Agamben G., 2007, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris : Payot & Rivages.
- Agier M., 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Alsayyad N., 2001, *Hybrid Urbanism: On the Identity Discourse and the Built Environment*, London: Prager.
- AlSayyad N., Roy A. (éds.), 2003, *Urban informality : Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia*, New York, Lexington Books.
- Amselle J.-L., 1979, « Le Fétichisme de la société », *L'homme et la société*, n° 51-54 « Modes production et de reproduction », pp. 163-177.
- Amselle J.-L., M'Bokolo E., 2005, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris : La Découverte.
- Antoine P., Dubresson A., Manou-Savina A., 1987, *Abidjan « côté cours »*, Paris : Karthala/ORSTOM.
- Antoine P., 1991, « Croissance urbaine et insertion des migrants dans les villes africaines », in *Des langues et des villes, Actes du Colloque international Des langues et des villes*, Paris : Dodier Érudition, coll. « Langue et développement », pp. 49-66.
- Aribindoo P., 2011, « Rhetoric of the "Slum" », *City*, vol. 15, pp. 631.
- Aterianus-Owanga A., Moulard S., 2016, « Cherchez le politique… Polyphonies, agencéité et stratégies du rap en Afrique », *Politique africaine*, vol. 1, n° 141, pp. 5-25.
- Aubriot J., « Usages militants du droit à l'eau en Afrique du Sud : du projet Gcin'Amanzi à l'affaire Mazibuko », Thèse de doctorat en aménagement de l'espace et urbanisme sous la direction de Sylvy Jaglin, Université Paris-Est.
- Audet Gosselin L., 2012, *Le projet ZACA : marginalisation, résistances et reconfigurations de l'islam à Ouagadougou, Burkina Faso (2001-2006)*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Aunis D., 1999, « La création de nouveaux territoires dans le centre-ville de Ouagadougou (1983-1999) : politiques publiques et logiques d'acteurs », *UFR de géographie tropicale*, Paris : Paris X Nanterre.
- Augé M., 1994, *Non-lieux. Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier.
- Authier J.-Y., 2007, « La question des "effets de quartier" en France. Variations contextuelles et processus de socialisation », in Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (éds.), 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : la Découverte, pp. 206-216.

B

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Bachelard G., 2012 (1957), *La poétique de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Bacqué M.-H., Fol S., Kokoreff M., Mazzella S., 2007, « Effets de quartier. Introduction», in Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (éds.), 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : la Découverte, pp. 177-180.
- Bacqué M.-H., Bienewer C., 2013, *L'*empowerment*, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte.
- Bailleul H., Feildel B., 2011, « Le sens des mobilités à l'épreuve des identités spatiales : un éclairage par le récit de vie spatialisé et l'herméneutique cartographique », in Depeau S., Ramadier T., 2011, *Se déplacer pour se situer. Places en jeu, enjeux de classes*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 25-55.
- Bailly A., 1985, « Distances et espaces : vingt ans de géographie des représentations », *L'Espace géographique*, vol. 14, n° 3, pp. 197-205.
- Balandier G., 1951, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI, pp. 44-79.
- Balandier G., 1955 (1963), *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris : Quadrige / PUF.
- Balandier G., 1960, « Structures sociales traditionnelles et changements économiques », *Cahiers d'études africaines*, vol. 1, n° 1, pp. 1-14.
- Balandier G., 2001, « La situation coloniale : une approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2001/1 (n°110), pp. 9-29.
- Balandier G., 2007, « Préface », in Smouts M.-C. (dir.), *La situation postcoloniale*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Banégas R., Brisset-Foucault F., Cutolo A., 2012, « Parlements de la rue. Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique », *Politique africaine*, vol. 3, n° 127, pp. 5-20.
- Banégas R., 2015, « Putsch et politique de la rue au Burkina Faso. Quand les étudiants débattent du Régiment de sécurité présidentielle », *Politique africaine*, vol. 3, n° 139, pp. 147-170.
- Banégas R., 2016, « Mobilisations citoyennes, répression et contre-révolution en Afrique », *Revue Projet*, 2016/2 (n° 351), pp. 6-11.
- Baron C., Peyroux E., 2011, « Services urbains et néolibéralisme. Approches théoriques et enjeux de développement. Regards croisés sur deux terrains contrastés (Burkina Faso, Afrique du Sud) », *Cahiers d'études africaines*, n° 202-203, pp. 369-393.
- Battesti V., 2009, « Ambiances sonores du Caire : proposer une anthropologie des environnements sonores », *Les Cahiers du GERHICO*, 2009/13, pp. 35-49.
- Bautès N., 2010, « L'expérience "artiviste" dans une favela de Rio de Janeiro », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n° 153, pp. 471-498.
- Bautès N., 2012, « Rapports à l'espace, discours et portée politique de l'activisme urbain à Mumbai : l'initiative Urbz face à l'élargissement de l'arène publique », *L'information géographique*, vol. 1, n° 76, pp. 89-102.
- Bayart J.-F., 1981, « Le politique par le bas en Afrique noire : questions de méthode », *Politique internationale*, vol. 1, pp. 53-82.
- Bayart J.-F., 1985, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 3, n° 35, PP. 343-373.
- Bayart J.-F., 1996, *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard.
- Bayart J.-F., 1999, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, vol. 5 « Mémoire, justice et réconciliation », pp. 97-120.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Bayart J.-F., Bertrand R., 2005, « La problématique du legs colonial », *Legs colonial et gouvernance contemporaine*, vol. 1, pp. 6-69.
- Bayat A., 1997, "Un-Civil Society: The Politics of the Informal People", *Third World Quaterly*, n° 18, vol. 1, pp. 53-72.
- Bayat A., 2013, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press.
- Bénit-Gbaffou C., Gervais-Lambony P., 2008, « Les formes de la démocratie locale dans les villes sud-africaines », *Revue Tiers monde*, vol. 4, n° 196, pp. 733-739.
- Bénit-Gbaffou C., Morange M., 2008, « Sécurité et gouvernance flexible à Johannesburg et au Cap : légiférer pour gouverner ? », *Espaces et sociétés*, 134, (3), pp. 19-35.
- Bénit-Gbaffou C., 2014, « Expressions du juste et de l'injuste et mobilisations collectives. Introduction », in Gervais-Lambony P., Bénit-Gbaffou C., Piermay J.-L., Musset A., Planel S. (dir.), 2014, *La justice spatiale et la ville. Regards du Sud*, Paris, Karthala, pp. 167-171.
- Berdet M., 2013, *Fantasmagories du capital*, Paris : Zones.
- Berger P., Luckmann T., 1996 (1966), *La construction sociale de la réalité*, Paris : Armand Colin.
- Bernard G., 1973, « L'Africain et la ville », *Cahiers d'études africaines*, vol. 13, n° 51, pp. 575-586.
- Bernus E., 1995, « Pasteurs face à la sécheresse : rebondir ou disparaître ? », *Revue de Géographie de Lyon*, 70 (3-4), pp. 255-259.
- Berrou J.-P., Darbon D., Bekelynck A., Bouquet C., Clément M., Combarnous F., Rougier E., 2017, « Le réveil des classes moyennes ivoiriennes ? Identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques », *Papiers de recherche AFD*, n° 2018-71, Juillet.
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., 2000, *Les compétences des citadins dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala.
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L. (dir.), 2007, *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte.
- Berry-Chikhaoui I., 2009, « Les notions de citadinité et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe. Essai de clarification. », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, n° 18, pp. 9-20.
- Berthomière W., 2012, « En-quête de signes : migrations, places et continuité(s) », Habilitation à diriger des recherches sous la direction de Brigitte Bertoncello, Université de Poitiers.
- Bertrand M, Dubresson A., 1997, *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala.
- Bertrand M., « Ni compétitives, ni justes, alors quoi ? Métropoles ouest-africaines et circulation mondialisée des modèles urbains », in Le Blanc A., Piermay J.-L., Gervais-Lambony P., Giroud M., Pierdet C., Rufat S. (dir.), 2014, *Métropoles en débat. (Dé)constructions de la ville compétitive*, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest.
- Biaya T. K., 2000, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, 2000/4 (n° 80), pp. 12-31.
- Bidima J.-G., 2000, « Le corps, la cour et l'espace public », *Politique africaine*, n° 77, pp. 90-106.
- Biehler A., 2006, « Renouveau urbain et marginalisation. Le cas d'habitants du centre-ville de Ouagadougou, Burkina Faso », *Revue Tiers Monde,* n° 1, pp. 57-78.
- Biehler A., 2010, *Enjeux et modes de constitution des espaces publics à Ouagadougou (Burkina Faso)*, Thèse de doctorat en géographie sous la direction d'Émile Le Bris, Paris 1.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Biehler A., Le Bris E., 2010, « Les formes d'opposition aux politiques de la ville à Ouagadougou », in Hilgers M., Mazzocchetti J. (éds), 2010, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala, pp. 133-150.
- Biehler A., Choplin A., Morelle M., 2015, « Le logement social en Afrique : un modèle à (ré)inventer ? », *Métropolitiques*. URL : http://www.metropolitiques.eu/le-logement-social-en-Afrique-un.html
- Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P., 1998, « Les arènes locales face à la décentralisation et à la démocratisation. Analyses comparatives en milieu rural béninois », *Idem*, *éds*, pp. 11-51.
- Binger C., 1892, *Du Niger au Golfe de Guinée par les pays de Kong et le Mossi*, Paris : Hachette.
- Blot J., Spire A., 2014, « Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud », *L'Espace politique*, n° 22, pp. 2-15.
- Blot J., Pierdet C., 2014, « La modernisation de Phnom Penh (Cambodge » au prix de l'éviction », in Le Blanc A., Piermay J.-L., Gervais-Lambony P., Giroud M., Pierdet C., Rufat S. (dir.), 2014, *Métropoles en débat. (Dé)constructions de la ville compétitive*, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest.
- Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Bondaz J., 2013, « Le thé des hommes. Sociabilités masculines et culture de la rue au Mali », *Cahiers d'études africaines*, vol. 53, n° 209-210, pp. 61-85.
- Bonnecase V., 2015, « Sur la chute de Blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime », *Politique Africaine*, (1), pp. 151-168.
- Bopda A., 2007, « Yaoundé ou la ville aux quartiers oubliés », in Authier J.-Y, Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (éds.), 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : la Découverte, pp. 105-115.
- Bourdieu P., Christin R., 1990, « La construction du marché [Le champ administratif et la production de la « politique du logement] », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 81-82, pp. 65-85.
- Bourdieu P., 1992, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris : Éditions du Seuil.
- Bourdieu P., 2000 [1972], *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris : Seuil.
- Bourdin A., Idt J., 2016, *L'urbanisme des modèles. Références, benchmarking et bonnes pratiques*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- Boyer F., Delaunay D., 2009, *Peuplement de Ouagadougou et développement urbain. Rapport provisoire*, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), 2009.
- Boyer F., 2010, « Croissance urbaine, statut migratoire et choix résidentiels des Ouagalais. Vers une insertion urbaine ségrégée ? », *Revue Tiers Monde*, n° 201, pp. 47-64.
- Boyer F., 2014, « "Faire fada" à Niamey (Niger) : un espace de transgression silencieuse ? », *Carnets de géographes*, n°7.
- Boyer F., Gouëset V., Delaunay D., 2016, « Les mobilités quotidiennes, un révélateur des inégalités sociospatiales à Ouagadougou », *Autrepart*, n° 80, pp. 47-68.
- Boyer F., Delaunay D., 2017, *Se déplacer dans Ouagadougou au quotidien, moyens, contraintes et pratiques de la mobilité*, [en ligne], Paris, IEDES – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 76 p (coll. Monographies Sud-Nord, n° 6). Disponible sur : http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Boyer F., Lessault D., 2018, « Ville et urbanisation au Sahel » in Andrieu J., *L'Afrique : du Sahel et du Sahara à la Méditerranée*, Paris : Ellipses, pp. 129-142.
- Braconnier C., 2016, « Le paradigme conversationnel dans l'analyse des rapports ordinaires au politique », in Buton F., Lehingue P., Mariot N., Rozier S., 2016, *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.
- Braudel F., 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris : Colin.
- Bredeloup S., Zongo M., 2016, *Repenser les mobilités burkinabè*. Paris, L'Harmattan.
- Brenner N., 2004, *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford: Oxford University Press.
- Brenner N., Marcuse P., Mayer M., 2009, « Cities for people, not for profit », *City 13*, (2-3), pp. 176-184.
- Brennetot A., 2011, « Les géographes et la justice spatiale : généalogie d'une relation compliquée », *Annales de géographie*, Armand Colin, 2009/2, pp. 115-134.
- Brès A., 2006, « De la voirie à la rue : riverainité et attrition. Des stratégies d'inscription territoriale des mobilités périurbaines », *Flux*, n° 4, pp. 87-95.
- Brès A., Cuenot J.-F. & Sanjuan T., 2010, « Rues en parallèle, une étude comparative entre Shanghai et Paris », *Echogéo* [en ligne], n° 12. Consulté le 8 novembre 2018. http://journals.openedition.org/echogeo/11902 ; DOI : 10.4000/echogeo.11902
- Bret B., Gervais-Lambony P., Hancock C., Landy F. (dir.), 2010, *Justice et injustices spatiales*, Nanterre : Presses Universitaires de Paris Nanterre.
- Brunet R., Ferras R., Théry H., 1992, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris : Reclus – La Documentation française, coll. « Dynamiques du territoire ».
- Buire C., 2011, « A travers pratiques citadines et tactiques citoyennes, la production du droit à la ville au Cap (Afrique du Sud) », Thèse de doctorat en géographie sous la direction de Philippe Gervais-Lambony, Université Paris 10.

C

- Cailly L., 2003, « Champ », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 148-149.
- Calvès A.-E., Kobiané J.-F., 2014, « Genre et nouvelles dynamiques d'insertion professionnelle chez les jeunes à Ouagadougou », *Autrepart*, n° 71, vol. 3, pp. 33-56.
- Cambier A., 2005, *Qu'est-ce qu'une ville ?*, Paris : Vrin.
- Carle-Marsan M., 2013, « Lutte de brésiliennes pour le droit à la ville : l'expérience des femmes de l'occupation Manoel Congo à Rio de Janeiro au Brésil », Mémoire de maîtrise en géographie, Université du Québec à Montréal.
- Castells M., 1972, *La question urbaine*, Paris, Maspero.
- Castoriadis C., 1975, *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Seuil.
- Cefaï D., 1996, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux. Communication-Technologie-Société*, 14 (75), pp. 43-66.
- Chabrol M., 2011, « De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge ? (Paris), Thèse de doctorat en géographie sous la direction de Françoise Dureau, Université de Poitiers.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Chakrabarty D., 2008, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton: Princeton University Press.
- Charmes É., 2000, « Impasses et voies traversantes : formation et transformations de l'espace viaire en périphérie de Bangkok », Thèse de doctorat en géographie sous la direction de Charles Goldblum, École Nationale des Ponts et Chaussées.
- Charmes É, 2011, *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Chaudoir P., 2007, « La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif », *Géocarrefour* [en ligne], vol. 82/3 / 2007, mis en ligne le 26 mars 2008. URL : http://geocarrefour.revues.org/2301
- Chauviré C., 2016, « Ce qui va sans dire », publié le 04/04/2016 [en ligne]. URL : http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/ce-qui-va-sans-dire/
- Chelkoff G., Thibaud J.-P., 1993, "L'espace public, modes sensibles : le regard sur la ville », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, pp. 7-16.
- Chenal J., 2006, *Anthropologie visuelle en Afrique : guide méthodologique*, Lausanne, NCCR.
- Chenal J., 2010, « Planifier la ville versus planifier l'idée d'une ville », in *Urban knowledge : IT's production, use and dissemination in Cities of the South*, No. EPFL-CONF-150662, La Cambre.
- Choay F., 1965, *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris : Seuil.
- Choay F., 2006, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris : Éditions du Seuil.
- Chombart de Lauwe P.-H., 1965, *Paris : essais de sociologie, 1952-1964*, Paris : Éditions ouvrières.
- Choplin A., 2006, « Fabriquer des villes capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée », Thèse de doctorat en géographie sous la direction de Marie-Françoise Courel, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Choplin A., Ciavolella R., 2008, « Marges de la ville en marges du politique ? », *Autrepart*, n° 1, pp. 73-89.
- Choplin A., Lombard J., 2009, « La "Mauritanie offshore". Extraversion économique, État et sphères dirigeantes », *Politique africaine*, vol. 2, n° 114, pp. 87-104.
- Choplin A., 2014, « Nouakchott : ériger des tours et éradiquer les bidonvilles, ou comment faire rentrer dans la compétition les périphéries du monde », in Le Blanc A., Piermay J.-L., Gervais-Lambony P., Giroud M., Pierdet C., Rufat S. (dir.), 2014, *Métropoles en débat. (Dé)constructions de la ville compétitive*, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest.
- Choplin A., 2014, « Les villes ordinaires de Jennifer Robinson », in Gintrac C., Giroud M., 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris : Les Prairies ordinaires, pp. 27-33.
- Choplin A., Ciavolella R., 2018, « Gramsci et la *città futura* africaine. Les citadins subalternes et leur initiative politique », in Fouquet T., Goerg O. (éd.), 2018, *Citadinités subalternes en Afrique*, Paris, Karthala, pp. 107-132.
- Chouli L., 2015, « L'insurrection populaire et la transition au Burkina Faso », *Review of African Political Economy*, vol. 42, n° 143, pp. 148-155.
- Ciavolella R., 2013, « "Gramsci disputé" en anthropologie politique. Entre Bourdieu et Rancière », intervention au colloque « La Gramsci Renaissance en France », Fondation Gabriel Péri, Fondazione Gramsci, 22 mars 2013. Mis en ligne le 7 avril 2013, consulté le 22 juillet 2015. URL : https://alterpol.hypotheses.org/142
- Claval P., 1973, « Chroniques de géographie économique VIII. La théorie des lieux centraux revisitée », *Revue géographique de l'Est*, vol. 13, n° 1, pp. 225-251.

© 2020 Tous droits réservés.

- Comaroff J., Comaroff J, 2012, “Theory from the South: A Rejoinder”, Theorizing the Contemporary, *Fieldsights*, publié le 25/02/2012. URL : https://culanth.org/fieldsights/theory-from-the-south-a-rejoinder
- Connell R., 2007, *Southern Theory: The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*, Sydney: Allen & Unwin.
- Connell R., 2014, « Using southern theory : Decolonizing social thought in theory, research and application », *Planning Theory*, 13 (2), pp. 210-223.
- Cooper F., 1994, « Conflict and Connection : Rethinking Colonial African History », *American Historical Review*, 99 (5).
- Cooper F., Stoler A. (éd.), 1997, *Tensions of Empire. Colonial Culture in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press.
- Cooper F., 2002, *Africa since 1940. The Past of the Present*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Copans J., 1981, « Les classes ouvrières d’Afrique noire. Bibliographie sélectionnée, classée et commentée », *Cahiers d’Études Africaines*, vol. 21, n° 81-83, pp. 405-429.
- Coquery M., 1982, « La notion de "mode de composition urbaine" : un outil opératoire en urbanisme (le cas de l’Afrique noire) », *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, tome 16, fascicule 1-2, pp. 123-143.
- Coquery-Vidrovitch C., 1969, « Recherches sur un mode de production africain », *La Pensée*, 144, pp. 61-78.
- Coquery-Vidrovitch C. (sous la direction de), 1988, *Processus d’urbanisation en Afrique noire*, Paris : L’Harmattan, 2 vols.
- Coulon A., 2012, *L’École de Chicago*, Paris : PUF, « Que sais-je ? » n° 2639.
- Couret D., Metzger P., URBI, 2009, « Réduire les vulnérabilités plutôt qu’éradiquer la pauvreté », *Espaces populations sociétés*, 2009/2, pp. 263-277.

D

- Davis M., 2007, *Le stade Dubaï du capitalisme*, Paris : Les Prairies Ordinaires.
- De Bercegol R., Kanini E., Akallah J.-A., 2016, “(Re)producing Engineering: Retracing Nairobi’s Water Supply Practices”, in Dasgupta S., De Bercegol R., Henry O., O’Neill B. F., 2016, *Water Regimes Questionned from the Global South: Agents, Practices and Knowledge*, New Delhi: Center for Policy Research.
- De Certeau M., 1990, *L’invention du quotidien. 1- Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Debarbieux B., 2003, « Territoire », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 910-912.
- Deboulet A., 2011, « Contrer la précarité par la sécurisation foncière et la légalisation », *Revue Tiers-Monde*, (2), 75-93.
- Deboulet A., Mammou K., 2015, « L’appui aux habitants : étape vers une nouvelle compétence citoyenne ? », *Echogéo*, n° 34.
- Dekeyser C. M. E., 1998, « Caractéristiques et évolution de la périphérie d’une ville sud-saharienne : le cas de Ouagadougou, Burkina Faso », Thèse de doctorat en philosophie, Utrecht University.

© 2020 Tous droits réservés.

- Dematteis G., 2003, « Centralité », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 139-141.
- Depeau S., Ramadier T., 2011, *Se déplacer pour se situer. Places en jeu, enjeux de classes*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Dévérin-Kouanda Y., 1998, « Des mobilités paysagères à l'utopie urbaine : paysage politique et politique du paysage », in Eveno E. (éd.), *Utopies urbaines*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, pp. 57-88.
- Dévérin Y., 1999, « De la concession rurale à la parcelle urbaine. Mutations de l'habitat en pays mossi (région de Ouagadougou, Burkina Faso) », *Annales de la recherche urbaine*, vol. 85, n° 1, pp. 132-139.
- Devisme L., 1998, *Actualité de la pensée d'Henri Lefebvre à propos de l'urbain : la question de la centralité*, Tours : Maison des sciences de la ville.
- Devisme L., 2003, « Henri Lefebvre », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 546-547.
- Di Méo G., 1998, « De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie », *L'information géographique*, volume 62, n° 3, pp. 99-110.
- Diouf M., 1999, « Entre l'Afrique et l'Inde : sur les questions coloniales et nationales. Écritures de l'histoire et recherches historiques », in Diouf M. (sous la direction de), 1999, *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, Nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala – Sephis, pp. 5-35.
- Diaz Olvera L., Plat D., Pochet P., 2001, « Immobiles ou invisibles ? Les mobilités quotidiennes des femmes à Ouagadougou », *Revue canadienne d'études du développement / Canadian Journal of Development Studies*, 22 (1), pp. 115-134.
- Diener R., Herzog J., Meili M., de Meuron P., Schmid C., *La Suisse. Portrait urbain. Introduction*, Bâle : Institut pour la ville contemporaine.
- Dollfus O., 1996, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Dresch J., 1950, « Villes d'Afrique occidentale », *Cahiers d'Outre-Mer*, 11, pp. 200-230.
- Drummond L., Welch B., 2000, "Street scenes: Practices of Public and Private Space in Urban Vietnam", *Urban Studies*, vol. 37, n° 12, pp. 2377-2391.
- Dupuis B., Leu P., Söderström O., Biehler A., 2010, *La Mondialisation des formes urbaines à Hanoï et Ouagadougou*, Fonds National Suisse de la recherche scientifique.
- Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.-P., Lulle T., 2000 (éds), *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Paris, Anthropos/IRD, 658 p.
- Dureau F., Imbert, C., 2014, « L'approche biographique des mobilités résidentielles », in Imbert C., Dubucs H., Dureau F., Giroud M. (éds.), *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace urbain européen*, Paris : Armand Colin, pp. 33-80.

E

- Edensor T., 2005, *Industrial Ruins : Spaces, Aesthetics and Materiality*, Oxford, New York, Berg, 208 p.
- El Sheshtawy Y., 2008, « Transitory Sites : Mapping Dubai's "Forgotten" Urban Public Spaces », *The International Journal of Urban & Regional Research*, 32:4, pp. 968-988.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Elias N., Scotson J. L., 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard.
- Eliasoph N., 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.
- Enée G., 2010, « Les ONG au Burkina Faso : une référence dans le champ du développement africain ? », *Espaces et sociétés*, n° 30, pp. 43-54.
- Epstein A. L., 1967, « Urbanization and Social Change in Africa », *Current Anthropology*, 8 : 275-84.
- Erdi G., Şentürk Y. (éds.), 2017, *Identity, Justice and Resistance in the Neoliberal City*, Basingstoke : Palgrave.

F

- Fabiani J.-L., 2001, « Les règles du champ », in Lahire B., 2001, *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, Paris : La Découverte, pp. 75-91.
- Fegan B., 1986, "Tenants' Non-violent Resistance to Landowner Claims in a Central Luzon", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 13, n° 2, pp. 87-106.
- Fernandes E., 2007, « Constructing the "Right to the City" in Brazil », *Social & Legal Studies*, 16 (2), pp. 201-219.
- Ferrier J.-P., « Territoire », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 912-917.
- Fillol A., Bonnet E., Djiguinde A., Bassolé J., Ridde V., 2016, « Étudier l'équité et les déterminants sociaux des accidents de la circulation à Ouagadougou, Burkina Faso : enquête pilote », *Santé publique*, vol. 28, n° 5, pp. 665-675.
- Foucault M., 1984, « Des espaces autres », in Foucault M., 2001, *Dits et écrits II. 1976-1988*, Paris, Quarto, Gallimard, pp. 1571-1581.
- Foucault M, 2001 (1994), « Le jeu de Michel Foucault », in *Dits et écrits II. 1976-1988*, Paris, Quarto Gallimard, pp. 298-329.
- Foucault M., 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil.
- Foucault M., 2009, *Le corps utopique. Les hétérotopies*, Paris : Éditions Lignes.
- Fouquet T., 2007, « De la prostitution clandestine aux désirs de l'Ailleurs : une « ethnographie de l'extraversion » à Dakar », *Politique africaine*, 2007/3 (n° 107), pp. 102-123.
- Fouquet T., 2013, « Les aventurières de la nuit dakaroise. Esquisses d'un art de la citadinité subalterne », in Diouf M., Fredericks R., 2013, *Les arts de la citoyenneté au Sénégal. Espaces contestés et civilités urbaines*, Paris, Karthala, pp. 131-157.
- Fouquet T., Goerg O. (éd.), 2018, *Citadinités subalternes en Afrique*, Paris, Karthala.
- Fouquet T., Goerg O., 2018, « Subalternités et citadinités en Afrique : une tension heuristique », in Fouquet T., Goerg O. (éds.), 2018, *Citadinités subalternes en Afrique*, Paris, Karthala, 2017, pp. 5-15.
- Fourchard L., 2001, *De la ville coloniale à la ville africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta) fin XIXe siècle-1960*, Paris : L'Harmattan.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Fourchard L., 2004, « L'histoire urbaine en Afrique : une perspective ouest-africaine », *Histoire urbaine*, 2004/1 (n° 9), pp. 129-144.
- Fournet F., Meunier-Nikiema A., Salem G., 2008, *Ouagadougou (1850-2004). Une urbanisation différenciée*, Paris, IRD Éditions.
- Fournet-Guérin C., 2017, *L'Afrique cosmopolite. Circulations internationales et sociabilités citadines*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

G

- Gauthiez B., 2003, *Espace urbain. Vocabulaire et morphologie*, Paris : Éditions du Patrimoine.
- Gayet-Viaud C., 2010, « Est-il devenu indécent de parler politique ? », *La Vie des idées*, mis en ligne le 8 décembre 2010, consulté le 5 mai 2016. ISSN : 2105-3030. URL : https://laviedesidees.fr/Est-il-devenu-indecent-de-parler.html.
- Gendreau F., 1987, « Les opérations statistiques de collecte de données démographiques dans l'Afrique noire coloniale », *Annales de démographie historique*, pp. 33-50.
- Georg O., 2006, « Domination coloniale, construction de la « ville » en Afrique et dénomination », *Afrique & histoire*, vol. 5, pp. 15-45.
- Georg O., Huetz de Lemps X., 2003, *La Ville coloniale. XVe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil.
- Germes M., 2014, « La police, le droit et la production de l'espace public. Présentation », in Gintrac C., Giroud M., 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris : Les Prairies ordinaires, pp. 197-205.
- Gervais-Lambony P., 1994, *De Lomé à Harare. Le fait citadin en Afrique*, Paris, Karthala.
- Gervais-Lambony P., 2003, *Territoires citadins : 4 villes africaines*, Paris : Belin.
- Gervais-Lambony P., Dufaux F., 2009, « Justice… spatiale ! », *Annales de géographie*, Armand Colin, 2009/1, pp. 3-15.
- Gervais-Lambony P., Bénit-Gbaffou C., Piermay J.-L., Musset A., Planel S. (dir.), 2014, *La justice spatiale et la ville. Regards du Sud*, Paris, Karthala.
- Gervais-Lambony P., 2017, « La justice spatiale pour re-visiter comprendre mieux l'Afrique du Sud métropolitaine », *Annales de géographie*, n° 1, Armand Colin, pp. 82-106.
- Gibbal J.-M., Le Bris E., Marie A., Osmont A., Salem G., 1981, « Situations urbaines et pratiques sociales en Afrique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 21, n° 81-83, pp. 7-10.
- Gibert-Flutre M., 2014, *Les ruelles de Hô Chi Minh Ville, Viêt Nam : trame viaire et recomposition des espaces publics*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Thierry Sanjuan, Université Paris 1.
- Ginisty K., 2014, *Inégalités et (in)justices spatiales à Maputo (Mozambique). Pratiques des services urbains*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Philippe Gervais-Lambony, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- Gintrac C., Giroud M., 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris : Les Prairies ordinaires.
- Giroud M., 2007, *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Françoise Dureau, Université de Poitiers.
- Giroud M., 2011, « Usages des espaces rénovés et continuités populaires en centre ancien », *Espaces et sociétés*, 2011/1 (n° 144-145), pp. 37-54.

© 2020 Tous droits réservés.

- Gluckman M., 1961, « Anthropological Problems arising from the African Industrial Revolution », in Southall A. (éd.), *Social Change in Modern Africa*, Londres, Oxford University Press.
- Goffman E., 1973, *La Mise en scène de la vie quotidienne, 2. La présentation de soi*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun ».
- Goffman E., 1973, *La Mise en scène de la vie quotidienne, 2. Les relations en public*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun ».
- Gorovei D., 2016, « Le rôle des mouvements citoyens dans le processus électoral en Afrique subsaharienne. Le cas du « Balai citoyen » (Burkina Faso) », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, 16/2016 (n° 4), pp. 511-537.
- Grafmeyer Y., Joseph I., 1984, *École de Chicago*, Paris : Aubier.
- Grafmeyer Y., 1994, « Regards sociologiques sur la ségrégation », in Brun J., Rhein C., 1994, *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures*, Paris : L'Harmattan, pp. 85-118.
- Grafmeyer Y., Authier J.-Y., 2011, *Sociologie urbaine*, Paris : Armand Colin.
- Gramsci A., 1974, *Écrits politiques vol. 1*, Paris, Gallimard.
- Gravari-Barbas M., Renard-Delautre C. (dir.), 2015, *Starchitecture(s). Figures d'architectes et espace urbain / Celebrity architects and urban space*, Paris, L'Harmattan.
- Groupement de bureau d'études AAPUI – ARCADE, 2009, *Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga. Horizon 2025*, Ouagadougou, Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, Secrétariat général, Direction Générale de l'Urbanisme et des Travaux Fonciers.
- Guha R., Spivak G. (dir.), 1988, *Selected Subaltern Studies*, Delhi, New York, Oxford University Press.
- Guigma L., 2017, *Vivre dans le non-loti de Ouagadougou : processus de marchandages fonciers entre citadins, chefs traditionnels et autorités publiques*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

H

- Haeringer P., 1972, *L'urbanisation de masse en question : Quatre villes d'Afrique noire*, Paris : CNRS Editions.
- Hagberg S., Kibora L., Ouattara F., Konkobo A., 2015, « Au cœur de la révolution burkinabè », *Anthropologie & développement*, n° 42-43, pp. 199-224.
- Hall E.T., 2014 (1971), *La dimension cachée*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Essais ».
- Hamidi C., 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 2006/1 (vol. 56), pp. 5-25.
- Hannerz U., 1983 (1980), *Explorer la ville (traduit et présenté par I. Joseph)*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Harang M., KafandoY., 2008, « Les marchés », in Fournet F., Meunier-Nikiema A., Salem G., 2008, *Ouagadougou (1850-2004). Une urbanisation différenciée*, Marseille, IRD Éditions, pp. 117-123.
- Harvey D., 1996, *Justice, Nature & the Geography of Difference*, Londres, Blackwell.
- Harvey D., 2008, « The right to the city », *New Left review*, n° 53, pp. 23-40.

© 2020 Tous droits réservés.

- Harvey D., 2010, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires.
- Harvey D., 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Hayat S., 2018, « Les gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir », sur *samuelhayat.wordpress.com*. Consulté le 05/05/2019. URL : https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/
- Heidegger M., 1958, « Bâtir, habiter, penser », *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, pp. 170-193.
- Hien O. P., 2011, "The Young of the "grins de thé" and Public Speech Delivery in Burkina Faso", Communication au congrès de l'Aegis, European Conference of African Studies, Panel "Oratory in Assembly", Uppsala.
- Hilgers M., 2005, « Du quartier au secteur, l'évolution des limites urbaines au Burkina Faso », *Espaces et sociétés*, 4/2005 (n° 122), pp. 67-85.
- Hilgers M., 2009, *Une ethnographie à l'échelle de la ville. Urbanité, histoire et reconnaissance à Koudougou (Burkina Faso)*, Paris, Karthala.
- Hilgers M., Mazzocchetti J. (éd.), 2010, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala.
- Hilgers M., 2012, « Contribution à une anthropologie des villes secondaires », *Cahier d'études africaines*, vol. 1, n° 205, pp. 29-50.
- Hilgers M., Loada A., 2013, « Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso », *Politique africaine*, 2013/3, pp. 187-208.
- Hirt I., Roche S., 2013, « Cartographie participative », in Casillo I. avec Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J-M., Lefebvre R., Neveu C., Salles D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation.
- Holston J., 2008, *Insurgent Citizenship: Disjonctions of Democracy and Modernity in Brazil*, Princeton, Princeton University Press.
- Hou J., 2010, *Insurgent Public Space: Guerilla Urbanism and the Remaking of Contemporary Cities*, New York, Routledge.
- Houssay-Holzschuch M., Ninot O., Thébault E., 2018, "Watch this space! A Visual Essay on Vacant Land in Cape Town", *Cybergéo: Revue européenne de géographie / European journal of geography*, UMR 8504 Géographie-cités, pp. 1-40. 10.400/cybergeo.28974. Consulté le 02/03/2019.
- Humain-Lamoure A.-L., 2007, « Le quartier comme objet en géographie », in Authier J.-Y, Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (éds.), 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : la Découverte, pp. 41-51.

I

- Imbert C., Dubucs H., Dureau F., Giroud M. (éds), 2014, *D'une métropole à l'autre : pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

J

- Jablonka F., « Gramsci reloaded dans la condition postcoloniale : identité nationale et désidentification dans le "linguistic turn" », *Actuel Marx*, 2012/2 (n° 52), pp. 149-163.
- Jacquemot P., 2012, « L'émergence des classes moyennes en Afrique. Miroir de la croissance et des inégalités sociales », *Afrique contemporaine*, vol. 244, n° 4, pp. 124-125.
- Jaglin S., 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou : pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Paris : Karthala – ORSTOM.
- Janin P., 2001, « Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte d'Ivoire) », *Politique africaine*, 2001/2 (n° 82), pp. 177-189.
- Jauss H. R., 1978, *Pour une esthétique de la réception*, Paris : Gallimard.
- Joseph I., 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.

K

- Kaika M., 2010, « Autistic Architecture : the fall of the icon and the rise of the serial object of architecture », *Environment and Planning D : Society and Space*, vol. 29, n° 6, pp. 968-992.
- Kébé-Gangneux J., 2017, « Quand les citadins font et défont la ville à Conakry : le droit à l'espace », *Environnement urbain / Urban environment* [en ligne], vol. 10/2016, mis en ligne le 4 avril 2017, consulté le 09 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/eue/1463.
- Kieffer J., 2006, « Les jeunes des "grins" de thé et la campagne électorale à Ouagadougou », *Politique africaine*, n° 1, pp. 63-82.

L

- Ladji B., Bazare R. N., 2016, "Pratiques festives des brouteurs en Côte d'Ivoire : entre ritualisation de la fête et catégorisation sociale du cybercriminel », *European Scientific Journal*, vol. 12, n° 17.
- Laurent P.-J., 2000, « Le "big man" local ou la "gestion coup d'État" de l'espace public », *Politique africaine*, n° 80, pp. 169-181.
- Laval C., 2018, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*, Paris, La Découverte.
- Lazzarotti R., 1971, « Notes sur deux quartiers du Centre-Sud de Limoges », *Norois*, n° 72, pp. 730-735.
- Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinou A., 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris : L'Harmattan.
- Le Bris É., 1998, « Urbanisation et politiques urbaines dans les pays en développement », in Loriaux M., 1998, *Populatiion et développement : une approche globale et systémique*, Louvain-la-Neuve, Paris : Académia-Bruylant-L'Harmattan.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Le Bris É., 2000, « Ouagadougou : de l'immobilisme à l'entropie », in Dureau F., Dupont V., Lelièvre É., Lévy J.-P., Lulle T. (coord.), 2000, *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre H., 1960, « Les nouveaux ensembles urbains. Un cas concret : Lacq-Mourenx et les problèmes urbains de la nouvelle classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, vol. 1, n° 2, pp. 186-201.
- Lefebvre H., 1961, *Critique de la vie quotidienne II, Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris : L'Arche.
- Lefebvre H., 1962, *Introduction à la modernité*, Paris, Éditions de Minuit.
- Lefebvre H., 1968, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre H. 1970, « Réflexions sur la politique de l'espace », *Espaces et sociétés*, n° 1, pp. 3-12.
- Lefebvre H., 1972, *La pensée marxiste et la ville*, Tournai : Casterman
- Lefebvre H., 1981, *Critique de la vie quotidienne, III. De la modernité au modernisme (pour une métaphilosophie du quotidien)*, Paris : L'Arche.
- Lefebvre H., 2010 (1989), « Métamorphoses planétaires », *Manière de voir*, n° 114, pp. 20-23.
- Lefebvre H., 2000 (1974), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre H., 2000 (1973), *Espace et politique (Le Droit à la Ville, II)*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre F., Bonnet E., Boyer F., 2017, « Une méthode de cartographie participative des pratiques et représentations urbaines à Ouagadougou (Burkina Faso) », *Echogéo*, n° 40.
- Lefebvre F., 2018, « Tentatives de mise aux normes urbaines internationales des "périphéries du monde". Le cas de Ouagadougou (Burkina Faso) », *Annales de la recherche urbaine*, vol. 1, n° 113, pp. 88-101.
- Lefebvre F., 2019, « Une hétérotopie de la parole subalterne : les *grins* de thé à Ouagadougou (Burkina Faso) », *Annales de géographie*, vol. 5-6, n° 729-730, pp. 90-109.
- Leimdorfer F., 1999, « Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan », *Politique africaine*, vol. 2, n° 74, pp. 51-75.
- Leimdorfer F., 2008, « Individus entre famille et entreprise : patrons et patronnes de restaurants populaires à Abidjan », in Marie A., Vuarin R., Werner J.-F., Gérard E., Tiékoura O. (éds.), *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala, pp. 113-169.
- Lelièvre E., 2009, « Avant-propos à la réédition », in Antoine P., Bonvalet C., Courgeau D., Dureau F. & Lelièvre E., 1999, *Biographies d'enquêtes : bilan de 14 collectes biographiques*, Paris : INED Éditions, pp. VII-IX.
- Lévy J., 1997, « La mesure de l'urbanité », *Urbanisme*, n° 296, pp. 58-61.
- Lévy J., 1999, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin.
- Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- Lévy J., 2003, « Territoire », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 907-910.
- Lévy A., 2005, « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et sociétés*, 2005/3 (n° 122), pp. 25-48.
- Lopez de Sousa M., 2001, « The Brazilian Way of Conquering the "Right to the City" », *disP – The Planning Review*, 37 (147), pp. 25-31.
- Lussault M., Signoles P., 1996, *La citadinité en questions*, Tours : Maison des Sciences de la ville.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Lussault M., 2003, « Citadinité », in Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 159-161.

M

- MacKenzie R. D., 1923, *The Neighborhood: A Study if Local Life in the City of Columbis, Ohio*, Chicago: University of Chicago Press.
- Mabogunje A., 1968, *Urbanization in Nigeria*, New York, University of London Press.
- Mahoudeau A., 2017, *The Cables and the Power: Mobilizing Space, Mobilizing for Space in the Palestinian Refugee Camps on Beirut, Lebanon (2014-2017)*, Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Gunning J. et Ketchley N., King's College London.
- Malinowski B., 1939, "The present state of studies in culture contact: some comments on an American approach", *Africa*, vol. 12, n° 1, pp. 27-48.
- Mannoni O., 1997, *Le racisme revisité, Madagascar, 1947*, Paris, Denoël.
- Marchal H., Stébé J.-M., 2013, « Repenser la centralité : l'exemple d'une ville moyenne française », *Sociologie et sociétés*, vol. 45, n° 2, pp. 111-128.
- Marcuse P., 2009, "Spatial justice: derivative but causal of social injustice", *Justice spatiale / spatial justice*, vol. 1.
- Marie A., 1989, « Politique urbaine : une révolution au service de l'État », *Politique africaine*, n° 33, pp. 27-38.
- Martuccelli D., 1999, *Sociologies de la modernité*, Paris, Folio Essais.
- Massey D., 1994, *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Massiah G., Tribillon J.-F., 1988, *Villes en développement*, Paris : La Découverte.
- Mauss M, 2013 (1923), *Essai sur le don*, Paris, République des Lettres.
- Meillassoux C. (sous la direction de), 1971, *The Development of Indigenous Trade and Markets in West Africa*, London, Oxford University Press.
- Memmi A., 1985, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*, Paris, Gallimard.
- Mercier P., 1951, *Les tâches de la sociologie*, Dakar, IFAN.
- Mercier P., 1954, « Aspects des problèmes de stratification sociale dans l'Ouest africain », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 17, p. 47.
- Mercier P., 1965, « Les classes sociales et les changements politiques récents en Afrique noire », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 38, pp. 143-154.
- Merklen D., 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.
- Merle I., 2013, « "La situation coloniale" chez Georges Balandier. Relecture historienne », *Monde(s)*, 2013/2 (n° 4), pp. 211-232.
- Merlin P., Choay F., 2015 (1988), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF.
- Meyer P.-E., 2008*a*, « De bancoville à la ville moderne », in Fournet F., Meunier-Nikiema A., Salem G., *Ouagadougou (1850-2004). Une urbanisation différenciée*, Marseille, IRD Éditions, pp. 25-37.
- Meyer P.-E., 2008*b*, « L'impact de la Révolution de 1983 », in Fournet F., Meunier-Nikiema A., Salem G., *Ouagadougou (1850-2004). Une urbanisation différenciée*, Marseille, IRD Éditions, pp. 39-48.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Mitchell D., 2003, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, Guilford Press.
- Morange M., 2011, « Droit à la ville, néolibéralisation et État développemental au Cap », *Journal of Urban and Regional Research*, vol. 1, n° 34, pp. 146-162.
- Morange M., Spire A., 2017, « Droit à la ville », *Hypergéo* [en ligne], 26/04/2017, consulté le 08/01/2018, http://hypergeo.eu/spip..php?article698.
- Morange M., Planel S., Spire A., 2017, « Mise en ordre, mise aux normes : relire le droit à la ville depuis le Sud ? », *Métropoles*, n° 21.
- Morelle M., 2006, « "La rue" dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun) », *Annales de géographie*, t. 115, n° 650, pp. 339-360.
- Mumford L., 1989 (1961), *La Cité à travers l'histoire*, Paris, Seuil.
- Musset A., J.-L. Piermay, introduction à la deuxième partie « Justice et territorialisation », in Gervais-Lambony P., Bénit-Gbaffou C., Piermay J.-L., Musset A., Planel S. (dir.), 2014, *La justice spatiale et la ville. Regards du Sud*, Paris, Karthala, pp. 73-77.

N

- Nallet C., 2015, « Identifier les classes moyennes africaines : diversité, spécificités et pratiques de consommation sous contrainte », *Ifri*, Paris, France.
- Napon A., 1996, « L'impact de la modernisation des quartiers sur la configuration sociolinguistique de la ville de Ouagadougou », *Sciences et techniques*, pp. 114-123.
- Németh J., Langhorst J., 2014, Rethinking Urban Transformation: Temporary Uses for Vacant Land", *Cities*, vol. 40, pp. 143-150.
- Nicholls W., Vermeulen F. 2012, "Right *through* the city : the urban basis of immigrant rights struggles in Amsterdam and Paris", in Smith M. P., McQuarrie M. (dir.), *Remaking Urban Citizenship: Organizations, Institutions and the Right to the City*, Transaction Publishers.
- Nicholls W., Miller B., Beaumont J., 2013, *Spaces of Contention : Spatialities and Social Movements*, Londres, Routledge.

O

- Olivier de Sardan J.-P., 1991, « L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ? », *Bulletin de l'APAD* [en ligne], 1/1991, mis en ligne le 23 juin 2006, consulté le 01 octobre 2016. URL : http://apad.revues.org/296.
- Olivier de Sardan J.-P., 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant.
- Olivier de Sardan J.-P., Bierschenk, 2008 [1993], « Les courtiers locaux du développement » [en ligne], *Bulletin de l'APAD*, n° 5. URL : http://apad.revues.org/3233.
- Ortner S. B., 2006, *Anthropology and Social Theory. Culture, Power and the Acting Subject*, Durham: Duke University Press.

© 2020 Tous droits réservés.

- Osmont A., 1995, *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala.
- Otayek R., 1989, « Rectification », *Politique africaine*, vol. 33, pp. 2-10.
- Ouattara M., 2003, *Le grin : rires et blagues à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, Paris : Éditions L'Harmattan.
- Ouattara F., 2010, « L'inachèvement juridique et institutionnel et ses conséquences sur le développement », *étude Récit*, n° 33, Laboratoires Citoyennetés : Ouagadougou.
- Ouedraogo M.-M., 1989, *Urbanisation, organisation de l'espace et développement au Burkina Faso*, Thèse de doctorat, Bordeaux 3.
- Ouedraogo A., 2007, « Les mosquées de Ouagadougou (Burkina Faso) : organisation et fonctionnement », *Insaniyat /* 2007/ 38, ????????, pp. 45-71.

P

- Paquot T, 2008, *La folie des hauteurs. Pourquoi s'obstiner à construire des tours ?*, Paris : Bourin Editeur.
- Pattaroni L., 2016, « La trame sociologique de l'espace », *SociologieS* [Online], Files, Penser l'espace en sociologie, Online since 16 June 2016. URL : http://journals.openedition.org/sociologies/5435.
- Peel J.D.Y., 1980, « Urbanization and urban history in West Africa », *Journal of African History*, pp. 269-277.
- Perec G., 1974, *Espèces d'espaces*, Paris : Galilée.
- Pétonnet C., 1970, « Réflexions au sujet de la ville vue par en-dessous », *L'Année sociologique (1940-1948)*, vol. 21, pp. 151-185.
- Peyroux E., 2012, « Circulation internationale et construction sociale d'un "modèle" de gestion des services urbains : les City Improvement Districts à Johannesburg », *L'espace géographique*, tome 41, pp. 68-81.
- Peyroux E., Sanjuan T., 2016, « Stratégies de villes et « modèles » urbains : approche économique et géopolitique des relations entre villes. Introduction », *Echogéo* [en ligne], 36/2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 22 janvier 2019.
- Piermay J.-L., 2003, « L'apprentissage de la ville en Afrique sud-saharienne », *Le Mouvement social*, 2003/3, n° 204, pp. 35-46.
- Pinçon-Charlot M., Préteceille E., Rendu P., 1986, *Ségrégation urbaine*, Paris, Anthropos.
- Pinet N., 2016, « Pratiques politiques subalternes dans un quartier populaire de Tokyo : des formes de résistance ? », *Cultures & Conflits*, n° 101, pp. 35-56.
- Pinet N., 2017, "Facing Commodification: Subaltern Tactics in a Working-Class Tokyo Neighborhood", in Erdi-Lelandais G., Şentürk Y. (éds.), 2017, *Identity, Justice and Resistance in the Neoliberal City*, Basingstoke : Palgrave, pp. 13-35.
- Pinson G., 2009, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris : Presses de Sciences-Po.

© 2020 Tous droits réservés.

- Planel S., 2012, « "Une petite expérience de méthode" Foucault, échelles, espace et justice à Tanger Med (Maroc) », *Carnets de géographes* [en ligne], 4/2012, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 02 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/cdg/990.
- Polanyi M., 1958, *Personal Knowledge: "Towards a Post-Critical Philosophy"*, Chicago : University of Chicago Press.
- Pouchepadass J., 2004, « Que reste-t-il des Subaltern Studies ? », *Critique internationale*, 2004/3 (n° 24), pp. 67-79.
- Purcell M., 2003, « Citizenship and the Right to the Global City: Reimagining the Capitalist World Order », *International Journal of Urban and Regional Research*, 27 (3), pp. 564-590.
- Purcell M., 2009, « Le Droit à la ville et les mouvements urbains contemporains », *Rue Descartes*, 2009/1 (n° 63), pp. 40-50.

R

- Raffestin C., 2019 [1980], *Pour une géographie du pouvoir*, Paris : ENS Éditions.
- Raulin A., 2007, *Anthropologie urbaine*, Paris : Armand Colin.
- Rawls J., 1971, *A Theory of Justice*, Cambridge: Harvard University Press.
- Reclus E., 1895, "The Evolution of Cities", *The Contemporary Review*, vol. 67, n° 2, pp. 246-264.
- Rémy J., Voyé L., 1981, *Ville, ordre et violence : formes spatiales et transaction sociale*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Revel J., 2002, *Le vocabulaire de Foucault*, Paris : Ellipses.
- Revol C., 2012, « Le succès de Lefebvre dans les urban studies anglo-saxonnes et les conditions de sa redécouverte en France », *L'Homme et la société*, 185-186/3, pp. 105-118.
- Ripoll F., Veschambre V., 2005, « Introduction. L'appropriation de l'espace comme problématique », *Norois*, 195/2005, pp. 7-15.
- Ripoll F., Veschambre V., 2006, « L'appropriation de l'espace : une problématique centrale pour la géographie sociale », in Séchet R., Veschambre V. (éds), 2006, *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Ripoll F., 2013, « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction* », in Coulangeon P., Duval J., 2013, *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris : La Découverte, pp. 365-377.
- Rivière C., 1975, « Classes et stratifications sociales en Afrique noire », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 59, pp. 285-314.
- Roberts A. F., Roberts M. N., 2005, « Voir la ville invisible », *Politique africaine*, vol. 4, n° 100, pp. 175-197.
- Robineau O., 2014, « Les quartiers non-lotis : espaces de l'entre-deux dans la ville burkinabè », *Carnets de géographes* [en ligne], 7/2014, mis en ligne le 01/12/2014, consulté le 15/04/2019.
- Robinson J., 2002, « Global and World Cities: A View from Off the Map », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 26, n°3, pp. 531-554.
- Robinson J., 2006, *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, London: Routledge.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Rose G., 2012, *Visual Methodologies. An Introduction to Researching with Visual Materials*, London, SAGE.
- Rosemberg M., 2000, *Le Marketing Urbain en Question. Production d'espaces et de discours dans quatre projets de villes*, Paris : Anthropos.
- Roy A., Ong A. (éds), 2011, *Worlding Cities : Asian experiments and the art of being global*, Blackwell, John Wiley & Sons.
- Ruby C., 2003, « Modernité », in Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 631-633.

S

- Sautter G., 1972, *Les ruraux dans la ville : genèse et différenciation des sociétés urbaines*, Paris : Éditions du CNRS.
- Sautter G., 1973, « Recherches en cours sur les villes d'Afrique noire : thèmes et problèmes. Point de vue d'un géographe. », *Cahiers d'études africaines*, vol. 13, n° 51, pp. 405-416.
- Scott J.C., 1977, *The Moral Economy of the Peasant Rebellion & Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press.
- Scott J. C., 1992, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven and London : Yale University Press.
- Scott J.C., 2008, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris : Amsterdam.
- Simmel G., 1896, « Comment les formes sociales se maintiennent », in Simmel G., 1981, *Sociologie et épistémologie*, Paris : Presses Universitaires de France, pp. 71-109.
- Simon J.-M., 2015, « Gravari-Barbas Maria, Renard-Delautre Cécile, 2015, *Starchitecture(s). Figures d'architectes et espace urbain / Celebrity Architects and Urban Space* », *Revue Géographique de l'Est* [Online], vol. 55 / n° 3-4 / 2015, Online since 29 October 2015, connection on 06 December 2016. URL : http://rge.revues.org/5656.
- Simone A., 2004, *For the City Yet to Come. Changing African Life in Four Cities*, Durham, Duke University Press.
- Simone A., 2005, "Reaching Larger Worlds. Negotiating the Complexities of Social Connectedness in Douala", *Politique africaine*, vol. 4, n° 100, pp. 38-53.
- Sklair L., 2015, « Global Starchitects and Iconic Architecture in the City of Capitalist Globalization », in Gravari-Barbas M., Renard-Delautre C., 2015, *Starchitecture(s). Figures d'architectes et espace urbain / Celebrity architects and urban space*, Paris, L'Harmattan, pp. 81-101.
- Smouts M.-C. (dir.), 2007, *La situation postcoloniale. Les Postcolonial Studies dans le débat français*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Söderström O., 2013, « Worlding Cities. Asian Experiments and the Art of Being Global », *Geographica Helvetica*, vol. 68, P. 77.
- Soja E., 1989, *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, London: Verso.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Soja E., 2009, “The city and spatial justice”, *Justice spatiale / spatial justice*, vol. 1, n° 1, pp. 1-5.
- Soja E., 2009, « La ville et la justice spatiale », in Gintrac C., Giroud M., 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l’urbain*, Paris : Les Prairies ordinaires, pp. 389-399.
- Soto H. de, 2006, *Le Mystère du capital : pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*, Paris, Flammarion.
- Spire A., 2011, *L’étranger et la ville en Afrique de l’Ouest. Lomé au regard d’Accra*, Paris, Karthala.
- Spire A., Bénit-Gbaffou C., Gervais-Lambony P., Morange M, Steck J.-F., Vivet J., « localisation forcée en ville : injustice spatiale et politique de déguerpissements », in Gervais-Lambony P., Bénit-Gbaffou C., Piermay J.-L., Musset A., Planel S., 2014, *La justice spatiale et la ville. Regards du Sud*, Paris, Karthala.
- Spire A., Morange M., Froment-Meurice M., Hancock C., 2018, « Droit à la ville versus justice spatiale ? », ["Right to the City Versus Spatial Justice"] *Justice spatiale / spatial justice*, n° 12.
- Spivak G.C., 2009[a], « Rethinking comparativism », *New Literary History*, 40 (3), pp. 609-626.
- Spivak G.C., 2009[b], *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Amsterdam.
- Staszak J.-F., 2003, « Représentation de l’espace », in Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris : Belin, pp. 792-793.
- Steck J.-F., 2005, « Abidjan et le Plateau : quels modèles urbains pour la vitrine du « miracle » ivoirien ? », *Géocarrefour*, vol. 80/3, pp. 215-226.
- Steck J.-F., 2006, « La rue africaine, territoire de l’informel ? », *Flux*, n° 4, pp. 73-86.
- Stock M., 2006, « Construire l’identité par la pratique des lieux », in De Biase A., Alessandro C. (éds.), 2006, *« Chez nous ». Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris : Éditions de la Villette, pp. 142-159.
- Swyngedouw E., 2011, *Designing the Post-Political City and the Insurgent Polis*, London, Bedford Press.

T

- Taliercio P., 2008, « Un déguerpissement exemplaire à Ouaga (Burkina Faso) », *Revue Agone*, 38(39), pp. 89-107.
- Tallet B., 2010, « La réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso, 1984-2004. Vingt ans de décalages entre cadre légal et pratiques locales », in Colin J.-P. et *al.* (éds), 2010, *Les politiques d’enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris : Karthala.
- Tissot S., 2010, « Quand la mixité sociale mobilise des gentrifieurs. Enquête sur un mot d’ordre militant à Boston », *Espaces et sociétés*, vol. 1-2, n° 140-141, pp. 127-142.
- Tissot S., 2012, « Les centres-villes : modèles, luttes et. Pratiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2012/5 (n° 195), pp. 4-11.
- Tissot S., 2014, « Entre soi et les autres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014/4 (n° 204), pp. 4-9.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Thibaud J.-P., Tixier N., 1998, « L'ordinaire du regard », *Le cabinet d'amateur. Revue d'études perecquiennes*, pp. 51-57.
- Thomas W. I., 2006, « Définir la situation » [1923], in Grafmeyer Y., Joseph I. (éds.), 2006, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Champs-Flammarion.
- Thompson E. P., 1971, "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past & Present*, n° 50, pp. 76-136.
- Tonnelat S., 2003, *Interstices urbains. Paris-New York. Entre contrôle et mobilités, quatre espaces résiduels de l'aménagement*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université Paris 12 Val de Marne, PhD in Environnemental Psychology, City University of New York.

U

- Uitermark J., Nicholls W., Loopmans M., 2012, "Cities and Social Movements: Theorizing beyond the Right to the City", *Environment and Planning A*, vol. 44, pp. 2546-2554.

V

- Van Dijk R., De Bruijn M, Gewald J.-B., 2007, "Social and Historical Trajectories of Agency in Africa: an Introduction", in De Bruijn M. E., Van Dijk R., Gewald J.-B. (dir.), 2007, *Strength beyond Structure. Social and Historical Trajectories of Agency in Africa*, Leyde/Boston : Brill, coll. "African Dynamics", pp. 1-15.
- Verdeil E., 2005, « Expertises nomades au Sud. Éclairages sur la circulation des modèles urbains », *Géocarrefour*, vol. 80/3, pp. 165-169.
- Verdeil E., 2010, « Les services urbains en réseau dans les pays arabes : diversité des réformes libérales et de leurs effets territoriaux. Introduction du dossier », *Géocarrefour*, vol. 85-2, pp. 99-108.
- Vincourt S., Kouyaté S., 2012, « Ce que "parler au grin" veut dire : sociabilité urbaine, politique de la rue et reproduction sociale en Côte-d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 3, pp. 91-108.

W

- Watson V., 2014, "African urban fantasies : dreams or nightmares ?", *Environment and Urbanization*, vol. 26, n° 1, pp. 215-231.
- Withers C.W.J., 2009, « Place and the "Spatial Turn" in Geography and in History », *Journal of the History of Ideas*, vol. 70, n° 4, pp. 637-658.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Y

- Yeo W., 2003, « City as Theatre : Singapore, state of distraction », in Bishop R., Philipps J., Yeo W. (eds), *Postcolonial urbanism : southeast Asian cities and global processes*, London : Routledge.

Articles de presse :

- « Déclaration de politique générale du Premier ministre », Sidwaya, avril 2003.
- « Compaoré : profession médiateur », *jeuneafrique.com*, 30/11/2009.
- « Tena Tower Complex à Ouaga 2000 : rêve architectural ou "vanité commerciale" ? », *lefaso.net*, 14/12/2011. URL : https://lefaso.net/spip.php?article45381.
- « An 1 du Balai Citoyen à Bobo : "Nous resterons mobilisés jusqu'à ce qu'on nous dise qu'il n'y a pas de référendum, de Sénat, de pouvoir à vie au Burkina », *aouaga.com*, 23/08/2014.
- « Burkina Faso : Le Balai Citoyen demande un audit des lotissements pour démasquer les "voleurs au col blanc" », *koaci.com*, 08/04/2016.
- « Burkina : l'artisanat, levier de la création d'emplois », *afrique.latribune.fr*, 30/10/2016. URL : https://afrique.latribune.fr/economie/2016-10-30/burkina-l-artisanat-levier-de-la-creation-d-emplois.html.
- « Déguerpissement CMA secteur 30 – Trois blessés, une personne tabassée : "le maire Ibrahim Maré désapprouve la façon cavalière…" », *netafrique.net*, 08/02/2018.
- « Burkina : Ouagadougou veut donner un nouveau souffle à l'avenue Kwame Nkrumah », *rfi.fr*, 11/06/2018. URL : http://www.rfi.fr/afrique/20180611-projet-redynamisation-avenue-kwame-nkrumah-ouagadougou.
- Bambio Z. F., « Le secteur bancaire burkinabè : soutien au développement économique national », *investirauburkina.net*, 26/05/2011. URL. : https://investirauburkina.net/index.php/syntheses-economiques/finances/item/418-le-secteur-bancaire-burkinabe-actions-de-soutien-au-developpement-economique-national
- Commeillas D., « Au Burkina Faso, deux conceptions de la révolution », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2018, pp. 6-7.
- Daboné J., « Projet ZACA : le serpent de mer sort enfin de terre », *lefaso.net*, 13/02/2007. URL : https://lefaso.net/spip.php?article19256
- Devey Malu-Malu M., « Une spécialisation, l'événementiel », *jeuneafrique.com*, 09/06/2009. URL : https://www.jeuneafrique.com/202996/politique/une-sp-cialisation-l-v-nementiel/
- Devey Malu-Malu M., « La métamorphose du pays des hommes intègres », *jeuneafrique.com*, 29/11/2010. URL : https://www.jeuneafrique.com/193905/politique/la-m-tamorphose-du-pays-des-hommes-int-gres/.
- Gbadamassi F., « La société civile burkinabè organise la résistance contre les moustiques OGM », *francetvinfo.fr*, 25/10/2018. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/la-societe-civile-burkinabe-organise-la-resistance-contre-les-moustiques-ogm_3056073.html.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

- Glez D., « Fespaco : des sorciers pour sauver le cinéma ? », *jeuneafrique.com*, 25/09/2018. URL : https://www.jeuneafrique.com/634487/societe/chronique-fespaco-des-sorciers-pour-sauver-le-cinema/
- Jolivet E., « Réalisation du projet ZACA : branle-bas autour d'un îlot urbain », *lefaso.net*, 24/03/2009. URL : https://lefaso.net/spip.php?article31097.
- Juompan-Yakam C., « Architecture : Francis Kéré, la simplicité faite star », *jeuneafrique.com*, 16/08/2017. URL : https://www.jeuneafrique.com/mag/463901/societe/architecture-francis-kere-la-simplicite-faite-star/
- Sawadogo T. C., « Projet ZACA : pas de Zakat (1) pour les acquéreurs de terrain vide », *lefaso.net*, 24/08/2018. URL : https://lefaso.net/spip.php?article85103
- Zoungrana T., « Projet d'urbanisation de Ouagadougou. Une ville plus moderne dans dix ans », *L'hebdomadaire* n° 271 du 18 au 24 juin 2004.

Documentation officielle :

- Groupement de bureau d'études AAPUI – ARCADE, 2009, *Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga. Horizon 2025*, Ouagadougou, Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, Secrétariat général, Direction Générale de l'Urbanisme et des Travaux Fonciers.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), *Tableau de bord démographique*, novembre 2015.
- Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU), 2008, Décret n° 2008-431/PRES/PM/MHU du 15 juillet 2008 portant adoption du document de Politique nationale de l'habitat et du développement urbain. JO n° 35 du 28 août 2008.
- ONU-Habitat, 2011, *Loger les pauvres dans les villes africaines. Guides pratiques pour les décideurs politiques*, Nairobi, ONU-Habitat.

Filmographie :

- Rouch J., 1955, *Les maîtres fous*, Les Films de la Pléiade.
- Rouch J., 1958, *Moi, un noir*, Sorafom.
- Webdocumentaire « 50 ans d'indépendance » : http://afrique.arte.tv/#/trip/BFA/2715/

© 2020 Tous droits réservés.

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Carte des principaux toponymes cités dans la thèse.....491

Annexe 2 : Les quartiers étudiés pour l'enquête par entretien (en bleu).....492

Annexe 3 : La matrice biographique utilisée comme base pour les entretiens semi-directifs (p. 1).....493

Annexe 4 : La matrice biographique utilisée comme base pour les entretiens semi-directifs (p. 2).....494

Annexe 5 : La matrice biographique utilisée comme base pour les entretiens semi-directifs (p. 3).....495

Annexe 6 : La matrice quotidienne utilisée en complément de la matrice biographique pour conduire les entretiens semi-directifs.....496

Annexe 7 : La grille d'entretien suivie pour les entretiens semi-directifs à domicile.....497

Annexe 8 : Le questionnaire proposé aux usagers du centre-ville au cours de l'enquête quantitative (chap. 5).....498

Annexe 9 : Le Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga (SDAGO).....500

Annexe 10 : Observation de l'avenue Guillaume Ouedraogo et de l'avenue de l'UEMOA : portfolio complet de l'enquête.....501

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES CROQUIS

Croquis 1 : Les activités présentes sur l'avenue de l'UEMOA (K. Hochart, F. Lefebvre, 2019).....245
Croquis 2 : Les activités présentes sur l'avenue Guillaume Ouedraogo (K. Hochart / F. Lefebvre, 2019) 262

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES ENCADRES

Encadré 1 : A propos des débats sur le territoire et la territorialisation…… 38

Encadré 2 : Note concernant la nomenclature liée aux entretiens des personnages officiels…… 180

Encadré 3 : Le Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga…… 189

Encadré 4 : Deux biais à prendre en compte…… 224

Encadré 5 : Sur la méthodologie du chapitre 5 : une approche plurielle pour un espace complexe…… 225

Encadré 6 : L'avenue Kwamé N'Krumah : la plus prestigieuse artère de la ville traverse le vide de la ZACA…… 251

Encadré 7 : Les clients des maquis*, fragments d'une observation participante au *Boulougou bar*…… 276

Encadré 8 : La confrontation des modèles générationnels de l'urbain : retour sur un double entretien…… 370

Encadré 9 : De la notion d'espace public en régime semi-autoritaire…… 406

Encadré 10 : La mémoire d'un quartier à part dans le projet ZACA : le Camp fonctionnaire…… 415

Encadré 11 : La position du chercheur et l'accès au texte caché…… 441

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : répartition par genre des enquêtés (enquête F. Lefebvre, S. Sawadogo, M. Kaboré, juin 2015) 227
Tableau 2 : Avenue de l'UEMOA, angle 1 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015) 279
Tableau 3 : Avenue de l'UEMOA, angle 2 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015) 280
Tableau 4 : Avenue Guillaume Ouedraogo, angle 1 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015) 280
Tableau 5 : Avenue Guillaume Ouedraogo, angle 2 (enquête F. Lefebvre, avril-mai 2015) 281

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Niveau de vie du logement à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 30) 128
Carte 2 : Niveau d'équipement élémentaire à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 30) 134
Carte 3 : Ouagadougou et ses quartiers (noms d'usage) selon leur date de lotissement (Boyer, Delaunay, 2017) 157
Carte 4 : Le SDAGO à l'horizon 2025 (document reproduit en plus grand format en annexe) 188
Carte 5 : Le découpage de Ouagadougou en 4 zones selon la distance avec les lieux d'enquête (F. Lefebvre, 2018) 226
Carte 6 : Situation des quartiers concernés par le projet ZACA : Koulouba, Tiedpalogo, Zangouettin, Peuloghin, Kamsaoghin et le Camp fonctionnaire (Biehler, 2006) 247
Carte 7 : La carte de Ouagadougou utilisée comme base pour l'atelier (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017) 333
Carte 8 : Carte des itinéraires domicile/point d'entrée en centre-ville (chaque couleur et numéro représente un habitant interrogé) (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017) 334
Carte 9 : Les différentes représentations du centre-ville de Ouagadougou : plus la zone bleue est foncée, plus elle est citée par les habitants comme faisant partie du centre-ville (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017) 336

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Quelques lieux emblématiques de Ouaga 2000 (photos : A. Biehler, 2005).....110
Figure 2 : Disposition de sanitaires selon le quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 22) .125
Figure 3 : Raccordement au réseau d'eau selon le quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 23) 126
Figure 4 : Raccordement à l'électricité dans le logement selon le quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 23) 126
Figure 5 : Nombre de logements sur la parcelle selon la date de lotissement du quartier à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017 : 18).....127
Figure 6 : La frontière entre la ville légale et les zones non-loties à Ouagadougou (photo : F. Boyer, 2017).....130
Figure 7 : Les visuels des appartements du Tena Tower Complex diffusés sur le site du cabinet d'architecture.....197
Figure 8 : Une affiche publicitaire pour la banque Société Générale du Burkina Faso à Ouagadougou, rond-point de la Patte d'Oie (photo : F. Lefebvre, 2014) 198
Figure 9 : Affiche de la campagne Synergie pour le projet ZACA (Biehler, 2010 : 428) 199
Figure 10 : Affiche de la campagne Synergie dans la zone des ministères à Ouagadougou (Koulouba, centre-ville) pour le projet ZACA s'appuyant sur l'image d'une famille nucléaire. Le slogan accompagnant la photo est le suivant : « Quand le projet ZACA permet à chacun de se construire un logement décent, c'est bien pour la qualité de vie, c'est bien pour le moral. Fruit des observations et de ses études continues sur l'urbanisation, le gouvernement a conçu la ZACA pour accompagner et valoriser les efforts de modernisation de la ville de Ouagadougou. En cédant votre parcelle au projet ZACA, participez vous aussi à une belle entreprise humaine et une grande réussite d'urbanisation. Bienvenue dans la nouvelle Ouaga. » (photo : A. Biehler, 2003 ; source : A. Biehler, 2010 : 428) 200
Figure 11 : Le siège de la banque BICIAB à Ouagadougou (photo : lefaso.net/spip.php?article45791) 201
Figure 12 : le projet ZACA en 2016, vu depuis l'avenue de l'aéroport : un vaste terrain vague au cœur du centre-ville (photo : F. Lefebvre, avril 2016).....212
Figure 13 : Le projet ZACA en 2016 : quelques chantiers avancent lentement, de nombreuses parcelles restent en friche (photo : F. Lefebvre, 2016) 212
Figure 14 : Le projet ZACA en 2016, le long de l'avenue de l'aéroport : en arrière-plan, on devine la frontière avec le centre-ville construit et dynamique (photo : F. Lefebvre, 2016).....213

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Figure 15 : vue aérienne du projet ZACA à Ouagadougou (photo : F. Boyer, 2017) 213
Figure 16 : Pyramide des âges de la population urbaine au Burkina Faso en 2015 (INSD, 2015 : 11) 228
Figure 17 : Mobilité par motif selon le sexe à Ouagadougou (Boyer, Delaunay, 2017) 234
Figure 18 : Un tablier de restauration à l'angle de l'avenue Guillaume Ouedraogo et de l'avenue Houari Boumedienne, Ouagadougou, (photo : F. Boyer, 2017) 243
Figure 19 : l'avenue Kwame N'Krumah à Ouagadougou (source : Wikimédia Commons / Zenman, in rfi.fr, 11/06/2018) 249
Figure 20 : L'avenue Kwame N'Krumah à Ouagadougou, vue depuis le nord de l'avenue (photo : Wikimédia Commons / Neonstar) 249
Figure 21 : Avenue de l'UEMOA (angle 1) - 7h (photo : F. Lefebvre) 253
Figure 22 : L'avenue de l'UEMOA (angle 2) - 11H (photo : F. Lefebvre) 255
Figure 23 : Avenue de l'UEMOA (angle 1) - 13h (photo : F. Lefebvre) 256
Figure 24 : l'avenue de l'UEMOA (angle 1) - 15h (photo : F. Lefebvre) 257
Figure 25 : Avenue de l'UEMOA (angle 2) - 11h (photo : F. Lefebvre) 258
Figure 26 : l'Avenue de l'UEMOA (angle 2) - 17h (photo : F. Lefebvre) 259
Figure 27 : l'avenue G. Ouedraogo (angle 1) - 7h (photo : F. Lefebvre) 266
Figure 28 : l'avenue G. ouedraogo (angle 2) - 13h (photo : F. Lefebvre) 267
Figure 29 : L'avenue G. Ouedraogo (angle 2) - 15h (photo : F. Lefebvre) 267
Figure 30 : L'avenue G. Ouedraogo (angle 2) - 21h (photo : F. Lefebvre) 274
Figure 31 : L'avenue G. Ouedraogo (angle 1) - 11h (photo : F. Lefebvre) 278
Figure 32 : Graphique comparatif du nombre d'individus comptabilisés sur l'avenue de l'UEMOA et sur l'avenue Guillaume Ouedraogo au cours de l'enquête, selon l'heure de la journée (F. Lefebvre, 2019) 284
Figure 33 : La relation triadique de l'atelier : chercheur-participant-cartographe (Lefebvre, Bonnet, Boyer, 2017) 337
Figure 34 : Le nouveau palais présidentiel de Kossyam, à Ouaga 2000 (photo : F. Boyer, 2017) 350
Figure 35 : Mosquée de Maala Kano Nouhou (ressortissant nigérien), aujourd'hui détruite, Zangouettin, Ouagadougou (Ouedraogo, 2007) 358
Figure 36 : L'équipement d'un bâtiment en plaques solaires dans un quartier non-loti de Ouagadougou (photo : F. Boyer, 2017) 376
Figure 37 : L'Assemblée nationale en ruines à Ouagadougou, juin 2015 (photo : P. Tisné-Versailles) 447
Figure 38 : Le sac de la villa de François Compaoré, alors en fuite au Bénin, à Wemtenga, le 31 octobre 2014, au cours de l'insurrection qui a entraîné la chute du régime de son frère Blaise Compaoré (photo : Joe Penney, Reuters) 448

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE 5

REMERCIEMENTS 7

LEXIQUE 10

NOTES AU LECTEUR 12

INTRODUCTION GENERALE 14

PREMIERE PARTIE : UNE APPROCHE CRITIQUE DE LA VILLE AFRICAINE : ETUDIER LES ASPECTS POLITIQUES DE L'EXPERIENCE URBAINE 22

CHAPITRE 1 : UNE PENSEE POLITIQUE DE LA VILLE ET DU CITADIN A OUAGADOUGOU 23

1. LA VILLE : CONCEPT DU NORD, REALITE DU SUD. 24

1.1. NAISSANCE DU CONCEPT DE VILLE DANS LA PENSEE OCCIDENTALE. 24

1.2. PROPOSER UNE HISTORIOGRAPHIE REFLEXIVE DE LA « VILLE AFRICAINE » 27

1.3. LE TOURNANT GEOGRAPHIQUE ET LA POLITIQUE DE L'ESPACE 33

2. PENSER LA VILLE AVEC H. LEFEBVRE : LA POLITIQUE DES TROIS ESPACES DANS LES VILLES DU SUD. 35

2.1. LA PENSEE LEFEBVRIENNE DE LA VILLE : UN CADRE CONCEPTUEL. 35

2.2. LE DROIT A LA VILLE : ITINERAIRES D'UN CONCEPT DANS LA GEOGRAPHIE RADICALE. 40

2.3. CENTRE-VILLE ET CENTRALITES : UNE GEOGRAPHIE DES RESSOURCES URBAINES. 44

3. DISPOSITIF ET SUJETS URBAINS : REPENSER UNE CITADINITE PROCESSUELLE ET SUBALTERNE. 50

3.1. L'ESPACE CONÇU DE LA VILLE : UN DISPOSITIF DE POUVOIR. 50

3.2. DE LA CITADINITE-IDENTITE A LA CITADINITE-PROCESSUS. 52

3.3. L'ORDRE INEGALITAIRE DE LA VILLE ET LA JUSTICE SPATIALE. 58

CHAPITRE 2 : HISTOIRE DES *SITUATIONS* ET *MODELES* URBAINS A OUAGADOUGOU 66

1. PEUT-ON LIER LA *SITUATION* AU *MODELE* ? 67

1.1. LA *SITUATION* COLONIALE 67

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2. LE *MODELE* URBAIN 70
2. LA VILLE EN *SITUATION COLONIALE* : UN RAPPORT DE FORCE INEGALITAIRE 74
2.1. LE « CHOC COLONIAL » ET LA MISSION CIVILISATRICE DE LA VILLE 74
2.2. LA DUALITE COLONIALE : UNE VILLE A DEUX VITESSES 83
3. LA SUCCESSION DES MODELES URBAINS A OUAGADOUGOU. 89
3.1. LE REGIME « AUTOCHTONE » : UN HAMEAU CAPITALE D'EMPIRE ? 89
3.2. LE REGIME COLONIAL : SEGREGATION URBAINE DANS UNE VILLE PERIPHERIQUE 93
3.3. LE REGIME POSTINDEPENDANCE : UNE « POLITIQUE RADICALE DE NON-INTERVENTION » 99
3.4. LE REGIME SANKARISTE : CHANGER LA VILLE POUR CHANGER LA VIE 102
3.5. LE REGIME CLIENTELISTE-LIBERAL : AMBIVALENCE DE LA MISE AUX NORMES INTERNATIONALES 106

CHAPITRE 3 : LA VILLE PAR EN HAUT, LA VILLE PAR EN BAS : PAYSAGES, PRATIQUES ET REPRESENTATIONS 116

1. LE PAYSAGE URBAIN : UNE PRESENTATION DE LA STRUCTURE URBAINE OUAGALAISE. 117
1.1. PREMIER CERCLE : LE CENTRE-VILLE. 117
1.2. SECOND CERCLE : LES « VIEUX » QUARTIERS. 123
1.3. TROISIEME CERCLE : LES QUARTIERS « RECENTS ». 124
1.4. QUATRIEME CERCLE : LE NON-LOTI. 130
2. UNE ETUDE DES PRATIQUES ET DES REPRESENTATIONS. 135
2.1. UNE ENTREE PAR LES INDIVIDUS : DU RECIT A LA MISE EN SCENE 135
2.2. UNE ENTREE PAR LES LIEUX : LES ECHELLES DU « ICI » ? 148

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE : 172

DEUXIEME PARTIE : VILLE CONÇUE, VILLE VECUE, VILLE PERÇUE : L'ENJEU DE LA CENTRALITE 174

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE : 176

CHAPITRE 4 : TENTATIVES DE MISE AUX NORMES URBAINES INTERNATIONALES D'UNE « PERIPHERIE DU MONDE » 178

1. DES LOGIQUES *PRO-GROWTH* : « FAIRE RENTRER DANS LA COMPETITION LES PERIPHERIES DU MONDE » (CHOPLIN, 2014) 179
1.1. MODELES URBAINS ET VILLE *OFF THE MAP* 180

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1.2. GOUVERNER LA VILLE PAR LES GRANDS PROJETS 182
1.3. L'ADOPTION D'UN MODELE STANDARDISE S'APPUYANT SUR LE SECTEUR PRIVE 190
1.4. LES REPRESENTATIONS DU POUVOIR : L'IMPORTANCE DE L'IMAGE DE MARQUE 193
2. DES LOGIQUES *PRO-POOR* : UNE MISE EN ORDRE ET EN NORME DE LA VILLE 203
2.1. LES PRATIQUES URBAINES DU POUVOIR ENTRE AUTORITARISME ET MODERNISATION 204
2.2. MAITRISER LA VILLE ET IMPOSER LA NORME PAR LE CAHIER DES CHARGES. 208
2.3. LA COMPETITIVITE POLITIQUE DE LA VILLE ET SES INEGALITES : UNE APPROCHE FRAGMENTEE DE LA QUESTION URBAINE 210
2.4. LA ZACA NE DECOLLE PAS : DIFFICILE ADAPTATION DES NORMES AU CONTEXTE OUAGALAIS. 211

CHAPITRE 5 : LE CENTRE-VILLE VECU : DES RESSOURCES SPATIALES INEGALEMENT PARTAGEES .. 220

1. UNE APPROCHE QUANTITATIVE DES USAGERS DU CENTRE-VILLE : VARIETE DES RAISONS DE FREQUENTER LE QUARTIER. 222
1.1. QUI SONT LES USAGERS DU CENTRE-VILLE ? 227
1.2. COMMENT LES HABITANTS SE REPRESENTENT-ILS LE CENTRE-VILLE ? 230
1.3. FREQUENCE HEBDOMADAIRE DES DEPLACEMENTS HORS DU QUARTIER DE RESIDENCE 231
1.4. CONNAISSANCE DANS LE CENTRE-VILLE ? 236
1.5. QUAND ET POURQUOI LES HABITANTS VIENNENT-ILS EN CENTRE-VILLE ? 237
2. UNE APPROCHE PAR LA RUE : UN JEU DE POSITIONS. 239
2.5. QUELLE TYPOLOGIE ? 241
2.1. LE CENTRE-VILLE PLANIFIE PAR LE POUVOIR : UN ESPACE TRANSITOIRE. 245
2.2. LE « VIEUX » CENTRE : ESPACE DISPUTE, ESPACE PARTAGE 262
2.3. LE CENTRE-VILLE VECU : UNE APPROCHE COMPARATIVE DES DEUX OBSERVATIONS. 279

CHAPITRE 6 : LA VILLE PERÇUE : DES RESSOURCES URBAINES INEGALEMENT ACCESSIBLES 292

1. « LA OU IL Y A TOUT PLUS, QUOI » : LA CENTRALITE COMME CONCENTRATION DE RESSOURCES. 293
1.1. L'ATTRAIT DU CENTRE-VILLE : DU TRAVAIL ET « DE L'ESPOIR ». 293
1.2. LA CONCENTRATION DE PRODUITS RARES. 299
1.3. LA CONCENTRATION DE LIEUX ET D'EVENEMENTS. 303
2. « LOIN DE LA VILLE, LOIN DES PROBLEMES » ? L'EN-DEHORS DE LA CENTRALITE, DES PERIPHERIES SANS RESSOURCES. 308
2.1. « ON GAGNE MAISON LA OU ON TROUVE MAISON » : STRATEGIES RESIDENTIELLES ET OPPORTUNITES DE LOCALISATION. 309

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

2.2. ÉVITER LE CENTRE-VILLE : PLACEMENTS ET DEPLACEMENTS. 320

CHAPITRE 7 : IMAGINAIRES DE LA VILLE ET MODES DE VIE A OUAGADOUGOU 330

1. « DU CIMENT, CE N'EST QUE DU CIMENT… » : IMAGINAIRES DES CENTRALITES ET RESSOURCES SYMBOLIQUES. 330

1.1. UNE HIERARCHISATION ALTERNATIVE DES ESPACES : TENTATIVES DE DEFINITION D'USAGE DU CENTRE-VILLE. . 330

1.2. LES PROJETS VUS DES HABITANTS (1). OUAGA 2000 ET LA SYMBOLIQUE DES INEGALITES URBAINES : « C'EST CHEZ LES MOLLAHS, LES BEAUX QUARTIERS ! » 341

1.3. CONSTRUIRE LE « PLATEAU » OUAGALAIS ET REDISTRIBUER LE CAPITAL DE POSITION AVEC LA ZACA : « ON AVAIT TOUT, ON AVAIT TOUT A PORTEE DE MAIN… » 351

2. QUARTIERS ET MODES DE VIE A OUAGADOUGOU. 362

2.1. L'IMAGINAIRE DES RELATIONS DE VOISINAGE. 362

2.2. NON-LOTI ET PERIPHERIE : LE « VRAI OUAGA » ? 371

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE : 380

TROISIEME PARTIE : DU TEXTE PUBLIC AU TEXTE CACHE : QUELLES RESISTANCES HABITANTES AUX INEGALITES URBAINES ? 382

INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE : 385

CHAPITRE 8 : TEXTE PUBLIC : DES EXPERIENCES DE REVENDICATIONS COLLECTIVES LIEES A L'ESPACE 389

1. LA LUTTE URBAINE ET SES EFFETS : L'EXEMPLE DES DEGUERPIS DE ZANGOUETTIN. 391

1.1. LES « DECHIRURES » DE LA « MODERNISATION » CONTRE LE « VIVRE-ENSEMBLE ». 392

1.2. DU CONTRE-DISCOURS A L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE. 397

1.3. ESSOUFFLEMENT DE LA LUTTE ET CRITIQUE DE LA « POLITIQUE ». 403

1.4. MEMOIRE DE LA LUTTE ET MEMOIRE DES LIEUX : QUE RESTE-T-IL DE ZANGOUETTIN ? 407

2. S'ORGANISER COLLECTIVEMENT AUTOUR DES QUESTIONS SPATIALES A OUAGADOUGOU AUJOURD'HUI 416

2.1. UNE STRUCTURE D'ACTION SUR LES INEGALITES SPATIALES : LE MSP-DROL. 416

2.2. AGIR POUR SON QUARTIER DANS SON QUARTIER : L'ASSOCIATION *SAUVONS NIONGSIN* 422

2.3. LES ASSOCIATIONS DE QUARTIER A OUAGADOUGOU : ACTIONS COLLECTIVES SUR FOND D'INEGALITES. 426

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

CHAPITRE 9 : TEXTE CACHE : ESPACES INTERSTITIELS DE LA PAROLE POLITIQUE ET DROIT A LA VILLE DE FAIT 437

1. DU TEXTE CACHE A L'INFRAPOLITIQUE 438
1.1. « LE PETIT THEATRE DES DOMINES » (SCOTT, 2008) 438
1.2. UN ESPACE SOCIAL SATURE DE POLITIQUE 443
1.3. L'EVITEMENT DE LA POLITIQUE ? 449
2. LES ESPACES INTERSTITIELS DE LA PAROLE POLITIQUE 451
2.1. UNE HETEROTOPIE DE LA PAROLE PUBLIQUE : LE *GRIN* 451
2.2. DE LA CITADINITE SUBALTERNE AU DROIT A LA VILLE DE FAIT 462

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE : 469

CONCLUSION GENERALE 471

ANNEXES 489

ANNEXE 1 : CARTE DES PRINCIPAUX TOPONYMES CITES DANS LA THESE. 490
ANNEXE 2 : LES QUARTIERS ETUDIES POUR L'ENQUETE PAR ENTRETIENS (EN BLEUS) 491
ANNEXE 3 : LA MATRICE BIOGRAPHIQUE UTILISEE COMME BASE POUR LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS (P. 1) 492
ANNEXE 4 : LA MATRICE BIOGRAPHIQUE UTILISEE COMME BASE POUR LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS (P. 2) 493
ANNEXE 5 : LA MATRICE BIOGRAPHIQUE UTILISEE COMME BASE POUR LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS (P. 3) 494
ANNEXE 6 : LA MATRICE QUOTIDIENNE UTILISEE EN COMPLEMENT DE LA MATRICE BIOGRAPHIQUE POUR CONDUIRE LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS 495
ANNEXE 7 : LA GRILLE D'ENTRETIEN SUIVIE POUR LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS A DOMICILE 496
ANNEXE 8 : LE QUESTIONNAIRE PROPOSE AUX USAGERS DU CENTRE-VILLE AU COURS DE L'ENQUETE QUANTITATIVE (CHAP. 5) 497
ANNEXE 9 : LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT DU GRAND OUAGA (SDAGO) 499
ANNEXE 10 : OBSERVATION DE L'AVENUE GUILLAUME OUEDRAOGO ET DE L'AVENUE DE L'UEMOA : PORTFOLIO COMPLET DE L'ENQUETE. 500
BIBLIOGRAPHIE : 518
TABLE DES ANNEXES 541
TABLE DES CROQUIS 542
TABLE DES ENCADRES 543
TABLE DES TABLEAUX 544

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

TABLE DES CARTES 545

TABLE DES FIGURES 546

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Résumé :

Cette thèse se propose d'étudier les modes d' « être-en-ville » à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, en périphérie des grandes dynamiques de la mondialisation, mais qui connaît des tentatives de mise aux normes de sa politique urbaine basée sur des modèles internationaux. L'objectif est d'analyser l'action du pouvoir sur la ville et sa confrontation avec les pratiques et représentations que déploient les habitants dans leur quotidien. Si cette confrontation peut donner lieu à une remise en cause directement politique, les habitants préfèrent souvent construire leurs propres modes de faire l'urbain sans entrer en résistance déclarée contre le pouvoir, selon des tactiques infrapolitiques. *In fine*, ce travail interroge la citadinité à Ouagadougou, en tant que rapport entre l'expérience citadine et la construction individuelle et collective en tant que sujet urbain.

En partant d'une relecture dynamique du concept de citadinité, considéré non comme une identité mais un processus, ce travail se propose de questionner les aspects politiques du rapport à l'espace urbain. Cette dimension politique peut se lire dans les rapports directs avec l'État et les pouvoirs constitués, mais passe également dans la pratique urbaine, révélant une lutte permanente des habitants pour l'accès aux ressources, et la mise en place de tactiques permettant d'atteindre ces objectifs sans s'exposer à une sanction sociale. Dans un premier temps, nous avons donc cherché à comprendre les logiques de l'espace conçu par le pouvoir, avant de voir que les pratiques et représentations des habitants pouvaient s'opposer à ces modèles officiellement promus de vie en ville. En nous basant sur une approche de la centralité comme système hiérarchique liant le spatial au social, nous avons établi que l'organisation de l'espace urbain ouagalais produisait des inégalités, notamment dans l'accès aux ressources de la ville. En conséquence, nous nous sommes intéressés au positionnement des habitants par rapport à cette situation urbaine inégalitaire, en nous attardant sur leurs représentations urbaines. Devant le constat que ces inégalités restent peu mises en question dans l'espace public, dans un contexte pourtant de forte politisation de la société burkinabè autour de l'insurrection d'octobre 2014, nous avons interrogé les modes de politisation locale des citadins. Derrière un apparent évitement de la politique, un désaveu de l'action militante ou des phénomènes de mobilisation autour d'intérêts privés, nous avons souligné la persistance de résistances infrapolitiques, c'est-à-dire de micro-résistances effectives se déployant à demi-mots dans des espaces interstitiels. Cette infrapolitique de l'espace permet de supposer l'existence d'un droit à la ville *de fait*, c'est-à-dire la construction par les habitants d'un ordre urbain social et spatial qui leur est propre, à travers leurs pratiques quotidiennes de la ville. Dès lors, il apparaît pertinent de s'intéresser aux raisons du large cantonnement de la mise en cause des inégalités spatiales à cette sphère infrapolitique, à son lien avec les autres types d'action politique et à sa réelle efficacité pour améliorer le quotidien des citadins.

C'est en définitive une vision de la ville comme dispositif subjectivant qui est ici défendue, l'expérience habitante permettant de se construire comme sujet politique. Ce travail entend ainsi ouvrir des perspectives de recherche sur les liens entre politisation *de* l'espace et politisation *par* l'espace.

Summary :

This PhD thesis deals with the modes of "being-in-town" in Ouagadougou, capital of Burkina Faso, on the outskirts of the great dynamics of globalization, but which is nonetheless experiencing attempts to bring its urban policy up to standard based on international models. In this respect, I try here to analyze the action of the State on the city, and its confrontation with the practices and representations the inhabitants deploy in their daily life. If this confrontation can be directly politically questioned, the inhabitants often prefer to build their own urban "arts of doing" without getting in a declared resistance against the power, according to infrapolitical tactics. Ultimately, this work questions urban life in Ouagadougou, as a relationship between the urban experience and individual and collective construction as an urban subject.

Starting from a dynamic analysis of the concept of "citadinity", considered not as an identity but a process, this work aims to question the political aspects of the relationship with urban space. This political dimension can be read in direct relations with the State and the others established powers, but also depends on the urban practice itself, revealing a permanent struggle of the inhabitants for access to the urban resources, and the establishment of tactics to achieve these objectives without being exposed to social sanctions. At first, we sought to understand the logics of the space designed by the power, before seeing that the practices and representations of the inhabitants could oppose these officially promoted city life standards. Based on an approach of centrality as a hierarchical system linking the *space* to the *social*, we have established that the organization of Ouagadougou's urban space produces inequalities, especially in access to the resources of the city. Consequently, we are interested in the positioning of the inhabitants in relation to this unequal urban situation, focusing on their urban representations.

According to the observation that these inequalities remain under-examined in public space, however in a context of strong politicization of Burkinabè society around the October 2014 insurrection, we questioned the modes of local politicization of the city dwellers. Behind an apparent avoidance of politics, a disavowal of activist action or mobilizations around private interests, we have underlined the persistence of infrapolitical resistances, that is to say effective micro-resistances which do not declare themselves, unfolding in half words in interstitial spaces. This infrapolitics of space allows to suppose the existence of a *de facto right to the city*, in other words, the construction by the inhabitants of their own social and spatial urban order, through their daily city practices. Therefore, it seems relevant to focus on the reasons for the broad confinement of the questioning about spatial inequalities to this infrapolitical sphere, its link with other types of political action and its real effectiveness in improving the daily lives of city dwellers.

Accordingly, I defended here a vision of the city as a subjectivizing *apparatus*, the dwelling experience making possible to construct oneself as a political subject. Thus, this work intends to open research perspectives on the links between politicization *of* space and politicization *by* space.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr